

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Réunion du 29 juin 2020



PROCES-VERBAL

Le Conseil départemental s'est réuni à l'Hôtel de Région le 29 juin 2020 sous la présidence de Monsieur Jean-René LECERF, Président du Conseil départemental.

La séance est ouverte par Monsieur le Président à 14 heures 05.

Nombre de membres en exercice : 82

Etaient présents : Martine ARLABOSSE, Bernard BAUDOUX, Charles BEAUCHAMP, Doriane BECUE, Anne-Sophie BOISSEAUX, Carole BORIE, Guy BRICOUT, Maxime CABAYE, François-Xavier CADART, Régis CAUCHE, Marguerite CHASSAING, Isabelle CHOAIN, Paul CHRISTOPHE, Marie CIETERS, Sylvie CLERC-CUVELIER, Joëlle COTTENYE, Arnaud DECAGNY, Frédéric DELANNOY, Catherine DEPELCHIN, Béatrice DESCAMPS-MARQUILLY, Béatrice DESCAMPS-PLOUVIER, Jean-Luc DETAVERNIER, Didier DRIEUX, Jean-Claude DULIEU, Yves DUSART, Soraya FAHEM, Isabelle FERNANDEZ, Bruno FICHEUX, Martine FILLEUL, Henri GADAUT, Marc GODEFROY, Jean-Marc GOSSET, Olivier HENNO, Jacques HOUSSIN, Sylvie LABADENS, Jean-René LECERF, Alexandra LECHNER, Michel LEFEBVRE, Annie LEYS, Didier MANIER, Geneviève MANNARINO, Isabelle MARCHYLLIE, Françoise MARTIN, Elisabeth MASQUELIER, Max-André PICK, Michel PLOUY, Christian POIRET, Eric RENAUD, Bertrand RINGOT, Caroline SANCHEZ, Nicolas SIEGLER, Marie-Christine STANIEC-WAVRANT, Marie TONNERRE, Patrick VALOIS, Anne VANPEENE, Jean-Noël VERFAILLIE, Philippe WAYMEL, Fabrice ZAREMBA, Isabelle ZAWIEJA-DENIZON, Karima ZOUGGAGH.

Absents représentés : Brigitte ASTRUC-DAUBRESSE donne pouvoir à Jacques HOUSSIN, Marie-Aline BREDAS donne pouvoir à Charles BEAUCHAMP, Josyane BRIDOUX donne pouvoir à Frédéric DELANNOY, Barbara COEVOET donne pouvoir à Régis CAUCHE, Gustave DASSONVILLE donne pouvoir à Marie CIETERS, Françoise DEL PIERO donne pouvoir à Anne-Sophie BOISSEAUX, Claudine DEROEUX donne pouvoir à Eric RENAUD, Carole DEVOS donne pouvoir à Sylvie LABADENS, Marie-Annick DEZITTER donne pouvoir à Geneviève MANNARINO, Sylvia DUHAMEL donne pouvoir à Fabrice ZAREMBA, Sébastien DUHEM donne pouvoir à Alexandra LECHNER, Isabelle FREMAUX donne pouvoir à Anne-Sophie BOISSEAUX, Mickaël HIRAUX donne pouvoir à Christian POIRET, Patrick KANNER donne pouvoir à Didier MANIER, Maryline LUCAS donne pouvoir à Charles BEAUCHAMP, Luc MONNET donne pouvoir à Olivier HENNO, Marie-Hélène QUATREBOEUF donne pouvoir à Jean-Luc DETAVERNIER, Roméo RAGAZZO donne pouvoir à Isabelle MARCHYLLIE, Benoît VANDEWALLE donne pouvoir à Didier MANIER, Virginie VARLET donne pouvoir à Isabelle FERNANDEZ, Roger VICOT donne pouvoir à Marc GODEFROY, Joël WILMOTTE donne pouvoir à Martine ARLABOSSE.

Le quorum étant atteint, le Conseil Départemental peut valablement délibérer (le quorum étant ensuite vérifié à l'ouverture de la discussion de chaque délibération).

*(La séance est ouverte à 14 heures 05 sous la présidence de
Monsieur Jean-René LECERF, Président du Conseil départemental du Nord.)*

M. le Président.- Mes chers collègues, je vous propose de démarrer notre séance.

Le Président BERTRAND viendra nous saluer tout à l'heure. Je le remercierai de son hospitalité. Nous allons essayer de ne pas nous habituer à ces conditions remarquables de travail dans ce lieu qui n'est certes pas aussi cosy que notre petit hémicycle départemental, mais qui offre d'autres avantages.

Je vais demander au plus jeune d'entre nous présent de procéder à l'appel de façon à constater si le quorum est atteint. Heureusement, nous sommes dans une condition de quorum particulière qui est liée à la crise sanitaire, je n'ai donc pas beaucoup d'inquiétudes. J'ai vu arriver à l'instant Jean-Noël VERFAILLIE qui, à mon avis, doit être notre benjamin, puisque je n'ai pas vu Doriane BÉCUE, ni Marguerite CHASSAING.

Monsieur le futur maire et benjamin, vous allez être mis au travail tout de suite.

N'oubliez pas, mes chers collègues présidents de groupe, de signaler les personnes qui sont représentées, pour lesquelles il y a un pouvoir. Vous savez en effet que les pouvoirs sont comptabilisés au niveau du quorum en cette période de crise sanitaire et que chaque conseiller présent peut être titulaire de deux pouvoirs, alors que, selon la règle normale, c'est un seul pouvoir, ce qui nous rend relativement sereins sur le fait d'avoir le quorum à 14 heures 10 et de l'avoir toujours à 22 heures 30.

(Appel nominatif des conseillers départementaux par Jean-Noël VERFAILLIE)

M. le Président.- Merci, mon cher collègue.

Nous constatons que le quorum est largement atteint et que, de toute façon, ces règles spécifiques nous donnent une certaine sérénité, même pour la suite des débats, de maintien du quorum.

Je précise à mon collègue Didier MANIER que, bien évidemment, je ne me suis permis d'excuser Patrick KANNER que parce qu'il m'avait envoyé un SMS me disant que, malheureusement, il ne pourrait pas être présent comme il l'avait souhaité mais que le groupe qu'il préside au Sénat réclamait urgemment sa présence.

Je vous signale que l'ordre de passage des orateurs des groupes d'élus pour la séance sera : tout d'abord le Groupe Union pour le Nord, ensuite le Groupe Communiste, Républicain, Citoyen et Apparentés et, enfin, le Groupe Socialiste, Radical et Citoyen.

Deux mots simplement avant que nous n'abordions les problèmes de cette séance, pour féliciter chaleureusement celles et ceux qui ont été élus ou réélus soit le 15 mars, soit hier, mais aussi pour dire à ceux auxquels le sort des urnes n'aurait pas été favorable que cela fait partie de notre vie politique d'avoir des succès et des échecs. Qui n'a pas connu les uns et les autres dans le courant de sa vie politique ? L'essentiel est d'avoir la conscience d'avoir bien travaillé et d'avoir sa conscience pour soi.

OUVERTURE DE LA RÉUNION

Approbation du procès-verbal

M. le Président.- Je voudrais vous solliciter pour l'approbation du procès-verbal de la réunion du Conseil départemental du 24 avril 2020, qui a dû vous être communiqué et dont vous avez pu procéder à la lecture.

Y a-t-il sur ce projet de procès-verbal des observations, des rectifications, des souhaits d'expression ? Je n'en vois pas.

Nous pouvons donc considérer qu'il est approuvé.

Le procès-verbal de la réunion du 24 avril 2020 est adopté par assentiment de l'Assemblée départementale.

Je vous en remercie.

Je signale que, lors de cette réunion, le président de séance était le président du Département et le secrétaire était Monsieur Yves DUSART. Nous aurons donc à cosigner, lui et moi, ce procès-verbal.

DÉBATS POLITIQUES

M. le Président.- Nous allons maintenant entrer dans les débats qui sont prévus au début de cet ordre du jour, en commençant par les débats politiques qui sont au nombre de deux, le débat post-Covid d'une part et le débat sur la situation économique d'autre part.

I. Débat « post-Covid »

M. le Président.- Je ne dirai qu'un mot en introduction de ce débat post-Covid, pour vous remercier les uns et les autres de la disponibilité dont vous avez fait preuve dans cette période difficile et compliquée, pour remercier encore plus les présidents de groupe et remercier davantage encore les présidents de groupe de l'opposition, Didier MANIER et Charles BEAUCHAMP – pour ceux de la majorité, je considère que c'est un peu normal –, du travail que nous avons pu mener ensemble où nous avons essayé les uns et les autres dans cette période difficile de gérer ensemble les problèmes du département, de nous serrer les coudes en quelque sorte et de prendre les décisions que nous avons pensé être les plus opérationnelles dans cette période compliquée.

Je serai amené à réintervenir à la fin de ce débat.

La parole est maintenant aux représentants des groupes d'élus. C'est le groupe Union pour le Nord qui s'exprimera en premier comme cela a été annoncé il y a quelques instants.

Monsieur Olivier HENNO va s'exprimer dans un premier temps sur ce débat post-Covid.

M. HENNO.- Monsieur le Président, chers collègues,

Je m'associe, Monsieur le Président, à vos propos de félicitations et de réconfort par rapport à nos collègues et j'y ajoute la phrase de Jacques CHIRAC : « La politique, c'est comme les chaussettes ; il faut mépriser les hauts et repriser les bas ».

Mes chers collègues, si nous ne sommes pas dans notre hémicycle qui a été taxé de « cosy », c'est bien la preuve que la crise du Covid-19 n'est pas terminée. Le virus rode toujours. Pour preuve, la semaine dernière, en Allemagne, au Portugal et même en Nouvelle-Zélande, voire aux États-Unis, de nouvelles restrictions ont été prises. La deuxième vague nous guette et même, selon les sondages, elle inquiète les Français. Notre rôle d'élus, le rôle du politique est d'accompagner nos concitoyens, mais surtout de les inciter à sortir de l'angoisse pour montrer un chemin et construire un avenir.

Je me félicite de l'organisation de ce débat. Les questions que nous devons nous poser sont nombreuses. Je veux les rassembler en trois groupes : la gestion de la crise et la sortie de la crise, les conséquences pour l'avenir et l'impact pour les territoires et le département du Nord.

Pour faire le bilan de cette crise et tenter d'imaginer la suite, je n'aborderai que très brièvement l'action du gouvernement.

Certes, la France s'est construite dans l'histoire autour de l'État. Nous ne cessons d'attendre beaucoup de lui, peut-être trop d'ailleurs, peut-être est-il temps de rompre avec cette chaîne de déceptions, d'en finir avec le jacobinisme et d'imaginer une décentralisation accrue et des politiques publiques moins technocratiques et plus proches du terrain. Même si nous savions peu de chose sur cette maladie, les décisions de l'État, au moins au début, ont été hésitantes, tardives et dictées par la pénurie de tests et de masques. Certains évoquaient même le livre de Marc BLOCH « L'étrange défaite » qui décrit la débâcle de 1940.

Heureusement, peu à peu, grâce surtout à l'engagement des collectivités territoriales, la machine administrative a su prendre la mesure de la situation. L'évolution de la doctrine sur les masques en est un parfait exemple : d'abord soi-disant inutiles contre la maladie, ils sont devenus essentiels, puis obligatoires. Il en est de même pour les tests, il a fallu beaucoup de temps pour inscrire cette doctrine qui sonne comme une évidence pour empêcher la propagation de la maladie. Tant que nous n'avons pas de vaccin, une seule solution : détecter, dépister, isoler.

Cette hésitation et cette lourdeur de l'État se sont incarnées dans certaines régions, dans le fonctionnement d'une institution peu connue du grand public, les ARS (agences régionales de santé). Créées, quand on relit les débats parlementaires de l'époque, pour introduire de la déconcentration, de la réactivité et de la transversalité dans la gouvernance de notre système de santé – excusez du peu –, elles ont souvent manqué aux objectifs qui leur étaient fixés. À l'inverse, les collectivités territoriales se sont très vite mises en mouvement pendant le confinement.

Le Département du Nord a été particulièrement présent dans cette crise. Notre président Jean-René LECERF a été, comme je le répète souvent, un véritable capitaine dans la tempête. Il est même devenu docteur ès masques, maîtrisant la distinction entre masques chirurgicaux, masques FFP2 et masques FFP3.

Des mesures fortes ont été prises par l'ensemble des groupes dans l'ensemble de l'exécutif, chacun dans sa délégation a su prendre la mesure de la crise et, au nom de l'ensemble du Groupe Union pour le Nord, je souhaite les féliciter.

Nous avons acheté – n'est-ce pas, Monsieur le directeur général des services – plus de 6 M€ d'équipements de protection, notamment pour les agents de l'aide sociale à l'enfance, les aides à domicile, les personnels des foyers pour personnes âgées et les EHPAD. Nous avons lancé un partenariat avec le laboratoire d'analyses départemental pour fournir plusieurs centaines de tests par semaine aux établissements médicosociaux. Le Département a été aussi présent pour ce qui concerne la protection maternelle et infantile qui est en première ligne et les agents de la PMI ont assuré 1 000 consultations et 500 visites à domicile ; je tiens aussi, au nom du Groupe Union pour le Nord, à les remercier.

Des paniers de nourriture ont été gracieusement distribués aux familles modestes, une façon d'aider également les agriculteurs et autres producteurs de la région qui travaillent avec les cantines scolaires qui étaient ou sont parfois encore fermées.

C'est véritablement toute notre institution départementale qui a pris une attitude de combat face à la crise. Notre slogan « Le Département est là » a pris encore une fois tout son sens et tous les chantres de la suppression du millefeuille administratif, qui avaient depuis longtemps le Département dans le viseur, sont devenus et sont restés muets. On ne parle plus maintenant de la suppression des Départements, mais d'une nouvelle décentralisation avec en son cœur les Départements.

Cette formidable mobilisation a été possible grâce à l'engagement de chacun et je voudrais avoir des remerciements particuliers pour les 12 000 agents du Département qui font un travail remarquable au quotidien. Ils sont au cœur de notre action et leur engagement mérite d'être souligné. Ils sont le bras armé du Département. Bravo et merci, votre engagement pour les Nordistes vous honore.

Mais, si nous avons pu mener à bien toutes ces actions, c'est aussi grâce aux efforts exceptionnels qui ont été mis en œuvre par la majorité départementale depuis 2015. Nous avons su faire des choix forts qui se révèlent aujourd'hui payants. Telle la fourmi dans la fable, quand la crise du Coronavirus fut venue, nous n'étions pas dépourvus.

En 2015, quand nous arrivons à la tête du Département, 95 collèges étaient équipés de classe numérique. Ils sont 203 aujourd'hui. C'est cela qui a permis à nos collégiens de continuer l'école à distance pendant le confinement et qui nous permettra de mettre en place les vacances apprenantes indispensables pour les collégiens décrocheurs et même pour les collégiens qui voudraient approfondir leurs connaissances et qui ont souffert pendant le confinement.

Depuis 2015, un formidable travail pour le maintien à domicile de nos seniors a été lancé. Le service d'accompagnement et d'aide à domicile a été exceptionnel dans cette crise et je suis très heureux que nous votions une prime aujourd'hui.

Il en est de même pour ce qui concerne le RSA et notre politique de retour à l'emploi des allocataires. Les chiffres à venir pourraient nous inciter au découragement, mais c'est le contraire, ils justifient totalement notre action. C'est grâce encore une fois à ce volontarisme politique que nous disposons d'une capacité d'agir en fonctionnement et en investissement. La présentation du compte administratif 2019 par notre premier Vice-président Christian POIRET dans quelques minutes en fera la parfaite démonstration.

Cette crise de la Covid-19 aura un impact sur notre vie à venir et sur le fonctionnement des institutions. Comme le disait le ministre Olivier VÉRAN il y a quelques jours au Sénat, la génération Y – celle dont je fais partie –, qui est coincée entre les babyboumeurs et la génération X, aura connu successivement le chômage de masse, le Sida, le réchauffement climatique et la crise sanitaire sans précédent qu'est la crise du Covid-19 depuis la grippe espagnole de 1918.

Mes chers collègues, je terminerai mon intervention en parlant de l'avenir. Mais, avant, je veux dire un mot sur la terrible abstention de ces élections municipales. Elle nous oblige à l'humilité, mais aussi à refonder nos institutions.

Cette abstention est-elle uniquement la faute du Covid-19 ? Je ne le crois pas, j'ai un doute. Le mal est plus profond, il touche la démocratie représentative à tous les étages. Il faut sans doute mieux défendre cette démocratie représentative et avec plus d'ardeur.

Voilà pourquoi, dans cette période qui s'ouvre, nous devons être capables de tirer le bilan et les pleines conséquences de tout ce qui s'est passé. Dans ce monde de demain que chacun tente aujourd'hui d'imaginer, il faudra compter encore plus sur nos territoires et sur nos collectivités locales et territoriales. Leur rôle doit être refondé autour de compétences fortes et d'une véritable autonomie de gestion, voire autonomie fiscale.

La fébrilité de l'État, en comparaison de l'action des collectivités, doit nous pousser à imaginer une nouvelle grande étape de la décentralisation.

Si je pouvais, en tant que président de groupe, souffler un mot au Président de la République, je lui dirais de libérer les énergies et de donner les moyens aux territoires.

Pourquoi ne pas laisser par exemple les Départements, en collaboration avec l'assurance maladie, gérer l'attribution des fonds de solidarité pour l'autonomie ? Nous pourrions tout à fait imaginer un financement national qui permettrait une mutualisation, une péréquation, ce qui va dans le sens de ce que défend notre président Jean-René LECERF depuis longtemps. Il en va de même sur la future loi « dépendance et autonomie », dont un de nos collègues Paul CHRISTOPHE est rapporteur.

Les précédentes majorités, lorsqu'elles ont souhaité améliorer la situation des personnes âgées dépendantes, ont buté sur l'impasse financière que représente la création d'une nouvelle branche de la Sécurité sociale. Elles n'ont pas su se donner les moyens de leurs ambitions, à cause de la crise financière, à cause du terrorisme, mais le résultat est là.

Aujourd'hui, la porte s'ouvre. Il faudra s'appuyer au maximum sur l'expertise développée au niveau départemental et associer les collectivités. L'expérience dans la gestion de la dépendance dont disposent les Départements est une force ; le gouvernement doit s'en saisir.

Il faut faire du Département une sorte de pilote auprès duquel pourrait être déconcentrée une fraction significative des moyens permettant la prise en charge de la dépendance et du handicap. La nouvelle branche se trouverait investie d'une mission nationale de veille et de garant.

Ces propositions sont ambitieuses, j'en ai pleinement conscience, mais ne boudons pas notre plaisir.

J'ai été très marqué, mes chers collègues, par les propos du président DELFRAISSY, lorsque j'étais rapporteur de la loi bioéthique au Sénat. Il nous a dit ceci – c'était avant la crise du Covid – : « On meurt mal dans notre pays, on meurt mal en France ». Il ne s'agit bien sûr pas de critiquer le personnel des EHPAD, merveilleux de dévouement, il s'agit de s'interroger sur le degré d'humanité pour les personnes en fin de vie. Ma conviction est qu'on peut mieux faire et que les Départements pourront mieux faire s'ils ont plus de responsabilité dans le secteur médicosocial.

Voilà, mes chers collègues, dans un monde en pleine mutation, à l'aube peut-être d'un big bang territorial – on verra –, nous avons la conviction que le Département du Nord peut, à l'échelle de notre territoire, tenir une place centrale dans le monde post-crise Covid-19 dans l'intérêt des Nordistes.

Je vous remercie.

M. le Président.- Merci, Olivier HENNO.

Je donne la parole à Jean-Claude DULIEU pour le Groupe Communiste, Républicain, Citoyen et Apparentés.

M. DULIEU.- Monsieur le Président, mes chers collègues,

Nous venons de vivre une période dramatique pour de nombreuses familles avec la crise sanitaire Covid-19. J'ai une pensée toute particulière pour toutes celles et ceux qui ont été atteints dans leur chair par ce virus, une crise sanitaire qui peut revenir tant que nous ne possédons pas de traitement, ni de vaccin.

Comment en sommes-nous arrivés là ? Je ne serai pas de ceux qui analysent les mois passés avec leurs certitudes d'aujourd'hui, ni de ceux qui veulent instrumentaliser la souffrance pour développer le populisme ou le complotisme.

Ces dernières années, les rapports de l’OMS, de l’ONU, d’ONG interpellaient les États sur les risques de pandémies liées aux zoonoses. Ces recommandations ont été balayées d’un revers de main. Recherches trop coûteuses, non rentables, non prioritaires ! Des arguments qui résonnent aujourd’hui tristement dans nos esprits.

L’onde de choc du coronavirus a secoué notre système de santé, fondé sur un hôpital public essoré par des décennies de politiques austéritaires.

Les manques et les carences sont apparus tout au long de la crise : pas de personnel en quantité suffisante, pas de matériel de protection pour les soignants, pas suffisamment de lits en réanimation, pas de stocks de médicaments. Et pourtant, les personnels soignants avaient fait entendre leur voix d’une manière remarquable en 2019, malheureusement dans un déni et mépris total de la part du gouvernement.

La gestion de crise par le gouvernement a été contestable à plus d’un titre. C’est un constat aujourd’hui majoritairement reconnu.

- D’abord sur l’aspect sanitaire, avec des attermolements permanents et un manque de transparence concernant par exemple les masques et les tests.
- Ensuite, sur la méthode, avec un Parlement complètement ignoré par le pouvoir en début de crise.
- Enfin, par des décisions souvent dictées par des préoccupations économiques au mépris des considérations sanitaires.

Dans ce contexte d’incertitude liée à la méconnaissance du virus, déclarer au nom de l’État tout et son contraire ne pouvait que contribuer à augmenter la peur. Je rappelle que le 1^{er} mars, 30 % des Français déclaraient avoir peur du virus ; le 30 avril, ce pourcentage était de 68 %.

L’enquête parlementaire nous éclairera sur l’ensemble de ces dysfonctionnements et manquements.

Le Président de la République a parlé de guerre, mais la France était totalement désarmée.

Le fiasco des masques en constitue une bonne illustration. Pour cacher la pénurie, on nous a dit, arguments scientifiques à l’appui, que les masques n’avaient aucune utilité et représentaient même certains risques en cas de mauvaise utilisation. Ensuite, on nous a affirmé qu’ils étaient indispensables et pouvaient contribuer à sauver des dizaines de milliers de vies.

Les Français ont dû passer par la débrouille généralisée. Heureusement, il y a eu les élans d’entraide et de solidarité...

Afin de répondre aux recommandations du conseil scientifique, notre groupe a réclamé la gratuité des masques lors d’un rassemblement à Lille face l’ARS. Cette revendication n’est pas seulement une question de justice sociale, mais aussi un enjeu majeur de santé publique. Pour nous, la Sécurité sociale devrait dans l’avenir assurer cette distribution.

Demander d’ouvrir les établissements scolaires pour soi-disant agir contre l’échec scolaire et réduire les inégalités sociales, alors que les véritables raisons étaient d’accueillir les enfants des salariés pour favoriser la reprise économique... personne ne fut dupe.

Les Français pouvaient être en droit d’attendre de l’État français, 6^e puissance mondiale, d’être à la hauteur des exigences : un État fort capable d’organiser la riposte sanitaire et de mettre à disposition de chacun, l’équipement et le personnel soignant nécessaires ; un État stratège à même de construire une réponse économique et industrielle en se saisissant de ses prérogatives et des outils existants tels que la réquisition d’usines ou des nationalisations temporaires pour la production de produits pharmaceutiques, tests et masques. Il n’en a rien été !

Afin de pallier les défaillances de l’État – comme vient de le dire notre collègue –, les collectivités se sont mobilisées pour éviter que ne se creusent un peu plus les inégalités. Elles ont montré leur souplesse, leur réactivité et leur efficacité au plus près des populations.

Les services publics, les mal-aimés d’hier, sont devenus des maillons indispensables pour maintenir une présence sociale sur le terrain et maintenir le tissu économique mis à mal par le confinement.

Concernant les EPHAD, la gestion de la crise dans ces structures reviendra certainement au-devant de la scène et fera scandale. Le décompte quotidien des décès dans les hôpitaux séparément des décès dans les EPHAD pose la question : Les personnes âgées résidant en EPHAD ont-elles toutes eu le droit accès à l’hospitalisation et aux services de réanimation ?

Pour prévenir l’avenir, ne devrions-nous pas, Monsieur le Président, comme cofinanceur des EPHAD, demander une commission départementale sur la gestion sanitaire dans les EPHAD durant cette crise ?

C’est dans ce contexte compliqué que le Département est intervenu. Nous y avons tous participé dans la mesure de nos compétences et capacités.

- Pour les masques, avec les mêmes difficultés qu'au plan national, nous avons pu fournir les différents personnels des structures dépendantes du Département, même au-delà aux assistantes maternelles. Vous aviez été interpellé à ce sujet par notre collègue Charles BEAUCHAMP.

- Localement, nous avons pu élargir ces distributions, comme dans notre canton, aux responsables des associations caritatives qui ont maintenu leurs activités, assurant ainsi de moins mauvaises conditions de confinement pour les personnes fragilisées et isolées.

- Par les colis de denrées alimentaires nous avons permis aux agriculteurs locaux de trouver de nouveaux débouchés et aux familles très précarisées de pouvoir bénéficier de denrées de qualité.

Nous tenons à féliciter publiquement l'ensemble des services qui se sont mobilisés sur ces actions.

Aujourd'hui, vous formulez des propositions dans le cadre du plan de soutien pour les Nordistes fragilisés en sortie de confinement. Nous nous exprimons maintenant sur ce plan et n'interviendrons donc pas tout à l'heure lorsque vous présenterez ce dossier.

D'abord, nous souhaitons exprimer notre étonnement sur le fait qu'il n'y ait pas de visibilité de l'enveloppe globale consacrée à ce plan et notre grande déception concernant sa faible ambition.

Vous rappelez dans votre rapport les dispositifs existants au Département du Nord : l'accueil des publics vulnérables, notamment par le Service social départemental. Il s'agit de ressources déjà existantes, mais soit, cela ne mange pas de pain de le rappeler.

Ensuite, vous proposez un focus sur la politique de retour à l'emploi des publics fragilisés par le confinement. Vous annoncez quelques moyens humains supplémentaires avec l'ouverture de six postes de travailleurs sociaux. Même topo pour l'emploi des jeunes, vous préconisez 11 nouveaux coaches IEJ. Ces moyens nous paraissent minces au vu du bondissement des nouveaux entrants au RSA.

Côté allocataires, vous permettez un cumul RSA/emploi pendant trois mois dans certains secteurs définis. Pourquoi ne pas généraliser cette mesure à l'ensemble des secteurs ?

Idem pour le coup de pouce financier via le dispositif Activ'Emploi. Pourquoi le limiter aux allocataires qui trouveraient un emploi dans le secteur de l'aide à l'enfance ?

Vous énumérez d'autres mesures qui s'inscrivent dans la politique déjà engagée comme promouvoir le CIE dans les entreprises.

Pour ce qui est du fonds d'aide exceptionnel à destination des personnes en grande fragilité, vous vous empressez de préciser qu'il s'agit d'une aide ponctuelle et exceptionnelle, en complément des aides réglementaires. Ce fonds, s'élève à 1 M€ avec un maximum de 500 € par famille. Environ 2 000 familles seront donc concernées ! Cela nous semble très insuffisant, d'autant que, dans le Nord, ce sont 200 000 familles, soit 100 fois plus, qui ont bénéficié de l'aide exceptionnelle de solidarité de l'État. Nous demandons donc que cette enveloppe puisse être revue.

Dernier axe de votre plan de soutien, les enfants et les jeunes vulnérables, fragilisés par la crise sanitaire. Là encore, l'enveloppe est de 1 M€. Pour le public collégien, des mesures bien peu ambitieuses, comme le prêt de matériel informatique. Pourquoi ne pas proposer une aide à l'achat d'ordinateur, d'autant plus que les crédits d'Aide à la réussite des collégiens qui ne sont pas tous consommés ?

D'autres actions sont saupoudrées de-ci de-là :

- Des sorties culturelles pour les publics cibles du département cet été. Cela se fait déjà.

- Pour les jeunes de l'ASE, vous entendez doubler l'offre de séjour en colonies de vacances. Nous nous en félicitons, c'est une très bonne idée. Malheureusement, vous aviez sabré une partie de cette politique il y a quelques années. Pour nous, le soutien au départ en vacances devrait aller au-delà des jeunes de l'ASE car beaucoup de familles nordistes ne peuvent pas payer de vacances à leurs enfants et c'est encore plus vrai après le confinement.

Pour le Nord, sauf erreur de notre part, il n'y a rien pour l'emploi local en complément du Fonds Régional Covid et rien non plus pour les collectivités.

Monsieur le Président, nous vous faisons des propositions supplémentaires :

- Nous proposons d'allouer un budget pour l'aide des TPE, PME et commerçants de la ruralité afin de sauvegarder les emplois locaux.

- Pour les collectivités locales, nous proposons d'aider les communes rurales qui ont dû s'équiper pour accueillir leurs administrés dans leurs divers équipements publics ; des investissements dont les montants peuvent paraître modiques, mais qui grèvent fortement leur budget. Je propose que nous ouvrons une ligne budgétaire dans Villages et bourgs afin de leur octroyer une

aide financière. Cela est possible puisque, cette année, nous ne consommerons pas l'enveloppe des Projets structurants et la fongibilité entre les PTS et l'ADVB est possible. Certes, les travaux ont déjà été réalisés, puisqu'il y avait urgence, il y aura donc nécessité d'une dérogation pour travaux effectués.

- Pour les collèges dont les cantines furent interrompues près de trois mois, nous proposons de décider la gratuité des repas jusqu'en décembre.

- Pour prévenir l'avenir, fort de notre présente expérience, nous vous proposons, Monsieur le Président, de doter le Département d'un stock permanent de masques.

En conclusion, je pense que l'idée grandit du besoin d'un grand retour de l'État, pas d'un État pompier, mais d'un État qui assume sur la durée une ambition pour les services publics : la santé, l'éducation, les transports, le logement, la justice sociale, le combat climatique.

La relance économique ne doit pas perpétuer le monde d'avant, mais servir de levier pour imposer partout une ambition sociale et écologique. Les Français attendent des décisions concrètes redonnant du sens à l'action publique. La construction du monde d'après ne pourra pas se faire sans les collectivités.

Pour atteindre ces objectifs, le Département a un rôle déterminant à jouer. C'est pourquoi nous devons encore plus faire entendre notre voix à Paris, à Matignon et à L'Élysée.

Merci.

M. le Président.- Merci, Jean-Claude DULIEU.

Je donne la parole au troisième orateur inscrit qui est le président du Groupe Socialiste, Radical et Citoyen, Didier MANIER.

M. MANIER.- Monsieur le Président, chers collègues,

Tout d'abord, l'intitulé de notre débat post-Covid m'a, dans un premier temps, interpellé. En effet, cela a été dit, personne ne sait si nous avons passé le cap de l'épidémie ou si nous devons nous attendre encore à de graves difficultés sanitaires liées au Coronavirus. Jean-Claude le disait, l'Organisation mondiale de la santé avertissait encore la semaine dernière sur la pandémie qui – je cite – « continue de s'accélérer dans le monde avec le dernier million de cas signalés en seulement huit jours ». Les chiffres ne nous invitent guère à l'optimisme, les avis scientifiques non plus. Selon les termes de l'OMS, une nouvelle pandémie pourrait survenir – je cite encore – « dans n'importe quel pays, à n'importe quel moment et tuer des millions de personnes parce que nous ne sommes toujours pas préparés ».

Il est donc, je le crois, indispensable de prendre du recul pour dresser une première analyse de la crise et des réponses que nous pouvons apporter à notre échelle. Merci, Monsieur le Président, d'organiser cet après-midi cet échange.

Durant le confinement, de nombreux experts, chercheurs, philosophes, et j'en passe, évoquaient et prônaient le changement plus ou moins radical vers une économie moins carbonée, une mondialisation moins sauvage, une mobilisation contre la crise écologique, pour la défense des écosystèmes, mais également une lutte plus déterminée contre les inégalités qui sont un véritable fléau. Pour l'heure, nous n'avons pas encore basculé dans ce monde d'après, force est de le constater.

Pour autant, l'opinion publique a considérablement évolué. Les citoyens ont largement pris conscience de notre fragilité collective face au risque de la crise sanitaire, évidemment, mais également face aux risques que sont le réchauffement climatique, le recul de la biodiversité et l'ensemble des menaces qui pèsent sur notre santé et notre sécurité.

La crise a bousculé certains repères et certaines croyances, elle a aussi permis de réaffirmer certaines priorités, comme la nécessité de conforter et, plus encore, de renforcer nos services publics.

Durant toute la période de confinement, le service public hospitalier et le travail des soignants ont été sous le feu des projecteurs, mais nous avons aussi découvert ou redécouvert l'importance de métiers qui ne sont jamais valorisés en temps normal et qui sont devenus tout à coup beaucoup plus visibles. Je pense au personnel des maisons de retraite, aux caissiers dans les supermarchés, aux postiers, aux éboueurs, tout comme aux agents publics et aux fonctionnaires, pompiers, enseignants mobilisés, travailleurs sociaux, qui ont bénéficié d'une reconnaissance inédite de la population.

Si l'on peut retenir une chose positive de cette période, c'est bien l'union nationale autour de nos services publics. Pour une fois, ce n'est pas la question de leur coût qui est au centre du débat, mais celle de leur continuité et de leurs moyens. Le Coronavirus apporte un nouvel éclairage sur ce point. Le coût humain, économique et social de l'épidémie sera au total bien plus lourd que ne l'aurait été la remise à niveau de notre politique hospitalière et de l'ensemble des services publics qui permettent une plus grande résilience face aux crises. Nous pouvons en tirer une leçon : la gestion comptable et les restrictions budgétaires sont

une impasse stratégique et nous fragilisent collectivement. Lorsque vous fermez des lits dans les hôpitaux, lorsque vous affaiblissez les services publics, lorsque vous sous-financez les collectivités, vous diminuez les réponses face à la crise et vous êtes malheureusement condamnés à subir les événements. Personne ne peut le nier.

Gouverner, c'est choisir, disait Pierre MENDÈS FRANCE. Nous devons donc choisir entre poursuivre sur le même modèle avec les mêmes doctrines ou changer et revoir l'ordre de nos priorités politiques.

Le temps, je le crois, est venu de se poser les bonnes questions.

- La priorité est-elle le désendettement à marche forcée ou la planification des investissements afin de préparer l'avenir ?
- La priorité est-elle de supprimer des postes d'agents ou de préserver les effectifs et de les redéployer en fonction des secteurs sous tension ?
- La priorité est-elle de réduire les moyens des bailleurs sociaux ou de débloquer des fonds afin d'accompagner la rénovation énergétique des logements sociaux ?
- La priorité est-elle encore de serrer la vis des dépenses sociales ou de contribuer au plan d'urgence afin de venir en aide aux populations précaires qui n'ont évidemment aucune responsabilité dans la crise actuelle ?

Nous pensons que les enjeux de solidarité doivent redevenir prépondérants. C'est vrai au niveau national et c'est vrai au niveau de notre département.

Monsieur le Président, nous nous félicitons des premières mesures d'urgence qui ont été prises durant le confinement et auxquelles vous nous avez étroitement associés, nous vous remercions. Je pense en premier lieu à la livraison du matériel sanitaire aux associations, aux structures sociales et médicosociales, aux EHPAD, aux établissements pour personnes handicapées, aux foyers de la protection de l'enfance ou encore aux personnels de santé.

Nous avons également accueilli avec une grande satisfaction, puisqu'il s'agissait d'une revendication de longue date des élus de notre groupe, votre décision de revaloriser le tarif horaire des services d'aide à domicile qui ont accompli et continuent d'accomplir une mission d'accompagnement exemplaire auprès des personnes âgées.

Le Département a également dû gérer les premières conséquences sociales de la crise qui risquent malheureusement de s'aggraver. Nous sommes particulièrement vigilants sur les publics touchés par le chômage et la perte de revenu. Le risque est de basculer, nous le voyons quotidiennement, du jour au lendemain dans la spirale de la pauvreté. Notre collectivité doit tout faire pour amortir le choc, c'est un impératif.

Nous souhaitons que les dispositifs départementaux puissent être pleinement et durablement mobilisés. Je pense au fonds de solidarité logement, au fonds départemental d'aide aux jeunes et à la garantie jeune, au dispositif de lutte contre les violences familiales, au fonds d'aide à la réussite du collégien ou encore aux associations caritatives qui doivent être encore davantage soutenues au regard des besoins en aide alimentaire.

Enfin, nous remercions à nouveau les collaborateurs du Département qui se sont mobilisés pour assurer la continuité du service public dans des conditions évidemment particulièrement difficiles.

Dans nos unités territoriales de proximité, les agents départementaux sont au contact de la population en première ligne face au choc social auquel nous sommes confrontés. Tous les indicateurs vont dans le même sens. Avec la récession économique, l'Unedic anticipe la destruction de 900 000 emplois salariés d'ici la fin de l'année. L'intérim s'est déjà effondré à hauteur de 40 %. Les jeunes sont les premières victimes, ils sont davantage touchés par le chômage, un jeune sur six est moins accompagné.

La situation est extrêmement tendue, elle le sera encore plus demain. Certains chercheurs redoutent même que les conséquences sociales de l'épidémie ne soient plus graves encore que l'épidémie elle-même. L'histoire le démontre. Des économistes de la santé ont établi que les cohortes exposées in utero à la grippe espagnole de 1914-1919 avaient un niveau d'instruction inférieur, une incapacité physique en moyenne plus élevée et un statut socioéconomique plus faible par rapport aux autres cohortes de naissance. C'est dire la gravité d'une telle crise qui a des conséquences durables sur les générations futures.

Pour l'heure, nous ignorons complètement de quoi sera fait le monde après le Coronavirus. Pour autant, l'histoire donne raison à ceux qui ont défendu l'État-providence, l'intervention publique, la redistribution des richesses face à la montée des inégalités et la nécessité de mieux réguler la mondialisation. Désormais, plus personne, pas un gouvernement n'ose évoquer dans les critères de bonne gestion le poids de la dette ou le non-recours à l'emprunt. Les règles ont changé, les dogmes économiques ne comptent plus, la priorité est de relancer et de reconstruire.

Dans notre département, nous ne pouvons pas rester sur notre trajectoire budgétaire d'avant crise. Les circonstances actuelles l'interdisent. Le temps est venu de reconsidérer notre rôle et nos missions stratégiques. Nous vivons une période exceptionnelle, la crise a réhabilité la décentralisation et l'action des collectivités locales. Il faut prendre la balle au bond. Comment comptez-vous

rompre avec l'austérité pour construire des politiques résilientes, de proximité, adaptées aux fragilités de nos différents territoires et aux besoins de nos populations ? C'est la seule question que nous devons nous poser.

Notre voisin, le Département du Pas-de-Calais, a pris les devants et va lancer un grand plan de mobilisation qui concerne l'ensemble des politiques départementales. Au total, le Département du Pas-de-Calais s'apprête à débloquer 60 M€ supplémentaires dans l'urgence afin de faire face à la crise.

Il ne s'agit pas de courir après la dépense, mais d'être à la hauteur, en mesure d'accompagner les populations les plus fragiles et de préparer l'avenir de nos territoires.

Nous souhaitons que le Département du Nord s'engage lui aussi sur un grand plan de reconstruction. À court terme, il s'agit évidemment de panser les plaies, mais notre objectif est bien de préparer sur du plus long terme les transitions écologiques et solidaires de notre territoire. Nous devons agir sur cinq dimensions.

La première est la dimension humaine. La solidarité doit s'exprimer. Il faut d'abord du soutien aux personnes fragilisées, en priorité les jeunes. Nous souhaitons des mesures à la hauteur de la crise, comme l'augmentation du fonds d'aide aux jeunes, bien sûr, mais aussi l'ouverture exceptionnelle des droits RSA pour ceux qui ont perdu leur stage ou leur emploi.

Nos efforts doivent redoubler en matière de lutte contre les exclusions. Il faut renforcer nos dispositifs d'aide contre l'endettement, d'aide à la mobilité et à la garde d'enfants, abonder le fonds de solidarité logement et relancer l'activité des structures de l'insertion avec des moyens supplémentaires. Nous avons vu comment la fracture numérique avait accentué les inégalités à l'école. Le Nord doit débloquer davantage de moyens pour l'équipement numérique des collégiens à l'image du Pas-de-Calais qui va investir 1,5 M€ supplémentaire sur cette politique.

Enfin, nous sommes dans l'attente d'un nouveau contrat de confiance entre le Département du Nord et les structures partenaires de nos politiques sociales afin de sécuriser leur trajectoire financière.

La deuxième dimension de ce plan de reconstruction est le soutien aux partenaires associatifs. Nous savons que de nombreuses structures de proximité associatives, culturelles, sportives, ont vu leur activité stoppée nette avec le confinement. Nous pouvons imaginer comme d'autres collectivités la création de nouveaux fonds de soutien volontaristes afin de préserver leur emploi et de favoriser leur reprise. La crise révèle et renforce le besoin de création, de savoir et de partage.

La troisième dimension est le soutien à l'emploi local. Le Pas-de-Calais va accélérer la reprise des chantiers en proposant une avance de 30 % sur les projets d'équipements sportifs, les projets de restauration du patrimoine et les projets liés à la lecture publique. 3 M€ vont également être injectés au bénéfice de Pas-de-Calais Habitat afin de soutenir la rénovation thermique des logements.

La quatrième dimension de ce plan de reconstruction est le soutien aux collectivités, premiers investisseurs publics en France. Le Département du Nord doit être sur les starting-blocks pour accompagner, dès la formation des conseils municipaux, les projets des communes. Nous pouvons également agir davantage pour favoriser les modes doux de déplacement en milieu urbain, périurbain et rural alors que la crise montre un changement évident des comportements.

Enfin, la cinquième dimension est le renforcement de nos services publics de proximité. Comme l'a dénoncé le défenseur des droits à l'occasion de son rapport annuel d'activité publique en juin 2020 – je cite –, « les inégalités sociales et territoriales, les reculs des services publics déjà à l'œuvre ont été exacerbés avec le confinement ». Nous souhaitons que les effectifs statutaires soient consolidés au sein de nos services départementaux. En outre, le recours aux nouvelles technologies doit être considéré comme un outil supplémentaire au service des usagers, pas comme un instrument de réduction des coûts du personnel.

Ce plan n'est évidemment pas exhaustif. Il doit être décliné à l'aune des priorités en matière de santé, d'environnement, d'aménagement du territoire ou de transition écologique.

Cependant, nous souhaitons que le Nord puisse se doter d'une toute première feuille de route dès le prochain budget supplémentaire. La donne a changé, les lignes doivent bouger, l'après Covid-19 doit ouvrir la voie à une politique davantage volontariste et ambitieuse. Ce qui passait hier pour un choix de bonne gestion peut apparaître aujourd'hui comme une décision absurde. Le temps est venu de mettre à jour notre logiciel départemental et de nous engager sur de véritables priorités que sont le renforcement de nos services publics, l'accompagnement solidaire des populations à chaque étape de la vie, le développement des politiques volontaristes innovantes, ainsi que la nécessaire transition écologique qui est devenue aujourd'hui une urgence.

Je vous remercie de votre attention.

M. le Président.- Merci, mon cher collègue Didier MANIER.

Mes chers collègues, quelques mots à mon tour si vous le voulez bien, en essayant de ne pas reprendre ce qui a été dit par les uns et par les autres et en remerciant les trois orateurs pour les propositions très concrètes qu'ils ont faites et qui donnent, je crois, beaucoup de richesse à notre réunion de cet après-midi.

Je me disais d'ailleurs en vous écoutant qu'il serait peut-être pertinent que l'on songe à mettre en place, peut-être à la rentrée de septembre, un vaste séminaire que nous aurions préparé préalablement ensemble sur les orientations nouvelles qui pourraient être liées à cette crise Covid que nous avons connue et qui pourrait s'enrichir de la présence d'un certain nombre de grands témoins que nous choisirions ensemble pour mieux avancer sur ces dossiers.

Ce qui me traumatisera encore très longtemps, j'en suis convaincu, de cette crise Covid, c'est le drame des EHPAD ou le drame des maisons de retraite. Le terme d'EHPAD (établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes) est un terme qui, je crois, appartiendra bientôt au passé. Il était déjà insupportable à l'avant Covid, il est aujourd'hui à rayer en quelque sorte du vocabulaire. En effet, vous l'avez dit, c'est cruellement vrai, si on prend le nombre de victimes de cette pandémie dans notre département, si l'on ajoute les personnes décédées dans les EHPAD et les personnes qui ont été dans les EHPAD et qui sont décédées dans les hôpitaux, on arrive à des pourcentages colossaux de victimes au niveau de ces établissements d'hébergement des personnes âgées.

Sur ce point, nous ne pourrions pas en rester là. Je ne cherche pas à faire le procès des uns ou des autres, je pense que les soignants ont fait tout ce qu'ils pouvaient, de même que les personnels de ces établissements, mais, lorsqu'on compare le drame des EHPAD et la situation assez satisfaisante des services d'aide à domicile où le nombre de drames a été extrêmement limité, de même que dans l'accueil familial, on se dit qu'il y a réellement sur ce point une situation qui est insupportable, il y a des blessures qui ne cicatriseront jamais sur les drames qui se sont produits, sur les personnes qui sont décédées seules dans des conditions qui paraissent relever d'un autre âge, situation sur laquelle je crois que le plus grand hommage que nous puissions rendre à ces victimes est de faire en sorte que ces souffrances n'aient pas été totalement inutiles et que nous trouvions effectivement des solutions pour y pallier à l'avenir.

Je crois par exemple fermement que la centralisation en matière médicosociale a montré ses limites, que les EHPAD doivent cesser d'être écartelés entre les ARS et les structures départementales, qu'il est peut-être temps de faire en sorte que le Département devienne le chef de file pour l'ensemble du médicosocial et que, sur cette responsabilité-là, les autorités régionales de santé nous soient effectivement subordonnées et soient placées sous l'autorité des Départements. Je pense que l'éclatement des responsabilités n'est jamais une bonne chose.

Ce ne sont pas du tout les personnes qui sont en cause. J'ai rencontré deux fois par semaine dans un premier temps, puis une fois par semaine le directeur régional de l'ARS, Monsieur CHAMPION, dans la conférence Covid qui était présidée par le préfet en présence de tous les présidents de Département, des deux rectrices de cette région, en présence de tous les préfets, du président du Conseil régional, en présence des responsables du Samu, des responsables des sapeurs-pompiers. J'ai constaté comme vous l'évolution du discours de l'ARS, y compris sur les masques entre une semaine et l'autre semaine ; ce qui ne servait à rien dans un premier temps et ce qui était même dangereux devenait absolument indispensable dans les semaines qui suivaient. Je n'ai pas pu m'empêcher d'interroger les uns et les autres pour dire : « Comment avez-vous pu évoluer à ce point en si peu de temps ? » La réponse était qu'ils nous disaient ce qu'on leur avait dit de nous dire puisqu'ils étaient placés sous une autorité hiérarchique.

Je crois que, sur ce point, il y a aujourd'hui une évolution – comme cela a été dit par Olivier HENNO tout à l'heure – sur l'appréhension des Départements. La fin des Départements n'est pas pour demain. Le Département a été une structure de proximité qui est aujourd'hui quasi universellement reconnue, il faut que cela se traduise également par des évolutions en termes de responsabilité et en termes de compétences.

C'est le premier point, cette situation des EHPAD qui méritera effectivement que l'on s'y attache.

Faut-il une commission départementale sur la gestion des EHPAD pendant cette crise, comme cela a été proposé par Jean-Claude DULIEU ? Je propose que nous y réfléchissions lors de ce séminaire que nous pourrions mettre en place.

Réellement, mon propos est davantage de faire en sorte que demain soit meilleur plutôt que de rechercher les responsabilités d'hier. Mais peut-être ne peut-on pas empêcher de regarder les deux aspects de l'évolution nécessaire.

Je veux dire aussi que cet épisode de crise sanitaire a amené des modalités de fonctionnement du Département très différentes, notamment par le développement extrêmement important du télétravail. Nous nous sommes retrouvés avec plus de 4 000 télétravailleurs, alors que nous étions à peine à 700 et leur télétravail était très largement encadré. Je ne dis pas qu'il faut que cela continue éternellement. Il y a bien des fonctions qui exigent pour être totalement efficace le présentiel et non pas le télétravail, mais il y a certainement une possibilité de chercher une complémentarité entre la présence par exemple sur trois jours de la semaine et un télétravail sur les deux jours complémentaires.

Je remercie d'ailleurs au passage non seulement tous les agents, mais la direction des services informatiques qui nous a permis de passer de l'ombre à la lumière en ce qui concerne cette activité de télétravail par les matériels qui ont été effectivement acquis et surtout par l'encadrement qui a permis à chacun de s'en servir le plus efficacement possible et, en outre, en respectant toutes les consignes et les nécessités de discrétion totalement indispensables dans bien des professions qui sont les nôtres.

Sur ce point, il y a effectivement des évolutions qui vont perdurer, pas de la même manière. Les travailleurs sociaux, par exemple, ont besoin d'être souvent en présence de nos administrés, mais il y a des fonctions qui permettent plus facilement le télétravail et il y a aussi des moments où le télétravail est aussi une autre manière de pouvoir approfondir davantage les responsabilités des uns et des autres.

Vous avez parlé effectivement de tout ce qui concerne les moyens de protection. Sur les masques, nous avons essayé d'être tout de suite au rendez-vous, c'est-à-dire à partir du moment où l'État a cessé de réquisitionner les masques chirurgicaux et les masques FFP2. S'agissant des FFP3, ce n'est qu'un petit clin d'œil sur par exemple les travaux à la Maison natale Charles de Gaulle où il fallait absolument en trouver et personne n'en trouvait ; j'ai pris mon téléphone et j'ai fini par en trouver, ce qui a permis aux travaux de continuer. L'important était à la fois les masques chirurgicaux et les masques FFP2, que nous n'avions pas. L'ARS était incapable de les mettre à disposition puisqu'elle n'en bénéficiait pas. À la limite, nous nous sommes procuré ces masques quelquefois plus rapidement que les services de l'État, peut-être parce que nous acceptions de les financer d'une manière qui était plus intéressante, par exemple en payant une partie à la commande et une partie à la réception plutôt que de reporter à plus tard le financement.

Cela nous a permis, d'ailleurs sur sollicitation de l'ARS, de mettre à disposition des masques FFP2 pour l'ensemble des chirurgiens-dentistes du département du Nord, d'en avancer au Département du Pas-de-Calais qui en avait fait la demande, au Département de la Somme qui en avait fait la demande, pour que les chirurgiens-dentistes puissent se remettre au travail. C'était la profession la plus en danger au niveau de la contagion, plus encore que les chirurgiens. Sur une échelle de 0 à 100, ils étaient à 98 sur le risque de contagion. De la même manière, nous en avons fourni aux kinésithérapeutes et aux pédicures-podologues, des personnels que l'on retrouve souvent dans les EHPAD par exemple et qui ne pouvaient faire leur travail en toute sécurité que s'ils disposaient de ces moyens de protection.

Je reprends la proposition qui est faite d'établir un stock permanent de masques. Je crois que c'est indispensable. Il ne faut surtout pas que cette situation de carence à laquelle nous nous sommes heurtés se renouvelle.

Je veux dire aussi que cette période a été une période de renégociation avec l'État de l'avancée des politiques de verticalité – si je puis m'exprimer ainsi – vis-à-vis de ses collectivités. L'État a retrouvé l'importance des collectivités, des communes, des départements, des régions. Il faut désormais que cet amour nouveau s'accompagne de quelques preuves d'amour, si je puis m'exprimer ainsi. Pour le moment, les propositions de l'État ne sont pas à la hauteur du problème auquel nous sommes confrontés.

J'avais proposé comme président de la commission des finances de l'Assemblée des Départements de France – et j'ai été entendu sur ce point – que, tout de suite, nous ayons effectivement des avances de trésorerie pour permettre de passer une période difficile. On nous a proposé effectivement de calculer la moyenne des droits de mutation à titre onéreux des années 2017, 2018, 2019 et on nous a dit : « on vous compensera la différence entre cette moyenne et votre chiffre de 2020 ; mais attention, ce sont des avances, vous devrez ultérieurement les rembourser ». C'était dans un premier temps sur deux ans, maintenant sur trois ans. Je ne doute pas que la souplesse sera effectivement au rendez-vous sur la durée de remboursement. Mais tout cela ne ruinera pas l'État, puisque ce sont des sommes qu'il s'assure de récupérer.

Il nous propose en même temps – c'est intéressant, mais cela ne lui coûte pas très cher non plus – que nous élaborions des comptes dédiés, sortes de budgets annexes où nous incorporerions les dépenses liées au Covid, c'est-à-dire les moyens de protection. Il n'y a pas que cela dans les dépenses liées au Covid, il y a aussi les primes auxquelles il a été fait allusion : les primes sur les SAAD, les primes pour l'aide sociale à l'enfance, les primes pour les agents du Département, les primes pour les résidences autonomie. Si on voulait comptabiliser l'ensemble des dépenses supplémentaires, il devrait également y avoir l'augmentation du reste à charge RSA, notamment l'augmentation qui est liée à une politique d'ailleurs éminemment respectable de l'État qui a consisté à sécuriser les allocataires : on ne demande plus de déclaration trimestrielle de ressources, on ne permet plus aux commissions pluridisciplinaires de se réunir ; dans un premier temps, tous ceux qui demandent le RSA sont assurés de l'avoir, qu'ils entrent dans les conditions de l'octroi ou qu'ils n'y rentrent pas. C'est là-dessus que nous avons aujourd'hui une augmentation de plus de 5 % du nombre d'allocataires et ce n'est pas au niveau de la situation économique car, pour passer de l'emploi au RSA, il y a d'abord l'intermédiaire du chômage. Cela, il me paraît naturel et normal que l'État le prenne également en considération comme étant une dépense liée à la Covid.

Il y a également tout ce qui a été créé parce qu'il y avait cette maladie. Par exemple, au niveau de l'aide sociale à l'enfance, il n'était pas question que des enfants fugueurs puissent être réintégrés immédiatement à leur MECS avant que l'on ait contrôlé le fait

qu'ils étaient non atteints par l'épidémie et non susceptibles de contaminer les personnes qu'ils rejoindraient. Même chose pour les nouveaux MNA qui étaient confiés au Département du Nord. Nous avons donc dû ouvrir des structures supplémentaires.

C'est un peu identique pour la volonté de protéger les personnes victimes de l'augmentation des violences à la fois conjugales et intrafamiliales que le confinement a générée.

Par ailleurs, ce n'est pas tout de prévoir un budget dédié. La première utilité du budget dédié est de permettre de le prendre en compte en investissement – si je puis m'exprimer ainsi –, c'est-à-dire de faire en sorte que nous puissions répartir les dépenses par l'emprunt sur un certain nombre d'années. Je voudrais que, à côté de cela – et mes collègues de l'ADF souhaitent la même chose, cela va de soi –, il y ait la volonté de demander à l'État des dotations d'une partie tout au moins de prise en compte globale de ces dépenses supplémentaires liées à la Covid de façon à ce que l'État en paye sa juste part. Je ne demande pas qu'il finance tout, mais au moins une partie.

De la même manière, j'ai fait des propositions qui, à mon avis, ne concerneront pas le Département du Nord. Ce sont des propositions qui montrent bien que les Départements souhaitent que l'on aide ceux qui sont le plus en difficulté. Sur les DMTO, l'État nous dit que nous allons avoir une baisse en moyenne de 25 % du montant des DMTO. Honnêtement, je pense que nous aurons une baisse nettement inférieure à cela dans le département du Nord, mais ce n'est pas vrai pour d'autres départements, notamment des départements ruraux ou des départements touristiques. Puisque l'État estime que la baisse sera de 25 %, qu'il accepte de dire que, lorsqu'elle dépassera 25 %, la partie qui ira de 25 % à 40 % par exemple, voire pour certains de 25 % à 50 %, soit totalement compensée par dotation de l'État et que le remboursement des avances de l'État n'intervienne que pour les 25 % effectivement supplémentaires.

De la même manière, des collègues me disent qu'ils n'arriveront pas à payer le RSA. Je pourrais leur dire : « Il y a bien une solution, vous faites comme nous, vous arrêtez les comptes et la CAF prendra le relais ». Mais, il y a peut-être une autre solution : lorsque nous aurons les comptes administratifs de 2020, que l'on connaît généralement beaucoup plus tôt pour l'essentiel que le jour où on les vote, la solution serait que, pour les Départements qui se trouveraient en situation extrêmement délicate en matière d'épargne – par exemple, si je prends le cas limite, ceux qui seraient en épargne nette négative –, on considère que la dépense en reste à charge RSA de 2020 ne peut pas être supérieure à la dépense qui était celle de 2019 et que le reste fasse partie d'une dotation de l'État.

Mon ancien collègue et toujours collègue – puisque nous étions collègues sénateurs et, maintenant, nous sommes collègues présidents des Départements – Yves KRATTINGER, célèbre pour un rapport qu'il avait commis avec notamment Jean-Pierre RAFFARIN, proposait que le FCTVA de 2020 soit payé en 2020 – l'État n'est pas d'accord, mais c'est pourtant de l'argent qu'il nous doit –, que l'État paye ce qu'il doit l'année où il le doit et non pas avec un an ou deux ans de décalage. Là aussi, cela n'a l'air de rien mais cela permettrait de donner une respiration à bon nombre de Départements.

Et puis, il y a des propositions beaucoup plus ambitieuses. Je trouve très intéressante une proposition de mon collègue Jean-Léonce DUPONT, le président du Département du Calvados, qui propose que l'État intervienne auprès des banques et de tous les intermédiaires financiers pour exiger – l'État peut se permettre de dire « nous exigeons » – un moratoire du remboursement du capital des emprunts sur l'année 2020 ou sur l'année 2021 – pour 2020, il est déjà un peu tard. Cette fois, par ce biais, ce ne serait pas là non plus des dons que nous demanderions, nous demanderions qu'il y ait ce décalage d'un an. Or, ne pas rembourser le capital des emprunts pendant un an, pour les Régions et pour les Départements, peut-être aussi pour les grandes intercommunalités, cela représenterait non plus des millions d'euros, mais vraisemblablement des milliards d'euros, ce qui nous permettrait de réintervenir de manière extrêmement volontariste notamment pour lutter contre la perte d'emplois qui menace aujourd'hui un grand nombre de nos structures qu'elles soient importantes ou qu'elles soient de très petites entreprises ou des structures artisanales.

Vous avez fait un grand nombre de propositions, mes chers collègues, je les ai écoutées avec beaucoup d'intérêt. Nous essaierons de regarder ce qui est réalisable et ce qui ne l'est pas.

Le Département a retrouvé des moyens financiers. À la limite, nous serions bien contents de les avoir retrouvés pour pouvoir les utiliser. Comme je disais souvent, même avant la crise, les économies que l'on fait, ce n'est pas pour les mettre à la Caisse d'Épargne ou ailleurs, c'est pour les réinjecter dans les politiques qui sont les nôtres. Sur ce point, il y aura effectivement bien des politiques nouvelles à instiller.

Ce n'est pas que nous ne faisons rien en matière économique. Lorsque nous travaillons au retour à l'emploi des allocataires du RSA, peut-être faut-il qu'il y ait davantage de coachs qui soient embauchés – chère Doriane BÉCUE –, mais nous étions un des Départements les plus efficaces en France sur ce retour à l'emploi des allocataires du RSA, avec notamment l'aide de la stratégie de lutte contre la pauvreté et le retour à l'emploi. Lorsque nous avons décidé de rouvrir rapidement l'ADVB et les PTS, nous souhaitions intervenir de manière lourde auprès de nos collectivités locales, communales et intercommunales. Sur ce point, aujourd'hui, c'est un peu la limite des propositions qui entraîne parfois sur les PTS la limite de l'octroi que nous réalisons

aujourd'hui. Nous avons décidé, si vous en êtes d'accord – mais je sais que vous en êtes d'accord –, de rentrer également dans le plan relance Covid. Ce sont 5,2 M€ pour le Département du Nord qui vont s'ajouter aux 12 M€ de la Région, aux 12 M€ de la Banque des territoires. Mon collègue du Pas-de-Calais me téléphonait pour savoir ce que je faisais et je pense que, s'il me demandait mon intention, c'est qu'il avait l'intention de nous suivre dans son intervention dans ces politiques-là.

Bien sûr, il y a des politiques nouvelles qu'il faudra instaurer. Réfléchissons ensemble aux modalités qui seraient des modalités importantes, fécondes, produisant effets, mais qui soient également supportables pour notre collectivité.

Je ne suis pas favorable par exemple à une gratuité totale sur la restauration scolaire. En effet, j'estime que la meilleure façon de mettre en place l'égalité est de traiter différemment des gens qui se trouvent dans des situations différentes. La pauvre Madame BETTENCOURT est souvent prise en ligne de mire dans mes déclarations, mais les enfants de Madame BETTENCOURT n'ont pas besoin qu'on paye leur cantine scolaire. Par conséquent, pourquoi pas une gratuité ou des tarifs dérisoires au niveau des cantines (par exemple 50 centimes), mais à la condition effectivement que ce soit réservé aux familles qui sont dans le besoin.

Sur les problèmes d'emploi, nous sommes aujourd'hui encore très encadrés par la réglementation, par la loi NOTRe, par l'interdiction qui nous est faite d'intervenir directement au niveau des budgets des entreprises ou de l'artisanat. Il faut que nous développiions des modalités d'intervention plus sociales qui nous permettraient en quelque sorte de contourner la rigueur de la réglementation aussi longtemps que celle-ci n'aura pas évolué.

En tout cas, je n'ai pas d'objection fondamentale par rapport aux propositions qui m'ont été faites. Je crois qu'il faut que nous y réfléchissions, que nous les développiions, chacun d'abord dans nos groupes respectifs, et que nous nous retrouvions rapidement sur un séminaire de travail avec de grands témoins pour pouvoir les faire avancer.

Peut-être serait-il bon aussi que nous ayons – j'y pensais d'ailleurs depuis longtemps – une autorité indépendante des formations politiques, indépendante des groupes qui, de temps à autre, nous dise objectivement – si je puis m'exprimer ainsi – la réalité sur telle ou telle proposition, sur son coût, sur sa pertinence. Il y a très longtemps que le CESER, par exemple, demande à travailler avec nous. Nous en parlerons avec les présidents de groupe, mais pourquoi ne pas accorder au CESER la possibilité de temps à autre de jouer en quelque sorte ce rôle de grand arbitre.

Voilà les quelques points que je souhaitais ajouter à ce premier débat.

Je ne veux pas monopoliser la parole et je m'empresse de passer à la suite de ces interventions en passant au débat sur la situation économique.

II. Débat « situation économique »

M. le Président.- La parole est au groupe UPN. Anne-Sophie BOISSEAUX sera la première intervenante.

Je précise que, s'il a été noté « 5 minutes » sur la feuille de papier, je n'ai pas l'intention d'interrompre qui que ce soit dans ses déclarations.

Chère collègue Anne-Sophie BOISSEAUX, vous avez la parole.

Mme BOISSEAUX.- Monsieur le Président, mes chers collègues,

Le 17 mars dernier avec le confinement, notre pays a basculé dans un monde inconnu. Les Français ont appris à rester chez eux, à travailler à distance, à éviter les déplacements inutiles pour se limiter à des actes qu'on a qualifiés d'essentiels afin de préserver leur santé. D'autres ont été appelés au front, en première ligne, pour lutter contre la maladie, ou en deuxième ligne pour assurer les missions de production et de maintien du service public. Mais la vie économique et sociale de notre pays s'est presque complètement arrêtée. Pour pallier cet arrêt brutal, l'État a mis en place des mesures de prêts garantis, de chômage partiel, de report de charges. L'Europe a également pris ses responsabilités. Toutes nos institutions ainsi que les acteurs locaux se sont mobilisés.

Depuis quelques semaines, les mesures de déconfinement ont esquissé une reprise de l'activité, mais les chiffres du décrochage restent sans commune mesure. Jamais la France n'avait connu un tel effondrement de ses indicateurs dans son histoire d'après-guerre.

Le fonds monétaire international table aujourd'hui sur une chute du produit intérieur brut de 12 % en 2020. Ce décrochage se lit dans d'autres données statistiques, comme la hausse du chômage, la suppression d'emplois dans certains secteurs, la fin des contrats d'apprentissage, la fermeture d'entreprises derrière lesquelles s'écrit le destin d'hommes et de femmes, entrepreneurs,

artisans, salariés qui, en deux mois, ont vu les efforts et parfois les sacrifices d'une vie s'envoler, toutes victimes collatérales du Covid.

Le monde d'après s'est réveillé, avec une réalité brutale. Aucun secteur de l'économie, aucune entreprise, qu'elle soit grande ou petite, n'est épargnée par la crise dans notre région. Il a fallu une mobilisation historique des habitants et des élus de la Sambre pour que Renault revienne sur son projet de délocaliser une partie de l'usine MCA à Douai. Des fleurons de notre économie régionale, de notre patrimoine industriel sont touchés.

Alors que faire pour qu'ils ne soient pas coulés ? Se lamenter sur son sort et attendre que la courbe de la croissance reparte en V, en U, en W, ou se retrousser les manches pour trouver des solutions viables pour nos entreprises ?

Il est nécessaire de relancer l'économie pour qu'elle maintienne des emplois et retrouve des marges de manœuvre.

Chef de file de l'action économique, la Région des Hauts-de-France a pris ses responsabilités au cœur de la crise et prend des mesures pour sauver les emplois de notre région. Je me réjouis, comme mes collègues du groupe majoritaire, que le Département prenne sa part dans cette démarche qui permettra de venir en aide aux TPE et entreprises de l'économie sociale et solidaire.

Ce ne sera pas le seul acte du Département qui permettra de relancer notre économie. Agir sur l'économie, c'est continuer d'investir, de maintenir le cap des grands chantiers que nous avons mis sur les rails depuis 2015, les chantiers de voirie, le canal Seine-Nord Europe ou encore les travaux de rénovation des collèges qui vont se poursuivre et même s'intensifier dans les mois à venir. Agir sur l'économie, c'est maintenir nos marchés publics et ainsi assurer des carnets de commandes. Agir sur l'économie, c'est accompagner les communes et intercommunalités dans leurs projets qui feront travailler ci et là dans notre département des entreprises de travaux publics, de bâtiments, des artisans de tous corps de métier et ainsi maintenir, voire même créer des emplois.

Nous savons d'ores et déjà que nos recettes fiscales seront en baisse, mais, grâce à la bonne gestion menée depuis 2015, nous sommes en mesure financièrement d'affronter la tempête. Tous les Départements ne pourront malheureusement pas en faire autant.

Chef de file des solidarités humaines, nous serons au rendez-vous des défis qui nous attendent, pour nos aînés, nos jeunes, mais aussi pour nos allocataires du RSA. Nous maintiendrons le cap sur le retour à l'emploi des allocataires. Depuis 2015, leur nombre avait considérablement baissé dans notre département. En quelques semaines, nous avons observé une forte augmentation. L'absence de contrôle des ressources des nouveaux entrants jusqu'à la rentrée ne facilite pas notre tâche. Toujours est-il que nos équipes sur nos plates-formes sont mobilisées pour accompagner les allocataires à retrouver rapidement le chemin de l'emploi.

Faut-il être pessimiste pour les mois qui viennent ? Le philosophe Alain disait « *Le pessimisme est d'humeur, l'optimisme est de volonté* ».

Sans nier les difficultés qui nous attendent, j'ai aussi envie de mettre en avant la capacité de nos entreprises, de nos artisans, des Nordistes à s'adapter à la situation et à basculer dans ce fameux monde d'après.

De nombreuses entreprises se sont organisées, ont adapté leur mode de production. J'ai un petit clin d'œil et une petite pensée pour nos denteliers et brodeurs du Cambrésis qui ont très rapidement adapté leur outil de travail tout en assurant la sécurité de leurs salariés pour nous protéger en fabriquant des masques, malgré les parcours difficiles d'obtention des agréments et les risques financiers d'une situation inédite. Je les félicite également de leur esprit d'entreprise puisque certains masques, même au label « dentelle de Calais-Caudry », permettent de vendre et expédier notre patrimoine à l'échelle mondiale.

Pour nos administrations, le télétravail est devenu le mode privilégié. Aux employeurs et employés de trouver le juste curseur entre travail sur site et à distance. L'environnement ne s'en portera que mieux.

De nouveaux modes de consommation ont émergé : le commerce en ligne, les drives se sont développés y compris dans des petites entreprises.

Cette crise nous a également permis de réfléchir à la relocalisation de nos productions, au développement des circuits courts. Sur ces questions, la crise sanitaire a été un accélérateur de phénomène.

Les mois qui viennent s'annoncent difficiles dans notre pays. Ils seront surtout décisifs pour notre économie dans ce monde d'après à la fois rempli d'incertitudes et générateur d'espoir.

Le Département du Nord aura un rôle prépondérant à jouer et nous, élus de la majorité, mettons tout en œuvre pour qu'il soit au rendez-vous.

Je vous remercie.

M. le Président.- Merci, Anne-Sophie BOISSEAUX.

Je passe la parole maintenant au premier intervenant du groupe communiste, Bernard BAUDOUX.

M. BAUDOUX.- Monsieur le Président, chers collègues,

Le samedi 6 juin 2020, 8 000 personnes manifestaient dans les rues de Feignies et de Maubeuge. Accompagnant les salariés de MCA, l'intersyndicale et les élus exprimaient leur incompréhension et leur colère devant des décisions révoltantes de la direction de Renault.

Pourtant, les promesses n'ont pas manqué ! Le Président de la République en personne, accompagné de Carlos GHOSN, était à MCA pour annoncer l'investissement de 450 M€ et la création de 200 embauches, d'ailleurs réalisées en 2019.

Jean SÉNART, le nouveau patron de Renault, fin 2019 en visite à Maubeuge, déclarait – je le cite – : « Les salariés de MCA n'ont aucune inquiétude à avoir pour leur avenir. L'avenir des salariés est tout tracé. Vous êtes de loin la première usine du groupe en productivité et en compétitivité. »

Vous comprendrez aisément le découragement des salariés et de la population devant de tels comportements.

La rupture totale de la confiance entre la France d'en haut et la France d'en bas est dramatique et dangereuse.

Comment accepter des agissements aussi irresponsables qui remettent en cause la vie d'hommes et de femmes ainsi que leur famille alors que, quelques semaines auparavant, on leur indique clairement qu'ils sont les meilleurs et les plus compétitifs ?

Comment accepter que le Président de la République annonce un pacte territorial pour la réussite de la Sambre-Avesnois-Thiérache et que nous arrivions à cette catastrophe économique qui signe la mort d'un territoire avec la suppression de près de 12 000 emplois directs et indirects ?

Le 3 juin, avec l'intersyndicale, nous étions à Bercy – Monsieur le Président, vous étiez avec nous –, avec Bruno LE MAIRE, Jean SÉNART et la direction de Renault pour négocier l'avenir du site.

Jean SÉNART, dans un propos introductif à la réunion, a justifié la remise en cause du site par les difficultés énormes que rencontre le groupe Renault Nissan suite à de mauvais choix stratégiques. Il indiquait près de 5 Md€ de déficit, des surcapacités de production et des modèles qui se vendent mal.

Le constat est donc clair, Carlos GHOSN, qu'on nous présentait comme le must des patrons – l'homme aux salaires faramineux (15,6 M€ de salaire en 2015), l'homme aux stock-options, aux fastes du Château de Versailles et, qui plus est, paye ses impôts aux Pays-Bas –, a mené l'un des fleurons de notre industrie dans le mur.

Bien sûr, ce sont les salariés qui doivent payer la facture, tout en étant pourtant les meilleurs... C'est franchement d'une injustice révoltante. Je dirai que c'est le libéralisme dans toute sa splendeur.

Le 3 juin, la réunion s'est poursuivie avec les interventions de Jérôme DELVAUX pour l'intersyndicale (qui, il faut le souligner, a fait, dans cette action et ce combat, un parcours sans faute) et des élus chacun dans leur responsabilité, mais avec une totale solidarité. Quelles que soient les sensibilités des uns et des autres, Renault était devant un front commun.

Vous en connaissez l'issue : MCA est maintenue. Un texte proposé par le ministre de l'économie, Bruno LE MAIRE précise d'ailleurs les conditions du prêt de 5 Md€ garanti par l'État.

Bien entendu, la décision a été reçue avec un grand soulagement et une grande satisfaction.

La forte mobilisation de ces dernières semaines à la fois des salariés, des syndicats, des élus et de la population a été payante et décisive pour parvenir à cet aboutissement heureux.

Bien évidemment, une bataille est gagnée mais le combat n'est pas terminé. Cependant, cette victoire était indispensable pour permettre de travailler sereinement à l'avenir de ce remarquable site automobile qui, je le rappelle, produit une voiture électrique, qui est donc déjà d'une certaine manière dans le jour d'après.

Dans un territoire marqué par une crise industrielle sans précédent, les salariés, les élus, la population ont clairement indiqué qu'ils n'accepteraient pas de nouveaux sacrifices et qu'ils revendiqueront toujours un véritable droit d'avenir à Maubeuge comme à Douai.

Pour votre parfaite information, les salariés de MCA subissent actuellement du chômage technique ; conséquence de l'action menée par les salariés espagnols qui risquent eux aussi de perdre leur emploi. Ces usines espagnoles fournissent des pièces pour les chaînes de montage de MCA. La perte mensuelle avoisine, pour ces salariés, 200 à 300 € par mois pour un salaire moyen de 1 500 €. Les salariés trinquent à nouveau.

Nous ne laisserons pas mourir MCA et, vous en conviendrez, cette disparition remet en cause tous les efforts de notre département pour soutenir l'action économique.

Je vous remercie de votre attention.

M. le Président.- Merci, Bernard BAUDOUX.

Je profite du passage d'un orateur à un autre orateur pour saluer Xavier BERTRAND, notre président de Région, pour le remercier extrêmement chaleureusement de son hospitalité car c'est grâce à lui si nous pouvons nous réunir aujourd'hui dans ce magnifique hémicycle qui nous change un peu du petit hémicycle départemental.

Je connais Xavier, ce n'est pas un adepte du fait de se mettre en évidence lors des discours.

Xavier, merci beaucoup de la part de chacun d'entre nous et merci aussi pour ce que tu fais au quotidien pour faire en sorte que la région, les départements, les intercommunalités dans cette grande région travaillent ensemble dans un climat de confiance et de partenariat où l'amitié dépasse très largement les frontières entre les formations des uns et des autres. Merci mille fois à toi.

M. BERTRAND.- Vous êtes les bienvenus et, au nom de la démocratie, c'est agréable d'entendre un communiste dans cet hémicycle.

(Rires)

M. le Président.- Eh bien, pour te faire plaisir, je vais donner la parole à un autre communiste en la personne du président du groupe communiste, Charles BEAUCHAMP.

M. BEAUCHAMP.- Si cela fait plaisir au président de la Région qui a la gentillesse de nous accueillir, nous pouvons animer les débats tout l'après-midi, Monsieur le Président.

(Rires)

Monsieur le Président, Chers collègues,

La pandémie aura porté un coup supplémentaire à l'économie. Nombre de commerçants, artisans, PME craignent à juste titre pour leurs activités et leurs emplois.

L'État a pris certaines mesures, insuffisantes puisque des collectivités et des groupements de collectivités ont dû s'engager.

Le gouvernement a annoncé récemment une baisse de 11 % du PIB et la Banque de France la destruction d'un million d'emplois. Nous pouvons craindre, dans ce contexte, jouant sur la peur, de nouvelles attaques contre le Code du travail, mais aussi l'aggravation de la pauvreté dans notre pays et notre département. Le patronat ouvre la voie quand PSA fait venir des intérimaires de Pologne à Hordain ou quand Bombardier réduit la longueur des périodes de congé.

Bien avant la pandémie, les constructeurs automobiles avaient annoncé la suppression de 100 000 emplois dans cette branche. La menace récente sur MCA, aujourd'hui écartée par la mobilisation, nous rappelle les 15 000 suppressions d'emplois dans le monde prévues par Renault, dont 4 600 en France, la destruction de six usines, une fermeture de site à l'horizon 2022. Qu'en sera-t-il après cette échéance ?

L'industrie automobile française a perdu plus de 120 000 emplois en 15 ans, dont 25 000 pour RENAULT. La capacité de l'usine de Douai à sa création était de 12 000 salariés, pour n'atteindre que 8 000 au plus fort de l'activité et seulement un peu moins de 3 000 salariés y travaillent à ce jour.

La transformation de ce site en pôle uniquement de fabrication de véhicules électriques entraînerait, selon les organisations syndicales, la suppression de 30 à 40 % d'emplois. De plus, il se dit que le prix de vente du premier modèle serait de 35 000 € et le second de 70 000 €, ce qui semble difficilement abordable par une majorité de Françaises et de Français.

Les difficultés actuelles du groupe s'expliquent très logiquement et sont le fruit des stratégies incohérentes et désastreuses depuis plusieurs années par les directions de Renault et notamment de Carlos GHOSN. Ainsi, le groupe a vu la part française de sa production de véhicules réduite de 54 à 17 % entre 2004 et 2018. Les actionnaires ont empoché 4,8 Md€ de dividendes et la France enregistre un déficit commercial de 15 Md€ en 2019 dans la filière automobile. Renault, contrairement aux autres constructeurs, s'est singularisé par une absence de recherches sur les moteurs hybrides par exemple. Quelle erreur !

Dans ces conditions, les choix de la direction du groupe, dont certains contours doivent encore être précisés, ne sont pas satisfaisants. Les exigences climatiques et environnementales actuelles induisent une ambition de développement industriel et de reconquête en relocalisant sur notre territoire la production de citadines électriques, hybrides, thermiques pour le marché français en priorité.

Dans la même logique, la création d'une filière de batteries et d'une filière hydrogène s'avère indispensable.

L'État a la responsabilité d'exiger une mobilisation efficace de l'argent du groupe, comme il a la responsabilité de s'assurer que l'argent public ne soit pas accordé aux entreprises qui licencient et délocalisent.

Il y va de l'avenir des emplois et de notre économie.

M. le Président.- Merci, mon cher collègue.

La parole est à Martine FILLEUL, au nom du Groupe Socialiste, Radical et Citoyen.

Je vous en prie, Madame la Sénatrice.

Mme FILLEUL.- Merci.

Monsieur le Président, chers collègues.

Le département du Nord est encore lourdement marqué dans son économie par son histoire : un chômage plus élevé que la moyenne nationale, un niveau de formation et de qualification des Nordistes inférieur, des difficultés importantes dans des secteurs de l'industrie présents et structurants de notre territoire (acier, textile), des sites pollués, voire dangereux en plus grand nombre qu'ailleurs.

Néanmoins, parce que nous avons tous, responsables politiques, acteurs économiques, entrepreneurs, syndicats, su nous mobiliser et travailler ensemble, nous avons réussi à faire par exemple de notre région la première région automobile du pays. Pas moins de trois constructeurs mondiaux sont présents sur sept sites de construction : Toyota, Renault Douai/Renault Maubeuge, Sevelnord PSA Valenciennes/Française de mécanique. En intégrant les fournisseurs et les sous-traitants, on compte 500 équipementiers automobiles et 50 000 salariés dans la filière. Mais nous avons aussi gagné des positions entre autres en matière de création d'entreprise, mis de toutes pièces en place une filière touristique, développé la recherche et l'innovation, obtenu la construction du canal Seine-Nord.

Ce fragile édifice risque fort de s'effondrer sous les coups du Covid. La crise économique et sociale va suivre la crise sanitaire. Dans notre département, tout laisse à craindre que cette crise soit encore plus violente car les secteurs économiques les plus impactés par le Covid se trouvent être les plus présents dans notre économie départementale.

La filière automobile a été très secouée par le contexte. C'est avec colère et stupeur que nous avons appris l'annonce d'une possible délocalisation de l'activité du site MCA Maubeuge vers l'usine Renault de Douai après que l'État ait annoncé un plan ambitieux de plusieurs milliards à son intention. Ce projet prévoyait de ne laisser sur le site de MCA que 300 postes de salariés contre les 2 100 actuels. Cela constituait un véritable drame humain et une catastrophe économique et sociale pour tout ce bassin de vie.

Si nous partageons la nécessité d'investir massivement dans un véhicule d'avenir plus propre, moins consommateur d'énergie, nous considérons que cela ne peut pas se faire en sacrifiant des sites industriels et des salariés. Il faut au contraire investir massivement dans la recherche, mais aussi dans la formation des salariés pour leur permettre de transformer, adapter, renforcer leur savoir-faire. Nous sommes heureux que la mobilisation de tous ait permis d'obtenir des éléments rassurants sur l'avenir du site, même si nous restons vigilants sur le sujet en lien avec les salariés et leurs syndicats.

Au-delà de cette filière, la situation économique au sens large est préoccupante. Le secteur textile par exemple avec le devenir de Camaïeu ou bien encore le groupe Verywear - Devianne - Julie & Co, avec pas moins de 683 emplois en péril, ou l'usine Agfa-Gevaert avec l'annonce de l'arrêt d'activité pour fin 2020 sur le site de Pont-à-Marcq et ses 175 emplois menacés. Il en va de même, on le sait, pour la grande distribution avec le groupe Auchan et ses différentes filières également en difficulté, mais pas seulement.

Face à cette situation économique déjà très préoccupante qui ne va faire que s'aggraver et se solder par un nombre important de chômeurs et de Nordistes en difficulté, que devons-nous faire ?

La seule certitude est qu'il ne faudra pas repartir comme avant.

Nous, groupe socialiste, appelons à un changement de modèle économique pour un modèle qui préserve l'emploi, l'emploi de tous et de toutes. Nous appelons à une intervention de l'État beaucoup plus forte que jamais afin de soutenir l'industrie. Nous devons réindustrialiser le pays et relocaliser des filières stratégiques.

Il faut innover, en particulier dans le secteur environnemental qui doit et peut être un vecteur de redressement économique et de nouveaux emplois. La rénovation thermique est l'occasion de concilier justice sociale, qualité environnementale et pertinence économique. Justice sociale, car les plus fragiles d'entre nous sont et seront accompagnés pour rénover leur logement pour des conditions de vie meilleure. Qualité environnementale, car ce sera moins consommateur d'énergie et donc mieux pour la planète. Pertinence économique aussi, car cela aidera la filière bâtiment à se relancer.

Il faudra enfin que l'État mette en place des politiques spécifiques en direction de la jeunesse. On le sait, beaucoup vont arriver sur le marché de l'emploi à la fin de l'été et grossir les rangs déjà nourris de jeunes en difficulté.

Le Département va devoir agir. Sa responsabilité comme garant des solidarités territoriales et humaines est engagée alors qu'il est contraint de toutes parts dans ses compétences et ses moyens. La loi 3D, portée par Jacqueline GOURAULT et annoncée à grand renfort de communication, doit donner aux Départements les moyens d'agir. La relance, c'est l'occasion de « déjacobiniser » la France. Nous demandons que les collectivités retrouvent leur autonomie financière et leurs initiatives. Les Départements doivent ainsi pouvoir intervenir aux côtés des Régions dans l'économie locale, au plus près des associations, des porteurs de projets pour les repérer, les accompagner, en particulier dans l'économie sociale et solidaire.

C'est par la commande publique que passera la première impulsion de la reprise économique. Le Département peut montrer le chemin.

On ne peut se satisfaire de voir notre aide aux communes et aux intercommunalités diminuer faute de projets alors que l'urgence climatique devient plus pressante. Créons une dynamique autour de la rénovation thermique. Aidons les communes, les intercommunalités à faire de leurs bâtiments (écoles, mairie, médiathèque) des bâtiments à énergie positive.

Sur le plan des solidarités humaines, il faut avoir une obsession : maintenir et développer l'emploi.

Le Covid a mis en évidence le dévouement sans faille des personnes travaillant dans les EHPAD et à domicile malgré des conditions de travail difficiles, à effectifs bien souvent réduits et sans toujours de protection. Et si nous cessions de les considérer comme une dépense, comme une charge qu'il faut maîtriser et réduire absolument ; si nous reconsidérons la place des personnes âgées dans le département et ceux qui les accompagnent ? On a beaucoup parlé de silver économie sans jamais en voir le développement. Faisons-la, il y a là un champ possible de recrutement à engager et à soutenir.

Dans le monde d'après, le Département se doit d'être exemplaire même dans ses services. Il ne peut aujourd'hui continuer à externaliser pour remplacer des emplois de fonctionnaires par des emplois précaires. Il doit recruter à cette rentrée plus d'apprentis. Le Département peut donner le goût à des jeunes de s'engager dans des carrières sociales où les recrutements sont difficiles.

En conclusion, je dirai que, alors que certains prévoient jusqu'à 10 % de plus d'allocataires du RSA dans certains départements, il faut agir vite, se mobiliser pour prévenir la catastrophe qui s'annonce.

Merci.

M. le Président.- Merci, ma chère collègue. Merci à chacun des intervenants.

Très rapidement, quelques petites remarques pour dire que j'étais avec beaucoup d'entre vous, mes chers collègues, à Maubeuge lors de la manifestation MCA au côté du maire de Maubeuge. Cette manifestation a été un moment décisif. Je me souviens même de l'un d'entre nous, Bernard BAUDOUX, s'énervant quelque peu sur un syndicaliste qui ne voulait pas entendre parler de la présence des politiques, alors que nous étions tous là pour affirmer tout simplement notre volonté d'éviter le pire.

Je n'ai pas toujours été d'accord avec la CGT dans ma vie, mais j'avais multiplié les tweets pour dire mon admiration vis-à-vis du leader de la CGT de cette manifestation pour l'esprit de responsabilité dont il avait fait preuve. Je suis tenté de dire que, s'il n'y avait pas eu ces 8 000 personnes qui avaient défilé, organisées en quelques jours ou quelques heures sur Maubeuge, la situation aurait été terriblement différente. Je dois dire que, le lendemain, les choses ne commençaient pas si bien que cela à cette réunion à Paris – je n'y étais qu'en audio –, mais l'intervention du président de Région, la conviction qu'il avait fait acquérir également à Bruno LE MAIRE avant cette réunion ont contribué à ce que nous obtenions effectivement ce moratoire, si je puis m'exprimer ainsi. Mais ce n'est pas seulement d'un moratoire dont nous avons besoin, c'est effectivement de garanties sur des délais beaucoup plus importants et sur tout le temps nécessaire pour que les choses reprennent un chemin normal pour cette industrie automobile qui restera une industrie essentielle de notre territoire.

Je veux dire également que nous n'attendons pas uniquement après les projets des communes et des Intercos pour agir de manière contracyclique en matière économique. En matière économique, nous serons extrêmement attentifs aux projets des communes et des intercommunalités, mais nous avons nos propres travaux. Croyez-moi, 203 collèges publics, 270 établissements d'hébergement pour personnes âgées, tout cela nous laisse toute possibilité en termes d'innovation dans le secteur environnemental – pour reprendre l'expression de Madame la sénatrice – et surtout sur la gestion de ce qu'on appelle familièrement les passoires thermiques, avec tout l'avantage que cela représente pour leurs occupants, pour leurs propriétaires, qu'ils soient d'ailleurs publics ou privés.

Je dirai également que c'est très beau de s'engager dans des actions avec l'État, avec les Départements voisins sur le plan Sambre-Avesnois-Thiérache par exemple, mais, s'il y avait la fermeture de MCA, on peut arrêter ce plan tout de suite, cela n'a strictement plus aucun sens. Je crois que cela a été compris, y compris au niveau des instances nationales. Il en va de même sur l'engagement du renouveau du bassin minier ou sur ce que nous tentons de la même manière de mettre en place sur l'arrondissement de Cambrai.

La volonté d'intervenir de manière contracyclique me paraît une des responsabilités très lourdes des collectivités territoriales et c'est bien sûr la nôtre. Là, nous n'avons pas de barrière en termes de réglementation qui nous empêche effectivement de le faire.

Je veux dire qu'il y a quand même quelques petites bonnes nouvelles. Par exemple, lors de la dernière réunion de la société du canal Seine-Nord Europe dans sa nouvelle version, c'est-à-dire sa version désormais d'établissement local et non plus national, il y avait des représentants de l'Europe. Ceux-ci sont venus nous annoncer l'abondement important de l'Europe sur ce très vaste chantier, qui va nous permettre rapidement désormais d'être présents, non seulement dans les grandes déclarations générales ou dans la participation aux acquisitions, mais dans le démarrage des travaux sur les emplois qui seront créés sur le chantier et, ensuite, les emplois pérennes qui se mettront en place.

Sur Cambrai, il se passe aussi des choses avec l'ex-BA 103 et désormais le lancement de l'opération de travaux d'ailleurs cofinancés pour les accès par le Département du Nord et par le Département du Pas-de-Calais, qui permettront bientôt de voir se mettre en place des emplois importants sur ce territoire qui en a bien besoin, territoire parfois peut-être trop discret, qui ne veut pas dire qu'il a des problèmes alors qu'il connaît ces problèmes, même si la ville dont vous avez été le maire est peut-être un peu une exception par rapport à ce territoire par le dynamisme qui est celui de cette commune.

Pour le reste, il y a aujourd'hui, vous le savez bien, des débats sur l'évolution des compétences en ce qui concerne les collectivités territoriales, peut-être pas sur un nouveau big bang, mais en tout cas sur un réalignement des compétences. Vous savez que tout cela n'est pas sans se mêler à d'autres considérations sur la date des échéances départementales et régionales. Avec les réunions qui ont associé il y a peu de temps le Président de la République, le président de l'Association des Régions de France et le président de l'Association des Départements de France, il semblerait qu'il y ait aujourd'hui deux hypothèses, une hypothèse où on se contente de petites réformes et on a les élections en temps et heure, une hypothèse où on refond les compétences et peut-être même la solidarité entre les deux collectivités et où ces élections seraient reportées à l'après-présidentielle, c'est-à-dire à l'automne 2022. Je crois que tout cela n'est pas étranger non plus aux considérations économiques. Là aussi, si nous mettons en place ce vaste séminaire, ce sera effectivement un élément qu'il nous conviendra d'aborder ensemble extrêmement rapidement.

Mes chers collègues, je vous propose maintenant de passer à la suite de nos travaux, c'est-à-dire aux questions d'actualité.

QUESTIONS D'ACTUALITÉ

M. le Président.- Nous nous étions mis d'accord en conférence des présidents pour que, vu la situation particulière et vu la volonté d'avoir d'abord cet échange sur la pandémie et sur le renouveau économique, il n'y ait qu'une intervention par groupe.

Je passe la parole immédiatement, pour le Groupe Union pour le Nord, à François-Xavier CADART.

Cher collègue, c'est à vous malgré une journée rude, je présume, hier, d'intervenir aujourd'hui comme conseiller départemental.

- **Le SDIS**

M. CADART.- Merci, Monsieur le Président.

Mes chers collègues,

Ces derniers jours, la presse quotidienne régionale s'est fait de nouveau l'écho des revendications portées par le syndicat CGT des sapeurs-pompiers professionnels. Selon ce syndicat, les casernes nordistes seraient en manque de pompiers professionnels.

Les membres du conseil d'administration du SDIS sont habitués à ce discours que nous entendons lors de chaque réunion de notre instance.

Monsieur le Président, lors de la dernière séance qui a eu lieu le 11 juin, vous avez été interpellé une nouvelle fois, par le représentant de la CGT. Vous lui avez répondu avec précision et fougue en lui rappelant l'engagement que vous aviez pris en termes de recrutement en outrepassant les recommandations de la Chambre régionale des comptes qui soulignait pour sa part la nécessité de ne pas augmenter les effectifs du SDIS, les moyens disponibles étant à son sens suffisants pour répondre aux besoins opérationnels.

Par ailleurs, la CGT revient sur les revendications dans le domaine des primes, à la fois pour la prime de feu et pour la prime Covid. Vous aviez pourtant exprimé clairement votre position lors de la réunion du conseil d'administration du 11 juin. Mais sans doute est-il nécessaire de rappeler une fois encore quelle est votre doctrine sur le sujet.

Je vous remercie, Monsieur le Président.

M. le Président.- Merci, mon cher collègue.

C'est vrai que j'ai été un peu surpris de trouver dans la presse de dimanche un vaste article sur le SDIS qui portait exclusivement sur les revendications d'un syndicat, parfaitement respectable et dont je viens de dire du bien il y a 2 minutes, qui est la CGT.

Ces revendications sont effectivement récurrentes et portent, d'une part, sur le manque de personnel. J'ai vraiment l'impression, mes chers collègues, que, même si on leur donnait ce qu'ils demandaient, le lendemain, ils en demanderaient autant, si ce n'est davantage.

La revendication en matière de personnel, je l'apprécierai toujours – et je sais que mon premier vice-président Jacques HOUSSIN est sur la même ligne que moi – en fonction des besoins, c'est-à-dire en fonction de la nécessité d'avoir des effectifs de sapeurs-pompiers professionnels plus importants pour sauvegarder la sécurité de nos habitants. Aujourd'hui, si j'écoute l'intégralité de l'état-major du SDIS, nous sommes dans une situation qui est très convenable et en tout cas hautement supérieure à la situation des autres départements sur le nombre de nos sapeurs-pompiers professionnels d'une part et, d'autre part, sur la proportion de sapeurs-pompiers professionnels par rapport à l'ensemble des sapeurs-pompiers. C'est dans notre département que nous avons le pourcentage le moins important de volontaires – si je puis m'exprimer ainsi – et le pourcentage le plus important de professionnels. Nous avons d'ailleurs mis en place une campagne de communication pour faciliter de nouvelles vocations de sapeurs-pompiers volontaires.

De plus, des travaux faits par la Chambre régionale des comptes, d'ailleurs coordonnés par la Cour des comptes de manière à équilibrer les propos entre les différents territoires de notre république, nous disent très clairement que, avec les 2 146 sapeurs-pompiers professionnels que nous aurons dès cette année, nous avons bien suffisamment de sapeurs-pompiers professionnels pour faire face aux responsabilités qui sont les nôtres.

Par conséquent, cet engagement que j'avais pris sur 2 146 était un engagement qui allait déjà très au-delà de ce qu'avait demandé la Chambre régionale des comptes, qui nous demandait de limiter nos effectifs en la matière. Je ne suis pas là pour céder de manière systématique aux demandes de la Chambre régionale des comptes – ce sont des magistrats financiers, ils prennent d'abord en compte les problèmes budgétaires et les problèmes de capacité budgétaire –, mais je pense que point trop n'en faut. Sur ce point, il y a un curseur qui a déjà été placé à un niveau assez favorable aux revendications des sapeurs-pompiers et des organisations représentatives des sapeurs-pompiers.

Je me souviendrai toujours que, lorsque j'avais parlé de ces 2146, le même représentant – représentant que j'aime bien d'ailleurs, Monsieur CAUTERMAN, on se connaît depuis longtemps –, m'avait rétorqué : « Monsieur le Président, c'est déjà un effort tout à fait remarquable ». Dès que vous avez donné le premier effort remarquable, c'est fini. Ma grand-mère disait « un morceau avalé n'a plus de goût », c'est un peu ce à quoi j'ai l'impression que nous assistons.

Il y avait également des remarques sur les masques : « on a manqué de masques ». Je me demande bien pourquoi parce que jamais le SDIS n'a manqué de masques dans cette période difficile, et non seulement les masques chirurgicaux, mais également les masques FFP2. Il y a d'ailleurs eu un don du Département de l'Oise qui en avait un peu trop et qui a fait des dons sur l'ensemble des autres départements de la région. De notre côté, très vite, nous avons pu obtenir des masques FFP2 et le contrôleur général à qui j'en proposais m'a dit : « Monsieur le Président, vraiment, pour le moment, j'en ai suffisamment, mais c'est bien de savoir qu'il y en a qui sont stockés chez vous si par hasard nous en avions besoin ». Le problème est que les masques FFP2, on ne les met pas pour aller faire ses courses au supermarché, on les met dans des hypothèses très précises. Dans toutes ces hypothèses, nos sapeurs-pompiers, qu'ils soient professionnels ou volontaires – pour lesquels nous avons l'égale considération – étaient équipés des masques nécessaires.

Maintenant, ils demandent des primes. Il y a deux sortes de prime.

Il y a d'abord la prime de feu. Monsieur CASTANER, dans une grande générosité, a annoncé une augmentation considérable de la prime de feu. C'est lui qui commande et c'est nous qui payons, puisque ce sont les Départements qui sont amenés à payer. L'ADF réclame aujourd'hui la participation de l'État pour le paiement de cette prime, pour le paiement global de l'augmentation qui est prévue – ce qui est bien naturel. Il suffirait d'ailleurs d'opérer un abandon de ce qu'on appelle la sur-cotisation CNRACL de la prime de feu pour que l'État nous fournisse la possibilité d'abonder à 50 % l'augmentation de cette prime, ce que l'État n'a pas encore fait jusqu'à présent. Que les organisations syndicales nous laissent le temps de la négociation avec l'État qui va bon train actuellement, pour que nous ayons cette possibilité de partager cette augmentation.

Enfin, il y a la prime Covid. Elle est liée à un surcroît de travail occasionné effectivement par la pandémie. Or, il se trouve que, dans notre département et dans beaucoup d'autres départements, il y a eu une baisse importante du travail pendant cette pandémie, une baisse de 35 % qui était liée au fait que, comme il n'y avait plus de circulation ou presque, il y avait beaucoup moins d'accidents de la route et beaucoup moins de secours d'urgence de la part des sapeurs-pompiers. Dans ces conditions, réclamer de manière générale une prime Covid ne me paraît pas responsable de la part de cette organisation syndicale. Quelquefois, j'ai tendance à penser que cela friserait même l'indécence. C'est la raison pour laquelle, sur ce plan-là, je n'y répondrai pas et je l'ai d'ailleurs dit très clairement.

Pour le reste, les relations avec le SDIS, avec les organisations représentatives du SDIS se passent globalement fort bien et nous continuons sur un partenariat qui n'est pas seulement celui du Département, mais qui est aussi celui des communes et intercommunalités dont je rappelle que leur participation au budget est légèrement supérieure à celle du Département.

Je faisais parfois remarquer de manière amicale à certains de mes collègues maires qui réclamaient pour leurs pompiers locaux et leurs centres d'incendie et de secours locaux, qu'ils avaient quand même un problème de schizophrénie, puisque c'étaient les mêmes qui m'écrivaient pour me demander de diminuer la contribution des communes ou des intercommunalités d'un côté et qui, d'un autre côté, me demandaient d'abonder sur les moyens donnés à ceux qui étaient les plus proches d'eux. J'ai été maire avant eux, je connais ce type de maladie dont j'avais eu moi-même beaucoup de mal à me soigner.

La parole est à Isabelle CHOAIN pour le groupe communiste.

▪ **Mineurs non accompagnés**

Mme CHOAIN.- Monsieur le Président, mes chers collègues,

La situation des mineurs non accompagnés a souvent été évoquée à dans cette assemblée. Je souhaite vous questionner aujourd'hui, Monsieur le Président, sur l'accompagnement et le suivi de ces jeunes lorsqu'arrive l'âge de la majorité.

Monsieur le Président, vous avez salué à plusieurs reprises le sérieux et l'implication de ces jeunes dans les études et dans le travail. Vous avez aussi affirmé la satisfaction de nombreux chefs d'entreprise, maîtres d'apprentissage et formateurs. De ce fait, je pense ne pas trahir votre pensée en disant que le Département se doit de faire tout son possible afin que les conditions de réussite soient réunies pour ces jeunes en pleine intégration.

Pourtant, je crains que le Département ne dispose pas aujourd'hui d'une doctrine claire en la matière. Plusieurs cas nous ont été remontés concernant des jeunes MNA, qui, devenus majeurs, ont été mis au pied du mur et forcés à quitter leur hébergement alors qu'ils étaient engagés dans un parcours d'insertion (l'un en alternance en restauration et l'autre en lycée professionnel). Il leur a été dit qu'ils devaient contacter le 115 pour trouver un hébergement alors qu'on connaît la saturation de ce dispositif, saturation qui oblige souvent ces jeunes à devoir changer de commune voire d'arrondissement pour rejoindre un centre du 115 où ils trouvent une place disponible. Pas idéal de s'éloigner ainsi de son lieu de formation ou de travail. Cela peut fortement compliquer les choses du

quotidien, notamment pour respecter les horaires de l'école ou de l'apprentissage alors qu'on n'habite plus à proximité. En outre, je rappelle que le 115 est un dispositif d'urgence alors qu'ils auraient plutôt besoin d'un cadre protecteur leur permettant de finir leurs études, leur formation, leur apprentissage ou leur alternance.

L'aide institutionnelle – je parle du Département, bien sûr – est décisive pour garantir une véritable insertion. On ne peut pas compter en permanence sur les bonnes volontés citoyennes pour sortir ces jeunes de situations inextricables. Je fais référence à ces citoyens qui ouvrent la porte de leur domicile de façon spontanée pour accueillir des jeunes se retrouvant à la rue du jour au lendemain. Les mains tendues des citoyens, des associations et de certains élus sur leur canton sont vraiment à saluer, mais cela ne doit pas être une loterie ! Au gré du hasard, selon la débrouillardise des jeunes, ils pourraient ou non trouver un toit ? Le Département ne peut pas cautionner une situation où règne l'arbitraire plutôt que la norme.

Je tiens à vous rappeler une chose banale : avoir un toit au-dessus de sa tête, un hébergement ou un logement, sur lequel on peut compter, c'est le préalable pour pouvoir engager sa vie dans des projets professionnels et dans une intégration sociale. Se loger est un besoin primaire. On ne peut pas exiger de ces jeunes qu'ils suivent des études, des formations, qu'ils travaillent, qu'ils s'intègrent si, à côté, on ne les aide pas à répondre à ce besoin primaire. D'autant qu'ils ne disposent pas de ressources familiales sur place, vous le savez bien.

Pour en revenir aux cas exposés, je m'interroge. Comment une structure partenaire du Département peut-elle procéder de la sorte, demander à un jeune de quitter les lieux le jour de ses 18 ans et d'appeler le 115 ? Le 115, d'accord en dernier recours, en cas d'extrême urgence, mais, comme première et unique orientation, c'est surprenant.

En plus de la question de l'hébergement, d'autres points noirs apparaissent concernant l'accompagnement de ces jeunes MNA devenus majeurs : par exemple sur l'ouverture d'un compte bancaire. Il s'avère que parfois, les jeunes n'ont pas été accompagnés à procéder à une telle démarche, pourtant essentielle. Pour l'ouverture d'un compte, le problème de la domiciliation se pose parfois. A-t-on expliqué à ces jeunes que les CCAS peuvent éventuellement leur apporter une domiciliation ?

Dans les deux cas que nous connaissons, des solutions bricolées ont été trouvées grâce à la mobilisation de tiers : le chef d'entreprise où l'un des jeunes était en alternance et une famille pour l'autre jeune. Pour ces deux cas, comme certainement de nombreux autres, nous sommes choqués par l'arrêt brutal de l'hébergement et l'absence totale de préparation de la suite.

Je suppose pourtant que les différents acteurs en charge de l'hébergement et de l'accompagnement, comme les foyers pour jeunes travailleurs par exemple, disposent d'orientations claires du Département sur la marche à suivre pour ce public.

Nous nous questionnons sur ce phénomène et sur son origine : est-ce que le Département a une doctrine clairement affichée sur le suivi des jeunes MNA arrivant à l'âge de la majorité ? Si oui, faut-il comprendre que les structures délégataires n'appliquent pas bien ces consignes ?

La transparence est indispensable car les pratiques évoquées peuvent mettre en péril des parcours d'insertion très bien engagés.

Nous souhaitons mieux connaître la situation. Pour ce faire, nous vous proposons de mettre en place un tableau de bord chiffré, renseignant les réponses à trois questions simples pour chaque passage à la majorité :

- Le jeune a-t-il un hébergement ou un logement à sa sortie de la structure d'accueil pour mineurs
- Une ouverture de compte bancaire a-t-elle été effectuée ?
- Dispose-t-il d'un titre de séjour et, si non, les démarches en ce sens ont-elles été engagées ?

Disposer de ces éléments chiffrés est indispensable. Je ne vous cache pas notre inquiétude sur la façon dont les situations peuvent aujourd'hui être traitées. Nous ne pouvons tolérer que le Département fuie sa responsabilité sociale. On ne peut pas renvoyer ces jeunes à leur statut d'immigré, sous prétexte qu'ils deviennent majeurs. Le Département doit continuer à les aider dans le cadre de la protection de l'enfance. Ils entrent tout à fait dans ce public dit des « jeunes vulnérables » qui ont besoin d'un accompagnement après leurs 18 ans. Pour se loger, pour effectuer des démarches administratives importantes, pour avoir des repères dans ce pays qu'ils découvrent petit à petit, le Département se doit d'être là ! Mais l'est-il aujourd'hui ?

Merci, Monsieur le Président.

M. le Président.- Merci, Isabelle CHOAIN.

Je vais demander à Yves DUSART de bien vouloir vous répondre.

M. DUSART.- Merci, Monsieur le Président.

Merci, chère collègue pour cette question. Je m'attendais à une question sur les capacités d'hébergement et je vois qu'elle est beaucoup plus large que cela. Je vais me permettre de vous rappeler quelques données, en commençant par quelques données chiffrées.

Dans sa totalité, le dispositif MNA sur le département du Nord, dispositif qui n'existait quasiment pas en 2014, je vous le rappelle, comporte 1 285 places, 30 places d'accueil de mise à l'abri, 455 places sur le premier appel à projet et donc sur TRAJET 1 et 800 places supplémentaires qui ont été ouvertes depuis l'année dernière petit à petit en fonction des flux d'arrivée de ces jeunes mineurs non accompagnés.

Au 22 mai – ce sont donc des données consolidées et qui ne peuvent pas être plus proches que celle-ci –, 1 195 jeunes étaient accompagnés au sein de ces différentes structures portées par nos partenaires. Si vous faites la soustraction, il est bien évident que l'on peut largement affirmer qu'aucun jeune en phase d'évaluation ou encore sous le coup d'un placement se retrouve sans solution d'hébergement à ce jour sur le département du Nord, hors bien sûr la situation très spécifique des jeunes qui se retrouvent sur le littoral.

Vous évoquez la période des quelques mois qui nous a, comme sur tous les sujets, profondément perturbés. L'arrivée des jeunes MNA venant d'autres départements a été stoppée par la cellule nationale et l'arrivée de jeunes en général s'est plus ou moins estompée.

Pour autant, à travers cette période de crise et comme sur les autres dispositifs de l'enfance – je tenais à le préciser, même si ce n'est pas le fondement de votre question aujourd'hui –, l'ensemble des services liés aux MNA a continué à tourner, les évaluations ont continué à être effectives et l'activité du SDOMNA n'a pas cessé puisque quatre agents étaient quotidiennement au service du Département pour assurer la continuité de service.

Je le disais, la totalité des services ont fonctionné. Monsieur le Président le rappelait tout à l'heure, des jeunes préférant fuguer puisque c'est pour eux parfois difficile de se retrouver dans des structures, des jeunes primo-arrivants nous arrivant également, nous avons mis en place, grâce aux services du Département mais aussi grâce à nos partenaires, des sites temporaires qui ont permis d'accueillir ces jeunes dans des conditions sanitaires satisfaisantes pour eux-mêmes, pour les autres et pour les professionnels qui les accompagnent. Trois sites ont notamment été ouverts : le site de Pont-à-Marcq, le site de Lomme et le site de Coudekerque.

J'en arrive à la question des jeunes majeurs puisque vous y faites référence. Le nombre de jeunes majeurs ex-MNA n'a cessé de croître depuis 2018, puisque, évidemment, mineur d'un jour, majeur d'un autre jour. Je rappelle que 236 jeunes sont devenus majeurs sur l'année 2018, 408 le sont devenus en 2019 et, au début de cette année, nous pouvions avoir une perspective de plus de 600 nouveaux jeunes majeurs à la fin de l'année 2020. Compte tenu du tarissement des arrivées, ce chiffre sera peut-être revu à la baisse entre 400 et 600 jeunes. Vous imaginez le volume que ces jeunes représentent au sein de nos dispositifs. Pour autant, je peux vous rassurer, au 22 mai dernier – chiffres consolidés –, il ne faut pas croire que les jeunes majeurs sont tout simplement poussés à la rue comme vous tentez de le faire penser, puisque 149 jeunes majeurs sont encore aujourd'hui hébergés dans nos dispositifs, conformément à tous les engagements qui ont été pris, sans rupture d'accompagnement et ce, jusqu'à la mi-juillet.

Par ailleurs, au-delà de ceux qui ont été hébergés, certains jeunes sortent des dispositifs, comme les jeunes de la protection de l'enfance de façon classique, avec un accompagnement EVA puisqu'il n'y a pas de différence entre nos jeunes Nordistes et nos jeunes MNA et ce, depuis la création de l'ensemble de nos dispositifs. Je ne sais pas pourquoi vous faites encore des différences entre des jeunes issus de l'immigration et les jeunes de la protection de l'enfance puisque cela ne fait qu'un depuis bien longtemps, de par la loi et de toute façon dans le département du Nord depuis toujours. 383 jeunes nouveaux majeurs sont accompagnés sous le coup des contrats EVA.

Bien évidemment, nous nous appuyons aussi sur les dispositifs de l'État, puisque la compétence de l'État intervient bien sur ces sujets de jeunes majeurs à partir de leur majorité. Il est parfois difficile de faire reconnaître leur majorité et difficile d'avoir les documents nécessaires à reconnaître leur majorité. Pour autant, l'ensemble de ces questions est vu en partenariat étroit entre les services du Département et les services de l'État.

J'ajoute tout de même que, au vu des chiffres que je vous énonçais tout à l'heure sur les nouveaux majeurs en devenir, il est évident que le Département s'interroge très régulièrement sur les meilleurs moyens d'accompagner ces jeunes. Il y a actuellement une réflexion, qui est d'ailleurs portée avec nos groupements partenaires, pour accompagner le mieux possible ces jeunes, avec de nouvelles modalités d'accompagnement qui pourraient avec les groupements soulager aussi l'activité d'un SDOMNA qui est pour le moins pressé par le volume de jeunes à accompagner et que nos partenaires sont en train de travailler avec nous dans le cadre de la stratégie nationale de lutte contre la pauvreté pour inventer encore de nouveaux dispositifs et accompagner du mieux possible ces jeunes mineurs hier et majeurs demain.

Je reprends votre proposition de tableau de suivi quant à l'accompagnement des jeunes. Heureusement que nous n'avons pas attendu cette proposition. En effet, depuis 2015 et la mise en place des dispositifs d'accompagnement, il y a des COPIL (comités de pilotage) ultra-fréquents pour gérer l'ensemble de ces situations. Ces situations sont d'ailleurs vues au quotidien par le

SDOMNA et chaque situation de jeune est évidemment vue au fur et à mesure de l'avancée dans l'âge de ces jeunes, de l'avancée de leurs formations et de l'avancée quasi professionnelle de ces jeunes, y compris la situation du logement. Je participe à ces COPIL en tant que président de façon très régulière et les indicateurs que vous demandez existent depuis bien longtemps. Nous pourrions bien évidemment les échanger, il n'y a aucun sujet sur ce fait, nous pourrions vous les faire parvenir.

Je l'avais dit lors de la présentation du budget dernier, je pense vraiment que le Département du Nord n'a pas du tout à rougir de l'ensemble de ces dispositifs qu'il a pu mettre en place sur l'accompagnement des MNA. Pour preuve, vous évoquez trois cas de MNA sur 1 200 dont je vous ai parlé tout à l'heure. Je ne dis pas qu'il n'y a pas pour autant des situations difficiles sur lesquelles il faut se pencher, mais de là à remettre en cause un dispositif qui fonctionne bien, je ne le pense sincèrement pas. Je crois qu'il faut plutôt tirer un coup de chapeau à toutes les équipes qui travaillent au quotidien auprès de ces MNA et qui ont travaillé durant la phase de crise : les équipes du Département, les équipes du SDOMNA, mais également les équipes de nos organismes gestionnaires et de nos partenaires qui travaillent sur le sujet.

Je voulais terminer là-dessus et tirer un petit coup de chapeau et un clin d'œil amical à Maxime CABAYE qui a remis son poste de président du groupement TRAJET il y a quelques jours au profit d'un autre président. Maxime, comme l'ensemble des partenaires, réalise un énorme travail sur le sujet MNA. N'ayez crainte, tout est sous contrôle.

M. le Président.- Merci Yves.

J'ajouterai que l'on a eu un fait divers tragique il y a quelques jours, samedi en fin de semaine dernière, avec deux jeunes MNA qui travaillaient sur Roubaix, qui se sont opposés à un braquage et ont été grièvement blessés. Il va de soi que nous nous occuperons de très près de ces deux jeunes de façon à leur exprimer notre reconnaissance et à assurer la continuité de leur intégration. Je proposerai même à Monsieur le Préfet, si les faits concordent avec ce qui m'a été dit, qu'ils puissent participer à la cérémonie du 14 juillet où vous savez que, sur Lille, on voudra faire en sorte que ce soient les personnes qui ont le plus aidé qui soient mises en évidence, c'est-à-dire les soignants mais aussi des jeunes comme ceux-là.

Je ne fais pas dans l'eugénisme en la matière. Des MNA, il y en a de plusieurs catégories, mais ils bénéficient tous par exemple du plan de lutte contre la pauvreté et d'un des thèmes de ce plan de lutte qui est d'éviter toute sortie sèche de l'ASE. Vous avez à la fois des mineurs non accompagnés, qui sont souvent d'origine subsaharienne, qui veulent effectivement travailler, se former et trouver un travail et, généralement, quand ils trouvent un emploi, leurs employeurs sont extrêmement contents de la qualité de leur travail ; avec ceux-là, on a aujourd'hui l'habitude de travailler avec eux et les choses se passent bien. Vous avez aussi des mineurs dont la seule volonté est de partir en Angleterre. Nos structures ne sont pas des prisons. On nous reproche – le maire de Grande-Synthe me l'a reproché et je ne lui en tiens pas rigueur – de ne pas quasiment enfermer ces jeunes dans des structures pour les empêcher de retenter de monter dans n'importe quel camion pour se retrouver de l'autre côté du Channel. Là, nos structures ne sont pas des prisons et même pas des centres éducatifs fermés. Enfin, vous avez une minorité de délinquants et parfois de délinquants très expérimentés – si je puis m'exprimer de cette manière – et de délinquants très lourds. J'avais fait part à Monsieur le Préfet il n'y a pas très longtemps du fait que, dans l'un de nos centres sur la région dunkerquoise, il y avait des jeunes qui n'avaient rien à faire dans les structures de l'aide sociale à l'enfance, qui étaient poursuivis pour braquage à main armée et autre infraction de même style ou plus grave encore et qui risquaient de créer des problèmes extrêmement lourds. Huit jours après que j'avais fait cette annonce en disant que ces jeunes devaient relever de la PJJ (la protection judiciaire de la jeunesse) et pas du Département et de l'ASE, l'un d'entre eux criblait de je ne sais combien de coups de couteau un de ses camarades. Celui-là est aujourd'hui dans les prisons de la république. Pour un certain nombre de ceux-là, la solution quand ils deviendront majeurs – le préfet me l'a confirmé et je ne peux pas ne pas être d'accord avec lui – sera effectivement la décision de quitter le territoire français et l'expulsion qui les attendra.

Je pense que, vis-à-vis des MNA, il faut savoir que, là aussi, chez eux comme chez nous, il y a des qualités chez certains, des qualités importantes chez d'autres et il y a des situations parfois difficiles qui font que leur présence sur le territoire français est à ce moment-là insupportable.

Nous allons regarder les quelques cas que vous avez évoqués pour voir pourquoi il n'y aurait pas été répondu en fonction de la réponse que nous souhaitons adresser, c'est-à-dire la possibilité de trouver un logement. Quelquefois, on développe même des solutions de collocation qui conviennent d'ailleurs assez largement à ce public qui aime bien ce type de solution. Il faut rappeler aussi que, quand ils deviennent majeurs, même si nous ne les laissons pas tomber, ils relèvent aussi de la responsabilité de l'État.

Je donne la parole à Françoise MARTIN pour le Groupe Socialiste, Radical et Citoyen.

▪ **Le soutien départemental au secteur culturel face aux conséquences de la crise sanitaire**

Mme MARTIN.- Monsieur le Président, chers collègues,

La crise sanitaire qui a frappé notre pays et notre département a des conséquences économiques très dures pour tous les acteurs de la culture, associations, artistes, scènes culturelles, festivals nordistes. Nous devons agir pour assurer leur survie. Il y a urgence. Nous connaissons la fragilité du milieu culturel, la précarité financière de certaines structures et le besoin de protéger la production, la création et la diffusion.

L'enjeu est primordial. Il s'agit de conforter l'offre culturelle de proximité et de préserver le rayonnement de nos territoires. La culture a des retombées économiques importantes et représente des milliers d'emplois locaux non délocalisables.

Le Département accompagne des dizaines de structures qui bénéficient d'aides publiques dans le cadre de notre politique culturelle. Nous devons évidemment avoir une vigilance particulière pour nos partenaires et demandons le maintien de leur financement.

Cependant, nous souhaitons que le Département puisse également accompagner de manière exceptionnelle les acteurs culturels qui ne bénéficient pas ou plus de son soutien. Je pense aux collectifs artistiques, aux compagnies, aux résidences, aux galeries et aux musées associatifs, aux événements et manifestations annulés et non reprogrammables, mais aussi aux petites scènes privées impactées.

Plusieurs collectivités, notamment le Département de Loire-Atlantique, ont débloqué des moyens, un fonds exceptionnel de 2 M€, qu'elles mutualisent avec les intercommunalités et la Région pour venir en aide aux structures. Nous pourrions adopter un modèle similaire dans le Nord afin de participer pleinement à la relance et conforter le secteur culturel qui est une véritable richesse pour notre département.

Comme le soulignait la tribune du collectif réuni autour de Jeanne BALIBAR et Catherine DENEUVE, dans son adresse au Président de la République afin d'obtenir un véritable soutien au secteur culturel – je cite –, « *N'oublions pas les ressources humaines, intellectuelles, rêveuses qu'apportent l'art, l'imaginaire, la représentation sensible des expériences de tous, y compris des coups du sort, de la maladie et de la mort, mais aussi des formes de vie qui réparent et qui inventent.* »

Je vous remercie de votre attention.

M. le Président.- Merci, Françoise MARTIN.

Je passe la parole à Béatrice DESCAMPS-PLOUVIER.

Mme DESCAMPS-PLOUVIER.- Chère collègue,

Je suis soucieuse comme vous de la pérennité des acteurs culturels et je suis d'accord sur la presque totalité de vos propos.

Je vais quand même rappeler quel est l'accompagnement du Département auprès des différents acteurs culturels. Cet accompagnement reste inchangé malgré la crise sanitaire et malgré les suppressions malheureusement – je le regrette comme vous – de très nombreuses manifestations et événements culturels depuis mars et jusqu'en septembre, peut-être encore plus.

Lors de la commission permanente du 3 février 2020, le Département a déjà voté un acompte de 50 % du montant de la subvention perçue durant l'année 2019 pour les acteurs culturels percevant une subvention supérieure à 15 000 € et pour les scènes nationales. Le solde de ces subventions sera voté lors de la commission permanente du 28 septembre après une instruction des dossiers par les services. En raison du contexte sanitaire, un examen au cas par cas, avec un regard bienveillant – et j'y veillerai –, sera fait sur les propositions de subvention.

Pour les subventions inférieures à 15 000 €, conformément à l'ordonnance 2020-391 du 1^{er} avril 2020, ces subventions ont été versées par arrêté signé par Monsieur le Président au cours du mois de juin pour permettre aux trésoreries des acteurs culturels un peu fragiles de se reconstituer plus rapidement. Le détail de ces subventions a d'ailleurs été transmis aux membres de la commission culture à l'occasion de la réunion du 22 juin.

Malgré ce contexte de crise sanitaire, le financement des acteurs culturels n'est pas remis en cause. L'instruction des dossiers est et sera bienveillante, notamment pour les structures les plus fragiles.

Le Département est donc toujours présent auprès des acteurs culturels.

M. le Président.- Merci, Béatrice DESCAMPS-PLOUVIER.

J'ajoute que nous ne sommes pas les seuls à intervenir dans ce cadre. En effet, l'État a notamment pris ses responsabilités en ce qui concerne les intermittents du spectacle. C'est quelque chose que je connais un peu puisque j'ai l'un de mes enfants qui a pratiqué cette noble profession.

En ce qui nous concerne, je suis peut-être responsable d'avoir quelquefois réfréné la volonté de mieux faire encore de Béatrice DESCAMPS-PLOUVIER en lui disant qu'il y avait effectivement certains festivals – je pense par exemple au Lille piano festival – sur lesquels notre intervention ne pouvait pas être à 100 %. Là, on est dans le cadre des responsabilités de l'Orchestre national de Lille, sur une structure beaucoup plus importante. La subvention était de 135 000 €, si mes souvenirs sont bons. On a versé la moitié de cette subvention. Le festival n'a pas lieu dans les conditions normales, pour ne pas dire qu'il a été supprimé. Je pense qu'on peut en rester là en ce qui les concerne et faire en sorte que ces quelques économies qui, de-ci de-là, pourront être faites sur des structures culturelles qui ne sont pas des structures en difficulté bénéficient à des structures qui en revanche ont des difficultés pour faire face à cette situation. Il n'est donc pas question de revenir sur l'essentiel.

Comme je le disais à chacune des structures qui m'écrivait pour me dire qu'elle était en difficulté, qu'elle soit d'ailleurs culturelle ou sportive, nous ferons le point sur les capacités qui seront les nôtres après avoir fait face à nos responsabilités fondamentales pour voir si non seulement nous pouvons faire ce que nous faisons à l'accoutumée, mais si nous pouvons faire davantage.

Merci, mes chers collègues.

Puisqu'il y a déjà près de deux heures et demie que nous échangeons et avant que nous abordions le cœur des dossiers, je vous propose que nous prenions cinq minutes de respiration. Nous reprendrons nos travaux dans 5 à 10 minutes et, après, on n'arrêtera plus.

La séance est suspendue.

(Suspension de séance à 16 heures 25)

(Reprise de séance à 16 heures 55)

DÉCLARATION D'URGENCE DE RAPPORTS

M. le Président.- Mes chers collègues, avant que nous n'abordions le compte administratif, je me permets de vous demander de bien vouloir déclarer l'urgence de deux rapports :

- Un rapport sur une convention constitutive du groupement de commandes relatif au nettoyage de locaux et de vitrerie, de prestations de plonge et prestations diverses dans les collèges. C'est une demande de mutualisation qui a été présentée par le Département de la Somme. Nous aimerions lui répondre favorablement.

- Un deuxième rapport complémentaire pour une programmation 2021 des projets territoriaux structurants, une déclaration d'intérêt départemental et territorial sur un rapport qui ne sera pas subventionné cette année, mais pour lequel nos collègues de la Flandre ont besoin d'un engagement du Département, comme la Région par exemple s'est engagée, pour pouvoir solliciter au niveau le plus important l'appui du FEDER.

Y a-t-il des objections ? Il n'y en avait pas en conférence des présidents.

Pas d'objections ? Pas de votes contre ? Pas d'abstentions ? *(Aucun).*

Je vous remercie. Cette urgence est adoptée, on en reparlera en temps voulu.

L'urgence sur les rapports 3.12 et 6.5 est approuvée à l'unanimité.

EXAMEN DES RAPPORTS INSCRITS À L'ORDRE DU JOUR

POINTS PRINCIPAUX

- **Compte administratif 2019 « Budget principal »**
- **Compte administratif 2019 du budget annexe « Laboratoire départemental »**
- **Compte de gestion 2019 du budget principal**
- **Compte de gestion 2019 du budget annexe « Laboratoire départemental »**

M. le Président.- Je vais laisser la parole à Christian POIRET, le Premier vice-président en charge des finances, pour la présentation du compte administratif et du compte de gestion.

M. POIRET.- Monsieur le Président, chers collègues,

Je dois dire que j'ai hésité à venir. Je me posais la question depuis tout à l'heure. Dans les premières interventions sur ce qu'il fallait faire parce qu'on avait cette crise Covid, j'entendais parler de 40 millions, de 60 millions, j'entendais parler d'investissements. Je me suis dit : « Christian, faut-il y aller ou pas ? »

Je pense qu'il faut être serein, il faut regarder les perspectives financières. Il va falloir regarder 2021, 2022, 2023, il va falloir regarder les DMTO, il va falloir regarder un peu les recettes même si, pour les recettes, comme l'a dit notre président, c'est « moins pire ». Je peux vous donner un chiffre ; à aujourd'hui, exactement à la date du 26 juin, sur les DMTO, nous sommes à moins 6,83 M€ par rapport à 2019, nous sommes à 147 M€ au lieu de 158 M€ l'année dernière.

Il faut savoir que l'enveloppe Covid n'est pas neutre du tout. On ne la connaît pas encore exactement mais, à mon avis, on ne va pas être loin des 50 M€ dans cette opération. Quand on voit notre résultat, il va falloir gérer 2021 et 2022.

Je pense qu'il faut être conscient que ce n'est pas parce qu'on assainit pendant six années les finances du Département qu'on va être en open et qu'on a toutes les possibilités. Je souhaitais le dire.

Qu'on le veuille ou pas, on aura obligatoirement une évolution au niveau du RSA. Même si tout le travail est fait par Doriane et ses équipes au niveau des MDIE, mécaniquement, on retrouvera au RSA le nombre de personnes qui sont au chômage ; on peut faire tout ce qu'on veut, mais elles arriveront chez nous à un certain moment. Nous avons également le problème de l'APA qui évolue également et dont je vous parlerai juste après. En fonctionnement, nous avons donc de l'évolution.

En investissement, je ne suis pas inquiet, le problème n'est pas là. Il faut relancer la machine, il faut faire des investissements comme le disait notre président, il faut qu'on puisse donner du travail aux entreprises mais, en fonctionnement, ce n'est pas open.

C'était une petite parenthèse que je souhaitais vous faire en introduction.

Ce compte administratif est intéressant, parce qu'on dégage un résultat net de 81 M€, résultat que l'on n'a jamais dégagé depuis que nous sommes aux affaires.

Nous sommes dans le respect de la contractualisation. Vous vous rappelez du 1,35 %, qui n'existe plus aujourd'hui. C'est une très bonne chose pour l'instant, on verra si cela revient un jour ou pas, mais ce n'est pas l'actualité. On atterrit en fonctionnement à +28 M€ avec 1,10 % d'évolution, donc inférieure au 1,35 %.

Concernant le RSA, nous avons bien financé 12 mois de RSA, pour un montant de 665 M€. L'année précédente, nous étions à 660 M€ ; à 650 M€ en 2017, à 653 M€ en 2016 et à 641 M€ en 2015. Je vous rappelle quand même pour la petite histoire que nous étions à 480 M€ en 2011. Après, il y a eu une évolution importante à ce niveau.

Sur les dépenses de fonctionnement, on est à 2,6 Md€. Je donne les grandes lignes et, ensuite, on ira plus dans le détail.

Nous avons une épargne nette à 130 M€. Je vous rappelle que, il y a quelques années, l'épargne nette était négative à -15 M€. On est à +67 M€ d'épargne nette cette année, tout en faisant des investissements, puisque nous avons réalisé 218 M€ d'investissements, +14 M€. Nous en avons également « dans les tuyauteries », ces investissements vont sortir dans les années qui viennent et on pourra faire évoluer l'investissement dans les prochaines années.

Nous maîtrisons la dette. Si demain, on maîtrise un peu moins la dette, il n'y a pas péril en la demeure. Elle était de 1,4 Md€, elle est de 1,182 M€, on a quelques marges de manœuvre, mais en investissement – j'insiste.

Notre encours de dette est de -57 M€. Nous avons un remboursement de la dette en 4,2 années au niveau des annuités, alors que nous étions en 2015 à 13,1 années. On est descendu à 6,2 années, à 6,3 années, à 6 années et 4,2 années.

Nos recettes évoluent globalement, ceci dû entre autres à l'évolution des bases de fiscalité. Nous avons également d'autres recettes, avec notre principe de faire rentrer l'argent dans ce Département. On peut payer des choses, mais il y a ce qui est dû au Département et l'esprit de la recette doit exister.

Il y a deux points importants.

Le premier, ce sont les DMTO. Au compte administratif 2019, nous sommes à 366,7 M€. Nous étions en 2018 à 335 M€, à 331 M€. Là, on est dépendant de ces recettes, on ne peut que faire le compte de ce que nous avons.

Ensuite, vous avez le dossier des péréquations horizontales. À ce niveau, comme je l'ai déjà dit à plusieurs reprises, un travail important a été réalisé par notre président en tant que président de la commission de finances à l'ADF et par les discussions avec le gouvernement. En 2015, nous étions à 52 M€. En 2016, nous sommes à 32 M€, à 33 M€ en 2017, à 41 M€ en 2018 et le grand chelem en 2019 à 87,5 M€. Cela a demandé beaucoup d'énergie, beaucoup de négociations, mais le Département du Nord a été entendu et c'est une bonne chose. Si vous enlevez la différence entre les 87 M€ et les 42 M€, vous avez 46 M€, le résultat ne serait plus du tout le même si nous n'avions pas ces recettes dans notre compte administratif.

Au niveau des dépenses de fonctionnement, entre 2015 et 2019, elles ont évolué de 3,7 %, quand, sur les cinq années précédentes, elles évoluaient de 12,2 %. C'est pourquoi je reviens sur ce que je disais tout à l'heure, il faut quand même maîtriser le fonctionnement pour pouvoir aller à l'investissement et avoir un atterrissage correct dans notre Département.

Il faut que l'on soit attentif à l'APA. Je sais que Geneviève fait tout ce qu'il faut à ce niveau. Nous sommes à 228,9 M€ cette année. Nous étions à 212 M€ et, précédemment, 209 M€, 196 M€. On voit bien qu'on a une poussée mais avec le vieillissement de la population. La participation de la CNSA au niveau de l'APA baisse un peu. Elle était de 86,5 M€, elle est de

82,4 M€ cette année. Là, il faut que l'on soit attentif dans nos plans, mais les services font leur travail.

Au niveau de la PCH, c'est pareil. Nous avons des évolutions souvent supérieures à 10 points, ce qui était très important. En 2013, on était à 78 M€, à 83 M€ en 2015, on est passé à 90 M€, à 98 M€, à 108 M€ et, là, on atterrit à 109,8 M€ sur la PCH. Il faut se garder pour la prospective 110 ou 112 M€, mais ne pas aller au-dessus. Un travail intéressant a été fait dans cette commission sous la présidence d'Olivier HENNO, ce qui a permis de bien caler et de travailler avec la MDPH pour avoir des plans bien adaptés.

Il faut que ceux qui en ont besoin aient vraiment ce dont ils ont besoin, mais il ne faut pas que des personnes qui n'en ont pas besoin touchent quand même des choses, sinon on est un peu borderline à ce niveau-là. Il ne faut pas baisser les prestations, il faut donner à ceux qui en ont véritablement besoin. C'est important dans le discours. Le but n'est pas de faire des économies, il est de bien dépenser.

Au niveau de la solidarité territoriale, nous sommes présents. Cela nous permet de faire des investissements avec les communes, avec les intercommunalités, de faire du développement territorial, ce qui est important pour permettre de faire du développement économique.

Sur le SDIS, on est à 92,5 M€ en fonctionnement.

Au niveau de la masse salariale, c'est toujours un renforcement des moyens humains, notamment dans le secteur social. Cette année, il y a eu une volonté forte de la majorité – Yves était à la manœuvre avec le président – d'apporter les moyens humains au niveau social pour l'évolution des dépenses.

Au niveau de la masse salariale, on évolue, on était à 375 M€, on passe à 383 M€ – c'est un effort qui n'est pas neutre –, 377 M€, 373 M€. Ce n'est même pas un effort, je dirai que c'est une nécessité que nous avons dans ce Département, quand nous en avons un peu les possibilités, d'être proches des personnes en difficulté, de donner les moyens et de donner également les moyens à notre personnel de pouvoir travailler dans de bonnes conditions.

Concernant l'évolution de l'épargne, sur l'épargne brute, on atterrit en 2019 à 282 M€. Nous étions à 208 M€ et, en 2015, nous étions à 105 M€.

En ce qui concerne l'épargne nette, on était à 2 M€ en 2013, à 12 M€ en 2014, à -15 M€ en 2015, à 87 M€ en 2016, puis à 71 M€, puis à 63 M€. Il a fallu rembourser, il a fallu mettre les choses au point. En 2019, nous sommes à 130 M€.

Nous savons très bien que cela ne va pas rester comme cela, parce que nous allons avoir des dépenses supplémentaires par rapport au Covid et peut-être encore d'autres qui arrivent, avec une volonté d'apporter ce qu'il faut aux Nordistes. Il faut maîtriser nos dépenses de fonctionnement. On peut améliorer en investissement par des travaux internes. Comme notre président le disait tout à l'heure, que ce soit dans les collèges ou pour nos routes, il y a des moyens d'y travailler et de faire des investissements. Il y a également la solidarité auprès des communes, nous aurons l'occasion tout à l'heure de vous présenter la délibération sur les PTS pour l'année 2020.

Cette année, nous avons remboursé 152 M€ de capital et nous avons emprunté 95 M€.

En ce qui concerne l'année 2021, pour donner un peu de perspectives, nous rembourserons 144 M€. C'est pourquoi, si on pouvait avoir une année blanche sur le capital, ce serait une bouffée d'oxygène énorme pour nous au niveau de notre épargne. On va descendre en 2022 à 132,8 M€. C'est la fameuse courbe du report des emprunts, qui redescend maintenant pour finir à 132 M€ en 2022 et 150 M€ en 2023.

Cette année 2020, en termes d'emprunts, on sera aux alentours de ce que nous allons rembourser. On va rembourser 144 M€, mais on sera aux alentours des 140 M€ de dépenses compte tenu des emprunts que nous allons engager. Sur les emprunts, les taux sont bas actuellement et, d'un commun accord, nous avons décidé d'engranger maintenant nos emprunts plutôt que de les prendre en fin d'année quand la crise sera plus importante et quand l'argent sera beaucoup plus cher.

En investissement, nous sommes à 218 M€. Nous avons fait mieux que l'année précédente puisque nous étions à 204 m€. Comme je le disais, il faut lancer les projets. Il y a des projets, mais il faut pouvoir les sortir. C'est ce à quoi chacune et chacun s'emploie dans la maison.

Voilà, Monsieur le Président, les grandes lignes de ce compte administratif 2019.

M. le Président.- Merci beaucoup, Monsieur le Premier Vice-président.

Je donne la parole au premier intervenant Paul CHRISTOPHE pour le Groupe Union pour le Nord.

Mon cher Paul, tu as la parole.

M. CHRISTOPHE.- Merci, Monsieur le Président.

Monsieur le Président, mes chers collègues,

Aujourd'hui, nous allons voter un compte administratif qui démontre encore une fois la bonne gestion entamée depuis 2015 par notre majorité Union pour le Nord.

Je salue ici le travail fait par le Président Jean-René LECERF et le Premier Vice-président Christian POIRET afin d'arriver à ce compte administratif au résultat pour le moins exceptionnel. C'est bien grâce à une maîtrise des dépenses et une politique volontariste de l'exécutif que nous pouvons envisager l'avenir plus sereinement.

Nous le savons, la crise sanitaire, économique et sociale va impacter durablement notre pays. Plus que jamais, le Département va devoir être au rendez-vous et nous avons montré que les Nordistes pouvaient compter sur nous pour surmonter cette crise.

Je suis aujourd'hui serein pour notre avenir, car nous avons les armes pour combattre cette crise. Nous avons réduit l'endettement de notre collectivité pour l'amener à une capacité de désendettement d'un peu plus de 4 ans – cela vient d'être rappelé par notre vice-président. Pour mémoire, cette capacité était de 13 ans en 2015 quand nous sommes arrivés au pouvoir.

C'est un contrat de confiance moral qui nous lie avec les Nordistes et, pour cela, nous maîtrisons nos dépenses. Nous montrons notre volonté de conduire avec responsabilité une gestion saine de nos finances.

C'est dans cet esprit que la trajectoire financière du Département est construite depuis 2015. C'est bien grâce à cette bonne gestion et d'optimisation des politiques publiques que l'exécutif arrive à dégager un niveau d'investissement réel conséquent de

plus de 218 M€ tout en maîtrisant sa dette. En effet, n'ayons pas peur de le dire, le Département du Nord maintient son effort en faveur des Nordistes et de l'ensemble des territoires. Il l'augmente même de plus de 14 M€ par rapport à 2018.

Ce haut niveau d'investissement a permis le financement des dispositifs d'aide aux territoires, avec notamment les aides apportées aux villages et bourgs, mais aussi le soutien aux collectivités à travers leurs projets territoriaux structurants. C'est une autorisation de programme de 23,2 M€ dans le cadre de l'exercice 2019 pour cette aide au territoire.

Le Département du Nord est également très présent sur les grands projets structurants qui représentent l'avenir de l'attractivité nordiste avec les projets stratégiques cofinancés, comme le déploiement du très haut débit sur tout le territoire, avec plus de 836 000 locaux raccordés aujourd'hui à la fibre optique, ce qui place notre département parmi les territoires les mieux couverts de France.

Ce niveau d'investissement a permis également de réaliser la maintenance du patrimoine routier et la construction de nouvelles routes, à l'instar du contournement nord de Valenciennes avec un versement de 21,2 M€ en 2019.

Notre collectivité permet d'envisager l'avenir avec ambition pour les acteurs économiques et les Nordistes concernés positivement par ces transformations.

Les solidarités territoriales sont plus que jamais au cœur des politiques menées par notre exécutif.

Toujours en termes d'investissement, l'accent est également mis sur les solidarités humaines avec une forte progression des dépenses dédiées. En 2019, c'est 76,9 M€, soit 9,3 M€ supplémentaires qui sont consacrés à ce domaine.

Une bonne partie intervient dans la reconstruction et réhabilitation des collèges. C'est une compétence à laquelle nous sommes très attachés puisque la bonne éducation de nos enfants est aujourd'hui plus que jamais essentielle afin de lutter contre les inégalités et les clivages sociaux.

Cette crise a fait comprendre à tous combien l'école constitue un lieu d'apprentissage majeur qui permet de gommer les inégalités. Tout le monde n'a pas la chance d'avoir des parents qui peuvent aider dans les devoirs et faire l'école à la maison. C'est pourquoi nous sommes heureux de nous voir au rendez-vous des questions relatives à l'éducation. Pour un bon apprentissage à l'école, il faut avant tout un bon cadre de travail. Nous avons donc continué à investir dans des travaux de reconstruction du collège Léon Blum à Wavrin et des Rochambelles à Anzin. Ce fut également la fin des travaux de reconstruction du collège Lili Keller Rosenberg à Halluin.

Dans le secteur social, ce sont des dépenses d'investissement en augmentation de 28 % par rapport à 2018, notamment avec le dispositif J'Amén'Âge 59 qui permet aux personnes âgées de rester chez elles le plus longtemps possible en toute autonomie, mais aussi avec le versement de subventions afin de financer différents travaux dans les EHPAD.

Autrement dit, nous accompagnons toutes les générations nordistes à travers nos investissements.

Je salue ainsi le travail mené depuis 2015 par le Président LECERF et ses différents Vice-présidents.

Ce compte administratif 2019 ne serait pas exceptionnel si nous n'avions pas mis en place la culture de la recette chère à notre Premier Vice-président Christian POIRET.

En effet, l'optimisation des recettes de fonctionnement s'est poursuivie. À ce titre, le Département du Nord a été le premier Département signataire avec l'État de la convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi 2019-2021. Cette convention nous permet de disposer de nouvelles recettes pour agir efficacement dans les champs de la prévention et de l'insertion. Cela a permis par exemple de renforcer les équipes dans les UTPAS avec le recrutement de travailleurs sociaux, le maintien et la déprécarisation des CDD et la création de postes d'agents volontaires.

D'ailleurs, en termes de recettes, nous pourrions dire que 2019 est un bon millésime. En effet, on peut constater dans ce compte administratif que le marché immobilier, profitant de taux d'emprunt relativement bas, s'est bien porté en 2019 puisque les produits de droit de mutation à titre onéreux ont augmenté de 9,3 % par rapport à 2018. Bien sûr, il faudra maintenant se montrer vigilant car les recettes issues des DMTO sont difficilement prévisibles et dépendantes de la bonne forme du marché immobilier. Avec le confinement, il nous faut anticiper une baisse possible de ces recettes.

Je me dois aussi de rappeler que, grâce à notre Président, qui a bataillé avec l'Association des Départements de France pour prendre en compte les situations des Départements les plus dégradés vis-à-vis des dépenses sociales, une nouvelle aide exceptionnelle de l'État est née, le fonds de stabilisation. Il représente pour notre Département l'équivalent de 16,8 M€, une somme non négligeable, bien supérieure aux 11,6 M€ du fonds de soutien de 2018.

Ainsi, l'État stabilise sa participation en termes de dotation et compensation avec 644 M€ pour l'exercice 2019 contre 642 M€ en 2018. Ces compensations, vous le savez, restent cependant encore bien inférieures aux attentes avec des dépenses d'allocations

individuelles de solidarité qui s'envolent. Le reste à charge en 2019 s'élève à 523,4 M€, soit 52 % des AIS pour le Département. C'est encore bien trop élevé.

En matière de RSA, le travail est fait et nous sommes bien au rendez-vous pour réduire par l'insertion et la remise au travail le nombre d'allocataires du RSA. Sur 2019, on observe ainsi une baisse de 2 135 foyers d'allocataires. Je salue ici le travail effectué par notre collègue Doriane BÉCUE et les services du Département. Il faut continuer, nous ne nous sommes pas trompés, notre politique va dans le bon sens.

La hausse des dépenses s'explique plutôt par l'évolution de l'allocation personnalisée d'autonomie. En effet, dans le Nord comme dans de nombreux départements, nous sommes confrontés au vieillissement de la population. Nous devons nous adapter face à l'évolution de la société et nous ne sommes pas attentistes en la matière puisque je rappelle que nous avons adopté le 12 février 2018 le schéma départemental des solidarités humaines 2018-2022, dont l'ambition est de mieux accompagner les personnes âgées vieillissantes. Cela passe par la prévention de la perte d'autonomie, la constitution d'une maison départementale de l'autonomie, le soutien au développement de solutions innovantes avec des appels à projets qui rencontrent un formidable succès, autant de chantiers portés par notre collègue Geneviève MANNARINO.

Je pense également au soutien du secteur de l'aide à domicile. Je tiens d'ailleurs à saluer encore une fois l'effort effectué par notre exécutif concernant les services d'aide à domicile qui étaient en première ligne pendant le confinement. L'exécutif peut se féliciter de sa gestion des finances de la collectivité.

Je me rappelle encore que, il n'y a pas si longtemps, nous récupérons un bateau à la dérive. Le voir aujourd'hui voguer à nouveau est un réel soulagement. Je ne peux oublier ces discussions de 2015 empreintes de beaucoup d'inquiétudes devant la situation comptable dégradée qui était face à nous. Le doute sur notre capacité à relever le défi aurait pu nous étreindre. Bien au contraire, ce sera une source de motivation supplémentaire pour répondre à nos obligations au profit des Nordistes.

Enfin, Monsieur le Président, je ne serais pas complet si je m'abstenais de faire mention de l'exemplarité de l'action départementale reconnue aujourd'hui dans de nombreux domaines par les instances ministérielles. J'ai encore été le témoin privilégié de cette reconnaissance la semaine dernière, tant auprès de la ministre Sophie CLUZEL sur les questions liées au handicap, à l'autonomie et aux services d'aide à domicile, que du secrétaire d'État Adrien TAQUET au sujet de la prévention et de la protection de l'enfance, ou encore de la secrétaire d'État Christelle DUBOS dans le champ de la lutte contre la pauvreté. Autant de politiques dans lesquelles le Département s'est particulièrement investi ces dernières années.

Ce n'est bien évidemment pas une fin en soi, mais bien au contraire un encouragement à persévérer et à continuer à œuvrer en faveur de ces politiques sociales. Mais encore fallait-il dégager les financements nécessaires et c'est bien ce que traduit ce compte administratif.

Pour toutes ces raisons, Monsieur le Président, le Groupe Union pour le Nord votera favorablement pour ce compte administratif 2019.

M. le Président.- Merci, Paul CHRISTOPHE.

Je passe la parole au président du groupe communiste, le président Charles BEAUCHAMP.

M. BEAUCHAMP.- Merci, Monsieur le Président.

Monsieur le Président, Monsieur le Vice-Président, mes chers collègues,

L'examen de ce compte administratif s'inscrit dans un contexte atypique. D'abord, c'est peut-être le dernier du mandat en cours, l'occasion de dresser un bilan des choix budgétaires et donc politiques de la majorité départementale depuis 2015 et, en particulier sur l'exercice 2019. D'autre part, ce compte administratif intervient dans un contexte où les finances locales sont bouleversées par la pandémie de Covid-19. Notre intervention, certes un peu longue, portera sur l'analyse du compte administratif mais également sur les perspectives qui se profilent pour les Départements dans le monde d'après.

Le compte administratif pour commencer : il s'inscrit dans la même trajectoire que les années précédentes, celle d'un budget de la contrainte, une contrainte que vous avez vous-même instaurée, en plus de celle qui pèse sur l'ensemble des budgets locaux depuis plusieurs décennies. Votre philosophie semble se résumer à du renoncement et à une petite musique du « c'est mieux que rien ». Je pense par exemple au plan pauvreté que vous présentez comme une opportunité alors que les montants sont, il faut le

dire, dérisoires. Plus que du renoncement, il s'agit probablement d'une consanguinité idéologique avec la Macronie qui s'acharne à faire de la réduction des dépenses publiques l'alpha et l'oméga de la politique. En réalité, vos choix n'ont fait qu'alourdir la compression des politiques départementales. Je fais référence au pacte de Cahors qui imposait à notre collectivité une évolution des dépenses de fonctionnement limitée à 1,35 % par an. Ce taux, plus avantageux que celui initialement décidé, vous êtes allés le négocier ; tout cela pour finalement atteindre au CA 2019 un taux de progression de 1,10 %, soit bien en dessous de l'évolution autorisée.

Dans ces conditions, votre critique d'un État défaillant, notamment sur les AIS, ne peut pas être sincère puisque, dans les faits, vous ajoutez un verrou de votre propre chef au verrou de l'État.

Evidemment, nous ne nions pas que les collectivités locales ont dû, depuis des années, gérer une certaine pénurie financière orchestrée par les gouvernements successifs. De Monsieur SARKOZY, à Monsieur MACRON, en passant par Monsieur HOLLANDE, on a assisté au gel puis à l'effondrement vertigineux de la dotation globale de fonctionnement, ressource jusqu'alors essentielle pour le bloc local.

Pour notre part, nous n'avons cessé d'affirmer la nécessité de monter au créneau et d'établir un rapport de force avec l'État. Notre état d'esprit frondeur et nos appels pour mener une action commune vous ont, semble-t-il, laissé de marbre, malgré quelques velléités de votre part en début de mandat.

Le corset financier, imposé à travers le pacte de Cahors, a été levé dès le début de la crise. Cette décision relevait purement et simplement du bon sens vu l'explosion des dépenses induites, de facto, par la crise sanitaire. Nous espérons l'abandon de tels dispositifs d'ingérence sur les collectivités pour les années à venir. Les exécutifs locaux doivent avoir les mains libres, c'est bien le sens du principe constitutionnel de libre autonomie des collectivités.

Au-delà du pacte de Cahors suspendu, les collectivités demeurent sous le rouleau compresseur d'autres menaces pesant sur leur autonomie financière et notamment fiscale. La récente perte de la taxe foncière est un exemple flagrant de cette lame de fond qui affaiblit les ressources maîtrisables, au profit de recettes volatiles exposées aux vents instables de la conjoncture.

Nos recettes de fonctionnement, justement, progressent de 3,7 % par rapport à 2018. Comme vous l'indiquez, ce renforcement est essentiellement lié à la conjoncture exceptionnelle d'alors. Concernant ces recettes, elles sont composées à 37 % de la fiscalité indirecte, à 28 % de la fiscalité directe et à 22 % des dotations et compensations. Pour des raisons différentes, on se trouve confronté à de grandes difficultés sur chacun de ces trois grandes ressources, pas forcément pour l'exercice 2019, mais indéniablement pour l'avenir.

Les DMTO sont élevées en 2019 du fait d'un fort dynamisme du secteur immobilier : 367 M€ contre 336 M€ en 2018, 332 M€ en 2017 et 283 M€ en 2016.

Nous tenons à rappeler que les bons résultats obtenus sont issus notamment du relèvement du taux à 4,5 %, décidé en 2014. À cette époque, vous aviez voté contre ce relèvement, considérant qu'il plomberait les ventes immobilières. Ce choix était pourtant visiblement pertinent, comme les chiffres d'aujourd'hui le démontrent.

Si l'on peut se réjouir de ce montant de DMTO, nous restons dubitatifs sur le caractère incertain de cette recette. Pour preuve, leur chute pour 2020 est estimée à -12 % dans le Département du Nord – j'ai entendu le vice-président nous expliquer que c'était -6 %, j'avais cru lire -12 % –, conséquence de la crise sanitaire.

M. le Président. - Monsieur le Président, c'est simplement parce qu'on est au milieu de l'année.

M. BEAUCHAMP. - Très bien, merci de la précision.

Nous demeurons convaincus qu'il est imprudent et même dangereux de fonder un budget départemental sur une ressource aussi sensible à la conjoncture économique. La crise économique que l'on traverse aujourd'hui rappelle à quel point la situation peut se retourner brutalement et causer des effets notables. Rappelons que les DMTO représentent tout de même 20 % de l'ensemble de la fiscalité du Département au CA 2019. Nous revendiquons un édifice fiscal plus robuste, avec des fondations plus solides que les DMTO, à l'instar des communes dont les recettes fiscales sont moins sensibles à l'évolution de la conjoncture.

Pour ce qui est du deuxième bloc, la fiscalité directe, elle repose largement sur la taxe foncière qui, je le rappelle, sera transférée des Départements vers les communes à compter de 2021. Elle représente pourtant une autre fondation majeure de notre autonomie fiscale.

Au CA 2019, elle s'élève à 468 M€, soit un quart des recettes fiscales. La situation actuelle révèle la dangerosité pour les finances locales de remplacer des impôts locaux, sur lesquels nous avons des marges de manœuvre grâce au pouvoir de taux, par

des fractions d'impôts nationaux. La réforme de la fiscalité locale va faire perdre aux Départements le pilotage de leurs recettes, en leur retirant leur dernier levier fiscal, au profit d'une fraction de TVA. Nous appelons de nos vœux son retrait pur et simple.

Enfin, pour le troisième bloc, dotations et compensations, le point faible est à rechercher du côté de la DGF. Représentant quand même 522 M€ en 2019, cette ressource est en chute libre depuis plusieurs années : moins 21 % entre le CA 2012 et le CA 2019. Le désengagement de l'État est massif !

Outre ces trois blocs structurants, la péréquation horizontale des collectivités les plus riches vers les collectivités les plus pauvres constitue une autre recette potentiellement problématique. Certes, elle a permis au Département du Nord d'engranger des recettes supplémentaires en 2019 (+46 M€ par rapport à 2018). Nous reconnaissons le rôle que vous avez joué à l'ADF, Monsieur le Président, pour favoriser une péréquation plus juste entre Départements, mais nous émettons comme à l'habitude une réticence à voir cette péréquation horizontale se substituer à la solidarité nationale, dite péréquation verticale. Pour nous, le combat principal est celui de la juste compensation par l'État, pour financer les compétences qu'il nous a d'ailleurs transférées.

Pour en terminer avec les recettes de fonctionnement, évoquons les recettes sociales. Ici, le double langage propre au gouvernement est clair. D'un côté, il fuit son devoir de compensation : le concours APA diminue de 4,7 % par rapport à 2018, la dotation MNA de 55 % et le versement Fonds d'insertion de 8,6 % et, de l'autre côté, il développe le financement de l'action sociale sous la forme d'appels à projets (fonds d'appui aux politiques d'insertion, stratégie de lutte contre la pauvreté...). C'est par ce tour de passe-passe que l'État reprend d'une main ce qu'il a donné de l'autre.

Dans ce contexte de recettes en hausse, on aurait pu s'attendre à une hausse aussi importante des dépenses de fonctionnement, mais il n'en est rien. Comme nous l'avons dit en préambule, vous les bridez largement par rapport au taux négocié dans le cadre de Cahors ! Il ne fait pas de doute que vous êtes les architectes des choix austéritaires pour le Département et non pas uniquement les victimes d'un État désengagé.

Ce sont d'ailleurs les AIS, dépenses obligatoires que l'on ne maîtrise pas, qui portent la totalité de la progression des dépenses.

En parallèle, le champ d'action sur lequel le Département est décisionnaire est laissé à l'abandon ou tout du moins confiné à une traduction budgétaire minimaliste.

On relève, comme en 2018, au mieux, de très légères augmentations de crédits ou des stagnations, au pire, des diminutions. Pas d'augmentations conséquentes, pas d'efforts financiers notables.

Cette réalité est d'ailleurs mise en exergue par votre étonnant choix de présentation des budgets thématiques : un budget enfance, famille, jeunesse hors MNA ; un budget autonomie hors APA et PCH ; un budget insertion hors RSA. Étonnant parce que les comptes administratifs 2016, 2017 et 2018 intégraient ces éléments et ne les traitaient pas de façon séparée comme c'est le cas ici.

En termes de lisibilité et de transparence, ce changement de présentation nous interpelle. Sur le fond, on voit que les résultats sont complètement différents selon le mode de présentation choisi. Par exemple, pour le budget autonomie, si on l'entend dans sa globalité avec la PCH et l'APA, il augmente de 1,8 % entre 2018 et 2019. Et si l'on retient le budget autonomie hors PCH et APA, choix que vous avez fait pour 2019, il diminue de -1,2 % par rapport à 2018.

Concernant les moyens dédiés aux ressources humaines, vous semblez vous glorifier des actions mises en œuvre en 2019 : relance des campagnes de recrutement, déprécarisation des CDD sur poste permanents depuis plus de deux ans, revalorisations indemnitaires sur les postes en tension, renforcement du dispositif de bourses pour les élèves assistants sociaux. Ces différentes mesures arrivent beaucoup trop tardivement dans le mandat et ont réellement porté atteinte à l'attractivité de notre institution vis-à-vis des agents, titulaires comme contractuels.

Quelques mots maintenant de vos réalisations sur la section investissement.

Vous indiquez que votre stratégie budgétaire est de se désendetter pour pouvoir réinvestir. Sauf que, et c'est là que le bât blesse, les niveaux d'investissement du Nord sont particulièrement faibles depuis 2015 et, d'ailleurs, nous n'avons pas cessé de le critiquer à chaque débat budgétaire. Le constat est sans appel : le Département du Nord a des niveaux d'investissement par habitant parmi les plus faibles de France alors même que c'est aussi le département le plus peuplé.

D'une année à l'autre, votre joie est évidente lorsqu'il s'agit d'annoncer la capacité de désendettement du Département : 4,2 ans en 2019. Emprunter semble pour vous une hérésie, une idée fixe propre à votre famille politique alors que les taux d'intérêt sont à moins de 1 %

Depuis 2015, vous avez fait des choix profondément déséquilibrés. Une bonne gestion, tournée vers les usagers et les territoires, aurait voulu que vous ouvriez les vannes de l'investissement au lieu de tout dépenser pour vous désendetter. Entre 2018 et 2019, +57 M€ destinés au remboursement des emprunts et seulement +22 M€ pour l'investissement pur.

Et voilà que vous utilisez le prétexte de la crise sanitaire pour justifier vos politiques d'antan. C'est fort ! Je dirais plutôt que ce sera la double peine. Non seulement, les habitants et les acteurs du territoire ont eu droit à des politiques d'investissement au rabais depuis 2015 mais, en plus, ils vont subir, comme tous les autres, les conséquences brutales de cette crise.

Vous pointez la nécessité de relancer l'investissement public local face à la tempête qui s'annonce, selon une logique contracyclique, c'est-à-dire une politique budgétaire qui relance l'investissement alors que la conjoncture est mauvaise. Nous sommes bien d'accord ! Mais, quel étonnement quand on sait que durant tout votre mandat, vous avez adopté une stratégie tout à fait opposée. Avant la crise déjà, il aurait fallu investir davantage pour donner du travail aux entreprises et aux salariés locaux, construire des infrastructures pour les Nordistes, proposer des projets ambitieux et structurants pour le territoire, de nouveaux projets, pas uniquement ceux imaginés par la majorité précédente. L'investissement réel reste bien maigre en 2019 : 218 M€.

Loin de valider les stratégies austéritaires, la crise sanitaire a démontré, au contraire, que nos sociétés étaient démunies, désarmées, pour faire face à des chocs, précisément à cause du rétrécissement généralisé des moyens alloués aux services publics. Les vannes ouvertes pendant la crise ont montré qu'il y avait peut-être finalement de l'argent magique.

Comme l'ont souligné certains analystes, « *Ces semaines où les robinets ont été ouverts vont imprimer en profondeur dans l'opinion, on ne pourra pas présenter cela comme une parenthèse que l'on peut refermer. Indirectement, cela va poser des questions de priorité fiscale et budgétaire.* »

Nous ne prétendons pas avoir anticipé cette crise mondiale. Néanmoins, nous affirmons la nocivité de ce modèle financiarisé depuis bien longtemps.

Les chocs climatiques, auxquels nous n'échapperons pas, ne pourront pas non plus être absorbés, avec de petits ajustements du système.

Alors qu'il faudrait drainer les services publics à renforts de puissants moyens financiers, l'injonction à rééquilibrer le déficit public refait déjà surface, comme s'il fallait une catastrophe plus grande encore pour sortir enfin de ce cadre de pensée mortifère.

Réduire de nouveau rapidement les déficits publics, comme les pays de la zone euro l'ont fait il y a dix ans, serait suicidaire ; mais cette arithmétique budgétaire colle à la peau de nos dirigeants actuels.

Et en ce qui nous concerne, le flou financier est énorme pour les budgets locaux à venir. La commission des finances du Sénat prévoit que les pertes de recettes cumulées des collectivités pourraient atteindre 7,5 Md€ pour 2020 et 10 Md€ pour 2021.

Le plan de soutien aux collectivités dans le plan de finances, avec ses 4,5 Md€ est bien loin du compte ! Les Départements en particulier sont bien mal servis puisqu'ils sont seulement éligibles à des avances qu'ils devront rembourser, alors que leur situation est périlleuse. Pour le Nord, les DTMO seraient amputées de moins 12 %, alors que le RSA grimpe, selon les derniers chiffres, de +4,5 %.

La responsabilité de l'État est grande, mais celle des exécutifs locaux l'est aussi.

La prise de conscience est impérieuse. Nous observons d'ailleurs que certaines de nos préconisations sont finalement entendues, à la faveur de la situation exceptionnelle d'aujourd'hui ; par exemple, l'augmentation de la prise en charge départementale des services d'accompagnement et d'aide à domicile de 21 € à 22 €. Sur la forme, cela va dans notre sens même si le coût horaire moyen se situe plutôt aux alentours de 24 €. Pour ce qui est de retourner à l'emprunt, c'est également une proposition que nous faisons depuis longtemps.

Un regret demeure concernant la grande absence de ce compte administratif, comme de l'ensemble de votre politique depuis 2015. Il s'agit de l'enjeu de conversion écologique. L'urgence climatique sur le territoire nordiste n'est pensée que par petites touches et pas de façon systémique. Le plan « Nord durable » n'a été adopté qu'en novembre 2019, quatre ans et demi après votre arrivée aux manettes !

Le Département, chef de file en matière de solidarité, a pourtant un rôle crucial à jouer dans l'articulation de la question sociale et de la question climatique.

Vous l'avez compris, nous ne voterons pas ce compte administratif.

M. le Président.- Merci, Président BEAUCHAMP.

La parole est au dernier orateur inscrit pour le Groupe Socialiste, Radical et Citoyen, notre collègue Bertrand RINGOT.

M. RINGOT.- Monsieur le Président, mes chers collègues,

En préambule, je dirai que, à la lecture des documents et du rapport très détaillé présentant ce compte administratif 2019, nous avons eu l'impression de lire une énième rétrospective comparative de la situation financière passée et actuelle de notre Département, analyse qui relève désormais à notre sens davantage des prérogatives à venir des magistrats de la Chambre régionale des comptes lors d'une prochaine visite, par définition plus objectifs qu'un exécutif naturellement partisan, vous en conviendrez.

Nous aurions pu par exemple, dans ces documents, avec ce compte administratif 2019, identifier davantage de marges de manœuvre, de nouveaux enjeux pour l'avenir, des pistes d'investissements stratégiques dans la transition énergétique par exemple à réaliser pour les territoires et non uniquement, même si c'est important, effectuer à nouveau une rétrospective à 10 ans de la gestion comptable de notre collectivité.

Une suite de tableaux et graphiques pas inintéressants illustre l'évolution depuis 2007 – cela commence tout de même à dater – pour les DMTO par exemple en page 13 du rapport dans ce document sur le compte administratif 2019.

Dans la période exceptionnelle de crise sanitaire dans laquelle nous nous trouvons, il nous semble utile, pertinent et même indispensable de regarder rapidement désormais vers l'avenir, Monsieur le Président, au risque d'avoir inexorablement entre nous le même débat sur les décisions et les contraintes d'il y a 5 ou 10 ans. Il est vrai que les prochaines échéances approchent et que c'est donc le moment de se montrer sous son meilleur jour. Je crois cependant très sincèrement que les Nordistes attendent autre chose de nous, notamment dans cette période de fragilité sanitaire, d'abstention qui bat des records, plutôt qu'un débat rétrospectif un peu permanent à chaque séance sur le compte administratif.

Revenons donc au document rétrospectif présenté et sur lequel nous baserons donc à nouveau nos échanges pour ce compte administratif 2019.

Vous soulignez dans ce document que ce compte administratif 2019 est le reflet de votre stratégie budgétaire depuis 2015. Vous avez pris les commandes de ce Département avec plusieurs objectifs clairement exprimés pour certains, moins pour d'autres.

Votre premier objectif était clairement la diminution des dépenses de fonctionnement. Ces dépenses ont effectivement diminué en moyenne de 0,4 % depuis 2016. Il conviendra d'en mesurer le jour venu les conséquences précises pour nos politiques départementales, mais surtout pour les Nordistes.

Votre deuxième objectif était la baisse du nombre de postes au sein de la collectivité. Votre précédent directeur général des services ne s'en était d'ailleurs pas caché en déclarant publiquement à la Gazette des communes en septembre 2015 : « Le personnel, c'est 400 M€, si je réduis les coûts de 2 %, c'est déjà 8 M€ économisés ». C'est clair, net, imparable. Objectif rempli, devenu une variable budgétaire et ressentie comme telle. Cela est plus gênant, les effectifs ont ainsi diminué de 451 postes. Les équivalents temps plein sont passés de 7 611 postes en 2016 à 7 160 en 2019. Pour information, en 2018, nous consacrons 181 € par habitant du Nord aux frais de personnel départemental, là où notre voisin du Pas-de-Calais y consacrait 209 € par habitant, soit 28 € d'écart en notre défaveur. Nous avons aujourd'hui du mal – nous en parlions en commission avec Votre vice-président aux ressources humaines – à recruter des statutaires. Nous devons nous interroger sur notre attractivité et regarder ce qu'il se passe dans d'autres départements sur ce plan. Nos politiques se concrétiseront uniquement avec des agents attachés à notre collectivité. C'est un point, je crois, qu'il nous faut avoir bien en tête pour assurer l'efficacité des politiques décidées et mises en œuvre.

Votre troisième objectif était le désendettement qui était pourtant, nous en parlions à l'instant, loin d'être inquiétant. Nous étions dans la moyenne française. Vous-même, Monsieur le Président, vous déclariez à la chronique du BTP en septembre 2015 : « Notre dette est importante, 1,4 Md€, mais supportable pour la taille de notre département ». Pour autant, l'endettement est passé de 1,4 Md€ à fin 2015, soit 533 € par habitant, à 1,182 Md€ à fin 2019. À endettement égal, c'est tout de même 218 M€, soit 54,5 M€ annuels qui auraient pu être consacrés à l'investissement pour équiper le Nord, soutenir nos entreprises, valoriser notre cadre de vie et les équipements des Nordistes. Je pense aux EHPAD, nous en parlions également tout à l'heure. Vous avez fait ce choix du désendettement, que vous assumez, plutôt que celui de l'investissement, nous y reviendrons.

Sur le plan des recettes, vous aviez pour objectif et même pour promesse de ne pas augmenter la fiscalité locale. Sur ce sujet, vous avez fait un choix inverse en cours de route – c'est votre droit – et décidé d'augmenter la taxe foncière des ménages et des entreprises. En masse, c'est tout de même plus de 400 M€ qui auront été prélevés sur les ménages et entreprises sur la période 2015-2021. Cette décision, qui n'est pas la plus anecdotique du mandat, passe relativement inaperçue dans votre document budgétaire accompagnant la délibération. Il s'agit tout de même d'une hausse de +25,7 % du taux de la taxe foncière sur le foncier bâti en 2016, que vous avez contrebalancée par une diminution du taux de 50 % de cette hausse en 2018, brouillant un peu les cartes, disons-le, mais cela représente tout de même encore une hausse de 13 %.

Toujours sur le plan des recettes, vous avez bénéficié jusqu'à présent d'une embellie – et c'est tant mieux – avec l'envolée conjoncturelle des droits de mutation à titre onéreux. À taux constant, ils sont passés de 239 M€ au compte administratif 2014 à 367 M€ au compte administratif 2019, soit +129 M€, +53,55 % ; une augmentation du taux des DMTO que, pour l'histoire et les archives, Monsieur le Président, vous n'aviez pas votée en 2014, argumentant avec force par la voix de votre Vice-président que cela allait pénaliser le marché de l'immobilier. Fort heureusement, il n'en a rien été, bien au contraire et tant mieux.

M. le Président.- Innocent comme l'agneau qui vient de naître, je n'étais plus conseiller général.

M. RINGOT.- C'était votre majorité, si je peux me permettre, Monsieur le Président.

Sans cette décision courageuse prise par la précédente majorité de Patrick KANNER, vous vous seriez privé aujourd'hui de votre recette la plus dynamique du mandat. Nous n'attendons pas de merci, simplement une forme d'objectivité sur la situation des finances départementales.

Vous avez certes pris les rênes d'une collectivité fragilisée par l'augmentation explosive à partir de 2012 des allocations individuelles de solidarité versées pour le compte de l'État et non compensées. Ce n'était pas une surprise, je crois, pour personne. Toutes les grandes collectivités départementales gérées par la gauche comme la droite y ont été confrontées. Le Nord, de par sa taille – plus grand département de France –, a encaissé le choc de plein fouet. Le rapport de la Chambre régionale des comptes, qui fait référence, sur la gestion 2010-2015 du Département du Nord pointait d'ailleurs la forte hausse des dépenses d'intervention sociale à partir de 2012, qui – je cite – « a eu pour conséquence dans un contexte de faible évolution des recettes d'avoir dégradé rapidement et inévitablement les équilibres financiers de notre collectivité départementale ». Votre document budgétaire rétrospectif le met en exergue et précise que le montant des allocations (RSA, APA, PCH) est passé de 761 M€ au compte administratif 2012 à 879 M€ au compte administratif 2015, soit une augmentation record de +15,6 % en trois petites années, soit tout de même +118 M€. L'augmentation à laquelle vous faites face depuis le début du mandat – et fort heureusement – est plus modeste, elle se chiffre à 6,9 %. Pour autant, le reste à charge continue de s'amplifier ; il reste en défaveur du Département qui doit assumer sur fonds propres 52 % des dépenses au titre des allocations de solidarité, soit un montant de 523,4 M€.

Dans cette situation, nous sommes bien obligés de considérer comme insuffisants les fonds de stabilisation et de péréquation interdépartementale accordés ; d'autant que les Départements doivent désormais se faire la charité entre eux – une belle invention !

En 2013, pour rappel, nous avons obtenu avec Patrick KANNER, puis Didier MANIER en 2014, de véritables fonds de soutien qui se chiffraient à plus de 100 M€ par an pour le Nord, qui ont été pérennisés et tant mieux.

Depuis, la solidarité nationale est en recul. Le Département du Nord doit continuer de faire face selon vos propres termes au désengagement de l'État sur les compensations de transfert de compétences. Comme vous le notez, le concours de l'aide personnalisée pour l'autonomie diminue de 4,7 % par rapport à 2018, alors que les besoins sont croissants. On estime que 66 000 personnes âgées seront dépendantes à l'horizon 2025 dans notre département. Je ne suis pas non plus spécialement enthousiaste sur le plan pauvreté du gouvernement que vous mettez en valeur dans votre document. Il apporte peut-être quelques mesures nouvelles pour certains territoires nordistes, cofinancés par l'État et le Département, mais les moyens (50 M€ sur trois ans) sont loin d'être à la hauteur des besoins. Il faut rappeler que 18,9 % des Nordistes (deux Nordistes sur dix) vivent sous le seuil de pauvreté, soit 4,4 points de plus que la moyenne nationale. Le Nord mériterait une véritable mobilisation du pouvoir central, un rattrapage et ce n'est pas le cas.

Vous vous félicitez d'avoir optimisé les recettes de fonctionnement avec une hausse de 3,7 %. Il y a donc quelques marges de manœuvre ; elles sont étroites, certes, mais réelles. Vous avez quelques possibilités. Vous dites pudiquement que les dépenses de fonctionnement sont maîtrisées. Vous avez débloqué 6,9 M€ supplémentaires pour la politique enfance famille jeunesse afin de répondre à la mobilisation des travailleurs sociaux pour renforcer les moyens d'accueil que vous aviez diminués en début de mandat – c'est une bonne décision. Les dépenses d'insertion ont quant à elles baissé de 3 % entre 2018 et 2019. Les dépenses d'autonomie ont également été en recul de 1,2 %. Les dépenses d'éducation ô combien importantes ont bénéficié de quelques moyens supplémentaires avec un taux d'évolution de 1,9 %. Les dépenses de solidarité territoriale (infrastructures, aide au territoire, culture, SDIS) sont cependant – et nous le regrettons – en diminution de 1,4 %.

Vous aviez procédé au début du mandat à des réductions budgétaires dans toutes les politiques départementales malgré les besoins d'accompagnement qui sont réels dans notre département. Vos dépenses de fonctionnement évoluent de 1,1 %. Le pacte de Cahors vous autorisait à pousser les dépenses jusqu'à 1,35 %, vous êtes en deçà. Cela signifie que quelques moyens supplémentaires auraient pu être injectés dans nos politiques de solidarités humaines et territoriales.

Sans prédire l'avenir, je suis très circonspect sur la pérennité de la contractualisation État/collectivités. La crise sanitaire a fait s'effondrer bien des dogmes et démontre que la dépense publique est indispensable pour mieux accompagner les populations fragiles et précaires. La dépense publique permet de parer aux besoins les plus urgents et les plus fondamentaux. Sans dépenses publiques, il n'y a plus de filet de sécurité. C'est l'une des principales leçons de la crise. Dans un contexte comme le nôtre aujourd'hui, le pacte de Cahors est tout simplement devenu dogmatique.

La crise du Coronavirus démontre également le rôle primordial des collectivités dans la relance économique. Sur le plan de l'investissement, votre exécutif évoquait au budget primitif 2019 un niveau d'investissement volontariste à hauteur de 240 M€. Il

atteint au compte administratif 218,4 M€, soit +14,2 M€ par rapport à 2018. L'investissement est en progression, c'est bien, mais reste très modeste, disons-le. Notre collectivité n'a pas encore rattrapé son niveau d'investissement de 2014 avec 287 M€ constatés au compte administratif 2014 contre 218 M€ constatés en 2019. Nos voisins du Pas-de-Calais par exemple ont investi 124 € par habitant en 2018, là où nous en avons réalisé seulement 77. En 2018, à 20 M€ près, ils ont investi presque autant que nous, avec un million d'habitants en moins. Cela questionne tout de même. Sur la base de leur ratio par habitant, nous aurions dû investir 327 M€ en 2018.

Le Pas-de-Calais n'est pas un cas isolé. Seuls l'Yonne, la Moselle, le Maine-et-Loire ont investi moins que le Nord en 2018. Je rappelle que nous n'étions qu'à 204 M€ en 2018 sur la trajectoire en termes d'investissements réalisés.

Je tiens à rappeler que, sur la mandature précédente, c'est une moyenne de 314 M€ d'investissements de 2011 à 2015 inclus qui a été réalisée, donc injectée dans l'économie, contre 220 M€ par an sur votre mandat 2016-2019.

L'aide aux territoires qui vous est chère, et nous y adhérons pleinement, est passée de 28,7 M€ en 2018 à 23,2 M€ en 2019, soit -20 %. Certes, vous invoquez des retards mais, en termes de réalisations, c'est quand même de l'investissement qui n'est pas réalisé.

Vous avez préféré continuer de désendetter plutôt que d'investir. La capacité de désendettement de la collectivité tombe naturellement à seulement quatre années. C'est mécanique. Est-ce que l'objectif est d'arriver à 0 € de dette ? Or, l'urgence n'était pas et n'est toujours pas selon nous de se désendetter rapidement mais de préparer l'avenir du territoire par l'investissement. À nos yeux, ce ratio de désendettement témoigne plus d'une volonté alors que des besoins existent sur l'ensemble des territoires et dans l'ensemble des compétences départementales.

Attention également de ne pas nous démunir de notre ingénierie technique sans laquelle rien n'est possible en termes d'investissement.

Voilà, Monsieur le Président, les observations dont je souhaitais vous faire part au nom du Groupe Socialiste, Radical et Citoyen.

En cohérence avec notre vote sur le budget primitif, nous voterons contre votre trajectoire financière car nous pensons qu'une autre voie est possible et souhaitable pour renforcer nos services publics de proximité, conforter nos politiques de solidarité humaine et territoriale sur les territoires et bâtir l'avenir du Nord et des Nordistes par l'investissement en lien avec les territoires, les communes et les intercommunalités.

Je vous remercie de votre attention.

M. le Président.- Merci, Bertrand RINGOT.

Je rends la parole au Premier vice-président en charge des finances, en lui demandant de m'en laisser un peu. Je ne voudrais pas rester muet.

M. POIRET.- Je vais faire une réponse globale.

Imaginez... Nous sommes en 2015. Vous avez mis 11 mois de RSA au budget. Vous avez 19 M€ que vous n'avez pas payés. Vous avez mis 300 M€ en investissement, dont 30 M€ sur des fonds propres et 270 M€ à l'emprunt. Là, vous avez la crise Covid. Comment vous en sortez-vous ? Vous êtes pris à la gorge. Vous ne pouvez pas vous en sortir. C'est quand même intéressant de le savoir ! Personne aujourd'hui ne peut dire le contraire, ce sont les chiffres.

Nous allons pouvoir nous en sortir sur le Covid et pouvoir mettre 50 M€ sur la table, mais vous n'en aviez pas la possibilité. Ce n'est pas de votre faute, vous n'avez pas géré de la même façon que nous, je ne vous jette pas la pierre. Vous aviez mis 300 M€ sous le tapis. On n'a pas la même façon de voir les choses.

Après, il y a un deuxième point important et intéressant, c'est votre comparaison par rapport au Pas-de-Calais. La différence entre le Pas-de-Calais et nous, c'est que nous avons 300 M€ de handicap quand nous sommes arrivés et eux ont une gestion saine. Du coup, ils peuvent augmenter en fonctionnement, ils peuvent investir en investissement et ils ne sont pas comme nous. Voilà la différence entre les deux.

Quand vous dites « le budget de la contrainte », Monsieur BEAUCHAMP. Heureusement que, aujourd'hui, par rapport au Covid, nous pouvons être là. Heureusement que, sur l'enfance, nous avons pu être là. Heureusement que, sur les personnes en difficulté, nous avons pu être là. Il n'y a pas photo ! Ce n'est pas le budget de la contrainte.

Je me souviens d'un Président de la République qui s'appelait HOLLANDE, que vous aimiez bien – vous faisiez équipe à ce moment-là –, qui ne nous demandait rien, mais il nous piquait 35 M€ par an et il ne disait rien à personne.

Je préfère avoir le 1,35 % au niveau de Cahors plutôt que l'on se fasse piquer 35 M€. Vous l'avez dit vous-même, la DGF n'arrêtait pas de baisser. Or, c'est l'État qui nous piquait.

Il y a un autre point qui est superbe dans votre analyse et dans votre argumentation : il va nous manquer le foncier bâti dans les années à venir et vous parlez de notre marge de manœuvre de pouvoir faire évoluer les taux. Vous étiez pris à la gorge complètement en 2015 et vous n'avez pas augmenté les taux. Vous auriez pu augmenter les taux au BP, mais vous ne l'avez pas fait parce que vous aviez peur d'aller devant les électeurs. Ne dites pas que c'était un moyen de faire des recettes supplémentaires. Je trouve que ce n'est pas raisonnable de se cacher derrière aujourd'hui et de dire : « demain, cela va être la TVA et on va moins maîtriser un taux de TVA ; avant, on pouvait augmenter les taux ». Vous aviez toujours peur d'augmenter les taux et vous n'y alliez toujours pas, même quand le DGS vous disait qu'il fallait y aller, qu'on était pris à la gorge. Vous étiez dans la même majorité.

La seule petite différence qu'il y a entre vous et nous – et on assume complètement ce mandat financièrement –, c'est que nous dépensons l'argent que nous avons. Les Nordistes en sont reconnaissants et ils l'entendent ; ils savent très bien que, eux aussi, ne peuvent pas dépenser l'argent qu'ils n'ont pas. C'était la méthode d'avant qui n'est plus la méthode d'aujourd'hui.

Concernant le fonctionnement, vous dites, Monsieur RINGOT, que nous avons augmenté de 3,7 % de 2015 à 2019. Vous dites même que nos tableaux sont beaux. Je remercie pour vous les services. C'est vrai que l'on fait des beaux tableaux, cela nous permet de voir clair. De 2011 à 2015, on avait une évolution du fonctionnement de 12,20 %. Or, augmenter le fonctionnement de 12,20 % quand on n'a pas les moyens, ce n'est pas le bon plan. On gère ce genre de chose.

Ensuite, vous parlez des AIS. Si on a augmenté de 6,9 % « uniquement » – si je puis dire, quand je vois le nombre de millions que cela donne –, c'est parce que tout le monde dans la majorité a travaillé sur les dossiers, a fait ce qu'il fallait pour limiter les coûts des AIS. Or, vous, à l'époque, vous étiez à 15,6 %. Vous voyez la différence. C'est la différence de gestion entre vous et nous.

Vous preniez 60 M€ tous les ans. Bizarre ! On arrive, on ne prend plus 60 M€ tous les ans. Est-ce que vous ne pensez pas qu'il y a un truc ? Sauf à penser que l'on aurait une baguette magique. Non, c'est simplement qu'on a fait le boulot tous ensemble et c'est ce qui explique notre différence de gestion. Je n'irai pas plus loin.

On assume complètement notre gestion. C'est une gestion saine qui permet le développement du territoire, qui permet le développement auprès des Nordistes. Posez la question aujourd'hui aux Nordistes, je ne suis pas persuadé qu'ils vont voir une différence et dire que c'était beaucoup mieux avec vous qu'avec nous. Je suis certain que c'est mieux avec nous et vous le verrez bientôt.

M. le Président. - Merci, Christian POIRET.

J'interviendrai rapidement, pour dire que je dois être un peu pervers parce que j'ai pris beaucoup de plaisir à écouter les interventions des uns et des autres, en dépit de leur technicité, ce qui prouve effectivement la compétence technique des uns et des autres qui se sont exprimés. Bien sûr, nous ne sommes pas d'accord sur tout.

Je remercie Paul CHRISTOPHE. Comme je suis assez d'accord sur tout ce qu'il a dit, je peux difficilement m'attarder sur ses propos.

Charles BEAUCHAMP commence bien dans son intervention en disant que le contexte est atypique et il a tout à fait raison. Quelquefois, ce compte administratif me semble effectivement relever d'une période très ancienne, de la période glaciaire, même si cela se termine en décembre 2019 parce que, depuis, il s'est passé la pandémie et elle a modifié bien des choses. C'est donc un peu un compte administratif d'un autre temps. Profitez-en parce que, si vous voulez mon avis, vous n'êtes pas près d'en voir un pareil, quelles que soient les majorités d'aujourd'hui ou de demain. Comme le disait Christian – et je crois qu'il a raison –, c'est un compte administratif qui nous permet aujourd'hui d'affronter les vents particulièrement contraires qui se présentent et nous allons essayer de les affronter ensemble grâce effectivement à la situation financière qui a été très largement rétablie.

Je trouve Charles BEAUCHAMP un peu grand seigneur quand il dit : « Vous ne mettez rien sur le plan pauvreté ! » Ce sont quand même 50 M€ en trois ans à partager entre l'État et le Département et ce sont 50 M€ en plus. C'est donc quand même un effort significatif.

Je ne partage pas totalement son inquiétude – mais je la comprends – sur la disparition du foncier bâti et son remplacement par la TVA, en tout cas pour les premières années ; après, cela risque effectivement d'être compliqué. Pour l'année 2021, je rappelle que la TVA sera calculée sur le foncier bâti ; nous sommes à peu près assurés de la solidité et de la résilience du foncier bâti. Sur l'année 2022, tous les experts considèrent que ce sera une époque de redémarrage important de la croissance et que l'évolution du taux de TVA sera nettement supérieure à ce que nous donnerait l'évolution du taux de foncier bâti. En revanche, à partir de 2023,

c'est vrai qu'il y a de quoi s'inquiéter. D'où le fait qu'il faut chercher à retrouver un levier fiscal, que ce soit celui-là par un abandon gouvernemental – ce qui, honnêtement, m'étonnerait – ou que ce soit un autre et, à ce moment-là, on en revient d'ailleurs très largement au problème des DMTO.

Sur les investissements, j'ai écouté ce que vous disiez avec beaucoup d'attention. Il va falloir que l'on fasse désormais davantage en investissement, que ce soit d'ailleurs par l'intermédiaire de la solidarité territoriale ou par les investissements sur nos propres collèges, sur nos propres UTPAS, voire sur les EHPAD – il y a d'ailleurs des délibérations tout à l'heure sur les crédits d'investissement pour les EHPAD –, mais, pour être juste, il faut systématiquement ajouter 15,5 M€, les 15,5 M€ annuellement qui sont partis à la MEL avec le transfert des compétences et qui représentaient les investissements de voirie réalisés depuis 10 ans en moyenne sur les territoires de la MEL. Là, je crois que nous serons tous d'accord.

Je constate encore une fois que les maires – j'ai félicité ceux qui avaient été élus, ils m'ont répondu parce qu'ils sont très polis – ont l'habitude de dire « on est très content de ce qui se passe au niveau des politiques d'investissement du Département ; surtout, ne changez pas ». Certains disent même – comme l'a dit notre collègue Bertrand RINGOT avec beaucoup d'exactitude et de précision – : « Pourquoi avez-vous baissé de moitié l'augmentation que vous aviez décidée en 2016 ? On aurait préféré que vous ne baissiez pas les impôts et que vous puissiez continuer à développer l'aide à l'investissement ». Ceci dit, on avait quand même augmenté de 25 % pour arriver à survivre. Je m'étais engagé à baisser de moitié, je l'ai fait, je ne le regrette pas.

Je fais quand même observer que, en outre, aujourd'hui, avec l'évolution législative, on devrait tous se réjouir que, un jour, une majorité ait osé augmenter les impôts et le foncier bâti parce que cela représente aujourd'hui à peu près 60 M€ de plus tous les ans qui seront payés par l'État dans le cadre de la compensation.

S'agissant de la baisse des DMTO, même si elle est de 12 % – ce dont je ne suis d'ailleurs pas sûr, ce sera peut-être mieux que cela, mais, aujourd'hui, soyons plutôt pessimistes et estimons que nous aurons autant de pertes sur le deuxième semestre que sur le premier, ce qui ferait 12 % –, cela nous remet à peu près au niveau des DMTO de 2018. Ce n'est quand même pas un drame. Nous n'aurons d'ailleurs pas un centime d'avance remboursable de l'État puisque c'est à partir de la comparaison et de la moyenne 2017-2018-2019 qu'il commence ses avances remboursables.

Sur les 22 € de dotations horaires pour les SAAD, je veux bien que ce ne soit pas encore suffisant, mais nous sommes quand même dans le hit-parade de tête. Je l'avais dit en conférence des présidents, lorsque nous avons fait la réunion en visioconférence avec les fédérations de SAAD, alors que je ne m'y attendais pas du tout, j'ai été applaudi à la fin – je me suis pris pour un soignant – par les représentants des fédérations des services d'aide à domicile.

Et puis, je vous trouve – c'est votre rôle – un peu sévère sur les problèmes de politique environnementale. Je pense que ce qui s'est réalisé, sous la direction conjointe au départ de Paul CHRISTOPHE et de Patrick VALOIS, reprise ensuite par Patrick VALOIS globalement, a quand même marqué des initiatives on ne peut plus intéressantes. Les espaces naturels sensibles, les achats importants qui ont été faits sur des terrains très vastes que nous ouvrons au public, aussi bien au public classique qu'au public à mobilité réduite, tout cela me paraît être plutôt des politiques de bon augure que nous sommes arrivés à faire très largement subventionner soit par les fonds européens, soit par l'agence de l'eau, soit quelquefois par les deux.

Je dirai à Bertrand RINGOT qu'il ne s'agit pas de comparer pour dire ce qui a été fait par les uns et ce qui a été fait par les autres. Vous aviez pris l'exemple des DMTO 2007, c'est peut-être ancien, mais vous n'êtes pas plus responsables du montant des DMTO 2007 que nous n'étions responsables du montant des DMTO 2019. Les DMTO, c'est une espèce d'effet d'aubaine ou de désarroi d'aubaine qui se produit.

Je suis un peu plus nuancé que Charles BEAUCHAMP sur le fait de dire que la solidarité horizontale, ce n'est pas important parce que c'est l'État qui doit d'abord intervenir. Je suis d'accord, c'est l'État qui doit d'abord intervenir, mais, si la Ville de Paris, avec son 1,3 Md€ et des poussières pour une population moins importante que la nôtre en DMTO, partage, très honnêtement, je ne vois même pas pourquoi je lui dirais merci. Pour le Département des Hauts-de-Seine, c'est pareil ; pour le Département des Alpes Maritimes, c'est pareil. Aujourd'hui, il y a un volontarisme en termes de solidarité horizontale qui n'avait jamais existé jusque 2019 et même plus précisément jusque 2020. En 2019, on crée le fonds spécifique interdépartemental dont nous sommes partiellement bénéficiaires et, en 2020, on a une réforme beaucoup plus ambitieuse qui est la fusion du fonds de péréquation des DMTO, du fonds de solidarité départementale, du fonds de solidarité interdépartementale dans un fonds unique avec, cette fois-ci, une participation beaucoup plus importante des uns et des autres. Nous avons gagné 46 M€ en solidarité horizontale entre 2018 et 2019 – ce n'est pas mal, cela représente à peu près 10 % d'augmentation du foncier bâti au temps d'avant, si je puis m'exprimer ainsi – et nous allons encore engranger des évolutions qui seront favorables entre 2019 et 2020 parce que la règle a changé. Je me suis employé comme président de la commission des finances de l'ADF à empêcher qu'il y ait un moratoire qui était demandé par les Départements riches sur l'application de la loi de finances 2020, à dire qu'il fallait maintenir la loi de finances et que, si des

départements ont des problèmes pour financer le plus de solidarité territoriale, ils auront droit à des avances de l'État qui leur permettront d'y contribuer.

En termes d'attractivité, vous dites que personne ne veut venir chez nous, que tout le monde veut aller à la MEL et dans le département du Pas-de-Calais. Or, ce n'est plus tellement la réalité. Aujourd'hui, on ne cherche pas à débaucher, mais on embauche des personnes qui viennent du Département du Pas-de-Calais en nombre relativement important et des personnes qui viennent de la MEL en nombre relativement important.

Je vous signale que, en 2019, nous aurons recruté 526 personnes et que le budget en matière de masse salariale aura augmenté de 10 M€, tout simplement parce qu'il fallait effectivement avoir des renforts, notamment sur les fonctionnaires et les agents sociaux. Je signale quand même que nous avons aujourd'hui une centaine de personnels en plus en tant que travailleurs sociaux par rapport à ceux que nous avions en 2014. Ce n'est pas critiquer la situation de 2014, la situation évolue, mais cela veut dire que la fuite du personnel départemental n'est pas la réalité.

Par ailleurs, s'agissant des grands travaux, même si vous les aviez décidés – et j'ai toujours rendu à Patrick KANNER ce qui appartenait à Patrick KANNER, jusqu'à la Maison natale dont on parle aujourd'hui souvent –, même si vous aviez décidé le canal Seine-Nord Europe, nous l'avons maintenu. Et alors ! Nous l'avons voté également, c'est un projet commun aux uns et aux autres. Non seulement, nous l'avons maintenu, mais, avec la baisse de l'endettement de 2015 à nos jours – vous rappelez tout à l'heure ces 218 M€ qui ont été remboursés –, notre participation au canal Seine-Nord Europe – c'est le hasard qui fait les choses – est de 217 M€ ; cela veut dire que c'est payé, si je puis m'exprimer ainsi. Nous en attendons des emplois en nombre important, au même titre que nos amis du Pas-de-Calais, aussi bien pendant la période de chantier que lorsque cette période laissera la place au fonctionnement du canal.

Vous dites que nous n'avons pas fait les 1,35 %. C'est difficile de coller juste à l'augmentation nécessaire ; de plus, c'est dangereux parce qu'on ne sait jamais ce qui nous attend concrètement en termes d'évolution de dépenses inattendues. Je regarde quelques exemples : le Département de la Gironde – vous me direz qu'il est plus riche que nous – s'est quand même pris plus de 12 M€ de sanction financière pour non-respect du contrat de Cahors. Maintenant, cela ne risque plus de nous arriver puisque, sur 2020, le contrat de Cahors ne s'applique plus.

Je fais remarquer aussi à mon collègue RINGOT que, comme tout le monde, il a davantage de trous de mémoire en ce qui concerne la politique de ses amis qu'en ce qui concerne la politique de ses concurrents. En effet, il fait remarquer que les accords Matignon ont été importants – et il a raison. Je me suis escrimé à demander une augmentation de 0,2 % des DMTO. Je l'avais obtenue, il y a eu un retour en arrière du Premier ministre suite à la mauvaise humeur de beaucoup de présidents de conseils départementaux. Les accords Matignon étaient intéressants, on nous donnait des crédits qui sont demeurés et qui sont des crédits significatifs ; mais il a oublié que, en même temps – c'est le « en même temps » du Président HOLLANDE et pas celui du Président MACRON –, ils nous assassinaient en matière de dotation globale de fonctionnement. Dans les tableaux qui vous ont été distribués, il y en a notamment un qui est intéressant qui montre que, de 2012 à 2017, en perte cumulée de DGF, on en arrive quand même à 518 M€. Maintenant, cela baisse encore, mais un peu, cela baisse de 1 ou 2 M€ par an alors que, là, cela baissait de près de 40 M€ annuellement.

Tout cela pour vous dire, mes chers collègues, que désormais, avec ce compte administratif, notre situation est sereine en termes financiers. Cela peut être très fragile, cela peut se dégrader rapidement. Nous n'allons pas nous mettre « open bar », mais nous pouvons effectivement prendre à bras-le-corps la crise qui nous menace et qui fait même plus que nous menacer. Je crois que, quelle que soit la majorité de demain ou d'après-demain – puisqu'on ne sait plus quand on vote –, elle sera contente de pouvoir travailler sur une situation qui est globalement financièrement assainie et de développer de nouveaux projets pour mieux nous en sortir.

C'est donc sans beaucoup de craintes que je laisserai Christian soumettre ce compte administratif à votre décision.

Il faut peut-être d'abord que nous parlions du compte de gestion.

M. POIRET.- C'est l'équilibre.

M. le Président.- C'est l'équilibre pour le compte de gestion du budget principal.

Pour le laboratoire départemental, c'est un peu accessoire par rapport au budget. Il n'en reste pas moins qu'il se fait beaucoup de choses sur le laboratoire. La mutualisation des laboratoires départementaux qui a été coachée par Patrick VALOIS donne des résultats tout à fait intéressants. Il y a même de grands laboratoires qui, désormais, souhaitent s'y associer. J'aurais souhaité que les laboratoires soient encore davantage sollicités par l'État pour l'élaboration des tests. Sur ce point-là, l'État ne nous a peut-être pas suffisamment donné la main pour avancer mais, aujourd'hui, l'essentiel est que les tests se développent en nombre suffisant.

Il y a concordance totale entre le compte de gestion et le compte administratif sur les laboratoires départementaux.

Je sou mets d'abord à votre approbation le compte de gestion 2019 du budget principal.

Que ceux qui sont d'accord pour l'approuver le manifeste en levant la main.

Les propositions du rapport n° 0.3 sont adoptées à l'unanimité.

Sur le compte de gestion 2019 du budget annexe « Laboratoire départemental », je présume que c'est le même vote ?

Les propositions du rapport n° 0.4 sont adoptées à l'unanimité.

Merci de cette unanimité qui rend hommage à notre payeur départemental.

Je m'en vais. Je laisse la présidence à mon Premier vice-président.

(Monsieur le Président sort de la salle du conseil)

M. POIRET.- Mes chers collègues, sur ce compte administratif, je pense qu'il n'y a pas d'autres remarques en l'absence de notre Président. Je vous propose de passer au vote du compte administratif 2019 de notre Département du Nord.

Qui est pour le valider ? *(Le groupe majoritaire).*

Qui s'abstient ? *(Personne).*

Qui vote contre ? *(Le groupe socialiste et le groupe communiste).*

Les propositions du rapport n° 0.1 sont adoptées à la majorité (Les membres du Groupe Union Pour le Nord votent pour. Les membres du Groupe Socialiste, Radical et Citoyen et du Groupe Communiste, Républicain, Citoyen et Apparentés, ainsi que Madame MASQUELIER, non inscrite, votent contre).

Merci beaucoup.

Nous passons au compte administratif du laboratoire départemental.

Qui est pour ?

Les propositions du rapport n° 0.2 sont adoptées à l'unanimité.

Merci beaucoup.

On peut aller rechercher notre Président.

(Retour du président en salle du conseil)

M. POIRET.- Au niveau du laboratoire, le compte administratif est voté à l'unanimité.

Sur le compte administratif pour le Département du Nord, la majorité a voté pour et l'opposition a voté contre. Ce qui est normal.

M. le Président.- Je vous remercie.

▪ **Schéma Départemental d'Analyse et de Couverture des Risques**

M. le Président.- Mes chers collègues, nous allons maintenant débattre du schéma départemental d'analyse et de couverture des risques.

J'appelle à mes côtés Jacques HOUSSIN, Premier Vice-président du Service départemental du service d'incendie et de secours, dont je me félicite régulièrement de la présence à mes côtés.

Jacques, je te laisse faire une présentation, avant que nous demandions à notre contrôleur général et à deux colonels de nous rejoindre, après que j'ai suspendu la séance. Nous allons faire s'exprimer des non-élus et, à ce moment-là, il est nécessaire qu'il y ait suspension de séance.

M. HOUSSIN.- Monsieur le Président, mes chers collègues,

Tous les cinq ans, l'article L.1424-7 du Code général des collectivités territoriales et l'article L.731-2 du Code de la sécurité intérieure imposent au Service départemental d'incendie et de secours d'élaborer un schéma départemental d'analyse et de couverture des risques que nous connaissons sous l'acronyme de SDACR.

L'objet de ce document est de présenter aux usagers des services d'incendie l'ensemble des risques de sécurité civile auxquels ils font face, puis d'indiquer le niveau de couverture.

Outil opérationnel d'orientation stratégique, il doit s'analyser comme un document prospectif, il est également la clef de voûte de l'organisation et du fonctionnement opérationnel du SDIS.

Ce SDACR a été élaboré avec l'ambition de protéger au mieux les personnes et les biens en tous points du département du Nord et en toutes circonstances. L'objectif est d'offrir à chaque Nordiste un même niveau de sécurité et de secours à travers un puissant maillage territorial. Cette vision permet d'assurer un ancrage territorial afin de préserver et développer le volontariat sur notre territoire. Monsieur le Président, vous avez rappelé tout à l'heure l'importance et la promotion qui sera faite sur le volontariat à la rentrée de septembre. L'objectif reste de fournir un premier moyen de secours adapté en 15 minutes maximum pour 96 % des opérations présentant un caractère d'urgence relevant de la couverture en premier appel.

Pour la première fois en France, et c'est aussi en cela que réside l'innovation, ce SDACR a été rédigé avec l'aide de l'analyse statistique pour laquelle 800 000 interventions entre 2014 et 2018 ont été décryptées en vue de simuler des projections qui nous éclaireront sur le secours du futur.

La participation active d'un représentant du Conseil départemental, Nicolas SIEGLER et moi-même, et de l'Association des Maires du Nord au sein du groupe projet chargé de l'élaboration du document a également permis dès le départ de travailler en transversalité.

De ce document découlent 93 recommandations pour améliorer l'efficacité de la réponse opérationnelle, l'efficacité des matériels et garantir la résilience du SDIS. 49 indicateurs servent également de support pour évaluer l'atteinte des objectifs et permettre une réactivité, gage d'adaptabilité.

En ces périodes budgétairement contraintes pour le Département, l'amélioration de la performance du SDIS au service du citoyen est nécessaire pour optimiser la réponse opérationnelle tout en restant vigilant quant à l'utilisation de la ressource financière. C'est donc avec pragmatisme que l'analyse de la couverture des risques de notre département a pu être réalisée, ce que

va vous présenter le lieutenant-colonel Laurent MAILLARD. J'en profite pour le remercier, ainsi que le lieutenant-colonel MARESCHI et toutes leurs équipes qui ont fait un énorme travail.

Notre assemblée est ainsi sollicitée pour donner un avis.

M. le Président.- Merci, Jacques.

Je suspends la séance le temps de laisser les uns et les autres expliquer le contenu du schéma départemental.

Je laisserai aussi dans ce temps de suspension ceux qui souhaitent poser quelques questions les poser. Ensuite, pour le débat, nous nous retrouverons simplement entre élus et, à ce moment-là, nous pourrions passer à l'avis, puisque le Conseil départemental ne donne qu'un avis. Le conseil d'administration du SDIS sera amené à voter favorablement ou défavorablement par rapport au projet de SDACR.

(La séance est suspendue à 18 heures 25.)

Le Conseil départemental procède à l'audition des représentants du SDIS : Messieurs Laurent MAILLARD, Lieutenant-colonel, et Gilles GREGOIRE, Contrôleur Général.

(La séance est reprise à 18 heures 45.)

M. le Président.- À partir de maintenant, ils seront des témoins muets de nos débats.

Nous passons directement aux interventions des groupes d'élus et Jacques conclura ensuite après les interventions.

C'est Annie LEYS, pour le Groupe Union pour le Nord, qui va faire la première intervention.

Mme LEYS.- Merci, Monsieur le Président.

Monsieur le Président, Monsieur le contrôleur général, Messieurs les intervenants, mes chers collègues.

Comme vous l'avez indiqué, Monsieur le Vice-président, le SDACR est un document de référence pour nos sapeurs-pompiers et l'organisation des secours dans notre département. Oserions-nous dire qu'il est un peu la bible avec le règlement opérationnel qui en découlera ? Toujours est-il que ce schéma départemental d'analyse et de couverture des risques offre un niveau de réponse opérationnelle à chaque problématique de sécurité civile.

Le dernier SDACR datait de 2012. Huit années se sont écoulées et notre pays, notre société, notre département ont évolué bon gré mal gré. Nous avons constaté des changements climatiques, sociétaux, technologiques.

En 2012, le terrorisme avait fait son retour, mais n'avait pas encore montré l'étendue de sa barbarie. À cette époque, pas si lointaine pourtant, les manifestations et les rassemblements ne se terminaient pas systématiquement en guérilla urbaine, les violences contre nos sapeurs-pompiers étaient épisodiques, les pandémies étaient des risques que l'on observait surtout ailleurs.

Il était donc plus que nécessaire de revoir ce schéma et de l'adapter au contexte des années 2020 et je tiens ici à remercier l'ensemble des personnes qui ont travaillé de longues heures sur ce document et en particulier mes collègues Nicolas SIEGLER et Jacques HOUSSIN qui ont assisté aux différentes réunions, rappelant que 800 000 interventions ont été décryptées pour aboutir à une analyse de très grande qualité.

Les objectifs fixés par le SDACR 2013 ont été atteints à 96 %. Ils s'appuyaient cependant sur une approche trop théorique et ne tenaient pas assez compte des réalités du terrain. C'est le cas par exemple pour le délai d'intervention sur les risques courants qui, sur certaines zones, ne pouvaient pas objectivement être atteints.

Le SDACR cite en introduction Auguste COMTE : « *savoir pour prévoir afin de pouvoir* ».

Ce document analyse donc toutes les données qui vont permettre d'évoluer, d'anticiper et de répondre aux risques existants sur notre territoire. Il introduit par exemple la notion de vulnérabilité de l'institution. Voltaire disait : « *Un homme est bien fort quand il s'avoue sa faiblesse* ». Par cette notion, le SDIS reconnaît ici qu'il n'est pas sans faille face à une pandémie, à une cyber attaque ou à des facteurs exogènes. Alors, plutôt que de subir ces événements, le SDACR propose de se confronter à cette réalité et d'y trouver les parades pour la supporter et ne pas faiblir aux menaces.

Durant la pandémie du Covid-19, le plan de continuité d'activités a montré toute sa pertinence. Le SDACR s'appuie également sur une analyse plus fine des risques et ne se limite plus à une différenciation binaire entre risques courants et risques particuliers. La distinction entre risques courants, complexes et émergents et les analyses quantitatives et qualitatives permettront d'apporter des réponses adaptées et en adéquation avec les orientations du SDIS.

L'analyse des enjeux contre le vieillissement de la population, de la cartographie de notre département, de l'aménagement de notre territoire (ses entreprises, ses établissements de santé), mais aussi des risques auxquels nous pourrions être confrontés permet de dégager 93 recommandations que le SDIS devra mettre en œuvre au cours des quatre prochaines années. Elles concernent le maillage territorial, la mutualisation, la rationalisation des équipements, la formation ou encore la protection du personnel.

Le maillage territorial est un axe essentiel de ce schéma. Le SDIS s'engage, comme dans les schémas précédents, à intervenir dans un délai de 15 minutes sur les risques courants. Cette durée maximale d'intervention entre le traitement et l'alerte de l'intervention paraîtra toujours une éternité pour les victimes, mais elle donne le cadre à la déclinaison de ce schéma. Comme il est impossible de mettre un policier derrière chaque Nordiste, il est évident que nous ne mettrons pas non plus un sapeur-pompier derrière chaque habitant.

Certains syndicats crient à qui veut bien les entendre qu'il manque de personnels et de moyens, que le SDIS supprime des postes. Je rappellerai que le SDIS comptera, d'ici la fin de l'année 2020, 2 146 sapeurs-pompiers professionnels, soit autant qu'en 2011.

À la lecture de ce schéma, ce n'est pas le manque de moyens humains ou matériels qui pose problème aujourd'hui, mais bien sa mauvaise répartition. Historiquement, des centres de secours sont surdotés et d'autres, pas toujours les plus revendicatifs d'ailleurs, sont bien moins équipés.

Le rapport de la Chambre régionale des comptes publié en 2018 sur la gestion du SDIS entre 2011 et 2018 avait exigé l'élaboration d'un nouveau SDACR afin d'adapter les moyens aux besoins. Elle avait également invité le SDIS à être attentif à sa situation financière, à se concentrer sur ses champs de compétence et à rationaliser davantage le maillage du territoire.

Si la situation financière du SDIS s'améliore grâce à une gestion au cordeau, vous avez fait le choix, Monsieur le Président, de ne pas suivre la recommandation de la Chambre régionale des comptes en maintenant de petits centres de secours. Faut-il rappeler dans cet hémicycle que le Département du Nord est certes le plus peuplé de France, mais il est aussi l'un des plus ruraux. Alors que certaines zones sont très densément peuplées, 60 % du territoire est rural. Il est donc indispensable de composer avec cette caractéristique afin d'assurer une égalité des habitants dans la réponse opérationnelle aux risques. Cela passe par un maillage du territoire et le nécessaire partenariat entre le centre de première intervention, le centre de secours et la complémentarité entre sapeurs-pompiers volontaires et professionnels.

Depuis 2015, le Département du Nord a orienté une partie de ses efforts sur le développement du volontariat afin d'assurer le maintien des centres de secours de proximité. Des campagnes sont menées auprès des habitants, des entreprises, afin d'encourager les Nordistes dans cet engagement.

Le SDIS n'en oublie pas pour autant les sapeurs-pompiers professionnels et, en engageant également des campagnes de recrutement, la formation des sapeurs-pompiers est un enjeu majeur de ce schéma à la fois pour appréhender des matériels de haute technicité, les nouveaux risques, mais aussi afin de s'adapter aux spécificités de certains territoires, comme le risque d'inondation par exemple.

Enfin, la coopération avec les SDIS voisins du Pas-de-Calais ou de la Somme ou avec nos voisins belges, en raisonnant en bassin de risque et non plus en territoire délimité, permettra de rationaliser et mutualiser certaines interventions pour la sécurité de nos habitants.

Ce schéma départemental est ambitieux. Il dresse la feuille de route du SDIS pour les quatre années à venir. Par rapport au SDACR 1, qui avait fait foi pendant 13 ans, et le SDACR 2 qui avait fait référence pendant sept ans, ce SDACR 3 dresse des objectifs pour quatre années seulement ; un temps raccourci qui s'avère nécessaire quand on voit la rapidité avec laquelle notre société et ses comportements évoluent.

49 indicateurs permettront d'évaluer la pertinence de ce schéma au sein d'un comité de suivi et de le faire évoluer.

Ce schéma est la première étape dans l'organisation opérationnelle des secours de notre département. Il permettra de définir le règlement opérationnel qui alloue les moyens à chaque centre de secours.

Grâce à leur dévouement, leur engagement, les sapeurs-pompiers du Nord, qu'ils soient professionnels ou volontaires, ont la capacité et les moyens d'atteindre les objectifs fixés pour la sécurité de tous les habitants nordistes.

Monsieur le Président, au nom du Groupe Union pour le Nord, je salue une fois encore ce travail précis, riche, mené conjointement par nos collègues élus départementaux, les autorités préfectorales, les sapeurs-pompiers, un document d'une rare qualité qui souligne l'investissement de tous. Notre groupe apportera un avis favorable à ce schéma.

M. le Président.- Merci, Annie LEYS.

Je passe la parole à Michel LEFEBVRE pour le Groupe Communiste, Républicain, Citoyen et Apparentés.

M. LEFEBVRE.- Monsieur le Président, Monsieur le contrôleur général et vos adjoints, mes chers collègues,

Alors que nous arrivons au terme de l'actuel Schéma départemental d'analyse et de couverture des risques arrêté en janvier 2013, il convient pour le SDIS et les services de l'État de le réviser et de forger un nouvel outil opérationnel d'orientations stratégiques pour la période 2020-2024. In fine, il reviendra au Préfet du Nord d'arrêter le nouveau SDACR après que celui-ci ait reçu l'avis favorable de plusieurs instances dont ceux de notre assemblée départementale et du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours qui se réunira sur ce sujet le 2 juillet prochain.

Aussi et à la lumière des moyens financiers importants que consacre le Département au fonctionnement du SDIS dont il assure la présidence, il est essentiel que nous puissions débattre et délibérer sur cette révision quinquennale, ainsi que sur les ambitions que nous fixons et sur les objectifs que nous visons à atteindre pour garantir une qualité optimale des services de sécurité civile au profit de tous les Nordistes.

Avant tout, je veux saluer et féliciter l'important et imposant travail réalisé ces derniers mois par l'équipe projet pluri-partenaire qui, au final, a produit un document de 272 pages, très riche et d'une grande qualité ; un travail qui, avant tout, s'est appuyé sur une analyse exhaustive et très fine des données d'interventions et autres informations recueillies durant toute la période 2014-2020.

La révision du SDACR répond d'abord à une nécessaire mise à jour au regard des évolutions législatives et réglementaires depuis le précédent schéma et à une mise en cohérence avec d'autres documents de référence. Elle répond également à diverses recommandations exprimées par différentes instances telles la Chambre régionale des Comptes ou encore l'Inspection générale de la sécurité civile. Mais elle vise aussi et surtout à prendre en compte les modifications intervenues en matière de risques de sécurité civile et l'émergence de nouveaux.

De notre point de vue, cette révision du SDACR doit aussi intégrer les besoins exprimés par les territoires de notre département, leurs populations et leurs élus, notamment pour toujours plus et mieux de protection et d'assistance par une proximité, une rapidité et une qualité accrues des services de secours. Et, pour satisfaire à ces exigences légitimes, il n'y a qu'une seule réponse possible, c'est celle des moyens mis en œuvre. De ce point de vue, « c'est au pied du sinistre que l'on verra le pompier » et c'est au travers de la déclinaison du SDACR dans le prochain règlement opérationnel que l'on pourra juger de la mobilisation des moyens nécessaires à la réalisation des objectifs fixés dans le cadre des orientations stratégiques.

En effet, répondre à la question des moyens humains et matériels indispensables au bon exercice des missions de service public remplies par le SDIS est et reste la question essentielle, notamment au vu du besoin et du niveau de protection qu'exige la couverture des risques qui s'accroissent et se complexifient, particulièrement en zone urbaine et périurbaine. On le constate aussi depuis ces dernières années avec la menace terroriste, les conséquences du dérèglement climatique, la paupérisation des populations ou bien encore les risques épidémiologiques tels que nous les vivons actuellement avec l'épidémie liée au Covid-19.

À l'évidence, qu'il s'agisse des risques courants, complexes ou émergents, la situation exige de réaffirmer une ambition forte en matière de niveau et de qualité de couverture de ces différents risques, particulièrement en termes de capacités opérationnelles tant au plan humain, que des matériels ou bien encore des équipements bâtimentaires. Et il est important que les objectifs fixés soient à la hauteur des enjeux.

C'est pourquoi le nombre de sapeurs-pompiers professionnels doit être renforcé, tout comme leur formation et leurs conditions de travail et de rémunération revalorisées.

Aussi, le lien indispensable sapeurs-pompiers professionnels/sapeurs-pompiers volontaires doit être réaffirmé et un effort décuplé doit être engagé pour assurer le recrutement et surtout la pérennisation des engagements.

De même, le statut des sapeurs-pompiers volontaires doit être amélioré au plan national pour contribuer à susciter les vocations et développer l'engagement. Chez les professionnels comme chez les volontaires, il convient de favoriser la féminisation des effectifs, comme il faut inciter et aider à la création en plus grand nombre de sections de jeunes sapeurs-pompiers.

Si la mutualisation au plan local, supra-départementale, voire supranationale, en particulier avec la Belgique, doit être encouragée, elle ne peut en aucun cas devenir le substitut à une organisation optimale, adaptée et de proximité des moyens de secours ; sachant que l'addition de la misère n'a jamais fait une richesse. En cela et comme annoncé dans le projet de SDACR, le maillage territorial des moyens de secours actuel doit être maintenu et renforcé, particulièrement au travers d'un réseau de casernes modernes, bien équipées et dotées des effectifs suffisants et bien formés.

Cela nécessite de poursuivre et d'accélérer les efforts de rénovation lourde et de reconstruction de nos centres d'incendie et de secours. Beaucoup a déjà été fait, mais encore beaucoup reste à faire. C'est à ces conditions que l'objectif central de couverture du risque par la mise en œuvre d'un moyen de secours adapté en 15 minutes maximum pour 96 % des opérations de secours d'urgence pourra être tenu.

Dans ce sens, nous partageons la volonté affirmée de recentrer l'activité du SDIS sur son cœur de métier qui est l'aide et le secours d'urgence, et non pas à être un palliatif aux carences de notre système de santé et d'aide sociale. Aussi, nos sapeurs-pompiers doivent pouvoir intervenir en toute sécurité et sérénité. Or, ils se retrouvent souvent bien seuls pour faire face à des situations de violence ou de risques de suraccident qui affectent gravement la capacité et la qualité de leurs interventions, mais aussi leur propre sécurité. Cela rappelle ses devoirs à l'État qui doit assurer autant que nécessaire la protection de nos sapeurs-pompiers par la présence des forces de police. De façon plus générale, l'État doit être rappelé sur son désengagement financier quasi total de la protection civile, lui qui fixe les normes et les réglementations sans se soucier des coûts et charges que celles-ci impliquent pour les Départements et les Collectivités locales déjà au bord de l'asphyxie financière ; à l'exemple de la prime de feu dont il décide la revalorisation substantielle sans en prévoir le financement ! Mais, il est vrai que bien souvent les conseillers ne sont pas les payeurs.

Ce sont aussi les compagnies d'assurances et les sociétés d'autoroutes qui manquent à l'appel des financements. Et pourtant, le niveau faramineux de leurs profits dépend de la qualité du service public d'incendie et de secours. En effet, et comme il est judicieusement rappelé dans le document projet de SDACR, le « coût du sauvé » est une notion de plus en plus utilisée. Il permet entre autres de valoriser économiquement les effets de l'action des services de secours, au premier rang desquels celui des sapeurs-pompiers. Cette notion présente un réel intérêt, car elle permet de mesurer l'impact positif de notre service public de secours en vies sauvées et en biens sauvegardés. Ainsi, l'évolution exponentielle des profits des assureurs et des exploitants d'autoroutes est directement proportionnelle à l'efficacité de nos services de secours, alors que, dans le même temps, leur contribution financière est inversement proportionnelle ! Nos pompiers prennent tous les risques, la puissance publique assume la totalité des coûts, alors que les multinationales de l'assurance et les grands groupes gestionnaires des autoroutes engrangent les royalties ! Il est urgent que la tendance s'inverse.

Les crises sociales, environnementales et sanitaires de ces dernières années, dont celle actuelle liée au Covid-19, ont au moins le mérite d'éveiller les consciences sur les dérèglements profonds, les nombreux abus et autres dérives inacceptables du système capitaliste qui, de fait, est de plus en plus contesté. Les actes de résistance se renforcent chaque jour.

Le quotidien des sapeurs-pompiers reflète cette dégradation constante de cette société injuste, inégalitaire et insécuritaire pour le plus grand nombre de nos concitoyens. Il fixe aussi le niveau des exigences à satisfaire et des solutions à apporter, et cela, non seulement pour répondre aux urgences sociales, sanitaires, sécuritaires et démocratiques, mais aussi pour régler sur le fond et sur le long terme les problèmes posés et leurs conséquences.

C'est pourquoi nous attendons que le règlement opérationnel proposé au dernier trimestre de cette année se fasse l'écho de ce document en apportant des réponses en termes de moyens matériels et humains.

Aussi, et sachant qu'il y a encore des pistes de renforcement et d'amélioration que comporte le SDACR, nous en approuvons l'essentiel et formulons un avis favorable au projet qui nous est soumis.

Je vous remercie.

M. le Président.- Merci, Michel LEFEBVRE.

La parole est à Henri GADAUT, pour le Groupe Socialiste, Radical et Citoyen.

M. GADAUT.- Merci, Monsieur le Président.

Monsieur le Président, Monsieur le contrôleur général, mes colonels, chers collègues,

Nous nous sommes régulièrement exprimés ces derniers mois pour dire nos attentes et notre grande vigilance dans le cadre de la révision du schéma départemental d'analyse et de couverture des risques.

Nous souhaitons en premier lieu saluer le travail particulièrement important réalisé par l'équipe projet qui a travaillé de manière innovante grâce à l'exploitation d'outils numériques et à l'analyse data des interventions au cours des cinq dernières années.

L'enjeu principal de ce document est pour nous assez clair : défendre un service public de défense d'incendie et de secours performant pour protéger au mieux les Nordistes et notre territoire et ce, comme diraient certains, « quoi qu'il en coûte ».

Nous étions notamment attachés à ce qu'il n'y ait pas de dégradation des délais d'intervention. Aussi, nous nous réjouissons de l'engagement du SDACR à fournir un moyen de secours d'urgence adapté et présent en moins de 15 minutes dans 96 % des cas.

L'officialisation du maillage territorial des secours resserré, associé à la mutualisation des moyens, avec notamment les Départements du Pas-de-Calais, de l'Aisne ou nos voisins belges, permet à notre sens de remplir les objectifs solides inscrits dans le SDACR.

Ce schéma permettra notamment de prendre en compte, en les analysant, trois nouveaux risques qui se présentent désormais à nous de manière plus prégnante.

Un premier risque se fait de plus en plus important en lien avec le réchauffement climatique et la récurrence des épisodes de sécheresse sur notre territoire, c'est celui des feux de forêt, d'incendies dans les espaces naturels ou en plein champ. Nous voyons bien que cela implique une adaptation de la répartition des moyens sur le terrain, l'adaptation de certains matériels vers du tout-terrain plus polyvalent, à l'exemple du remplacement des fourgons pompe-tonne urbains par des fourgons pompe-tonne hors route en zone rurale, ou bien le renforcement des porteurs d'eau.

Un second risque doit aussi attirer pleinement notre attention, c'est le risque technologique. L'incendie de l'usine Lubrizol à Rouen a mis en lumière l'importance de ce type de risque sur nos territoires particulièrement industrialisés. Dans le Nord, trois nouveaux projets de site Seveso seuil haut devraient voir le jour sur la zone industrielle portuaire de Dunkerque et sur la métropole lilloise. Le nombre de sites Seveso seuil haut devrait ainsi être porté à 37 d'ici trois ans, ce qui est tout sauf négligeable. Cela implique naturellement des effectifs et des moyens matériels adaptés. Mais le cas de Rouen a aussi interrogé la question de la bonne information des riverains sur les réflexes à adopter en cas de sinistre, l'information des populations en situation de crise, mais également la protection des premiers intervenants, sapeurs-pompiers comme policiers.

Enfin, le dernier risque que nous abordons désormais avec un regard neuf, c'est le risque sanitaire lié à une pandémie. Ce schéma a été travaillé bien en amont de la crise de la Covid-19. Je pense nécessaire de se donner les moyens d'en tirer toutes les conséquences opérationnelles au cours des prochains mois. Certes, la question du risque pandémique est traitée, mais l'ampleur de ce que nous venons de vivre doit nous permettre par exemple d'anticiper de nouveaux stocks de matériels de protection (les masques FFP2, les surblouses ou le gel hydroalcoolique) qui ont pu être en tension au cours de ces dernières semaines.

Pour l'avenir, le SDIS 59 devra également relever de nombreux défis. Il y a d'abord la nécessité de maintenir un niveau d'investissement ambitieux afin de pouvoir renouveler régulièrement les matériels, mais aussi d'offrir des conditions d'exercice correctes aux sapeurs-pompiers. C'est pourquoi nous avons accueilli favorablement le renforcement du budget investissement du SDIS au cours des derniers exercices budgétaires, mais, toutefois, non consommés complètement.

Naturellement, il sera nécessaire d'y intégrer une réflexion sur la rationalisation de nos implantations administratives. Nous connaissons actuellement un éclatement sur plusieurs sites lillois des équipes administratives et de la direction départementale. Sauf erreur de notre part, le nouveau SDACR ne mentionne plus le projet de regroupement de la direction départementale et des services administratifs sur le terrain attenant au CODIS-CTA de Villeneuve d'Ascq. Nous avons néanmoins noté l'étude pour établir un CTA unique à l'horizon 2024. Ces deux chantiers seront-ils menés conjointement ? Si tel était le cas, les prochains exercices budgétaires du SDIS nécessiteront un effort particulier d'investissement qui permettra néanmoins à terme de réaliser des économies de fonctionnement que nous souhaiterions voir redéployer sur les missions opérationnelles.

Un second défi est dans la capacité du SDIS à séduire de nouveaux sapeurs-pompiers volontaires au cours des prochaines années. Nous suggérons qu'un chantier, un peu engagé, soit poursuivi encore plus afin de valoriser cet engagement et de renforcer les conventions avec les gros employeurs de notre territoire, collectivités comme entreprises privées. Il nous faudra également veiller à préserver ce maillage de proximité des CIS qui facilitent l'engagement des volontaires.

Le troisième défi concerne la protection des sapeurs-pompiers alors que nous voyons bien les agressions et incivilités se renforcer ces derniers mois. Comme le fait très bien le SDIS, il nous faut être systématiquement aux côtés et au soutien de nos sapeurs-pompiers victimes d'agressions ou d'incivilités et être intraitables. En parallèle, nous soutenons l'expérimentation des caméras individuelles afin de sécuriser les interventions du quotidien.

Sur ce point, je vous renvoie notamment au rapport de la mission d'information diligentée par le Sénat et dont le rapporteur n'est autre que notre collègue Patrick KANNER. Le rapport formule ainsi 18 propositions afin de prévenir les agressions, de diminuer leurs effets lorsqu'elles se produisent, afin d'en réparer les conséquences et sanctionner leurs auteurs une fois que ces agressions se sont produites. Ces propositions portent notamment sur la formation des sapeurs-pompiers, l'adaptation de leurs matériels et la coordination des forces diverses bleu-blanc-rouge pour sécuriser leur champ d'intervention.

Le dernier défi et non des moindres concerne la question des effectifs de sapeurs-pompiers professionnels que nous associons étroitement à la mise en œuvre d'un véritable dialogue social. À votre arrivée à la tête du Département en 2015, vous vous êtes engagés dans une politique de recrutement qui a conduit à une baisse significative des effectifs de sapeurs-pompiers professionnels et, de facto, à une dégradation des conditions de travail. L'effectif des sapeurs-pompiers professionnels est tombé à 2 034 en 2018.

Monsieur LECERF, nous prenons acte de votre engagement à remédier à ces problèmes d'effectifs d'ici la fin de l'année 2020, mais nous n'oublions pas qu'il s'agit ni plus ni moins de réparer une situation que vous aviez vous-même contribué à dégrader.

Je le disais à l'instant, cette question des effectifs doit être associée à une conception exigeante du dialogue social. Cela implique de la sérénité, du respect, ce qui a parfois manqué dans les relations depuis 2015 avec nos sapeurs-pompiers. Le travail partenarial engagé chez nos voisins du Pas-de-Calais avec l'ensemble des parties prenantes et des syndicats démontre qu'il existe des conceptions du dialogue social plus apaisées et constructives.

Vous l'aurez compris, notre analyse du SDACR est globalement positive et c'est pourquoi notre groupe émettra un avis favorable.

Nous resterons néanmoins vigilants sur sa déclinaison opérationnelle et sur la manière dont le SDIS fera face aux défis que nous venons d'évoquer.

Je vous remercie de votre attention.

M. le Président.- Merci, Henri GADAUT.

Je rends la parole quelques instants à Jacques HOUSSIN s'il souhaite faire quelques remarques par rapport aux interventions des collègues. J'ajouterai peut-être, mais très rapidement, une phrase ou deux.

M. HOUSSIN.- Merci, Monsieur le Président.

Je suis assez satisfait de voir que notre assemblée devrait donner un avis favorable à l'unanimité.

Je voudrais revenir un peu sur les interventions.

Je remercie Annie LEYS pour son intervention au nom de l'Union pour le Nord et ce qu'elle a pu dire au niveau de ce document.

Je remercie également Michel LEFEBVRE de l'avis favorable de son groupe. Je voudrais revenir sur quelques points qu'il a évoqués. Effectivement, l'objectif est d'avoir une proximité et une rapidité. Il a bien été insisté sur le fait que nous souhaitions maintenir le maillage territorial, malgré la remarque qu'avait faite à l'époque la Chambre régionale des comptes, mais c'est aussi de façon à pouvoir développer le volontariat, chose qui est importante pour nous.

Dans le cadre des 15 minutes qui ont été données pour 96 % du territoire, je rappelle que cela concerne nos interventions en cœur de métier. Si on prend l'exemple des carences d'ambulances, celles-ci ne seront pas concernées par ce délai de 15 minutes.

Je remercie également Henri GADAUT pour son intervention qui, dans l'ensemble, est favorable. Je voudrais quand même revenir sur les effectifs qui ont d'ailleurs été cités dans les deux interventions. Le président s'est engagé sur un effectif de 2 146 sapeurs-pompiers qui sera atteint à la fin de l'année. C'est vrai que le SDACR va suivre sur un règlement opérationnel qui permettra de voir les besoins en effectifs. Je pense que, avant de vouloir augmenter forcément les effectifs, il faut voir leur répartition. Annie LEYS l'a bien dit dans son intervention, la répartition de ces effectifs n'est pas toujours optimum et je crois que, dans le règlement opérationnel, il faudra véritablement revoir un peu cette répartition des effectifs avant de vouloir forcément augmenter les effectifs. Monsieur le Président, vous l'avez rappelé tout à l'heure, dans le département du Nord, le pourcentage de sapeurs-pompiers volontaires par rapport aux sapeurs-pompiers professionnels n'est pas suffisant ; l'objectif est quand même d'augmenter aussi le nombre de sapeurs-pompiers volontaires pour avoir justement ce maillage sur l'ensemble du territoire.

C'est vrai que les services centraux, dont Henri GADAUT parlait, ne sont pas particulièrement repris dans le SDACR puisque c'est plus sur la gestion même du SDIS et cela n'a pas réellement d'impact direct sur les interventions directes sur le territoire.

Je me félicite de cet avis favorable. Comme Nicolas SIEGLER l'a dit tout à l'heure, je voudrais vraiment remercier le contrôleur général et les deux lieutenants-colonels, ainsi que toutes leurs équipes, pour l'énorme travail qui a été fait pour préparer ce SDACR. Je voudrais les féliciter ainsi que toutes leurs équipes.

M. le Président.- Merci, Jacques HOUSSIN.

Je ne reviens pas sur le problème des effectifs, nous en avons parlé tout à l'heure. Nous n'avons pas découvert le chiffre de 2 246 comme cela d'un seul coup il y a trois semaines pour vouloir amener les effectifs à ce niveau-là. Cela fait des années que nous nous sommes engagés sur ce chiffre de 2 146 sapeurs-pompiers professionnels qui me paraît amplement suffisant et qui paraît à la Cour des comptes et à la Chambre régionale des comptes très largement excessif.

Peut-être y avait-il de trop nombreux sapeurs-pompiers professionnels auparavant et peut-être l'évolution nécessaire et contrainte des choses a-t-elle amené à revenir quelque peu sur le nombre des uns et des autres il y a quelque temps, mais c'est aussi un temps où – pardonnez-moi – on semblait considérer avec une certaine désinvolture les sapeurs-pompiers volontaires. À la limite, il y avait le sapeur-pompier professionnel qui était le roi en la matière et le sapeur-pompier volontaire qu'il fallait bien tolérer deçà delà. C'est fini. Le sapeur-pompier volontaire est pour nous aussi utile et aussi respectable – pas davantage – que le sapeur-pompier professionnel. C'est vraiment la complémentarité entre les uns et les autres qui ne va pas de soi. Je me souviens de conseils d'administration assez musclés entre les représentants des professionnels et des volontaires. C'est vraiment la complémentarité qui fait la richesse de la famille qu'est le SDIS.

Il y a eu des remarques sur les salaires de la part de notre collègue Michel LEFEBVRE. Je veux bien tout ce qu'on veut. Je rappelle quand même un extrait du dernier rapport de l'observatoire des collectivités territoriales et de la DGCL – ce n'est pas moi qui le dis – qui déclare que le revenu net moyen des personnels des SDIS est – tenez-vous bien – de 700 € supérieur au revenu net moyen des agents de la fonction publique territoriale. Les SDIS sont très bien vus par la population, les SDIS sont fort sympathiques, les personnels des pompiers sont fort sympathiques, qu'ils soient d'ailleurs professionnels ou volontaires, c'est très loin d'être les moins bien rémunérés de la part des agents publics. Il faut le savoir. S'il y a des efforts à faire, il faut peut-être choisir les lieux où il convient de le faire.

Je n'ai jamais manqué de respect vis-à-vis des sapeurs-pompiers. Je reprends les termes de Monsieur GADAUT. Je vous avoue que, inversement, le Préfet de région était extrêmement surpris de la manière de s'exprimer d'un certain nombre de représentants de certaines organisations syndicales qui l'avaient éminemment choqué. Nous sommes ici plusieurs à l'avoir largement constaté. Je passe sur les menaces dont le contrôleur général et moi-même étions entourés il y a encore quelque temps, qui nous ont laissés aussi froids l'un que l'autre, mais qui relevaient des mauvaises blagues de potache ou d'une conception du respect dû à sa hiérarchie, qu'elle soit de la part du SDIS ou du Département, qui était un peu contestable.

Sur les déclarations qui ont été faites sur les services centraux par Henri GADAUT, je rejoins ce qu'il disait. Je souhaite effectivement que nous ne dépassions pas la fin du contrat sur la location de l'immeuble qui était autrefois la maison du tourisme de la place Rihour. La location est très importante et le SDIS, au passage, nous a rendu ainsi bien des services en reprenant ces locaux lorsque son contrat sur les locaux juste à côté et de la même importance financière était venu à expiration et que nous ne pouvions pas résilier le contrat sur la maison du tourisme. Nous avons quand même économisé la bagatelle de 1 M€ par an avec cette opportunité.

Aujourd'hui, il y a une réflexion très avancée sur le fait de reconstruire des services centraux en temps utile sur le site de Villeneuve d'Ascq au côté du centre technique d'alerte. Et puis, depuis quelque temps, il y a une deuxième réflexion, je vous la livre en scoop, c'est même la première fois que le contrôleur général va l'entendre, mais, de toute façon, nous ne prendrons de décision qu'ensemble et avec l'approbation des services d'incendie et de secours. Vous savez que, avec la période du Covid, le développement du télétravail a fait que les besoins en mètres carrés de locaux ne sont plus exactement les mêmes aujourd'hui qu'ils l'étaient hier. Sur le projet Forum par exemple, nous allons être dans une situation où il conviendra, soit de trouver des personnels supplémentaires qui intègrent le projet Forum, soit de le louer à des partenaires extérieurs. Il va de soi que, dans un premier temps, je m'adresserai au SDIS pour dire quels sont les mètres carrés que nous sommes prêts à mettre à leur disposition. C'est sur la ville de Lille, ce sera peut-être préféré par une partie des personnels à Villeneuve d'Ascq. Didier MANIER me pardonnera cette remarque, moi qui ai travaillé longtemps à Villeneuve d'Ascq, à Pont-de-Bois plus précisément. C'est donc une opportunité que nous examinerons également.

Voilà les quelques éléments complémentaires que je tenais à vous apporter, mes chers collègues.

Avant de passer au vote, nous allons laisser sortir les orateurs, en les remerciant de leur présence et de leur implication très forte sur le service public essentiel qu'est le SDIS.

(Sortie des représentants du SDIS)

Je vais donc vous demander de prendre acte de la mise à disposition du projet de schéma départemental d'analyse et de couverture des risques et d'y donner un avis favorable.

Que ceux qui sont d'accord pour prendre acte et donner un avis favorable veuillent bien le manifester en levant la main.

Avis contraires ? *(Aucun)*.

Abstentions ? *(Aucune)*.

Les propositions du rapport n° 0.5 sont adoptées à l'unanimité.

C'est donc un avis favorable à l'unanimité, ce qui reflète l'estime que nous avons tous pour le service départemental d'incendie et de secours, mes chers collègues.

QUESTIONS DIVERSES

DOSSIERS DU PRÉSIDENT

M. le Président.- Je me permets d'enchaîner sur les délibérations, les affaires diverses.

J'essaierai d'aller relativement vite, mais cela n'empêchera pas de répondre aux questions qui seront exprimées par les uns et par les autres.

▪ **Rapport 1 – Plan de soutien pour les Nordistes fragilisés en sortie de confinement**

M. le Président.- Ce dossier a fait l'objet d'un amendement relativement important qui concerne ce qu'on appelle parfois les vacances apprenantes.

Je rappelle l'objet du rapport. Le rapport a pour objectif, dans le cadre de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté, de présenter la mise en place d'un plan de soutien à destination des Nordistes fragilisés en sortie de confinement, pour :

- accueillir les Nordistes à travers la mise en place d'une charte partenariale de premier accueil inconditionnel de proximité,
- accompagner les publics fragilisés par une mobilisation des équipes du SSD (le service social départemental),
- aider les Nordistes pour une reprise d'emploi facilitée grâce à des mesures complémentaires en faveur de l'insertion des allocataires du RSA, pour les besoins du quotidien (se loger, se nourrir et se soigner) et encore le soutien aux parents, l'aide aux vacances, aux loisirs et au soutien scolaire,
- soutenir les enfants et les jeunes vulnérables en encourageant les démarches de continuité pédagogique durant l'été.

Le Département va ainsi mobiliser d'ores et déjà 2 M€ – je me souviens des propos de Jean-Claude DULIEU qui disait que ce n'était pas assez, c'est possible, mais on commence par cela et on pourra continuer ultérieurement – pour la mise en œuvre du fonds d'aide exceptionnel pour les personnes les plus vulnérables et de mesures de soutien en faveur des enfants et des jeunes les plus vulnérables fragilisés par la crise sanitaire.

Une enveloppe complémentaire de 1,6 M€ est annoncée sur la stratégie pauvreté pour des actions à mener en sortie de confinement autour de l'urgence sociale, autour de l'accès aux droits, autour du soutien aux parents au sens large et de la prévention et de la lutte contre le décrochage scolaire.

J'en viens à quelques éléments supplémentaires qui touchent à l'amendement sur le plan de soutien pour les Nordistes fragilisés en sortie de confinement.

Vous savez que, dans le cadre de l'opération vacances apprenantes, plusieurs dispositifs ont été mis en place par le ministère de l'Éducation Nationale et de la jeunesse pour lutter contre les retards qui ont pu s'accumuler pendant la période de confinement et pour lutter contre les risques de décrochage.

Suite à l'appel à projets pour l'école ouverte et l'école ouverte buissonnière lancé par le rectorat auprès des établissements scolaires, 65 projets ont été déposés par les collèges – ce qui n'est pas mal –, pour des sessions allant d'une à quatre semaines, soit un total de 110 sessions qui se dérouleront durant les vacances d'été de début juillet à fin août. 1 600 collégiens du Nord sont concernés. La contribution financière du Département qui s'ajoutera à l'essentiel du financement par l'État est de 100 000 € pour financer les frais de transport des collégiens vers les équipements départementaux et vers d'autres structures existantes.

Je précise enfin que, à ce stade, l'État, notamment notre haut-commissaire à la lutte contre la pauvreté, Rodolphe DUMOULIN, et le Préfet à l'égalité des chances, Daniel BARNIER, ont annoncé leur soutien à ce plan et ont annoncé la formalisation de la

contribution de l'État dans le cadre de l'avenant financier de la stratégie pauvreté pour l'année 2020, avenant qui sera soumis à votre approbation à la prochaine assemblée départementale du 28 septembre.

Voilà pour cette première délibération sur laquelle il y a une demande d'intervention de notre collègue Marie-Christine STANIEC-WAVRANT.

Ma chère collègue, vous avez la parole.

Mme STANIEC-WAVRANT.- Monsieur le Président, la délibération pour le plan de soutien pour les Nordistes fragilisés en sortie de confinement s'inscrit dans les débats que nous avons depuis le début de la séance. Je suis bien sûr complètement en accord avec les propos de mes collègues de l'opposition, j'essaierai donc d'être brève.

Ce qui est décrit dans le texte permet de rendre lisible ce qui existe déjà et les actions complémentaires notamment autour des vacances apprenantes pour les collégiens. Il s'agit d'augmenter certaines actions et ainsi, ce sont des éléments que nous trouvons positifs, comme le cumul RSA et salaire pour les aides à domicile ou l'aide Activ'Emploi, de même que les AMASE, les accompagnements pour les collégiens cet été. Cela nous convient.

Toutefois, les sommes annoncées sont faibles au regard des difficultés que rencontrent actuellement nos habitants ; même s'il y a à côté, dans quelques instants, une délibération particulière sur le plan pauvreté.

J'espère par ailleurs que les financements inscrits dans la délibération ne sont pas des diminutions sur d'autres lignes, mais bien un financement supplémentaire pour les actions annoncées.

Nous aurions souhaité également voir inscrits d'autres éléments qui nous semblaient importants.

- On a beaucoup parlé tout à l'heure des jeunes en difficulté. Par exemple, pour les sorties des jeunes qui ont 25 ans, pourrait-il y avoir une prolongation pendant quelques mois pour ces jeunes qui, pendant la période de confinement, sont passés de 25 à 26 ans et n'ont pas trouvé les réponses adaptées ? Ne pourrait-il pas y avoir une prolongation d'accompagnement ?

- Pour les étudiants souvent cités ces derniers temps, y a-t-il une possibilité d'accéder plus facilement au RSA, là encore pendant quelque temps, afin de récupérer ces petits boulots qui, même si ce n'est pas toujours idéal, permettent à ces étudiants de travailler et de payer leur loyer ?

- On a évoqué tout à l'heure la restauration pour les collégiens. Vous le savez, Monsieur le Président, beaucoup de familles ont eu des difficultés pour nourrir les enfants pendant cette période et il est vrai que la gratuité pendant quelque temps, voire une diminution importante du coût permettrait à ces familles de finir un peu mieux l'année.

- C'est aussi un soutien financier aux associations caritatives qui, encore aujourd'hui, sont très présentes, comme elles l'ont été pendant le confinement, à la fois pour apporter une aide alimentaire, accompagner à l'achat et donc donner gratuitement aux personnes les plus fragiles les produits d'entretien qui représentent aussi un coût important.

- C'est également soutenir, relancer les structures d'insertion d'économie sociale et solidaire car le chômage annoncé va entraîner bien évidemment à court et moyen terme une augmentation du nombre d'allocataires du RSA – ce qui va sans doute contrarier Monsieur POIRET sur son budget.

- Également, c'est revoir les conditions d'accès au FSL, car, tant dans le public que dans le privé, les dettes de loyers sont annoncées et le besoin d'accompagnement des familles va augmenter.

- Enfin, nous souhaitons voir inscrit le renfort des équipes en UTPAS puisque, malheureusement, elles sont en première ligne comme les CCAS, afin de trouver des réponses aux familles qui ont eu beaucoup de difficultés et qui vont continuer à avoir ces difficultés.

Voilà quelques pistes, Monsieur le Président, qu'il nous semblait important et assez urgent de noter, en attendant le séminaire que vous avez évoqué qui nous permettrait d'aller plus loin dans ces réflexions.

M. le Président.- Merci.

La parole est à Charles BEAUCHAMP.

M. BEAUCHAMP.- Monsieur le Président,

Le groupe communiste devait initialement s'abstenir sur ce projet de délibération puisqu'il estimait que l'enveloppe n'était pas suffisante pour répondre aux difficultés de plus en plus importantes et nombreuses des familles du Nord.

Jean-Claude DULIEU a, au nom du groupe, fait un certain nombre de propositions. Ces propositions, vous les avez semble-t-il entendues et vous nous proposez de les étudier pour avoir peut-être une issue positive, nous le souhaitons. Par conséquent, nous voterons pour ce projet de délibération si effectivement vous maintenez l'engagement d'une étude de ces propositions.

M. le Président.- Merci, Charles BEAUCHAMP.

Y a-t-il d'autres demandes d'intervention ? (*Aucune autre*).

Président BEAUCHAMP, bien sûr, je suis tout à fait ouvert à ce que nous développiions les propositions et à ce que nous nous investissions davantage y compris financièrement dans ces propositions.

Il y a des choses que nous pourrions difficilement réaliser. Passer d'une limite de 21 ans à 25 ou 26 ans me paraît effectivement assez complexe. En revanche, il y a la possibilité d'aider davantage de familles et de les aider également au fur et à mesure que nous constaterons l'arrivée des difficultés.

Sur les problèmes de restauration scolaire – je me tourne vers Joëlle COTTENYE –, je ne suis pas favorable à la gratuité générale, mais je ne suis pas hostile à ce que nous fassions un effort supplémentaire pendant une certaine période et pour les familles les plus modestes sur le tarif du repas qui, déjà, avec l'aide départementale, est un tarif qui n'est pas aussi important que par le passé. Je rappelle que l'aide départementale existe depuis 1997 et que notre « ancien » qui avait mis en place cette aide départementale, c'était moi. Aujourd'hui, effectivement, peut-être pouvons-nous encore faire sur ce point un effort supplémentaire. Je m'engage à regarder, à en reparler avec vous et peut-être à faire le point lorsque nous connaissons le montant de l'aide que l'État va nous accorder. Si l'État se rend compte que nous avons déjà accordé toutes les aides utiles avant qu'il intervienne, nous allons perdre

argument de négociation, si je puis m'exprimer ainsi.

Charles BEAUCHAMP.

M. BEAUCHAMP.- J'ajoute simplement une précision, Monsieur le Président, la parole d'un autre ancien peut-être. Effectivement, je me souviens de cette délibération 97 pour la restauration scolaire. Cette délibération, quelques mois avant une échéance électorale...

M. le Président.- C'est vrai.

M. BEAUCHAMP.- Ceci dit, c'est de bonne guerre. Cette délibération a été améliorée par un autre Vice-président, le Vice-président qui a suivi – et on ne peut pas ne pas lui rendre hommage –, notre ancien collègue Jacques MICHON. C'est lui qui l'a mise en place comme on la connaît aujourd'hui. Je voulais apporter cette précision.

M. le Président.- Vous avez raison, Monsieur BEAUCHAMP.

Je préciserai simplement que, pour moi, le premier BEAUCHAMP avec qui j'ai travaillé, son prénom était Emile, ce n'était pas Charles.

Jean-Claude DULIEU.

M. DULIEU.- Pendant deux mois et demi, près de trois mois, les cantines n'ont pas fonctionné, on n'a donc pas eu de dépenses à ce niveau-là. Je pense que l'argent existe. C'est comme pour les ordinateurs, comme je le disais tout à l'heure, puisque l'ARC n'est pas consommée, est-ce qu'on ne peut pas apporter une aide à l'achat des ordinateurs ?

Les propositions que j'ai faites tout à l'heure sont dans le cadre du budget actuel. Ce ne sont pas des augmentations de dépenses. Je propose d'utiliser l'argent différemment.

M. le Président.- C'est vrai, mais nous avons aussi utilisé l'argent économisé sur les cantines avec la mise à disposition des plateaux-repas. L'effort devra donc quand même être sur ce point un effort supplémentaire. Cela dit, encore une fois, pourquoi pas ?

En ce qui concerne la mise à disposition de matériels et de tablettes, il y a plusieurs solutions. Il y a aussi le fait de faire appel, comme cela a été fait vis-à-vis des jeunes de l'ASE, à la fondation du Nord et aux fondations qui ont bien voulu intervenir à ses côtés, comme la fondation AnBer et le groupe Boulanger. Voilà des opportunités. Je sais que, là-dessus, Joëlle COTTENYE est extrêmement vigilante sur ce qu'il conviendra d'approfondir. Je signale que, sur le numérique, nous faisons d'ores et déjà des efforts qui sont importants. Nous pouvons encore en faire davantage et l'opportunité de la période me paraît effectivement adaptée à ce que nous les fassions.

Mes chers collègues, je me permets de soumettre à votre approbation cette délibération.

Que ceux qui sont d'accord pour l'approuver veuillent bien le manifester en levant la main.

Avis contraires ? (*Aucun*).

Abstentions ? (*Aucun*).

Les propositions du rapport n° 1 amendé sont adoptées à l'unanimité.
--

Je vous en remercie.

Nous y reviendrons. Ce n'est pas pour solde de tout compte que nous abordons ce sujet.

▪ **Rapport 2 – Participation du Département du Nord au fonds régional dénommé « Fonds Covid – Relance Hauts-de-France »**

M. le Président.- Nous sommes sollicités à hauteur de 5,2 M€, 2 € par habitant. Cela concerne les TPE de moins de 10 salariés et les entreprises de l'économie sociale et solidaire dont le personnel est inférieur à 20 salariés. Il s'agit d'une avance, mais on sait très bien qu'une part de l'avance ne sera pas remboursée ou du moins risque de ne pas l'être. Il s'agit pour nous de venir concourir à un fonds déjà créé par la Région et la Banque des territoires.

J'étais un peu dubitatif sur le caractère juridique de notre intervention, mais même la directrice de la Banque des territoires m'a dit : « par les temps qui courent, assurez-vous du soutien de votre préfet et vous n'aurez pas grand-chose à craindre ».

Y a-t-il des demandes d'intervention sur ce thème ?

Martine FILLEUL.

Madame la sénatrice je vous en prie.

Mme FILLEUL.- Merci, Monsieur le Président.

Vous venez de le dire, le Département du Nord a été sollicité par la Région afin de renforcer son fonds de relance destiné aux très petites entreprises de moins de 10 salariés et aux entreprises de l'économie sociale et solidaire de moins de 20 salariés.

Dans le contexte que nous connaissons et sur lequel je ne reviendrai pas, nous sommes évidemment favorables à la participation de notre collectivité à cette démarche.

Nous demandons cependant que le Département, comme prévu dans la convention, participe effectivement et soit étroitement associé aux instances de gouvernance, comité de pilotage et comité d'engagement, chargées d'autoriser les versements aux entreprises concernées.

Nous faisons aussi le constat que nous avons besoin de complémentarité afin de mieux mailler le territoire et d'intervenir au plus proche des acteurs économiques, ce qui rejoint ce que je disais tout à l'heure à propos de la compétence économique des Départements. La loi NOTRe est peut-être allée dans ce domaine un peu trop loin et nous souhaiterions vraiment que le

Département puisse retrouver cette possibilité dans ses compétences d'intervenir au plus près des acteurs du développement économique, en particulier de l'économie sociale et solidaire.

Je ne manquerai pas, et je crois que le groupe socialiste ne manquera pas de faire valoir cette idée dans les discussions qui vont s'instaurer. Je tenais à le rappeler.

Merci beaucoup.

M. le Président.- Merci, Madame la sénatrice.

Je n'ai pas d'objection par rapport à ce que vous avez formulé.

Le président de Région s'est engagé extrêmement clairement à associer totalement le Département aux instances de décision et à bien évidemment sanctuariser nos interventions, les crédits que nous avons votés sur notre territoire. Ce sera vraisemblablement une opportunité supplémentaire pour bénéficier des autres crédits.

L'immense majorité des communautés d'agglomération – pas toutes, malheureusement – se sont engagées également sur ce dossier. Il faudra d'ailleurs que l'on m'explique les raisons pour lesquelles l'une d'entre elles ne l'a pas fait.

Sur la compétence économique, on peut avoir des opinions différentes, mais, dans une période comme celle que nous traversons et que nous allons encore traverser, il faut que nous ayons beaucoup plus de souplesse sur nos interventions en matière économique. Après, c'est l'éternel problème de savoir si la répartition des compétences doit s'opérer de manière claire et structurée ou si elle peut laisser place à une part de flou.

Je vous rappelle – vous le savez aussi bien que moi – que la suppression de la clause générale de compétence est un véritable serpent de mer. En effet, cette clause générale de compétence avait été supprimée à l'époque où Nicolas SARKOZY était Président de la République, elle a été rétablie à l'époque où François HOLLANDE lui avait succédé et elle a été à nouveau supprimée sous les gouvernements du même François HOLLANDE. Il y avait donc quand même un certain consensus droite-gauche pour estimer qu'il ne fallait laisser cette clause générale de compétence qu'aux seules communes.

En tout cas, en période de difficulté comme celle que nous traversons, il est indispensable que nous ayons beaucoup plus de marges de manœuvre en matière d'action économique.

Je me permets de soumettre cette délibération à votre approbation.

Que ceux qui sont d'accord pour l'adopter veuillent bien le manifester en levant la main.

Avis contraires ? (*Aucun*).

Abstentions ? (*Aucune*).

Elle est adoptée à l'unanimité.

Les propositions du rapport n° 2 sont adoptées à l'unanimité.

Merci, mes chers collègues.

▪ **Rapport 3 - Engagement du Département du Nord dans la Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté - Rapport d'exécution 2019 de la convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi**

M. le Président.- Il s'agit d'une délibération sur l'engagement du Département du Nord dans la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté. C'est le rapport d'exécution 2019, rapport qui est indispensable pour bénéficier également des crédits des années suivantes.

Ces engagements concernent à la fois le socle de la convention, c'est-à-dire ce qui est commun à l'ensemble des Départements qui signent ce type de convention :

- prévenir toute sortie sèche pour les jeunes sortants de l'aide sociale à l'enfance,
- expérimenter les maraudes mixtes Etat-ASE,
- refonder et revaloriser le travail social au service de toutes les familles avec le premier accueil inconditionnel de proximité et les référents de parcours,

- favoriser l'insertion des allocataires du revenu de solidarité active, reprendre les opérations du type « réussir sans attendre » par exemple.

Nous avons également des engagements qui sont à l'initiative du Département du Nord :

- l'égalité des chances dès les premiers pas de la vie ;
- garantir au quotidien les droits fondamentaux de l'enfant en libérant du temps pour les services de protection maternelle et infantile – c'est tout le problème de l'évaluation des agréments des assistants maternels qui est externalisée et qui sera réalisée par l'IRTS (l'institut régional du travail social) – ;
- garantir également le parcours de formation de tous les jeunes avec la volonté d'éviter le décrochage scolaire par le renforcement de 20 postes d'agents de liaison sociale en environnement scolaire.

Je rappelle également que nous avons lancé les équipes mobiles composées de cinq éducateurs spécialisés qui viennent appuyer les interventions des professionnels des établissements sociaux et médicosociaux. Deux équipes mobiles ont été mises en place en 2019 et, en 2020, une seconde équipe sera opérationnelle sur le Hainaut et ainsi qu'une autre sur les Flandres.

Voilà, mes chers collègues, l'essentiel de cette délibération.

Marc GODEFROY souhaitait intervenir sur ce thème, puis le Président BEAUCHAMP.

Marc GODEFROY.

M. GODEFROY.- Monsieur le Président, chers collègues.

Effectivement, ce rapport détaille les actions engagées par le Département dans le cadre de la première année de mise en œuvre de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté.

Sur le fond des mesures engagées, nous convenons qu'un certain nombre de propositions vont dans le bon sens en proposant des dispositifs qui permettent de répondre à des situations spécifiques, tels que la prévention des sorties sèches de l'ASE, la mise en place de maraudes mixtes entre l'État et l'ASE, le recentrage des PMI sur leurs missions d'accompagnement ou le renforcement de certaines actions d'insertion.

Nous sommes plus critiques ou réservés sur d'autres points.

Sur la mise en œuvre des parcours d'autonomie pour les adolescents de l'ASE, nous avons déjà fait connaître nos réserves sur la manière dont certains jeunes sont orientés vers des logements autonomes alors qu'ils ont encore besoin d'un accompagnement et d'un suivi de qualité. Je pense que nous avons déjà évoqué ce point en début de séance.

Sur le déploiement des MDIE, maisons départementales de l'insertion et de l'emploi, nous nous interrogeons encore sur un phénomène de millefeuille territorial entre les différents acteurs de l'emploi, même si nous reconnaissons l'intérêt du suivi des allocataires les plus proches de l'emploi.

Sur l'ouverture de deux maisons des parents, nous nous interrogeons sur la cohérence de la démarche qui se coupe en parallèle avec une fermeture des points de PMI en maternité.

Au-delà de ces sujets précis, nous avons surtout une différence d'approche globale sur les sujets qui touchent aux solidarités. Vous avez présenté cette convention comme permettant la mobilisation de fonds supplémentaires mobilisés en direction de l'enfance, de la jeunesse ou de l'insertion, alors que, si nous intégrons dans le calcul les coupes sombres réalisées entre 2015 et 2018 dans les budgets départementaux, le compte n'y est pas.

Sur ce point, vous faites assez naturellement cause commune avec vos alliés du gouvernement pour communiquer, à notre avis à moindres frais.

À notre sens, et d'un point de vue financier, la mise en œuvre de cette stratégie nationale dans le département du Nord relèverait plutôt d'un effet d'aubaine à ce niveau. Entendons-nous bien. Cela n'enlève rien à l'engagement sur le terrain des équipes du Département pour accompagner les plus fragiles de nos concitoyens au quotidien ; mais, nous ne sommes pas amnésiques et nous n'oublions pas la casse sociale de ces dernières années, les mobilisations sans précédent des travailleurs sociaux qui dénonçaient le travail en mode dégradé, les suppressions de postes par centaines, les difficultés du dispositif EVA, l'arrêt du financement des missions locales ou encore la souffrance du secteur de la protection de l'enfance avec, rappelons-le, la suppression de 700 places d'hébergement.

Naturellement, tous les moyens supplémentaires pour accompagner les publics fragiles du département du Nord doivent être captés pour améliorer leur prise en charge. C'est pourquoi nous voterons pour cette délibération.

Cela dit, se réjouir des fonds supplémentaires distribués à notre sens au compte-gouttes ne peut effacer les désengagements départementaux préalables.

Je rappelle que nous parlons, en termes de montants supplémentaires pour 2019 au titre de ce plan pauvreté, de +4,15 M€ du Département et 4 M€ de l'État, c'est-à-dire à peu près 1 % du seul budget de l'aide sociale à l'enfance que vous nous avez présenté tout à l'heure, et cela pour financer à la fois la protection de l'enfance et l'accès à l'emploi des allocataires du RSA. Vous conviendrez que, en matière de virage social majeur et d'ambition pour une nouvelle stratégie pauvreté, nous pouvons nous attendre à mieux.

Je vous remercie de votre attention.

M. le Président.- La parole est à Charles BEAUCHAMP.

M. BEAUCHAMP.- Monsieur le président, chers collègues,

Nous n'avions pas voté favorablement ce plan précédemment et nous continuerons à nous abstenir tout simplement parce que nous considérons que l'enveloppe de l'État n'est pas suffisamment importante pour répondre aux attentes et aux besoins des Nordistes. Comme je le disais pour le groupe dans l'intervention sur le compte administratif, en faisant le point sur le désengagement de l'État et la dette de l'État pour les AIS, on s'aperçoit que le saupoudrage des moyens qu'il donne via la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté n'atteint pas le désengagement financier en direction des AIS. Nous considérons que ce saupoudrage n'est pas à la hauteur des attentes des Nordistes et nous nous abstiendrons.

M. le Président.- Merci, Charles BEAUCHAMP.

Je donnerai quelques éléments rapides de réponse.

Vous avez de la mémoire, nous aussi. Si nous n'avions pas retrouvé le Département en 2015 dans un état de délabrement avancé en matière financière, c'est-à-dire en situation de faillite, nous aurions peut-être effectivement été amenés à avoir des évolutions, certes, mais pas des évolutions aussi rigoureuses que celles qui ont été indispensables pour que nous continuions à exister. C'est un simple constat que je ne fais que vu la charge appuyée que vous vous êtes permis de faire de votre côté.

Quant à la suppression des 700 places d'hébergement, vous pouvez prendre votre carte au syndicat SUD quand vous le souhaitez, mon cher collègue, mais la suppression des 700 places a servi d'une part à faire en sorte qu'il y ait 350 places pour les mineurs non accompagnés et, ensuite, à ce que l'on respecte si peu que ce soit les règles fixées par le législateur qui considérait effectivement que le placement devait être l'exception et que le premier accompagnement devait être administratif et non pas judiciaire.

Concernant la PMI en maternité, notre volonté n'est pas de faire en sorte de maltraiter un certain nombre de secteurs qui bénéficiaient de cette solution, c'est de réintégrer nos personnels là où ils doivent être et de faire en sorte que nous intervenions non pas sur quatre ou cinq PMI, mais sur l'ensemble des PMI du département.

Quant au droit de retour pour les jeunes dont le placement en hébergement auprès de Partenord et auprès des foyers de jeunes travailleurs pourrait poser problème, nous l'admettons parfaitement mais nous pensons que, si on n'essaye pas de trouver des solutions pour leur permettre d'aller vers l'autonomie, nous les aurons encore à 65 ans parce qu'ils ne seront toujours pas autonomes.

Là-dessus, je constate que nous avons une diversité d'appréhension de ces problèmes. J'en prends acte mais je pense qu'elle est difficile à concilier.

Mes chers collègues, je sou mets à votre approbation cette délibération.

Que ceux qui souhaitent l'approuver veuillent bien le manifester en levant la main. (*Le groupe majoritaire et le groupe socialiste*).

Avis contraires ? (*Aucun*).

Abstentions ? (*Le groupe communiste*).

Les propositions du rapport n° 3 sont adoptées à l'unanimité (Les membres du Groupe Union Pour le Nord et du Groupe Socialiste, Radical et Citoyen, ainsi que Madame MASQUELIER, non inscrite, votent pour. Les membres du Groupe Communiste, Républicain, Citoyen et Apparentés s'abstiennent).
--

Je vous remercie.

▪ **Rapport 4 - Fondation du Nord : rapport d'activité (septembre 2018-décembre 2019) et convention relative à l'attribution d'une subvention, sous forme de prestations en nature, entre le Département du Nord et la fondation FACE**

M. le Président.- Vous connaissez la fondation du Nord. C'est un collectif de 11 fondateurs engagé pour trois ans, de six entreprises partenaires de projet ; cinq élus départementaux siègent au comité exécutif. La levée des fonds est de 379 000 € par an pendant trois ans.

Je rappelle que, en 2018 et 2019, les sommes collectées représentent un apport de 807 000 € de la part des fondateurs et d'entreprises partenaires de projet.

L'engagement du Département est par an et pendant trois ans décomposé comme suit : 25 000 € d'apports financiers, 35 000 € d'apports en nature et compétences.

Un projet de convention propose de préciser et d'ajuster l'apport en nature et en compétences pour un minimum de 35 000 € – on ne change rien –, mais un maximum de 145 000 €.

Je signale que, sur la période concernée 2018-2019, 15 projets ont été soutenus pour un budget de 485 960 €. Il s'agit de trois projets dans le Douaisis (à Guesnain, Arleux et Sin-le-Noble), de deux projets dans l'Avesnois (projet mené avec Monts-et-Merveilles et projet Y croire et agir), et, sur l'ensemble du département, quatre projets ont été déployés notamment en milieu rural : Truc(k) Soliha, un préfigurateur de logements seniors, un programme d'accompagnement en ingénierie de cinq structures d'utilité sociale et un programme d'inclusion par l'emploi en partenariat avec FACE.

Le bilan des comptes 2019 est réalisé par un cabinet d'expert-comptable et certifié par un commissaire aux comptes. Les fonds affectés sont fléchés à 90 % pour le soutien des projets et à 10 % pour les dépenses de fonctionnement.

À la clôture des comptes au 31 décembre 2019, la fondation du Nord dispose de 301 706 € de fonds dédiés pour poursuivre son action de solidarité en 2020.

Je précise que des collectivités se sont rapprochées de la fondation pour prendre exemple sur ce que nous faisons. Il s'agit des départements de l'Orne, du Calvados, du Loir-et-Cher, de Meurthe-et-Moselle, de la région des Pays de Loire ou encore des agglomérations d'Orléans et d'Arras.

Je signale enfin que des rapprochements se mettent en place avec d'autres fondations, comme la fondation AnBer – qui nous a largement assistés sur la mise à disposition de tablettes pour les jeunes de l'ASE –, la fondation Toyota, la fondation des Possibles, la fondation du Dunkerquois solidaire.

Pour 2020, les enjeux sont d'asseoir le positionnement de la fondation du Nord, de mettre en œuvre des aides d'urgence en réponse à la crise sanitaire, de fidéliser les fondateurs et d'en trouver d'autres. Nous souhaitons engager le Département pour un nouveau cycle de trois ans qui pourrait être acté en assemblée départementale en fin d'année 2020, avenant à la convention initiale qui permettrait de fidéliser les anciens mécènes et d'en amener de nouveaux.

Voilà, mes chers collègues, ce rapport sur le fonctionnement de la fondation du Nord.

Avez-vous des questions ? (*Aucune*).

Je sou mets ce rapport à votre approbation. Que ceux qui souhaitent l'adopter le manifestent en levant la main.

Avis contraires ? (*Aucun*).

Abstentions ? (*Aucune*).

Les propositions du rapport n° 4 sont adoptées à l'unanimité.

Je vous en remercie.

▪ **Rapport 5 – Mise en régie directe par le Département de la gestion de l'Abbaye de Vaucelles**

M. le Président.- Sur ce rapport, un amendement a été ajouté et mis à votre disposition.

L'important est d'expliquer pourquoi nous changeons de statut alors que nous étions partis sur un statut d'établissement public administratif.

Nous avons choisi ce statut parce qu'il paraissait indispensable pour que nous puissions intégrer les centres culturels de rencontre. Or, les centres culturels de rencontre font actuellement un « aggiornamento » – si je puis m'exprimer en ce sens – et ce statut juridique ne serait plus absolument nécessaire.

En outre, ce statut est extrêmement pesant. En effet, il nous empêche par exemple de faire appel à l'aide du Département car il faut que chaque personne juridique autonome se débrouille avec ses propres moyens. Quand il y a par exemple une tempête et des arbres qui tombent, c'est tout un problème pour arriver à régler cette question que nos services d'unité territoriale permettraient de régler du jour au lendemain. Même chose, quand nous faisons appel à des compétences départementales par exemple pour doter d'informatique l'Abbaye de Vaucelles, nous nous heurtons à des difficultés et à de grandes complications.

Nous nous disons donc que, dans l'état actuel des choses et avant que l'abbaye n'ait pris peut-être un rythme qui la fera comparer à Royaumont où nous pourrions nous reposer le problème de son indépendance, il vaut mieux qu'elle rentre dans le droit commun des structures culturelles du département du Nord comme l'ensemble des autres structures, comme le Forum des sciences, le musée Matisse, le musée de Flandre et les autres structures, et que nous ayons effectivement un fonctionnement en régie par le Département.

Il y a une demande d'intervention. Notre collègue Didier MANIER souhaite intervenir.

M. MANIER.- Merci, Monsieur le Président.

Je voulais simplement rappeler notre accord lorsque vous avez souhaité la départementalisation de l'abbaye, mais je veux aussi rappeler votre engagement que le coût de cette abbaye ne soit pas imputé sur le budget de la culture. L'engagement était que ce que coûte l'abbaye vienne en plus du budget culture en l'état.

M. le Président.- Sous le contrôle de Béatrice DESCAMPS-PLOUVIER, je dirai que nous n'avons effectivement en aucune mesure fait diminuer les subventions aux associations culturelles par la prise en compétence de Vaucelles.

Aujourd'hui, la réflexion est au développement du budget culture plutôt qu'à sa diminution. Nous pensons que la culture a un rôle important à jouer en cette période, plus important peut-être encore que celui qu'elle jouait jusqu'à présent. C'est donc un point sur lequel je peux vous rassurer, mais peut-être que Béatrice pourra vous en reparler lorsqu'on en arrivera à ses propres dossiers.

Y a-t-il d'autres remarques, mes chers collègues ? (*Aucune autre*).

Que ceux qui souhaitent adopter cette délibération veuillent bien le manifester en levant la main.

Avis contraires ? (*Aucun*).

Abstentions ? (*Aucune*).

Les propositions du rapport n° 5 amendé sont adoptées à l'unanimité.
--

▪ **Rapport 6 – Désignation des représentants du Département dans divers instances ou organismes**

M. le Président.- Il s'agit, d'une part, de l'association foncière de remembrement de la commune de Willems.

Je me tourne vers Monsieur le Président du groupe socialiste.

M. MANIER.- Monsieur le Président, après concertation, la mort dans l'âme, ma collègue va laisser sa place à Monsieur MONNET.

M. le Président.- Nous la remercions de cette générosité.

Nous avons discuté un peu de tout cela...

Ensuite, concernant l'établissement public de gestion immobilière du Nord - Pas de Calais Epinorpa, les représentants qui siégeaient jusqu'à présent sont à nouveau nommés, c'est-à-dire Max-André PICK et Maryline LUCAS.

Pour Canal Seine-Nord Europe, nous avons la représentation au sein d'un organisme qui est prévue par la convention de financement et de réalisation du canal Seine-Nord. Elle a institué un comité de suivi chargé de veiller à la mise en œuvre de la convention et de s'assurer de la transmission des informations nécessaires à l'ensemble des parties.

Comme représentants à cet organisme dépendant du canal Seine-Nord Europe, nous désignerions Monsieur Nicolas SIEGLER en qualité de titulaire et Monsieur Arnaud DECAGNY en qualité de suppléant.

Nous avons ensuite des représentations au collège public René Descartes à Loos. Pour information, la personnalité qualifiée qui est désignée par l'académie de Lille est Madame Liliane BOULANGER.

Au collège public Baudelaire à Roubaix, nous avons une personnalité qualifiée nommée par l'académie de Lille, qui est Monsieur Mustapha LOUGRADA.

Au collège public Jules Ferry à Douai, nous avons une seconde personnalité qui est désignée avec l'accord des conseillers départementaux, qui est Monsieur Jean-Marc VERON.

Nous avons un amendement pour la représentation du Département au sein de la commission d'élaboration du jury criminel. Nous avons désigné en juillet 2019 Mesdames Marie-Hélène QUATREBOEUF et Caroline SANCHEZ, ainsi que Messieurs François-Xavier CADART, Nicolas SIEGLER et Frédéric DELANNOY.

Nous estimons que, depuis 2019, ils n'ont pas travaillé suffisamment. Nous proposons donc de renommer les mêmes.

Nous avons ensuite une représentation du Département au sein de la société d'économie mixte locale d'aménagement pour les territoires du Nord, NordSEM. Monsieur Yves DUSART a été désigné lors de la réunion du 24 avril 2015. Là, on estime qu'il a suffisamment travaillé puisqu'on propose de le remplacer par quelqu'un qu'il connaît bien, qui est Madame Geneviève MANNARINO.

Y a-t-il des objections, mes chers collègues ? (*Aucune*).

Nous considérons cette délibération comme adoptée.

Les propositions du rapport n° 6 amendé sont adoptées par assentiment de l'assemblée.

▪ **Rapport 7 – Fonds de soutien aux actions d'intérêt local (AIL) – Programmation 2020 – 1^{re} présentation**

M. le Président.- C'est la première présentation. Il y en aura deux autres.

Vous n'avez ici que les subventions qui sont destinées aux collectivités locales et aux établissements publics. En effet, dans votre grande générosité, vous m'avez donné une délégation pour les subventions aux associations et, maintenant que vous me l'avez donnée, je ne pouvais plus vous soumettre ces autres demandes d'AIL qui ne pouvaient plus être soumises à délibération mais qui devaient être soumises à arrêtés. Ceci dit, j'ai communiqué la totalité des arrêtés, ce sont vraiment des mécanismes purement formels et, bien évidemment, la totalité des arrêtés correspond aux souhaits que vous aviez exprimés.

Je précise une chose qui n'est pas inscrite dans le texte de la délibération. Les présidents de groupe m'ont dit que, avec les difficultés de cette année, il serait, pour quelques-uns d'entre eux et peut-être pour de nombreux collègues, impossible de pourvoir totalement à l'affectation de leurs crédits sur l'exercice 2020. Auquel cas, si les élections ont lieu au calendrier normal, c'est-à-dire

en mars de l'année prochaine, nous permettrons effectivement de reporter les restes de subvention pour chacun des binômes sur le premier trimestre de l'année prochaine. Nous limiterions ainsi au quart la mise à disposition des dotations. Si d'aventure nos élections sont reportées aux calendes grecques – ce qui, après tout, ressusciterait un peu les sénateurs inamovibles de la IIIe République –, nous reporterons globalement sur l'année 2021 la partie non consommée des AIL de chaque binôme.

Mes chers collègues, y a-t-il sur ce point des questions ? (*Aucune*).

Peut-on considérer cette délibération comme adoptée ?

Les propositions du rapport n° 7 sont adoptées par assentiment de l'assemblée.
--

Je vous en remercie.

Je vous en remercie.

Je passe le relais à Jean-Luc DETAVERNIER pour toute une série de délibérations relatives au personnel.

DOSSIERS RELEVANT DE LA 1^{re} COMMISSION

▪ Rapport 1-1 – Création d'un poste – Emplois de catégorie A, B ou C susceptibles d'être pourvus par des agents contractuels (article 3-3-2° de la loi du 26 janvier 1984 modifiée)

M. DETAVERNIER.- Merci, Monsieur le Président.

Cette délibération a trait au recrutement d'agents, tout d'abord avec la création d'un poste de conseiller scientifique.

Je rappelle que, lors de la mission d'information et d'évaluation qui a eu lieu en février 2020, il a été souligné l'importance de doter l'administration d'une instance scientifique avec pour objectif de produire des avis et des rapports permettant d'améliorer les réponses apportées aux enfants et aux familles. Dans le cadre de ce conseil scientifique, il est proposé de recruter un conseiller scientifique. C'est la raison de cette délibération, avec, en parallèle, la modification du tableau des effectifs.

Dans cette même délibération, il y a un deuxième aspect, à savoir la complémentation de la liste des agents susceptibles d'être recrutés par voie contractuelle. Nous y revenons régulièrement. J'avais proposé de vous faire un petit état du nombre de contrats actuels dans la collectivité. J'ai effectivement les chiffres, qui doivent être à jour aujourd'hui.

Sur 7 792 agents sur emploi permanent, nous avons 7 388 fonctionnaires et 404 contractuels, ce qui représente environ 5 % des effectifs.

Tout cela pour vous dire que ces recrutements éventuels par voie contractuelle ont lieu essentiellement dans le domaine de l'action sociale et notamment sur les métiers en tension dans le social. On retrouve aussi ces emplois contractuels pour des profils spécifiques pour accompagner les politiques départementales, notamment les responsables MDIE, les coachs, les chargés de parcours, mais aussi pour des métiers qui sont en tension et qui sortent du champ social, notamment les métiers de l'informatique et les métiers sur les techniciens dans le domaine du bâtiment.

Voilà ce qui amène à rallonger cette délibération que l'on retrouve régulièrement.

Sachez que ce n'est pas notre seule action pour faciliter les recrutements puisque nous avons mis en place d'autres dispositifs, que je vous rappelle :

- Nous avons mis en place le dispositif boursier qui a été réactivé en 2019, 42 bourses ont été allouées à des candidats et 36 en 2020.

- Nous avons réactivé aussi le process d'apprentissage, notamment dans le domaine social. Il faut aussi savoir que quand nous les recrutons, ils ne sont pas toujours intégrables dans la fonction publique puisqu'ils n'ont pas encore passé le concours, ce qui fait que cela nécessite l'élaboration de contrats de trois ans.

J'ajoute que d'autres actions sont menées. J'entendais tout à l'heure certains s'émouvoir de la difficulté de recourir à des embauches. Ce n'est pas spécifique au Département du Nord, ce n'est même pas spécifique aux collectivités, cela se rencontre aussi dans des sociétés privées sur certains métiers en tension. Aujourd'hui, pour recruter des ingénieurs ou des contrôleurs de

gestion, ce sont aussi des denrées rares. Je pense qu'il est excessif de faire un raccourci pour dire que la collectivité est peu attractive. On est vraiment sur des métiers sur lesquels c'est compliqué, surtout dans le domaine social.

M. le Président.- Merci.

J'ai une demande d'intervention de Soraya FAHEM.

Mme FAHEM.- Monsieur le Président, Monsieur le Vice-président,

Au regard de l'heure tardive, je vous épargnerai mes 10 pages relatant l'émotion que j'éprouve comme à chaque fois de voir ce recours aux recrutements contractuels.

Au nom de mon groupe, nous voterons pour la création du poste de conseiller scientifique et nous voterons contre le recours pour les autres postes à la possibilité de recrutements contractuels.

M. le Président.- Merci.

M. DETAVERNIER.- Je me permets d'insister sur le pourcentage de contractuels au sein de la collectivité. Cela représente 5 %.

Je ne sais plus qui me relatait il n'y a pas très longtemps que, au sein de la mairie de Lille, on avait un taux analogue.

M. le Président.- Je vais vous rafraîchir la mémoire, mon cher collègue, cela va être l'occasion de chercher noise à ma collègue Marie-Christine STANIEC-WAVRANT. Nous nous sommes trop bien entendus ces derniers temps, il ne faut quand même pas que nous nous entendions toujours bien.

C'est vrai que j'étais, dans un passé très proche, conseiller municipal de Lille et, au dernier conseil municipal, l'adjoint au personnel, qui était d'ailleurs comme moi dans son dernier conseil municipal de la Ville de Lille, nous a proposé une délibération un peu du même style et il a ajouté : « on est de toute façon à moins de 5 % de personnel contractuel ».

C'est pour vous dire que, ou bien le rapprochement entre le Département et la Ville de Lille est inexorable, ou bien c'est quand même une nécessité qui s'impose même lorsque les opinions des uns et des autres sont parfois divergentes.

J'ai bien entendu les positions de vote.

Nous pouvons donc considérer sur ce point que nous avons un vote favorable du groupe majoritaire.

Quel est le vote du groupe communiste ?

M. BEAUCHAMP.- Abstention sur le recours aux contractuels et vote pour la création du poste.

M. le Président.- C'est noté.

Même chose pour le groupe socialiste, vote pour la création du poste et vote contre sur le recours aux contractuels.

<p>Les propositions du rapport n° 1.1 sont votées de manière dissociée : La proposition qui concerne la modification du tableau des effectifs par la création d'un emploi de conseiller scientifique à temps complet est adoptée à l'unanimité. La proposition relative au recrutement d'agents contractuels lorsque le recrutement d'agents titulaires n'aura pas été possible est adoptée à la majorité (Les membres du Groupe Union Pour le Nord vote pour ; Les membres du Groupe Communiste, Républicain, Citoyen et Apparentés, ainsi que Madame MASQUELIER, non inscrite, s'abstiennent. Les membres du Groupe Socialiste, Radical et Citoyen votent contre).</p>
--

Je vous remercie, mes chers collègues.

▪ **Rapport 1-2 – Mise à disposition d'un agent départemental auprès de l'Etablissement public départemental de soins, d'adaptation et d'éducation (EPDSAE)**

M. DETAVERNIER.- Cette délibération vise à la mise à disposition d'un agent de la collectivité auprès de l'EPDSAE. En l'occurrence, il s'agit de Madame DELBERGHE qui a une grande expérience dans le domaine de la protection de l'enfance et qui connaît aussi bien l'EPDSAE que le Département pour avoir exercé au sein des deux institutions.

L'idée est qu'elle puisse être mise à disposition de l'EPDSAE pour renforcer les articulations entre la collectivité et cet organisme, s'agissant en particulier de la mise en œuvre des orientations départementales dans le champ de l'enfance, la famille et la jeunesse.

Il va de soi que l'EPDSAE remboursera le montant de la rémunération et des cotisations sociales de cette dame.

M. le Président.- Mes chers collègues, je pense qu'il n'y a pas de problème sur cette délibération.

Peut-on considérer qu'elle est adoptée ?

Les propositions du rapport n° 1.2 sont adoptées par assentiment de l'assemblée.
--

Je vous en remercie.

▪ **Rapport 1-3 – Protocole transactionnel « Restaurant administratif départemental »**

M. DETAVERNIER.- Cette délibération correspond à un protocole transactionnel. Vous savez que nous avons un restaurant administratif à l'hôtel du Département, qui était exploité il n'y a pas si longtemps par la société Délisaveurs, dont le contrat arrivait à expiration au 1^{er} avril. Or, suite à la crise sanitaire, le restaurant a été fermé à compter du 16 mars 2020.

Le marché de gestion a été attribué à une autre société à effet du 1^{er} avril, à savoir le prestataire Dupont Restauration. Le marché prévoyait la reprise du personnel conformément au Code du travail. Or, suite à un courrier du Département demandant d'assurer cette reprise, la société Dupont a refusé au motif que cette reprise du personnel était conditionnée par l'exploitation effective du restaurant. Effectivement, au 1^{er} avril, le restaurant était fermé et n'était pas exploité. Cela concerne quatre agents.

L'idée a été pour le Département de solliciter Délisaveurs pour pallier la défaillance de Dupont restauration et prendre en charge le chômage partiel de ces quatre personnes.

Le biais au niveau de cette délibération est d'indemniser la société Délisaveurs à hauteur du montant du coût du chômage partiel, qui a été estimé pour la période du 16 mars au 31 mai 2020 à 11 360,17 €, avec bien évidemment à côté la volonté que nous avons de nous retourner vers la société Dupont Restauration pour obtenir le remboursement des sommes ainsi engagées.

M. le Président.- Y a-t-il des remarques, mes chers collègues ? (*Aucune*).

Sommes-nous d'accord ?

Les propositions du rapport n° 1.3 sont adoptées par assentiment de l'assemblée.
--

Je vous remercie.

▪ **Rapport 1-4 – Protocole transactionnel**

M. DETAVERNIER.- Cette délibération porte sur une transaction suite à une mutation qui avait été proposée en 2012 à un agent qui avait été affecté en tant que directeur général de la solidarité en qualité de directeur chargé de la mission de promotion du logement adapté à la dépendance. L'agent a attaqué la décision. Effectivement, il a été jugé par le tribunal que sa mutation avait le caractère d'une sanction disciplinaire déguisée. Cette personne a engagé un recours pour demander une indemnité à hauteur de 115 925 €. Le tribunal a proposé quant à lui l'ouverture d'une médiation. C'est ce que nous sommes en train de faire. La médiation pourrait se solder par une somme de 35 000 €.

M. le Président.- J'ajoute que tous les présidents de groupe sont d'accord pour que nous adoptions cette délibération.

Pas de problèmes ? (*Aucun*).

Peut-on considérer cette délibération comme adoptée ?

Les propositions du rapport n° 1.4 sont adoptées par assentiment de l'assemblée.
--

Je vous en remercie.

▪ **Rapport 1-9 – Extension du Régime Indemnitare tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP) dans les conditions définies par la délibération du 18 décembre 2017 et par le décret n° 2020-182 du 27 février 2020 relatif au régime indemnitaire des agents de la fonction publique territoriale, aux agents départementaux non encore éligibles au RIFSEEP**

M. DETAVERNIER.- Cette délibération porte sur le RIFSEEP. Souvenez-vous, nous avons adopté ce RIFSEEP en 2017 pour l'ensemble des agents départementaux. À l'époque, tous les agents ne pouvaient pas en bénéficier. Nous avons donc pris des délibérations complémentaires en 2018 et en 2019 au fur et à mesure de l'accès des différents agents qui ne pouvaient pas bénéficier du RIFSEEP.

Nous venons d'avoir un dernier décret en février 2020 et, avec ce décret, l'ensemble des agents de la collectivité peuvent enfin bénéficier du RIFSEEP.

M. le Président.- Merci.

Soraya FAHEM souhaitait intervenir.

Mme FAHEM.- Merci, Monsieur le Président.

Nous ne pouvons que nous réjouir bien entendu de l'extension du RIFSEEP à d'autres catégories d'emploi telles que reprises dans la délibération. Nous voterons pour.

Néanmoins, je souhaiterais aussi me faire l'écho de remontées de plusieurs organisations syndicales qui réclament un peu plus de transparence dans la définition de l'IFSE et dans la définition du montant du CIA.

Merci.

M. le Président.- Peut-on considérer cette délibération comme adoptée ?

Les propositions du rapport n° 1.9 sont adoptées par assentiment de l'assemblée.
--

Je vous en remercie.

▪ **Rapport 1-10 – Mise en œuvre de la prime exceptionnelle « Covid-19 » prévue par le décret n° 2020-570 du 14 mai 2020**

M. DETAVERNIER.- Cette délibération concerne la prime Covid qui a été prévue dans un décret de mai 2020. C'est la possibilité d'instituer une prime exceptionnelle dans la limite de 1 000 € maximums au profit de certains agents. Le critère essentiel pour l'obtention de cette prime est d'avoir eu un surcroît significatif de travail en présentiel ou en télétravail.

L'idée est d'instaurer au sein de la collectivité cette prime qui serait d'un montant de 1 000 € pour des personnes en surcroît d'activité mais qui étaient en contact avec le public, 330 € pour ceux en surcroît d'activité mais qui étaient en télétravail et 660 € toujours pour des agents en surcroît d'activité mais qui étaient en présentiel. C'est donc le montant de cette prime.

J'insiste bien sur le fait qu'elle est conditionnée en un surcroît de travail mais, parallèlement à cela, compte tenu du caractère de crise sanitaire et des conditions de travail, il est rendu possible aussi d'augmenter l'IFSE de certains agents qui, sans avoir de surcroît de travail, ont eu à faire face à des sujétions particulières.

Les managers sont en train d'appréhender les situations pour déterminer qui bénéficiera de prime ou d'augmentation d'IFSE.

M. le Président.- J'ai plusieurs demandes d'intervention sur cette délibération.

Isabelle ZAWIEJA-DENIZON.

Mme ZAWIEJA-DENIZON.- Monsieur le Président, chers collègues,

La situation exceptionnelle provoquée par cette pandémie de la Covid-19 a mis en lumière l'importance de certains métiers jusque-là peu ou pas considérés tant par les institutions que par la population en général.

L'instauration par décret d'une prime pour les personnels - et je cite ce décret - « particulièrement mobilisés dans le cadre de la lutte contre l'épidémie de Covid-19 » peut effectivement être une façon de montrer notre gratitude à toutes ces personnes investies pour assurer la continuité de l'activité dans notre pays. Comment ne pas citer les caissières, les éboueurs, évidemment les personnels soignants, les enseignants, et bien sûr le personnel départemental ! Cette liste n'étant bien sûr pas exhaustive !

Si on ne peut qu'adhérer au principe d'une reconnaissance des efforts réalisés par ces personnels, notre groupe souhaite avant tout réaffirmer sa position claire au regard d'un recours aux primes toujours plus fréquent et important.

Nous avons défendu, nous défendons et nous défendrons toujours l'idée que le pouvoir d'achat des salariés ne peut être basé sur des primes par essence aléatoires et ponctuelles mais bien sur le salaire de base, bloqué depuis plusieurs années d'ailleurs, qui doit rester le principe en termes de rémunération.

Nous sommes favorables à une forme de reconnaissance envers ces personnels, mais elle ne peut s'exprimer par l'attribution d'une simple prime élaborée sur des critères d'attribution somme toute très restrictifs. En ce qui nous concerne, nous défendons une revalorisation salariale, qui pourrait – soit dit en passant – être un élément d'attractivité supplémentaire des métiers de notre collectivité, ceci accompagné d'un travail de fond sur les conditions de travail et la manière dont sont globalement traités nos agents.

Et puis, le recours aux primes pose inévitablement question aux agents :

- Comment les critères d'attribution sont-ils précisément élaborés ?
- Comment a-t-on déterminé le montant de ces primes, bien différentes des annonces présidentielles ?
- Le montant global de 180 000 € laisse craindre que très peu d'agents en bénéficieront.

Inexorablement, l'octroi de primes ainsi déterminées sera source d'injustice et de frustrations.

Vous pourriez me rétorquer que, dans le cadre du décret, est évoquée la notion de surcroît de travail. Certes, mais cette notion pas toujours évidente à évaluer est bien trop subjective. Certains départements comme le Val de Marne n'ont d'ailleurs tout simplement pas pris en compte cet élément comme le décret le permet pour privilégier l'investissement effectif en présentiel des agents au cours de cette crise sans toutefois oublier les télétravailleurs.

Au-delà de la prime, il faut se féliciter de la prise de conscience collective sur l'importance de certains métiers parfois réputés non gratifiants, mais ô combien essentiels à notre pays. De la même façon, les Français se sont rendu compte de l'importance du travail des fonctionnaires : les enseignants, souvent décriés, mais dont on mesure un peu plus aujourd'hui la difficulté du métier, les soignants qu'on a applaudis pendant deux mois qui ont pourtant crié leur colère depuis de longues semaines, à qui désormais il faudra répondre ; et puis, à notre niveau, les salariés du Département qui ont aussi assuré leurs missions dans des conditions parfois difficiles. Ne faisons pas ici ce que nous pourrions reprocher à l'État lorsque, par exemple, certains soignants venus renforcer le service Covid n'ont bénéficié d'aucune reconnaissance de quelle que nature que ce soit.

C'est pour toutes ces raisons que notre groupe s'abstiendra sur cette délibération.

Merci de votre attention.

M. le Président.- Merci.

Soraya FAHEM.

Mme FAHEM.- Nous sommes très gênés, Monsieur le Président. Bien sûr, nous sommes pour cette prime pour les agents, cela me paraît vraiment important de valoriser le travail qui a été mené par tous les agents du Département dans ce contexte sanitaire très difficile, mais ce qui me gêne fortement, c'est le critère retenu, un critère qui est très difficile à objectiver ou, en tout cas, qui n'est peut-être pas assez détaillé ou précisé dans cette délibération.

Le seul critère indiqué est le surcroît significatif de travail. Comment peut-on mesurer un surcroît significatif de travail quand les agents sont par exemple en télétravail ? Est-ce vraiment le seul critère qui devrait prédominer pour l'obtention de cette prime ?

En tout cas, j'ai beaucoup de difficulté avec ce critère qui est loin d'être objectif et qui, si j'ai bien compris, va être laissé à la libre appréciation de chaque chef de service. Je rejoins ma collègue du groupe communiste, cela risque d'entraîner un sentiment d'injustice, de frustration. Vous le savez bien, dans toute évaluation, qu'elle soit du personnel ou des politiques publiques, si on n'objective pas les critères, on arrive à des interprétations qui peuvent être purement subjectives.

Nous avons vraiment – pour ma part en tout cas – un questionnement sur ce critère et je pense qu'il faudrait le préciser, le sérier par des éléments beaucoup plus objectifs.

Deuxième question : combien d'agents seront-ils concernés in fine ? Nous n'avons pas vraiment le détail affiché.

Nous serions plutôt favorables à ce qui a été fait par le Département du Pas-de-Calais qui, pour éviter ce problème qui pourrait être de l'ordre de l'appréciation de chaque chef de service, a fait le choix d'octroyer cette prime à tous les agents, selon des montants différents, je le précise.

M. le Président.- Henri GADAUT ?

Henri GADAUT renonce. On l'en remercie.

Je redonne la parole à Jean-Luc.

M. DETAVERNIER.- Je voudrais insister sur un point. Il faut savoir que cette prime, qui a été instaurée par décret, sera exonérée d'impôts sur le revenu et de cotisations sociales. Cela veut donc dire que l'on ne peut pas verser tous azimuts cette prime puisqu'il y a des exonérations d'impôts et de cotisations sociales à la clé.

Ce critère est toujours d'appréciation subjective comme de nombreux critères. Là-dessus, je dirai que, bien souvent, la collectivité est bonne mère, quand je vois la manière d'appréhender les choses au niveau des managers. Je vous rappelle simplement que – et c'est révisé et vérifié tous les ans –, sur les entretiens professionnels, au niveau de l'ensemble des agents, de tête, 94 % de nos agents sont considérés par leur manager comme étant très satisfaisants ou exceptionnels. Je ne pense pas que l'on puisse craindre une dureté excessive de la part des managers à ce niveau-là.

Combien vont en bénéficier ? À ce jour, je n'en sais rien. Nous n'avons pas fixé de quota en disant que l'on allait primer X personnes. C'est le critère du surcroît de travail qui sera l'élément clé pour attribuer les primes.

M. le Président.- Je précise également que c'est le critère du décret, nous n'inventons rien.

D'autre part, nous sommes dans l'incapacité aujourd'hui de savoir précisément le nombre d'agents qui sera concerné. En ce qui me concerne, je vous le dis tout de suite, les directives que je donnerai sont que : ceux qui étaient en autorisation spéciale d'absence n'ont pas eu un surcroît de travail, que pour ceux qui étaient en télétravail, je ne suis pas convaincu qu'ils soient nombreux à en avoir eu, la meilleure preuve est que beaucoup d'agents qui étaient en télétravail ont choisi de faire en plus du volontariat – ce qui est vraiment tout à leur mérite – et que les volontaires, pour l'immense majorité d'entre eux, ne veulent pas qu'on rémunère leur action de volontariat. Par exemple, lorsque je disais tout à l'heure que le SDIS avait travaillé 35 % de moins, j'estime qu'il serait relativement dur de trouver un surcroît de travail. Il y a peut-être des situations un peu similaires.

En tout cas, je suis fondamentalement hostile à ce qu'on file la prime à tout le monde ! J'estime que, dans une situation où les problèmes vont être complexes, notamment pour les personnes du privé qui n'ont pas en plus la sécurité de l'emploi, vulgairement parlant, il ne faut pas pousser mémère !

Je souhaiterais maintenant soumettre à votre approbation cette délibération.

Que ceux qui souhaitent l'adopter le manifestent en levant la main.

Avis contraires ? (*Aucun*).

Abstentions ? (*Le groupe communiste*).

Les propositions du rapport n° 1.10 sont adoptées à l'unanimité (Les membres du Groupe Union Pour le Nord et du Groupe Socialiste, Radical et Citoyen, ainsi que Madame MASQUELIER, non inscrite, votent pour. Les membres du Groupe Communiste, Républicain, Citoyen et Apparentés s'abstiennent).

▪ **Rapport 1-5 – Expérimentation de robots « compagnons » en EHPAD**

M. le Président.- J'ai un différend très violent avec Charles BEAUCHAMP parce que lui souhaitait les appeler « robots camarades » et nous avons choisi « compagnons ».

M. FICHEUX.- Monsieur le Président, chers collègues,

J'ai la chance en effet ce soir de pouvoir vous présenter une délibération dont le sujet est l'expérimentation des robots d'assistance en EHPAD.

Le plan de recherche et d'innovation départemental, dont j'ai la responsabilité, a pour but d'expérimenter et de mettre en place des dispositifs innovants dans les différents champs de compétence du Département.

Dans ce cadre, le PRID travaille notamment sur les thématiques de l'autonomie, qu'il s'agisse de personnes âgées ou en situation de handicap. Par exemple, c'est grâce au PRID que nous expérimentons depuis 2018 les bras Jaco.

Depuis novembre 2019, nous travaillons sur un projet de robot d'assistance, également appelé « robot compagnon ».

La crise du Covid-19 nous a amenés à repenser cette expérimentation et à déployer dans un premier temps ces robots dans les EHPAD. Ils pourront bien évidemment par la suite être proposés aux personnes âgées à domicile afin de maintenir leur autonomie, tout en leur apportant une aide domotique appréciable sur plusieurs plans : le maintien du lien social, la pratique d'activités essentielles tant sur le plan physique que mental, l'autonomie sous tous ses aspects.

Bien que les résidents des EHPAD puissent, depuis le lundi 22 juin, recevoir

nouveau des visites de leurs proches, les conditions sanitaires en établissement continuent de limiter les contacts. C'est pourquoi nous souhaitons mettre en œuvre le plus rapidement possible l'expérimentation des robots d'assistance.

Une étude comparative a été menée sur dix robots dont deux correspondaient aux besoins du Département. Ces robots, dont les noms sont « Cutii » et « Buddy », proposent de nombreuses fonctions et sont développés par de petites entreprises, en première phase de commercialisation. Ils présentent une réelle marge d'évolution et d'adaptation selon les retours que nous aurons de notre expérimentation.

Les robots n'ont pas pour objet de remplacer l'aide humaine, mais de la suppléer en complémentarité. Les soignants ont plus de temps à consacrer à d'autres résidents en ayant besoin, sans que les utilisateurs du robot ne soient délaissés.

Les robots permettent aussi de maintenir le lien social et sociétal et des activités comme du sport, de la cuisine, visite de musée virtuelle – c'est le robot qui sollicite le résident – et la possibilité de joindre par exemple en visio sa famille et ses amis.

Avec l'accord du conseil départemental, ces robots pourront être déployés dans quatre EHPAD du Valenciennois et la résidence autonomie du centre hospitalier de Valenciennes entre le 6 et le 9 juillet. Une deuxième phase de test pourrait se faire dès l'automne, on l'imagine au mois d'octobre.

Grâce à un partenariat avec le Living Lab du CHSCT de Valenciennes, nous pourrons avoir un suivi et un retour complet de l'expérimentation de ces robots. C'est donc la raison principale pour laquelle ces dix premiers robots seront installés sur des centres du Valenciennois.

Le montant de la participation du Département à ce dossier PRID s'élève à 146 000 € : 110 000 € pour l'achat de 20 robots compagnons (les 10 premiers dans une semaine et les 10 suivants au mois d'octobre), 36 000 € pour le suivi d'expérimentation des robots livrés en juillet dans le cadre d'un partenariat avec le Living Lab précité.

Je propose donc au conseil départemental d'autoriser la mise en œuvre de l'expérimentation des robots d'assistance, d'autoriser les achats des robots et la contractualisation du partenariat avec le Living Lab du CHSCT de Valenciennes et d'effectuer toutes les démarches et formalités inhérentes à l'ensemble de l'expérimentation, y compris le dépôt d'un dossier d'éthique et les avenants nécessaires pour la mise en œuvre du projet après livraison totale de tous les robots.

M. le Président.- Merci, Bruno FICHEUX.

La parole est à Marie-Christine STANIEC-WAVRANT.

Mme STANIEC-WAVRANT.- Monsieur le Président, nous avons déjà évoqué ce sujet, un EHPAD n'est pas une maison de retraite. Dans l'EHPAD, il y a des personnes très âgées dépendantes, polypathologiques y compris avec des problèmes psychiques très lourds. D'ailleurs, avec le Covid, on s'est rendu compte qu'il fallait renforcer les EHPAD en moyens humains et les renforts en moyens étaient en aides-soignants, en infirmiers et en médecins. De ce fait, effectivement, ces établissements sont de moins en moins médicosociaux et de plus en plus sanitaires. Nous n'allons pas entamer le débat ce soir, mais je pense que c'est extrêmement important pour la vision que nous avons de ce que doit être cet établissement avec une population extrêmement particulière qui a besoin d'un accompagnement humain très particulier.

Lorsque vous avez envoyé – et je vous en remercie – les tablettes dans les EHPAD, nous avons fait le constat que les personnes n'arrivaient pas à allumer la tablette et, quand elle était allumée grâce à l'aide humaine, la personne ne comprenait pas que sa famille était dans la tablette parce que les problèmes lourds de certains publics ne permettent pas un contact avec un objet robotisé.

J'ai vu des beaux petits robots, je les ai vus fonctionner, c'est très amusant et cela peut effectivement être un élément qui vient dans certaines structures mais pas dans toutes. Quand on est Alzheimer déambulant et qu'on tourne, s'il y a un petit truc qui arrive quand on marche, la personne va tomber. Le petit robot peut-être, mais c'est surtout la personne qui pose problème.

Je suis assez d'accord pour qu'il y ait des trucs innovants, comme des petits robots. Cela peut être un élément qui vient dans certaines structures, mais il ne faut pas considérer que cela va diminuer le travail des professionnels. C'est un élément d'animation qui ne peut fonctionner que s'il est accompagné par des professionnels, mais – cela a été dit et je remercie pour le fait que ce soit bien précisé – cela ne vient pas en diminution.

C'est vrai que, dans la construction que l'on a aujourd'hui des outils informatiques qui viennent en aide et allègent les charges, le constat est que, dans un EHPAD – ce n'est peut-être pas la même chose dans une maison de retraite où les personnes sont plus valides, plus autonomes, elles ont un contact différent avec le reste –, il faut être très prudent sur la pratique et l'utilisation de ces petits robots.

Nous sommes bien évidemment d'accord pour l'expérimentation.

M. le Président.- Merci.

Charles BEAUCHAMP.

M. BEAUCHAMP.- Monsieur le Président, chers collègues,

Comme nous l'avons dit en commission, nous nous abstenons sur ce projet de délibération. Effectivement, vous connaissez notre souci de l'humain d'abord et, avoir la volonté de remplacer des personnes pour des rapports humains, pour des rapports sociaux par des robots, nous laisse fortement interrogatifs.

Qu'il y ait un problème d'effectifs, de personnels dans les EHPAD, c'est effectivement une réalité, la crise sanitaire l'a réaffirmé avec force, à tel point que bon nombre d'organisations syndicales et de formations politiques, comme d'ailleurs le parti communiste, demandent un plan de recrutement de 100 000 postes dans les EHPAD. Ce serait sans doute beaucoup plus efficace que des robots. D'autant que, si l'on veut améliorer certaines conditions de vie des personnes dans les EHPAD, renforcer ou innover à travers un plan de la domotique serait sans doute beaucoup plus efficace que les robots qu'on nous préconise aujourd'hui dans ce projet de délibération.

Pour cette raison, nous nous abstenons sur l'expérimentation. Nous ne votons pas contre parce que ce n'est pas une généralisation, mais une expérimentation. Bien évidemment, nous souhaitons avoir le résultat de l'expérimentation.

M. le Président.- Bruno FICHEUX.

M. FICHEUX.- En effet, pour répondre à la remarque de ma collègue, les robots ne sont bien entendu pas à destination des personnes les plus dépendantes, celles qui portent des pathologies lourdes. Les profils en EHPAD sont plus variés, il y a des gens qui sont proches de l'autonomie et même autonomes et c'est à ce type de population que nous destinons en premier notre expérimentation.

Merci d'avoir bien compris que les robots, comme je l'ai dit, n'avaient pas pour but de remplacer l'aide humaine mais de la compléter. On vient en complément.

Comme je le disais en début de présentation, au départ, nous étions plus partis sur des résidences autonomie que sur les EHPAD, mais nous venons sur les EHPAD parce que, justement, aujourd'hui, dans les EHPAD, ce sont les personnes qui ont le moins de contacts. Le gros point fort de cette expérimentation, c'est le fait de travailler avec le Living Lab du CH de Valenciennes où des professeurs vont suivre la façon dont on se comporte entre le résident et le robot et nous allons en tirer toutes les conclusions et toutes les conséquences. Bien évidemment, il n'y aura pas un robot qui va partir dans les pieds d'un résident pour le faire chuter. Il y a toute une littérature à se créer, toute une expérience à se faire.

Pour répondre à la partie de Charles, compléter n'est pas remplacer. Cela veut bien dire que l'on vient en plus. On est vraiment là aussi dans l'humain puisqu'on vient compléter.

M. le Président.- Merci bien.

Encore une fois, c'est une expérimentation. Nous jugerons un peu l'arbre à ses fruits ultérieurement. La volonté est d'apporter un plus et nous sommes parfaitement conscients que cela ne sera pas possible pour l'ensemble des personnes, notamment pour les personnes les plus dépendantes.

M. FICHEUX.- À terme, le cœur est de garder la personne à domicile. C'était cela au départ, mais on avance un peu plus vite avec le Covid.

Dernière petite parenthèse, si vous me le permettez, l'un des deux robots, le robot Cutii, est imaginé dans une cette start-up roubaissienne et nous sommes allés avec ma collègue, Geneviève MANNARINO, rencontrer cette start-up. Toute l'ingénierie est fournie pour ce robot à Roubaix.

M. le Président.- Merci.

Je soumetts à votre approbation cette délibération, tout en comprenant parfaitement les réserves qui ont été faites notamment par Marie-Christine STANIEC-WAVRANT.

Que ceux qui sont d'accord pour l'adopter veuillent bien le manifester en levant la main. (*Le groupe majoritaire et le groupe socialiste*).

Abstention ? (*Le groupe communiste*).

Les propositions du rapport n° 1.5 sont adoptées à l'unanimité (Les membres du Groupe Union Pour le Nord et du Groupe Socialiste, Radical et Citoyen, ainsi que Madame MASQUELIER, non inscrite, votent pour. Les membres du Groupe Communiste, Républicain, Citoyen et Apparentés s'abstiennent).

Nous passons aux délibérations que va nous rapporter Max-André PICK.

▪ **Rapport 1-6 – Marché de partenariat portant sur la réalisation de l'opération de regroupement des services départementaux du Nord sur le site du Forum - autorisation de signature de l'avenant n° 2 au marché de partenariat portant sur le versement anticipé de la redevance R1.0b**

M. PICK.- Merci, Monsieur le Président.

J'ai trois délibérations à vous présenter. La première, la plus importante, est ce que l'on pourrait appeler une délibération de relance. Il s'agit de l'opération de regroupement des services départementaux du Nord sur le site du Forum. Ce projet a connu un certain nombre de retards et nous nous proposons par cette délibération de vraiment le relancer, ce qui permettra en même temps de participer à la relance économique dans le secteur du bâtiment et des travaux publics qui en a bien besoin.

Plus précisément, il s'agit de prendre en compte les retards que nous avons pris, d'abord dus à l'enquête publique qui a été prolongée par le commissaire enquêteur qui a fait des demandes d'études complémentaires, dus également à la crise sanitaire que nous avons connue et au report des élections municipales qui n'a pas permis de finaliser l'enquête dont je viens de parler.

Le permis de démolir, réputé tacite depuis le 21 septembre 2019, n'a pas été affiché à ce jour mais devrait l'être dans les tout prochains jours, je le pense, après l'installation du nouveau conseil municipal de Lille. Nous avons la possibilité à partir de là de lancer les travaux de désamiantage et de démolition des bâtiments.

Pour cela, nous avons une avance à faire auprès du groupement titulaire du marché pour un montant de 5 833 333 € HT, soit 7 M€ TTC, qui comporte deux parties : 3,4 M€ à proprement parler pour les travaux de déconstruction et de désamiantage et, d'autre part, le complément pour des frais financiers intercalaires jusqu'au démarrage des travaux de construction en 2021, tout cela étant contractuel et parfaitement connu depuis l'origine du projet.

Voilà pourquoi nous avons besoin de cette délibération qui, à partir de là, permettra au groupement, dès que le permis de démolir sera affiché en hôtel de ville, d'entamer les travaux.

M. le Président.- Merci

Y a-t-il des observations, mes chers collègues ?

Charles BEAUCHAMP.

M. BEAUCHAMP.- Monsieur le Président, chers collègues,

J'interviens pour expliquer rapidement notre position de vote. Nous nous abstenons sur cette délibération compte tenu que, à l'origine du projet et parce que c'était un PPP, nous n'avons pas voté favorablement. Pour avoir une certaine cohérence de vote, nous nous abstenons sur cette délibération.

M. le Président.- Merci, Président BEAUCHAMP.

Je rappelle que ce projet avait été au départ imaginé par nos prédécesseurs.

M. BEAUCHAMP.- Pas en PPP.

M. le Président.- Oui, mais en tout cas, sur le fond du projet.

Que ceux qui sont d'accord pour adopter cette délibération le manifestent en levant la main. (*Le groupe majoritaire et le groupe socialiste*).

Abstentions ? (*Le groupe communiste*).

Les propositions du rapport n° 1.6 sont adoptées à l'unanimité (Les membres du Groupe Union Pour le Nord et du Groupe Socialiste, Radical et Citoyen, ainsi que Madame MASQUELIER, non inscrite, votent pour. Les membres du Groupe Communiste, Républicain, Citoyen et Apparentés s'abstiennent).

Je vous remercie, mes chers collègues.

▪ **Rapport 1-7 – Présentation de plusieurs protocoles d'accord permettant au Département de régler ses partenaires extérieurs**

M. PICK.- C'est une délibération beaucoup plus technique et pas très fondamentale, mais nécessaire, puisqu'il s'agit de régler un certain nombre de contentieux ou de factures en retard pour des questions diverses et variées qui peuvent être liées soit à des process de chaîne comptable mal maîtrisée par les entreprises, des intérêts moratoires parfois à verser à une entreprise mais qui a été absorbée par une autre entreprise, ce qui nécessite un protocole juridique spécifique, ou une entreprise qui a été liquidée, il faut que l'on paye malgré tout le sous-traitant, etc.

Il y a ainsi cinq dossiers transactionnels pour un montant d'un peu plus de 210 000 €. Ce n'est pas grand-chose mais cela va être l'occasion pour ces entreprises de percevoir enfin des sommes qui leur sont normalement dues.

M. le Président.- Merci.

Y a-t-il des observations ? (*Aucune*).

Les propositions du rapport n° 1.7 sont adoptées par assentiment de l'assemblée.

Je vous en remercie.

▪ **Rapport 1-8 – Vente d'une parcelle bâtie - Ventes de parcelles non bâties - Acquisitions routières et/ou indemnisations des occupants - Autre acquisition - Avenant au protocole transactionnel contentieux travaux du CER de Templemars**

M. PICK.- C'est une délibération classique d'achat et de vente de biens immobiliers, terrains ou bâtiments. Il n'y a rien de particulier dans cette délibération. Il s'agit vraiment de petites parcelles de terrain à acheter et à vendre. On parle de quelques dizaines de milliers d'euros. La plus grosse transaction concerne la vente d'un immeuble à la Communauté urbaine de Dunkerque pour 335 000 €. Je pense qu'il n'y a pas de remarque particulière à faire sur cette délibération.

M. le Président.- Nous allons attendre la vente de Transpole pour avoir des choses plus consistantes.

Y a-t-il des questions ? (*Aucune*).

Peut-on considérer cette délibération comme adoptée ?

Les propositions du rapport n° 1.8 sont adoptées par assentiment de l'assemblée.

Je vous en remercie.

Geneviève va prendre le relais.

DOSSIERS RELEVANT DE LA 2^e COMMISSION

Mme MANNARINO.- Monsieur le Président, chers collègues,

J'ai quelques délibérations importantes puisque, vous le verrez, elles montrent encore une fois la politique très volontariste de notre Département pour accompagner l'autonomie et, qui plus est, dans des situations particulières où la réactivité de nos services DG Sol et MDPH a vraiment été assez exceptionnelle et je tenais ce soir à les remercier.

▪ Rapport 2-1 – Soutenir l'accueil familial en assouplissant les règles d'absences

Mme MANNARINO.- Vous l'avez évoqué tout à l'heure, cher Président, les accueillants familiaux ont aussi été en première ligne pendant cette période Covid. Les services ont mis à disposition un numéro vert, mais aussi une boîte mail générique pour pouvoir les suivre très régulièrement. Nous avons posé aussi la question au niveau national du statut qui est encore fragile pour les accueillants familiaux. Bien évidemment, nous avons regardé de près le règlement départemental de l'aide sociale qui, finalement, n'était pas très favorable pour l'accueil familial et qui souvent engendrait des situations financières plutôt difficiles. Il s'agit donc ici de modifier les règles d'absence pour les accueillants familiaux, des règles qui étaient jusqu'à présent de huit jours, qui vont passer à 35 jours ; 35 jours puisque ce sont ces règles qui sont appliquées dans les établissements médicosociaux.

M. le Président.- Merci.

Marie-Christine STANIEC-WAVRANT souhaitait intervenir.

Mme STANIEC-WAVRANT.- Je voulais évoquer notre soutien à cette délibération puisque, en plus, lorsque la mission départementale avait eu lieu, nous avons entendu beaucoup d'assistants familiaux qui avaient justement insisté sur ce décalage. Que ce soit aujourd'hui amélioré, nous ne pouvons que nous en féliciter.

M. le Président.- Merci beaucoup.

Peut-on considérer cette délibération comme adoptée ?

Les propositions du rapport n° 2.1 sont adoptées par assentiment de l'assemblée.
--

Je vous en remercie.

▪ Rapport 2-2 – Adoption de l'avenant n° 1 à la convention passée avec les relais autonomie. Mise à disposition d'une table numérique

Mme MANNARINO.- C'est l'adoption d'un avenant que nous présentons, qui est lié à la convention passée avec les relais autonomie. Je vous rappelle que ces relais autonomie sont au nombre de 40 sur notre département, dont un mobile.

En 2018, nous avons mis en place ce dispositif relais autonomie, porte d'entrée unique pour les personnes âgées et les personnes vivant avec un handicap. Toujours dans la même continuité de voir une ère nouvelle autour du numérique, mais aussi et surtout de pouvoir pallier la fracture numérique auprès de nos populations, nous allons équiper nos relais autonomie d'une table numérique qui va permettre aux personnes qui rentreront d'avoir accès à leur dossier, voire aussi au portail Nord autonomie qui a été ouvert récemment.

C'est un planning de déploiement. Nous allons commencer autour de Bailleul, Merville, Armentières, dans les UT et, ensuite, en septembre 2020, nous déploierons la généralisation de ces tables numériques.

Le coût inscrit au BP est de 200 000 €.

M. le Président.- Il n'y a pas d'amendement sur ce dossier ?

Mme MANNARINO.- Non, c'est un avenant qui a été proposé à la convention, qui est déjà passé avec les relais autonomie.

M. le Président.- Il y avait en revanche un amendement au précédent dossier. Je suppose, mes chers collègues, que vous ne voyez pas d'inconvénient à ce que cet amendement soit considéré comme adopté.

Mme MANNARINO.- Sur l'accueil familial ?

M. le Président.- Oui.

Y a-t-il des interventions sur la délibération 2-2 ?

Marie-Christine STANIEC-WAVRANT.

Mme STANIEC-WAVRANT.- Je voulais insister sur un débat que nous avons eu en commission sur la question qui avait été posée, à savoir qu'il fallait effectivement que ces équipements soient déployés le plus en proximité sur le territoire. Que ce soit dans les CLIC, dans les UTPAS, il faut que les personnes puissent y accéder très facilement. On sait que les CLIC ont parfois des territoires extrêmement importants et ce n'est pas facile pour les personnes d'y accéder très facilement. C'était la première remarque.

Deuxième remarque, les retraités qui arrivent maintenant savent utiliser le matériel, les plus anciens – cela s'est encore remarqué avec le Covid – pas tout à fait. La fracture numérique, ce n'est pas simplement un équipement, c'est aussi la capacité à utiliser l'équipement. Là encore, je voulais insister pour que, dans les relais autonomie, ce ne soit pas simplement une borne informatique mais bien un accompagnement humain pour l'utilisation de la borne. Beaucoup de personnes ont pas mal de problèmes avec ce sujet, j'en suis un bon exemple.

M. le Président.- Merci de cette modestie.

Geneviève.

Mme MANNARINO.- Nous avons effectivement évoqué le sujet en commission, nous avons vraiment sécurisé. D'ailleurs, vous le voyez, puisque ce ne sont pas tous les relais autonomie qui y vont tout de suite, mais d'abord ceux qui se sont portés volontaires et, ensuite, nous allons pouvoir généraliser en fonction des lieux d'accueil, des endroits où on va installer la table numérique et des personnes qui accompagneront ceux qui demandent à être entendus dans les relais autonomie.

M. le Président.- Merci.

Je mets au vote cette délibération 2-2.

Que ceux qui sont d'accord pour l'adopter veuillent bien le manifester en levant la main.

Avis contraires ? (*Aucun*).

Abstentions ? (*Aucune*).

Les propositions du rapport n° 2.2 sont adoptées par assentiment de l'assemblée.
--

Je vous en remercie.

▪ **Rapport 2-3 – Subventions accordées dans le cadre de l'appel à initiatives pour l'aide départementale au financement d'équipements innovants dans les EHPAD du Nord**

Mme MANNARINO.- Il s'agit de subventions qui sont attribuées aux EHPAD dans le cadre d'un appel à initiatives.

Il est intéressant de souligner que c'est suite aux rencontres avec des directeurs d'établissement et des professionnels des EHPAD que nous avons fait le constat qu'il manquait un certain nombre d'équipements pour à la fois améliorer la qualité de vie au travail ou les conditions d'accueil des résidents, la sécurité, la prévention, les chutes, la dépendance. Finalement, dans cet appel à initiatives, nous avons reçu 567 projets provenant d'environ 142 gestionnaires qui ont candidaté. Bien évidemment, le choix est toujours très difficile, mais, en même temps, les critères étaient bien identifiés. J'en remercie d'ailleurs les équipes du Département et mon collègue Christian POIRET puisque nous avons pu monter un peu plus notre manne financière et nous allons attribuer un montant de pratiquement 6 M€ dans ces établissements qui ont vraiment fait preuve de beaucoup d'innovations. Quand on parle des robots ou des tablettes numériques, je pense qu'il faut aussi saluer la réceptivité des professionnels de ces établissements qui sont assez curieux de ce que l'on peut leur proposer.

M. le Président.- Merci.

Y a-t-il des questions ? (*Aucune*).

Peut-on considérer cette délibération comme adoptée ?

Les propositions du rapport n° 2.3 sont adoptées par assentiment de l'assemblée.
--

Je vous en remercie.

▪ **Rapport 2-4 – Investissement dans les établissements pour personnes âgées et/ou pour personnes en situation de handicap**

Mme MANNARINO.- C'est une délibération qui vous parle d'investissement dans les établissements. Elle n'est pas du tout inhabituelle. Vous le savez, depuis deux années, nous avons accompagné et nous continuerons d'accompagner les établissements, les EHPAD qui souhaitent réhabiliter, reconstruire, faire en sorte que ces établissements soient un vrai lieu de vie, un vrai domicile pour les personnes âgées ou les personnes vivant avec un handicap.

C'est une délibération qui ajoute au budget précédent voté en avril de 5 491 000 €.

Je voudrais vous préciser que le chiffre total est intéressant, car, cela a été évoqué dans les débats en début de séance, le choix que nous faisons sur l'investissement dans les établissements est aussi un choix politique fort. En effet, qui dit entreprises, rénovations, réhabilitations, dit effectivement aller un peu dans ce secteur économique que nous avons voulu aussi conforter. Cette politique de l'autonomie est finalement aussi très transversale, nous créons des emplois ou nous confortons des entreprises.

Au total, 19 M€ sont inscrits pour les investissements dans les établissements, les petits investissements votés avant et également des subventions qui ont été attribuées aux associations par arrêté, puisque nous sommes maintenant en capacité de le faire. Le montant total est donc à souligner.

M. le Président.- Merci.

Y a-t-il des remarques sur cette délibération ? (*Aucune*).

Peut-on considérer cette délibération comme adoptée ?

Les propositions du rapport n° 2.4 sont adoptées par assentiment de l'assemblée.
--

Je vous en remercie.

▪ **Rapport 2-5 – Partenariat avec les communes pour lutter contre l'isolement des personnes âgées et des personnes en situation de handicap**

Mme MANNARINO.- Il s'agit d'une délibération qui est assez intéressante parce qu'elle va parler du partenariat que le Département a décidé de mettre en lumière, même s'il existe déjà beaucoup avec les communes.

En effet, nous nous sommes penchés d'abord sur le rapport de la mission Guedj, qui a été remis en avril au gouvernement, et je sais que mes collègues parlementaires qui sont ici dans cet hémicycle en ont aussi eu connaissance. Ce rapport comprenait 42 propositions, nous n'avons évidemment pas retenu les 42, mais il y en avait quand même une qui était très intéressante, celle de pouvoir partager un « fichier », il s'agit de personnes qui sont référencées à la fois dans les communes, mais aussi dans les départements, et dans notre département en particulier, puisqu'il s'agit des personnes qui relèvent de l'APA ou de la PCH.

Suite aux enseignements de la canicule de 2003, on s'est aperçu qu'il fallait créer ces fichiers mais, en même temps, quand on ne peut pas les partager entre différentes parties prenantes, c'est un peu compliqué et on s'aperçoit qu'il y a des trous dans la raquette.

Nous avons donc fait le choix de conventionner avec les communes qui vont le souhaiter – c'est sur la base du volontariat –, pour pouvoir combattre et lutter contre l'isolement des aînés dans tous les territoires. Pendant cette crise Covid, on a identifié des personnes qui ne l'étaient pas auparavant, pour lesquelles il va être nécessaire de mener un accompagnement très individuel. Je voulais aussi souligner que le registre nominatif des personnes dans le cas de la canicule est quand même un registre efficace. Finalement, en croisant nos coordonnées, je pense que l'on pourra être encore au plus près de ces personnes. C'est donc le Département et la MDPH qui vont renforcer leur partenariat.

J'en profite pour souligner que, en marge des institutions que nous sommes et des collectivités, il y a vraiment eu de grandes solidarités dans tous les territoires. Nous nous sommes investis dans le déploiement de « voisins solidaires » qui permet de mettre à l'honneur des générosités citoyennes et qui complète tout à fait ce que nous proposons aujourd'hui, c'est-à-dire cette façon d'accompagner ensemble ces personnes isolées à l'échelon communal.

Je précise, puisque la question m'a été posée, que ce sont les directions territoriales qui pourront suivre la façon dont se met en place ce partage de fichiers. Un courrier arrivera auprès des communes et les maires pourront réagir.

M. le Président.- Marie-Christine STANIEC-WAVRANT.

Mme STANIEC-WAVRANT.- Effectivement, nous avons eu un débat en commission sur le sujet. Il était effectivement très utile de pouvoir mettre en commun des fichiers pour voir un peu comment on pouvait accompagner au plus près les personnes. C'est vrai que les moyens après sont extrêmement importants, parce qu'il ne suffit pas d'avoir un fichier, il faut avoir des personnes qui puissent appeler dans un premier temps, prendre un contact. Pendant le Covid, on a appelé sur Lille quelques milliers de personnes. Un contact avec une personne, c'est 15 à 20 minutes pour pouvoir identifier la situation, voir ce qu'il y a lieu de faire. C'est déjà une question de moyens. Cela ne peut pas être fait par n'importe qui, il faut avoir une petite pratique d'un entretien avec une personne âgée. C'est un premier niveau.

Ensuite, il faut effectivement avoir les moyens pour aller à domicile. Il ne suffit pas d'avoir un contact, il faut aussi qu'une personne puisse aller regarder concrètement ce qui se passe.

Il est important de partager tout cela avec des associations qui sont souvent des bons professionnels sur ces sujets, des réseaux de solidarité, mais un réseau de solidarité ne peut pas être toujours le bon interlocuteur quand une situation un peu particulière est identifiée, il vaut mieux avoir un professionnel pour le faire. On se rend compte que, parfois, il faut avoir une connaissance assez large pour que la personne puisse aller au-delà du simple : « oui, tout va bien ».

La question des moyens complémentaires est toujours le sujet. Vous allez dire que je suis toujours en train de demander des moyens mais, sur ces sujets de personnes âgées que l'on doit maintenir le plus longtemps à domicile, il faut que les accompagnements soient les plus complets et construits possible.

M. le Président.- Merci pour ces précisions, chère collègue. Je pense que nous sommes d'accord.

Y a-t-il d'autres interventions ? (*Aucune autre*).

Peut-on considérer cette délibération comme adoptée ?

Les propositions du rapport n° 2.5 sont adoptées par assentiment de l'assemblée.
--

Je vous en remercie.

▪ **Rapport 2-6 – Convention de partenariat entre le Département du Nord et la Fédération du service aux particuliers (FESP)**

Mme MANNARINO.- C'est une délibération presque classique, mais qui est quand même intéressante. En effet, la FESP, la Fédération du Service aux particuliers, va permettre de soutenir la politique de ma collègue Doriane BÉCUE sur les allocataires du revenu de solidarité active, en collaborant avec des pôles d'insertion professionnelle sur les territoires. Vous le savez, ces métiers sont extrêmement en nécessité d'être valorisés. Je pense que c'est une convention intéressante. Cette fédération a un rayonnement important auprès des services d'aide à domicile.

M. le Président.- Je pense que cette délibération est assez classique.

Pas de remarques ? (*Aucune*).

Peut-on considérer cette délibération comme adoptée ?

Les propositions du rapport n° 2.6 sont adoptées par assentiment de l'assemblée.
--

Je vous en remercie.

▪ **Rapport 2-7 – Demandes de remise gracieuse d'une créance, formulées par des usagers au titre de l'Allocation Compensatrice Tierce Personne (ACTP), la Prestation de Compensation du Handicap (PCH), l'Allocation d'Accueil Familial (AAF), l'Aide Sociale Générale (ASG), l'Allocation Personnalisée d'Autonomie forfaitaire, à domicile, en établissement (APA), la Prestation Spécifique Dépendance (PSD)**

Mme MANNARINO.- Il s'agit de demandes de remises gracieuses habituelles. Je pense que nous pouvons passer cette délibération très vite.

M. le Président.- Pas d'observations ? (*Aucune*).

Peut-on considérer cette délibération comme adoptée ?

Les propositions du rapport n° 2.7 sont adoptées par assentiment de l'assemblée.

Je vous en remercie.

Je pense que vous défendrez également la 2-8 en lieu et place de Marie-Annick DEZITTER.

▪ **Rapport 2-8 – Conventions partenariales permettant la délivrance gratuite de vaccins à des structures extérieures**

Mme MANNARINO.- Il s'agit d'une signature de convention partenariale permettant de délivrer des vaccins dans des centres de vaccination, des services de prévention de santé, en lien bien évidemment avec l'ARS. Le budget annuel des dépenses est estimé à 25 000 €, répartis entre les associations Médecins Solidarité Lille / Pédiatres du monde, l'ensemble des universités de la métropole et les universités du Hainaut.

M. le Président.- Y a-t-il des observations ? (*Aucune*).

Peut-on considérer cette délibération comme adoptée ?

Les propositions du rapport n° 2.8 sont adoptées par assentiment de l'assemblée.

Je vous en remercie.

Peut-être pourriez-vous prendre la 2-11.

▪ **Rapport 2-11 – Soutien du Département du Nord au secteur des services d'aide et d'accompagnement à domicile dans le contexte post Covid-19**

Mme MANNARINO.- Je vais presque dire que tout le monde la connaît par cœur puisque, cher Président, vous en avez fait un très beau communiqué de presse et je pense que tous les collègues élus ont été très consensuels sur les décisions que nous avons prises.

Il s'agit d'attribuer... je ne vais pas dire « une prime », je vais dire « un soutien ». En effet, vous avez vu que, dans cette délibération, il ne s'agit pas seulement de verser une prime. Nous nous sommes posé la question depuis quelques mois de savoir comment nous allions accompagner et pérenniser les services d'aides à domicile qui sont parfois des modèles économiques fragiles, mais qui sont nécessaires dans notre département, comme ailleurs, parce que nous défendons le soutien et l'accompagnement de la vie à domicile des personnes.

Nous avons travaillé avec un livre vert. Nous avons aussi, avec la CNSA, des financements importants puisque Département et CNSA représentent plus de 8 M€ pour les soutenir dans leurs différentes actions.

Et puis, la situation que l'on connaît est arrivée et nous avons vu que les professionnels des SAAD étaient en première ligne. Nous avons pu avec les services du Département les suivre régulièrement toutes les semaines, comme nous avons suivi aussi les établissements médicosociaux et les résidences autonomie, tout ce qui concerne les personnes âgées et les personnes vivant avec un handicap.

Un total de 10 M€ en année pleine a été inscrit pour les soutenir.

Bien évidemment, la prime sera à discrétion des différentes entreprises et associations.

La participation de 1 € supplémentaire n'est pas neutre. Plusieurs Départements se sont penchés sur le sujet mais je crois que nous avons pris notre part face aux annonces du gouvernement qui étaient quand même un peu nébuleuses et face à la question de savoir comment ces professionnels allaient être accompagnés.

Un travail se fait aussi au niveau de l'ADF pour rencontrer les fédérations et les associations autour de la situation des services d'aide à domicile. C'est le président du Bas-Rhin qui mène cette concertation. Là encore, les parlementaires sont montés au créneau et, Président, vous avez été très présent pour négocier avec l'État mais qui, finalement, a dit que c'était encore aux Départements de prendre cela en charge. Nous assumons donc notre responsabilité d'accompagnant des services d'aide à domicile. Je le dis haut et fort.

Bien évidemment, j'entends aussi qu'il faudra peut-être aller beaucoup plus loin sur la formation, sur la valorisation des métiers. Je pense que c'est aussi avec la Région que nous mènerons cette politique.

C'est sur cette délibération qu'il y a un amendement. En effet, un décret est arrivé le 12 juin 2020, donc très récemment et après les décisions que nous avons prises dans notre Département, décret qui attribue une prime départementale « uniquement » pour les services d'aides à domicile qui sont identifiés « collectivités territoriales ». Il y a un plafond. Il y a aussi un report jusqu'au 31 décembre pour ce secteur pour pouvoir défiscaliser. Je voulais quand même que cet amendement soit proposé puisque cela touche en particulier les CCAS.

Je pense avoir fait le tour sur cette délibération. Je ne vous redonne pas les chiffres très en détail puisque tout le monde les a. 10 M€, ce n'est pas rien. Certains Départements n'ont rien fait et ne feront rien. Je pense qu'il est absolument nécessaire d'accompagner nos services d'aide à domicile et les résidences autonomie. Ce sont de vrais piliers avec les établissements médicosociaux, avec parfois peu de moyens pour le faire, ils l'ont fait de façon extraordinaire pendant cette crise et je les en remercie à nouveau.

M. le Président.- Merci.

Marie-Christine STANIEC-WAVRANT.

Mme STANIEC-WAVRANT.- Nous apprécions cette délibération parce que nous constatons un effort très important et très intéressant du Département à la fois pour la trésorerie des structures qui, bien évidemment, est un élément important dans une période de fragilité et au regard des difficultés que ces structures avaient avant le confinement, au regard du tarif qui était trop faible par rapport au coût réel de la dépense ; un effort que nous apprécions également sur l'augmentation du tarif, demande que nous avions faite depuis longtemps. Nous espérons que les discussions permettront d'aller encore au-delà de ce tarif puisqu'on sait aujourd'hui que le coût de revient est plus autour de 23 € voire 24 € que de 21 €. Cela dit, nous apprécions déjà cet effort parce que cela va aider aussi ces structures.

Bien évidemment, nous sommes tout à fait satisfaits de voir qu'il y a une compensation particulière et un regard particulier sur le financement en période de Covid qui a fragilisé encore une fois ces structures. En effet, des personnels étaient en retrait parce qu'ils étaient malades ou eux-mêmes en position de fragilité ; des renforts de personnels et des recrutements complémentaires ont donc été nécessaires. Ces structures se sont retrouvées seules très longtemps. Quand on parle de trois semaines, on peut penser que ce n'est rien mais, au regard d'une structure qui doit faire de l'accompagnement à domicile, c'est extrêmement long. Elles ont dû acheter des masques et des tenues qui, en plus, n'étaient pas faciles à trouver. Elles ont envoyé leurs personnels à domicile, y compris chez des personnes sans savoir si elles avaient ou pas le Covid. Elles ont donc été très fragilisées, y compris les personnes qui allaient à domicile en se disant qu'elles prenaient un risque pour leur famille.

La prime qui est aujourd'hui proposée est donc intéressante, même si je ne comprends pas qu'elle soit plafonnée à 1 000 € alors que, dans un EHPAD, elle est à 1 500 €. Ces personnes qui sont à domicile méritent tout autant que les personnes dans les EHPAD de toucher 1 500 € et pas seulement 1 000 €. Je ne comprends pas cette réserve.

En tout cas, nous allons voter cette délibération, non pas qu'elle nous satisfasse pleinement, parce que, bien évidemment, nous remonterons au créneau sur les moyens à accompagner, mais on apprécie ce geste important du Département qui va donner un souffle à ces associations et à ces structures qui, comme vous l'avez dit, ont fait un excellent travail pendant cette période comme elles le font habituellement toute l'année.

M. le Président.- Merci.

Charles BEAUCHAMP.

M. BEAUCHAMP.- Monsieur le Président, nous allons voter pour cette délibération et nous nous réjouissons du changement de positionnement de Madame la Vice-présidente. Je me souviens encore que, en réponse à nos sollicitations, lorsque nous demandions l'augmentation de 21 à 22 € ou plus, c'était un refus parce que ce n'était pas possible. Je m'aperçois que c'est aujourd'hui possible. Nous en sommes satisfaits.

Le seul regret, c'est que certains Départements font plus que nous, ils vont jusqu'à 1 500 €. En tout cas, c'est un premier pas. Par rapport à ce premier pas, nous ne voulons pas gêner Madame la Vice-présidente dans sa réflexion, mais au contraire l'encourager. C'est pour cette raison que nous voterons pour cette délibération.

M. le Président.- Merci.

Geneviève.

Mme MANNARINO.- Merci beaucoup pour vos encouragements.

Je remercie aussi Marie-Christine STANIEC-WAVRANT.

Je voudrais quand même remettre le cadre. Il n'y a pas que la prime dans les SAAD, il n'y a pas non plus que les 21 à 22 €. Il y a un accompagnement beaucoup plus élargi qui montre la volonté du Département à accompagner dans la pérennité de ces services. Il est important de le signaler.

Je peux le dire ici, le « one-shot » n'est pas forcément intéressant. Là, cela l'est parce qu'il y a eu des situations compliquées, mais ce que nous voulions et ce que notre président a porté, c'est pouvoir assurer aux services d'aide à domicile notre volonté de les accompagner de façon beaucoup plus élargie. Ce n'est pas forcément dû à la situation du Covid ; depuis la parution du livre vert il y a un an, nous avons déjà évoqué avec eux une augmentation possible qui a évidemment été accélérée, mais qui était prévue. C'est une globalité d'accompagnement.

M. le Président.- Merci.

Je précise également que cette délibération est considérée comme exemplaire par l'ADF et que beaucoup de Départements la prennent effectivement pour tenter d'en appliquer une partie.

Mes chers collègues, si je comprends bien, il y a unanimité sur cette délibération.

Les propositions du rapport n° 2.11 amendé sont adoptées par assentiment de l'assemblée.
--

Je vous en remercie.

Nous passons aux délibérations de Doriane BÉCUE.

▪ **Rapport 2-9 – Attribution d'un soutien financier au titre de l'action sociale, de l'insertion et du logement**

Mme BÉCUE.- Ce rapport prévoit un soutien à l'animation globale pour les centres sociaux ; nous proposons de financer 22 centres sociaux pour un montant global de 450 494 €.

Ce rapport porte également sur le renouvellement de la convention de gestion du FSL avec la CAF et prévoit la rétribution de 350 000 € pour la CAF.

M. le Président.- Merci.

Y a-t-il des remarques ? (*Aucune*).

Roger VICOT n'interviendra pas.

Peut-on considérer cette délibération comme adoptée ?

Les propositions du rapport n° 2.9 sont adoptées par assentiment de l'assemblée.

Je vous en remercie.

Nous continuons avec Yves DUSART.

▪ **Rapport 2-10 – Attribution d'une participation financière aux structures communales pour le financement de postes de prévention jeunesse - Subventions 2020**

M. DUSART.- Merci, Monsieur le Président.

Ce premier rapport ne devrait pas déchaîner les foules. Il s'agit du financement d'un poste de PPJ à la commune d'Aulnoy-lez-Valenciennes, de deux postes à l'association l'ABEJ qui fait un accompagnement et de la transformation d'un poste de PPJ en ALSES comme il a été convenu avec Madame le Maire de Loos.

M. le Président.- Les foules, je ne sais pas, mais Marc GODEFROY aura malgré tout quelques commentaires à faire.

Mon cher collègue, vous avez la parole.

M. GODEFROY.- J'interviens pour approuver cette délibération et pour rappeler que nous sommes partisans de permettre que les postes de prévention ne soient pas réservés aux 11-15 ans, c'est-à-dire aux collèges. Cette délibération va dans ce sens, elle est donc bien venue et nous la voterons, mais nous souhaiterions qu'il y ait une revisite de l'adoption de postes de prévention y compris aux alentours des collèges et dans les quartiers qui les environnent et pas seulement dans les collèges sous forme d'ALSES.

Voilà ce que je voulais dire, mais nous voterons cette délibération.

M. le Président.- Merci.

Y a-t-il d'autres observations ? (*Aucune autre*).

Peut-on considérer cette délibération comme adoptée ?

Les propositions du rapport n° 2.10 sont adoptées par assentiment de l'assemblée.

Je vous en remercie.

▪ **Rapport 2-12 – Versement d'une prime aux personnels sociaux et médico-sociaux des Etablissements et Services de la protection de l'enfance mobilisés durant la période de confinement**

M. DUSART.- C'est une délibération sur laquelle je m'arrêterai un peu plus, qui fait un peu écho à celle que Geneviève MANNARINO vient de nous proposer.

Il n'a échappé à personne que nous avons vécu une crise sanitaire, que l'État a débloqué des aides et des décrets qui permettent d'aider une partie des fonctions sanitaires, médicosociales et sociales, mais que bon nombre de nos professionnels, bon nombre des

partenaires qui travaillent avec nous, notamment dans le domaine de l'enfance, ont été oubliés dans ces décrets. Dans un souci d'équité, mais aussi de reconnaissance et de valorisation des métiers de ces professionnels, le Département s'engagera seul à prendre une mesure forte envers ces personnels socioéducatifs qui ont été mobilisés durant toute cette crise.

Un peu plus de 1 M€ seront ainsi dédiés à ces primes. Je les passe très rapidement parce que je pense qu'il est important de dire que nous avons essayé d'avoir une délibération et un rapport complet pour n'oublier personne durant cette phase de crise.

- Un premier volet qui permettra d'établir 60 000 € à destination des services d'aide et d'accompagnement à domicile.
- Un deuxième volet de 60 000 € également à destination des salariés des clubs de prévention spécialisés.
- Un troisième volet sur les salariés de nos structures d'hébergement, sur lequel 590 000 € sont fléchés.
- Quatrième volet, 150 000 € sont fléchés sur les salariés des dispositifs de milieux ouverts et d'accompagnement cette fois sans hébergement.
- Cinquième volet, 150 000 € destinés aux assistants familiaux qui travaillent dans nos structures. Nous n'avons pas que des assistants familiaux départementaux, il y a aussi des intervenants parmi nos partenaires associatifs.

Le plafond de la prime est fixé à 1 000 € avec un montant moyen de 500 € et cette prime sera également défiscalisée. Je crois que c'est un geste fort de la part du Département envers tous ces corps de métier qui ont répondu présent et qui ont permis à la protection de l'enfance et à la jeunesse de rester à flot durant toute cette phase Covid.

M. le Président.- Merci beaucoup.

Marie-Christine STANIEC-WAVRANT.

Mme STANIEC-WAVRANT.- Je voulais intervenir simplement pour accompagner l'effort qui est fait, mais, là encore, pour nous étonner que, pour ces personnels, qui ont été comme les autres dans des situations de distanciation physique où il a fallu y compris confiner les jeunes, parce qu'il n'y avait pas l'école, parce qu'il n'y avait pas le collège, parce que c'était compliqué de trouver des activités, où il a fallu être très imaginatifs, on leur propose à l'arrivée une prime de 1 000 € et pas de 1 500 €. Cela me gêne un peu au regard du travail qui a effectivement été fourni pendant toute cette période par l'ensemble de ces professionnels.

M. le Président.- On pourrait dire aussi qu'il y a beaucoup de gens qui ont été volontaires, qui n'ont pas voulu de prime du tout. Je pense que nous faisons également l'effort à la mesure de ce qu'il nous est possible de faire et que notre budget n'est pas le budget de l'État.

Je mets aux voix cette délibération.

Que ceux qui sont d'accord pour l'adopter le manifeste en levant la main.

Les propositions du rapport n° 2.12 sont adoptées à l'unanimité.
--

Je vous en remercie.

Nous poursuivons.

▪ **Rapport 2-13 – Revalorisation de la prime exceptionnelle versée aux assistants familiaux en application du décret n° 2020-570 du 14 mai 2020**

M. DUSART.- C'est une délibération qui avait déjà eu une première partie. En effet, si vous vous en souvenez, en avril lors de la séance en visio, le Conseil départemental avait déjà voté, et en priorité pour les assistants familiaux, un premier volet de prime. 250 € avaient été accordés à ces assistants familiaux, reconnaissant ainsi l'investissement qui était le leur 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7. Seuls ces assistants familiaux avaient bénéficié de cette prime, ce qui était bien une façon de reconnaître l'effort ou plutôt l'engagement de ces assistants familiaux, puisqu'ils le font de façon perpétuelle. De plus, une prime variable de 5 € par jour et par mineur avait été accordée à tous ces assistants familiaux durant toute la phase Covid.

Nous l'avions dit à l'époque – j'avais même été un peu lourd sur le sujet –, ce n'était qu'une première partie de la prime. Cette fois, nous arrivons avec le deuxième volet de cette prime qui était prévu.

Dans tout ce qui a été retravaillé, nous avons maintenu la part variable de 5 € par jour encore jusqu'au début du mois de juillet et, ensuite, une revalorisation systématique arrivera avec 250 € pour chacun des assistants familiaux. Ce sera également abondé d'une autre part de 250 € pour les assistants familiaux qui auront accueilli plus de deux enfants et d'un troisième plancher de 250 € supplémentaires pour accompagner les assistants familiaux qui ont accueilli au moins un enfant qui bénéficie d'une décision d'orientation rendue par la MDPH. C'était ce qui avait été prévu, nous y sommes.

Je précise quand même que le coût de ce deuxième volet de prime est estimé à plus de 2,7 M€ et, cumulé à ce que nous avons fait en avril, ce sont plus de 5 M€ qui sont tracés directement pour nos assistants familiaux.

Je suis vraiment très content de présenter cette délibération comme celle qui précédait puisque, en avril, nous avions dit ce que nous allions faire et que, aujourd'hui, nous faisons ce que nous avons dit.

Je confirme que les assistants familiaux sont vraiment des agents à part entière du Département, puisqu'ils ont retenu la participation et l'effort le plus important, en tout cas dans le temps et dans ce que nous avons prévu de faire.

M. le Président.- Marie-Christine STANIEC-WAVRANT.

Mme STANIEC-WAVRANT.- J'interviendrai très rapidement pour nous féliciter là encore de cette avancée financière pour ces professionnels. Effectivement, la charge à domicile est extrêmement lourde, quoi qu'on en dise. On a toujours l'impression que c'est simple mais les publics que ces familles reçoivent sont de plus en plus difficiles. L'effort financier apporté aujourd'hui est un élément favorable qui va sans doute aider un peu ces professionnels.

M. le Président.- Merci beaucoup.

Pas d'autres interventions ? (*Aucune autre*).

Peut-on considérer cette délibération comme adoptée ?

Les propositions du rapport n° 2.13 sont adoptées par assentiment de l'assemblée.

Je vous en remercie.

Nous passons à toute une série de délibérations de Joëlle COTTENYE.

DOSSIERS RELEVANT DE LA 3^e COMMISSION

▪ **Rapport 3-4 – Avenant n° 2 à la convention de partenariat relative à la mutualisation des moyens de restauration scolaire ente le collège Desrousseaux et la cité scolaire Jean Macé à Armentières**

Mme COTTENYE.- Président, chers collègues,

Il s'agit là d'un avenant à la convention de partenariat relatif à la mutualisation des moyens de restauration scolaire entre le collège Desrousseaux et la cité scolaire Jean Macé à Armentières. En effet, depuis 2016, le service de la restauration du collège à Armentières est mutualisé avec la Ville pour l'accueil des élèves de la cité scolaire Jean Macé.

De ce fait, après cinq années de fonctionnement, de nouveaux ajustements sont nécessaires, à savoir un passage de 125 à 135 demi-pensionnaires, une modification de l'horaire d'accueil des classes de maternelle et une modification du tarif des repas.

M. le Président.- Je pense que cette délibération n'appelle pas beaucoup d'observations, puisque tout le monde est d'accord : la Ville d'Armentières, le Département. C'était prévu par la convention initiale.

Pas de difficultés ? (*Aucune*).

Peut-on considérer cette délibération comme adoptée ?

Les propositions du rapport n° 3.4 sont adoptées par assentiment de l'assemblée.

Je vous en remercie.

▪ **Rapport 3-1 – Changement de dénomination du collège Jules Ferry à Anzin**

Mme COTTENYE.- Il s'agit du changement de dénomination du collège Jules Ferry à Anzin qui, après toute la procédure réglementaire et administrative, portera maintenant le nom « Les Rochambelles ». Pour votre information historique, c'est une unité d'infirmières volontaires pendant la seconde guerre mondiale.

M. le Président.- Elles ont été rattachées à la 2^e DB, bien connue.

Peut-on considérer cette délibération comme adoptée ?

Les propositions du rapport n° 3.1 sont adoptées par assentiment de l'assemblée.

Je vous en remercie.

Didier MANIER.

M. MANIER.- Monsieur le Président, je voulais faire une proposition qui n'a rien à voir avec cette délibération. Je pense que nous devrions reprendre les bonnes habitudes de CP de balayer un peu plus rapidement les délibérations dans la mesure où j'ai cru comprendre que tout le monde était pratiquement d'accord sur toutes les délibérations qui suivent.

M. le Président.- Voilà une excellente remarque, Monsieur le Président.

▪ **Rapport 3-2 – Evolution des tarifs 2021 de la demi-pension des collèges publics**

Mme COTTENYE.- Ce rapport concerne l'évolution des tarifs 2021 de la demi-pension dans les collèges publics. Il n'y a pas de changement notable, simplement, à compter de 2021, il est proposé de sortir le remboursement des transports des élèves et des repas du FCSH et de les prélever sur les crédits de l'ADP, soit 140 000 € dès 2021.

M. le Président.- Pas de difficultés ? (*Aucune*).

Peut-on considérer cette délibération comme adoptée ?

Les propositions du rapport n° 3.2 sont adoptées par assentiment de l'assemblée.

Je vous en remercie.

▪ **Rapport 3-3 – Avenant n° 1 à la convention signée entre la Ville de Faches-Thumesnil, le Département du Nord et le collège Jean Zay pour la restauration des élèves du collège**

Mme COTTENYE.- La nouvelle majorité municipale souhaite décaler d'une année la constitution de ce groupement de commandes avec la Ville d'un marché public de restauration. Afin de permettre aux collégiens de continuer à profiter du service de restauration communale, il s'agit de prolonger d'une année cette convention.

M. le Président.- Elle vient d'arriver, elle veut regarder, mais il n'y a aucune difficulté particulière.

Peut-on considérer cette délibération comme adoptée ?

Les propositions du rapport n° 3.3 sont adoptées par assentiment de l'assemblée.
--

Je vous en remercie.

▪ **Rapport 3-5 – Attribution des subventions d'investissement pour les travaux dans les collèges privés au titre de l'année 2020 – Caducité des conventions 2016 à 2018**

Mme COTTENYE.- Dans le cadre de la loi Falloux, pour l'année 2020, 30 collèges ont déposé un dossier auprès de l'UDOGEC pour la réalisation de travaux. Je rappelle que ce sont des travaux destinés en priorité à l'accessibilité et à la mise aux normes de sécurité des locaux affectés à l'enseignement, tout cela dans la limite de 1 M€ et sous réserve bien évidemment de l'avis du CAEN.

M. le Président.- Il y a en outre la récupération de dossiers anciens.

Mme COTTENYE.- Effectivement, la caducité entre en jeu pour 413 400 €, datant de 2016 et 2017.

M. le Président.- Pas de difficultés, mes chers collègues ? (*Aucune*).

Peut-on considérer cette délibération comme adoptée ?

Les propositions du rapport n° 3.5 sont adoptées par assentiment de l'assemblée.
--

Je vous en remercie.

▪ **Rapport 3-6 – Désaffectation au profit de la commune d'Hautmont des terrains et bâtiments du collège Auguste Périer à Hautmont**

Mme COTTENYE.- C'est dans le cadre d'un processus de concertation qui a lieu depuis longtemps, pour une restructuration et l'agrandissement du collège pour le rapprochement. C'est un processus réglementaire pour la désaffectation au profit de la commune de Hautmont.

M. le Président.- Pas de problèmes pour cette délibération ? (*Aucun*).

Peut-on considérer cette délibération comme adoptée ?

Les propositions du rapport n° 3.6 sont adoptées par assentiment de l'assemblée.

Je vous en remercie.

▪ **Rapport 3-7 – Subventions et partenariats éducatifs : attribution d'une subvention à l'Institut d'études politiques Sciences Po Lille – Année scolaire 2020-2021**

Mme COTTENYE.- C'est dans le cadre des projets PEI (programme d'études intégrées) que nous soutenons depuis de nombreuses années. Cela concerne 21 collèges et plus de 210 élèves. Nous vous proposons d'attribuer une subvention à hauteur de 15 750 € à l'IEP.

M. le Président.- Peut-on considérer cette délibération comme adoptée ?

Les propositions du rapport n° 3.7 sont adoptées par assentiment de l'assemblée.

Je vous en remercie.

Ensuite, nous avons une des délibérations sur laquelle nous avons voté l'urgence.

▪ **Rapport 3-12 – Convention constitutive du groupement de commandes relatif au nettoyage de locaux et de vitrerie, de prestations de plonge et prestations diverses dans les collèges : mutualisation avec le Département de la Somme**

Mme COTTENYE.- C'est une convention constitutive de groupement de commandes relative au nettoyage de locaux et de vitreries, de prestations de plonge et prestations diverses dans les collèges.

Actuellement, nous avons six marchés allotés géographiquement qui permettent la prise en charge de l'externalisation des prestations de nettoyage des locaux et de la vitrerie. Ces marchés sont en cours et se terminent en novembre prochain.

Le Département de la Somme, qui a déjà quelques expérimentations en la matière et qui est très attentif aux expérimentations que nous menons, a souhaité se rapprocher de nous. L'idée est de pouvoir avoir une action commune et de faire un marché de commande commun. Les échéances de marché étant semblables, il paraît intéressant que nous puissions lancer une procédure commune avec le Département de la Somme, comme nous l'avons déjà fait sur d'autres sujets tels que les fournitures de bureau et autres.

M. le Président.- C'est un exemple de mutualisation. C'est sollicité par la Somme et nous souhaitons effectivement leur répondre.

Pas de difficultés ? (*Aucune*).

Peut-on considérer cette délibération comme adoptée ?

Les propositions du rapport n° 3.12 sont adoptées par assentiment de l'assemblée.

Je vous en remercie.

Nous passons aux délibérations de Béatrice DESCAMPS-PLOUVIER.

▪ **Rapport 3-8 – Programmation et partenariats pour les équipements culturels départementaux suivants : le musée départemental Matisse, le Forum antique de Bavay, la Villa Marguerite Yourcenar, le MusVerre, le Musée départemental de Flandre et le Forum départemental des Sciences**

Mme DESCAMPS-PLOUVIER.- Ce rapport concerne les équipements culturels. Je n’irai pas dans les détails.

En raison de la crise sanitaire, la programmation d’expositions a dû être modifiée ou reportée à l’année prochaine. C’est le cas par exemple pour une exposition au musée de Flandre ; la plupart des tableaux venaient de Belgique, ce n’est pas beaucoup plus facile de passer la frontière pour soi-même que pour des tableaux, cette exposition est donc décalée à l’année prochaine.

Il y a une série de rapports qui traite des collaborations avec des partenaires. Je ne vous les citerai pas tous, mais simplement un parce qu’elle est symbolique. Au musée Matisse, sont organisées des séances de yog’art qui sont offertes au personnel du centre hospitalier pour les remercier de leur implication dans le cadre de la crise sanitaire.

M. le Président.- Pas de difficultés ? (*Aucune*).

Peut-on considérer cette délibération comme adoptée ?

Les propositions du rapport n° 3.8 sont adoptées par assentiment de l’assemblée.
--

Je vous en remercie.

▪ **Rapport 3-9 – Attribution de subventions au titre de la politique culturelle**

Mme DESCAMPS-PLOUVIER.- Cette série de rapports concerne des subventions au titre de la politique culturelle. Ce sont des subventions que le Président n’a pas pu attribuer par arrêté puisqu’elles étaient affectées à des communes, des intercommunalités ou un syndicat de communes. Cela concerne le soutien aux acteurs culturels, les réseaux de développement culturel en milieu rural, les dispositifs d’insertion par la culture, culture et handicap et le soutien en faveur du patrimoine.

M. le Président.- Sur cette délibération, nous avons une intervention de Françoise MARTIN.

Mme MARTIN.- J’avoue ne plus retrouver exactement ce que nous souhaitons. Nous souhaitons voter contre la diminution de la subvention aux Arcades à Faches-Thumesnil et voter pour le reste des subventions.

M. le Président.- A cette réserve près, peut-on considérer cette délibération comme adoptée ?

Les propositions du rapport n° 3.9 sont votées de manière dissociée : La proposition qui concerne l’attribution d’une subvention de fonctionnement à la commune de Fâches-Thumesnil (Les Arcades) est adoptée à la majorité (Les membres du Groupe Union Pour le Nord et du Groupe Communiste, Républicain, Citoyen et Apparentés, ainsi que Madame MASQUELIER, non inscrite, votent pour. Les membres du Groupe Socialiste, Radical et Citoyen votent contre). Les autres propositions sont adoptées à l’unanimité.
--

Je vous en remercie.

▪ **Rapport 3-10 – Reprise du label « Villes et Villages fleuris » par le Département du Nord**

Mme DESCAMPS-PLOUVIER.- Cette délibération de Madame ASTRUC concerne la reprise du label « Villes et Villages fleuris » par le Département du Nord.

Dans le cadre du repositionnement de l'ADRT centré sur l'innovation tourisme, il est proposé que le Département reprenne en intégralité l'animation du concours des « villes et villages fleuris » avec la reprise de la salariée en charge de ce concours au sein de l'ADRT. Le concours est organisé par le Département au lieu d'être organisé par l'ADRT. Cela ne change rien.

M. le Président.- C'est lié au changement de statut de Nord Tourisme.

Y a-t-il des interventions ? (*Aucune*).

Peut-on considérer cette délibération comme adoptée ?

Les propositions du rapport n° 3.10 sont adoptées par assentiment de l'assemblée.

Je vous en remercie.

Martine ARLABOSSE.

▪ **Rapport 3-11 – Attribution de subventions au titre de la politique sportive**

Mme ARLABOSSE.- Ce rapport porte sur l'attribution de subventions aux sections sportives de collèges, pour un montant de 242 000 € en fonctionnement.

Vous avez ensuite l'attribution des bourses individuelles aux sportifs nordistes de haut niveau pour un montant global de subventions de 60 000 €.

M. le Président.- Merci, Madame ARLABOSSE.

Y a-t-il des questions ? (*Aucune*).

Peut-on considérer cette délibération comme adoptée ?

Les propositions du rapport n° 3.11 sont adoptées par assentiment de l'assemblée.

Je vous en remercie.

Nous avons maintenant toute une série de délibérations que va nous présenter Arnaud DECAGNY.

DOSSIERS RELEVANT DE LA 4^e COMMISSION

▪ **Rapport 4-1 – Attribution des aides à la sécurisation des routes départementales en agglomération pour l'année 2020 - 1^{er} appel à projets**

M. DECAGNY.- Cette première délibération concerne l'attribution d'aides à la sécurisation des routes départementales en agglomération. C'est une politique que nous avons votée le 18 novembre 2019.

124 dossiers ont été déposés, 117 sont recevables. Il vous est proposé de voter la répartition de l'aide apportée aux communes, répartition qui est assez homogène entre l'ensemble des arrondissements, pour un total de 1,6 M€.

M. le Président.- Je rappelle que nous avons décidé avec les collègues que nous prendrions également en compte les opérations qui n'avaient pas pu être retenues au titre des amendes de police.

Nous sommes bien d'accord, il n'y a pas de difficulté là-dessus.

M. DECAGNY.- L'ensemble des dossiers qui étaient recevables ont eu la subvention.

M. BEAUCHAMP.- Nous avons demandé, il y a maintenant plusieurs séances plénières, que ce qui n'avait pas pu être accepté dans le cadre de la nouvelle politique soit intégré dans le cadre de la nouvelle politique. Vous aviez donné votre accord, Monsieur le Président.

M. le Président.- Tout à fait. Je m'en souviens très bien. Je ne sais pas si cela a été prévu dès cette fois-ci... Ce n'est pas cette fois-ci, ce sera prévu dans la délibération suivante.

Effectivement, l'engagement avait été pris, il faut le tenir.

La 4-1 est donc adoptée. N'oublions surtout pas pour la prochaine fois, puisque c'est un premier appel à projets, d'intégrer les opérations qui avaient eu notre avis favorable et que nous n'avions pas pu suivre parce que le budget était épuisé.

Les propositions du rapport n° 4.1 sont adoptées par assentiment de l'assemblée.
--

Je vous en remercie.

▪ **Rapport 4-2 – Trajectoire Voirie 2016-2020 - Validation du partenariat financier avec le bloc communal sur une quatorzième liste de projets de développement d'intérêt communal ou intercommunal**

M. DECAGNY.- Il s'agit d'adopter les règles de financement d'un projet de construction d'un giratoire sur la zone d'accès de la Marlière sur la RD 649 sur le territoire de la commune de Feignies et d'accepter le partenariat financier entre la CAMVS et le Département du Nord à 50/50 pour un montant de 1 345 000 €.

M. le Président.- Pas de difficultés ? (*Aucune*).

Peut-on considérer cette délibération comme adoptée ?

Les propositions du rapport n° 4.2 sont adoptées par assentiment de l'assemblée.
--

Je vous en remercie.

▪ **Rapport 4-3 – Trajectoire voirie 2016-2020 - Voies nouvelles hors Grand Projet de Maillage Territorial - Voie nouvelle reliant l'échangeur de Cappelle-la-Grande sur la RN 225 à l'échangeur n° 58, situé sur l'autoroute A16 dénommée « Barreau de Cappelle-la-Grande » - Bilan de la concertation publique et autorisation de lancement des études réglementaires**

M. DECAGNY.- Sur cette délibération, il n'y a pas eu de remarques particulières, cela a d'ailleurs été très peu suivi. La prochaine étape est l'étude de l'avant-projet d'évaluation environnementale.

M. le Président.- C'est quand même un dossier célèbre.

Sur cette délibération, pas de difficultés ?

Madame MARCHYLLIE, je vous en prie.

Mme MARCHYLLIE.- Je voulais exprimer mon enthousiasme, Monsieur le Président et Monsieur le Vice-président, quant à l'avancée de ce projet, un projet qui était à l'étude depuis plusieurs années, certains diront même un projet vieux de 30 ans, qui voit aujourd'hui le Département du Nord, la Communauté urbaine et les Villes s'associer pour créer ce fameux Barreau de Cappelle.

Il y a un an maintenant, nous étions réunis en comité de pilotage pour valider avec les élus de Cappelle-la-Grande et d'Armbouts-Cappel, sous la présidence de Monsieur DECAGNY, le tracé qui permettra de désengorger la commune et de faciliter la liaison entre l'A16 et l'A25.

Plusieurs villes de mon canton sont impactées positivement par cette nouvelle entrée d'agglomération. Je remercie les différents services concernés qui sont à l'ouvrage pour la réussite de ce projet.

Je pense enfin que la clarté des études et leur communication seront essentielles pour rassurer les riverains concernés.

La pertinence de ce barreau est reconnue par les élus largement engagés.

Même si le chemin est long du projet à la chose, maintenant, au moins, le chemin est tracé.

Je vous remercie.

M. le Président.- Faites donc nos amitiés à l'ancien maire de Cappelle, qui l'a bien mérité aussi.

Peut-on considérer cette délibération comme adoptée ?

Les propositions du rapport n° 4.3 sont adoptées par assentiment de l'assemblée.
--

Je vous en remercie.

▪ **Rapport 4-4 – Trajectoire Voirie 2016-2020 - Transfert dans le domaine public communal de la fontaine Salingre située au PR 4+0087 dans une surlargeur de la RD 123 sur le territoire de la commune de Sémeries (Hameau de Zorées)**

▪ **Rapport 4-5 - Trajectoire Voirie 2016-2020 - Transfert dans le domaine public communal de la RD 136b du PR 0+0000 au PR 0+0397 sur le territoire de la commune de Cerfontaine**

▪ **Rapport 4-6 - Trajectoire voirie 2016-2020 - Transfert d'un délaissé de la RD 93, situé entre les PR 3+0310 et 3+0430 du domaine public départemental, dans le domaine public de la commune de Camphin-en-Pévèle**

▪ **Rapport 4-7 - Transfert de la RD 17 sur le territoire de la commune de Craywick au Grand Port Maritime de Dunkerque**

M. DECAGNY.- Ces quatre délibérations portent sur des transferts de voirie.

M. le Président.- Je pense que ces quatre délibérations ne posent strictement aucun problème, puisque ce sont des transferts acceptés par les uns et par les autres.

Pas de difficultés ? (*Aucune*).

Peut-on considérer ces quatre délibérations comme adoptées ?

Les propositions des rapports n^{os} 4.4 à 4.7 sont adoptées par assentiment de l'assemblée.

Je vous en remercie.

▪ **Rapport 4-8 – Trajectoire voirie 2016-2020 - Mise en sécurité du carrefour RD 403/110 sur le territoire de la commune de Warhem - Prorogation de l'arrêté de déclaration d'utilité publique du projet**

M. DECAGNY.- Il s'agit, pour la mise en sécurité sur les RD 403 à 110 sur le territoire de la commune de Warhem, de la prorogation d'un arrêté de déclaration d'utilité publique.

M. le Président.- Pas de difficultés ? (*Aucune*).

Peut-on considérer cette délibération comme adoptée ?

Les propositions du rapport n^o 4.8 sont adoptées par assentiment de l'assemblée.

Je vous en remercie.

▪ **Rapport 4-9 – Autorisation de cession d'un véhicule départemental d'une valeur supérieure à 4 600 €**

M. DECAGNY.- Il s'agit d'une autorisation de cession pour un véhicule départemental.

M. le Président.- C'étaient 40 € trop cher pour que cela ne passe pas au moins devant la commission permanente.

Peut-on considérer cette délibération comme adoptée ?

Les propositions du rapport n^o 4.9 sont adoptées par assentiment de l'assemblée.

Je vous en remercie.

Nous passons aux délibérations de Patrick VALOIS.

DOSSIERS RELEVANT DE LA 5^e COMMISSION

▪ **Rapport 5-1 – Opérations relatives au patrimoine naturel Espaces naturels sensibles (ENS) ou en gestion départementale - Gestion cynégétique pour la saison 2020/2021**

M. VALOIS.- Monsieur le Président, chers collègues,

Cette première délibération concerne des conventions de gestion cynégétique sur des terrains Espaces Naturels du Nord. Il s'agit ici de reconduire 12 conventions, en sachant que des autorisations ponctuelles pourront être accordées à des associations de chasse locales.

M. le Président.- Pas de difficultés ? (*Aucune*).

Peut-on considérer cette délibération comme adoptée ?

Les propositions du rapport n° 5.1 sont adoptées par assentiment de l'assemblée.

Je vous en remercie.

▪ **Rapport 5-2 – Renouvellement de la convention de partenariat entre le Département du Nord et le Service départemental d'incendie et de secours du Nord (SDIS)**

M. VALOIS.- Ce deuxième rapport concerne une convention partenariale entre le SDIS et le Département du Nord qui permet aux sapeurs-pompiers de s'entraîner dans des conditions presque extrêmes, pour par exemple dégager ou élaguer des arbres sur certains espaces naturels. Cela se passe essentiellement dans le secteur du Mont-Noir, dans le secteur du Douaisis et dans le secteur de Chabaud-Latour.

M. le Président.- Pas de difficultés ? (*Aucune*).

Peut-on considérer cette délibération comme adoptée ?

Les propositions du rapport n° 5.2 sont adoptées par assentiment de l'assemblée.

Je vous en remercie.

▪ **Rapport 5-3 – Interventions départementales dans le domaine agricole**

M. VALOIS.- Cette délibération concerne les modifications de circonscription territoriale sur les communes de Merris et Méteren. C'est l'échange de deux délaissés de voirie suite à la mise à deux fois deux voies de la départementale 642.

M. le Président.- L'ancien maire de Méteren n'y voit pas d'inconvénient ?

Peut-on considérer cette délibération comme adoptée ?

Les propositions du rapport n° 5.3 sont adoptées par assentiment de l'assemblée.

Je vous en remercie.

▪ **Rapport 5-4 – Interventions départementales dans le domaine de l'environnement**

M. VALOIS.- Cette délibération concerne la politique d'accompagnement du Département sur la création d'espaces partagés. Il s'agit ici du financement de deux expertises pour la commune de Marquette-lez-Lille et d'une expertise en faveur de la société anonyme d'HLM Habitat du Nord.

M. le Président.- Pas d'objection sur ces espaces partagés, qui sont en fait ce que l'on appelait autrefois les jardins ouvriers ? (*Aucune*).

Peut-on considérer cette délibération comme adoptée ?

Les propositions du rapport n° 5.4 sont adoptées par assentiment de l'assemblée.
--

Je vous en remercie.

▪ **Rapport 5-5 – Opérations relatives au Plan départemental des itinéraires de promenade et de randonnée (PDIPR)**

M. VALOIS.- Ce rapport concerne le plan départemental des itinéraires de promenade et de randonnée, avec le renouvellement des conventions de gestion pour l'année 2020. Ce sont des partenariats pour l'entretien et le balisage de nos chemins de randonnée.

Un deuxième volet sur cette délibération concerne l'attribution d'une subvention à l'Office national des forêts pour les travaux de valorisation de tronçons pédestres. Cela concerne une piste équestre à Marchiennes, le sentier de grande randonnée 121 à Phalempin et le circuit de l'Orée du Bois à Phalempin.

M. le Président.- Pas de problèmes ? (*Aucun*).

Peut-on considérer cette délibération comme adoptée ?

Les propositions du rapport n° 5.5 sont adoptées par assentiment de l'assemblée.
--

Je vous en remercie.

▪ **Rapport 5-6 – Inscription du nouveau tracé du chemin de grande randonnée 121B au Plan départemental des itinéraires de promenade et de randonnée (PDIPR)**

M. VALOIS.- Cette délibération revient sur la modification du tracé du chemin de grande randonnée 121B, circuit de grande randonnée qui va de Bailleul à Marchiennes et qui contourne Lille par l'est. L'objet de ces modifications concerne essentiellement le fait d'éviter les zones les plus urbanisées.

M. le Président.- Pas de problèmes ? (*Aucun*).

Peut-on considérer cette délibération comme adoptée ?

Les propositions du rapport n° 5.6 sont adoptées par assentiment de l'assemblée.

Je vous en remercie.

▪ **Rapport 5-7 – Projet Interreg Partons 2.0 – Prolongation et transfert de solidarité**

M. VALOIS.- Il s'agit tout simplement de la prolongation du projet d'un an, soit jusqu'au 30 septembre 2021, ce qui nous permet de faire un recalcul du budget, qui permet de transférer 14 000 € aux porteurs du projet 2.0. C'est une délibération technique.

M. le Président.- Pas de difficultés ? (*Aucune*).

Peut-on considérer cette délibération comme adoptée ?

Les propositions du rapport n° 5.7 sont adoptées par assentiment de l'assemblée.

Je vous en remercie.

Max-André PICK.

▪ **Rapport 5-8 – Politique de l'Habitat et du Logement : autorisation à signer la convention avec le GIP SNE et l'URH des Hauts-de-France pour l'accès aux données de la cartographie nationale de l'occupation du parc social**

M. PICK.- Il s'agit d'une délibération nous permettant d'utiliser une cartographie d'occupation du parc social grâce à un groupement d'intérêt public. Je vous propose d'accepter cette convention de manière à pouvoir l'utiliser en particulier dans la constitution du nouveau plan départemental de l'habitat que nous sommes en train de travailler.

M. le Président.- Pas d'objections, mes chers collègues ? (*Aucune*).

Peut-on considérer cette délibération comme adoptée ?

Les propositions du rapport n° 5.8 sont adoptées par assentiment de l'assemblée.

Je vous en remercie.

M. PICK.- Je suis en difficulté sur la délibération 5-9, puisque je ne peux pas la présenter en tant que président de Partenord. J'avais demandé à mon voisin Christian POIRET de la présenter et il vient de s'absenter quelques instants.

J'en profite pour rappeler que les conseillers départementaux qui sont administrateurs de Partenord ne participeront pas comme moi à ce vote.

Cette délibération n'avait fait l'objet d'aucune remarque dans la 5^e commission.

C'est l'application de la convention Département - Partenord et l'aide départementale à l'investissement pour Partenord.

Je suis désolé de ne pas pouvoir en dire plus.

M. le Président.- En attendant, on peut passer à la suivante.

▪ **Rapport 5-10 – Politique de l’Habitat et du Logement : Attribution d’aides aux particuliers dans le cadre des dispositifs Nord Équipement Habitat Solidarité (NEHS) et J’Amén’Âge 59 et abandon d’une opération dans le dispositif Prime à l’Innovation**

M. PICK.- Il s’agit des aides habituelles que nous attribuons dans le cadre des deux dispositifs Nord équipement habitat solidarité d’une part et J’Amén’Âge 59 d’autre part.

Il y a moins de dossiers pour NEHS, mais l’effet Covid a évidemment joué pour l’instruction des dossiers. Nous espérons dès la rentrée de septembre-octobre avoir des chiffres plus importants.

Par contre, concernant J’Amén’Âge 59, Geneviève MANNARINO doit être contente ; avec 19 demandes pour 24 projets, on voit que le système prend son plein essor. Il y en a au total pour un peu moins de 200 000 €.

M. le Président.- Y a-t-il des observations sur cette délibération ? (*Aucune*).

Peut-on considérer cette délibération comme adoptée ?

Les propositions du rapport n° 5.10 sont adoptées par assentiment de l’assemblée.

Je vous en remercie.

▪ **Rapport 5-11 – Politique de la Ville : autorisation de signer les Protocoles d’Engagements Renforcés et Réciproques de Douaisis Agglo et de la Communauté de Communes du Cœur d’Ostrevent (CCCO)**

M. PICK.- Il s’agit de la suite et fin des protocoles d’engagements renforcés et réciproques. C’est la troisième fois que nous évoquons ces sujets dans le cadre des prolongements des contrats de ville par intercommunalité.

Vous avez ici les dernières intercommunalités, Douaisis Agglo et la CCCO, qui sont concernées par cette délibération. Nous aurons ainsi fait le tour des intercommunalités concernées par le contrat de ville.

M. le Président.- Pas de remarques ? (*Aucune*).

Peut-on considérer cette délibération comme adoptée ?

Les propositions du rapport n° 5.11 sont adoptées par assentiment de l’assemblée.

Je vous en remercie.

Christian étant rentré, il peut présenter la 5-9.

▪ **Rapport 5-9 – Politique de l’Habitat et du Logement : Partenord Habitat - Demande de subventions - Annulation de subventions - Ajustements relatifs à la gestion de subventions antérieures**

M. POIRET.- Il s’agit de la subvention d’investissement globale au niveau de Partenord de 4 344 400 € dans le cadre de la convention 2018-2021.

Le Conseil départemental a approuvé la convention en séance du 8 octobre 2018. C’est simplement un ajustement et une remise à jour de cette convention entre le Département du Nord et Partenord.

M. le Président.- C’est donc la subvention et des ajustements qui portent sur la gestion des subventions attribuées antérieurement, notamment sur des opérations qui ne seront pas réalisées.

Pas de difficultés ? (*Aucune*).

Peut-on considérer cette délibération comme adoptée ?

Les propositions du rapport n° 5.9 sont adoptées par assentiment de l’assemblée.
--

Je vous en remercie.

Nous en arrivons aux PTS. C’est Christian POIRET qui intervient.

DOSSIERS RELEVANT DE LA 6^e COMMISSION

▪ **Rapport 6-1 – Programmation 2020 des Projets territoriaux structurants**

M. POIRET.- Monsieur le Président, mes chers collègues,

Sur les PTS 2020, il s’agit de 45 projets proposés qui ont été fléchés pour un montant de 13,668 M€ et pour un montant de travaux au niveau global de 74 M€. C’est dans l’appel à projets 2019-2020.

Pour votre information, en 2019, 64 dossiers ont été subventionnés pour 18,54 M€.

Nous avons un peu moins de dossiers cette année, surtout parce que les dossiers ne sont malheureusement pas mûrs. Cela ne sert à rien de les annoncer en financement quand l’OS ne sera pas donné avant le 31 décembre 2021. Budgétairement, cela nous permettra de les inclure dans l’aménagement du territoire et dans les travaux qui pourraient être réalisés par les communes ou les Intercos, mais là, ils ne seront pas réalisés par les communes et les Intercos, ce sont les 5,2 M€ qui ont été votés tout à l’heure par exemple pour la relance économique. On est dans la même idée de faire travailler les entreprises pour créer de l’emploi.

M. le Président.- Tout à fait.

Nous avons aussi été un peu perturbés par les élections « à rallonge » – si je puis m’exprimer ainsi. Par exemple, la Métropole européenne de Lille n’a pas proposé beaucoup de dossiers et le président me dit : « on avait un dossier important sur la piscine Saint-Sauveur, tu comprendras qu’on attende un peu ». On verra cela la prochaine fois.

M. POIRET.- Nous aurons un appel à projets sur 2021-2022 qui sera plus intéressant.

M. le Président.- Y a-t-il des observations mes chers collègues, sur les PTS ? (*Aucune*).

Peut-on considérer cette délibération comme adoptée ?

Les propositions du rapport n° 6.1 sont adoptées par assentiment de l'assemblée.

Je vous en remercie.

Nous poursuivons, avec la délibération remise sur table.

▪ **Rapport 6-5 – Programmation 2021 des Projets territoriaux structurants – Déclaration d'intérêt départemental et territorial**

M. POIRET.- Cette délibération est importante. C'est une déclaration d'intérêt départemental.

C'est un projet structurant qui n'est pas mûr encore pour être retenu au niveau de la liste de ce qui va être financé parce qu'il y a encore la maîtrise d'œuvre à mettre en place, mais la Communauté de communes de Flandre intérieure a besoin d'un engagement du Département indiquant que le Département sera à ses côtés pour pouvoir aller chercher des financements européens, entre autres. C'est le but de cette délibération.

C'est un projet qui devrait être également soutenu par la Région au niveau de la PRADET à hauteur de 3 M€. Ce projet sera déposé sur 2021-2022. Le souhait est la possibilité d'aller chercher environ 2 M€ de subvention au niveau du FEDER.

M. le Président.- C'est l'aménagement du pôle d'échange ferroviaire d'Hazebrouck. C'est un projet globalement important puisqu'il est chiffré à 11 527 691 €.

J'ai eu le président de l'Interco au téléphone qui m'a effectivement expliqué qu'il ne demandait pas de financement sur cette année, mais qu'il souhaitait pouvoir disposer d'une délibération à ajouter au dossier FEDER pour que le FEDER tienne compte du soutien, non seulement de la Région, de la ville d'Hazebrouck et de l'intercommunalité, mais aussi du Département.

C'est ce que nous faisons aujourd'hui.

M. POIRET.- Après, nous verrons les montants suivant ce que nous pourrons faire compte tenu de l'importance du projet.

M. le Président.- Y a-t-il des objections, mes chers collègues ? (*Aucune*).

Peut-on considérer cette délibération comme adoptée ?

Les propositions du rapport n° 6.5 sont adoptées par assentiment de l'assemblée.

Je vous en remercie.

Nous poursuivons avec la délibération 6-2, sur laquelle Sylvie LABADENS et Bruno FICHEUX ont été associés.

▪ **Rapport 6-2 – Déclaration d'intention commune en vue de la création du Comité du Détroit**

Mme LABADENS.- Cette délibération porte sur la déclaration d'intention de la création du Comité du Détroit. Le lancement s'est fait le 5 février 2020 à Arras. Il y avait environ 200 personnes.

C'est très important vu la sortie du Royaume-Uni de l'Europe, vu les conséquences du Brexit. Les interactions économiques, culturelles et touristiques sont importantes. Je travaille avec Bruno surtout dans le cadre de l'innovation par rapport aux trois priorités que vous retrouvez dans la délibération : changement climatique, développement économique et jeunesse.

Cette déclaration d'intention est au départ à l'initiative du Département du Pas-de-Calais. Nous nous sommes joints à eux. Il y a également la Province de Flandre et la Province de Zélande.

M. le Président.- Nous sommes nombreux puisqu'il y a non seulement le Département du Nord et celui du Pas-de-Calais, mais également le Kent, la Flandre occidentale.

Mme LABADENS.- Également, le compte d'ESSEX au nord de Londres devrait s'associer dans les mois à venir et je pense que cela va attirer d'autres comptes. D'autres territoires anglais, par exemple les Comtés d'Essex et d'East Sussex, pourraient se voir proposer à terme d'intégrer le Comité du Détroit.

M. le Président.- La Flandre orientale a également fait connaître sa volonté de rejoindre le partenariat. Je crois qu'il est effectivement important de préserver les liens avec l'Angleterre.

Mme LABADENS.- Surtout en ce moment. C'est aussi pour renforcer notre coopération transfrontalière qui est une frontière maritime. Cela renforce nos deux délibérations, la délibération cadre et la délibération opérationnelle que nous avons votées au Département.

M. le Président.- Y a-t-il des objections, mes chers collègues ? (*Aucune*).

Peut-on considérer cette délibération comme adoptée ?

Les propositions du rapport n° 6.2 sont adoptées par assentiment de l'assemblée.
--

Je vous en remercie.

▪ **Rapport 6-4 – Participation du Département aux projets Interreg**

Mme LABADENS.- C'est plus classique. Ce sont les deux projets Interreg des 2 Mers, Empowercare et Haire, sur lesquels je travaille avec Geneviève puisque c'est pour les personnes âgées. Je ne vous les représente pas.

Comme vous pouvez le voir dans la délibération, nous avons une augmentation du budget initial qui était en préprojet et qui est passé en projet, mais nous avons aussi une augmentation de la récupération du FEDER à 60 %. On s'y retrouve.

M. le Président.- Sur cette délibération 6 4, y a-t-il des objections ? (*Aucune*).

Ce sont des abondements financiers.

Peut-on considérer cette délibération comme adoptée ?

Les propositions du rapport n° 6.4 sont adoptées par assentiment de l'assemblée.
--

Je vous en remercie.

▪ **Rapport 6-3 – Participation du Département du Nord aux Groupements Européens de Coopération Territoriale (GECT) : GECT Eurométropole Lille - Kortrijk - Tournai et GECT West Vlaanderen / Flandre - Dunkerque - Côte d'Opale**

Mme LABADENS.- Ce sont les cotisations aux deux GECT.

Pour le GECT Europe-Lille-Courtrai-Tournai, la subvention n'a pas augmenté. La cotisation est de 126 539,66 €.

Par contre, celle du littoral était de 13 000 € sur les autres années, elle est passée à 14 300 € parce qu'on a une sortie du Département du Pas-de-Calais.

M. le Président.- Il y aura également une évaluation.

Mme LABADENS.- Effectivement, une évaluation a été demandée, elle devait commencer au moment du Covid et, de ce fait, elle n'est pas encore en place. Elle va se faire.

M. le Président.- C'est la dernière approbation que nous vous demanderons, mes chers collègues.

Pas de difficultés ? (*Aucune*).

Peut-on considérer cette délibération comme adoptée ?

Les propositions du rapport n° 6.3 sont adoptées par assentiment de l'assemblée.
--

Je vous en remercie.

Je vous signale que la prochaine réunion du Conseil départemental se tiendra le lundi 28 septembre, qu'elle sera précédée de la réunion des commissions le 21 septembre.

Nous aurons ensuite des séances plénières selon le calendrier initialement prévu, c'est-à-dire le 9 novembre et le 14 décembre 2020.

L'ordre du jour est épuisé, nous aussi.

La séance est levée. Je vous souhaite une bonne soirée et de bonnes vacances.

(La séance est levée à 22 heures.)

RAPPORTS

CONSEIL DEPARTEMENTAL
Réunion du 29 juin 2020

OBJET : Compte administratif 2019 "Budget principal"

Le compte administratif 2019 constitue le reflet de la stratégie budgétaire mise en œuvre par le Département du Nord depuis 2015 : optimisation des recettes et maîtrise de la dépense en fonctionnement permettant de dégager de l'épargne brute et ainsi de se désendetter pour pouvoir réinvestir.

Le travail d'optimisation des recettes de fonctionnement s'est maintenu dans un contexte fiscal favorable, avec une hausse de 3,7%.

Le Département du Nord a ainsi été le premier département signataire avec l'Etat de la convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi 2019-2021, disposant ainsi de recettes nouvelles pour agir dans les champs de la prévention et de l'insertion.

Dans le même temps, suite à des négociations avec l'Etat menées par l'Association des Départements de France (ADF), des améliorations ont été apportées sur la compensation des Allocations Individuelles de Solidarité (AIS).

Dans ce cadre, le Département du Nord a pu bénéficier de ressources supplémentaires à travers les fonds de péréquation de Droits de Mutation à Titre Onéreux (DMTO), du nouveau fonds de péréquation interdépartemental ainsi que de la pérennisation du fonds d'urgence sous la forme du fonds de stabilisation.

Enfin, les travaux relatifs à l'optimisation des recettes propres de la Collectivité se sont poursuivis, en particulier dans le domaine de la récupération d'aide sociale ou des indus du Revenu de Solidarité Active (RSA).

En parallèle, le Département s'est engagé dans la maîtrise des dépenses, lesquelles ont diminué de 0,4% en moyenne depuis 2016.

Les AIS impactent toujours fortement la trajectoire de dépenses, même si ce n'est plus, comme par le passé, le RSA qui constitue la majeure partie de cette hausse, mais l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA).

En effet, le vieillissement de la population constitue le nouveau grand défi auquel le Département va devoir faire face. Dans ce contexte, un travail sans équivalent a été mis en œuvre pour maîtriser la dynamique des allocations, tant sur le champ du RSA, avec le déploiement des Maisons Départementales pour l'Insertion et l'Emploi (MDIE), le recrutement des Coach'Emploi ou de la démarche « Réussir Sans Attendre », que sur le champ de la Prestation de Compensation du Handicap (PCH).

5 POINT PRINCIPAL J

En effet, le montant versé par le Département entre 2018 (108,2 M€) et 2019 (109,8 M€) est en augmentation de 1,5 % après des années de forte augmentation (+ 7,9% en 2016, + 9,3% en 2017, + 9,6% en 2019). Au niveau national, les chiffres clefs publiés par la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (CNSA) donnent une évolution prévisionnelle du montant de la PCH de 4,4 % entre 2018 (2 042 M€) et 2019 (2 132 M€).

L'évolution des dépenses de fonctionnement est aussi portée par le poids des dépenses liées aux Mineurs Non Accompagnés (MNA), dont le coût augmente de 11 M€ dans le budget.

Plus globalement, le Département prend ses responsabilités pour accompagner l'ensemble des jeunes de l'Aide Sociale à l'Enfance du Nord (449 M€ au CA 2019 pour la politique enfance, famille et jeunesse).

Ainsi, hors AIS et MNA, la hausse des dépenses a ciblé les politiques prioritaires du Département, en allouant des moyens significatifs à l'enfance : 7 M€ à destination des établissements et 8 M€ affectés au recrutement de personnels supplémentaires pour renforcer la présence départementale en Unité Territoriale de Prévention et d'Action Sociale (UTPAS), au plus proche des populations les plus fragiles.

Les équipes ont été renforcées (recrutement de travailleurs sociaux, maintien et déprécarisation des CDD et création de postes d'agents volants, amélioration de la charge de travail et recrutement d'assistantes familiales).

Enfin, des moyens supplémentaires ont été accordés pour développer l'e-administration, indispensable pour apporter des gains d'efficience et qui a permis de garantir la continuité d'activité dans la période de crise actuelle.

Cet effort porte ses fruits : l'épargne brute a augmenté de 40% et l'épargne nette a plus que doublé entre le CA 2018 et le CA 2019. Cette évolution en 2019 reflète les tendances connues sur la totalité du mandat.

Globalement, l'épargne brute aura augmenté de + 163% entre le CA 2015 et le CA 2019 et l'épargne nette, négative au CA 2015 (- 15 M€), affiche un montant de + 130 M€ au CA 2019.

Ce double travail sur les recettes et les dépenses de fonctionnement permet de réduire l'endettement, passant de 1 238 M€ fin 2018, à 1 182 M€ fin 2019. Pour mémoire, il était de 1 400 M€ fin 2015.

La maîtrise des épargnes conjuguée à celle de la dette a permis de rétablir une capacité de désendettement (4 années à fin 2019), bien en-deçà des seuils d'alerte où elle se situait en 2015 (13 années).

C'est cette situation restaurée qui permet à la Collectivité enfin de réinvestir. Le niveau d'investissement du CA 2019 a en effet retrouvé le niveau du CA 2017 et a permis de relancer de nouveaux projets.

Au-delà de l'investissement, cette maîtrise budgétaire et financière est d'autant plus indispensable dans le contexte actuel de la crise sanitaire que notre pays traverse, et qui impactera fortement les ressources et les dépenses du Département dès l'exercice 2020.

Les recettes impactées par l'activité économique (en premier lieu les DMTO et la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises - CVAE-) vont fortement baisser, les dépenses sociales, quant à elles, vont augmenter pour faire face à la crise économique qui commence à frapper notre territoire.

Ainsi, la maîtrise du budget depuis plus de 4 ans et la réduction de la dette du Département, permettront à la Collectivité de prendre toute sa part à une politique contracyclique d'investissement, indispensable à la relance économique du territoire.

Je propose au Conseil départemental : **- POINT PRINCIPAL 1 -**

- d'adopter, conformément à l'article L. 3312-5 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), le compte administratif du budget principal du Département pour l'exercice 2019 tel qu'il est présenté dans le rapport (annexe 1), et tel qu'il figure dans la maquette (annexe 2) et les annexes 3, 4 et 5 de la présente délibération. Le compte administratif a été arrêté, en mouvements réels à 2 969 573 924,64 € en dépenses et à 3 023 299 060,51 € en recettes (hors résultats antérieurs reportés), dégageant un excédent pour 2019 de 53 725 135,87 €, et un excédent cumulé de 81 139 410,16 € qui se décompose comme suit :

Résultat de fonctionnement de l'exercice	+ 147 830 472,01 €
Résultat de fonctionnement des exercices antérieurs	+ 27 414 274,29 €
Résultat cumulé de fonctionnement	+ 175 244 746,30 €
Résultat cumulé d'investissement	- 94 105 336,14 €
Résultat net final	+ 81 139 410,16 €

- d'affecter l'excédent de fonctionnement du budget principal de 175 244 746,30 € au budget supplémentaire 2020 :
 - à la couverture du déficit d'investissement pour 94 105 336,14 €,
 - à la section de fonctionnement pour le solde, soit 81 139 410,16 €.
- d'admettre en non-valeur les titres et montants tels que présentés en annexe 5.

Jean-René LECERF
Président du Département du Nord

ANNEXE 1

Département du Nord

Compte administratif 2019

29/06/2020

Introduction

Le compte administratif 2019 constitue le reflet de la stratégie budgétaire mise en œuvre par le Département du Nord depuis 2015 : optimisation des recettes et maîtrise de la dépense en fonctionnement permettant de dégager de l'épargne brute et ainsi de se désendetter pour pouvoir réinvestir.

Le travail d'**optimisation des recettes de fonctionnement** s'est maintenu dans un contexte fiscal favorable, avec une hausse de 3,7%.

Le Département du Nord a ainsi été le premier département signataire avec l'Etat de la convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi 2019-2021, disposant ainsi de recettes nouvelles pour agir dans les champs de la prévention et de l'insertion.

Dans le même temps, **suite à des négociations avec l'Etat menées par l'Association des Départements de France (ADF), des améliorations ont été apportées sur la compensation des Allocations Individuelles de Solidarité (AIS).**

Dans ce cadre, le Département du Nord a pu bénéficier de ressources supplémentaires à travers les fonds de péréquation de Droits de Mutation à Titre Onéreux (DMTO), du nouveau fonds de péréquation interdépartemental ainsi que de la pérennisation du fonds d'urgence sous la forme du fonds de stabilisation.

Enfin, les travaux relatifs à l'optimisation des recettes propres de la Collectivité se sont poursuivis, en particulier dans le domaine de la récupération d'aide sociale ou des indus du Revenu de Solidarité Active (RSA).

En parallèle, le Département s'est engagé dans la maîtrise des dépenses, lesquelles ont diminué de 0,4% en moyenne depuis 2016.

Les AIS impactent toujours fortement la trajectoire de dépenses, même si ce n'est plus, comme par le passé, le RSA qui constitue la majeure partie de cette hausse, mais l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA).

En effet, le vieillissement de la population constitue le nouveau grand défi auquel le Département va devoir faire face. Dans ce contexte, un travail sans équivalent a été mis en œuvre pour maîtriser la dynamique des allocations, tant sur le champ du RSA, avec le déploiement des Maisons Départementales pour l'Insertion et l'Emploi (MDIE), le recrutement des Coach'Emploi ou de la démarche « Réussir Sans Attendre », que sur le champ de la Prestation de Compensation du Handicap (PCH).

En effet, le montant versé par le Département entre 2018 (108,2 M€) et 2019 (109,8 M€) est en augmentation de 1,5 % après des années de forte augmentation (+ 7,9% en 2016, + 9,3% en 2017, + 9,6% en 2019). Au niveau national, les chiffres clefs publiés par la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (CNSA) donnent une évolution prévisionnelle du montant de la PCH de 4,4 % entre 2018 (2 042 M€) et 2019 (2 132 M€).

L'évolution des dépenses de fonctionnement est aussi portée par le poids des dépenses liées aux Mineurs Non Accompagnés (MNA), dont le coût augmente de 11 M€ dans le budget.

Plus globalement, le Département prend ses responsabilités pour accompagner l'ensemble des jeunes de l'Aide Sociale à l'Enfance du Nord (449 M€ au CA 2019 pour la politique enfance, famille et jeunesse).

Ainsi, hors AIS et MNA, la hausse des dépenses a ciblé les politiques prioritaires du Département, en allouant des moyens significatifs à l'enfance : 7 M€ à destination des établissements et 8 M€ affectés au recrutement de personnels supplémentaires pour renforcer

la présence départementale en Unité Territoriale de Prévention et d'Action sociale (UTPAS), au plus proche des populations les plus fragiles.

Les équipes ont été renforcées (recrutement de travailleurs sociaux, maintien et déprécarisation des CDD et création de postes d'agents volants, amélioration de la charge de travail et recrutement d'assistantes familiales).

Enfin, des moyens supplémentaires ont été accordés pour développer l'e-administration, indispensable pour apporter des gains d'efficacité, et qui a permis de garantir la continuité d'activité dans la période de crise actuelle.

Cet effort porte ses fruits : **l'épargne brute** a augmenté de 40% et l'épargne nette a plus que doublé entre le CA 2018 et le CA 2019. Cette évolution en 2019 reflète les tendances connues sur la totalité du mandat.

Globalement, l'épargne brute aura augmenté de + 163% entre le CA 2015 et le CA 2019, et l'épargne nette, négative au CA 2015 (- 15 M€), affiche un montant de + 130 M€ au CA 2019.

Ce double travail sur les recettes et les dépenses de fonctionnement permet de réduire l'endettement, passant de 1 238 M€ fin 2018, à 1 182 M€ fin 2019. Pour mémoire, il était de 1 400 M€ fin 2015.

La maîtrise des épargnes conjuguée à celle de la dette a permis de rétablir une capacité de désendettement (4 années à fin 2019), bien en-deçà des seuils d'alerte où elle se situait en 2015 (13 années).

C'est cette situation restaurée qui permet à la Collectivité enfin de réinvestir. Le niveau d'investissement du CA 2019 a en effet retrouvé le niveau du CA 2017, et a permis de relancer de nouveaux projets.

Au-delà de l'investissement, cette maîtrise budgétaire et financière est d'autant plus indispensable dans le contexte actuel de la crise sanitaire que notre pays traverse, et qui impactera fortement les ressources et les dépenses du Département dès l'exercice 2020.

Les recettes impactées par l'activité économique (en premier lieu les DMTO et la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises - CVAE -) vont fortement baisser, les dépenses sociales, quant à elles, vont augmenter pour faire face à la crise économique qui commence à frapper notre territoire.

Ainsi, la maîtrise du budget depuis plus de 4 ans et la réduction de la dette du Département, permettront à la Collectivité de prendre toute sa part à une politique contracyclique d'investissement, indispensable à la relance économique du territoire.

! Epargne de gestion : excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement hors charges d'intérêts. Elle mesure l'épargne dégagée dans la gestion courante hors frais financiers.

! Epargne brute : excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement (c.à.d. épargne de gestion – charges d'intérêts). Appelée aussi "autofinancement brut", l'épargne brute est affectée à la couverture d'une partie des dépenses d'investissement (en priorité, le remboursement de la dette, et pour le surplus, les dépenses d'équipement).

! Epargne nette : épargne de gestion après déduction de l'annuité de dette, ou épargne brute après déduction des remboursements de dette. L'annuité et les remboursements sont pris hors gestion active de la dette. Elle mesure l'épargne disponible pour l'équipement brut après financement des remboursements de dette.

Introduction.....	2
Préambule : l'évolution des crédits votés en 2019 et leurs réalisations	5
I. L'équilibre général.....	7
II. Des recettes de fonctionnement en hausse.....	9
A. Fiscalité directe : une augmentation liée au dynamisme de l'assiette de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) et à la conjoncture économique pour la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE).....	9
B. Fiscalité indirecte : des recettes portées par le dynamisme des DMTO	12
C. Dotations et compensations : une stabilité des concours de l'Etat au Département hors fonds de stabilisation	16
D. Péréquation horizontale : un solde net en forte augmentation.....	19
E. Ingénierie financière	21
F. Recettes sociales.....	22
G. Recettes diverses de fonctionnement	25
III. Des dépenses de fonctionnement maîtrisées.....	26
A. La maîtrise globale des dépenses de solidarité humaine en dépit de la progression continue des AIS	27
B. Des dépenses de solidarité territoriale stables.....	34
C. Le renforcement des moyens humains et informatiques au sein des dépenses dédiées aux fonctions supports.....	35
D. Une évolution des dépenses permettant le respect de la contractualisation.....	37
IV. La diminution du recours à l'emprunt dans le financement de l'investissement.....	39
A. L'optimisation de l'autofinancement	39
B. La confirmation du désendettement de la collectivité	41
V. Un investissement soutenu.....	45
A. Des dépenses d'investissement majoritairement portées par la solidarité territoriale	46
B. La forte progression des dépenses dédiées à la solidarité humaine	47
C. Le développement des moyens en faveur d'une administration efficiente	47

ANNEXE : Présentation brève et synthétique

Préambule : l'évolution des crédits votés en 2019 et leurs réalisations

L'équilibre général du budget primitif 2019 s'est établi à 3 240 M€, dont 2 785,1 M€ pour la section de fonctionnement et 454,9 M€ pour la section d'investissement, hors gestion active de la dette (300 M€).

La Décision Modificative N°1 (DM1) a été adoptée le 29 avril 2019. Elle a permis d'intégrer principalement les éléments financiers de la stratégie nationale de lutte contre la pauvreté (8,3 M€) et la relocalisation des agents du Forum (1,7 M€)

Voté le 7 octobre 2019, le Budget Supplémentaire (BS) a autorisé l'augmentation de 47,4 M€ des dépenses et des recettes de fonctionnement, sans modifier l'équilibre de la section d'investissement. Cette augmentation a permis le financement du douzième mois de RSA (+36,4 M€), d'adapter les inscriptions budgétaires à la dynamique d'augmentation de l'APA (+7,1 M€) et des MNA (+4,3 M€). Ces dépenses supplémentaires ont essentiellement été financées par l'affectation de l'excédent de fonctionnement (+27,4 M€) de l'exercice 2018, par l'ajustement du produit de la fiscalité directe et des Droits de Mutations à Titre Onéreux (DMTO) (+20 M€) et par l'ajustement des fonds de péréquation horizontaux, le Département n'étant plus sujet au prélèvement sur flux notamment (17,5 M€ en 2018).

La décision modificative N°2 (DM2) a été adoptée le 18 novembre 2019. Elle a permis de verser une subvention d'équipement complémentaire au Service Départemental d'Incendie et de Secours du Nord (SDIS 59), celle-ci opérant un transfert de crédits d'investissement du chapitre 917 vers le chapitre 911 ne modifie pas l'équilibre général du budget en dépenses et en recettes.

Le tableau ci-dessous rappelle les inscriptions budgétaires de l'exercice 2019 :

		Fonctionnement		Investissement	
		Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Budget primitif 2019	Réel	2 590 823 058 €	2 768 098 840 €	694 000 000 €	516 724 218 €
	Ordre	194 275 782 €	17 000 000 €	60 920 300 €	238 196 082 €
	Total	2 785 098 840 €	2 785 098 840 €	754 920 300 €	754 920 300 €
Budget supplémentaire	Réel	39 407 606 €	47 414 274 €	77 903 389 €	69 896 721 €
	Ordre	8 006 668 €	0 €	0 €	8 006 668 €
	Total	47 414 274 €	47 414 274 €	77 903 389 €	77 903 389 €
Décision Modificative n°1	Réel	8 807 000 €	10 041 000 €	1 234 000 €	0 €
	Ordre	1 364 000 €	130 000 €	130 000 €	1 364 000 €
	Total	10 171 000 €	10 171 000 €	1 364 000 €	1 364 000 €
Décision Modificative n°2	Réel	0 €	0 €	0 €	0 €
	Ordre	0 €	0 €	0 €	0 €
	Total	0 €	0 €	0 €	0 €
Crédits votés 2019	Réel	2 639 037 664 €	2 825 554 114 €	773 137 389 €	586 620 939 €
	Ordre	203 646 450 €	17 130 000 €	61 050 300 €	247 566 750 €
	Total	2 842 684 114 €	2 842 684 114 €	834 187 689 €	834 187 689 €

- POINT PRINCIPAL 1 -

Les recettes de fonctionnement ont été réalisées à 103,3% par rapport au BP 2019 hors cessions immobilières (inscrites en crédits ouverts en investissement mais réalisées en fonctionnement). Cette évolution a été portée par une conjoncture exceptionnelle sur la fiscalité directe et indirecte (+3,6% / +65M€) notamment sur les DMTO et la CVAE. Surtout, les avancées favorables sur la péréquation horizontale portées via l'ADF ont permis de dynamiser les recettes de fonctionnement : +46%, soit +46M€ net des reversements aux fonds. Le département du Nord n'est plus sujet au prélèvement sur flux car les DMTO/hab en 2019 ont été inférieurs à 75 % de la moyenne nationale. Ainsi le Nord n'a pas contribué au fonds en 2019.

	CA 2018			CA 2019			CA 2019 / CA 2018
	Dépenses	Recettes	Solde	Dépenses	Recettes	Solde	
Fonds de DMTO	17,5 M€	22,6 M€	5,1 M€	0,0 M€	24,8 M€	24,8 M€	19,7 M€
Fonds de solidarité - FSD	22,4 M€	52,7 M€	30,3 M€	24,0 M€	73,2 M€	49,3 M€	19,0 M€
Fonds de soutien interdépartemental - FSID	0,0 M€	0,0 M€	0,0 M€	7,0 M€	15,2 M€	7,5 M€	7,5 M€
Sous-total péréquation assise sur les DMTO	39,9 M€	75,3 M€	35,4 M€	31,0 M€	113,2 M€	81,6 M€	46,2 M€
Fonds de CVAE	0,0 M€	5,8 M€	5,8 M€	0,0 M€	5,3 M€	5,3 M€	-0,5 M€
TOTAL	39,9 M€	81,1 M€	41,2 M€	31,0 M€	118,5 M€	86,9 M€	45,7 M€

Les dépenses de fonctionnement hors dette et hors RSA (11,4 mois étaient inscrits au BP) ont été réalisées à hauteur de 98,9% sur BP.

Les dépenses d'investissement hors dette affichent un taux de réalisation de 91% sur BP.

Les recettes d'investissement hors cessions immobilières ont été réalisées à 101,6%.

Budget en mouvements réels, hors gestion active de la dette et hors résultats reportés

	BP	CO *	CA	Taux de réel / BP	Taux de réel / CO
Recettes de fct	2 768 098 840	2 798 139 840	2 881 231 818	104,1%	103,0%
Dépenses de fct	2 590 823 058	2 639 037 664	2 599 591 520	100,3%	98,5%
<i>Intérêts</i>	21 000 000	21 000 000	19 334 458	92,1%	92,1%
<i>Hors intérêts</i>	2 569 823 058	2 618 037 664	2 580 257 062	100,4%	98,6%
<i>Hors intérêts et hors RSA</i>	1 936 177 058	1 948 132 664	1 915 128 001	98,9%	98,3%
Recettes d'inv	216 724 218	216 724 218	142 067 242	65,6%	65,6%
<i>Emprunts</i>	154 000 000	154 000 000	95 000 000	61,7%	61,7%
<i>Hors emprunts</i>	62 724 218	62 724 218	47 067 242	75,0%	75,0%
Dépenses d'inv	394 000 000	403 240 668	369 982 405	93,9%	91,8%
<i>Capital de dette</i>	154 000 000	154 000 000	151 558 999	98,4%	98,4%
<i>Hors capital de dette</i>	240 000 000	249 240 668	218 423 406	91,0%	87,6%

* CO = crédits ouverts (BP+BS+DM)

I. L'équilibre général

L'exercice 2019 s'inscrit dans la continuité de la stratégie mise en place depuis 2015 et confirme le rétablissement de la situation financière du Département.

Les épargnes se sont renforcées portées par la maîtrise des dépenses de fonctionnement et le dynamisme des recettes de fonctionnement.

Dans ce cadre, les engagements liés à la contractualisation financière avec l'Etat ont été respectés.

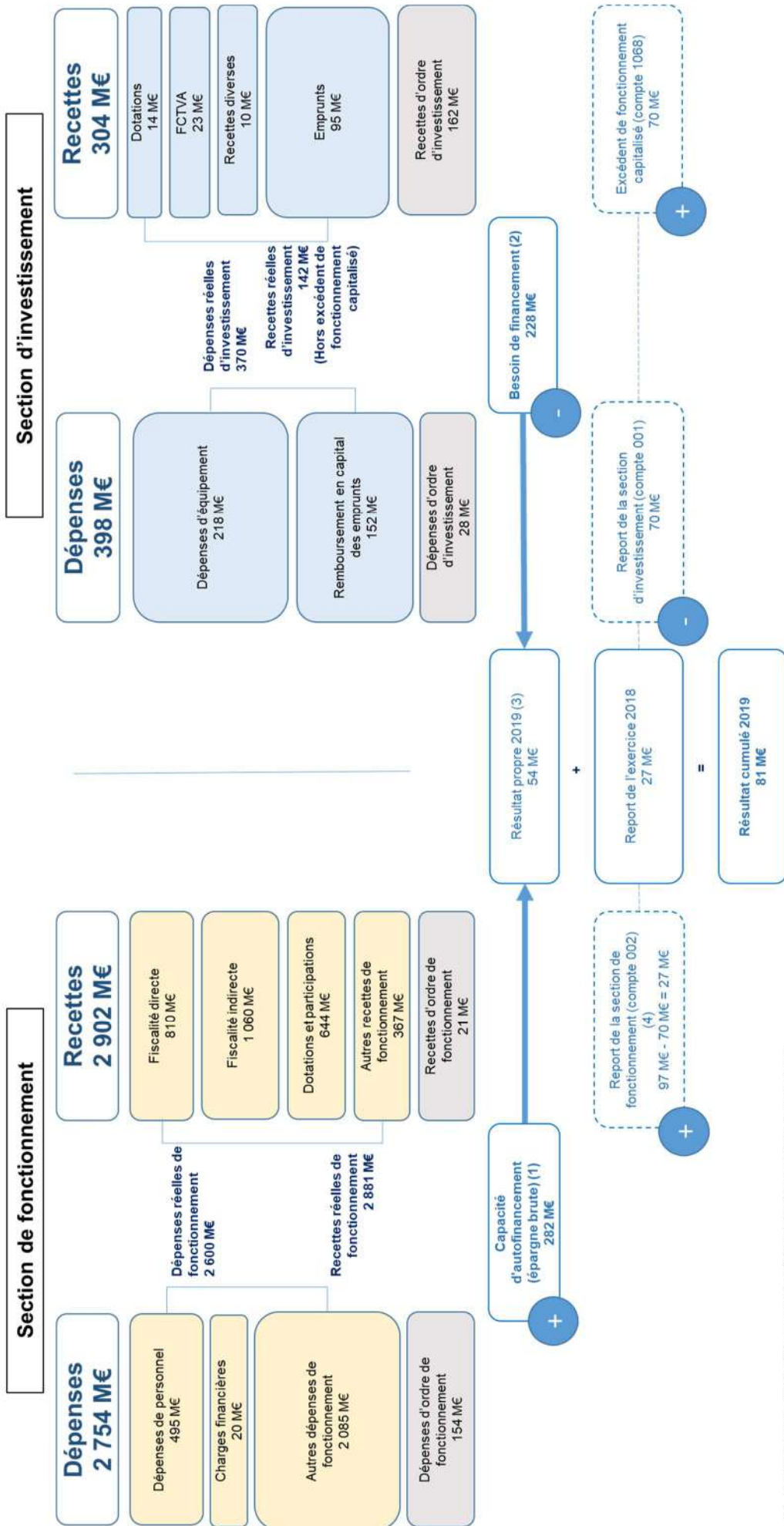
Par là même le Département renforce son investissement tout en se désendettant.

Les efforts de gestion ont permis une forte augmentation de l'épargne nette (+66,6 M€), des dépenses d'investissement (+21,7 M€) et la diminution de la dette (-56,6 M€).

La capacité de désendettement (4,2 ans) affiche un montant bien en deçà des zones d'alerte.

	CA 2018	CA 2019	CA 2019 / CA 2018	
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	2 778,9 M€	2 881,2 M€	+102,3 M€	+3,7%
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	2 571,4 M€	2 599,6 M€	+28,1 M€	+1,1%
Dépenses de gestion	2 551,8 M€	2 580,3 M€	+28,5 M€	+1,1%
Intérêts	19,7 M€	19,3 M€	-0,3 M€	-1,8%
EPARGNE BRUTE	207,5 M€	281,6 M€	+74,1 M€	+35,7%
Remb. de capital de dette	144,0 M€	151,6 M€	+7,5 M€	+5,2%
EPARGNE NETTE	63,5 M€	130,1 M€	+66,6 M€	+104,9%
Dépenses d'équipement	204,2 M€	218,4 M€	+14,2 M€	+7,0%
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	348,2 M€	370,0 M€	+21,7 M€	+6,2%
RECETTES D'INVESTISSEMENT	144,8 M€	142,1 M€	-2,8 M€	-1,9%
Recettes d'équipement	47,8 M€	47,1 M€	-0,8 M€	-1,6%
Recours à l'emprunt	97,0 M€	95,0 M€	-2,0 M€	-2,1%
Dette au 01/01	1 238,8 M€	1 182,2 M€	-56,6 M€	-4,6%
Capacité de désendettement	6,0	4,2	-1,8	-29,7%

Compte administratif 2019



(1) Recettes réelles de fonctionnement n - Dépenses réelles de fonctionnement n
 (2) Recettes réelles d'investissement n (hors excédent de fonctionnement capitalisé) - Dépenses réelles d'investissement n (besoin de financement)
 (3) Résultat réel de fonctionnement n (capacité d'auto-financement) - Résultat réel d'investissement n
 (4) Reprise du résultat de l'exercice $n-1$. Le report correspond à la différence entre l'excédent de fonctionnement (compte 1068) et l'excédent de fonctionnement capitalisé (compte 1068) (70 M€). L'excédent de fonctionnement $n-1$ doit obligatoirement être affecté, lors du budget supplémentaire, à la couverture du déficit d'investissement (besoin de financement) $n-1$ (compte 001). Le reliquat de l'excédent de la section de fonctionnement (excédent de fonctionnement $n-1$ - couverture obligatoire du déficit d'investissement $n-1$) (27 M€) peut être conservé en section de fonctionnement (compte 002) ou être également affecté en section d'investissement (compte 1068). En l'espèce, il est maintenu en section de fonctionnement.

II. Des recettes de fonctionnement en hausse

Les recettes de fonctionnement évoluent favorablement, portées par une conjoncture exceptionnelle sur la fiscalité directe et indirecte (+3,6% / +65M€) (notamment sur les DMTO et la CVAE), et par les avancées favorables sur la péréquation horizontale portées via l'ADF (+46%, soit +37M€ en volume et +46M€ net des versements aux fonds).

	CA 2018	CA 2019	Répartition	Evolution	
				En M€	En %
Fiscalité directe (TFFB, CVAE, DCP, IFER et FNGIR)	783,2 M€	810,5 M€	28%	27,2 M€	3,5%
<i>dont TFPB</i>	<i>453,8 M€</i>	<i>468,2 M€</i>		<i>14,4 M€</i>	<i>3,2%</i>
Fiscalité indirecte (DMTO, TSCA, TICPE, TDCFE, TAM et TATS)	1 022,2 M€	1 060,1 M€	37%	37,9 M€	3,7%
Dotations et compensations (DGF, DGD, compensation fiscales, fonds de stabilisation et FCTVA)	642,8 M€	644,0 M€	22%	1,2 M€	0,2%
Ingénierie financière (FEDER-MOD et FSE)	5,7 M€	7,8 M€	0,3%	2,2 M€	38,0%
Péréquation horizontale (FP-CVAE et DMTO, FSD et FSID)	81,1 M€	118,5 M€	4%	37,4 M€	46,1%
Recettes sociales (Concours CNSA, compensations MNA, FMDI, Plan Pauvreté...)	193,6 M€	197,4 M€	7%	3,9 M€	2,0%
Autres recettes (cessions, remboursements de charges de personnel...)	50,4 M€	43,0 M€	1%	-7,4 M€	-14,7%
TOTAL	2 778,9 M€	2 881,2 M€	100%	102,3 M€	3,7%

A. Fiscalité directe : une augmentation liée au dynamisme de l'assiette de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) et à la conjoncture économique pour la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)

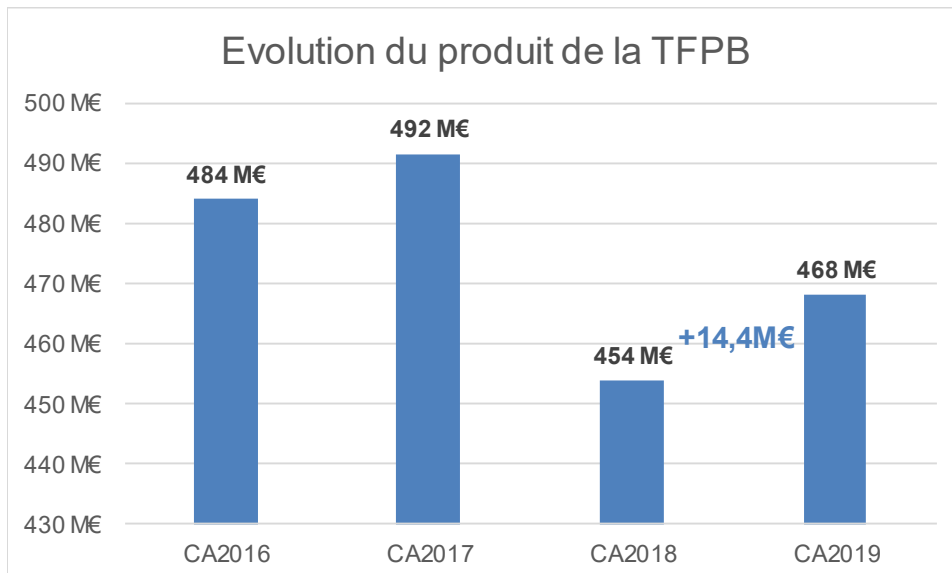
La fiscalité directe a représenté 810,5 M€, soit 28,1 % (pour 28,2 % en 2018) des recettes réelles de fonctionnement, en augmentation de 3,5 % par rapport à 2018 (783,3 M€). Cette augmentation des recettes issues de la fiscalité directe est liée à :

- la dynamique de l'assiette de la TFPB (14,4 M€) ;
- la bonne conjoncture économique pour la CVAE (10,5 M€).

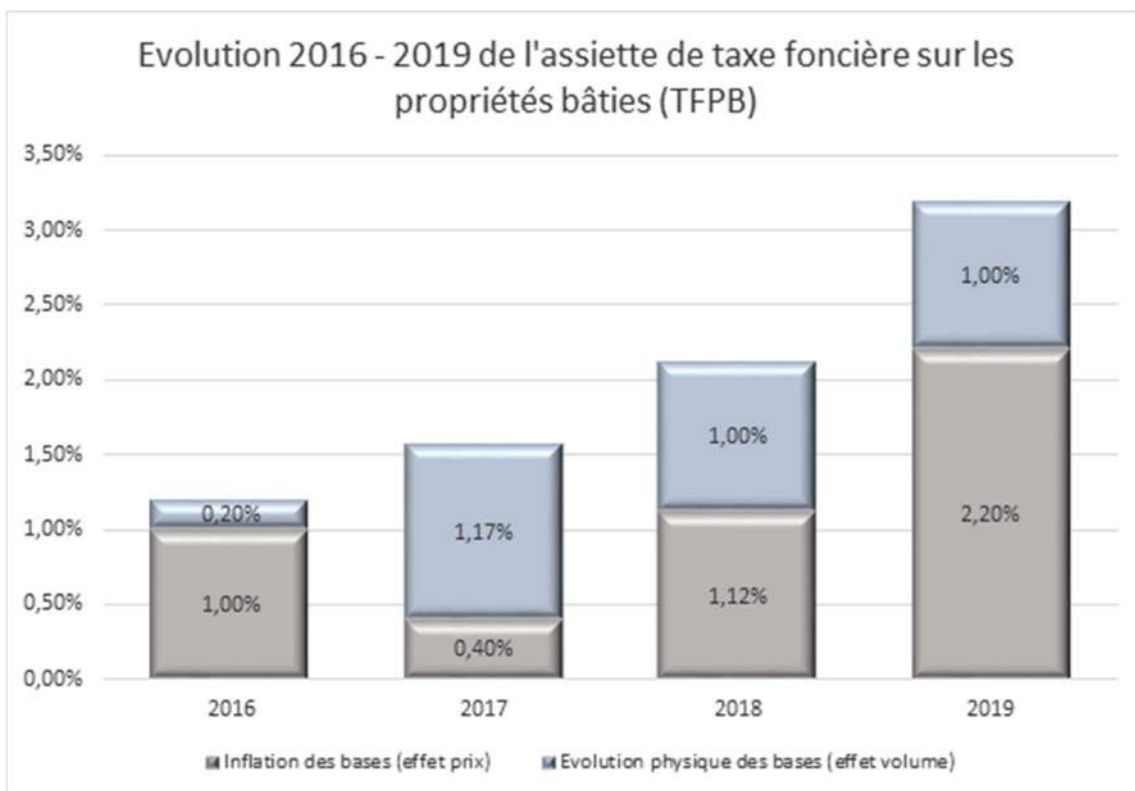
1. La taxe foncière sur les propriétés bâties

Le produit fiscal 2019 s'est élevé à 468,2 M€ pour 453,8 M€ en 2018 soit une augmentation de 3,2 %.

Le tableau suivant montre l'évolution du produit de taxe foncière sur les propriétés bâties entre 2016 et 2019 :



La baisse constatée en 2018 correspond à la baisse du taux voté au BP 2018, comme l'exécutif s'y était engagé.



La part liée à la revalorisation forfaitaire des bases (« effet prix »), fixée par la loi de finances 2019 est de 2,2% et représente 9,9 M€. La part liée aux nouvelles bases imposables, soit les nouvelles constructions, représente 4,3 M€ (1%). Globalement, les recettes de taxes foncières évoluent de 14,4 M€ en 2019 soit +3,2% par rapport à 2018, y compris les rôles complémentaires.

2. La cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE)

La CVAE représente près des deux tiers de la cotisation économique territoriale. Cet impôt économique est assis sur la valeur ajoutée des entreprises. Son taux est progressif, de 0 % à 1,5 % de la valeur ajoutée, et est fonction du chiffre d'affaires. Le Département n'a pas de pouvoir sur la fixation du taux de CVAE.

Plus des deux tiers du produit de CVAE à répartir dans le Nord est issu d'entreprises dotées de plusieurs établissements (l'analyse des fichiers de CVAE 2019 montre 51 785 établissements regroupés en 36 757 entreprises). La répartition entre les différentes collectivités concernées s'effectue alors à due proportion des valeurs locatives foncières, pour un tiers, et des effectifs salariés, pour les deux autres tiers (« territorialisation » de la CVAE).

Pour 2019, le Département a perçu un montant de 155 M€ au titre de la CVAE, en augmentation de 7,3 % par rapport à 2018 (144,5 M€). Ce ressaut provient en partie du versement par l'Etat des dégrèvements barémiques 2018¹ et d'un solde de CVAE 2017.

3. L'attribution de compensation de CVAE reçue de la Région Hauts-de-France

Le Département du Nord perçoit, depuis le 1^{er} janvier 2017, une attribution de compensation de la part de la Région Hauts-de-France représentant la différence entre les recettes transférées à la Région (163M€) et les dépenses transférées (92M€).

La Région Hauts-de-France a versé en 2019 une compensation de CVAE nette des charges transférées (compétence transport hors personnes handicapées) de 71,1 M€. Cette compensation est figée dans le temps.

4. Le Dispositif de Compensation Péréquée (DCP)

Le dispositif de compensation péréquée (DCP) est relatif au reversement par l'Etat des frais de gestion de la taxe foncière sur les propriétés bâties. Ce mécanisme a été mis en place en 2014 suite aux accords de Matignon de 2013 au titre des allocations sociales de solidarité (AIS).

La répartition est faite selon deux critères :

- au titre de la compensation : cette part a pour objet de tenir compte des dépenses restées à charge des départements au titre des AIS ;
- au titre de la péréquation : cette part est répartie en prenant en compte des critères de ressources et de charges des départements, tels le revenu et le nombre d'allocataires du RSA, de bénéficiaires de l'APA, de la PCH et de l'ACTP, rapportés au nombre d'habitants.

Les frais de gestion de la TFPB se sont élevés à 43,4 M€ en 2019 pour 40 M€ en 2018 (+ 8,4 %).

¹ Les dégrèvements barémiques ont pour but une progressivité de l'impôt en fonction du chiffre d'affaires de l'entreprise. Le taux de l'impôt est de 1,5% de la valeur ajoutée des entreprises. Le dégrèvement consiste donc pour l'Etat à prendre en charge sur son budget une partie de ce taux. Plus le chiffre d'affaires est faible et plus le dégrèvement pris en charge par l'Etat est important et inversement.

Cette ressource est dynamique au vu de l'assiette et des critères de répartition (en particulier le reste à charge des AIS plus important dans le Nord que la moyenne nationale).

5. Les Impositions Forfaitaires sur les Entreprises de Réseaux (IFER)

Plusieurs composantes sont attribuées au Département :

- les éoliennes terrestres,
- les centrales électriques,
- les centrales photovoltaïques,
- les centrales hydrauliques,
- les stations radioélectriques,
- le gaz - stockage et transport.

En 2019, 15 M€ ont été encaissés pour 14,4 M€ en 2018, soit + 4 %.

6. Le Fonds National de Garantie Individuelle des Ressources (FNGIR)

Le FNGIR vise à neutraliser les conséquences financières de la loi de finances pour 2010 instituant la suppression de la taxe professionnelle. Celui-ci ne fait l'objet d'aucun prélèvement de l'Etat.

Le montant pour 2018 s'élève à 55,9 M€, il est stable depuis 2011, date d'entrée en vigueur de la réforme de la taxe professionnelle.

7. Rôles supplémentaires

Les rôles supplémentaires encaissés en 2019 se sont élevés à 2 M€ (1,5 M€ en 2016, 1,3 M€ en 2017, 3,6 M€ en 2018). L'optimisation fiscale portée par l'observatoire fiscal a permis de récupérer des sommes dues à la collectivité.

B. Fiscalité indirecte : des recettes portées par le dynamisme des DMTO

Les recettes issues de la fiscalité indirecte sont en augmentation de 3,7 %. En 2019, celles-ci s'établissent à 1 060,1 M€ pour 1 022,2 M€ en 2018. Cette dynamique trouve principalement son origine dans les DMTO (+9,3 % par rapport à 2018).

1. Les Droits de Mutation à Titre Onéreux (DMTO)

Depuis le 1er mars 2014, le Département du Nord a voté une hausse applicable sur les droits dus par l'acquéreur lors d'une transaction immobilière, qui comprennent la taxe sur la publicité foncière et les droits d'enregistrement, pour atteindre un taux de 4,5 %.

En 2019, le produit pour le Département a augmenté de 9,3 % par rapport à 2018 dans un contexte de poursuite du dynamisme du marché immobilier soutenu par des taux pratiqués qui se maintiennent à un niveau bas.

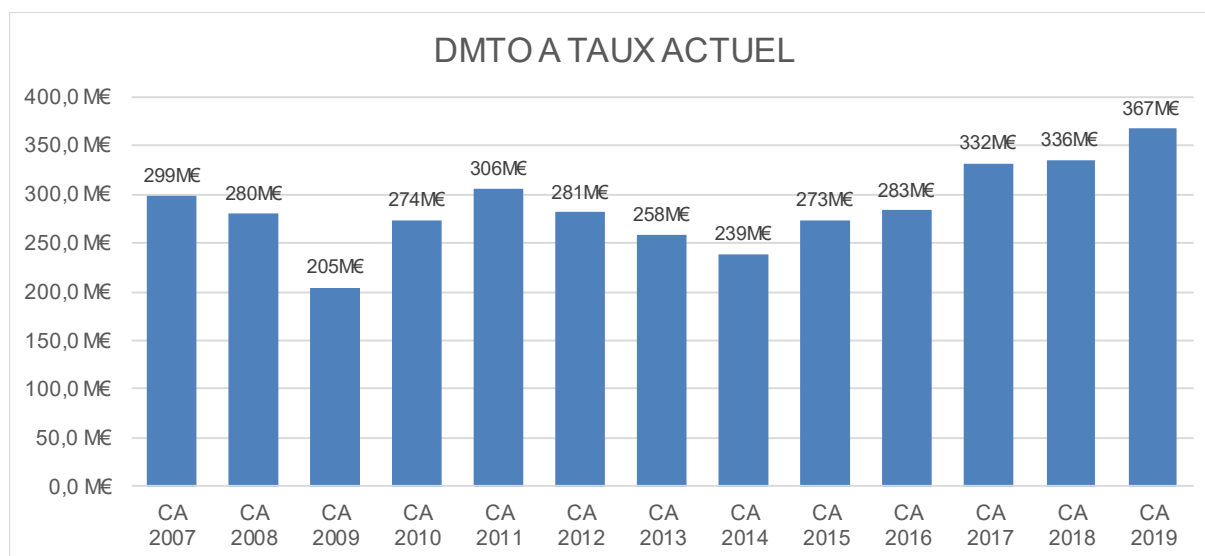
Le produit de DMTO au niveau national est estimé à 13,2 Mds€ en 2019 pour 12 Mds€ en 2018 soit une augmentation de 10,3% par rapport à 2018. Ainsi le produit du Département du Nord est en augmentation mais moins soutenue que le niveau national.

- POINT PRINCIPAL 1 -

Le graphique suivant montre l'évolution des DMTO du Nord sur la période 2007 à 2019, en neutralisant les évolutions du taux.

Globalement, l'évolution des DMTO est fortement impactée par des logiques de cycles économiques intégrant des périodes de croissance et de repli. Les 2 dernières baisses notables sont :

- 2007 : -31% entre le point haut (2007) et le point bas (2009) lié à la crise économique de 2008. Cette crise s'explique principalement par le fait que les banques ne prêtent plus aux acheteurs dans un contexte de panique bancaire. La crise est jugulée par un apport de liquidité massif en 2009.
- 2011 : -22% entre le point haut (2011) et le point bas (2013) lié à la crise de la dette grecque et à la baisse du nombre de transactions. Les banques limitent leurs prêts, d'autant que les règles de Bâle 3 les contraignent à durcir les conditions d'accès au crédit.



Ces baisses ont donc généralement 2 composantes :

- la principale est une baisse du nombre de transaction, souvent liée à une restriction du marché bancaire (hausse des taux et/ou réduction de nombre de prêts)

Évolution des volumes de ventes des logements anciens à fin janvier 2020



Sources : CGEDD d'après bases notariales et DGFIP (MEDOC)

- une baisse de la valeur des biens vendus, liée au déséquilibre entre offre (le nombre de vendeur est le même) et demande (les acheteurs sont moins nombreux puisque de nombreux acheteurs n'arrivent pas à obtenir un prêt)

La hausse historique de nombre de ventes de logements fin 2019 était principalement liée à des taux de crédits immobiliers extrêmement faibles, ce qui pouvait laisser craindre une bulle immobilière. L'Etat avait d'ailleurs demandé aux banques, en janvier 2019, de restreindre leurs conditions d'attribution de crédits immobiliers.

Compte tenu de ces éléments, le niveau des DMTO atteint fin 2019 semble exceptionnel. Même en l'absence de crise, il est probable qu'un tel niveau n'aurait pas perduré.

2. La Taxe Spéciale sur les Conventions d'Assurance (TSCA)

La part du produit de la TSCA, transférée aux Départements depuis la loi de finances de 2005, évolue chaque année en fonction de la mise en œuvre progressive des transferts de compétences. Elle comprend trois parts :

- la compensation des transferts de compétences, issues de l'acte II de la décentralisation, également financée par la TICPE, soit 87,6 M€ en 2019, (+ 2,1 % par rapport à 2018) ;
- une contribution au titre du remplacement d'une part de la DGF pour le financement des SDIS, soit 40,9 M€ en 2019 (+ 2,3 % par rapport à 2018) ;
- une compensation au titre de la réforme de la taxe professionnelle (imposition des contrats d'assurances principalement les complémentaires maladies, en plus des

assurances sur les véhicules terrestres à moteur, sur la navigation et contre les incendies), soit 177 M€ en 2019 (+ 3,3 % par rapport à 2018).

En 2019, la TSCA est en augmentation de 2,8 %. Ainsi, le produit évolue de 297,1 M€ en 2018 à 305,5 M€ en 2019.

3. La Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (TICPE)

La TICPE se décompose en trois parts qui, par ordre chronologique, correspondent :

- au financement du RSA, gelé toutefois au niveau du montant correspondant à la charge de l'Etat pour l'exercice 2003, soit 267,9 M€ ;
- au financement des transferts de compétences de l'acte II de la décentralisation (TOS, voirie...), assuré initialement par la TSCA, pour 20,4 M€ en 2019 ;
- au financement d'une partie des charges supplémentaires créées par le transfert du RMI (loi de finances 2009). Cette part s'élève pour 2018 à 65,7 M€, montant identique depuis 2013.

En 2019, la TICPE s'est élevée à 354,1 M€, montant stable par rapport à 2018 (354,1 M€).

4. La Taxe Départementale sur la Consommation Finale d'Electricité (TDCFE)

En 2019, comme en 2018, le coefficient multiplicateur départemental est de 4,25. Le produit s'élève en 2019 à 22,2 M€, montant stable par rapport à 2018.

5. La Taxe d'Aménagement (TAM)

Depuis le 1er mars 2012, la taxe d'aménagement se substitue à la taxe départementale des espaces naturels sensibles (TDENS) et à la taxe départementale pour le financement des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (TDCAUE).

La taxe est applicable à toutes les opérations d'aménagement, de construction, de reconstruction et d'agrandissement de bâtiments ou d'installations, nécessitant une autorisation d'urbanisme (permis de construire ou d'aménager, déclaration préalable). Le taux de la taxe est de 1,45 %.

En 2019, le produit de la taxe d'aménagement s'élève à 11 M€, pour un montant de 12,7 M€ perçu en 2018. Cela s'explique par le fait qu'entre 2013 et 2018, des difficultés dans le logiciel de l'Etat ont conduit à ce que la DGFip ne récupère pas les trop-perçus remboursés aux contribuables auprès des départements et communes. Ainsi, l'Etat a informé le Département, de sa volonté de récupérer les indus de taxe d'aménagement s'élevant pour le Nord, à 2,8 M€.

- Une partie de ces indus a été réglée par mandatement en 2019 à hauteur de 0,6 M€.
- Le solde des indus à récupérer pour environ 2,2 M€ a été compensé sur les recettes de la TAM perçues en 2019.

6. La Taxe Additionnelle à la Taxe de Séjour (TATS)

La taxe additionnelle à la taxe de séjour, applicable depuis 2013, est perçue par le bloc communal (structures intercommunales et communes). Ces dernières doivent reverser la

part revenant au Département. Le produit collecté s'élève à 0,5 M€ en 2019, soit un montant stable par rapport à 2018.

C. Dotations et compensations : une stabilité des concours de l'Etat au Département hors fonds de stabilisation

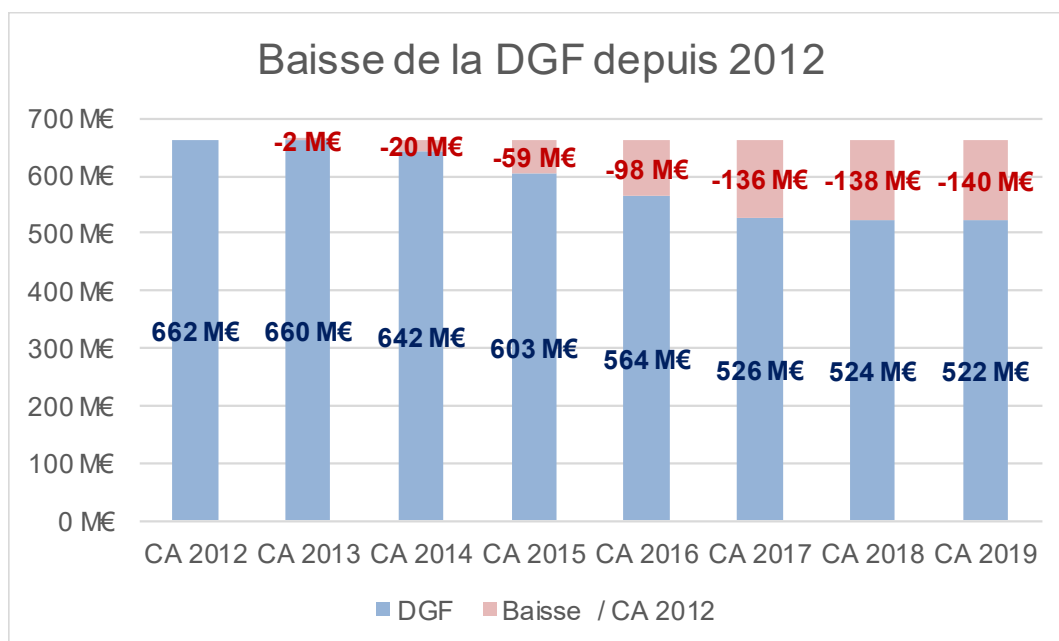
Les dotations et compensations, c'est-à-dire principalement les concours financiers de l'Etat au Département, se sont élevées à 644 M€ (pour 642,8 M€ en 2018), en augmentation de 0,2 %. Cette hausse s'explique principalement par la création d'une nouvelle aide exceptionnelle de l'Etat : le fonds de stabilisation (16,8 M€), ressource plus importante que celle reçue en 2018 au titre du fonds de soutien (11,6 M€). Cette ressource prend en compte les situations des départements les plus dégradées vis-à-vis des dépenses sociales.

1. La Dotation Globale de Fonctionnement (DGF)

Depuis la réforme mise en place par la loi de finances pour 2005, la DGF est devenue la principale dotation de l'Etat en faveur du Département. Pour le Département du Nord, elle représente 81 % du montant total des dotations et des compensations en 2019.

En 2019, la DGF s'est élevée à 521,9 M€. Elle est en diminution (- 0,4 %) par rapport à 2018 (523,8 M€). La DGF présente une certaine stabilité depuis 2017 après de fortes baisses de 2014 à 2017.

Le manque à gagner cumulé par rapport à la DGF perçue en 2012 est de 593 M€ en 2019.



La DGF comprend trois composantes :

	2016	2017	2018	2019	Evolution 2019/2018
Dotation forfaitaire	224,7 M€	187,0 M€	184,9 M€	183,0€	-1,0%
Dotation de péréquation urbaine	46,1 M€	46,4 M€	46,4 M€	46,4 M€	0,0%
Dotation de compensation	293,2 M€	292,5 M€	292,5 M€	292,5 M€	0,0%
Total	564,0 M€	525,9 M€	523,8 M€	521,8 M€	-0,4%

- La dotation forfaitaire

La dotation forfaitaire des Départements a connu une modification de son architecture en 2015. Elle résulte de l'agrégation des composantes auparavant constituées par la dotation de base et le complément de garantie. Elle a représenté 183 M€ en 2019.

A compter de 2015, elle se calcule à partir de la dotation forfaitaire notifiée l'année précédente, la part dynamique de la population (hors Paris), l'écrêtement péréqué et la contribution au redressement des finances publiques.

Ainsi, la dotation forfaitaire des départements est le résultat des calculs suivants :

- la dotation forfaitaire notifiée en 2018 aux départements.
- la part dynamique de la population (hors Paris). Cette composante de la dotation forfaitaire permet de tenir compte de l'évolution de la population du département. La loi de finances pour 2015 fixe un montant de 74,02 € par habitant. En 2019, la population DGF nationale a progressé de 0,33 %, représentant 17,9 M€ au titre de la part dynamique de la population 2019 pour l'ensemble des départements. En 2019, pour le Nord, la part dynamique de la population représentée est négative.
- l'écrêtement péréqué : l'article L. 3334-3 du CGCT prévoit que le montant composé par la dotation forfaitaire notifiée l'année précédente et par la part dynamique de la population fait l'objet d'un écrêtement en fonction du potentiel financier 2019 des départements afin de financer le coût de la part dynamique de la population ainsi que l'accroissement de la péréquation financé en interne à la DGF. La loi de finances pour 2015 prévoit que ne contribuent à cet écrêtement que les départements dont le potentiel financier par habitant est supérieur à 95 % du potentiel financier par habitant moyen des départements, avec un plafonnement à 5 % de leur dotation forfaitaire notifiée en 2015. Pour le Nord, l'écrêtement de la dotation forfaitaire a représenté 1,9 M€ en 2019 (pour 2,3 M€ en 2018). En 2019, 58 départements n'ont pas été écrêtés.

- La Dotation de Péréquation Urbaine (DPU)

Celle-ci est versée aux départements urbains dont le potentiel financier par habitant est inférieur ou égal à 1,5 fois le potentiel financier par habitant moyen de l'ensemble des départements urbains et dont le revenu par habitant est inférieur à 1,4 fois le revenu par habitant moyen de l'ensemble des départements. Elle est répartie en fonction du potentiel financier par habitant, du revenu par habitant, de la proportion de bénéficiaires d'aides personnalisées au logement et de la proportion de bénéficiaires du RSA. Le Nord a perçu 46,4 M€ en 2019 au titre de cette composante de la DGF (montant stable par rapport à 2018).

- La dotation de compensation

Cette composante de la DGF correspond :

- aux montants dus en 2003 au titre de l'ancien concours particulier compensant la suppression des contingents communaux d'aide sociale. En effet, la loi du 27 juillet 1999 portant création d'une couverture maladie universelle a supprimé, à compter de 2000, les contingents communaux d'aide sociale. Cette réforme s'est traduite par un transfert financier de la DGF des communes vers celle des départements ;
- et à 95 % de la dotation générale de décentralisation (DGD) hors compensations fiscales.

En 2019, le Nord a perçu un montant identique par rapport à 2018 soit 292,5 M€.

2. La Dotation Générale de Décentralisation (DGD)

Créée en 1983, la DGD assure de façon globale le financement de l'ensemble des compétences transférées par l'Etat aux Départements.

La DGD fait partie du dispositif de compensation des charges résultant des transferts ou des extensions de compétences. Chaque Département perçoit ainsi, depuis 2004, une DGD résiduelle égale à 5 % de la DGD de 2003.

Depuis 2009, la DGD n'évolue plus, hors mesures nouvelles, et son montant est figé. La DGD pour le Département du Nord s'est élevée en 2019 à 29,5 M€ et reste stable par rapport à 2018.

3. Les compensations fiscales

Les différentes réformes décidées par l'Etat aboutissent à une perte de recettes fiscales directes locales qui fait l'objet de compensations partielles.

- La dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP)

En 2019, elle a été perçue à hauteur de 62,6 M€, pour 64 M€ en 2018. La DCRTP a été, en 2017, intégrée dans le périmètre des dotations d'ajustement de l'Etat. La DCRTP fait l'objet d'une nouvelle baisse en 2019 (diminution de 0,1 M€ en 2018 et 1,3 M€ en 2019).

- Les autres compensations de fiscalité directe

Les allocations compensatrices de taxe foncière, de taxe d'habitation et de taxe professionnelle sont utilisées comme des variables d'ajustement des concours financiers de

l'Etat. En 2019, le montant des compensations fiscales s'est établi à 12,3 M€, soit un montant stable par rapport à 2018 (12,9 M€).

4. Le fonds de stabilisation

Le fonds d'urgence exceptionnel, mis en place à l'occasion des lois de finances rectificatives de 2015 à 2017 en faveur des Départements rencontrant des difficultés pour faire face à leur reste à charge en matière de dépenses d'AIS, a été remplacé par un fonds de stabilisation dans le PLF 2019 pérennisé pour 3 ans (2019-2021). Ce nouveau fonds de soutien, attribué à 33 départements dont le Nord, est alimenté par l'Etat à hauteur de 115 M€ (contre 100 M€ pour l'exercice 2018) et tient compte des situations des départements les plus dégradées vis-à-vis des dépenses sociales

Le Département du Nord a ainsi perçu 16,8 M€ en 2019 au titre de ce fonds (11,6 M€ en 2018).

5. Le Fonds de Compensation de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (FCTVA)

Depuis 2017, le Département perçoit en section de fonctionnement le FCTVA pour ses dépenses de voirie et d'entretien des bâtiments publics.

En 2019, le montant attribué au Nord a été de 0,7 M€, soit un montant stable par rapport à 2017 (0,9 M€).

D. Péréquation horizontale : un solde net en forte augmentation

La plupart des fonds de péréquation sont constitués d'un prélèvement, et d'un reversement, le solde de deux correspondant au gain (ou à la perte) net pour le Département. Le détail ci-dessous analyse en recette le montant « net » de ces 2 fonds.

Il est à noter que le département du Nord n'est pas sujet au prélèvement sur flux en 2019, et qu'il ne le sera plus désormais au titre du FP-DMTO, celui-ci disparaissant avec la réforme de la péréquation horizontale proposée par l'ADF et entérinée dans la loi de finances 2020.

	2015	2016	2017	2018	2019
Fonds de CVAE (net)	8,4 M€	8,4 M€	8,9 M€	5,8 M€	5,3 M€
FP-DMTO (net)	8,9 M€	4,8 M€	8,5 M€	5,1 M€	24,8 M€
FSD-DMTO (net)	34,9 M€	19,5 M€	16,4 M€	30,3 M€	49,1 M€
FSID (net)					8,2 M€
Total	52,2 M€	32,7 M€	33,8 M€	41,2 M€	87,5 M€

Les trois fonds assis sur les DMTO (Fonds National de Péréquation des Droits de Mutation à Titre Onéreux, Fonds de Solidarité en faveur des Départements et Fonds de Soutien Interdépartemental) ont fait l'objet d'une réforme importante, issue d'une proposition de l'ADF, dans le cadre de la loi de finances initiale pour 2020. Celle-ci opère le remplacement des mécanismes de prélèvement de ces fonds par un prélèvement unique alimentant un fonds globalisé.

1. Le fonds de péréquation de CVAE

Ce fonds est alimenté par deux types de prélèvements sur la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) des départements :

- un premier prélèvement sur « stock », lié au niveau de CVAE du département de l'année précédant la répartition, soit 2018, par rapport à la moyenne des départements.
- un second prélèvement sur « flux » prend en compte la dynamique de progression des recettes de la CVAE observée entre 2017 et 2018.

Ces sommes sont reversées aux départements les moins favorisés, classés en fonction d'un indice synthétique de ressources et de charges, tenant compte du potentiel financier par habitant, du revenu moyen par habitant, du nombre de bénéficiaires du RSA et du nombre de personnes de plus de 75 ans.

En outre, aucun département dont le revenu par habitant 2019 est inférieur au revenu médian de l'ensemble des départements ne peut être contributeur au fonds national de péréquation de la CVAE perçu par les départements (c'est le cas du Nord).

Pour 2019, le Département a ainsi perçu un montant de 5,3 M€. Ce montant est stable par rapport à 2018.

2. Le Fonds de péréquation des droits de mutation à titre onéreux (FP-DMTO)

Ce dispositif, issu de la réforme de la taxe professionnelle, prend la forme d'un fonds alimenté par deux prélèvements « sur stock » et « par flux ».

Le premier prélèvement « sur stock » concerne les départements dont le montant par habitant est supérieur à 75 % de la moyenne nationale des DMTO par habitant. Le Nord n'a pas contribué à ce prélèvement en 2019 comme en 2018.

Le second prélèvement « sur flux » concerne les départements dont les recettes fiscales connaissent une progression supérieure à deux fois l'inflation et dont le montant par habitant est supérieur à 75 % de la moyenne nationale des DMTO par habitant.

Pour 2019, le département du Nord n'est plus sujet au prélèvement sur flux (17,5 M€ en 2018).

Ce fonds est ensuite réparti entre les départements. Ainsi, le Département du Nord a perçu 24,8 M€ en 2019 (pour 22,6 M€ en 2018) sur la totalité du fonds de 702 M€.

3. Le Fonds de solidarité (FSD)

La loi de finances pour 2014 a créé un fonds de solidarité au profit des départements afin de réduire les inégalités relatives aux charges en matière d'allocations individuelles de solidarité (AIS) que sont l'allocation personnalisée d'autonomie (APA), la prestation de compensation du handicap (PCH) et le revenu de solidarité active (RSA).

Ce fonds est alimenté par un prélèvement forfaitaire de 0,35 % sur les bases des droits de mutations à titre onéreux (DMTO) perçus par les départements en n-1 (année précédente de répartition). Les ressources du fonds sont réparties entre les départements éligibles à l'une ou l'autre des deux fractions du fonds, la première fraction du fonds représentant 30 % des ressources et la seconde fraction 70 %. La première fraction est fonction des restes à charge respectifs des départements en matière d'AIS. La seconde fraction est fonction de la population et de l'écart relatif entre le RAC / habitant et le RAC / habitant médian de l'ensemble des départements.

Pour l'exercice 2019, le Département du Nord a perçu, au titre du fonds de solidarité, un montant de 73,2 M€, pour 52,7 M€ en 2018.

En 2019, l'enveloppe nationale a progressé de 62,9 M€ (548 M€). La part du Nord dans le fonds a représenté 15,1 % contre 10,9 % en 2018.

4. Le Fonds de soutien interdépartemental (FSID)

La loi de finances pour 2019 crée le FSID pour deux années (2019 et 2020). Ce fonds représente 250 M€, prélevés et reversés entre départements, lors de chaque année d'application.

Le FSID vise à une meilleure répartition des ressources au bénéfice des départements confrontés à des difficultés sociodémographiques particulières :

- les départements ruraux, marqués par une insuffisance structurelle de moyens pour répondre aux défis de l'aménagement et de l'attractivité de leur territoire ;
- les départements caractérisés par une situation sociale dégradée à laquelle s'ajoutent des recettes de DMTO inférieures à la moyenne nationale (cas du Nord).

Les modalités de répartition du FSID résultent des échanges entre l'Assemblée des Départements de France et le Gouvernement.

Les recettes sont apportées par l'ensemble des départements, proportionnellement au montant de l'assiette des DMTO qu'ils ont perçus.

L'éligibilité à la première part représente 60 % des ressources du fonds (150 M€).

L'éligibilité de la seconde part représente 40 % des ressources du fonds (100 M€).

Cette seconde part prend en compte :

- le revenu par habitant ;
- le taux de pauvreté (supérieur ou égal à 15 %) ;
- les recettes de DMTO.

Cette seconde part est répartie en fonction d'un indice synthétique, composé du potentiel financier, du revenu par habitant, pondérés par la population des départements éligibles.

En 2019, le Nord a été prélevé de 7 M€ et bénéficiaire de 15,2 M€ du fonds. Le solde net est donc de 8,2 M€.

E. Ingénierie financière

M€	CA 2018	CA 2019	CA 2019 / CA 2018	
FEDER Maîtrise d'œuvre départementale (MOD)	0,2	0,4	0,2	73,4%
FSE Subvention Globale	5,4	7,4	2,0	36,4%
INGENIERIE FINANCIERE	5,7	7,8	2,2	38,0%

Les recettes du fonds européen de développement régional (FEDER) en maîtrise d'ouvrage directe (0,4 M€) ont financé le fonctionnement de 5 projets interrégionaux France-Wallonie-Flandres (Interreg V - FWVL), le solde de l'assistance technique du programme Interreg IV 2013-2017 (0,23 M€), ainsi que des acomptes de l'assistance technique du programme Interreg V FWVL et du Programme Opérationnel régional FEDER 2014-2020.

Les recettes relatives au Fonds Social Européen (FSE) s'élèvent à 7,4 M€ en 2019 soit 2 M€ de plus qu'au CA 2018 et se rapportent aux projets mis en œuvre dans le cadre de la programmation 2014-2020. Cette augmentation s'explique par l'externalisation partielle des contrôles de services faits pour les opérations FSE qui a permis d'accélérer les délais de production de justificatifs à l'autorité de certification.

F. Recettes sociales

M€	CA 2018	CA 2019	CA 2019 / CA 2018	
Amendes RSA	0,7	0,8	0,03	4,1%
Indus AIS	4,8	6,2	1,4	30,2%
Concours APA	86,5	82,4	-4,1	-4,7%
Concours PCH	27,9	28,4	0,6	2,0%
Conférence des financeurs	2,7	3,6	0,9	32,1%
Enfance, famille, jeunesse	4,8	5,4	0,6	12,9%
MNA	4,6	2,1	-2,6	-55,4%
FAP, plan pauvreté	3,9	8,1	4,2	106,7%
FMDI	36,8	33,7	-3,2	-8,6%
MDPH	3,2	3,1	-0,1	-3,4%
Prévention Santé	2,0	4,8	2,8	139,7%
Recouvrements PAPH	15,6	18,9	3,3	21,2%
RECETTES SOCIALES	193,6	197,4	3,9	2,0%

Les recettes sociales sont en hausse de 2% pour passer de 193,6 M€ en 2018 à 197,4 M€ en 2019.

Cette hausse modérée est en réalité le résultat de 3 mouvements en sens contraire :

- un désengagement de l'Etat sur les compensations de transfert de compétence en matière sociale
- un financement spécifique par l'Etat de nouvelles politiques sous forme d'appel à projet
- une action particulière des Départements concernant leurs recettes sociales propres

1. Le désengagement de l'Etat sur les compensations de transfert de compétences

Le désengagement de l'Etat se traduit, en volume, pour le Département du Nord, par une diminution de recettes de 9,3 M€, dans le cadre des dispositifs de prise en charge de l'hébergement des Mineurs Non Accompagnés (MNA), des concours versés par la CNSA au titre de la compensation des dépenses d'APA et des versements du fonds de mobilisation départementale pour l'insertion (FMDI). En valeur relative le concours APA diminue ainsi de 4,7% par rapport à 2018, la dotation MNA de 55%, et le versement FMDI de 8,6%. Plusieurs décisions prises par l'Etat concourent à ces diminutions.

Ainsi, dans le cadre de la **politique des MNA**, l'arrêté du 27 août 2019 (JO n° 203) réduit la participation financière de l'Etat par MNA de moitié par rapport à 2018. La compensation versée par l'Etat, largement insuffisante eu égard au poids de la dépense, connaît quant à elle une baisse entre 2018 et 2019, passant de 4,6 M€ (encaissement de cinq trimestres) à 2,1 M€ (encaissement de trois trimestres). A périmètre constant, la diminution de la recette s'explique par la modification de la méthode de calcul retenue par l'Etat, se basant, pour une partie, sur l'évolution du nombre de MNA par rapport à l'année précédente :

- en 2018, un montant forfaitaire de 12 K€ par MNA a été appliqué au nombre de MNA supplémentaires par rapport à 2017 ;

- en 2019, ce montant forfaitaire a été réduit à 6 K€, appliqué à uniquement 75 % du nombre de MNA supplémentaires par rapport à 2018, excluant par là même du niveau de compensation les mineurs arrivés en 2017.

Dans le cadre de la **politique « personnes âgées »** une décision ministérielle met fin en 2019 au dispositif de « mesure de faveur » prévu par le décret n° 2017-1337. Ce dispositif permettait de garantir un niveau de dotation élevé si les dépenses d'APA dans le Département évoluaient plus vite que la moyenne nationale. L'évolution de la dotation APA part 2 est donc cette année déconnectée de l'évolution des dépenses d'APA réalisées par le Département (conséquence de cette décision ministérielle), et tient compte exclusivement de l'évolution des dépenses d'APA nationales constatées entre 2015 et 2018, qui ont progressé beaucoup moins rapidement (+8,4%) que les dépenses d'APA du Département du Nord (+14,2%).

Enfin, **le FMDI** est en diminution de 3,1 M€ par rapport à 2018. Le FMDI est composé de 3 parts :

- une part compensation en diminution de 0,8 M€ par rapport à 2018
- une part péréquation en diminution de 1 M€ par rapport à 2018
- une part insertion en diminution de 1,3 M€ par rapport à 2018

La part "compensation" représente 40% du montant versé. Elle est indexée sur l'évolution de la charge nette² du RSA par département. Cette charge nette de RSA a diminué dans le Département du Nord de 0,2%³ alors que dans le même temps elle a augmenté de 4,6%⁴ en moyenne dans les autres départements de France. La compensation a donc été défavorable au Département du Nord avec une baisse de 0,8M€.

La part "péréquation" représente 30% du montant versé. Elle dépend de la charge nette de RSA et de l'évolution du nombre d'allocataires payables du RSA d'une année sur l'autre, rapportée à l'évolution nationale. Pour le Département du Nord, l'évolution du nombre d'allocataires payables du RSA (110 663 allocataires) est en augmentation de 1% en 2019 contre 2,6%⁵ au niveau national. Cette augmentation plus faible que l'augmentation nationale engendre un montant de péréquation défavorable au Département du Nord, en baisse de 1 M€ par rapport à 2018.

La part "insertion" représente 30% du montant versé. Elle dépend de l'évolution du nombre de contrats d'insertion signés au 31 décembre de l'année n-1 (au 31/12/2018 pour la dotation 2019). Le nombre de contrats signés est en diminution de 37% pour le Département du Nord contre 26% au niveau national. Cette baisse importante (4393 contrats aidés comptabilisés en 2019 contre 6966 en 2018) entraîne une diminution de 1,3 M€ de la part insertion de la dotation FMDI. La baisse s'explique par un contexte de refonte et de diminution des contrats aidés au niveau national. Les contrats aidés préexistants ont été remplacés par des « parcours emploi compétences » (PEC). Selon les données de la Direction de l'Animation de la Recherche des Etudes et des Statistiques (DARES) publiée le 15/11/2019, l'ensemble des recrutements en

² La "charge nette RSA" correspond au différentiel entre d'une part les dépenses de RSA socle et de RSA majoré (hors indus) et d'autre part le montant des droits à compensation (résultant du transfert de compétence mis en place par la loi n° 2003-1200 du 18 décembre 2003 portant décentralisation - Article L3334-16-2 du CGCT)

³ Source : Etats de notification du FMDI

⁴ Source : Etats de notification du FMDI

⁵ Source : Etats de notification du FMDI

contrat aidé est en baisse de 54 % par rapport à 2017 (-89 % dans le secteur marchand et -50 % dans le secteur non marchand).

Les recettes sociales, hors dotations (Concours APA, PCH, MNA, FMDI), représentent pour l'année 2019, (50,9 M€, contre 37,8 M€ en 2018 soit une progression +35%). Cette augmentation vient compenser la baisse des dotations.

2. Le renforcement du financement de l'action sociale sous forme d'appels à projets

En application de l'article 89 de la loi de finances pour 2017 du 29 décembre 2016, a été mis en place un fonds d'appui aux politiques d'insertion (FAPI). Doté de 50 millions d'euros pour 2017 - et financé "à titre exceptionnel" par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA)- ce fonds s'adressait aux départements dont le président du conseil départemental a conclu avec le préfet une convention d'appui aux politiques d'insertion, définissant des priorités conjointes en matière de lutte contre la pauvreté, d'insertion sociale et professionnelle et de développement social. Le FAPI a représenté 3,9 M€ de recette en 2018.

Ce dispositif a été complété le 13 septembre 2018 par la Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté présentée par le Président de la République, autour de 5 engagements stratégiques. Le Département du Nord s'est engagé dès le 18 décembre 2018 par la signature d'une convention avec l'Etat qui a servi à financer en 2019 des actions dans le domaine de l'insertion et la protection de l'enfance (v infra).

Au total, le Département a bénéficié de 8,1 M€ de recettes, montant qui a vocation à augmenter encore fortement dans les années à venir.

3. Le déploiement d'une culture de la recette dans le domaine des recettes sociales

La hausse des recettes sociales propres du Département (hors dotations et fonds) résulte essentiellement d'actions volontaristes du Département dans le cadre du recouvrement : hausse de plus de 40% du recouvrement des indus et hausse de près de 10% des récupérations sur succession au titre de l'aide sociale. Ces hausses sont le reflet de la culture de la recette mise en place par le Département qui passe tant par une politique de lutte contre la Fraude, le déploiement d'une action conjointe sur le recouvrement avec le payeur départemental, ou encore la modernisation de certains processus de recouvrement (création d'un assistant virtuel pour le paiement des indus RSA, déploiement du site Nord+Notaire).

A noter enfin une augmentation conjoncturelle de 2,8 M€ sur les recettes de prévention santé qui résulte d'un décalage dans le versement, par l'Agence Régionale de Santé (ARS), de la dotation de fonctionnement des CeGIDD (Centre Gratuit d'Information et de Dépistage des virus et IST). En effet, la recette ARS 2018 de 1,4 M€ a été versée début 2019.

G. Recettes diverses de fonctionnement

M€	CA 2018	CA 2019	CA 2019 / CA 2018	
Moyens généraux	1,8	0,4	-1,4	-77,1%
Collèges	1,5	4,6	3,1	200,1%
Culture	1,2	1,3	0,1	7,7%
Développement territorial et cadre de vie	0,4	0,4	-0,03	-6,9%
Finances	4,7	7,3	2,7	56,6%
Infrastructures et réseaux	12,3	1,3	-11,1	-89,8%
Cessions immobilières	22,5	21,6	-0,9	-4,2%
Ressources humaines	4,9	5,2	0,2	4,7%
Patrimoine hors cessions immobilières	1,0	0,9	-0,01	-1,0%
RECETTES DIVERSES DE FONCTIONNEMENT	50,4	43,0	-7,4	-14,7%

En 2019, le Département a titré 43 M€ pour 50,4M€ en 2018 soit une diminution de 14,7% des recettes diverses de fonctionnement.

Cette baisse résulte du transfert de la compétence transports à la Région engendrant une diminution des recettes liées à cette thématique (-10M€ sur les participations perçues au titre des transports scolaires et des lignes pénétrantes), recettes assises sur des dépenses réduites d'autant.

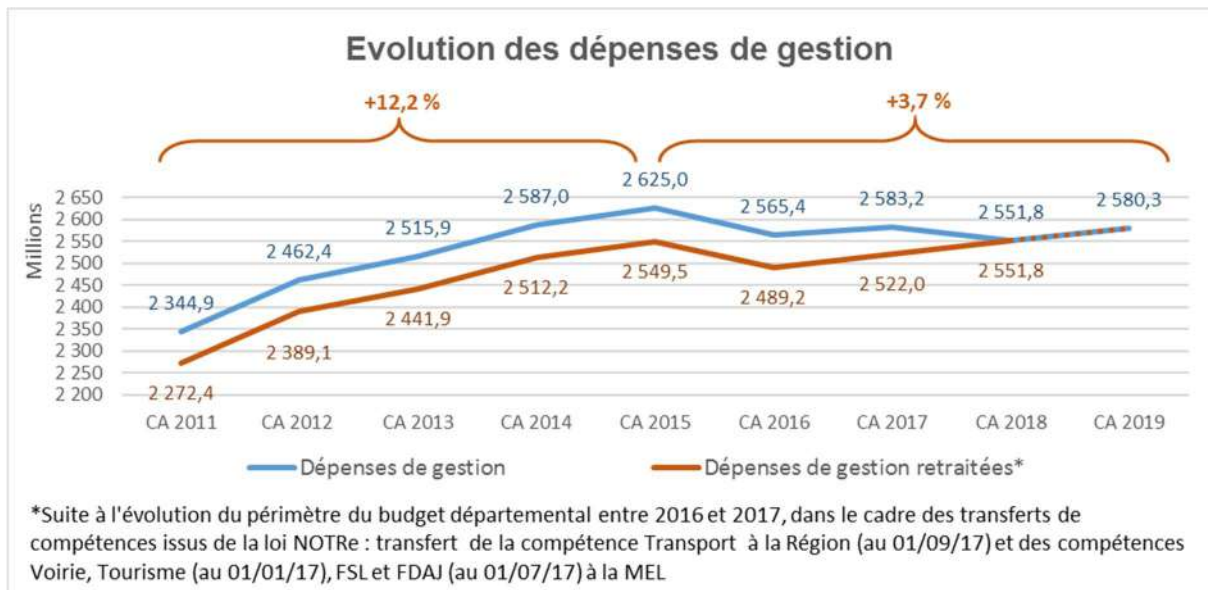
En parallèle, la hausse des recettes constatée en 2019 au niveau de la thématique « Collèges » concerne les participations des familles aux dépenses de restauration et d'hébergement, et résulte d'un changement dans le mode de calcul en 2018 : les titres étant désormais émis à terme échu avec un état liquidatif basé sur les recettes réelles déjà encaissées par les collèges. Ainsi l'année 2019 retrouve une exécution conforme à une année complète comme en 2017, l'année 2018 ayant été anormalement basse.

En 2019, la moitié des recettes diverses de fonctionnement résultent de cessions immobilières : 14,2M€ au titre de la vente de l'EPSM de Saint-André Lez Lille, 2M€ au titre de la vente du bâtiment IUFM situé rue de Londres à Lille, 1,7M€ au titre de la vente de l'immeuble la Filature à Lille et 1,4M€ au titre de la vente du bâtiment ATD sis rue Nicolas Leblanc à Lille.

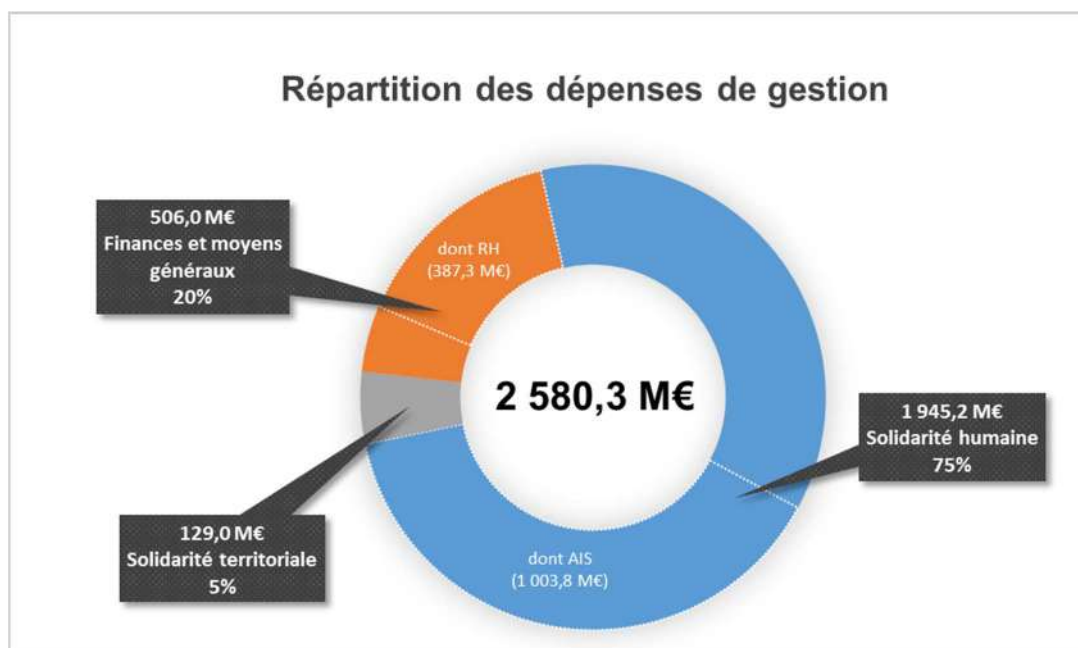
La thématique Finances regroupe les produits exceptionnels et opérations comptables (4,6 M€), les créances et avances (0,2M€), et les recettes liées aux annulations de mandats (1,5M€).

III. Des dépenses de fonctionnement maîtrisées

Les dépenses de gestion⁶ s'élèvent en 2019 à 2 580,3 M€. Elles connaissent une légère progression par rapport à l'exercice précédent (+1,1 %).



Les dépenses de gestion se répartissent de la façon suivante :



⁶ Les dépenses de gestion correspondent aux dépenses réelles de fonctionnement hors intérêts de la dette. Ceux-ci s'élèvent en 2019 à 19,3 M€ (voir IV. La diminution du recours à l'emprunt dans le financement de l'investissement).

A. La maîtrise globale des dépenses de solidarité humaine en dépit de la progression continue des AIS

M€	CA 2018	CA 2019	CA 2019 / CA 2018	
Enfance, famille et jeunesse	449,1	467,1	17,9	4,0%
Actions d'insertion	722,3	718,8	-3,6	-0,5%
Personnes âgées	297,8	310,9	13,1	4,4%
Personnes handicapées	366,7	367,1	0,4	0,1%
Actions de santé	4,3	4,6	0,2	5,6%
Collégiens	75,4	76,8	1,4	1,9%
SOLIDARITE HUMAINE	1 915,7	1 945,2	29,6	1,5%

Les dépenses de solidarité humaine s'élevaient en 2019 à 1 945,2 M€. Elles représentent 75 % des dépenses de gestion de la collectivité.

En hausse de 1,5 % par rapport à l'exercice précédent, les principales évolutions sont les suivantes :

- la progression continue des dépenses d'AIS, marquée par la stabilisation du RSA et la forte augmentation de l'APA ;
- la dynamique forte des dépenses liées aux MNA ;
- le renforcement des moyens dédiés aux établissements de l'enfance ;
- la maîtrise globale des autres dépenses.

1. Des dépenses d'AIS marquées par la stabilisation du RSA et la forte augmentation de l'APA

Les dépenses liées aux AIS (RSA, APA et PCH) représentent 39 % des dépenses de gestion de la collectivité. Elles sont en progression de 1,6 % par rapport à 2018.

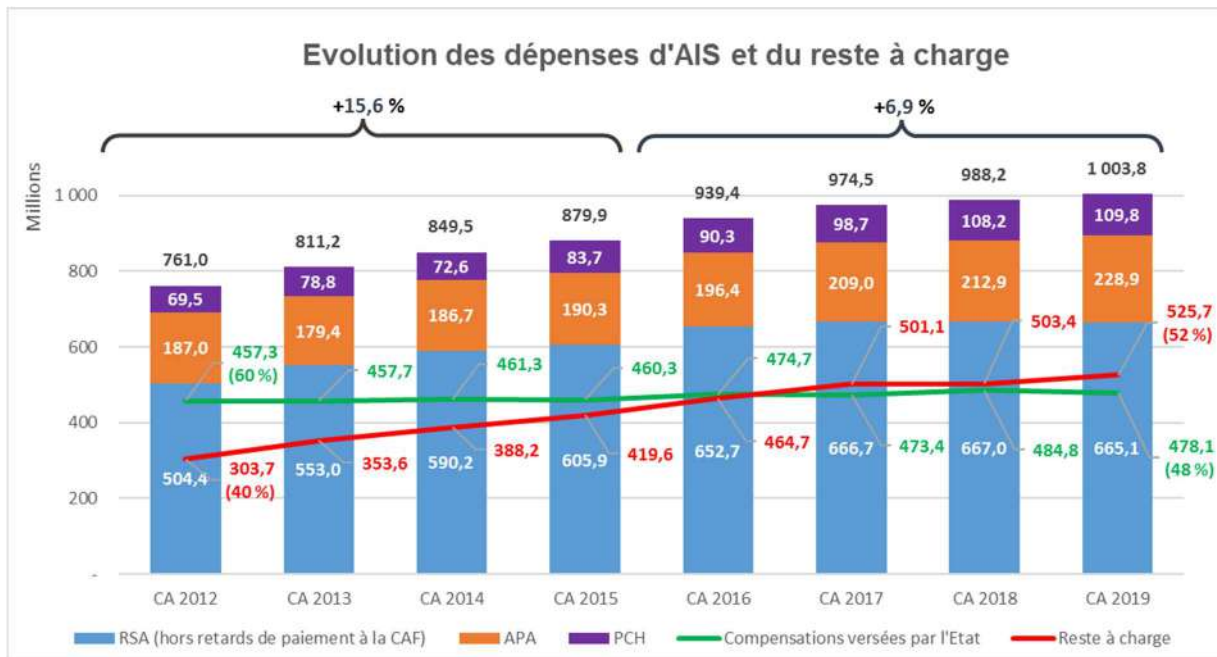
• L'augmentation globale des AIS et l'évolution du reste à charge

Devant la dynamique d'augmentation des AIS et la faiblesse des compensations versées par l'Etat, le Département s'est activement engagé dans la recherche de solutions au niveau national. Ces négociations se sont traduites, d'une part, par la pérennisation pour la période 2019-2021 du fonds d'urgence créé en 2015, et, d'autre part, par la création en 2019 du fonds de soutien interdépartemental (FSID).

Ces recettes supplémentaires se sont élevées respectivement, en 2019, à 16,8 M€ et 8,2 M€ (solde net).

En dépit de ces financements complémentaires ayant permis de stabiliser le reste à charge, celui-ci demeure largement en défaveur du Département du Nord. Il s'élève en 2019 à 523,4 M€, soit 52 % des AIS⁷.

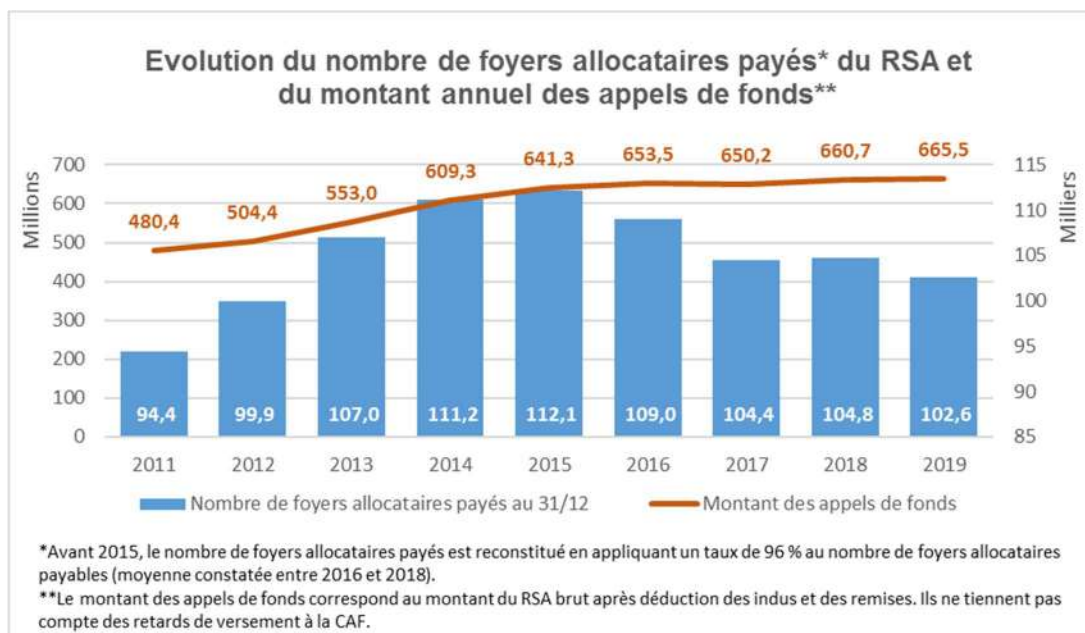
⁷ Le périmètre des compensations versées, comprend pour l'analyse du Département, la part figée de TICPE, le FMDI et les dotations CNSA APA et PCH. L'Etat intègre en outre à son analyse le Fonds de Solidarité en faveur des Départements (FSD) et le Dispositif de Compensation Péréquée (DCP).



• **Un nombre d'allocataires du RSA en constante diminution**

Comme en 2018, les dépenses réalisées en 2019 permettent le financement de 12 mois de RSA. Le décalage de paiement des appels de fonds sur l'exercice 2020 s'élève à 33,1 M€.

Le montant des appels de fonds varie de +0,73 % en 2019, en dessous de la moyenne des 3 dernières années (+1,01 %). Cette tendance s'explique par la baisse de 2 135 du nombre de foyers d'allocataires payés⁸ (102 627 au 31/12/2019 contre 104 762 au 31/12/2018), fruit des politiques de remobilisation d'accès à l'emploi et d'insertion professionnelle en faveur des allocataires du RSA. Au cours de l'exercice, 14 380 foyers allocataires ont fait l'objet d'une sanction, ayant engendré une non-dépense de 3,7 M€.



⁸ Les foyers allocataires payés sont les foyers ayant perçu un versement de RSA dans le mois.

Dès la fin 2018, cette action s'est matérialisée par une action conjointe aux côtés de l'Etat via la mise en œuvre de la Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté. La convention 2019-2021 d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi, signée le 18 décembre 2018 permet la mobilisation de moyens financiers supplémentaires durant 3 ans.

Dans ce cadre, la stratégie départementale s'est notamment traduite, en 2019, par la création de 7 Maisons Départementales de l'Insertion et de l'Emploi (MDIE), de 10 permanences (Hondschoote, Bailleul, Tourcoing, Condé, Denain, Le Quesnoy, Caudry, Le Cateau, Avesnes, Fourmies) permettant :

- D'agir plus vite en orientant et en accueillant physiquement sous un mois tous les bénéficiaires du RSA entrant dans le dispositif : au 31 décembre 2019, 16 686 allocataires avaient été convoqués dans les MDIE depuis leur ouverture ;
- De renforcer l'accompagnement des allocataires du RSA, notamment en agissant à toutes les étapes du parcours d'accompagnement pour redonner à chacun une perspective d'emploi ;
- De mettre en place un accompagnement intensif de placement immédiat à l'emploi sous forme de coaching (CoachEmploi). Au 31 décembre 2019, 709 allocataires entrés en coaching étaient sortis en emploi ou en formation ;
- De développer le partenariat avec Pôle Emploi autour d'objectifs communs pour l'accès à l'emploi des allocataires du RSA et d'organiser une meilleure complémentarité des accompagnements. La journée du 14 novembre 2019 intitulée « Réussir sans attendre » a permis de réunir, sur 45 sites (38 agences Pôle Emploi et 7 MDIE), 1 700 professionnels afin de mutualiser les offres d'emploi captées par Pôle Emploi et les plateformes départementales. Trois espaces par site permettaient aux allocataires de candidater, se former ou trouver des solutions de mobilité, de garde d'enfants et de préparation à l'emploi. L'objectif d'accueillir 10 000 personnes a été atteint. 1314 allocataires ont, depuis, retrouvé un emploi et 476 sont entrés en formation.

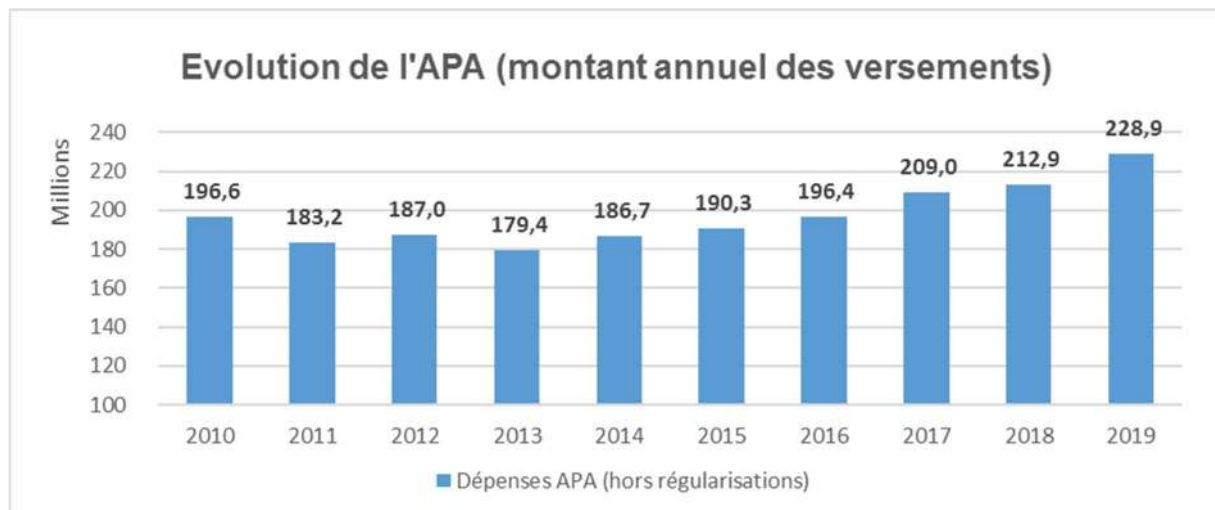
En outre, la mise en œuvre, pour la période 2019-2021, de l'appel à projets « De l'insertion à l'emploi » permet de disposer d'une offre d'insertion professionnelle et sociale qualitative et diversifiée. Il intègre 30 % d'actions nouvelles et permet une hausse de 2,6 % du nombre de places en insertion professionnelle. Pour 2019, l'offre se composait de 813 actions pour environ 170 000 places à destination des allocataires du RSA. En 2019, le Plan Local de Développement pour l'Insertion (PLDI) a généré 4 576 sorties vers l'emploi.

L'année 2019 a également permis de mettre l'accent sur des solutions innovantes pour les jeunes allocataires du RSA de 25 à 30 ans. Au titre de l'Initiative de l'Emploi des Jeunes (IEJ), une action innovante d'accompagnement des allocataires du RSA de moins de 30 ans, dans le cadre de l'appel à projets 2018-2020 Hauts-de-France « Repérer et accompagner les jeunes NEET vers l'emploi - un parcours de réussite vers l'apprentissage et l'emploi » a été engagée. L'action permettra le repérage de 2 220 jeunes « NEET » (ni étudiant, ni employé, ni stagiaire), notamment les plus en difficulté, et leur accompagnement (levée des difficultés, construction d'un parcours, opportunité de rencontres avec des employeurs) vers l'apprentissage. Au 31 décembre 2019, 165 jeunes entrés en coaching IEJ en étaient, depuis sa mise en œuvre en avril 2019, sortis positivement (emploi ou formation).

Ainsi, le Département du Nord a vu croître son nombre de sorties d'allocataires du RSA plus rapidement que la moyenne nationale. Ces sorties sont liées au contexte économique et conjoncturel et aux mesures volontaristes menées par le Département évoquées ci-dessus, auxquelles s'ajoutent la poursuite du financement des contrats aidés (CAE, puis PEC et CIE) et des porteurs de projets insertion (PLDI), ainsi que la création de 8 plateformes départementales en 2016 financées à 60 % au titre du FSE.

- **La forte progression de l'APA**

Parallèlement à la stabilisation du RSA, les dépenses d'APA connaissent une forte augmentation en 2019 (+16 M€, soit +8 %). Cette augmentation est en particulier liée au vieillissement de la population du Département et à l'accélération des effets de la mise en place de l'APA 2.



Les indicateurs de croissance de la population de 60 ans et plus prévoient une hausse régulière de cette population qui représenterait alors 25 % de la population totale du Département à l'horizon 2030 (contre 23% aujourd'hui). Cette évolution constitue pour le Département du Nord un véritable enjeu démographique et sociétal.

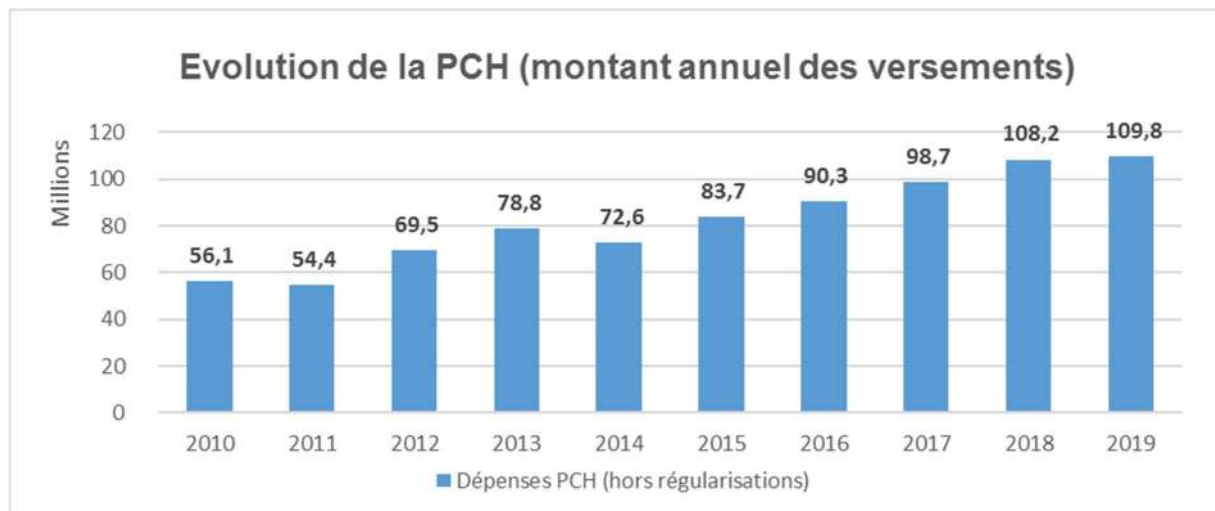
Devant cet enjeu, le Département a adopté le 12 février 2018 le Schéma Départemental des Solidarités Humaines 2018-2022, dont l'ambition est, concernant les personnes âgées, de mieux accompagner le vieillissement de la population en agissant sur l'environnement de la personne, en intervenant sur les conditions de la vie à domicile et en favorisant la participation des personnes à la vie de la cité.

Dans cette perspective, l'accès aux droits, la logique de parcours et l'adaptation de l'offre de services des personnes en perte d'autonomie ont fait l'objet de nouvelles réalisations en 2019 :

- la poursuite des actions de prévention de la perte d'autonomie au travers notamment du renouvellement de la délégation de service public de téléassistance pour la période 2018 à 2023 avec un tarif d'abonnement en baisse de 20 % et l'ajout de nouvelles fonctionnalités, de la généralisation des forfaits autonomie dans les résidences autonomie et enfin de nouvelles actions dans le cadre des crédits consacrés à la conférence des financeurs.
- l'amélioration de l'accueil, de l'information et de l'orientation de l'utilisateur grâce à l'implication d'une quarantaine de relais autonomie qui constitue une première étape dans la constitution de la Maison Départementale de l'Autonomie.
- le soutien au développement de solutions innovantes par le biais d'appel à manifestation d'intérêt ou d'appel à projets, en vue notamment de développer les solutions d'habitat inclusif, l'innovation et l'accès aux aides techniques et à la domotique.
- la poursuite de la diversification de l'offre d'hébergement et le soutien au secteur de l'aide à domicile au travers des premiers Contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens (CPOM).

- le développement d'un accès facilité aux solutions de répit aux aidants de personnes âgées pour activer et soutenir les solidarités familiales et de proximité qui constituent un levier privilégiant la vie à domicile et au sein de l'environnement familial et social.
- **L'évolution contenue de la PCH**

La PCH est contenue en 2019. Elle s'élève à 109,8 M€, soit une augmentation de 1,5 % par rapport à 2018.



Cette augmentation contenue est favorisée par la bonne adéquation entre les ressources allouées et les besoins des personnes en situation de handicap, ainsi que par une meilleure information destinée à favoriser la complémentarité des financements.

2. La poursuite de la dynamique des dépenses liées aux MNA et la maîtrise globale des dépenses de solidarité humaine hors AIS

Parallèlement à l'aggravation du reste à charge en matière d'AIS, les dépenses de fonctionnement du Département subissent une pression supplémentaire par la poursuite de l'augmentation des dépenses relatives aux Mineurs Non Accompagnés (MNA). Le nombre de MNA pris en charge par les services départementaux au 31 décembre 2019 est de 1 324 (dont 137 en Maison de l'enfance à caractère social (MECS)), contre 836 MNA au 31 décembre 2018 (dont 230 en MECS). L'augmentation du nombre de MNA accueillis a nécessité l'ouverture en juillet 2019 du lot n°3 du second appel à projets. Confié au groupement GME, ce dernier a permis l'accueil de 200 MNA supplémentaires, sans faire supporter l'augmentation du flux aux structures de droit commun de protection de l'enfance (MECS). Les frais relatifs à l'accueil, l'évaluation, la mise à l'abri, l'hébergement et l'accompagnement des MNA connaissent ainsi une forte augmentation par rapport à l'an dernier : +11,1 M€, soit une dépense de 24,4 M€ en 2019.

Ceux-ci n'incluent par ailleurs pas les dépenses de contentieux, l'aménagement des sites d'urgence ou la prise en charge de mineurs non accompagnés dans les structures de droit commun de protection de l'enfance (MECS).

A côté de l'accueil des MNA, les autres dépenses de solidarité humaine hors AIS ont progressé comme suit :

• **Enfance, famille et jeunesse**

M€	CA 2018	CA 2019	CA 2019 / CA 2018	
Accompagnement et Accueil en établissement	213,6	219,0	5,4	2,5%
Accueil familial	144,8	146,3	1,5	1,0%
Prévention et Accompagnement à la parentalité	5,0	5,2	0,1	2,5%
Prévention et Autonomie des jeunes	31,0	29,4	-1,6	-5,1%
Projet pour l'enfant	5,1	5,1	0,1	1,3%
Soutien à domicile enfance	36,2	37,6	1,4	3,8%
ENFANCE, FAMILLE ET JEUNESSE (HORS MNA)	435,8	442,7	6,9	1,6%

Les dépenses dédiées à l'enfance, la famille et la jeunesse (hors MNA) s'élèvent en 2019 à 442,7 M€. Elles connaissent une augmentation globale de 6,9 M€ par rapport à 2018 (+1,6 %), portée notamment par le renforcement des moyens dédiés à l'accueil (+5,4 M€) et plus particulièrement à l'EPDSAE. En 2019, une deuxième génération de CPOM a été engagée pour la période 2019-2021. Une enveloppe supplémentaire de 7,5 M€ votée au BP 2020 permettra de mettre en œuvre de nouvelles réponses dans la prise en charge des mineurs, comme la préparation à la majorité, et de poursuivre la création de mesures d'accompagnement à domicile.

En 2019, une nouvelle campagne de communication et de recrutement des assistants familiaux a été lancée. De nombreuses actions ont été mises en places : nouveaux supports de communication, une vidéo et un tutoriel réalisé sur le métier d'assistant familial et un partenariat étroit avec Pôle Emploi. S'agissant de leur formation, le Département du Nord cotise auprès du CNFPT depuis le 1/01/2019. Le CNFPT organise désormais la préparation du Diplôme d'Etat des Assistants Familiaux (DEAF)⁹. Pour le Département du Nord, 168 personnes ont débuté leur formation DEAF en mai 2019. Une deuxième vague de 170 nouveaux stagiaires est prévue en septembre 2020.

Egalement, depuis novembre 2019, un itinéraire de formation continue est proposé aux assistants familiaux autour de thématiques spécifiques à l'accueil familial travaillées avec le Département, ayant permis la formation de 64 personnes.

• **Actions d'insertion**

M€	CA 2018	CA 2019	CA 2019 / CA 2018	
Régularisations et indus RSA	0,3	0,4	0,1	55,5%
Insertion sociale et professionnelle	49,4	47,6	-1,8	-3,6%
Solidarité au titre du logement et de l'habitat	5,6	5,6	0,0	0,0%
ACTIONS D'INSERTION (HORS ALLOCATION RSA)	55,3	53,6	-1,6	-3,0%

Les actions d'insertion connaissent une légère baisse par rapport à l'exercice précédent (-3 %), essentiellement liée aux recrutements moins importants que prévu de contrats aidés (-1,8 M€). La modification de l'intervention de l'Etat dans les contrats aidés (circulaire du 11 janvier 2018 du Ministère du travail, suite au rapport Borello) s'est traduite par une diminution des contrats cofinancés par le département à hauteur de 253 contrats (-13%) entre 2018 et 2019. Néanmoins, il est important de noter que la diminution retenue dans le cadre du calcul du Fond de Mobilisation pour l'Insertion intègre une diminution pour le Nord de 2573 contrats

⁹ La formation est d'une durée de 240 heures réparties sur une période de 18 à 24 mois.

(-58,6%) témoignant d'une diminution beaucoup plus importante des financements de l'Etat dans les contrats aidés que celle du Département.

La contribution au Fonds de solidarité pour le logement (FSL), dans le cadre du Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD), a été maintenue en 2019 à 5,6 M€.

• **Autonomie**

M€	CA 2018	CA 2019	CA 2019 / CA 2018	
Hébergement personnes âgées	75,7	70,8	-4,9	-6,4%
Prévention et soutien à domicile personnes âgées	9,2	11,2	1,9	20,9%
Subventions au titre des personnes âgées	0,04	0,1	0,04	121,0%
Personnes âgées (hors APA)	84,9	82,1	-2,9	-3,4%
Allocation ACTP	16,8	15,7	-1,1	-6,6%
Etablissements et services personnes handicapées	227,7	227,2	-0,5	-0,2%
Fonctionnement de la MDPH	4,2	4,5	0,3	7,1%
Soutien à domicile personnes handicapées	1,7	1,7	0,01	0,8%
Subventions au titre des personnes handicapées	0,1	0,1	0,0	1,4%
Transport des personnes en situation de handicap	8,0	8,1	0,1	1,6%
Personnes handicapées (hors PCH)	258,5	257,3	-1,2	-0,5%
AUTONOMIE (HORS APA ET PCH)	343,4	339,3	-4,1	-1,2%

Les dépenses d'autonomie sont en recul de 1,2 % par rapport à 2018 (-4,1 M€).

Cette baisse globale intègre en particulier la diminution des dépenses dédiées à l'hébergement (-4,9 M€) du fait d'un rattrapage d'arriérés plus important en 2018, mais marque par ailleurs le renforcement des actions de prévention et de soutien à domicile pour les personnes âgées (+1,9 M€) et les moyens dédiés au fonctionnement de la MDPH (+7%)

• **Actions de santé**

M€	CA 2018	CA 2019	CA 2019 / CA 2018	
PMI et planification familiale	2,2	2,5	0,3	12,6%
Service de Prévention santé (hors PMI et plan. fam.)	2,1	2,1	-0,03	-1,6%
ACTIONS DE SANTE	4,3	4,6	0,2	5,6%

La mise en œuvre de la politique santé du Département s'appuie sur l'intervention de 924 professionnels (dont 881 en territoires), rattachés à la Protection Maternelle et Infantile (PMI), aux Services de Prévention Santé (SPS) et à l'Espace de Prévention et d'Information sur les Conduites Addictives (EPICéA), afin de favoriser l'accès à la prévention et aux soins.

Par la délibération cadre du 25 mars 2019, le Département a redéfini ses orientations en matière de santé, positionnée comme un levier pour l'autonomie à tous les âges de la vie.

Deux axes ont été priorisés :

- lutter contre les inégalités sociales et territoriales de santé ;
- améliorer le recours à l'offre de prévention et de soins.

Dans ce cadre, les dépenses liées à la PMI et à la planification familiale ont évolué de 0,3 M€ entre 2018 et 2019.

• **Collèges**

M€	CA 2018	CA 2019	CA 2019 / CA 2018	
Accompagnement des collégiens	10,6	10,9	0,3	2,6%
Collèges numériques	2,3	2,8	0,4	18,6%
Forfaits d'externat	26,7	26,7	0,04	0,1%
Dotations de fonctionnement aux collèges publics	20,1	20,4	0,3	1,4%
Maintenance - Gros Entretien et Renouvellement	7,3	5,8	-1,5	-20,6%
Sport pour les collégiens	3,4	3,2	-0,2	-5,3%
Travaux, acquisition, reconstruction, construction	0,03	0,0	-0,03	-100,0%
Propreté des collèges	4,9	7,0	2,1	43,1%
COLLEGES	75,4	76,8	1,4	1,9%

Les dépenses de fonctionnement dédiées aux collèges s'élèvent à 76,8 M€ (+1,9 % par rapport à 2018). Elles intègrent notamment le renforcement du dispositif Collèges numériques (+0,4 M€). L'entretien des bâtiments en fonctionnement baisse légèrement au profit d'une augmentation en investissement.

La modernisation des modes de gestion des missions départementales nécessaires au fonctionnement des collèges se poursuit. L'externalisation des missions d'entretien général et de plonge est mise en place afin de mieux répondre aux besoins des établissements et d'assurer la continuité de service. Ainsi en 2019, ces prestations externalisées ont également permis de faire face au désengagement de l'Etat réduisant le nombre de contrats aidés. Cela conduit à une hausse des dépenses de 2,1 M€ entre 2019 et 2018.

B. Des dépenses de solidarité territoriale stables

M€	CA 2018	CA 2019	CA 2019 / CA 2018	
Infrastructures et réseaux	8,7	8,3	-0,4	-4,2%
Projets stratégiques cofinancés	0,7	0,3	-0,4	-60,6%
Développement territorial et cadre de vie	13,5	12,0	-1,6	-11,6%
Culture	13,3	13,9	0,6	4,1%
Aide aux territoires	2,1	2,1	0,0	0,2%
SDIS	92,5	92,5	0,0	0,0%
SOLIDARITE TERRITORIALE	130,8	129,0	-1,8	-1,4%

Les dépenses dédiées à la solidarité territoriale sont globalement stables. S'élevant à 129 M€, elles marquent un recul de 1,4 % par rapport à l'exercice précédent, en raison notamment de changements de périmètres en 2019 :

- suppression des frais de location de la Maison du Tourisme, suite au départ du bâtiment, en début d'année, du Comité Régional et des Congrès du Tourisme Hauts-de-France (-1 M€) ;
- absence de contribution au Syndicat mixte pour la reconversion de la BA 103 suite au retrait du Département en décembre 2018 dans le cadre de la loi NOTRe (-0,3 M€).

Les dépenses dédiées à la culture connaissent une augmentation de 4,1 %, pour atteindre 13,9 M€. Celle-ci a notamment permis de renforcer le soutien aux acteurs culturels du territoire (+0,2 M€).

Les dépenses d'infrastructures ont principalement financé l'entretien de la voirie et des ouvrages d'art départementaux (6,8 M€) et la viabilité hivernale (1,4 M€).

Les dépenses relatives au développement territorial et au cadre de vie (13,9 M€) intègrent notamment :

- le développement rural et l'attractivité touristique (3,5 M€)
- l'environnement et les Espaces Naturels du Nord (2,4 M€) ;
- la promotion et le développement des activités sportives (3 M€).

Les contributions au financement du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) et du Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement du Nord (CAUE) ont été maintenues, respectivement, à 92,5 M€ et 1,5 M€.

C. Le renforcement des moyens humains et informatiques au sein des dépenses dédiées aux fonctions supports

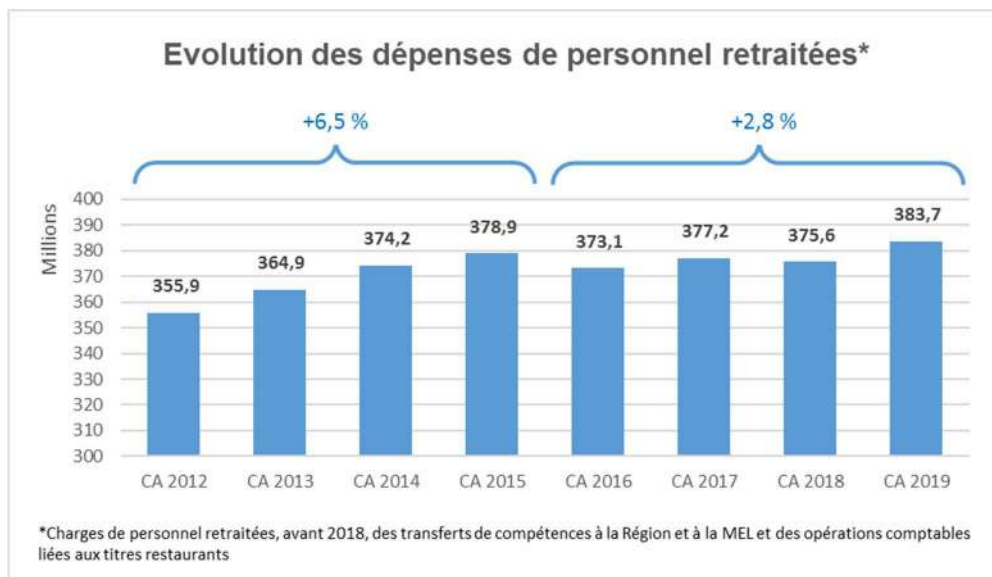
M€	CA 2018	CA 2019	CA 2019 / CA 2018	
Finances	78,5	70,3	-8,2	-10,4%
Moyens généraux de l'administration	19,2	18,3	-0,9	-4,8%
Patrimoine départemental	12,9	12,8	-0,2	-1,2%
Systèmes d'information et e-administration	7,7	9,6	1,9	24,2%
Elus départementaux	7,7	7,8	0,1	1,5%
Moyens RH	379,3	387,3	7,9	2,1%
FINANCES ET MOYENS GENERAUX	505,3	506,0	0,7	0,1%

Les dépenses de la politique Finances et moyens généraux, intégrant notamment les fonctions support de la collectivité, s'élèvent en 2019 à 506 M€. Globalement stables par rapport à l'exercice précédent (+0,1 %), elles sont néanmoins marquées par le renforcement des moyens humains (+2,1 %) et informatiques (+24 %) et par la non éligibilité au prélèvement sur flux au titre du fonds de péréquation des DMTO (voir supra).

• Moyens RH

M€	CA 2018	CA 2019	CA 2019 / CA 2018	
Charges de personnel hors paye	3,7	3,6	-0,1	-2,3%
Charges de personnel paye	375,6	383,7	8,0	2,1%
MOYENS RH	379,3	387,3	7,9	2,1%

Les dépenses de paye (hors assistants familiaux, individualisés dans la politique de l'enfance) s'élèvent en 2019 à 383,7 M€ (+2,1 % par rapport à 2018).



La politique de gestion des ressources humaines développée à partir de 2015, dans un contexte de crise, a permis de réduire puis de stabiliser le montant de la masse salariale.

Grâce au dialogue de gestion renforcé entre la Direction des Ressources Humaines (DRH) et les secrétariats généraux des DGA mené depuis 2015, les dépenses de masse salariale ont été contenues de 2016 à 2018, en dépit de l'impact haussier du protocole Parcours Professionnels, Carrières et Rémunérations (PPCR).

En 2019, la restauration des équilibres financiers, associée à la contractualisation avec l'Etat pour appuyer la lutte contre la pauvreté (projet insertion des jeunes) ont permis de prendre les décisions suivantes :

- relancer des campagnes de recrutement en ouvrant systématiquement à la voie interne et à la voie externe (525 recrutements externes en 2019, dont 283 titulaires de la fonction publique) ;
- engager une campagne annuelle de déprécarisation des agents en contrat à durée déterminée (CDD) sur des postes permanents depuis plus de 2 ans (160 déprécarisations en 2019) ;
- valoriser les agents qui exercent dans des secteurs particulièrement difficiles (revalorisation des régimes indemnitaires de grade des agents de certaines Unités Territoriales de Prévention et d'Action Sociale (UTPAS)) ;
- mettre en place de nouveaux dispositifs en matière de ressources humaines permettant le recrutement de nouvelles compétences ou de nouveaux profils (70 K€ affectés aux bourses pour les élèves assistants sociaux – 42 bourses versées, 26 K€ pour l'accueil des services civiques volontaires, 1,1 M€ pour l'apprentissage) ;
- augmenter la valeur faciale des chèques déjeuners (0,3 M€).

Par ailleurs ont été financés en 2019 :

- l'effet Glissement Vieillesse Technicité (GVT)¹⁰ et Noria¹¹, correspondants à la variation de la masse salariale hors variation du volume d'agent (3,4 M€) ;

¹⁰ L'effet GVT correspond à la variation de la masse salariale, à effectif constant, en raison des phénomènes de glissement (augmentation des salaires due aux promotions individuelles), de vieillissement (augmentation des salaires due à l'ancienneté des salariés) et de technicité (augmentation des salaires due à la progression des qualifications techniques).

¹¹ L'effet Noria correspond à la variation négative de la masse salariale liée au remplacement d'agents par des agents plus jeunes, à effectif constant.

- le maintien du versement d'un Complément Indemnitaire Annuel (CIA) de 2,7 M€ (versé pour la première fois en décembre 2018 et renouvelé en décembre 2019) afin de poursuivre l'objectif de reconnaissance de l'investissement de tous les agents.

Les effectifs (hors assistants familiaux) atteignent, au 31 décembre 2019, un total de 7667 agents sur postes permanents (7489 au 31/12/2018) et 323 agents en CDD (265 au 31/12/2018). Ils intègrent 3538 agents au sein des DTPAS (3522 au 31/12/2014, et 3599 au 30/04/2020).

- **Systemes d'information et e-administration**

Avec un parc informatique de plus de 7 000 postes de travail répartis sur plus d'une centaine de sites, la modernisation des systèmes d'information est un enjeu majeur pour la collectivité.

Les dépenses de fonctionnement dédiées aux systèmes d'information ont progressé de 24,2 % par rapport à l'exercice précédent, pour atteindre 9,6 M€ (+1,9 M€). Complémentaires des dépenses réalisées en investissement (achat de matériel, etc.), elles contribuent au développement des nouveaux modes de travail (avec notamment la mise en place du projet mobilité : frais d'abonnement pour les 2 800 lignes de téléphonie mobile prévues entre 2019 et 2020), à l'accompagnement à la mise en place des projets métiers et d'infrastructure du SI, et à la mise en place du centre de service technique (lequel assure les opérations de supervision, de sécurisation sur une plage de service étendue).

- **Autres dépenses**

Les autres dépenses de la politique Finances et moyens généraux s'élèvent à 109,2 M€. Elles intègrent :

- les opérations financières (70,3 M€), comprenant notamment les dotations de compensation liées aux transferts de compétences à la MEL (33,9 M€), les prélèvements dans le cadre de la péréquation horizontale (30 M€) et les opérations comptables diverses (3,7 M€) ;
- les moyens généraux (18,3 M€), comprenant notamment les frais de gestion des locaux (3,7 M€) et des véhicules (3,1 M€), les fournitures et services généraux (4,5 M€) et la communication (1,9 M€). Des économies ont été réalisées sur les primes d'assurance. Les dépenses de location de véhicules sont en baisse du fait du passage en acquisition des nouveaux véhicules, et les dépenses de gardiennages bénéficient d'une baisse par la cession de biens immobiliers.
- la gestion du patrimoine (12,8 M€), comprenant l'entretien des bâtiments appartenant au Département (7 M€) et les locations immobilières (5,8 M€).

D. Une évolution des dépenses permettant le respect de la contractualisation

Dans l'objectif d'une réduction de 3 points de dépenses publiques dans le produit intérieur brut (PIB) et d'une diminution de la dette publique de 5 points à horizon 2022, la loi du 22 janvier 2018 de programmation des finances publiques a prévu le principe d'une contractualisation financière entre l'Etat et les collectivités territoriales et groupements à fiscalité propre dont le budget réel de fonctionnement excède 60 M€.

Conclus pour les exercices budgétaires 2018 à 2020, ces contrats, que 322 collectivités (Communes et EPCI à fiscalité propre, Départements et Régions) ont été invitées à signer, visent à limiter l'évolution des dépenses réelles de fonctionnement à un taux annuel de croissance de 1,2 %, appliqué à une base de dépenses constatée en 2017 en valeur et à périmètre constant.

- POINT PRINCIPAL 1 -

En cas de non-respect de la trajectoire contractualisée, la loi prévoit l'application d'une reprise financière sur le produit de la fiscalité à hauteur de 75 % du dépassement constaté, dans la limite de 2 % des recettes réelles de fonctionnement (100 % du dépassement pour les collectivités n'ayant pas contractualisé, comme la Gironde qui s'est vu infliger une reprise financière de 12,8 M€ au titre de l'exercice 2018).

Pour le Département du Nord, le taux de 1,2 % a été modulé de 0,15 point, en application des dispositions de la loi, compte tenu des efforts de gestion réalisés entre 2014 et 2016. Le taux d'évolution annuel applicable au Département est donc de 1,35 %.

S'agissant du périmètre de dépenses retenu, le montant constaté au compte de gestion 2017 a fait l'objet de plusieurs retraitements comptables, précisés par l'instruction interministérielle du 16 mars 2018 (dont les dépenses relatives aux prélèvements des fonds de péréquation).

En conséquence, l'évolution des dépenses de fonctionnement retenue dans le contrat est la suivante :

	Base 2017	2018	2019	2020
Montant des dépenses réelles de fonctionnement	2 562 357 224 €	2 596 949 047 €	2 632 007 859 €	2 667 539 965 €

Par délibération du 29 avril 2019, le contrat a été avenanté pour intégrer le retraitement des dépenses de transport transférées à la Région ainsi que le retraitement des dépenses exceptionnelles liées aux mineurs non accompagnés (MNA).

Sur le périmètre du contrat, les dépenses réelles de fonctionnement de la collectivité connaissent une évolution de 0,9 % par rapport à 2018. Ainsi, comme l'an dernier, le plafond de la contractualisation a été respecté en 2019.

IV. La diminution du recours à l'emprunt dans le financement de l'investissement

L'exercice 2019 confirme la stratégie de diminution du recours à l'emprunt dans le financement de l'investissement.

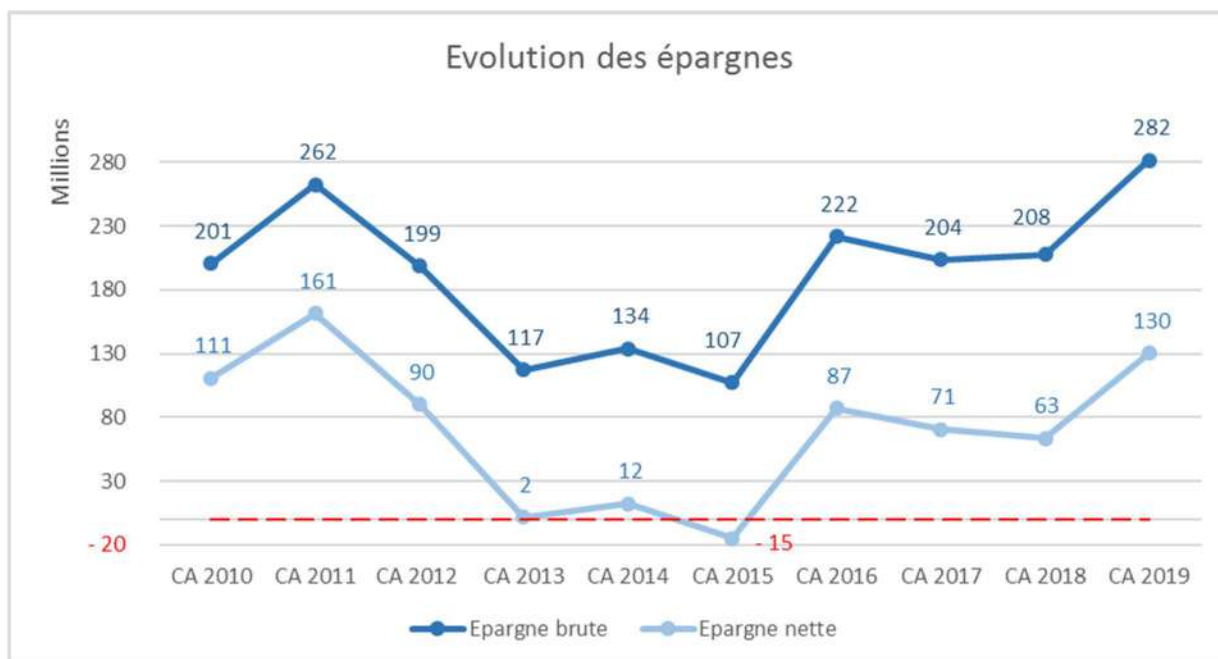
Engagé dès 2015, le désendettement de la collectivité est rendu possible par l'optimisation de son autofinancement, résultant de la restauration des équilibres financiers.

A. L'optimisation de l'autofinancement

Afin de conserver sa capacité à investir, le Département a fait le choix d'engager dès 2015 une stratégie forte de stabilisation des dépenses de fonctionnement, en vue du rétablissement de ses équilibres financiers.

Conjuguée à la dynamique favorable des recettes, portées notamment par les DMTO et la péréquation horizontale, cette stratégie a permis à la Collectivité de retrouver rapidement des marges de manœuvre.

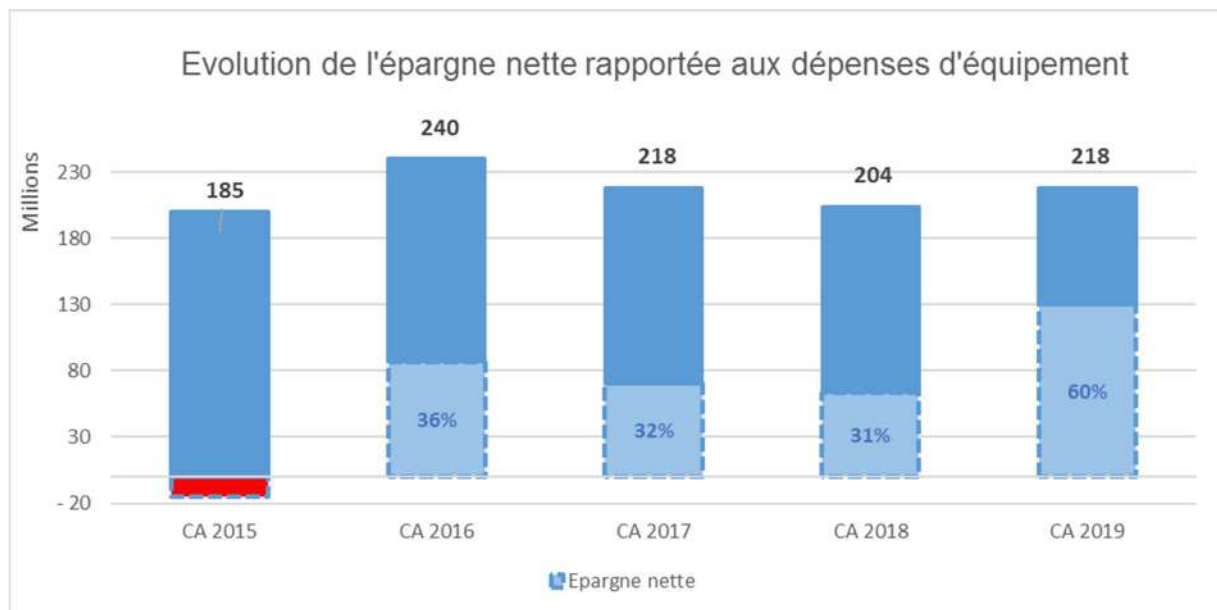
Ainsi, l'épargne brute, correspondant à la capacité du Département à autofinancer ses dépenses d'investissement, a progressé de 163 % entre 2015 et 2019, pour atteindre 281,6 M€.



Menée simultanément à la politique de maîtrise de l'endettement, la restauration de l'épargne brute permet plus particulièrement au Département de rétablir son épargne nette.

Egale à l'épargne brute diminuée du remboursement du capital de la dette (hors gestion active), l'épargne nette permet d'apprécier l'épargne effectivement disponible pour financer les dépenses d'équipement¹² de la collectivité.

Négative en 2015 (-14,9 M€), l'épargne nette s'élève, en 2019, à 130,1 M€, portant à 60 % son montant rapporté aux dépenses d'équipement.



Outre l'emprunt et l'autofinancement, les recettes d'investissement se composent majoritairement de dotations et de compensations versées par l'Etat (37,2 M€ en 2019, pour 37,3 M€ en 2018) :

- **la dotation départementale d'équipement des collèges (DDEC)** : depuis 2008, le montant de la dotation de chaque département est forfaitisé et évolue chaque année selon les règles d'indexation prévues par l'article L. 3334-16 du CGCT, sous réserve des aménagements apportés successivement par les lois de finances depuis 2009. L'article L. 3334-16 du CGCT, modifié en loi de finances initiale 2012, prévoit qu'à compter de 2009, le montant alloué à chaque département est égal à celui de 2008. Il s'élève, pour le Département du Nord, à 13 M€.
- **la dotation de soutien à l'investissement des départements (DSID)** : l'Etat a souhaité rénover en 2019 les modalités du soutien qu'il apporte aux investissements des collectivités territoriales. Cette volonté s'est traduite, pour les départements, par la création de la dotation de soutien à l'investissement des départements (DSID), en remplacement de la dotation globale d'équipement (DGE). Pour 2019, l'enveloppe de la DSID affectée au Département du Nord affiche un montant de 5,4 M€. Quatre projets ont été identifiés par le Département du Nord au titre de cette enveloppe : la couverture du cryptoportique du Forum antique de Bavay, la reconstruction du collège Les Rochambelles (ex-Jules Ferry) à Anzin, la restructuration du collège Chasse Royale à Valenciennes et l'ouverture de la Maison France Service à Bruay-sur-l'Escaut.

¹² Les dépenses d'équipement correspondent aux dépenses réelles d'investissement hors remboursement du capital de la dette. Elles intègrent l'ensemble des opérations entraînant la modification de la consistance ou de la valeur du patrimoine de la collectivité (achats de matériels durables, constructions ou aménagements de bâtiment, etc.) et les subventions d'investissement.

- **le fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) :** le FCTVA constitue le remboursement partiel par l'Etat de la TVA payée par la collectivité sur ses dépenses d'investissement réalisées en année n-1 (dernier exercice clos). Il a pour objet de compenser de manière forfaitaire (au taux de 16,404 %) la TVA que le Département a acquittée sur ses dépenses d'investissement et qu'il ne peut récupérer directement par la voie fiscale. En 2019, le Département a perçu 22,8 M€ au titre du FCTVA, contre 23 M€ en 2018.

Les autres recettes réelles d'investissement se composent de recettes diverses (subventions perçues, remboursements, etc.) pour un montant de 9,9 M€.

M€	CA 2018	CA 2019	CA 2019 / CA 2018	
Patrimoine et moyens généraux	0,05	1,2	1,1	2502,9%
Collèges	3,2	1,6	-1,7	-51,4%
Culture	2,3	0,1	-2,3	-97,5%
Développement territorial et cadre de vie	1,0	0,7	-0,3	-33,0%
Finances	0,7	1,4	0,7	112,6%
Infrastructures et réseaux	2,3	3,6	1,3	54,4%
Radars automatiques	0,7	0,7	-0,01	-1,3%
Recettes sociales	0,2	0,7	0,5	285,1%
AUTRES RECETTES D'INVESTISSEMENT	10,5	9,9	-0,6	-5,9%

Ces recettes sont générées principalement par des opérations d'investissement et correspondent à des participations financières de différents organismes (Etat, Région, Europe, Communes...) pour le financement d'opérations de travaux et d'entretiens spécifiques.

Les recettes d'investissement au titre de la thématique « Infrastructures et réseaux » concernent surtout des recettes liées à des opérations de voirie : opérations de contournement de Maubeuge et de Valenciennes – Nord en 2019 avec des financements participatifs de la Région et de la CAVM.

Les recettes « Développement territorial et cadre de vie » sont générées par les opérations menées dans le cadre des Espaces Naturels du Nord (participation de l'agence de l'eau Artois-Picardie pour des acquisitions foncières et subvention FEDER pour l'acquisition du bois de la Tassonnière (arrondissement de Lille), à hauteur de 0,6 M€ en 2019.

La thématique « Collèges » intègre les derniers remboursements (0,5 M€ en 2019) liés à l'ancien dispositif de prêts d'honneurs accordés aux étudiants.

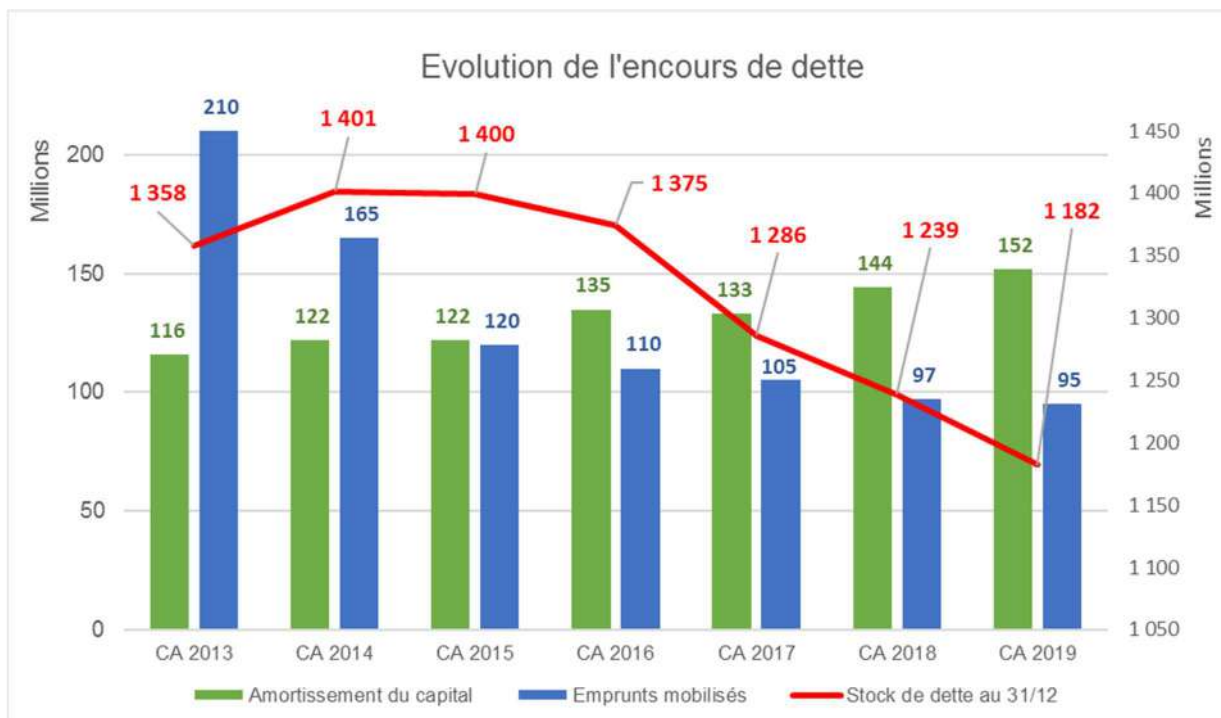
Les recettes d'investissement liées aux grosses opérations de travaux et de maintenance sur les bâtiments sont reprises dans la thématique « Bâtiments ». En 2019, la Région a participé financièrement au titre de sa compétence Lycée à la reconstruction du Collège Eugène Thomas au Quesnoy, intégré dans une cité mixte, à hauteur de 1,1 M€.

Le rétablissement de la capacité d'autofinancement permet au Département de maîtriser le recours à l'emprunt.

B. La confirmation du désendettement de la collectivité

La dette du Département connaît une diminution de 5 % par rapport à l'exercice précédent, pour atteindre 1 182 M€ au 31 décembre 2019 (contre 1 239 M€ au 31 décembre 2018).

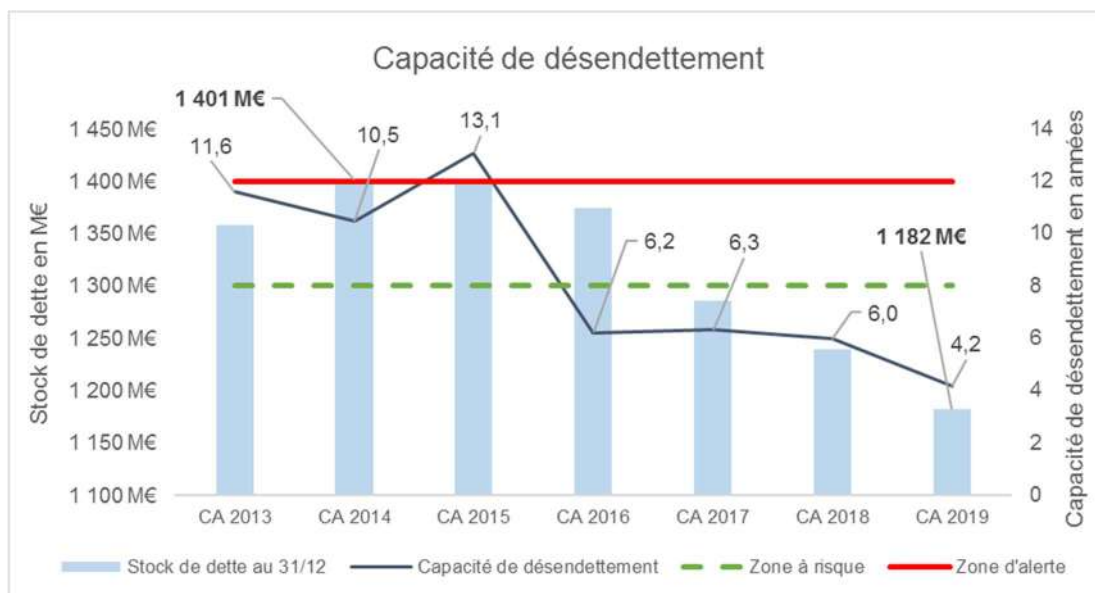
Sur la période 2015-2019, la stratégie de maîtrise de l'endettement, se traduisant par une mobilisation d'emprunts nouveaux inférieure au remboursement des emprunts en cours, a permis la baisse de 16 % du stock de dette du Département.



Cette stratégie se concrétise par le rétablissement de la capacité de désendettement de la collectivité. Principal ratio permettant d'étudier le niveau d'endettement¹³, celle-ci atteint 4,2 ans au 31 décembre 2019. Elle connaît ainsi une nette diminution par rapport à son niveau de 2015 (13,1 ans).

Il est à noter qu'en 2014, certains échéanciers de remboursement de capital de contrats OCLT (CFF et SG) ont été modifiés.

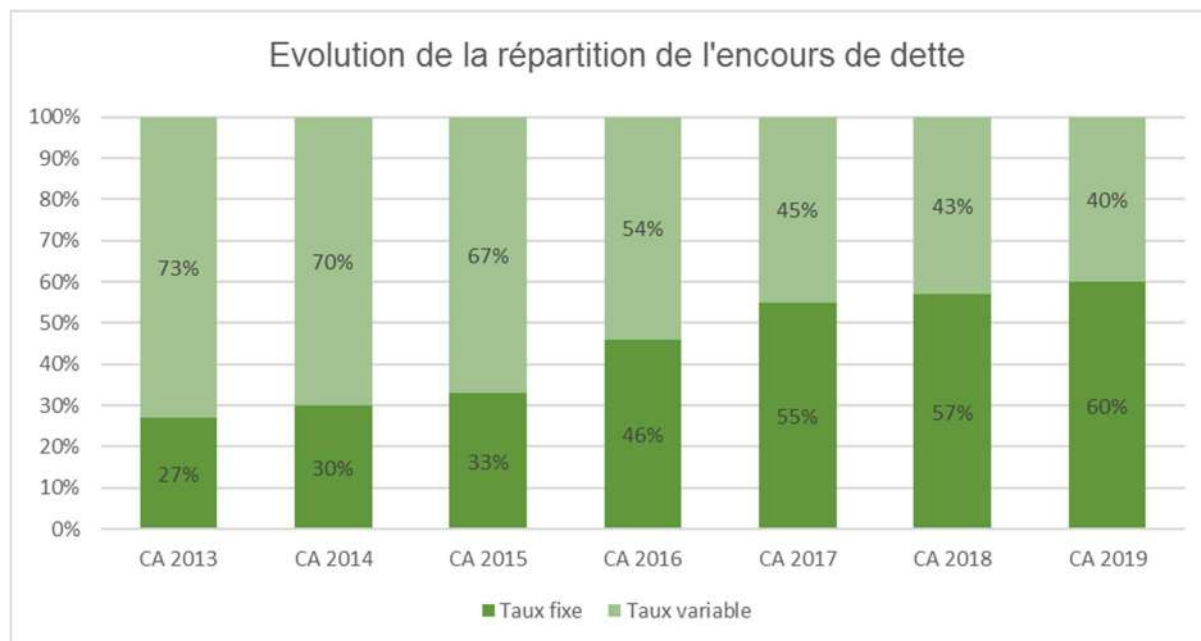
Les dépenses de remboursement de capital vont ainsi être majorées de plus de 18M€ sur les exercices 2020 et surtout 2021.



¹³ La capacité de désendettement correspond à la durée potentiellement nécessaire à une collectivité pour rembourser son encours de dette en y consacrant la totalité de son épargne brute.

L'encours de dette départemental demeure sain et sans produit toxique. L'ensemble des emprunts est classé « 1A » selon les critères de la Charte Gissler¹⁴, soit la structure la plus performante.

Le Département poursuit également sa stratégie de gestion de la dette, en privilégiant le recours au taux fixe. La part de l'encours à taux fixe continue ainsi de progresser en 2019, pour atteindre 60 % du stock.



Le taux moyen se maintient à un niveau très compétitif, passant de 1,58 % au 31 décembre 2018 à 1,60 % au 31 décembre 2019. A titre de comparaison, le taux moyen des départements est de 2,05 %¹⁵.

Les frais financiers, concomitamment à la diminution du stock de dette, diminuent et s'élèvent en 2019 à 19,3 M€ (-2 % par rapport à 2018).

Les emprunts mobilisés en 2019 s'élèvent à 95 M€ (contre 97 M€ en 2018). Ils se décomposent comme suit :

- trois emprunts de 10 M€ auprès de la Banque Postale sur 15 ans à taux fixe de 1,34% versés en janvier ;
- emprunt de 10 M€ auprès d'Arkéa sur 15 ans à taux variable Euribor 3 Mois + 0,39 % versé le 30 janvier 2019 ;
- emprunt de 20 M€ auprès de la Société Générale sur 15 ans à taux fixe de 1,38 % versé le 15 février 2019 ;
- emprunt de 10 M€ auprès de la Société Générale sur 15 ans à taux variable Euribor 3 Mois + 0,35 % versé le 15 février 2019 ;

¹⁴ Destinée à favoriser une meilleure compréhension des produits bancaires proposés aux collectivités, la Charte Gissler (« Charte de bonne conduite entre les établissements bancaires et les collectivités locales ») opère leur classification selon la complexité, d'une part, de l'indice servant au calcul des intérêts de l'emprunt (de 1 à 5), et, d'autre part, de la formule de calcul des intérêts (de A à E).

¹⁵ Source : Finance Active

- POINT PRINCIPAL 1 -

- emprunt de 25 M€ auprès du Crédit Agricole sur 15 ans à taux variable Euribor 3 Mois + 0,36 % versé le 15 avril 2019.

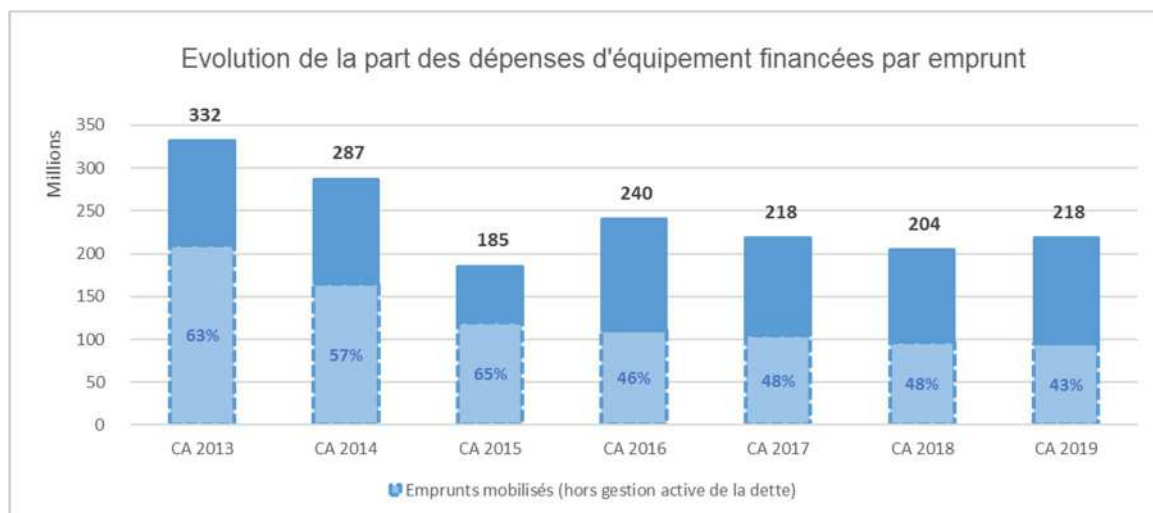
Par ailleurs, afin d'optimiser les frais financiers de la collectivité, la trésorerie fait l'objet d'une gestion quotidienne.

En 2019, le Département a eu recours à cinq lignes de trésorerie, pour un montant total de 160 M€ :

- Arkéa : 30 M€ – Euribor 3 Mois + 0,25 %
- Caisse d'Épargne : 10 M€ – Eonia + 0,25 %
- La Banque Postale : 80 M€ – Eonia + 0,20 %
- Crédit Agricole : 40 M€ – Euribor 3 Mois + 0,23 %

Le coût d'utilisation de ces lignes de trésorerie s'est élevé à 0,12 M€, contre 0,18 M€ en 2018. Cette baisse résulte essentiellement de la réduction des marges bancaires (-16 points de base en moyenne). Comme en 2018, aucune des lignes ne comprend de commission de non-utilisation. En outre, le Département a bénéficié, jusqu'au 15 avril 2019, d'un complément de trésorerie de 25 M€, dans le cadre d'un emprunt à long terme doté d'une phase de mobilisation revolving¹⁶ souscrit auprès du Crédit Agricole.

La stratégie menée par le Département en matière de dette permet la diminution du poids de l'emprunt dans le financement de l'investissement. Ainsi, en 2019, la part des dépenses d'équipement financées par emprunt atteint 43 %, contre 63 % en 2013.

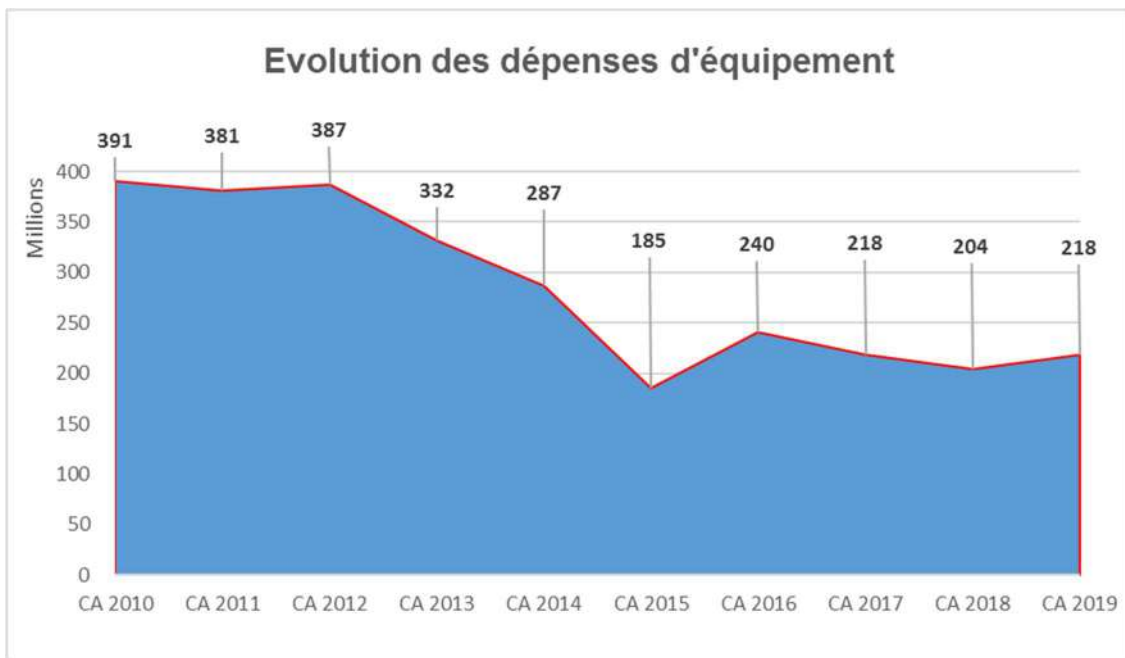


Ainsi, parallèlement au désendettement de la collectivité, la restauration de l'épargne brute, et, partant, de l'épargne nette, permet au Département de maintenir à un niveau élevé ses dépenses d'équipement.

¹⁶ Les emprunts long terme fonctionnent, durant la phase de mobilisation revolving, comme des lignes de trésorerie. Une fois consolidés, ceux-ci entrent en phase d'amortissement, mettant ainsi fin au droit de tirage.

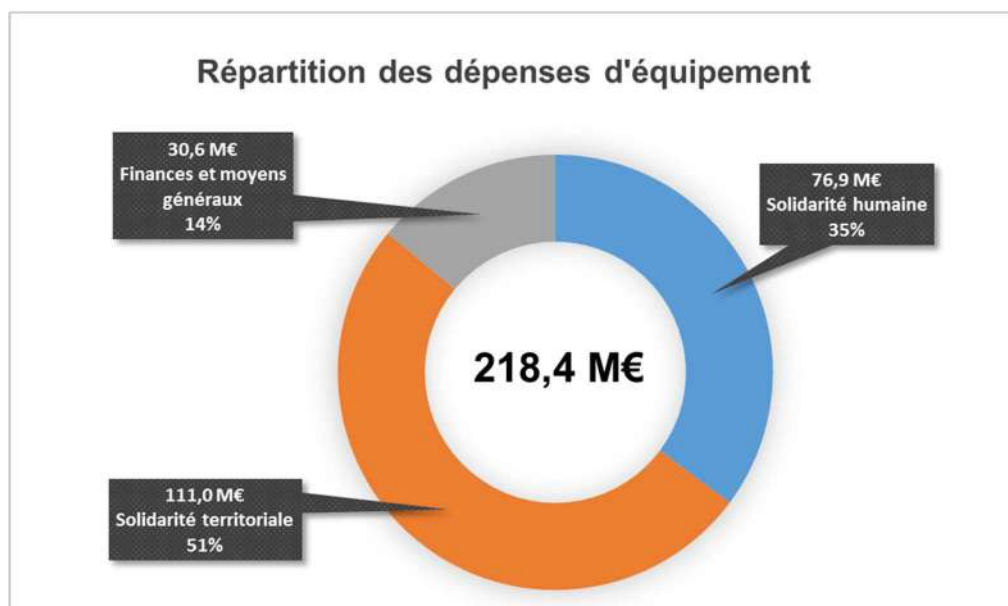
V. Un investissement soutenu

L'assainissement, à partir de 2015, de la situation financière de la collectivité a permis le maintien des dépenses d'équipement à un niveau élevé. S'élevant à 204,2 M€ en 2018, elles ont été renforcées en 2019, pour atteindre 218,4 M€ (+14,2 M€).



La baisse des dépenses d'équipement constatée entre 2016 et 2018 s'explique essentiellement par l'effet du transfert en 2017 de compétences à la Métropole Européenne de Lille (voirie, FSL, FAJ, tourisme) ainsi que par la cadence d'avancement des différents projets de la collectivité. En ce qui concerne le transfert des compétences à la MEL, sur 33,9 M€ de dépenses transférées, désormais exécutées en section de fonctionnement via le versement d'une attribution de compensation, 15,4 M€ étaient réalisées auparavant en investissement sur le budget voirie du Département.

Les dépenses d'équipement se répartissent de la façon suivante :



A. Des dépenses d'investissement majoritairement portées par la solidarité territoriale

M€	CA 2018	CA 2019	CA 2019 / CA 2018	
Infrastructures et réseaux	57,2	64,3	7,1	12,4%
Projets stratégiques co-financés	10,6	6,2	-4,4	-41,9%
Développement territorial et cadre de vie	8,2	7,6	-0,5	-6,5%
Culture	3,0	3,7	0,7	23,5%
Aide aux territoires	28,7	23,2	-5,5	-19,1%
SDIS	2,0	6,0	4,0	200,0%
SOLIDARITE TERRITORIALE	109,6	111,0	1,3	1,2%

Politique motrice du Département en matière d'investissement, les dépenses de solidarité territoriale s'élèvent en 2019 à 111 M€, soit 51 % des dépenses d'équipement de la collectivité. Elles sont en légère hausse par rapport à 2018 (+1,3 M€).

Les dépenses d'infrastructures et réseaux, correspondant pour l'essentiel aux dépenses de voirie, s'élèvent à 64,3 M€. Elles connaissent une augmentation de 7,1 M€, principalement liée à l'accélération des travaux du contournement nord de Valenciennes (21,2 M€, +5,4 M€). L'exercice 2019 marque également la poursuite et le lancement, respectivement, des études dans le cadre des projets de contournement nord de Maubeuge (0,4 M€) et de doublement de la RD 70 (0,1 M€). En outre, le Département a, notamment, poursuivi les travaux d'entretien de la voirie (25,8 M€) et des ouvrages d'art (4 M€), ainsi que les opérations d'amélioration de l'accessibilité aux entreprises (0,9 M€) et du cadre de vie (3,5 M€).

Concernant les projets stratégiques qu'elle cofinance, la baisse constatée en 2019 correspond principalement à l'absence de versement 2019 pour le Canal-Seine-Nord Europe, alors qu'une subvention avait été versée en 2018 à hauteur de 5,1 M€. Une participation globale de 18 M€ est prévue en 2020 suite à l'accord conclu avec l'Etat sur le financement de l'opération. La collectivité confirme son soutien à la MEL pour le renforcement du métro lillois par le versement de sa contribution annuelle de 5,3 M€. La participation globale du Département pour ce projet engagé en 2014 s'élève à 53,4 M€, dont 21,4 M€ restent à verser d'ici 2023.

Les dépenses relatives au **développement territorial**, en légère baisse par rapport à 2018, s'élèvent à 7,6 M€ (-0,5 M€). Elles comprennent notamment les investissements liés aux politiques environnementales et aux Espaces Naturels du Nord (2,5 M€), ainsi qu'à l'habitat (3,3 M€).

Les dépenses d'investissement dédiées à la **culture** s'élèvent en 2019 à 3,7 M€. En hausse de 0,7 M€ par rapport à 2018, elles intègrent, outre les dépenses ordinaires des établissements culturels, les travaux de protection et de valorisation du Forum antique de Bavay (0,5 M€) et de restauration de l'Abbaye de Vaucelles (0,6 M€).

Les **aides attribuées aux territoires**, composées des dispositifs Villages et Bourgs, Projets Territoriaux Structurants¹⁷, Aide à l'Aménagement des Trottoirs le long des voiries départementales, ainsi que du reliquat des anciens dispositifs, s'élèvent à 23,2 M€. Elles sont en recul par rapport à l'an dernier, leur versement étant lié, dans le contexte du renouvellement des conseils municipaux, à la cadence d'avancement des projets soutenus.

¹⁷ L'Aide Départementale aux Villages et aux Bourgs (ADVB) est destinée aux communes de moins de 5 000 habitants. Le dispositif Projets Territoriaux Structurants (PTS) permet d'accompagner les projets de dimension intercommunale portés par les territoires et répondant aux grands enjeux stratégiques locaux.

Enfin, en complément de la subvention d'investissement de 2 M€ prévue initialement, une subvention supplémentaire de 4 M€ a été versée au **SDIS**. Ce subventionnement global de 6 M€ a été fléché par le SDIS vers la construction ou réhabilitation de centres d'incendie et de secours, et l'achat de véhicules et d'équipements de protection.

B. La forte progression des dépenses dédiées à la solidarité humaine

M€	CA 2018	CA 2019	CA 2019 / CA 2018	
Enfance, famille et jeunesse	0,7	2,0	1,3	178,1%
Personnes âgées	7,7	9,1	1,4	17,9%
Personnes handicapées	1,9	2,2	0,3	14,3%
Collégiens	57,3	63,6	6,4	11,2%
SOLIDARITE HUMAINE	67,6	76,9	9,3	13,7%

Les dépenses dédiées à la solidarité humaine s'élèvent en 2019 à 76,9 M€. Elles sont en augmentation de 9,3 M€ par rapport à l'exercice précédent, soit une hausse de 14 %.

Cette politique est essentiellement portée par les investissements en faveur des collèges. Les dépenses relatives à ces derniers sont en augmentation de 6,4 M€, pour atteindre 63,7 M€.

Elles intègrent en premier lieu les projets individualisés de construction/reconstruction des bâtiments. D'un montant global de 21,6 M€, ces opérations comprennent notamment :

- le lancement des études relatives à la restructuration du collège Chasse Royale à Valenciennes dans le cadre d'un marché global de performance (0,04 M€) et des travaux de reconstruction des collèges Léon Blum à Wavrin (6,6 M€) et Les Rochambelles (ex-Jules Ferry) à Anzin (2,9 M€) ;
- la poursuite des études relatives à la rénovation du collège Maxence Van der Meersch à Mouvaux (0,03 M€) et la fin des travaux de reconstruction du collège Lili Keller Rosenberg (anciennement Robert Schuman) à Halluin (9,5 M€).

En outre, les dépenses dédiées aux collèges comprennent principalement :

- la maintenance et le gros entretien et renouvellement (GER) des bâtiments, pour un montant global de 37,3 M€ ;
- le dispositif Collèges numériques, destiné à équiper les établissements en outils numériques performants (4,2 M€).

En parallèle des collèges, les dépenses d'investissement au profit du secteur social connaissent également une augmentation importante (+2,9 M€ par rapport à 2018, soit +28 %). Elles se composent de subventions attribuées aux établissements, notamment pour financer des travaux de bâtiment, et aux particuliers (notamment avec l'aide « j'amén'Age 59).

C. Le développement des moyens en faveur d'une administration efficiente

M€	CA 2018	CA 2019	CA 2019 / CA 2018	
Finances	0,4	0,1	-0,3	-65,7%
Moyens généraux de l'administration	2,0	1,9	-0,1	-4,2%
Patrimoine départemental	15,2	16,6	1,4	9,2%
Systèmes d'information et e-administration	9,2	11,8	2,5	27,1%
Elus départementaux	0,03	0,0	-0,03	-100,0%
Moyens RH	0,1	0,1	0,1	98,5%
FINANCES ET MOYENS GENERAUX	27,0	30,6	3,6	13,3%

Les dépenses relatives aux fonctions supports de la collectivité s'élèvent en 2019 à 30,6 M€, soit une augmentation de 3,6 M€ par rapport à l'exercice précédent.

Cette hausse correspond, d'une part, à l'avancement de projets portant sur le patrimoine de la collectivité (+1,4 M€), et, d'autre part, à la montée en puissance des systèmes d'information (+2,5 M€) :

- la hausse globale des dépenses relatives au patrimoine, compensée par l'aboutissement de plusieurs chantiers, intègre notamment la restructuration et l'extension du Forum (1,3 M€, +1 M€) et l'engagement du projet de relocalisation de la Maison de l'Enfance et de la Famille de l'Avesnois, réalisé par l'intermédiaire de Partenord (2,6 M€).
- l'augmentation des dépenses de systèmes d'informations a permis de poursuivre la modernisation du réseau, des outils et du parc informatiques de la collectivité, ainsi que des services offerts aux usagers.

Les autres dépenses relatives aux fonctions supports ne présentent pas d'évolution majeure par rapport à l'exercice précédent. Elles intègrent :

- les moyens généraux de l'administration (1,9 M€, -0,08 M€) : achat de véhicules et de matériel, publicité dans le cadre des marchés publics d'investissement, etc. ;
- les ressources humaines (0,13 M€, +0,07 M€) : dépenses relatives à l'adaptation des postes de travail ;
- les opérations comptables (0,14 M€, -0,3 M€) : versement d'avances, etc.

ANNEXE

Présentation brève et synthétique (du budget principal)

Conformément à l'article L3313-1 du Code général des collectivités territoriales, une présentation brève et synthétique exposant les informations financières essentielles est jointe au compte administratif.

Le compte administratif retrace les dépenses et recettes exécutées au cours de l'exercice. Elaboré par l'ordonnateur, il doit correspondre au compte de gestion établi parallèlement par le comptable de la collectivité.

Ce « bilan financier » se compose de deux sections : la section de fonctionnement et la section d'investissement.

Epargne de gestion : excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement hors charges d'intérêts. Elle mesure l'épargne dégagée dans la gestion courante hors frais financiers.

Epargne brute : excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement (c.-à.d. épargne de gestion – charges d'intérêts). Appelée aussi "autofinancement brut", l'épargne brute est affectée à la couverture d'une partie des dépenses d'investissement (en priorité, le remboursement de la dette, et pour le surplus, les dépenses d'équipement).

Epargne nette : épargne de gestion après déduction de l'annuité de dette, ou épargne brute après déduction des remboursements de dette. L'annuité et les remboursements sont pris hors gestion active de la dette. Elle mesure l'épargne disponible pour l'équipement brut après financement des remboursements de dette.

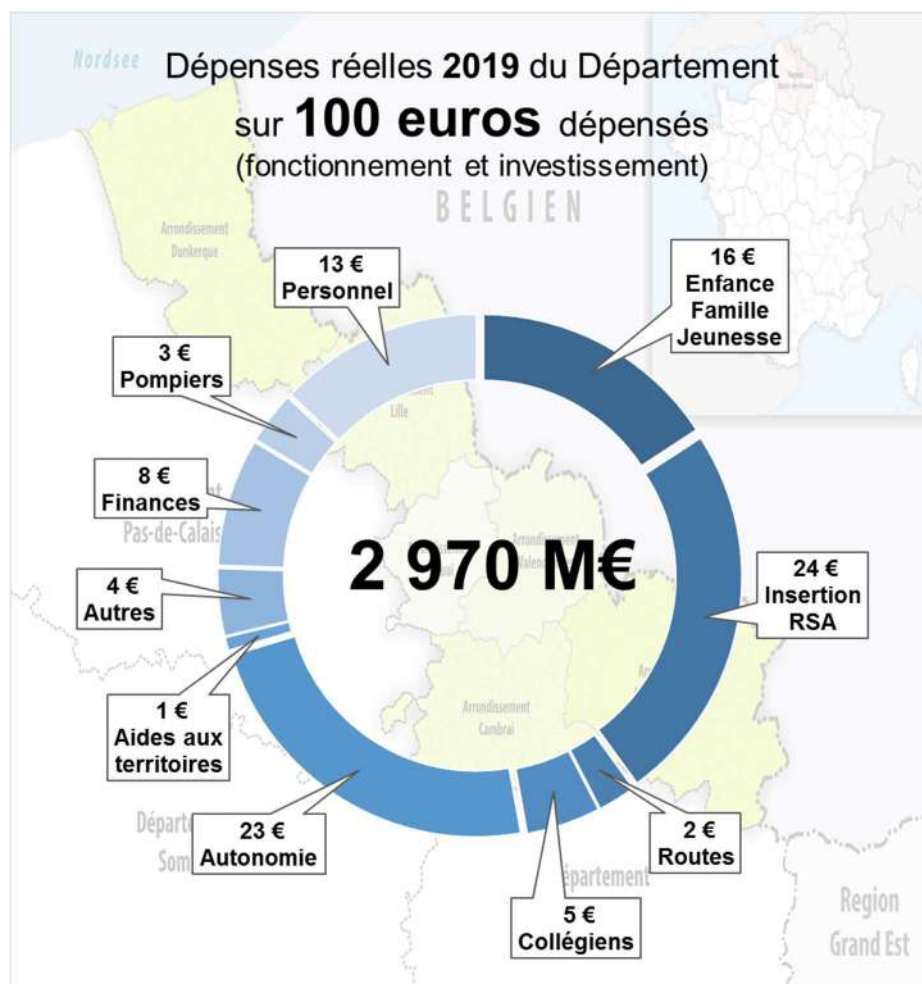
En M€		Recettes	Dépenses
Fonctionnement	TOTAL	2 929,2	2 754,0
	Hors résultats reportés	2 901,8	2 754,0
	Ordre	20,6	154,4
	Réal	2 881,2	2 599,6
	Intérêts		19,3
	hors intérêts	2 881,2	2 580,3
	<i>Résultats reportés</i>	27,4	
Investissement	TOTAL	373,7	467,8
	Hors résultats reportés	303,8	397,9
	Ordre	161,7	27,9
	Réal	142,1	370,0
	Gestion active de la dette		
	Capital de dette	95,0	151,6
	Hors dette	47,1	218,4
	<i>Résultats reportés</i>	69,9	69,9
Total hors résultats reportés		3 205,6	3 151,9
	Ordre	182,3	182,3
	Réal	3 023,3	2 969,6
	Epargne de gestion	301,0	
	Epargne brute	281,6	
	Epargne nette	130,1	

I – Les dépenses

Les dépenses réelles du Département (hors résultats reportés et gestion active de la dette) s'élèvent en 2019 à **2 970 M€**. Elles sont en augmentation de 1,7 % par rapport à 2018.

Les principales dépenses réelles du Département se décomposent comme suit :

- **Section d'investissement (370 M€)**, dont 218 M€ de dépenses réelles d'investissement et 152 M€ de remboursement en capital de la Dette
- **Section de fonctionnement (2 600 M€) :**
 - o Dépenses au titre des Allocations Individuelles de Solidarité (AIS) : 1 004 M€, soit 38,4 % des dépenses réelles de fonctionnement, dont :
 - 665 M€ pour le Revenu de Solidarité Active (RSA) ;
 - 229 M€ pour l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA) ;
 - 110 M€ pour la Prestation de Compensation du Handicap (PCH).
 - o Versement des intérêts de la dette : 19,3 M€ ;
 - o Masse salariale (hors assistants familiaux) : 383,7 M€.



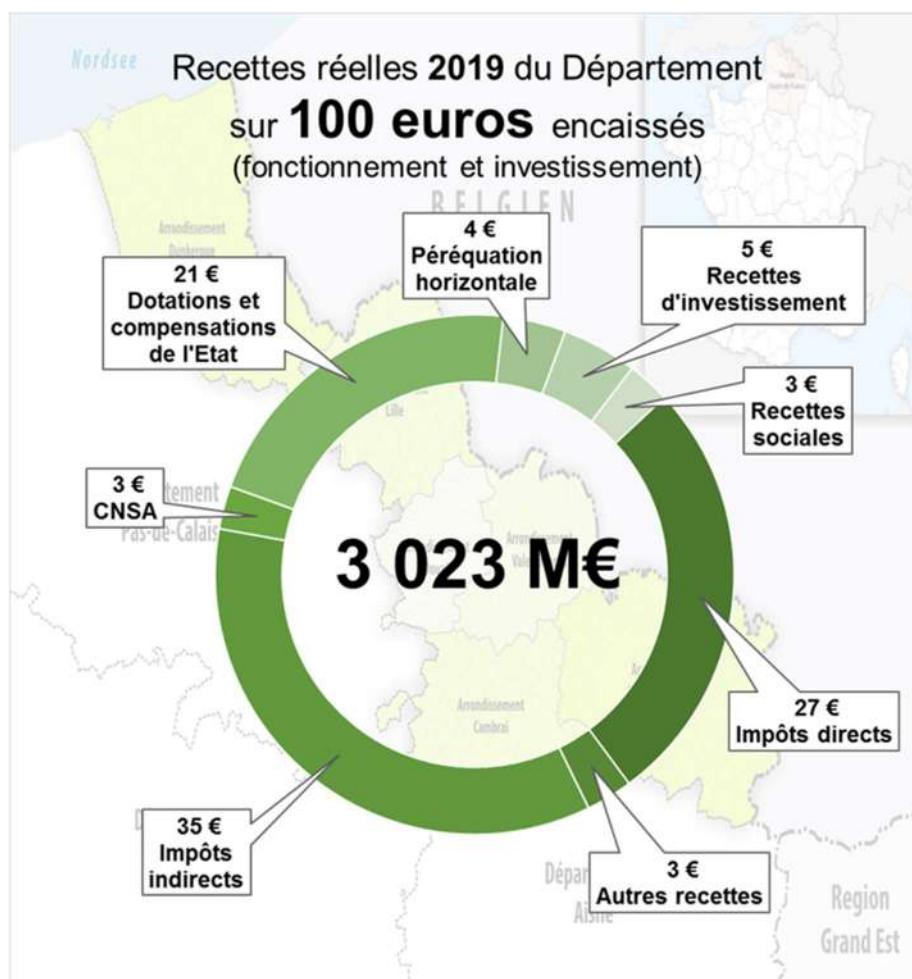
II – Les recettes

Les recettes réelles du Département (hors résultats reportés) s'élèvent en 2019 à **3 023 M€**. Elles sont en augmentation de 3,4 % par rapport à 2018.

Les principales recettes réelles du Département se décomposent comme suit :

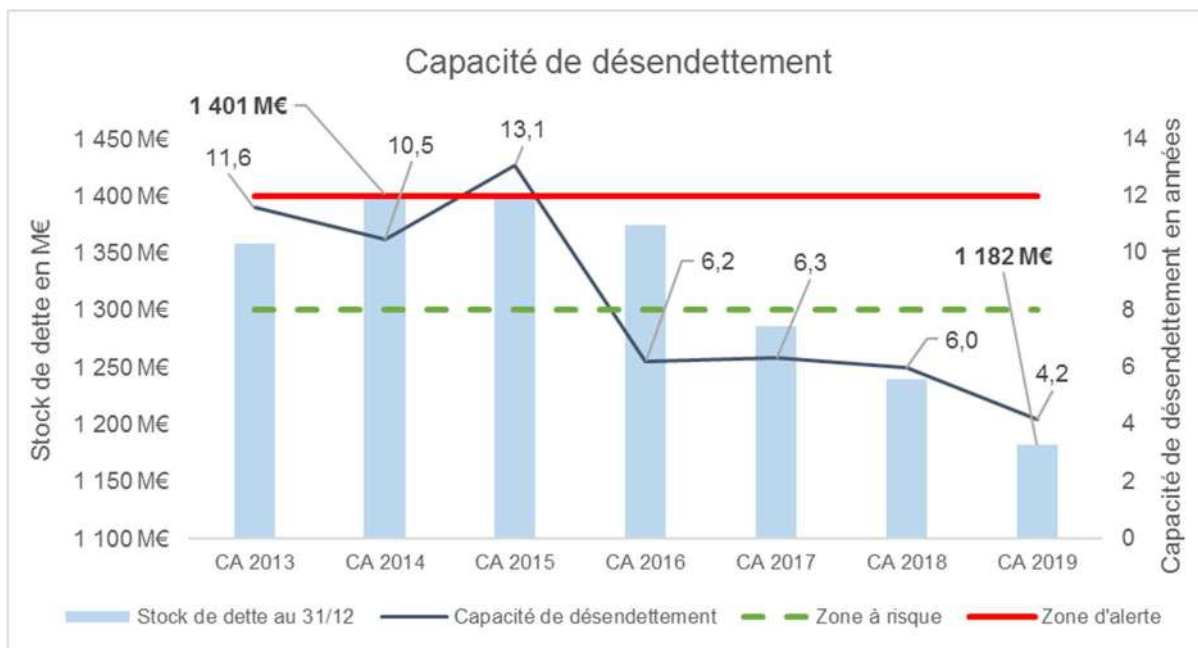
- **Section d'investissement (142 M€) dont :**
 - o Fonds de Compensation de la TVA (FCTVA) : 23 M€ ;
 - o Dotations de l'Etat : 14 M€ ;
 - o Emprunt : 95 M€.

- **Section de fonctionnement (2 881 M€) dont :**
 - o Contribution sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) : 155 M€ ;
 - o Droits de Mutation à Titre Onéreux (DMTO) : 337 M€ ;
 - o Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (TFPB) : 468 M€ ;
 - o Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) : 522 M€ ;
 - o Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (TICPE) : 354 M€ ;
 - o Taxe Spéciale sur les Conventions d'Assurance (TSCA) : 305 M€.

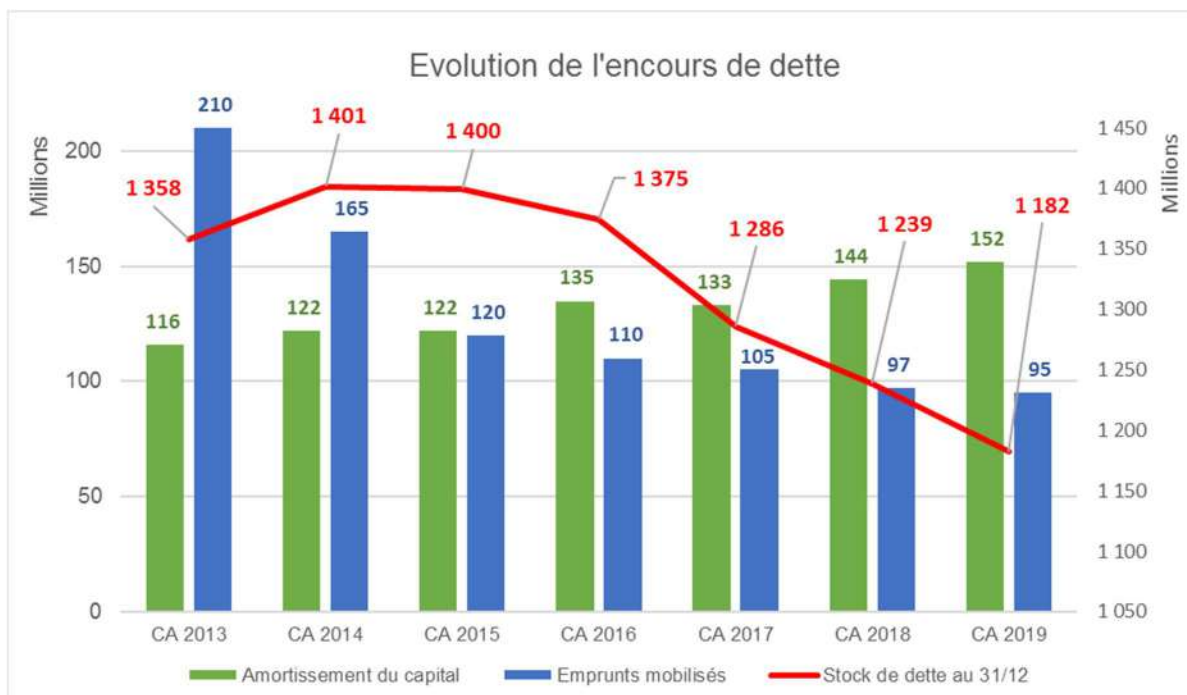


III – L'endettement

Au 31 décembre 2019, la dette du Département s'élève à 1 182 M€, soit une diminution de 4,6 % en un an (1 239 M€ au 31/12/2018) grâce à la stratégie de désendettement mise en place par le Département.



La diminution de l'encours de dette est rendue possible par la restauration de l'épargne, permettant ainsi de conserver un niveau d'investissement élevé, en mobilisant moins de dette que le capital remboursé.



CONSEIL DEPARTEMENTAL
Réunion du 29 juin 2020

OBJET : Compte administratif 2019 du budget annexe "Laboratoire départemental"

Régis par le décret n°2015-1902 du 30 décembre 2015, les laboratoires départementaux publics jouent un rôle important dans la sécurité sanitaire du pays.

Rattaché depuis 1989 au Département du Nord, le Laboratoire départemental public participe notamment à la surveillance des maladies animales transmissibles à l'homme et à la prévention des maladies contagieuses animales. En tant qu'outil d'aide au diagnostic, il accompagne également les vétérinaires et les éleveurs confrontés à une pathologie, en proposant des traitements et des mesures de prévention adaptés.

Le compte administratif du Laboratoire départemental public, constituant un budget annexe du budget principal du Département du Nord, dégage en 2019 un excédent global de clôture de 104 707,05 €. Il se compose de la façon suivante :

	Recettes	Dépenses
Mouvements réels (chapitre 939)	2 189 268,94 €	2 045 346,47 €
Mouvements d'ordre (chapitre 946)	9 340,00 €	153 262,47 €
Total fonctionnement	2 198 608,94 €	2 198 608,94 €
Résultat de fonctionnement	0,00 €	
Mouvements réels (chapitre 909)		39 215,42 €
Mouvements d'ordre (chapitre 926)	153 262,47 €	9 340,00 €
Total investissement	153 262,47 €	48 555,42 €
Résultat d'investissement	104 707,05 €	
TOTAL mouvements réels	2 189 268,94 €	2 084 561,89 €
TOTAL mouvements d'ordre	162 602,47 €	162 602,47 €
TOTAL	2 351 871,41 €	2 247 164,36 €

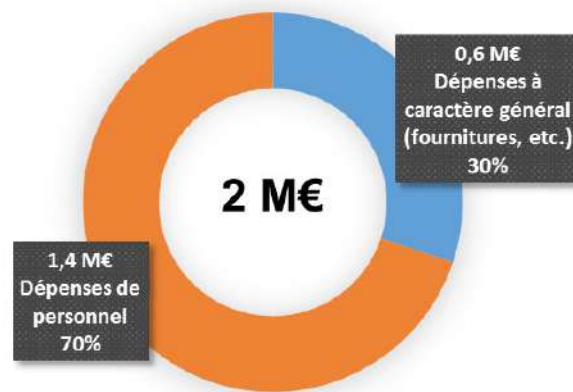
I - Des dépenses essentiellement fléchées vers la section de fonctionnement

Les dépenses réelles du Laboratoire s'élèvent en 2019 à 2,1 M€. Elles connaissent une diminution de 0,07 M€ par rapport à l'exercice précédent (- 3,1 %).

Cette maîtrise résulte notamment des économies liées aux mutualisations mises en œuvre avec les départements du Pas-de-Calais et de la Somme. Engagées dès 2016 pour les fonctions support, elles ont intégré dans un deuxième temps, les procédures générales des systèmes qualité et sont actuellement étendues, avec l'appui du Laboratoire Départemental d'Analyses et de Recherche de l'Aisne (LDAR 02), à la réalisation de certaines recherches.

Les dépenses du Laboratoire se composent essentiellement de charges de fonctionnement. S'élevant en 2019 à 2 M€, elles représentent 98 % de ses dépenses.

Dépenses réelles de fonctionnement

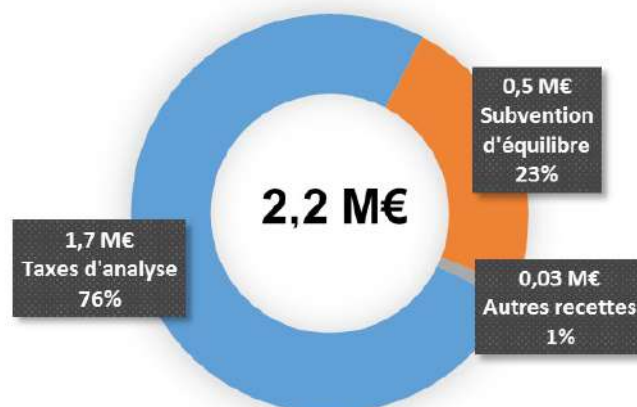


Les dépenses d'investissement s'élèvent quant à elles à 0,04 M€. Elles intègrent en particulier l'achat d'équipements spécifiques et des travaux d'entretien de bâtiment.

II - Une subvention d'équilibre maîtrisée

Les recettes réelles du Laboratoire s'élèvent en 2019 à 2,2 M€. Elles se composent exclusivement de recettes de fonctionnement.

Recettes réelles de fonctionnement



Le budget est financé à 76 % par des recettes liées aux analyses.

Au regard de l'augmentation de ces recettes entre 2018 et 2019 (+ 0,2 M€), la subvention d'équilibre du budget principal a évolué à l'inverse (- 0,2 M€).

- POINT PRINCIPAL 2 -

Je propose au Conseil départemental :

- d'adopter, conformément à l'article L. 3312-5 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), le compte administratif du budget annexe « Laboratoire départemental » pour l'exercice 2019 tel qu'il est présenté dans ce rapport et tel qu'il figure dans la maquette (annexe 1).

Le compte administratif a été arrêté, en mouvements réels à **2 084 561,89 €** en dépenses et à **2 189 268,94 €** en recettes, et 162 602,47 € en mouvements d'ordre, dégageant un excédent global de clôture pour 2019 de **104 707,05 €** qui se décompose comme suit :

Résultat de fonctionnement de l'exercice	0,00€
Résultat de fonctionnement des exercices antérieurs	0,00€
Résultat cumulé de fonctionnement	0,00€
Résultat d'investissement de l'exercice	+104 707,05€
Résultat d'investissement des exercices antérieurs	+108 204,17 €
Résultat cumulé d'investissement	+ 212 911,22€
Résultat net final	+ 212 911,22€

- de reprendre l'excédent d'investissement du budget annexe du « Laboratoire départemental » de 212 911,22 € en investissement au budget supplémentaire 2020 ;
- d'admettre en non-valeur les titres et montants tels que présentés en annexe 2.

Jean-René LECERF
Président du Département du Nord

CONSEIL DEPARTEMENTAL
Réunion du 29 juin 2020

OBJET : Compte de gestion 2019 du budget principal

Monsieur le comptable du Trésor du Département du Nord a communiqué le compte de gestion de l'exercice 2019 du budget principal (Annexe 1) afin que le Conseil départemental puisse procéder à son examen et formuler, éventuellement, toutes observations ou réserves utiles.

Le compte de gestion a arrêté les résultats suivants pour l'exercice 2019 :

Titres émis en fonctionnement	2 901 804 384,24 €
Mandats émis en fonctionnement	2 753 973 912,23 €
Résultats 2019 de fonctionnement	147 830 472,01 €
Résultat antérieur reporté en fonctionnement	27 414 274,29 €
Résultat cumulé de fonctionnement	175 244 746,30 €
Titres émis en investissement	373 703 612,31 €
Mandats émis en investissement	397 912 227,65 €
Résultats 2019 d'investissement	-24 208 615,34 €
Résultat antérieur reporté en investissement	-69 896 720,80 €
Résultat cumulé d'investissement	-94 105 336,14 €

Le résultat du compte de gestion ne présente aucun écart avec celui du compte administratif.

Je propose au Conseil départemental :

- d'arrêter les résultats de fonctionnement et d'investissement du budget principal tels que constatés dans le compte de gestion 2019 ;
- de constater que les résultats du compte de gestion 2019 du budget principal sont conformes à ceux du compte administratif 2019 ;
- de déclarer que le compte de gestion 2019 du budget principal dressé par Monsieur le comptable du Trésor n'appelle aucune observation.

Jean-René LECERF
Président du Département du Nord

CONSEIL DEPARTEMENTAL
Réunion du 29 juin 2020

OBJET : Compte de gestion 2019 du budget annexe "Laboratoire départemental"

Monsieur le comptable du Trésor du Département du Nord a communiqué le compte de gestion de l'exercice 2019 du budget annexe laboratoire (Annexe 1) afin que le Conseil départemental puisse procéder à son examen et formuler, éventuellement, toutes observations ou réserves utiles.

Le compte de gestion a arrêté les résultats suivants pour l'exercice 2019 :

Titres émis en fonctionnement	2 198 608,94 €
Mandats émis en fonctionnement	2 198 608,94 €
Résultats 2019 de fonctionnement	0,00 €
Résultat antérieur reporté en fonctionnement	0,00 €
Résultat cumulé de fonctionnement	0,00 €
Titres émis en investissement	153 262,47 €
Mandats émis en investissement	48 555,42 €
Résultats 2019 d'investissement	+104 707,05 €
Résultat antérieur reporté en investissement	+108 204,17 €
Résultat cumulé d'investissement	+212 911,22 €

Le résultat du compte de gestion ne présente aucun écart avec celui du compte administratif.

Je propose au Conseil départemental :

- d'arrêter les résultats de fonctionnement et d'investissement tels que constatés dans le compte de gestion 2019 ;
- de constater que les résultats du compte de gestion 2019 sont conformes à ceux du compte administratif 2019 ;
- de déclarer que le compte de gestion 2019 dressé par Monsieur le comptable du Trésor n'appelle aucune observation.

Jean-René LECERF
Président du Département du Nord

CONSEIL DEPARTEMENTAL
Réunion du 29 juin 2020

OBJET : Avis du Conseil départemental sur le Schéma Départemental d'Analyse et de Couverture des Risques (SDACR)

Depuis la loi du 3 mai 1996, chaque Service d'Incendie et de Secours (SDIS) est tenu de disposer d'un Schéma Départemental d'Analyse et de Couverture des Risques (SDACR).

Véritable outil d'orientation stratégique, le SDACR doit notamment définir, pour chaque risque de sécurité civile, le niveau de réponse opérationnelle des services d'incendie et de secours du territoire concerné. Sa préparation et sa validation exigent donc un processus long et la participation de nombreux acteurs. Avant d'être pris sous la forme d'un arrêté du Préfet, il fait l'objet d'une consultation des instances représentatives du SDIS, nécessite un avis conforme de son Conseil d'administration et avis simple du Conseil départemental. Le dernier SDACR a été validé par le Préfet le 2 janvier 2013.

Le nouveau projet de SDACR présente une analyse de la couverture des risques sur le territoire du Nord, dresse un bilan de ces interventions et s'appuie sur une étude démographique du territoire du Nord. Il formule des orientations sur l'organisation du SDIS, afin d'optimiser la réponse aux différents risques. Il porte des choix en matière de sécurité civile à l'égard des nordistes.

En matière de réponse opérationnelle, le SDACR 2020 vise ainsi à proposer des moyens de secours dans un délai de 15 minutes, sur 96 de ses opérations en réponse aux risques courants. Il présente également une planification des besoins et des projets d'investissement.

La stratégie développée dans le SDACR 2020 pour les années à venir s'appuie sur trois axes :

- garantir la performance et améliorer l'efficacité de la réponse opérationnelle hors matériels ;
- garantir la performance et l'efficacité des matériels ;
- garantir la résilience du SDIS et participer à la résilience de la société.

Le SDACR ne constitue pas un document de prospective budgétaire mais il entraîne naturellement des dépenses. Le Département restera attentif à leurs évolutions, ainsi qu'à la rédaction, dès 2021, de la future convention pluriannuelle de financement liant le Département et le SDIS. Conformément au rapport de la Cour des Comptes de novembre 2018, le Département sera également vigilant au contenu du prochain règlement opérationnel du SDIS qui découlera de ce projet de SDACR.

Il est proposé au Conseil départemental :

- de prendre acte de la mise à disposition du projet de Schéma Départemental d'Analyse et de Couverture des Risques du Service Départemental d'Incendie et de Secours du Nord et d'y donner un avis favorable.

Jean-René LECERF
Président du Département du Nord

CONSEIL DEPARTEMENTAL
Réunion du 29 juin 2020

OBJET : Plan de soutien pour les Nordistes fragilisés en sortie de confinement.

La sortie du confinement est le révélateur de précarités connues ou plus diffuses, témoignant du décrochage de celles et ceux dont le parcours était déjà fragilisé. La multiplication des demandes d'aides financières individuelles visant à faire face à l'urgence, souvent alimentaire, confirme ou révèle ces précarités.

En Hauts-de-France, ce sont plus de 430 000 foyers (204 737 dans le Nord) dont près de 600 000 enfants (269 775 dans le Nord) qui ont bénéficié d'une aide exceptionnelle de solidarité de l'Etat versée le 15 mai 2020 par les Caisses d'Allocations Familiales (CAF), les caisses de la Mutualité Sociale Agricole (MSA) et Pôle emploi.

La crise sanitaire a aussi conduit à la fermeture de l'accès aux cantines scolaires et celles des collèges pour des milliers d'enfants notamment de familles modestes qui trouvaient quotidiennement un repas complet et équilibré. Le Département a donc souhaité poursuivre son aide aux familles par le soutien à l'aide alimentaire via l'approvisionnement en produits locaux d'un certain nombre de communes et de centres communaux d'action sociale notamment sur des territoires qui connaissent des taux de pauvreté importants.

Le Département, conscient de ces enjeux, souhaite aujourd'hui proposer un dispositif de soutien, véritable accélérateur de prévention, voire de réparation. Il désire donc accompagner la sortie du confinement en améliorant l'accessibilité des services dans la proximité, en facilitant l'accompagnement des publics les plus fragiles, en se mobilisant pour un retour à l'emploi accéléré et enfin en complétant les dispositifs réglementaires existants par la création d'une aide complémentaire exceptionnelle, octroyée selon un principe de subsidiarité et s'inscrivant dans le cadre de la Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté.

1. Améliorer l'accessibilité et la visibilité des services pour offrir un accueil global en proximité des publics vulnérables

Le premier accueil social inconditionnel de proximité vise à lutter contre le non recours aux droits et services. Cet accueil est inconditionnel – puisqu'il a vocation à recevoir toute personne qui le souhaite, quelle que soit sa demande, sa situation ou son statut – neutre, ouvert à tous et gratuit, accessible en moins de 30 minutes au départ du domicile.

En sa qualité de chef de file des solidarités, le Département a la charge de piloter le développement du premier accueil social inconditionnel de proximité. Pour y parvenir, il est proposé d'établir une charte du premier accueil en concertation avec les institutions et associations qui assurent un accueil social, mais aussi avec l'ensemble des partenaires et les personnes concernées (cf. annexe 1). Cette charte précise les modalités de mise en œuvre du premier accueil et permet de fédérer tous les organismes qui y adhèrent.

Les signataires de la charte partageront une conception de l'accueil qui prend appui sur des valeurs et principes tels l'écoute, l'empathie, la transparence, le respect des règles de confidentialité, les valeurs de la République et la laïcité. Ils s'engagent à les appliquer aux modalités d'accueil physique, téléphonique et numérique. Ils intégreront les évolutions technologiques à venir et veilleront à assurer une bonne articulation avec les points de médiation numérique.

La charte départementale sera également déclinée à l'échelon des 7 directions territoriales du Département pour favoriser l'interconnaissance et formaliser la coordination entre les différents acteurs dans une démarche de co-construction. Chacune des déclinaisons précisera le niveau d'intervention des signataires (accueil généraliste ou spécialisé, facilitateur), intégrera les spécificités et réalités territoriales (bassin de vie, acteurs locaux, offre de transport, etc.) dans le respect des champs de compétence des partenaires ainsi que des conventions, accords et coopérations en vigueur localement.

L'ensemble des déclinaisons territoriales figurera dans un document annexé à la charte départementale.

2. Faciliter l'accompagnement des personnes en grande fragilité pour leur permettre d'exprimer leurs besoins en mobilisant le service social départemental

Le Service Social Départemental (SSD) est l'un des trois services dont le législateur confie au Département la responsabilité et le financement. « Le service public départemental d'action sociale a pour mission générale d'aider les personnes à retrouver ou développer leur autonomie de vie » (Code de l'action sociale et des familles (CASF) – article¹ L.123- 2). Il se compose d'assistants de service social et de conseillers en économie sociale et familiale (CESF), et de travailleurs sociaux insertion sur certains territoires, qui accueillent les publics en grande fragilité au sein des Unités Territoriales de Prévention et d'Action Sociale (UTPAS) et les aident à surmonter leurs difficultés familiales, financières, de logement, et de santé.

Le SSD est ainsi un lieu d'écoute, qui apporte conseil et soutien, en évaluant les risques et en laissant la personne actrice de son devenir (diagnostic social global de la situation).

Grâce à une approche sociale globale sur tous les champs du travail social, appréhendant la personne et sa famille dans son contexte de vie, le SSD va par ailleurs articuler son intervention avec celles d'autres acteurs, internes et externes, institutionnels ou associatifs.

Dans cette période de sortie de confinement, la mobilisation du SSD s'avère plus qu'essentielle pour aider les personnes dont le parcours de vie a été fragilisé. C'est pourquoi le SSD est en première ligne pour accueillir les Nordistes, garantir l'accès à tous leurs droits et les orienter si besoin vers d'autres services plus spécialisés ou les partenaires locaux. Les travailleurs sociaux du SSD seront également mobilisés pour la mise en œuvre du fonds d'aide exceptionnel qui est détaillé en 4.

3. Se mobiliser collectivement pour accélérer le retour à l'emploi des publics fragilisés par le confinement

Le Département mène depuis 2015 une politique ambitieuse de retour à l'emploi et d'insertion professionnelle des allocataires du Revenu de Solidarité Active (RSA) confirmée dans le cadre de l'engagement du Département dans la Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté. Les différentes politiques départementales d'insertion contribuent à cet objectif notamment en permettant de lever les derniers obstacles avant une reprise d'emploi.

¹ « Le service public départemental d'action sociale a pour mission générale d'aider les personnes en difficulté à retrouver ou à développer leur autonomie de vie. Le service public départemental d'action sociale assure, à la demande et pour le compte des autorités compétentes de l'Etat, les interventions et les enquêtes qui sont nécessaires à l'exercice des missions de celles-ci ».

Dans le contexte de sortie de confinement, il est apparu nécessaire d'amplifier cette politique afin d'accompagner la relance de l'économie, d'accélérer le retour à l'emploi et de renforcer la simplification des parcours en optimisant et en renforçant les moyens existants à savoir :

- Le renforcement de l'accompagnement global qui paraît particulièrement adapté pour les publics touchés socialement par le confinement et par la perte d'un emploi : 12 binômes travailleurs sociaux/conseillers Pôle emploi supplémentaires seront prochainement mis en place ;
- L'intensification de la mobilisation du CIE (Contrat Initiative Emploi) en promouvant ce dispositif auprès des entreprises pour atteindre très vite la cible des 2000 voire d'aller plus loin ;
- Le développement du dispositif Coach IEJ (délibération DIPLE/2020/110 du 24 avril 2020) par une nouvelle campagne de communication pour les jeunes et le recrutement de 11 nouveaux coaches, dont 6 dédiés à l'accompagnement pour des jeunes de l'ASE ;
- L'appui au recrutement dans les SAAD notamment au travers d'une aide à l'acquisition d'un véhicule pour les allocataires du RSA recrutés et d'un coup de pouce à l'embauche (voir plus loin) ;
- Pour favoriser l'emploi dans les petites et moyennes entreprises, la mise en place d'un dispositif permettant de cumuler intégralement, pour le salarié, le RSA pendant 3 mois et le salaire dans les domaines des services d'aide à la personne, le numérique ou les emplois saisonniers ;
- La création d'une bonification financière « boost qualification » pour inciter les allocataires à aller jusqu'au bout d'une formation « longue » et ainsi accompagner la reconversion en sortie de confinement ;
- Le déploiement rapide du DUI (Dossier Unique d'Insertion) qui permettra de faciliter la coordination des interventions au bénéfice des personnes.

Enfin, en situation de démarrage d'emploi ou de formation, les allocataires sont confrontés à des dépenses importantes pour assurer leurs déplacements. Dans l'objectif de soutenir l'insertion professionnelle des allocataires du RSA, le Département du Nord a mis en place une aide financière individualisée « Activ'emploi » délibérée le 29 juin 2018 (délibération DIPLE/2018/178) pour couvrir des dépenses, de mobilité, de garde d'enfants pour le premier mois du contrat de travail et de petits matériels professionnels.

Cette aide est mobilisable rapidement et est définie en fonction des besoins de l'allocataire. Elle intervient en complémentarité des aides déjà obtenues par ailleurs (150 € par an et par allocataire, voire 300 € en cas de situation exceptionnelle). En 2019, environ 900 allocataires ont effectué une demande d'Activ'emploi pour concrétiser soit un retour à l'emploi soit un accès à une formation professionnelle pour un montant moyen de 145€.

Au regard de ce bilan et des difficultés accrues de recrutement des services d'aide à domicile et à la personne, il est proposé d'accroître l'aide « Activ'emploi » en faveur des allocataires salariés de ces structures. En effet, pour lever les freins liés à la mobilité et l'accès à l'emploi des allocataires du RSA, au sein des services d'aide et d'accompagnement à domicile et des services d'aide à la personne, il est envisagé :

- d'attribuer un forfait de 300 € par allocataire du RSA pour 3 mois véritable coup de pouce au démarrage,
- d'accorder une participation de 30 € par mois par allocataire pendant 12 mois pour une location de véhicule avec option d'achat.

Par ailleurs, pour couvrir aux mieux les besoins exprimés par les allocataires du RSA pour un accès décisif à un emploi ou à une formation, il est proposé un élargissement des critères d'Activ'emploi permettant notamment :

- de prendre en charge certaines visites médicales non financées par l'employeur (logistiques, transports, renouvellement de permis...),
- d'obtenir la reconnaissance d'un diplôme étranger en France,
- de financer un hébergement le 1er mois de démarrage d'un contrat de travail.

4. Créer un fonds d'aide exceptionnel à destination des personnes en grande fragilité pour une réponse adaptée et réactive

La crise économique, sociale et sanitaire post-confinement risque d'accélérer les fractures sociales et les décrochages en tout genre, en révélant de nouvelles pauvretés plus diffuses et plus difficiles à accompagner.

Aussi le Département du Nord souhaite amplifier le dispositif d'aide d'urgence (AMASE, FDAJ) organisé dès le début de la crise sanitaire pour faire face aux besoins de plus démunis. C'est pourquoi au-delà des dispositifs réglementaires existants, il s'agit de proposer une aide complémentaire, ponctuelle et exceptionnelle, octroyée selon un principe de subsidiarité.

Un fonds spécifique transitoire sera créé et doté d'une enveloppe de 1 million d'euros et permettra aux familles et aux personnes les plus fragilisées de bénéficier d'un appui complémentaire du Département. Le fonds sera opérationnel dès cet été.

Deux axes guideront la mobilisation de cette aide préventive dans le cadre d'un accompagnement social et pour faciliter l'accès aux droits :

- Les besoins du quotidien (se loger, se nourrir, se soigner) ;
- Le soutien aux parents, notamment l'aide aux vacances, aux loisirs et au soutien scolaire.

Ce fonds ne peut intervenir qu'en complément des autres droits aux aides légales qui doivent être sollicités prioritairement. Les travailleurs sociaux du SSD avec l'appui des équipes socio-administratives seront en première ligne pour activer les aides du fonds.

Une évaluation sociale de la situation par les travailleurs sociaux du SSD permettra d'identifier les difficultés rencontrées, et de proposer un projet qui favorise le pouvoir d'agir des personnes concernées, tenant compte de leurs besoins (cf. fiche de procédure annexe 2)

5. Soutenir les enfants et les jeunes vulnérables, fragilisés par la crise sanitaire

Conscient des ruptures dans l'apprentissage des fondamentaux lors de la période de confinement pour une partie des jeunes, le Département du Nord s'engage, dans le cadre de la Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté, à tout mettre en œuvre pour lutter contre le décrochage scolaire et les inégalités numériques. Il encouragera ainsi les initiatives permettant d'assurer la continuité pédagogique durant l'été et les découvertes culturelles.

Parallèlement, il mobilise ses services, ses équipements et ses partenaires pour offrir aux jeunes fragilisés par la crise sanitaire, l'occasion de profiter cet été de temps d'oxygénation, de découverte et de loisirs dans le département, pour se ressourcer après cette période de confinement.

- *Des actions en faveur des élèves des collèges pour réduire la fracture numérique et favoriser les vacances apprenantes*

La fermeture des établissements scolaires s'est accompagnée d'un enseignement à distance, pour proposer aux élèves l'accès à des cours, sous différentes formes (fichiers numériques, tutoriels, visioconférence, etc.). Malgré les initiatives et les adaptations proposées par les équipes enseignantes,

cette période de confinement a clairement ~~mis~~ en évidence les inégalités d'accès au matériel numérique et aux connaissances du fonctionnement de ces matériels au sein des familles.

Concernant le matériel numérique, le Département développe une politique ambitieuse d'équipement des collèges. Il déploie de nouveaux équipements afin de développer cet usage. Pour aller plus loin encore, il est proposé d'équiper les établissements scolaires d'outils mobiles permettant des prêts aux familles qui en signaleraient le besoin.

Concernant la formation à la maîtrise des outils numériques, le Département en fait un axe de sa politique de soutien financier auprès des centres sociaux. Acteurs de proximité, les centres sociaux proposent des accompagnements au numérique aux familles qui en auraient besoin.

Pour aller plus loin, le Département facilitera le rapprochement des centres sociaux et des collèges pour proposer des appuis à l'utilisation des outils numériques, adaptés aux familles orientées par les collèges et à l'enseignement en distanciel.

Par ailleurs, l'Education nationale prévoit la mise en place, durant l'été, de différents dispositifs permettant aux enfants de partager un temps d'enseignement et de loisirs, à savoir :

- École (collège) ouverte : sous forme d'un appel à projet auprès des équipes des établissements, ce dispositif permet d'ouvrir l'établissement pendant quelques semaines des vacances d'été (début juillet ou fin août). Des enseignements sont proposés en matinée et des activités culturelles, sportives ou de découverte de la nature l'après-midi ;
- École (collège) ouverte buissonnière : sur la même base que l'école ouverte, cette variante propose un déplacement et un hébergement, de préférence au sein du département et en secteur rural ;
- Accueils de loisirs studieux : ce dispositif propose aux communes volontaire de « raccrocher » des temps de soutien scolaire et d'accompagnement pédagogique aux accueils de loisir sans hébergement (ALSH) ;
- Colonies studieuses : ce dispositif permet de compléter les activités des colonies par du soutien scolaire réalisé par des enseignants volontaires.

Le Département propose d'accompagner cet été l'Education nationale dans les différents dispositifs précités qui seront mis en place dans les collèges.

Il facilitera en lien avec les équipes éducatives et administratives des collèges la mise à disposition des moyens nécessaires à la réalisation de ces dispositifs.

Il proposera l'accès à ces équipements culturels, espaces naturels et réseau de médiathèques, pour les temps de « loisir » des différents dispositifs.

Le Département incitera aussi la mobilisation des clubs de prévention, des postes prévention jeunesse, des Acteurs de liaison sociale en environnement scolaire (ALSSES) ou des service jeunesse des centres sociaux qui porteront des projets d'animation et de lutte contre le décrochage scolaire pour les jeunes, en lien avec les collèges cet été.

- **« Un été pour me préparer au CP »**

Le Département soutiendra par ailleurs la démarche de l'association Agir pour l'école qui permettra aux familles volontaires de bénéficier d'un programme de rattrapage scolaire. Ce programme intitulé « Un été pour me préparer au CP » à destination des élèves de Grande section de maternelle encourage le travail sur les sons et les syllabes durant la période estivale (habituellement mené en mars-avril en grande section), grâce aux outils numériques de l'association. Ces élèves pourront ainsi aborder l'année de CP plus sereinement.

Ce projet est soutenu par le Département du Nord en lien avec l'Etat et permettra aux communes volontaires de s'associer à la démarche initiée par l'association Agir pour l'école. D'ores et déjà une vingtaine d'école en zone d'éducation prioritaire se sont engagées volontairement dans ce programme dans le cadre d'un travail mené par l'Académie de Lille.

- ***Des « Sorties découvertes » dans les équipements culturels départementaux, les espaces naturels du Nord et dans le réseau des bibliothèques de la Médiathèque départementale du Nord***

A partir de l'expérience réussie d'ouverture des sites culturels et naturels départementaux aux enfants confiés aux établissements de la protection de l'enfance pendant le confinement, le Département renouvelle et étend son offre en ouvrant des sorties découvertes sur d'autres sites tout l'été et à un public encore plus large :

- Enfants confiés à l'Aide sociale à l'enfance (ASE) ;
- Enfants et familles accompagnés dans le cadre de l'Action Educative en Milieu Ouvert (AEMO) ;
- Jeunes majeurs accompagnés par l'ASE ;
- Enfants et jeunes accompagnés par les clubs de prévention ou les postes prévention jeunesse ;
- Jeunes en situation de handicap ;
- Jeunes participant aux dispositifs « école (collège) ouverte », « école (collège) buissonnière ouverte ».

Pour organiser au mieux ces initiatives en lien avec les différents partenaires et mettre en place une médiation spécifique adaptée, des renforts seront spécifiquement mis en place selon les besoins.

Enfin, le Service départemental d'incendie et de secours (SDIS) sera mobilisé pour accueillir des jeunes et leur faire découvrir l'activité et l'engagement des pompiers. Des démonstrations et animations pourront être proposées dans ce cadre.

- ***Des temps « d'oxygénation pour les enfants de l'Aide Sociale à l'enfance », Mini-camps au vert dans le département et séjours éducatifs adaptés***

Afin de permettre aux enfants accueillis chez les assistants familiaux de pouvoir s'évader quelques jours au « vert », dans le département, des mini-séjours de 2 à 5 jours maximum seront proposés dès le mois de juin, en lien avec les mouvements de scoutisme laïc, les mouvements d'éducation populaire et le réseau des séjours à la ferme.

- ***Une offre de séjours en colonie de vacances adaptée, axée sur les vacances apprenantes et les séjours éducatifs***

Le confinement a perturbé l'organisation et la préparation des séjours en colonie pour cet été. Malgré ces difficultés, le Département fait de l'accès aux colonies de vacances une priorité, pour les enfants confiés à l'Aide Sociale à l'Enfance qui en ont le plus besoin.

En lien étroit avec les organismes partenaires du marché départemental pour l'organisation des colonies, le Département entend élargir et soutenir l'adaptation de l'offre de séjours proposée, en tenant compte des contraintes liées aux précautions sanitaires et de l'accent porté sur les vacances apprenantes.

Au total, le Département entend doubler l'offre de séjour au bénéfice des enfants de l'ASE pour tenir compte de leurs besoins spécifiques en sortie de confinement.

- ***Un soutien apporté aux projets de séjours de proximité organisés par les jeunes***

Le Département s'engage à soutenir la réalisation des projets de séjours de proximité organisés par les jeunes accompagnés par les centres sociaux, les associations de prévention spécialisée ou postes prévention jeunesse et les communes, qui s'appuieront sur les ressources et équipements locaux.

L'ensemble de ces actions seront menées en synergie avec les partenaires sur les territoires, en lien avec les initiatives portées par les services de l'Etat, la Caisse d'allocations familiales (CAF) et les Etablissements publics de coopération intercommunale (EPCI). Une attention particulière sera portée aux quartiers prioritaires de la politique de la ville

La sortie du confinement remet en perspective la stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté qui doit devenir une stratégie de sortie de crise pour les plus vulnérables. Il est donc proposé que les actions prévues en soutien des Nordistes fragilisés soient en partie financés dans le cadre de la stratégie pauvreté et puisse faire partie de l'avenant budgétaire 2020 qui sera soumis à la prochaine Assemblée départementale en septembre prochain.

Les modalités pratiques de mobilisation des actions proposées dans le cadre de ce fonds nécessitant à ce jour des études techniques, je vous propose de rendre compte à la prochaine assemblée de la mobilisation et des mesures concrètes mises en place.

En conséquence, je propose au Conseil départemental :

- de m'autoriser à signer la Charte du premier accueil social inconditionnel de proximité annexée et tous les documents afférents à cette démarche ;
- d'élargir les critères d'attribution des aides Activ'emploi aux allocataires du RSA en situation de retour à l'emploi ou à la formation y compris dans les services d'aide et d'accompagnement à domicile ainsi que dans les services d'aide à la personne pour une enveloppe de 500 000 euros, dans les conditions décrites au rapport ;
- de m'autoriser à mettre en œuvre le fonds d'aide exceptionnel pour les personnes les plus vulnérables d'un montant de 1 million d'euros, dans les conditions décrites au rapport et dans l'annexe 2 ;
- de m'autoriser à mobiliser 1 million d'euros de financements complémentaires pour la mise en œuvre des mesures de soutien en faveur des enfants et jeunes les plus vulnérables, fragilisés par la crise sanitaire, dans les conditions décrites au rapport ;
- de soutenir la démarche de l'association Agir pour l'école en le proposant aux communes du Nord ;
- de m'autoriser à signer toutes conventions et actes administratifs afférents à la mise en œuvre du plan de soutien.

CODE GRAND ANGLE		ENGAGEMENTS		
OPERATION	ENVELOPPE	AUTORISES	DEJA CONTRACTES	PROPOSES DANS LE RAPPORT
12002OP013	12002E01	500 000 €	241 000 €	0 €
12002OP018	12002E01	1 114 520 €	14 520 €	1 000 000 €
11004OP011	11004E01	5 355 207 €	1 921 485 €	1 000 000 €

Jean-René LECERF
Président du Département du Nord

**CONSEIL DEPARTEMENTAL
REUNION DU 29 JUIN 2020**

AMENDEMENT AU PROJET DE DELIBERATION N° DIPLE/2020/139

OBJET : Plan de soutien pour les Nordistes fragilisés en sortie de confinement

EXPOSE DES MOTIFS

Il convient d'apporter des précisions sur la partie 5 « Soutenir les enfants et les jeunes vulnérables, fragilisés par la crise sanitaire », notamment sur l'opération des vacances apprenantes.

En effet, dans le cadre de l'opération vacances apprenantes, plusieurs dispositifs ont été mis en place par le Ministère de l'Education nationale et de la jeunesse « pour lutter contre les retards qui ont pu s'accumuler pendant la période de confinement et les risques de décrochage ».

A ce jour, suite à l'appel à projets, pour l'école ouverte et l'école ouverte buissonnière, lancé par le Rectorat auprès des établissements scolaires, 65 projets ont été déposés par les collèges pour des sessions allant d'une à quatre semaines, soit un total de 110 sessions, qui se dérouleront durant les vacances d'été (début juillet-fin août).

1 600 collégiens du Nord sont concernés, soit le double du nombre de collégiens comparé aux années antérieures pour l'école ouverte.

En complément du montant forfaitaire de 4 300 € par session attribué par le Rectorat, le Département participera aux frais de transport des collégiens vers les équipements départementaux (culturels, de loisirs, de plein air), mais également vers les autres structures existantes (communales ou intercommunales).

La contribution financière départementale de l'ordre de 900 € par session, soit au total un budget global de 100 000 €, sera versé au Groupement d'Intérêt Public Education et Formation tout au long de la vie (GIP FCIP), créé à cette occasion par le Rectorat pour suivre ces dispositifs.

DISPOSITIF

Les propositions de décision inscrites rapport sont complétées par l'alinéa suivant :

- d'attribuer un montant de 100 000 € au Groupement d'Intérêt Public Education et Formation tout au long de la vie, afin de participer aux frais de transport des collégiens vers les équipements départementaux (culturels, de loisirs, de plein air), et d'autres structures existantes (communales ou intercommunales).



Jean-René LECERF
Président du Département

CONSEIL DEPARTEMENTAL
Réunion du 29 juin 2020

OBJET : Participation du Département du Nord au fonds régional dénommé "Fonds COVID Relance Hauts-de-France"

Pour aider les entreprises à faire face aux conséquences de la crise sanitaire sur l'activité économique, la Région Hauts-de-France a adopté un plan de relance destiné à les soutenir, par plusieurs délibérations du Conseil Régional du 10 avril 2020.

Ce plan porte non seulement sur des aides directes, notamment en complément des dispositifs nationaux, mais encore sur des instruments financiers.

La Région Hauts-de-France et la Banque des Territoires ont décidé de compléter ce plan de relance par un fonds destiné aux très petites entreprises (TPE) de moins de 10 salariés et aux entreprises de l'économie sociale et solidaire (ESS) de moins de 20 salariés.

Il s'agit de faciliter à ces entreprises, qui peuvent aussi être des indépendants ou des associations, le financement de leurs besoins de trésorerie en leur accordant des avances remboursables à taux 0.

Selon le type d'entreprises, le montant de ces avances sera compris :

- TPE : entre 5 000 € et 15 000 € ;
- Entreprises de l'ESS : entre 5 000 € et 30 000 €.

Ces aides seront accordées en s'appuyant sur les réseaux France Active et Initiative Hauts de France.

Ce fonds d'un montant de 24 millions d'euros est financé à part égale par les deux partenaires. La Commission permanente du Conseil régional en a autorisé la création par délibération du 28 mai 2020 et a décidé une participation régionale équivalente à 2 € par habitant.

Pour ses deux initiateurs, ce fonds dénommé « Fonds COVID Relance Hauts-de-France » a vocation à être abondé par d'autres collectivités territoriales des Hauts de France et des E.P.C.I.

Le Département du Nord a été sollicité pour participer au financement de ce fonds à hauteur de 2 € par habitant.

L'engagement financier pour le Département du Nord serait donc de l'ordre de 5,2 millions d'euros maximum, versés sous forme d'avances de trésorerie, sur la base de 2 635 255 habitants en population totale à laquelle il convient de se référer à compter du 1^{er} janvier 2020.

La dépense serait imputée sur la section d'investissement, les collectivités ayant obtenu au printemps l'autorisation d'inscrire ce type de dépense en investissement afin de ne pas alourdir leurs dépenses de fonctionnement qui ne peuvent être financées par l'emprunt.

La décision de participer au financement de ce fonds pourrait s'accompagner de la signature d'une convention avec la Région Hauts-de-France, définissant notamment les modalités d'association du Département à l'instruction des demandes et de garantie de la part d'aides à destination des entreprises du Nord, ainsi que le terme et les modalités de remboursement au Département de cette participation après le remboursement des avances.

Enfin, le Département du Nord sera étroitement associé aux instances de gouvernance (Comité de pilotage et Comité d'engagement) chargées d'autoriser les versements aux très petites entreprises et aux entreprises de l'économie sociale et solidaire.

Je propose au Conseil départemental de :

- décider la participation du Département du Nord au fonds régional dénommé « Fonds COVID Relance Hauts-de-France » pour l'aide aux très petites entreprises et aux entreprises de l'économie sociale et solidaire ;
- fixer le montant de cette participation à 5 200 000 d'euros, sous forme d'avances de trésorerie ;
- m'autoriser, le cas échéant, à signer à cet effet une convention avec la Région Hauts-de-France, la Banque des Territoires et tout autre partenaire financier de ce fonds.

CODE GRAND ANGLE		ENGAGEMENTS		
OPERATION	ENVELOPPE	AUTORISES	DEJA CONTRACTES	PROPOSES DANS LE RAPPORT
31006OP002	31006E02	0	0	5200000

Jean-René LECERF
Président du Département du Nord

CONSEIL DEPARTEMENTAL
Réunion du 29 juin 2020

OBJET : Engagement du Département du Nord dans la Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté - Rapport d'exécution 2019 de la Convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi.

Par délibération du 17 décembre 2018 (DGASOL/2018/428), le Département du Nord a été le 1^{er} Département à s'engager résolument dans la lutte contre la pauvreté, dans le cadre de la Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté, initiée par le Président de la République en septembre 2018, concrétisant ainsi sa volonté de mobiliser des moyens pour lutter contre la pauvreté.

En cohérence avec la Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté, les enfants, les jeunes, leur famille et les personnes les plus éloignées de l'emploi sont au cœur de cette mobilisation départementale. Les signataires se sont ainsi engagés à développer, promouvoir et soutenir des actions pour mieux répondre aux attentes des parents et des familles en développant de nouvelles réponses territoriales diversifiées et l'accès à l'emploi des bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA), facteur clé de lutte contre la pauvreté.

Par la signature d'une Convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi, la Stratégie départementale déploie sur trois ans 50 millions d'euros, à part égale entre l'Etat et le Département du Nord, permettant le financement d'un plan décliné en 12 actions, dans une logique préventive et d'insertion, deux champs complémentaires pour le Département.

Dans le cadre de cette même Stratégie nationale, l'Etat, les départements du Nord et du Pas-de-Calais se sont engagés sur une convention commune concernant le Bassin minier. Cette convention d'appui engage l'Etat et le Département du Nord depuis le mois de juillet 2019 sur 6 actions pour un budget de 2,5 millions sur trois ans.

Aujourd'hui, après un peu plus d'une année d'exécution de la Convention d'appui de lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi, l'ensemble de ces 18 actions sont mises en œuvre, comme le souligne le rapport d'exécution 2019 annexé.

I. LES ENGAGEMENTS DU SOCLE DE LA CONVENTION : LES AVANCEES POUR L'ANNEE 2019

1. Prévenir toute « sortie sèche » pour les jeunes sortants de l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE)

La préparation des jeunes à l'autonomie et à la citoyenneté s'anticipe et doit être impulsée dès l'âge de 16 ans. Des moyens sont mobilisés pour leur accompagnement vers l'autonomie et favoriser leur insertion professionnelle, d'une part en renforçant les politiques existantes et d'autre part en développant de nouveaux projets en lien avec les partenaires associatifs et institutionnels.

Le repérage le plus en amont possible des facteurs de risque de « sortie sèche » est désormais permis par la mise en place d'entretiens à 16 et à 17 ans et la définition d'un projet d'accès à l'autonomie.

Par ailleurs, le Département renforce ses partenariats et soutient des projets innovants afin de diversifier la palette de solutions possibles en matière d'accès au logement des jeunes à travers :

- des projets de colocation, voire de colocation intergénérationnelle (soutien financier de Générations et cultures) ;
- un accompagnement dans et vers le logement, via les services d'aide à domicile (Aide aux Mères et aux Familles à Domicile (AMFD) Métropole) ;
- la construction d'un parcours logement, en partenariat avec les Foyers de Jeunes Travailleurs (FJT) / Résidence Habitat Jeune (RHJ) et la priorisation des jeunes issus de l'ASE dans le Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD) ;
- un travail étroit avec les bailleurs sociaux, notamment Partenord Habitat, dans le cadre de la convention 2018-2021 où un objectif de relogement de 100 jeunes majeurs par an est fixé (jeunes issus de l'ASE, Mineurs Non Accompagnés (MNA), jeunes en structures (FJT, Maison d'Enfants à Caractère Social (MECS), hébergement d'urgences).

Enfin, des formations-actions sont mises en place par l'association « Laisse Ton Empreinte » dans le Douaisis et le Valenciennois, afin de développer les pratiques professionnelles de repérage et d'accompagnement des jeunes en risque de rupture.

2. Expérimenter des maraudes mixtes Etat-ASE

Les maraudes ont pour principal but d'aller vers les jeunes en errance, qui ne recourent pas aux services sociaux et échappent de fait à l'ensemble des dispositifs d'inclusion sociale. L'expérimentation a été lancée en 2019 dans le Denaisis par la constitution d'une équipe de 3 éducateurs spécialisés. Ce sont ainsi plus de 350 jeunes et plus de 60 familles qui ont été rencontrés sur le terrain, avec 90 demandes d'accompagnement éducatif formulées.

Afin d'assurer une réponse et la scolarisation des enfants vivant sur des squats ou des campements identifiés, une action est conduite par La Sauvegarde du Nord afin de repérer les enfants sur 4 communes de la Direction Territoriale Métropole Roubaix-Tourcoing (DTMRT) et 3 communes de la Direction Territoriale Métropole Lille (DTML).

3. Refonder et revaloriser le travail social au service de toutes les familles – Premier accueil social inconditionnel de proximité et référent de parcours

Pour garantir à tous un accueil social et familial en généralisant le 1^{er} accueil inconditionnel de proximité, le Département du Nord a favorisé les démarches « d'aller vers » par la mise en place d'un accueil inconditionnel global multicanal (téléphonique, physique et numérique) : mise en place de la plateforme téléphonique initiée dans un premier temps sur la DTMRT, déploiement progressif de 45 médiateurs numériques en service civique dans les Maisons Départementales de l'Insertion et de l'Emploi (MDIE) et les Unités Territoriales de Prévention et d'Action Sociale (UTPAS) notamment. La démarche de référent de parcours est engagée au travers de formations des professionnels et permettra d'associer plus fortement les personnes accompagnées et de mieux coordonner les acteurs.

Le Département a ainsi permis, en territoire, de faciliter l'exercice pour chacun de ses droits. Depuis le 1^{er} janvier 2020, le Département du Nord propose 4 Maisons France Services (MFS) labellisées par l'État : à Hondschoote, au Cateau-Cambrésis (anciennes Maisons de services au public), à Bruay-sur-l'Escaut et via une structure itinérante dans l'Avesnois. Le « Bus France Service » dessert ainsi 20 communes réparties dans l'ensemble du territoire, à raison d'une journée par mois dans chaque commune. Il permet d'améliorer l'accès aux services publics pour tous en milieu rural, en toute confidentialité, avec accès aux personnes à mobilité réduite. Ces services sont développés en lien avec 6 opérateurs (Caisse d'Allocations Familiales (CAF) du Nord, Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé Au Travail (CARSAT), Mutualité Sociale Agricole (MSA), Caisse Primaire d'Assurance

Maladie (CPAM), Pôle emploi, La Poste), 3 partenaires institutionnels (Ministères de l'Intérieur, de la Justice et des Finances publiques) et des partenaires locaux (Agence Départementale d'Information sur le Logement (ADIL) Nord – Pas-de-Calais).

4. Favoriser l'insertion des allocataires du revenu de solidarité active

Des moyens ont été fortement mobilisés pour renforcer l'accompagnement et le 1^{er} accueil des allocataires du RSA, notamment en agissant à toutes les étapes du parcours d'accompagnement pour redonner à chacun une perspective d'emploi. Ce sont ainsi 7 Maisons Départementales de l'Insertion et de l'Emploi (MDIE) qui ont été ouvertes, en proximité dans les territoires. En 2019, 16 686 allocataires du RSA ont été convoqués dans les MDIE, dans un délai moyen de 18 jours : 2 748 ont été pris en charge par un coach, dont 709 ont retrouvé un emploi ou une formation avant 3 mois.

Conjointement, un partenariat renouvelé et renforcé avec Pôle emploi a permis de baisser significativement et durablement le nombre de foyers allocataires du RSA. En février 2020, on dénombrait 100 694 foyers allocataires payés contre 107 601 en janvier 2017. Par ailleurs, afin de renforcer l'accompagnement et la mise à l'emploi des allocataires du RSA de plus de 24 mois, une convention a été passée avec Pôle emploi en décembre 2019 conduisant à financer 16 Coachs Emplois dédiés à ce public.

Parallèlement, ce partenariat renouvelé a contribué à la réussite de la journée « Réussir sans attendre » organisée le 14 novembre 2019. 9 808 allocataires ont participé à l'opération. Une enquête de satisfaction a été menée le jour même. 4 428 allocataires ont répondu, 92 % de satisfaction, 40% des répondants ont eu une ou plusieurs propositions d'emploi (qui correspondait à leur recherche pour 90%), 33% ont eu une ou plusieurs propositions de formation, 32% ont eu une autre proposition, 12% auraient souhaité bénéficier d'un autre service. 387 entreprises étaient présentes et ont proposé 2 039 postes, ainsi que 190 organismes de formation et 320 partenaires dans le cadre des opérations « Coup de pouce ». Fin mars 2020, 1 599 allocataires ont retrouvé un emploi et 655 se sont engagés dans une formation qualifiante. Cette opération fera l'objet d'une seconde édition qui se déroulera sur une semaine, du 16 au 20 novembre 2020, autour de 4 thèmes : l'insertion professionnelle des jeunes, l'insertion par l'activité économique, les services à la personne, en particulier dans les services d'aide à domicile et l'emploi transfrontalier.

Fin novembre 2019, le Département a lancé son site Nordemploi.fr qui, parmi les nombreux services apportés, mutualise les offres d'emploi captées par Pôle emploi et les Plateformes emploi du Département au bénéfice de l'emploi des allocataires du RSA. Le site Nord emploi permet un rapprochement automatique entre les allocataires du RSA et les offres d'emploi sur la base des compétences attendues pour le poste et les capacités de mobilité des allocataires. Aujourd'hui, le site internet recense plus de 10 000 offres d'emploi ; à la fin du premier semestre 2020, tous les allocataires en parcours professionnel (hors Pôle emploi), auront un Curriculum Vitae (CV) en ligne sur la plateforme, soit près de 30 000 personnes.

Le Département du Nord poursuit son ambition de redonner au travail une place centrale en s'engageant sur l'expérimentation d'un Service Public de l'Insertion (SPI).

Dans le cadre de l'appel à projets national, le Département a été retenu afin de renforcer l'offre de services destinée aux bénéficiaires du RSA et de proposer de nouvelles formes de coopération entre acteurs pour faire du retour à l'emploi une priorité.

Enfin, sur le Bassin minier, le Département est fortement mobilisé pour l'accompagnement des allocataires du RSA, notamment en agissant à toutes les étapes du parcours d'accompagnement pour redonner à chacun une perspective d'emploi. Les travaux d'investissement qui font l'objet des opérations intégrées de rénovation des cités minières, mais également toutes les actions de gestion quotidienne des cités et d'utilisation des équipements créés ou rénovés, doivent permettre de construire des parcours vers l'emploi pour les habitants du territoire. Pour cela, le Département entend mobiliser la clause d'insertion pour les allocataires du RSA par l'engagement, premièrement, d'une mission d'accompagnement pour l'identification des dispositifs d'insertion et des conditions de leur mise en

œuvre dans le cadre des chantiers de l'engagement pour le renouveau du Bassin minier, deuxièmement, par le recrutement de deux chargés d'appui clauses sociales au sein des Plateformes territoriales de l'emploi et de l'insertion professionnelle et troisièmement, en développant une Plateforme mobilité, consolidant ainsi une offre pérenne et durable de solutions de mobilité, via l'attribution de subventions à l'association Wimoov.

II. LES ENGAGEMENTS A L'INITIATIVE DU DEPARTEMENT DU NORD

1. Egalité des chances dès les premiers pas de la vie

Le Département du Nord s'engage dans l'accompagnement des enfants et de leurs familles, autour d'actions de soutien à la parentalité, de médiation familiale, d'accueil d'éveil et de prévention. Ainsi, le Département a ouvert 2 Maisons Des Parents (MDP) en 2019, l'une sur Valenciennes, avec une antenne à Denain, et la seconde sur Douai. Pour 2019, ce sont plus de 150 sollicitations faites aux MDP, avec plus de 230 rencontres individualisées auprès des parents, plus de 360 participants aux actions collectives et près de 140 rencontres partenariales (juridique, médiation familiale), grâce à la mise en place de ces deux équipements en territoire. La mise en place de ces MDP se poursuivra sur d'autres territoires en 2020 (avec l'ouverture de 3 MDP : Cambrai, Tourcoing avec une antenne à Roubaix et une sur la Métropole de Lille).

Enfin, le Département s'engage à développer les places d'accueil d'éveil sur le territoire du Bassin minier et à mettre en œuvre, coordonner et animer un réseau de prévention précoce pour l'apprentissage du langage.

2. Garantir au quotidien les droits fondamentaux de l'enfant en libérant du temps pour les services de Protection Maternelle et Infantile (PMI)

Le Département du Nord s'engage à accompagner, dans le respect de leurs parcours de vie, les enfants et leurs familles et souhaite développer des actions de prévention.

Comme le prévoit la Stratégie nationale, des propositions d'allègement des tâches techniques confiées aux services de PMI sur l'évaluation des agréments des assistants maternels, seront engagées à travers une externalisation, afin de dégager du temps pour les professionnels, notamment des puéricultrices, pour développer des actions de prévention dès le plus jeune âge. Un marché pour l'externalisation a été confié à l'Institut Régional du Travail Social (IRTS) sur les territoires du Valenciennois, du Douaisis et de la Sambre-Avesnois. Cette externalisation sera déployée au cours du second semestre 2020, pour l'ensemble du Département.

Afin de prévenir les inégalités sociales de santé, installées avant six ans, voire trois ans, le Département propose, en cohérence avec la politique de prévention de l'Agence Régionale de Santé (ARS) pour le Bassin minier, un parcours de santé, à l'issue notamment des examens de 2 ans et 4 ans réalisés par la PMI.

3. Garantir le parcours de formation de tous les jeunes

Le Département du Nord s'engage sur l'accompagnement vers l'autonomie des jeunes, en personnalisant les interventions et en facilitant les logiques de parcours. Pour ce faire, il agit en prévention sur l'évitement du décrochage scolaire par le renforcement de 20 postes d'Agents de Liaison Sociale en Environnement Scolaire (ALSES) en territoire REP (Réseau d'Education Prioritaire) et REP+ (11 à la rentrée de septembre 2019 et 9 en janvier 2020), en priorisant sur le Bassin minier et la Sambre-Avesnois (délibérations DEFJ/2019/253 du 1^{er} juillet 2019 et DEFJ/2019/363 du 7 octobre 2019). Le Département est aussi particulièrement attentif à l'accompagnement des jeunes vers l'emploi, notamment vers l'apprentissage. Au 1^{er} janvier 2020, le département comptait 63 ALSES dans les collèges.

Plus spécifiquement sur le Bassin minier, le Département reconnaît le rôle positif de l'internat comme outil de prévention et de socialisation et apporte son soutien aux familles en participant financièrement aux frais, dans le cadre de son Règlement départemental d'aide sociale.

Par ailleurs, afin de répondre aux situations particulièrement complexes des jeunes confiés à l'ASE auxquelles sont confrontés les travailleurs sociaux du Département, des moyens importants sont mobilisés, à hauteur de 8 millions d'euros sur trois ans, qui permettent de créer sur le Département quatre équipes mobiles composées chacune de cinq éducateurs spécialisés qui viennent appuyer les interventions des professionnels des établissements sociaux et médico-sociaux et les assistants familiaux. Deux équipes mobiles ont été mises en place en 2019 (une sur la Métropole – La Sauvegarde du Nord ; une sur le Bassin minier avec l'Association des Flandres pour l'Education, la formation des Jeunes et l'Insertion sociale et professionnelle (AFEJI)). En 2020, une seconde équipe est opérationnelle sur le Hainaut (AFEJI) et au second semestre 2020 une autre le sera sur les Flandres (AFEJI). Une 20^{aine} d'enfants ont été accompagnés en 2019.

Au-delà de l'intervention de ces équipes mobiles, 52 places d'hébergement seront créées également afin de permettre, dans les situations de crise, une prise en charge spécifique répondant aux besoins des enfants et de leurs familles. Ce projet sera mené en concertation avec l'Agence Régionale de Santé afin de pouvoir articuler les réponses dans le domaine sanitaire, social et médico-social.

Par ailleurs, un référentiel pour les groupes socio-éducatifs, instance de coordination des acteurs sociaux, médico-sociaux et éducatifs intervenant principalement et collectivement sur des situations difficiles, est en cours de réalisation afin de définir un cadre commun d'intervention et d'harmoniser les pratiques territoriales.

Enfin, le Département apporte des moyens avec l'Etat sur la formation des bénévoles, notamment ceux du Bassin minier, afin de favoriser une implication des habitants et de consolider les projets associatifs.

L'ensemble des actions de la Stratégie pauvreté sont déclinées dans le rapport d'exécution annexé, pour un montant de 8 760 644 €.

En conséquence, je propose au Conseil départemental :

- d'approuver le rapport d'exécution 2019 de la Convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi ;
- de m'autoriser à le transmettre à Monsieur le Préfet de la Région Hauts-de-France, Préfet du Nord.

Jean-René LECERF
Président du Département du Nord

CONSEIL DEPARTEMENTAL
Réunion du 29 juin 2020

OBJET : Fondation du Nord : rapport d'activité (septembre 2018-décembre 2019) et convention relative à l'attribution d'une subvention, sous forme de prestations en nature, entre le Département du Nord et la fondation FACE.

Lors de sa réunion du 22 mai 2017, le Conseil départemental a approuvé, à l'unanimité, les orientations de la nouvelle politique départementale de mécénat, en particulier le principe de création d'une fondation territoriale dénommée Fondation du Nord, sous égide de la Fondation Agir Contre l'Exclusion (FACE), reconnue d'utilité publique.

Mobilisant des acteurs publics et privés, ce véhicule de mécénat innovant permet d'imaginer de nouvelles formes d'actions d'intérêt général, à l'échelle du territoire du Nord et en cohérence avec l'expertise départementale en matière de solidarités.

Lors de sa réunion du 26 mars 2018, le Conseil départemental a approuvé la convention portant création de la Fondation du Nord et la désignation de ses représentants au sein du comité exécutif.

Cette convention initiale, d'une durée de 3 ans, précise les objectifs et les moyens de la Fondation du Nord. Elle en définit les domaines d'intervention (**cf. annexe 1**).

La signature officielle de convention avec la fondation abritante FACE a eu lieu lors d'un événement de lancement le 5 avril 2018, à la Cité des Echanges de Marcq-en-Baroeul, en présence du collectif des entreprises fondatrices.

Mathias POVSE, Délégué régional EDF Hauts-de-France, a été élu Président de la Fondation du Nord, lors du premier comité exécutif, le 10 septembre 2018.

Au cours de cette séance d'installation, les champs d'action prioritaires et les modalités d'intervention de la fondation ont été collectivement décidés, posant un cadre stratégique et opérationnel pour l'analyse des premiers projets, transmis via le site Internet ou proposés par les membres du comité exécutif.

Depuis sa création et durant sa première année de fonctionnement, la fondation s'est consacrée à :

- la mise en place de la gouvernance avec, au côté du Département, un collectif de dix entreprises fondatrices et de six entreprises partenaires projets ;
- l'accompagnement de quinze projets à impact social portés par des acteurs associatifs nordistes ;
- l'installation progressive de la Fondation du Nord dans le paysage de l'Economie Sociale et Solidaire où elle fait figure de pionnière par son modèle et son mode d'intervention.

Ainsi, la Fondation du Nord intervient en complémentarité de l'action publique et des dynamiques d'acteurs associatifs ou privés (Fondations, démarches RSE des entreprises, philanthropie individuelle...). Elle encourage l'innovation sociale, en fonction des besoins et des spécificités des territoires du Nord, notamment ruraux, pour favoriser l'inclusion des personnes les plus fragiles.

Ceci exposé, le présent rapport fait état de l'activité de la Fondation du Nord, depuis son 1^{er} comité exécutif d'installation (septembre 2018), à la fin de son premier exercice (décembre 2019).

1. Un cercle de fondateurs et de partenaires projets mobilisé pour « Jouer collectif »

1.1 Les fondateurs initiaux

Impulsée par le Département du Nord, la Fondation du Nord réunit un collectif public/privé de onze fondateurs :

- Département du Nord
- EDF
- Mobilis
- Ramery
- Vilogia
- Lesaffre
- Vinci
- Dalkia
- Compagnie Générale de Construction
- Rabot Dutilleul
- Renault

Chaque fondateur s'est engagé pour trois années. Son apport financier peut être complété de contributions en nature et compétences.

Le statut des fondateurs est défini par le niveau de contribution de chacun des membres, corrélé à un nombre de voix délibératives au comité exécutif :

- les grands partenaires solidaires
Apport de 60 000 € minimum/an pendant 3 ans
2 voix délibératives au comité exécutif
- les partenaires thématiques et territoriaux
Apport de 20 000 € minimum/an pendant 3 ans
1 voix délibérative au comité exécutif

Grand partenaire solidaire, le Département du Nord s'est engagé à fournir, par an pendant 3 ans :

- un apport financier de 25 000 €
- complété d'une contribution de 35 000 € minimum en nature et en compétences, pour assurer l'animation et la stratégie de développement de la fondation (voir point 3).

Le Département du Nord dispose, à ce titre, de 6 voix délibératives au comité exécutif : 2 voix pour le Président du Département du Nord et 1 voix pour chacun des quatre autres élus départementaux désignés lors de l'Assemblée départementale du 26 mars 2018 (**cf. annexe 2**).

1.2 Les partenaires projets

Outre les fondateurs, la Fondation du Nord fédère d'autres entreprises donatrices qui s'engagent de façon plus ciblée, soit pour une durée d'un an, soit pour soutenir un projet spécifique.

Ainsi, six partenaires projets ont rejoint cette dynamique :

- SIA Habitat
- Roquette
- Enedis
- Mariot-Gamelin
- Kaufman&Broad
- La 4D

Ces partenaires projets siègent alternativement ⁻⁴⁻ au comité exécutif, avec une voix délibérative pour un représentant.

Ce cercle initial d'entreprises a vocation à se développer, pour créer un mouvement de petites comme de grandes entreprises, socialement engagées pour leur territoire, et pour agréger le plus de soutiens possibles au bénéfice des projets soutenus.

Le rapprochement avec d'autres fondations (fondations d'entreprises ou territoriales), ayant des champs d'action proches de la Fondation du Nord, offre des perspectives amplifiées de soutien à des porteurs de projets ou de co-construction de programmes sur des thématiques partagées.

1.3 La levée de fonds initiale

Les fondateurs apportent une contribution financière de 379 000 € par an pendant trois ans, soit une levée de fonds globale de 1 137 000 € sur les trois années.

Pour la période 2018-2019, l'apport numéraire collecté auprès des fondateurs et des partenaires projet cumulé s'élève à 807 000 €

2. L'installation des instances de la gouvernance

La Fondation du Nord est administrée par un comité exécutif, instance de décision, actuellement composé de 23 membres (sur un total de 32 membres maximum prévu dans les statuts). **Cf. annexe 3**

A ce jour, les membres sont répartis en trois collèges :

Les fondateurs

- collège de 10 chefs d'entreprises
- collège de 5 élus départementaux
- Fondation FACE, représentée par le (la) délégué(e) général(e)

Les personnalités qualifiées

- 6 membres, agissant en qualité d'expert

Les donateurs

- 1 représentant des entreprises partenaires projets
- 1 représentant des donateurs individuels peut également siéger au comité exécutif

Lors de sa première séance le 10 septembre 2018, le comité exécutif a désigné son Président au sein du collège des entreprises, Mathias POVSE, Délégué régional EDF Hauts-de-France et son secrétaire, Jean-Marie LEBLANC, personnalité qualifiée de la Fondation du Nord.

Outre Jean-Marie LEBLANC, Vice-président de la Communauté de Communes du Pays de Mormal, le collège des personnalités qualifiées est composé de :

- Gaëlle COLAERT DOUBLET, Directrice générale et présidente du Directoire de DOUBLET
- Laurent DEGROOTE, Président du Conseil Economique, Social et Environnemental Régional Hauts-de-France
- Alain GRISET, Président de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat Hauts-de-France, Président national de l'U2P
- Stéphanie FLEUROUX, Présidente de l'association « La vie devant soi »
- Etienne VERVAECKE, Directeur général d'Eurasanté, Directeur de Clubster NSL

Après en avoir délibéré, le collectif a statué sur ⁴ le mode de sélection et d'accompagnement des projets et a retenu les grands principes suivants :

- adoption des critères d'éligibilité (cf. **annexe 4**) ;
- parrainage de chaque projet par un membre de la gouvernance ;
- définition d'une grille d'analyse des projets établie selon les critères de l'innovation sociale, pour l'étude préalable des dossiers en comité de sélection, avant l'arbitrage final du comité exécutif ;
- soutien fléché de préférence sur des dépenses d'investissement, dans la limite maximale de 50 000 € par projet.

Le comité exécutif s'est ensuite réuni aux dates suivantes :

- 22 novembre 2018
- 20 mai 2019
- 24 octobre 2019

Les décisions y sont prises à la majorité des voix, selon la répartition suivante :

- Collège des entreprises fondatrices : 14 voix
- Collège des élus : 6 voix
- Collège des personnalités qualifiées : 6 voix
- Représentant de FACE : 1 voix
- Représentant des entreprises partenaires projets : 1 voix

Chaque réunion du comité exécutif fait l'objet d'un procès-verbal.

A travers ses instances (groupes de travail, comité de sélection des projets, comités exécutifs...), qui rassemblent entreprises, élus et associations, la Fondation du Nord permet de rapprocher les sphères publique et privée. Elle veille aussi, dans ses process, à favoriser une forme d'agilité (par exemple, la consultation par voie électronique, pour permettre la prise de décisions entre chaque réunion statutaire).

3. L'animation de la Fondation

3.1 Les ressources du Département du Nord : une contribution en nature et compétences

Pour animer la fondation, les collaborateurs du service « Mécénat-Grands partenariats » du Département du Nord, composé de 3 agents, sont mobilisés pour partie de leur temps de travail (2,2 ETP). Leur mission se développe sur trois axes :

- la stratégie et le développement de la Fondation du Nord
- l'accompagnement de projets
- le suivi administratif et financier.

De plus, des prestations complémentaires sont ponctuellement assurées par le Département, pour la communication ou l'organisation de réunions.

En 2019, première année d'exercice de la Fondation du Nord, la contribution en nature apportée par le Département du Nord (humaine et matérielle) est valorisée à hauteur de 144 103 €.

Les modalités d'octroi des prestations de service du Département du Nord à la Fondation du Nord sont précisées et ajustées dans une convention. Un projet de convention, relatif à l'attribution d'une subvention sous forme de prestations en nature entre le Département du Nord et la fondation FACE, fondation abritante de la Fondation du Nord, est joint en annexe au rapport (cf. **annexe 5**).

3.2. Le collectif d'entreprises, un levier d'action au service des projets

La Fondation du Nord s'appuie sur la force du ⁻⁴ collectif. Toutes les formes de contribution financière, de compétences ou de prestations en nature sont mobilisées pour l'accompagnement des projets accompagnés par la Fondation du Nord.

Ainsi, les entreprises apportent des contributions humaines et matérielles pour la mise en œuvre des projets : mobilisation de collaborateurs en mécénat de compétences, accueil de réunions...

En 2019, les mécénats en nature et compétences apportés par les entreprises représentent une valorisation de 41 757 €.

4. Les axes d'intervention : pour l'inclusion des habitants du Nord les plus fragiles

La Fondation du Nord soutient des projets d'innovation sociale dans les domaines de :

L'accès à l'emploi des allocataires du RSA

Levée des freins (accompagnement RH, réseaux, mobilité), émergence de nouveaux modèles pour l'inclusion par l'emploi...

L'autonomie des personnes âgées et des personnes en situation de handicap

Habitat inclusif, logements adaptés en milieu rural, solutions innovantes pour le maintien à domicile...

L'accompagnement des jeunes les plus fragiles

Projets favorisant prioritairement l'autonomie des jeunes issus de l'Aide Sociale à l'Enfance ou jeunes de milieu défavorisé...

Ainsi que la culture et l'environnement, supports d'actions de solidarité

Actions de médiation sociale, de lutte contre toute forme d'exclusion...

Lors du premier cycle d'activité, les domaines de l'insertion professionnelle et de l'inclusion des personnes âgées et des personnes en situation de handicap ont été priorisés par le comité exécutif.

5. Les premiers projets soutenus : développer de nouvelles formes de solidarités sur les territoires

Depuis sa création, la Fondation du Nord a établi de nombreux contacts avec les acteurs de l'Economie Sociale et Solidaire.

Sur la période 2018-2019, 15 projets ont été financés pour un montant de 485 960 €.

Deux modes d'intervention se dégagent :

- la Fondation du Nord est « distributrice » pour 13 projets portés par des structures d'utilité sociale, auxquelles un soutien financier a été accordé ;
- elle est devenue « opératrice » pour 2 projets en co-construction avec des partenaires (FACE, Pro Bono Lab).

Le comité de sélection s'est attaché à évaluer en priorité :

- la pertinence du projet par rapport au besoin social ciblé
- le caractère innovant du projet et la capacité à mobiliser les parties prenantes
- la robustesse, la modélisation et l'essaimage du projet
- l'évaluation des impacts

Les projets soutenus concernent les territoires suivants :

- l'ensemble du département, pour 4 projets déployés sur le Nord, notamment en milieu rural

- l'arrondissement de Lille : 6 projets
- le Douaisis : 3 projets
- l'Avesnois : 2 projets

- 4 -

Les projets accompagnés :

5.1 - Thématique de l'Insertion professionnelle

Le projet ETHAP pour l'inclusion des personnes éloignées de l'emploi

(Soutien de 21 600 €)

A Guesnain, des travailleurs en situation de handicap au sein d'ETHAP vont former à leur tour des allocataires du RSA, pour leur permettre de partir en formation et de suivre un parcours de réinsertion professionnelle.

Pendant 6 mois, la fondation a accompagné ce projet en mécénat de compétences, par l'intermédiaire de Pro Bono Lab, en mobilisant des volontaires du collectif (public/privé).

Ce dispositif innovant a vu le jour le 13 janvier 2020, avec un programme de 12 semaines de formation (4 semaines au centre de formation et 8 semaines en immersion sur un ou deux métiers). L'objectif est d'accompagner 36 personnes la 1^{ère} année avec un minimum de 12 personnes en sorties positives.

Une tenue pour l'emploi

(Soutien de 25 000 €)

Pour restaurer l'image de soi afin d'optimiser le positionnement d'allocataires du RSA sur des offres d'emploi, leur présentation est travaillée lors de séances de coaching (préparation aux entretiens, découverte de l'entreprise...) et de relooking physique et vestimentaire.

Ce vestiaire ambulant, proposé par REACTIF & Look, sillonnera le versant Nord-Est de la métropole, d'ici fin 2020. Des partenariats seront mobilisés, avec des associations, des artisans via la Chambre des Métiers et de l'Artisanat (salons de coiffure et instituts de beauté « solidaires »), des clubs d'entreprises ou des lycées). Un service civique est embauché pour la gestion du vestiaire.

Jardin de Cocagne du Raquet

(Soutien de 20 000 €)

Ce projet mobilise les demandeurs d'emploi autour du maraîchage biologique. Chantier d'insertion professionnelle et d'inclusion sociale, il stimule l'économie locale par la vente directe des produits aux adhérents de l'association *Solidarité et Initiatives au Raquet*, à Sin-le-Noble.

Depuis janvier 2019, 12 salariés ont été embauchés, accompagnés par un conseiller en insertion sociale et professionnelle. Une stagiaire a été recrutée pour le développement commercial du Jardin de Cocagne. Depuis septembre 2019, 35 paniers sont vendus par semaine.

La Ducasse des mots

(Soutien de 25 820 €)

Dans l'Avesnois, *Mots & Merveilles* vise, avec sa ducasse des mots, à lutter contre l'illettrisme, qui touche 50 % de personnes en situation professionnelle. Activités de lecture, jeux d'écritures et ateliers d'expression détournent les méthodes d'apprentissage traditionnelles pour redéfinir un rapport aux mots plus ludique. Les modules de jeux pédagogiques, réalisés par les apprenants, rassemblent des participants qui s'échangent les rôles d'apprenants, d'animateurs ou de pédagogues. L'inauguration est programmée à l'été 2020.

MAGDALA – Ch’ti Talents

(Soutien de 25 000 €)

L’association *Magdala* a créé, en mars 2020, un Food truck solidaire en s’appuyant sur le partenariat avec l’université de la Catho de Lille. Ce chantier d’insertion embauche des personnes en grande précarité. Cette opportunité leur permet de reprendre confiance en elles et d’avoir une expérience professionnelle avec un contrat de travail CDI (4 personnes accompagnées au démarrage dans leur développement de compétences et dans leur recherche d’emploi). L’objectif de 60 repas par jour est atteint. Ce lieu permet des échanges porteurs de sens entre les étudiants et les personnes éloignées de l’emploi.

Y CROIRE et ACTION PME – Programme Y croire et Agir

(Soutien de 50 000 €)

Ce programme de 6 mois autour de l’entrepreneuriat, porté par le fond de dotation *Y Croire*, sera déployé en Sambre-Avesnois, à l’automne 2020, pour faire émerger des talents. Chacun pourra reprendre son destin en main pour se lancer dans la création d’entreprise ou la recherche active d’un emploi à l’aide d’une formation basée sur l’acquisition de compétences comportementales.

Une première expérimentation avait eu lieu en Thiérache en 2019. 51 personnes y ont été formées pour « sauter le pas » et 24 d’entre-elles ont été accompagnées pendant 3 semaines pour révéler leur potentiel et se lancer dans la création d’entreprise.

Abej Solidarité - Programme de réinsertion autour de l’alimentation

(Soutien de 9 520 €)

Les deux sites de l’*Abej*, de la pension de famille de La Madeleine et du CHRS Rosa Parks à Lille, qui accueillent des résidents fragilisés aux parcours de rue, développent un programme autour de l’alimentation. La création d’un jardin en permaculture permet aux résidents, depuis mars 2020, de cultiver un potager et de récolter des légumes. Cet outil pédagogique va être complété par des ateliers de cuisine et une sensibilisation au « bien manger » en 2020 ; l’objectif étant de rendre les résidents autonomes dans la récolte et la préparation de leurs repas.

5.2 - Thématique de l’Autonomie (Habitat partagé inclusif / maintien à domicile...)

La Ferme des Ail’leurs pour l’inclusion des personnes en situation de handicap

(Soutien de 50 000 €)

A l’initiative du *Centre Hélène-Borel*, la Ferme des Ail’leurs est un site de vacances insolite qui accueillera en priorité des personnes handicapées ainsi que leurs aidants pour leur offrir un moment de répit et de ressourcement à Arleux. Un tiers-lieu y sera créé, facilitant le vivre-ensemble. Il s’agit d’une première dans les Hauts-de-France, qui ouvrira fin 2020, proposant 19 logements, dont certains atypiques mais entièrement adaptés (capacité de 58 lits).

Le préfigurateur de lieux de vie seniors

(Soutien de 48 000 €)

Les communes rurales pourront s’appuyer sur un nouveau logiciel, en libre accès, pour concevoir des ensembles de bâtiments adaptés aux seniors. Impulsé par la plate-forme d’innovation sociale *Pénates&Cité*, développé par Simplon, cet outil apportera aux acteurs publics des réponses innovantes pour une meilleure qualité de vie des personnes en perte d’autonomie.

Née du regard croisé des experts des usages des ^{- 4 -} personnes âgées et de la construction modulaire, cette solution, développée en Angleterre, se déploiera pour la première fois en France, fin 2020, avec un pilote en Avesnois (Communauté de Communes du Pays de Mormal).

Ama Vitae - Habitat inclusif

(Soutien de 30 000 €)

Inspiré d'une initiative québécoise, *Ama Vitae* favorise l'autonomie des personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer par un nouveau modèle d'habitat partagé (inédit dans les Hauts-de-France), implanté dans le quartier de la Maillerie à Villeneuve d'Ascq. Les résidents intégreront des groupes de types familiaux, dans un environnement ouvert où la solidarité, le partage et le vivre-ensemble contribuent à leur épanouissement.

En mars 2021, 16 personnes, dans deux maisons semi-mitoyennes, profiteront d'un accompagnement adapté qui respecte leur liberté et leur permettra de rester acteur de leur vie.

Maison partagée de l'Arche Saint-François

(Soutien de 40 000 €)

La Maison partagée de l'*Arche* propose un nouveau modèle d'habitat mixte. Par la cohabitation de personnes handicapées mentales, de personnes âgées et d'étudiants, elle crée un espace d'échange ouvert à tous. Une offre dédiée aux séminaires d'entreprises permettra aussi de porter un autre regard sur le handicap.

A l'automne 2020, ce nouveau site de la métropole lilloise, alternatif entre établissement médico-social et logement ordinaire, offrira à 13 habitants une réponse à la solitude et à l'isolement, ainsi que 2 places d'accueil ponctuel.

C'est quoi ce Truc(k) ?

(Soutien de 40 000 €)

Ce dispositif, porté par *Soliha*, promeut le bien vieillir chez soi avec un volet d'éco-responsabilité. Deux showrooms mobiles vont, depuis septembre 2019 à la rencontre des populations du Nord les plus fragiles pour les sensibiliser à l'adaptabilité des logements, aux accidents domestiques et à la précarité énergétique. Les trucks vont au cœur des territoires avec l'objectif d'illustrer pour mieux conseiller 5 600 Nordistes par an. Le premier bilan en 4 mois d'activité hivernale indique 57 sorties dans 48 communes, 1 174 visiteurs, dont 37 % souhaitent aménager leur logement.

Restaurant INCLUSION

(Soutien de 43 000 €)

L'idée de créer un restaurant 100 % inclusif et accessible à tous émerge du constat selon lequel 60 % de la population française se trouve partiellement ou de manière permanente en situation de mobilité réduite. Cet établissement apportera une réponse innovante à l'ensemble des personnes handicapées et en situation de mobilité réduite. Il a vocation à démystifier le handicap, la différence et à rassembler. Avec une implantation au cœur de la cité universitaire lilloise, le restaurant INCLUSION devrait favoriser la rencontre de tous les publics : étudiants, travailleurs et personnes « dites différentes ».

5.3 - Deux projets en co-construction avec des partenaires

Programme transversal en mécénat de compétences, en partenariat avec Pro Bono Lab *(Budget de 50 000 €, dont 40 000 € imputés à l'exercice 2020)*

La Fondation du Nord a décidé de développer, avec l'association Pro Bono Lab, spécialisée dans

l'engagement par le partage de compétences, un ⁴ **programme d'accompagnement de 7 structures à finalité sociale dans le Nord**. Ce programme se déploie en deux temps et sur l'ensemble du territoire nordiste :

- lors de La Factory Lab, le 5 décembre 2019 à Lille, au profit d'associations telles AFPE (insertion, formation et emploi de tout public et particulièrement les publics fragilisés) et Entreprendre Pour Apprendre (sensibilisation à l'entrepreneuriat pour les jeunes de 10 à 25 ans) ;
- d'autre part, à partir de mai 2020, au sein d'un programme au bénéfice de 5 autres structures associatives dans les territoires (Cambrésis, Valenciennois, Dunkerquois...) et dans les champs d'intervention prioritaires de la Fondation. Les structures accompagnées sont les suivantes :
 - Cambrésis : Action et le Centre social Saint-Roch
 - Valenciennois : La clé du permis
 - Dunkerquois : Galerie d'art mobile et La petite pierre

L'objectif est d'apporter de l'ingénierie à ces acteurs de l'Economie Sociale et Solidaire, pour leur permettre d'obtenir les compétences nécessaires à leur développement pérenne et de se professionnaliser. La méthode mise en œuvre, avec l'organisation de « Marathons Pro Bono », crée du lien (diversité de profils de volontaires mobilisés) et une dynamique qui permet de faire avancer et de consolider chaque projet.

Programme d'inclusion par l'emploi, en partenariat avec FACE

(Budget de 8 020 € pour la phase de diagnostic)

Ce projet partenarial avec la fondation FACE et ses clubs dans les territoires, vise l'insertion par l'emploi dans **l'Avesnois, le Valenciennois et le Cambrésis**.

Il s'articule en trois temps :

- une phase de diagnostic (novembre 2019 - février 2020)
- une phase de mobilisation des entreprises autour des orientations proposées dans le cadre du diagnostic,
- une phase de rédaction d'un plan d'actions.

Les principaux enjeux identifiés dans les territoires ciblés sont :

- la mobilité,
- le numérique,
- l'attractivité du territoire et la formation/l'orientation des personnes éloignées de l'emploi
- le lien entre les entreprises et les demandeurs d'emploi.

6. Perspectives

Pour l'année 2020, le comité exécutif est amené à consolider et à adapter sa stratégie d'action, notamment :

- la poursuite de la sélection de projets issus des candidatures,
- la co-construction de projets avec l'appui de partenaires, dans les territoires,
- la mise en œuvre d'aides d'urgence en réponse à la crise sanitaire.

Pour illustrer ce dernier axe, la Fondation du Nord, en lien avec le Département du Nord et ses partenaires (Fondation AnBer et Boulanger) a mis en place en avril 2020, une action concrète et immédiate pour venir en aide aux jeunes issus de l'Aide Sociale à l'Enfance, accueillis en Maisons d'Enfants à Caractère Social (MECS).

L'objectif de ce projet était de maintenir, pendant le confinement, le lien entre les jeunes et leurs familles, et d'assurer la continuité de leur enseignement ou formation à distance.

750 tablettes numériques ont été distribuées par l'intermédiaire de 19 associations et de l'EPDSAE (Etablissement Public Départemental de Soins, d'Adaptation et d'Education) dans tout le département.

A la clôture des comptes au 31 décembre 2019, certifiés par le Cabinet LOTIN-DRUART, la Fondation

du Nord dispose de 301 706 € de fonds dédiés⁴ pour poursuivre son action de solidarité, tant sur quelques projets déjà actés que sur de nouveaux projets.

Son comité exécutif entend poursuivre, en 2020, le fléchage des fonds affectés en 2019 : pour 90 % au soutien de projets et pour 10% aux dépenses de fonctionnement.

Je propose au Conseil Départemental :

- de prendre acte du bilan du rapport d'activité (septembre 2018-décembre 2019) de la Fondation du Nord ;
- d'approuver la convention relative à l'attribution d'une subvention sous forme de prestations en nature entre le Département du Nord et la fondation FACE dans les termes du projet joint en annexe ;
- de m'autoriser à la signer.

CODE GRAND ANGLE		ENGAGEMENTS		
OPERATION	ENVELOPPE	AUTORISES	DEJA CONTRACTES	PROPOSES DANS LE RAPPORT

Jean-René LECERF
Président du Département du Nord

CONSEIL DEPARTEMENTAL
Réunion du 29 juin 2020

OBJET : Mise en régie directe par le Département de la gestion de l'Abbaye de Vaucelles

I – RAPPEL DU CONTEXTE

Sur délibération de la Commission permanente du Conseil départemental du 3 juillet 2017, le Département a, le 5 décembre 2017, fait l'acquisition du site de l'Abbaye de Vaucelles.

Le Département a souhaité sauvegarder un patrimoine exceptionnel et assurer la pérennité du site. Ce site présente en effet des atouts touristiques et économiques pour le territoire, il a vocation à jouer un rôle moteur comme les autres équipements départementaux.

En 2018, l'Abbaye de Vaucelles est mise à la disposition de la SARL « Abbaye de Vaucelles » dans le cadre d'une convention d'occupation précaire et révocable, dans l'attente de l'affectation de l'Abbaye à un service public départemental à caractère administratif.

Le 8 octobre 2018, le Département a décidé la création d'une régie dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière dénommée « Régie personnalisée de l'Abbaye de Vaucelles », en d'autres termes un Etablissement Public Administratif (EPA).

Ce mode de gestion devait permettre, d'une part, de recourir au mécénat, et, d'autre part, d'associer les principaux partenaires du projet – cette participation étant distincte des questions de gouvernance.

En outre, une attention a été portée au fait que le mode de gestion retenu n'excluait pas une labellisation ultérieure « Centre Culturel de Rencontre », même si celle-ci n'était pas un prérequis à la mise en œuvre du projet.

L'EPA gère le site de l'Abbaye de Vaucelles depuis le 1^{er} janvier 2019.

II – L'ANNE 2019 – LA GESTION EN REGIE PERSONNALISEE

L'EPA a maintenu les événements qui ont fait la renommée de Vaucelles :

- l'exposition internationale d'orchidées : 7 400 visiteurs ;
- la fête de la Saint Hubert (événement organisé par l'association des Amis de Vaucelles) : 500 participants ;
- l'exposition Noël à Vaucelles : entre 8 et 9000 visiteurs.

De nouveaux événements ont également été organisés :

- le Festival des Rameaux : 500 personnes ;
- les rendez-vous aux jardins : 100 personnes ;

- 5 -
- Lille Piano Festival : 600 personnes ;
 - les musicales de Cambrai : 200 personnes ;
 - soirée littéraire : 80 personnes.

L'ensemble des salariés de la SARL présents au 1^{er} janvier a été repris et un poste de Directeur a été créé.

A ce jour, l'équipe de la régie personnalisée Abbaye de Vaucelles est composée :

- d'une directrice et d'une secrétaire générale, mises à disposition par le Département,
- de 4 agents en contrat à durée indéterminée de droit public,
- d'une salariée titulaire de la fonction publique,
- d'une salariée en contrat à durée déterminée de 3 ans,
- d'un poste vacant (responsable culturel).

III – LE PROJET DE MISE EN REGIE DIRECTE DE LA GESTION DE L'EQUIPEMENT

Si le choix de la régie personnalisée apparaissait le plus pertinent, il s'est finalement avéré complexe à mettre en œuvre au vu de la taille de la structure.

En effet, les contraintes administratives sont celles d'un établissement public. La mobilisation des ressources humaines sur des aspects juridiques, comptables, notamment, n'a pas permis un développement significatif de l'activité.

La structure n'avait pas et ne pouvait atteindre à court terme la taille critique permettant, d'une part, de mettre en œuvre un projet culturel ambitieux, et, d'autre part, de suivre les différentes réglementations (marché, contrats de travail...), sans l'appui des services du Département qui ont dû venir régulièrement en support de la structure.

Une convention de prestation de services a d'ailleurs été signée le 11 décembre 2019 entre les deux parties, pour organiser les modalités de ce soutien, après délibération de la Commission permanente du 7 octobre 2019. Néanmoins, ces interventions ne pouvaient être que ponctuelles, dans une période d'installation de la structure qui nécessitait et nécessite encore une attention importante.

Le statut de régie personnalisée n'est donc pas le statut le plus efficient par rapport à la taille de la structure et aux évolutions qu'elle connaît. Aussi, est-il proposé que le Département reprenne en régie directe la gestion de l'équipement. L'ensemble des activités pourra être maintenu et le personnel transféré au sein du Département. Le site bénéficiera ainsi de l'ensemble des compétences présentes au sein du Département, comme les autres équipements culturels du Département.

Le Comité technique a été saisi pour émettre un avis lors de sa réunion du 25 juin 2020.

La Commission consultative des services publics locaux a également été saisie pour avis sur le principe du changement de mode de gestion, par la mise en régie directe de la gestion du site de l'Abbaye de Vaucelles.

IV – MODALITES DE MISE EN REGIE DIRECTE

En application des statuts de l'établissement public, celui-ci cesse l'exploitation de l'équipement en exécution d'une délibération du Conseil départemental.

Il convient de déterminer les conditions du transfert d'activité de l'EPA au Département.

L'activité globale de l'EPA sera transférée au Département le 1^{er} juillet 2020. L'ensemble du personnel sera repris à cette date par le Département et les contrats et conventions en cours, seront transférés au

- 5 -

Département. L'actif et le passif de l'EPA seront transférés au profit du Département, ainsi que le solde de trésorerie, à compter de la dissolution de l'EPA, le Président du Département étant réglementairement et statutairement chargé de procéder aux opérations de liquidation.

Afin de pouvoir continuer à associer les partenaires déjà investis dans le projet, notamment les membres du Conseil d'Administration qui le souhaitent, il est proposé la création d'un comité partenarial, dont les membres seraient désignés par le Président du Conseil départemental.

Pour exploiter le site de l'Abbaye de Vaucelles, l'EPA bénéficiait d'une convention d'autorisation d'occupation temporaire. En application de l'article 22 de celle-ci, elle est résiliée de plein droit du fait de la dissolution de la personne morale occupante.

Je propose au Conseil départemental :

- 1) de décider :
 - de substituer une gestion du site de l'Abbaye de Vaucelles par le Département en régie directe, à la gestion par l'établissement public administratif « régie personnalisée de l'Abbaye de Vaucelles », à compter du 1^{er} juillet 2020 ;
 - de dissoudre l'établissement public administratif « régie personnalisée de l'Abbaye de Vaucelles » au 30 juin 2020 à minuit, avec un transfert au Département de l'ensemble des droits et obligations de l'établissement tels que les contrats, marchés publics et les biens, à compter du 1^{er} juillet 2020 ;
 - de ne pas recourir à un liquidateur externe, sachant que le Président pourra désigner par arrêté, au sein des services départementaux, un liquidateur pour prendre toutes les mesures nécessaires à la liquidation de l'établissement public ;
 - de transférer le personnel de l'établissement public administratif dans les effectifs du Département, dans les mêmes conditions, au 1^{er} juillet 2020 ;
 - de reprendre le résultat, l'actif, le passif et le solde de trésorerie de l'établissement public dans les comptes du Département ;
- 2) d'autoriser le Président du Conseil départemental à signer tous actes, pièces et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

CODE GRAND ANGLE		ENGAGEMENTS		
OPERATION	ENVELOPPE	AUTORISES	DEJA CONTRACTES	PROPOSES DANS LE RAPPORT
36002OP012	36002E01	1342504	1342504	350000
24001OP013	24001E15	500000		-500000
24001OP039	à créer			350000
24001OP013	24001E17 recettes			250000
24001OP013	24001E05			50000

Christian POIRET
Premier Vice-Président

**CONSEIL DEPARTEMENTAL
REUNION DU 29 JUIN 2020**

AMENDEMENT AU PROJET DE DELIBERATION N° DGADT/2020/204

OBJET : Mise en régie directe par le Département de la Gestion de l'Abbaye de Vaucelles

EXPOSE DES MOTIFS

- Le changement de mode de gestion de l'Abbaye de Vaucelles intervient dans un contexte particulier lié à la crise sanitaire.

La proclamation puis la prorogation de l'état d'urgence sanitaire ont induit un fonctionnement institutionnel reposant en partie sur des bases légales temporaires, et notamment sur l'ordonnance N°2020-391 du 1^{er} avril 2020.

Actuellement, les délégations de compétence issues de l'ordonnance du 1^{er} avril 2020 donnent au Président du Conseil départemental une délégation totale en matière de tarifs, ce qui lui permet de régler toutes les questions tarifaires liées à l'Abbaye de Vaucelles sans problème dans le cadre de la mise en régie au 1^{er} juillet.

Toutefois, la fin de l'état d'urgence le 10 juillet 2020 à minuit a pour effet de réactiver les délégations telles qu'elles ont été décidées en 2015 dans une rédaction qui ne permet pas au Président de prendre les décisions tarifaires pour l'Abbaye de Vaucelles (elles ne concernent que les musées et le Forum départemental des sciences) et il faudrait recourir à des délibérations pour apporter des modifications aux tarifs ou prendre des décisions de gratuité, ce qui nuirait à la réactivité nécessaire sur l'organisation des événements à l'abbaye.

Il est proposé de corriger les délégations au Président (pour la période post état d'urgence sanitaire) afin qu'elles concernent l'ensemble des équipements culturels départementaux (musées, Forum départemental des sciences, Abbaye de Vaucelles,...), tant pour les tarifs d'entrée que pour les tarifs des publications, des catalogues ou des objets et produits dérivés mis en vente dans les boutiques des équipements culturels départementaux et par les Archives Départementales ;

- Par ailleurs, le changement de mode de gestion de l'Abbaye de Vaucelles intervient en cours de saison et il est nécessaire d'assurer une correcte transition juridique entre l'établissement public et le Département.

Ainsi que l'expose le rapport, le Département vient aux droits de l'établissement public. La dissolution de celui-ci le 30 juin 2020 à minuit va entraîner le transfert au Département de ses droits et obligations, notamment dans ses obligations contractuelles.

Il est proposé de compléter le 2) des propositions de décision pour y mentionner explicitement l'autorisation au Président du Département de signer tous documents contractuels ou avenants nécessaires aux contrats et conventions souscrits par l'établissement public ou ayant fait l'objet de délibérations de son Conseil d'administration avant le 30 juin 2020 à minuit.

DISPOSITIF

Les propositions de décisions figurant en conclusion du rapport sont modifiées et complétées comme suit :

- *Le 2) est rédigé ainsi :*

« 2) d'autoriser le Président du Conseil départemental à signer tous actes, pièces et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération, et notamment tous documents contractuels ou avenants nécessaires aux contrats et conventions souscrits par l'établissement public ou ayant fait l'objet de délibérations de son Conseil d'administration avant le 30 juin 2020 à minuit ; »

- *Il est ajouté un 3) rédigé ainsi :*

« La délibération N°DA/2015/239 du 2 avril 2015 est modifiée comme suit à compter du 11 juillet 2020 :

Au 2) Délégations diverses (article L.3211-2 CGCT), les termes :

« - de fixer les tarifs des droits d'entrée dans les musées départementaux et le Forum départemental des sciences ; »

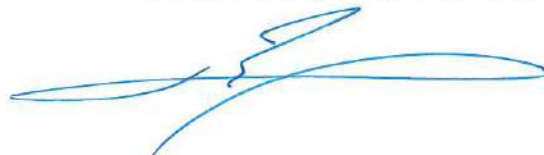
« - de fixer les tarifs des publications, des catalogues ou des objets et produits dérivés mis en vente dans les boutiques des musées départementaux, du Forum départemental des sciences et par les Archives Départementales ; »

sont remplacés par les termes :

« - de fixer les tarifs des droits d'entrée dans les équipements culturels départementaux (musées, Forum départemental des sciences, Abbaye de Vaucelles,...) ; »

« - de fixer les tarifs des publications, des catalogues ou des objets et produits dérivés mis en vente dans les boutiques des équipements culturels départementaux et par les Archives Départementales ; »

Jean-René LECERF
Président du Département du Nord



CONSEIL DEPARTEMENTAL
Réunion du 29 juin 2020

OBJET : Désignation des représentants du Département dans divers instances ou organismes

L'article L.3121-23 du Code général des collectivités territoriales dispose que « Le Conseil départemental procède à la désignation de ses membres ou de ses délégués pour siéger au sein d'organismes extérieurs dans les cas et conditions prévus par les dispositions régissant ces organismes. La fixation par les dispositions précitées de la durée des fonctions assignées à ces membres ou délégués ne fait pas obstacle à ce qu'il puisse être procédé à tout moment, et pour le reste de cette durée, à leur remplacement par une nouvelle désignation opérée dans les mêmes formes. ».

I – REPRESENTATION DU DEPARTEMENT POUR SIEGER AU SEIN D'ORGANISMES

- Association Foncière de Remembrement (AFR) de la commune de Willems

Dans le cadre de la reconstitution du bureau de l'Association Foncière de Remembrement (AFR) de la commune de Willems, de nouveaux délégués du collège des propriétaires ont été désignés cette année, pour moitié par délibération du Conseil municipal, pour moitié par la Chambre d'agriculture. En application de l'article R.133-3 du Code rural et de la pêche maritime, un conseiller départemental doit y siéger. En conséquence, il convient de désigner un conseiller départemental conformément à l'annexe 1 jointe au rapport.

- Etablissement public de gestion immobilière du Nord Pas-de-Calais (EPINORPA)

Le mandat des conseillers départementaux désignés pour siéger au sein du Conseil d'administration de l'établissement public de gestion immobilière du Nord Pas-de-Calais (EPINORPA) arrive à échéance en juin 2020. En application de la loi relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbains (SRU) du 13/12/2000 et du décret du 15/03/2002 relatif à l'établissement public de gestion immobilière du Nord Pas-de-Calais, il convient de désigner à nouveau deux conseillers départementaux pour la période 2020-2023, conformément à l'annexe 1 jointe au rapport.

- Canal Seine Nord Europe (CSNE)

Le Département du Nord est engagé dans l'actuel établissement public national Société du Canal Seine-Nord Europe (SCSNE). La délibération du Conseil départemental (n° DGAAD/SG/2019/497) du 16 décembre 2019 a confirmé le soutien financier du Département au projet. La convention de financement et de réalisation du CSNE institue dans son article 13 un comité de suivi chargé de veiller à la mise en œuvre de la convention et de s'assurer de la transmission des informations nécessaires à l'ensemble des parties. En conséquence, il convient de désigner un conseiller départemental titulaire et un conseiller départemental suppléant, conformément au tableau joint en annexe 1.

II – DESIGNATION DES PERSONNALITES QUALIFIEES AU SEIN DES COLLEGES

L'article R.421-34 du Code de l'éducation précise que les personnalités qualifiées siégeant au Conseil d'administration des collèges sont désignées pour une durée de trois ans. Leur mandat est arrivé à échéance le 31 août 2018, il y a lieu de les renouveler.

Ces personnalités qualifiées sont désignées par le Directeur Académique des Services de l'Education Nationale (DASEN), sur proposition des chefs d'établissement et avis du Conseil départemental (le DASEN n'étant pas tenu par cet avis).

Lorsque le Conseil d'administration du collège comprend deux personnalités qualifiées :

- la première est désignée par le DASEN sur proposition du chef d'établissement et ne requiert pas d'avis du Conseil départemental ;
- la seconde est désignée par le Conseil départemental.

Concernant la désignation des secondes personnalités qualifiées, les conseillers départementaux du canton concerné (Douai) ont été saisis pour recueillir leur avis ou propositions.

Il est demandé au Conseil départemental de rendre un avis favorable sur ces candidatures selon le tableau joint en annexe 2.

Je propose au Conseil Départemental :

- de ne pas procéder au scrutin secret ;
- de constater, le cas échéant, un accord sur une candidature unique ou sur une liste unique de candidats aux fonctions de représentants pour chacune des instances et donc que, les conditions du 4e alinéa de l'article L.3121-15 du Code général des collectivités territoriales sont remplies pour l'entrée en vigueur immédiate des nominations, conformément au tableau qui sera annexé à la délibération.

Jean-René LECERF
Président du Département du Nord

**CONSEIL DEPARTEMENTAL
REUNION DU 29 JUIN 2020**

AMENDEMENT AU PROJET DE DELIBERATION N° DAJAP/2020/86

OBJET : Désignation des représentants du Département dans divers instances ou organismes

EXPOSE DES MOTIFS

1) Représentation du Département au sein de la commission d'élaboration du jury criminel

L'article 262 du Code de procédure pénale a institué une commission chargée d'exclure les personnes qui ne remplissent pas les conditions d'aptitude légales aux fonctions de juré. Elle comprend notamment cinq conseillers départementaux désignés chaque année par le Département. Le mandat des élus désignés le 01 juillet 2019, arrive à échéance.

Par mail du 16 juin 2020, la Cour d'assises de Douai demande la désignation des 5 conseillers départementaux appelés à siéger à cette commission à la fin du mois de septembre.

Le 01 juillet 2019, le Département avait désigné Mesdames Marie-Hélène QUATREBOEUFS-NIKLIKOWSKI et Caroline SANCHEZ, ainsi que Messieurs François-Xavier CADART, Nicolas SIEGLER et Frédéric DELANNOY.

Il est proposé au Conseil départemental de reconduire les représentants du Département désignés en 2019.

2) Représentation du Département au sein de la Société d'Economie Mixte locale d'aménagement pour les territoires du Nord – NORDSEM

La SAEML NORDSEM (Société Anonyme d'Économie Mixte Locale) est une société d'aménagement créée en octobre 2014 à l'initiative du Département du Nord qui en est l'actionnaire majoritaire.

M. Yves DUSART a été désigné, lors de la réunion du Conseil Départemental du 24 avril 2015, pour représenter le Département au Conseil d'administration de la NORDSEM.

Suite aux élections municipales du 15 mars 2020, sur demande de l'intéressé et du Groupe Union Pour le Nord, il est proposé de procéder au remplacement de Monsieur

Yves DUSART par Mme Geneviève MANNARINO en qualité de représentant du Département au conseil d'administration de la NORDSEM.

DISPOSITIF

Le paragraphe des propositions de décision formulées en conclusion du rapport sera modifié comme suit dans son 2^{ème} alinéa :

- de constater, le cas échéant, un accord sur une candidature unique ou sur une liste unique de candidats aux fonctions de représentants pour chacune des instances et donc que, les conditions du 4e alinéa de l'article L.3121-15 du Code général des collectivités territoriales sont remplies pour l'entrée en vigueur immédiate des nominations, conformément au tableau qui sera annexé à la délibération et au tableau joint au présent amendement.



Jean-René LECERF
Président du Département du Nord

CONSEIL DEPARTEMENTAL
Réunion du 29 juin 2020

OBJET : Fonds de soutien aux Actions d'Intérêt Local (AIL) - Programmation 2020 - 1ère présentation

Le présent rapport a pour objet la première proposition d'attribution de subventions au titre du fonds de soutien aux Actions d'Intérêt Local (AIL) pour cette année 2020.

ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DÉPARTEMENTALES AU TITRE DU FONDS DE SOUTIEN AUX ACTIONS D'INTÉRÊT LOCAL (AIL)

Par délibération des 17, 18 et 19 décembre 2012 (DDL/2012/1571), le Conseil général a décidé la création du fonds de soutien aux actions d'intérêt local (AIL), issu de la fusion des anciens fonds de soutien aux projets d'arrondissement.

Ce dispositif permet de financer, sans distinction, des structures, projets ou actions couvrant des domaines diversifiés (secteur associatif généraliste, sportif, culturel, manifestations, actions ponctuelles ou fonctionnement général).

Plusieurs Conseillers départementaux peuvent également se regrouper pour cofinancer une même action.

L'enveloppe budgétaire globale était calculée à raison d'un montant unitaire par habitant, sur la base de la population totale de chaque canton, telle que définie par l'INSEE. Chaque canton dispose d'une enveloppe affectée, au prorata de sa population.

Les modalités d'instruction sont les suivantes :

- les Conseillers départementaux proposent à l'assemblée délibérante plusieurs fois par an, à échéance fixe, une liste d'actions à financer,
- le montant plancher des subventions est fixé à 250 €,

Lors de sa séance du 3 février 2020 (DAT/2020/30), la Commission permanente a décidé de reconduire à l'identique les modalités d'attribution du dispositif AIL, tout en augmentant l'enveloppe cantonale à 0,85 € / habitant pour cette année 2020.

Comme chaque année, les enveloppes cantonales ont été également actualisées, en fonction de la démographie cantonale arrêtée au 1^{er} janvier 2020.

L'enveloppe globale 2020 est donc fixée à 2 239 967 €, soit une augmentation de 524 571 € par rapport à 2019. Sa répartition cantonale a été actée lors de la Commission permanente du 3 février dernier.

Ce rapport présente la première proposition de subventions pour l'année 2020 au titre des AIL, concernant exclusivement les communes, les établissements publics et les collèges, dont les listes par arrondissement, sont jointes en annexe 1.

En effet, parallèlement, 802 subventions ont été attribuées par voie d'arrêtés pour un montant de 722 303 € à des associations, en application des dispositions de l'article 1 de l'ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020, visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de Covid-19. La procédure d'instruction des demandes de subvention a été identique.

Aussi pour ce présent rapport, il est proposé d'attribuer 61 subventions pour un montant total de 81 768 €, pour des établissements publics et communes.

Je propose au Conseil départemental :

- d'attribuer au titre du Fonds de soutien aux Actions d'Intérêt Local (AIL), 61 subventions aux bénéficiaires repris au tableau, joint en annexe 1, pour un montant total de 81 768 € ;
- de m'autoriser à signer les actes nécessaires à la conclusion de ces opérations ;
- d'imputer les dépenses correspondantes sur les crédits inscrits au budget départemental 2020 (opération 35001OP001).

CODE GRAND ANGLE		ENGAGEMENTS		
OPERATION	ENVELOPPE	AUTORISES	DEJA CONTRACTES	PROPOSES DANS LE RAPPORT
35001OP001	35001E15	2 250 000	722 303	81 768

Jean-René LECERF
Président du Département du Nord

CONSEIL DEPARTEMENTAL
Réunion du 29 juin 2020

OBJET : Création d'un poste - Emplois de catégorie A, B ou C susceptibles d'être pourvus par des agents contractuels (article 3-3-2° de la loi du 26 janvier 1984 modifiée)

1/ Création d'un poste

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité.

Dans le cadre de l'adaptation de l'organisation des services, il appartient donc au Conseil Départemental de fixer les emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Après avis du Comité Technique du 13 février 2020, il est proposé de procéder à la création d'un emploi de Conseiller Scientifique repris dans le tableau en annexe 1.

2/ Liste complémentaire des emplois susceptibles d'être pourvus par des agents contractuels (article 3-3-2°) de la loi du 26 janvier 1984 suite aux modifications apportées par la loi de transformation du 08 août 2019

Lors de la mise en œuvre des recrutements, le Département du Nord applique pleinement ce principe de pourvoir des postes par des agents statutaires.

La loi de transformation du 8 août 2019 est venue modifier les articles 3-3-2° et 34 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale en permettant désormais à une collectivité territoriale de pourvoir, par délibération, des postes de catégorie A, B ou C par des contrats d'une durée maximale de 3 ans à condition d'en préciser le motif, la nature des fonctions, ainsi que les niveaux de recrutement et de rémunération, lorsque les besoins du service ou la nature des fonctions le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté.

Il s'agit dans tous les cas d'une procédure dérogatoire.

Cette délibération précise le motif, la nature des fonctions, ainsi que les niveaux de recrutement et de rémunération.

Les motifs pouvant amener le Département à recruter des agents contractuels sur des postes existants lorsque les procédures de recrutement d'agents statutaires n'ont pas abouti sont les suivants :

- des tensions sur le marché du travail ne permettent pas toujours le recrutement d'agents fonctionnaires pour certains types d'emplois en nombre suffisant : lorsque le nombre de lauréats est insuffisant pour pourvoir tous les emplois ou que peu de lauréats de concours présentent les qualifications recherchées par le Département.

- certains postes, en raison de la spécificité de leurs missions, nécessitent le recours à une qualification particulière ainsi qu'à une expertise prononcée.

Conformément à la réglementation citée ci-dessus, il est demandé à l'Assemblée Plénière d'autoriser le recrutement d'agents contractuels pour les emplois énumérés dans la liste présentée en annexe, lorsque le recrutement d'un agent titulaire sur ce poste n'aura pas été possible.

La délibération en date du 24 avril 2020 (référéncée DRH/2020/118) précise la liste d'emplois pouvant être pourvus par des emplois contractuels, liste qui sera régulièrement actualisée afin de prendre en compte les évolutions du marché du travail. Les agents non titulaires percevront au maximum une rémunération équivalente à celle d'un agent titulaire du dernier échelon du même grade. Ils bénéficieront également du régime indemnitaire des agents titulaires occupant un grade et des fonctions similaires.

Je propose au Conseil Départemental :

- d'adopter la modification du tableau des effectifs par la création d'un emploi de Conseiller Scientifique à temps complet (annexe 1).
- de compléter la délibération DRH/2020/118 susmentionnée et d'autoriser le recrutement d'agents contractuels pour les postes détaillés en annexe 2 ci-jointe au rapport lorsque le recrutement d'agent titulaire n'aura pas été possible.

CODE GRAND ANGLE		ENGAGEMENTS		
OPERATION	ENVELOPPE	AUTORISES	DEJA CONTRACTES	PROPOSES DANS LE RAPPORT
36002OP004	36002E01	137118406	55475154	3904426

Jean-René LECERF
Président du Département du Nord

CONSEIL DEPARTEMENTAL
Réunion du 29 juin 2020

OBJET : Mise à disposition d'un agent départemental auprès de l'Etablissement Public Départemental de Soins, d'Adaptation et d'Education (EPDSAE)

L'Etablissement Public Départemental pour Soutenir, Accompagner, Eduquer (EPDSAE) a été créé en 1982, par le Conseil général du Nord, dans la continuité de la loi du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales et des lois de décentralisation.

Il intervient dans les grands secteurs de l'action sociale : la Prévention, la Protection de l'Enfance et le Handicap.

A ce titre, il contribue à la préparation et à l'exécution des politiques départementales et nationales en matière d'accompagnement, d'accueil, d'hébergement et de suivi à domicile pour des personnes en situation de fragilité.

Etant donné ses domaines d'intervention, il n'est pas rare que des agents départementaux soient amenés à exercer au sein de cet établissement et inversement.

L'enjeu de cette délibération sera de renforcer les articulations entre l'EPDSAE et le Département, en particulier s'agissant de la mise en œuvre des orientations départementales dans le champ de l'enfance, la famille et la jeunesse.

Cette mise à disposition permettra d'apporter à l'EPDSAE un renfort notamment destiné à améliorer la prise en compte des besoins fondamentaux des enfants dans le cadre des missions de protection de l'enfance.

C'est pourquoi il est proposé de mettre à disposition de l'EPDSAE un agent du Département pour exercer les fonctions de Directrice adjointe déléguée aux projets, dans le cadre des articles 61 à 63 de la loi n°84-53 du 20 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et dans les conditions prévues par le décret n°2008-580 du 18 juin 2008.

Je propose au Conseil départemental :

- de mettre à disposition un agent du Département auprès de l'EPDSAE ;
- de m'autoriser à signer la convention de mise à disposition entre le Département du Nord et l'EPDSAE, jointe en annexe du rapport.

CODE GRAND ANGLE		ENGAGEMENTS		
OPERATION	ENVELOPPE	AUTORISES	DEJA CONTRACTES	PROPOSES DANS LE RAPPORT
36002OP004	36002E01	138784406	22138164	59908

Jean-René LECERF
Président du Département du Nord

CONSEIL DEPARTEMENTAL
Réunion du 29 juin 2020

OBJET : protocole transactionnel "Restaurant administratif départemental"

Suite au contexte de crise sanitaire nationale (COVID19), le restaurant administratif de l'Hôtel du Département, géré par la société DELISAVEURS COMPASS GROUPE FRANCE, est fermé depuis le lundi 16 mars 2020.

Le marché de gestion et d'exploitation de ce restaurant administratif a été attribué à un nouveau prestataire DUPONT RESTAURATION en mars 2020 avec une date d'effet au 1er avril 2020.

Le marché prévoyait la reprise du personnel conformément au code du Travail. Suite à un courrier du Département demandant d'assurer cette reprise conformément à leurs obligations contractuelles, la société DUPONT RESTAURATION a refusé au motif que cette reprise du personnel était conditionnée par l'exploitation effective du restaurant.

Afin de pouvoir dédommager l'ancien titulaire du marché de gestion du restaurant administratif qui a dû fermer à compter du 16 mars suite à la crise sanitaire nationale, il est proposé de passer une transaction dans les conditions prévues dans le projet de convention joint au rapport et d'autoriser le Président du Conseil départemental à signer la transaction et toutes les décisions d'exécution s'y rapportant.

Ce protocole vaut pour la période allant du 16 mars au 31 mai 2020.

D'autre part, le Département étudie la possibilité de se retourner contre la Société DUPONT RESTAURATION pour obtenir a posteriori le remboursement des sommes ainsi engagées.

Je propose au Conseil départemental :

- d'accepter la transaction entre la société DELISAVEURS COMPASS GROUPE France et le Département du Nord, dans les conditions prévues dans le projet de protocole joint au rapport ;
- de verser à la société DELISAVEURS COMPASS GROUPE FRANCE une indemnité d'un montant de 11 360,17 euros ;
- de m'autoriser à signer ce protocole dans les termes du projet joint et toutes les décisions d'exécution s'y rapportant.

CODE GRAND ANGLE		- 1/3 - ENGAGEMENTS		
OPERATION	ENVELOPPE	AUTORISES	DEJA CONTRACTES	PROPOSES DANS LE RAPPORT
36001OP006	36001E02	1216000	676493,96	11360,17

Jean-René LECERF
Président du Département du Nord

CONSEIL DEPARTEMENTAL
Réunion du 29 juin 2020

OBJET : Protocole transactionnel

Monsieur A. B. (initiales modifiées) a exercé diverses fonctions au sein du Département du Nord, du 28 juin 1974 et ce jusqu'à la date de sa mise en retraite.

Par une décision du 19 juillet 2012, Monsieur A. B. (initiales modifiées) a été affecté auprès du Directeur général de la solidarité en qualité de Directeur chargé de la mission promotion du logement adapté à la dépendance, à compter du 22 juillet 2012.

Par une requête du 16 décembre 2012, Monsieur A.B. (initiales modifiées) a sollicité du Tribunal Administratif de Lille l'annulation de la décision du 19 juillet 2012 ainsi que celle du rejet implicite de son recours gracieux.

Par un courrier du 27 mars 2019, la juridiction a proposé l'ouverture d'une médiation sur la base de l'article L 213-7 et suivants du Code de justice administrative à laquelle les parties ont donné leur accord.

Dans le cadre de cette médiation et afin de régler le différend né entre les parties et de mettre un terme à l'action contentieuse initiée, celles-ci se sont rapprochées en vue de trouver un accord amiable.

A l'issue de ces discussions et d'un temps de réflexion laissé aux parties, celles-ci ont manifesté le désir de clore leur différend à l'amiable et à titre transactionnel et définitif.

Je propose au Conseil départemental :

- d'accepter la transaction entre le Département du Nord et Monsieur A. B. (initiales modifiées), d'un montant de 35 000 euros au titre de dommages et intérêts (tous préjudices confondus), dans les conditions prévues dans le protocole d'accord transactionnel joint en annexe ;
- de m'autoriser à signer ce protocole d'accord transactionnel et toutes les décisions d'exécution s'y rapportant.

CODE GRAND ANGLE		ENGAGEMENTS		
OPERATION	ENVELOPPE	AUTORISES	DEJA CONTRACTES	PROPOSES DANS LE RAPPORT
36002OP006	36002E01	79599472	6383703	35000

Jean-René LECERF
Président du Département du Nord

CONSEIL DEPARTEMENTAL
Réunion du 29 juin 2020

OBJET : Expérimentation de robots « compagnons » en EHPAD

Face à l'accroissement de l'espérance de vie et du nombre de personnes âgées vivant seules, les nouvelles technologies, notamment les robots d'assistance (également appelés robots compagnons), offrent des perspectives intéressantes pour adapter les besoins d'accompagnement des personnes âgées.

En effet, ces robots aident à répondre à des besoins humains fondamentaux, devenus problématiques pour des sujets en perte d'autonomie, tels que :

- le maintien du lien social ;
- la pratique d'activités essentielles tant sur le plan physique que mental ;
- l'autonomie sous tous ces aspects ;
- le besoin de sécurité lié à la maîtrise de l'environnement domestique.

Les réflexions et les perspectives d'expérimentation de robots compagnons, développées dans le cadre du PRID (Plan de Recherche et d'Innovation Départemental), ont été initialement axées vers l'aide au maintien à domicile. Elles envisageaient des perspectives d'élargissement aux différentes structures de logement et d'accueil y compris celles concernant le handicap.

La crise liée au Covid-19 a fait émerger la problématique d'isolement des personnes âgées dans les structures d'accueil telles que les Etablissements d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) ainsi que de nouvelles contraintes sanitaires.

La conjoncture conduit à mettre en œuvre le plus rapidement possible l'expérimentation de robots compagnons, en commençant par les structures d'accueil plutôt qu'à domicile.

Cette expérimentation reposerait sur l'achat de 20 robots d'assistance, dont une première partie serait déployée dès le mois de juillet 2020 sur les EHPAD et la résidence autonomie du Centre Hospitalier (CH) de Valenciennes. Les robots suivants seraient testés à partir de l'automne et donneront lieu à l'élargissement des tests à d'autres EHPAD.

L'expérimentation reposerait sur un partenariat avec le Living Lab du CH de Valenciennes et impliquerait nécessairement les équipes des structures d'établissement. L'arrivée des robots d'assistance concerne l'équilibre de vie de chacun et se propose d'être bénéfique à tous.

- 1/5 -

Ces robots compagnons, des robots « Cutii » et des robots « Buddy », sont capables de séduire des publics différents. Tous deux proposent de nombreuses fonctions (maintien du lien avec l'entourage, activités, informations...).

Développés par de petites entreprises et en première phase de commercialisation, ils présentent une réelle marge d'évolution et d'adaptation selon les retours d'expérimentation. A l'issue des premiers tests, en fonction des résultats obtenus, un déploiement plus important des robots pourrait être envisagé ainsi que des projets d'amélioration développés, le cas échéant, dans le cadre de partenariats spécifiques.

Le montant de la participation du Département à ce dossier PRID s'élève à 146 000 € TTC :

- 110 000 € TTC pour l'achat des 20 robots compagnons ;
- 36 000 € TTC pour le suivi d'expérimentation des robots qui seront livrés au mois de juillet dans le cadre d'un partenariat avec le Living Lab du Centre Hospitalier de Valenciennes.

Je propose au Conseil départemental :

- d'autoriser la mise en œuvre de l'expérimentation des « robots compagnons » ;
- d'autoriser les achats des robots et la contractualisation du partenariat avec le living Lab du Centre Hospitalier de Valenciennes ;
- d'effectuer toutes les démarches et formalités inhérentes à l'ensemble de l'expérimentation y compris le dépôt d'un dossier d'éthique et les avenants nécessaires pour la mise en œuvre du projet après livraison totale de tous les robots.

CODE GRAND ANGLE		ENGAGEMENTS		
OPERATION	ENVELOPPE	AUTORISES	DEJA CONTRACTES	PROPOSES DANS LE RAPPORT
23011OP001	23011E01	3614000	1161356	146000

Jean-René LECERF
Président du Département du Nord

CONSEIL DEPARTEMENTAL
Réunion du 29 juin 2020

OBJET : Marché de partenariat portant sur la réalisation de l'opération de regroupement des services départementaux du Nord sur le site du Forum - autorisation de signature de l'avenant n°2 au marché de partenariat portant sur le versement anticipé de la redevance R1.0b

PRESENTATION DU PROJET

Par délibération du 17 décembre 2018 (MSI/2018/440), le Conseil départemental a autorisé la signature du marché de partenariat en vue de la réalisation de l'opération de regroupement des services départementaux du Nord, avec la société Nouveau Forum dont les actionnaires sont le Groupement Duval Développement (mandataire) / VINCI Construction France / Dalkia / FIDEPPP2 / Caisse des Dépôts et Consignations. Le marché est entré en vigueur le 1er février 2019.

Par délibération du 25 mars 2019 (MSI/2019/73), le Conseil départemental du Nord a approuvé la mise en œuvre du Cas 2 permettant la relocalisation des agents du Département concernés pendant la durée des travaux et rendant ainsi possible la réalisation des travaux par le titulaire en site non occupé, et autorisait le Président du Conseil départemental du Nord à signer l'avenant n° 1 au Marché de Partenariat. Cet avenant a été signé le 16 avril 2019.

Cette opération de regroupement des services implique d'importants travaux : la purge, le désamiantage et la déconstruction de l'actuel immeuble Le Forum, la construction d'un nouveau bâtiment comprenant la réalisation de près de 30 000 m² de surface de plancher permettant de regrouper environ 1500 agents.

Le permis de démolir déposé le 19 juin 2019 est, à ce jour, réputé tacitement accordé.

Deux permis de construire (PC) ont été déposés :

- le permis de construire portant sur l'emprise du projet Forum a été déposé le 21 juin 2019,
- le permis de construire portant sur l'emprise du projet de valorisation foncière a été déposé le 25 juin 2019.

Suite au dépôt tardif des permis par rapport au planning prévisionnel de l'avenant n° 1, le déroulement de l'instruction a été décalé de plusieurs mois.

Or, il s'avère que le Titulaire a indiqué ne pas pouvoir commencer à tirer sur le crédit-construction avant l'obtention des PC pour la construction du projet Forum Lille et du Programme de Valorisation Immobilière Agora. Il se trouve donc dans l'impossibilité de démarrer dès à présent les travaux.

Aussi, afin d'accélérer le calendrier de l'opération, et, en conséquence, de limiter l'impact sur la Date Contractuelle de Mise à Disposition du Forum, le Département a décidé d'anticiper le versement de la redevance R1.0b., d'un montant de 5,8 M€HT (7 MTTC) de manière à permettre le démarrage rapide

des travaux de désamiantage et de démolition - 1/6 - que cette redevance financera directement, tout en garantissant l'optimisation financière du projet.

Principales modifications du marché

Les principales incidences de cette modification sur le contrat portent sur les éléments suivants :

Le Département du Nord propose de verser de manière anticipée la redevance R1.0b., affectée au financement de l'opération afin :

- de permettre le démarrage des travaux de désamiantage et de démolition
Il s'agit de permettre au titulaire du marché d'entamer les travaux de démolition et de désamiantage au plus tôt, grâce au financement direct de cette phase ;
- de limiter les risques financiers
L'avenant n° 2 porte sur le versement anticipé d'une redevance de 5,8M€HT (7MTTC). Ce montant devait initialement être versé en deux fois : première moitié à la purge des permis de construire, seconde moitié à la date de Mise à Disposition de l'Ouvrage.
Le Département financera ainsi directement les montants à investir pour les travaux de désamiantage et démolition.

L'annexe 19.7 – Redevances du marché est modifiée en conséquence afin d'intégrer les nouveaux jalons de versement de la redevance R1.0b.

Le projet d'avenant est annexé au présent rapport.

Je propose au Conseil départemental :

- de m'autoriser à signer avec la Société Nouveau Forum l'avenant n° 2 relatif au versement anticipé de la redevance R1.0b. au marché de partenariat portant sur la réalisation de l'opération de regroupement des services départementaux du Nord sur le site du Forum ;
- de m'autoriser à signer tous actes et documents afférents qui pourraient être nécessaires à l'avancement de paiement de la redevance R1.0b. ;
- de m'autoriser à signer tous actes et documents et à accomplir toutes formalités afférents à l'exécution de cet avenant.

Jean-René LECERF
Président du Département du Nord

CONSEIL DEPARTEMENTAL
Réunion du 29 juin 2020

OBJET : Présentation de plusieurs protocoles d'accord permettant au Département de régler ses partenaires extérieurs.

Le Département du Nord, dans ses relations avec ses partenaires extérieurs et afin de mener à bien ses différents projets, se doit de régler un certain nombre de factures.

Certaines situations font qu'il n'est plus possible de les régler par la voie classique et seuls des protocoles d'accord peuvent permettre au Département d'acquitter les sommes dues.

Le présent rapport va permettre de régler des différends grâce à des protocoles transactionnels avec les entreprises suivantes : APAVE Nord Ouest, OSLO, SATELEC, SAUR et la société d'affacturage BPCE Factor.

Les protocoles sont annexés au présent rapport.

- **APAVE Nord-Ouest** :

Le Département du Nord a conclu, avec APAVE Nord-Ouest, des marchés de contrôles techniques et sécurité, protection de la santé, vérifications périodiques, relatifs aux travaux sur le patrimoine bâti départemental pour des marchés conclus depuis 2000.

Des difficultés de paiement ont été engendrées par la gestion à la fois en central et en territoire, par la réception tardive de certains rapports et par la difficulté du respect des process de la chaîne comptable.

Après une analyse exhaustive de la situation, des factures sont toujours impayées et les marchés étant terminés, le Département est dans l'incapacité de les régler par la voie classique.

Suite aux différents échanges entre les parties, il a été proposé de rédiger un protocole d'accord transactionnel entre le Département et APAVE Nord-Ouest afin de solder ce litige. Ce protocole permettrait de régler les factures dues par le Département à APAVE Nord-Ouest pour l'exécution des marchés passés avec le Département pour la période 2000-2014 et viendrait clore tout recours sur ces marchés.

Le Département va ainsi verser à la société APAVE Nord-Ouest la somme de 75 087,19 €.

- **OSLO** :

En 2014, le Département du Nord a conclu, avec la société Voix Données Images Systèmes (VDIS), un marché à bons de commande pour la maintenance du parc informatique des collèges, pour une durée de 4 ans (un an, renouvelable trois fois).

Plus de 700 factures ont été émises dans le cadre de l'exécution du marché. 132 factures, datant de 2017 et 2018, ont été payées après l'expiration du délai global de paiement.

Des modifications de caractéristiques juridiques de l'entreprise (changement d'adresse, de numéro de SIRET et de Kbis) ont dû être actées en 2017 et cela a entraîné un retard dans le paiement des factures. Les délais de paiement en 2017, assez importants, ont engendré des intérêts moratoires au profit de l'entreprise, conformément aux dispositions légales en vigueur. La Société VDIS a commencé à déposer ses factures sur Chorus ce qui a largement amélioré les temps de traitement en 2018. Le montant des intérêts moratoires s'élève à 13 932,38 €. Ces intérêts étaient exigibles à la fin du marché.

La société VDIS a fait l'objet d'une «absorption», sous forme de transmission universelle de patrimoine à la société VARIOPOSITIF. L'ensemble des dettes et créances de VDIS a, de fait, été transmis à VARIOPOSITIF.

Le 2 janvier 2019, la société VARIOPOSITIF changeait de dénomination sociale pour devenir OSLO.

Le marché susvisé ayant pris fin le 10 mars 2018, la signature d'un avenant constatant le transfert du marché à la société OSLO n'est plus possible.

La créance du Département envers VDIS ayant été transmise à OSLO, le protocole transactionnel est destiné à permettre le paiement des intérêts moratoires dus par le Département.

Le Département du Nord versera à la société OSLO, à titre d'indemnité transactionnelle, forfaitaire et définitive, la somme de 13 932,38 € TTC.

- **SATELEC** :

En 2018, le Département du Nord a conclu, avec la société QUATANNENS, un marché pour des travaux concernant le programme de gros entretiens de renouvellement dans les collèges sur le secteur de Cambrai. La société QUATANNENS a sous-traité une partie de ces travaux à la société SATELEC pour un montant de 55 982,87 € HT soit 67 179,44 € TTC.

La réalisation et le montant de ces travaux ont fait l'objet d'une validation par le maître d'œuvre en charge du suivi de cette opération.

Suite à des difficultés financières, le Tribunal de commerce de Lille Métropole a prononcé la liquidation judiciaire de l'entreprise QUATANNENS le 25 juillet 2018.

L'acte de sous-traitance prévoyait un paiement direct de la société sous-traitante par le Département du Nord. Ce paiement direct se matérialise au moment de la facturation par une attestation de paiement direct signée par le titulaire et transmise au comptable public.

Le titulaire et son liquidateur étant dans l'impossibilité de signer cette attestation, le protocole transactionnel est le seul moyen pour le Département du Nord de régulariser la situation et de payer à la société SATELEC les sommes dues pour les travaux réalisés.

De plus, l'acte de sous-traitance de la société SATELEC précise que les paiements sont soumis à l'auto liquidation (TVA payée au titulaire et non au sous-traitant). La TVA d'un montant de 11 196,57 € sera donc payée au liquidateur de la société QUATANNENS quand celui-ci se retournera vers le Département.

Le Département va donc régler la somme de 55 982,87 € à la Société SATELEC.

- **SAUR** :

La société SAUR est intervenue en tant que sous-traitant de la société EIFFAGE CONSTRUCTION, dans le cadre d'un marché de maintenance immobilière du collège Jean Jaurès à Vieux Condé. Le Département du Nord a transmis le décompte général du marché à la société EIFFAGE CONSTRUCTION le 8 octobre 2015 par recommandé avec avis de réception. Ce décompte a été accepté par la société le 9 novembre 2015, date à laquelle il est devenu définitif.

A la suite de deux rejets de la Paierie départementale, le premier pour insuffisance de justificatifs et le second pour prescription quadriennale, le Département reste redevable d'une somme de 40 228,39 € TTC au titre de l'application de la formule de révision de prix.

La société SAUR a présenté le 20 août 2019 deux requêtes respectivement enregistrées par le Tribunal Administratif de Lille sous le n° 1907078-2, pour le recours au fond et sous le numéro n° 1907067-9 pour le référé provision.

Il est proposé d'autoriser de lever la prescription quadriennale empêchant le paiement de la somme due à la société SAUR de 40 228,39 € TTC et de verser cette somme correspondant aux sommes restant dues au titre du marché de maintenance immobilière, complétée d'une indemnité de 10 614 € TTC.

- **Société d'affacturage BPCE Factor** :

En 2017, le Département du Nord a conclu, avec la société AD Thermic, 3 marchés à bons de commande pour des travaux de chauffage sur les territoires d'Avesnes, Douai, Cambrai et Valenciennes et de plomberie sur Lille Centre et Lille Est.

La société AD Thermic a cédé ses factures à la société BPCE Factor.

Suite à des difficultés financières, le Tribunal de Commerce d'Arras a prononcé la liquidation judiciaire de l'entreprise AD Thermic le 25 avril 2019.

La Société d'affacturage réclame au Département le paiement des factures dues.

Le Département du Nord versera à la société BPCE Factor, à titre d'indemnité transactionnelle, forfaitaire et définitive, la somme de 13 903,47 €.

Ce montant correspond à la compensation de l'impossibilité pour le Département du Nord d'effectuer le paiement à la société AD Thermic.

Je propose au Conseil départemental :

- de m'autoriser à signer les protocoles d'accord joints au présent rapport,
- de verser la somme de 75 087,19 € TTC à la société APAVE Nord Ouest,
- de verser la somme de 13 932,38 € TTC à la société OSLO, à titre d'indemnité transactionnelle, forfaitaire et définitive,
- de verser la somme de 55 982,87 € HT à la Société SATELEC,
- d'autoriser la levée de la prescription quadriennale empêchant le paiement de la somme due à la société SAUR de 40 228,39 € TTC,
- de verser 40 228,39 € à la Société SAUR en règlement des sommes restant dues au titre du marché de maintenance immobilière, complétés d'une indemnité de 10 614 € TTC.
- de verser la somme de 13 903,47 € à la société d'affacturage BPCE Factor, à titre d'indemnité transactionnelle, forfaitaire et définitive.

CODE GRAND ANGLE		ENGAGEMENTS		
OPERATION	ENVELOPPE	AUTORISES	DEJA CONTRACTES	PROPOSES DANS LE RAPPORT
16005OPO19	16005E11	3 942 018,06	1 572 561,02	209 748,26

Jean-René LECERF
Président du Département du Nord

CONSEIL DEPARTEMENTAL
Réunion du 29 juin 2020

OBJET : Vente d'une parcelle bâtie - Ventes de parcelles non bâties - Acquisitions routières et/ou indemnités des occupants - Autre acquisition - Avenant au protocole transactionnel contentieux travaux du CER de Templemars.

I- Vente d'une parcelle bâtie (Annexe I)

Le Département du Nord est propriétaire d'un immeuble sis à Bourbourg, 5-7 rue Pasteur cadastré C n°s 201 et 1162 pour une surface totale de 561 m². Le bâtiment à usage mixte (bureaux et logement de fonction) était affecté jusque fin 2017 à la subdivision de Bourbourg. Dans le cadre de la réorganisation des services de la voirie sur le territoire, l'immeuble est devenu vacant et a été désaffecté et déclassé par délibération de la Commission permanente du 26 mars 2018 (DAI/2018/60).

Sa cession est donc proposée au profit de la Communauté Urbaine de Dunkerque (CUD) au prix de 335 000 € net vendeur conformément à l'estimation de France Domaine du 23 octobre 2019, tel que repris en annexe I.

La CUD souhaite, par cette acquisition et après travaux d'adaptation, transférer une partie des activités du Centre d'Interprétation de l'Art et de la Culture (CIAC).

La recette sera encaissée sur l'opération 33003OP002.

II- Ventes de parcelles non bâties (Annexe II)

➤ **II/a, Parcelle, sise à Steenvoorde, en nature de friche** en zone à usage d'activités, au Plan Local d'Urbanisme, section ZP n° à créer, acquise dans le cadre de l'aménagement de la RD 168, cédée par délibération du 19 novembre 2018 (DAI/2018/372) aux établissements Van Eecke.

Par courrier du 14 février 2020, les établissements Van Eecke ont informé le Département de la création d'une société spécifique pour la gestion du parc immobilier, la société LADA, et sollicité la régularisation de la cession au profit de celle-ci.

Le présent rapport a donc pour objet de proposer la cession de ladite parcelle aux mêmes conditions que précédemment, au prix de 5000 € à la SCI LADA, tel que repris en annexe II/a.

➤ **II/b, Parcelle en nature de terre, sise à Avelin**, en zone agricole au Plan d'urbanisme, section ZR n° 44p acquise dans le cadre de l'aménagement de la RD 549, par acte du 16 avril 2012, au prix de 425 €.

La vente a été approuvée par la Commission permanente du 7 octobre 2019 (DAI/2019/301) pour un montant de 425 € pour environ 850 m² soit 0,50 € le m². La vente n'a pu être réalisée, l'arpentage demandé par les acquéreurs laissant apparaître une surface de 1 100 m² au lieu de 850 m² tel que présenté lors de la Commission permanente d'octobre (surface supérieure à 10 % de la superficie initiale).

- 1/8 -

Il est donc proposé d'acter à nouveau la vente de ladite parcelle au bénéfice de M. et/ou Mme DELSTANCHE-NOWACZYK, anciens propriétaires au prix de 550 € pour une surface de 1 100 m², tel que repris en annexe II/b.

- **II/c, Parcelle en nature de voirie et trottoir sise à Templeuve-en-Pévèle**, en zone UBA au Plan Local d'Urbanisme, section AO n° à créer pour environ 27 m² acquise par le Département dans le cadre de l'aménagement de la RD 128.
L'emprise de 27 m² a fait l'objet d'une désaffectation et d'un déclassement pour aliénation par délibération du Conseil départemental du 24 avril 2020 (DV/2020/162). La vente est proposée au prix de 100 € soit 3,70 € le m² à la SAS NOMERES INVESTISSEMENTS pour un projet d'aménagement d'une maison de santé incluant cette emprise de 27 m², tel que repris en annexe II/c. La vente sera régularisée par un acte notarié.

Les recettes seront encaissées sur l'opération 33003OP002.

III- Acquisitions routières et/ou indemnisations des occupants (Annexe III)

Projets présentés dans le cadre des acquisitions nécessaires à l'aménagement de la RD 70 à Valenciennes sur la commune de Petite-Forêt. Ces acquisitions vont permettre l'opération de doublement de la RD 70 entre l'A23 et la RD 169, amorce du futur contournement Nord de Valenciennes sur le territoire des communes de Raismes et Petite-Forêt. Ces parcelles seront ainsi intégrées dans le domaine public départemental suite à la réalisation des travaux de doublement sur la RD 70.

- **III/a, Acquisition de la parcelle, située sur la commune de Petite-Forêt**, section AC n° 720p pour 157 m², auprès de la SCI BAPEN pour 7 065 € se répartissant comme suit 5 652 € au titre de l'indemnité principale soit 36 € le m² et une indemnité de remploi de 1 413 € tel que repris en annexe III/a. Les frais sont estimés à 1 700 € ;
- **III/b, Acquisition de la parcelle, située sur la commune de Petite-Forêt**, section AC n° 487p pour 19 m², auprès de la SCI DEFINITIVE pour 855 € se répartissant comme suit 684 € au titre de l'indemnité principale soit 36 € le m² et une indemnité de remploi de 171 € tel que repris en annexe III/b. Les frais sont estimés à 12 € ;
- **III/c, Acquisition de la parcelle, située sur la commune de Petite-Forêt**, section AC n° 475p, pour 13 m² auprès de la SCI FR INVEST pour 585 € se répartissant comme suit 468 € au titre de l'indemnité principale soit 36 € le m² et une indemnité de remploi de 117 € tel que repris en annexe III/c. Les frais sont estimés à 12 €.

Les dépenses correspondantes seront imputées sur l'opération 21001OP014.

IV- Autre acquisition (Annexe IV)

Acquisition de parcelles, en nature de terrain constructible, en zone UA au Plan Local d'Urbanisme, Section AL n° 180 pour 335 m² et AL n° 181 pour 414 m² à Aulnoye-Aymeries, sur lesquelles sont présentes une batterie de 17 garages en tôle métallique et Eternit en mauvais état, tel que repris en annexe IV.

L'acquisition s'inscrit dans le projet de reconstruction de l'Etablissement Public Départemental de Soins, d'Adaptation et d'Education (EPDSAE) de Monceau-Saint-Waast d'Aulnoye-Aymeries et permettra ainsi de bénéficier d'une assiette foncière cohérente. Pour la réalisation de ce projet, le Département a déjà procédé à l'acquisition de la parcelle non bâtie section Al n° 478 auprès de la ville d'Aulnoye-Aymeries pour un montant de 60 000 € et d'un immeuble sis AL 185, 431, 432, 433 et 434 pour une superficie de 4 266 m² auprès du Groupement Médical Pasteur pour un montant de 400 000 €, acquisitions validées en Commission permanente du 19 novembre 2018 (DAI/2018/372). Les ventes ont été régularisées par acte du 27 juin et du 18 juin 2019.

L'acquisition a été proposée et acceptée au montant de 33 000 € par les membres de l'indivision LEJEUNE sur la base de l'évaluation domaniale de 2016. Les parcelles et garages sont acquis libres de toute occupation par le Département.

Les frais liés aux travaux préparatoires à la réalisation du projet, à savoir relevé géomètres, étude géotechnique de pollution, diagnostics amiante-plomb des garages présents sur la parcelle sont à la charge du Département. Chaque membre de l'indivision LEJEUNE a donné son accord respectif, autorisant les services du Département ou toute personne mandatée par ses soins, pour la réalisation des travaux nécessaires aux travaux préparatoires du projet sur les parcelles AL 180 et 181.

La dépense correspondante sera imputée sur l'opération 21001OP014.

V- Avenant au protocole transactionnel contentieux travaux du CER de Templemars (Annexe V)

Suivant la délibération de la Commission permanente du 17 décembre 2019 (DAI/2019/490), le Département a signé le 3 mars 2020, un protocole d'accord transactionnel avec la Société Civile Immobilière (SCI) BCMM Yes pour la remise en l'état initial du bâtiment en location, situé rue Jacques Messenger, zone d'activités de Templemars, libéré le 31 janvier 2020, moyennant le versement par celui-ci d'une indemnité globale et forfaitaire de 80 000 € TTC sur présentation des factures correspondantes.

Le 10 avril 2020, la SCI BCCM Yes a fait part au Département de son souhait de voir reporter la date d'achèvement des travaux prévue au 31 juillet 2020, soit dans les 6 mois suivant la libération du site, compte tenu des mesures de confinement mises en œuvre pour répondre à la crise sanitaire.

Le Département a accusé réception de cette demande le 14 avril suivant et propose donc la signature d'un avenant actant une fin de chantier reportée au 24 novembre 2020 et une transmission des factures au plus tard le 24 décembre 2020 tel que repris en annexe V.

Il est proposé au Conseil départemental de statuer et, le cas échéant, décider :

Concernant le Chapitre I - Vente d'une parcelle bâtie (Annexe I)

- de constater l'appartenance au domaine privé départemental de l'immeuble sis à Bourbourg, 5-7 rue Pasteur, affecté jusque fin 2017 à la subdivision de Bourbourg et devenu vacant et désaffecté depuis la réorganisation des services territoriaux de la voirie ;
- d'approuver la vente de l'immeuble aux conditions reprises en annexe I, au profit de l'acquéreur mentionné, à savoir la Communauté Urbaine de Dunkerque (CUD) ;
- d'autoriser une prise de possession anticipée des parcelles reprises en annexe I si les acquéreurs en font la demande, sous réserve de la souscription d'un contrat d'assurance ;
- d'autoriser la signature des avant-contrats, actes et documents correspondants, dès lors que la surface vendue après arpentage n'est pas supérieure de plus de 10 % à celle prévue au rapport ;
- d'encaisser les recettes sur l'opération 33003OP002.

Concernant le Chapitre II - Ventes de parcelles non bâties (Annexe II)

- d'annuler la décision prise par la Commission permanente lors de la réunion du 19 novembre 2018 relative à la vente de la parcelle sise à Steenvoorde, au profit des établissements Van Eecke au prix de 5 000 €, pour une contenance d'environ 810 m² (rapport DAI/2018/372) ;
- d'annuler la décision prise par la Commission permanente lors de la réunion du 7 octobre 2019 relative la vente de la parcelle en nature de terre, sise à Avelin, au profit de M. et/ou Mme

- de constater l'appartenance au domaine privé départemental des parcelles en annexe II/a, b et c qui n'ont jamais été affectées à usage de circulation et du projet ;
- d'approuver la vente des parcelles non bâties aux conditions reprises en annexe II/a, b et c, au profit des acquéreurs mentionnés, de leurs ayants droits ou ascendants ou des sociétés civiles ou anonymes ou commerciales ou des entreprises auxquelles ils appartiennent ou qu'ils choisiront de constituer en vue de l'acquisition, les ventes pouvant également être directement consenties aux anciens propriétaires, en cas d'exercice de leur droit de priorité, aux titulaires d'un droit de préemption et aux collectivités territoriales, dans le cadre d'une déclaration d'utilité publique ;
- d'autoriser une prise de possession anticipée des parcelles reprises en annexe II/a, b et c, si les acquéreurs en font la demande et, dans l'hypothèse où la vente est consentie au profit de personnes privées, sous réserve de la souscription d'un contrat d'assurance et d'un justificatif attestant la disponibilité des fonds nécessaires pour l'acquisition ;
- d'autoriser la signature des avant-contrats, actes et documents correspondants, repris en annexe II/a, b et c, dès lors que la surface vendue après arpentage n'est pas supérieure de plus de 10 % à celle prévue au rapport ;
- d'encaisser les recettes sur les opérations 33003OP002.

Concernant le chapitre III - Acquisitions routières et/ou indemnisation des occupants (Annexe III)

- d'autoriser l'acquisition à l'amiable, auprès des propriétaires, des parcelles nécessaires au projet routier repris dans le tableau annexé au rapport (annexe III/a, b et c) ;
- d'autoriser l'indemnisation des propriétaires et occupants exploitants (annexe III/a, b et c) et le versement de toute autre indemnité légale telles que précisées dans les tableaux annexés au rapport ;
- d'approuver les acquisitions de parcelles bâties et non bâties aux conditions reprises en annexe III/a, b et c au profit du Département par les vendeurs mentionnés, leurs ayants droit ou ascendants ou les sociétés civiles, anonymes ou commerciales ou les entreprises auxquelles ils appartiennent ou qu'ils choisiront de constituer en vue des ventes, et d'autoriser l'établissement de servitudes ;
- d'autoriser la signature des avant-contrats, actes et documents correspondants dès lors que la surface vendue après arpentage n'est pas supérieure de plus de 10 % à celle prévue au rapport ;
- d'imputer les dépenses correspondantes sur l'opération 21001OP014.

Concernant le chapitre IV - Autre acquisition (Annexe IV)

- d'autoriser l'acquisition à l'amiable des parcelles non bâties aux conditions reprises en annexe IV, au profit du Département par les vendeurs mentionnés, leurs ayants droit ou ascendants ou les sociétés civiles, anonymes ou commerciales ou les entreprises auxquelles ils appartiennent ou qu'ils choisiront de constituer en vue des ventes, et d'autoriser l'établissement de servitudes ;
- d'autoriser l'indemnisation des propriétaires et versement du prix tels que précisées en annexe IV au rapport ;
- d'autoriser la signature des avant-contrats, actes et documents correspondants dès lors que la surface vendue après arpentage n'est pas supérieure de plus de 10 % à celle prévue au rapport ;

- d'imputer les dépenses correspondantes sur l'opération du budget départemental n° 21001OP014.

Concernant le chapitre V - Avenant au protocole transactionnel contentieux travaux du CER de Templemars (Annexe V)

- d'approuver la conclusion de l'avenant au protocole transactionnel avec les gérants de la SCI BCMM Yes, prévoyant le report de la date de fin de travaux suivant les modalités définies dans le rapport joint en annexe V et la transmission des factures acquittées pour les travaux au plus tard le 24 décembre 2020, sauf cas de nouvelles mesures gouvernementales liées à la lutte contre le covid-19 et impactant l'exécution des travaux et de tout autre avenant rendu nécessaire pour l'exécution dudit protocole ;
- d'autoriser la signature de l'avenant du protocole et autres avenants dès lors qu'il n'y a pas de modification substantielle du protocole, et tout autre document afférent au suivi et à la mise en œuvre de celui-ci.

CODE GRAND ANGLE		ENGAGEMENTS		
OPERATION	ENVELOPPE	AUTORISES	DEJA CONTRACTES	PROPOSES DANS LE RAPPORT
21001OP014	21001E11	18 135 000 €	484 583,04 €	10 229 €
33003OP002	33003E18	8 110 001 €		340 650 €
21001OP014	21001E11	18 135 000 €	484 583,04 €	33 012 €

Jean-René LECERF
Président du Département du Nord

CONSEIL DEPARTEMENTAL
Réunion du 29 juin 2020

OBJET : Extension du Régime Indemnitare tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP) dans les conditions définies par la délibération du 18 décembre 2017 et par le décret n° 2020-182 du 27 février 2020 relatif au régime indemnitaire des agents de la fonction publique territoriale, aux agents départementaux non encore éligibles au RIFSEEP.

Par délibération référencée DRH/2017/436 du 18 décembre 2017, le Conseil départemental a décidé de mettre en œuvre le RIFSEEP pour les agents départementaux.

Cette délibération prévoyait que le RIFSEEP s'appliquerait aux cadres d'emplois de la fonction publique territoriale n'en bénéficiant pas au 1er janvier 2018, au fur et à mesure de la parution des arrêtés ministériels fixant la liste des corps de référence équivalents de l'État qui sont appelés à en bénéficier et de leur transposition par une délibération appropriée.

C'est ainsi que les délibérations répertoriées DRH/2018/325 du 19 novembre 2018 et DRH/2019/192 du 3 juin 2019 sont venues compléter celle du 18 décembre 2017.

	Date des délibérations		
	18 décembre 2017	19 novembre 2018	3 juin 2019
Cadre d'emplois concernés	Administrateurs ; Attachés ; Rédacteurs ; Adjoint administratifs ; Agents de maîtrise ; Adjoint techniques ; Animateurs ; Adjoint d'animation ; Éducateurs des activités physiques et sportives ; Adjoint du patrimoine ; Conseillers socio-éducatifs ; Assistants socio-éducatifs.	Conservateurs du patrimoine ; Conservateurs de bibliothèques ; Attachés de conservation du patrimoine ; Bibliothécaires ; Assistants de conservation du patrimoine et des bibliothèques ; Médecins ; Biologistes, vétérinaires et pharmaciens.	Ingénieurs en chef.

Le décret n° 2020-182 du 27 février 2020 relatif au régime indemnitaire des agents de la fonction publique territoriale, actualise les équivalences avec la fonction publique d'État des différents cadres d'emplois de la fonction publique territoriale pour la définition des régimes indemnitaires servis aux agents territoriaux.

Ce décret précise que les assemblées délibérantes des collectivités territoriales peuvent, à compter du 1er mars 2020, mettre en place le RIFSEEP pour les cadres d'emplois de la fonction publique territoriale ayant un corps équivalent qui n'en bénéficient pas encore sur la base d'équivalences provisoires précisées à l'annexe 2 dudit décret.

Il est donc proposé d'étendre le RIFSEEP aux agents des cadres d'emploi suivants, à savoir : les Ingénieurs ; les Techniciens ; les Adjoints techniques des établissements d'enseignement ; les Conseillers des activités physiques et sportives ; les Educateurs de jeunes enfants ; les Sages-femmes ; les Psychologues ; les Cadres de santé paramédicaux ; les Cadres de santé (en voie d'extinction) ; les Puéricultrices cadres de santé (en voie d'extinction) ; les Puéricultrices (décret 2014) ; les Puéricultrices (décret 1992) (en voie d'extinction) ; les Infirmiers en soins généraux ; les Infirmiers (en voie d'extinction) ; les Techniciens paramédicaux et les Auxiliaires de puériculture.

Conformément à l'annexe 2 du décret n° 2020-182 du 27 février 2020, les tableaux ci-après reprennent l'ensemble des montants annuels minimum et maximum de la part IFSE (Indemnité de Fonctions, de Sujétions et d'Expertise) ainsi que les montants annuels maximum de la part du CIA (Complément Indemnitaire Annuel) pris en compte pour l'ensemble des cadres d'emplois des agents départementaux.

Le Comité Technique du 11 juin 2020 a émis majoritairement un avis favorable.

Je propose au Conseil départemental :

- d'étendre le dispositif RIFSEEP aux cadres d'emploi sus-mentionnés dans les conditions reprises en annexe.

CODE GRAND ANGLE		ENGAGEMENTS		
OPERATION	ENVELOPPE	AUTORISES	DEJA CONTRACTES	PROPOSES DANS LE RAPPORT

Jean-René LECERF
Président du Département du Nord

CONSEIL DEPARTEMENTAL
Réunion du 29 juin 2020

OBJET : Mise en œuvre de la prime exceptionnelle « covid-19 » prévue par le décret n° 2020-570 du 14 mai 2020.

Le décret du 14 mai 2020 relatif au versement d'une prime exceptionnelle à certains agents civils et militaires de la fonction publique de l'Etat et de la fonction publique territoriale soumis à des sujétions exceptionnelles pour assurer la continuité des services publics dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire déclaré pour faire face à l'épidémie de covid-19, permet aux collectivités territoriales de verser une prime exceptionnelle aux agents particulièrement mobilisés pour assurer la continuité du fonctionnement des services pendant la crise sanitaire (articles 1 et 3 du décret).

Cette prime est plafonnée à 1000 euros.

L'article 8 du décret dispose que les modalités d'attribution de la prime exceptionnelle sont définies par délibération de l'organe délibérant de la collectivité territoriale dans la limite du plafond de 1000 euros précité.

Les bénéficiaires de la prime, le montant alloué et les modalités de versements sont en revanche déterminés par l'autorité territoriale.

Aux termes de l'article 3 du décret, sont considérés comme particulièrement mobilisés les personnels pour lesquels l'exercice des fonctions a, en raison des sujétions exceptionnelles auxquelles ils ont été soumis pour assurer la continuité du fonctionnement des services, conduit à un surcroît significatif de travail, en présentiel ou en télétravail ou assimilé.

Le surcroît significatif de travail est ainsi le seul critère permettant l'octroi de la prime exceptionnelle.

Le montant de cette dernière peut ensuite être modulé pour tenir compte de situations objectivement différentes.

Sont éligibles à la prime exceptionnelle les agents du Département qui :

- ont été mobilisés pour assurer la continuité du fonctionnement des services entre le 16 mars et le 11 mai 2020 ;
- ont eu durant cette période un surcroît significatif de travail, en présentiel ou en télétravail ou assimilé.

Le « surcroît significatif de travail » est caractérisé lorsque l'agent remplit les deux conditions cumulatives suivantes :

- 1) il a travaillé durant au moins les trois quarts des jours ouvrés entre le 16 mars et le 11 mai ;
- 2) il a réalisé régulièrement des horaires journaliers plus élevés que ceux qu'ils réalisent normalement ;

- 1/10 -
- ou il est régulièrement intervenu en soirée ou très tôt le matin pour répondre à une demande de sa hiérarchie ;
 - ou il a régulièrement réalisé des journées continues à la demande de sa hiérarchie ;
 - ou il a régulièrement travaillé durant le week end ou les jours fériés à la demande de sa hiérarchie.

Sont exclus du dispositif d'octroi de la prime exceptionnelle les emplois de cabinet, le Directeur Général des Services, les Directeurs Généraux Adjointes (DGA), Directeurs, Directeurs Adjointes et Secrétaires Généraux de DGA.

Les agents qui auront été identifiés percevront une prime dont le montant différera :

- s'ils sont intervenus majoritairement en télétravail. La prime perçue sera alors de 330 euros ;
- s'ils sont intervenus majoritairement sur site. La prime sera alors de 660 euros ;
- s'ils sont intervenus majoritairement au contact du public. Dans ce dernier cas, la prime accordée sera de 1000 euros.

Le Comité Technique du 11 juin 2020 a émis majoritairement un avis favorable.

Je propose au Conseil départemental :

- d'autoriser le versement d'une prime exceptionnelle « covid-19 » prévue par le décret n° 2020-570 du 14 mai 2020 aux agents départementaux dans les conditions décrites au rapport.

CODE GRAND ANGLE		ENGAGEMENTS		
OPERATION	ENVELOPPE	AUTORISES	DEJA CONTRACTES	PROPOSES DANS LE RAPPORT
36002OP006	36002E01	78484996	31612752	180000

Jean-René LECERF
Président du Département du Nord

CONSEIL DEPARTEMENTAL
Réunion du 29 juin 2020

OBJET : Soutenir l'accueil familial en assouplissant les règles d'absences

Cette délibération a pour objet de rappeler les mesures prises par le Conseil départemental depuis le début de la pandémie concernant l'accueil familial et les mesures complémentaires à prendre, à travers notamment l'évolution des règles d'absences des personnes accueillies en accueil familial.

Le Département du Nord, 2^{ème} département de France en nombre d'accueillants, a depuis 2015 largement contribué au développement du dispositif par le biais de plusieurs initiatives : en internalisant le dispositif pour un suivi au plus près des territoires de vie, en mettant en œuvre la formation des accueillants familiaux, en organisant les 1^{ère} assises de l'accueil familial, en proposant une aide financière à d'adaptation du logement des accueillants et en encourageant les initiatives innovantes comme le réseau d'accueillants familiaux dédiés au répit de l'aidant.

Il s'appuie sur l'axe 5 du schéma des solidarités humaines et sur la délibération-cadre « Autonomie des personnes âgées et des personnes en situation de handicap » du 17 décembre 2015 (DPAPH/2015/995).

La période inédite que nous vivons a mis nos accueillants en première ligne. En effet, avec 654 personnes accueillies, les accueillants familiaux ont été particulièrement mobilisés. Ils ont fait preuve d'une grande capacité d'adaptation dans l'intérêt des personnes accueillies. Conscient de l'implication des accueillants familiaux, le Département a rapidement mis en place des mesures d'accompagnements et de soutien sur la période (1). Pour autant, le statut encore fragile des accueillants (pas de droit au chômage) associé à une règle du Règlement Départemental d'Aide Sociale (RDAS) moins favorable pour l'accueil familial, engendre des situations financières difficiles comme des ruptures de prise en charge financière. En ce sens, une évolution du RDAS sur les règles d'absences permettrait de réduire de manière moins brutale les pertes financières pour l'accueillant familial et sécuriser le dispositif (2).

1) L'ACCUEIL FAMILIAL : UN DISPOSITIF QUI A FAIT FACE A LA CRISE SANITAIRE

Dans le Département, une majorité des accueillants avaient dès début mars commencé à mettre en place des mesures de précautions en réduisant par exemple les sorties ou les visites des familles et en appliquant les gestes barrières.

Le caractère familial de l'accueil a permis de protéger les personnes de l'isolement. Les accueillants familiaux n'ont pas hésité à prendre les relais notamment sur les toilettes et à favoriser le maintien des liens avec les familles naturelles par le renforcement des appels téléphoniques aux familles ou par vidéo.

Face à cette mobilisation des familles d'accueil, le Département a pris des initiatives visant à soutenir le dispositif et maintenir le lien avec les accueillants et les partenaires comme les organismes de tutelles.

- 2/1 -

Ces initiatives se sont traduites concrètement par la mise en place d'un numéro unique (0800 11 59 59), d'une adresse mail (accueilfamilialcovid19@lenord.fr) afin de faciliter l'échange avec les services.

Alors que les accueillants et les accueillis sont éligibles au retrait de masques dans les pharmacies, le Département a fait le choix de distribuer au domicile de chaque accueillant une boîte de 50 masques.

Les pôles autonomie et notamment les travailleurs sociaux ont maintenu les contacts à raison d'une fois par semaine pour les accompagnements renforcés et avec un rythme moins soutenu pour les autres situations. Les professionnels ont maintenu les contacts avec les organismes de tutelles ou les tutelles familiales. Les médecins des pôles ont été consultés sur certaines situations complexes.

Une visio-conférence est proposée aux deux associations représentantes des familles d'accueils environ toutes les 3 semaines afin de mesurer les impacts de la crise sanitaire sur le dispositif.

Un questionnaire quantitatif et qualitatif a été envoyé à l'ensemble de nos accueillants familiaux pour mesurer de manière plus précise l'impact financier et le ressenti des accueillants.

Toutes ces initiatives ont le double objectif de maintenir le lien avec nos accueillants sur toute la période et de réagir rapidement face à des situations complexes. Elles ont également permis d'évaluer le dispositif sous différents angles (social, économique, prévention, etc.) et de faire remonter au niveau national.

2) UNE EVOLUTION DU RDAS, UN LEVIER A SAISIR POUR SECURISER LE DISPOSITIF

Pour financer leur accueil, les personnes accueillies peuvent solliciter l'Allocation d'Accueil Familial (AAF). En 2018, près de 84 % des personnes accueillies étaient bénéficiaires de l'AAF dont 100% pour les personnes en situation de handicap et 54 % pour les personnes âgées. La dépense pour le Département est de 4,4M€/an.

A ce titre, le RDAS introduit des règles d'absences spécifiques pour l'accueil familial qui fragilise financièrement et souvent de manière brutale les accueillants. En effet, lors d'une hospitalisation par exemple, l'allocation diminue de 50 % dès le 7^{ème} jour, laissant l'accueillant sans aucune compensation mais tout en maintenant, dans le cadre du contrat d'accueil, sa responsabilité vis-à-vis de la personne accueillie.

Aujourd'hui, le Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) ne prévoit pas de dispositions concernant l'impact des absences de l'accueilli, sur le montant de l'aide sociale versée. Il appartient donc au Département de fixer ses règles de gestion.

Les règles actuelles prévues par le RDAS sont les suivantes :

En cas d'absence, pour convenance personnelle ou d'hospitalisation de la personne accueillie, la prise en charge au titre de l'aide sociale des frais d'accueil est déterminée comme suit :

- pour les absences inférieures à 8 jours consécutifs : l'intégralité des éléments de la rémunération est versée ;
- pour les absences comprises entre 8 et 45 jours consécutifs : 50 % de la rémunération pour services rendus, pas de sujétion particulière, 50 % des frais d'entretien et maintien du loyer ;
- pour les absences supérieures à 45 jours consécutifs : pas de rémunération pour services rendus, pas de sujétion particulière, pas de frais d'entretien, maintien du loyer.

Dans un objectif de simplification et de parallélisme entre les règles applicables en établissement et en accueil familial, il est proposé de remplacer ces dispositions par la disposition suivante :

En cas d'absence, pour convenance personnelle ou d'hospitalisation de la personne accueillie :

- 2/1 -
- pour les absences inférieures à 35 jours consécutifs, le versement de l'allocation d'accueil familial est maintenu en intégralité ;
 - pour les absences supérieures à 35 jours consécutifs, le versement est suspendu.

Cette nouvelle disposition est plus favorable pour les accueillants familiaux et accueillis. L'impact sur les finances départementales est estimé entre 8 000 et 10 000€/an. Elle permettra de garantir le même niveau de rémunération pendant 35 jours au lieu de 8 jours actuellement.

Je propose au Conseil départemental :

- d'adopter les nouvelles règles d'absences applicables pour convenance personnelle ou d'hospitalisation de la personne accueillie :
 - pour les absences inférieures à 35 jours consécutifs, le versement de l'allocation d'accueil familial est maintenu en intégralité ;
 - pour les absences supérieures à 35 jours consécutifs, le versement est suspendu.
- de modifier en conséquence le Règlement Départemental d'Aide Sociale.

Jean-René LECERF
Président du Département du Nord

CONSEIL DEPARTEMENTAL
Réunion du 29 juin 2020

OBJET : Adoption de l'avenant n°1 à la convention passée avec les Relais Autonomie. Mise à disposition d'une table numérique.

Lors de sa réunion du 19 novembre 2018, le Conseil départemental a adopté le dispositif de mise en œuvre des Relais Autonomie (DAA/2018/388) ainsi que les conventions permettant de fixer les engagements réciproques et les conditions de mise à disposition des données passées avec les Relais Autonomie, concomitamment avec la Commission exécutive de la Maison Départementale des Personnes Handicapées (MDPH) du Nord.

Afin d'assurer la mission d'accompagnement des populations aux usages numériques, les Relais Autonomie vont être une ressource pour que les personnes âgées ou vivant avec un handicap ne soient pas les laissés pour compte de ce virage sociétal. Pour cela, le Département et la MDPH, comme précisé dans leurs engagements, vont former les professionnels des Relais Autonomie aux fonctionnalités auxquelles ont accès ces publics dans le Portail Nord Autonomie ouvert récemment et mettre à disposition un matériel adapté permettant aux personnes de naviguer sur les différents sites ayant trait à leurs démarches tout en étant, au besoin, accompagnées.

Ce point d'accès numérique correspond à un matériel intégré neuf, adapté aux personnes à mobilité réduite. Il comprend un écran tactile d'une taille de 27" complété d'un clavier et d'une souris, les deux modes de saisie (en tactile ou avec le clavier) étant utilisables par l'utilisateur selon ses possibilités. Un casque est prévu. Le matériel permettra également de compenser la déficience visuelle. Un périphérique de numérisation vient compléter cet équipement afin de permettre le scan des documents à transmettre.

Une formation à l'utilisation sera dispensée aux Relais Autonomie, complétée d'une formation sur la mission et les nouvelles postures en découlant ainsi que sur la navigation dans le portail. En effet, même si la borne interactive se trouve en libre-service, l'utilisateur pourra demander une aide à l'utilisation auprès du Relais Autonomie.

Le planning initial prévoit un déploiement du matériel cet été pour le tester (modalités du test en cours d'élaboration en lien avec les contraintes sanitaires) et septembre 2020 pour une généralisation.

Afin de fixer contractuellement les modalités de mise à disposition de ce matériel, un avenant vient ajouter une annexe 7 à la convention initiale. Elle fixe le périmètre et la durée de la mise à disposition ainsi que les engagements des parties.

Le Conseil Départemental de la Citoyenneté et de l'Autonomie (CDCA) a été informé de la proposition de cet avenant.

Compte tenu de ces éléments, je propose au Conseil départemental :

- d'adopter l'avenant n°1 à la convention passée avec les Relais Autonomie/CLIC-Relais Autonomie, cet avenant venant y ajouter une annexe 7 ;
- de m'autoriser à signer cet avenant dans les termes du projet annexé au rapport avec les Relais Autonomie/CLIC-Relais Autonomie dont la liste est jointe en annexe du rapport.

CODE GRAND ANGLE		ENGAGEMENTS		
OPERATION	ENVELOPPE	AUTORISES	DEJA CONTRACTES	PROPOSES DANS LE RAPPORT
13004OP001	13004E13	9 390 436,19	0	200 000

Jean-René LECERF
Président du Département du Nord

CONSEIL DEPARTEMENTAL
Réunion du 29 juin 2020

OBJET : Subventions accordées dans le cadre de l'appel à initiatives pour l'aide départementale au financement d'équipements innovants dans les EHPAD du Nord

Par délibération du 9 octobre 2017 (DOSAA/2017/227), le Département a initié une politique d'aide à l'investissement pour les établissements médico-sociaux principalement axée sur l'amélioration du cadre de vie par des travaux de réhabilitation, reconstruction ou mise aux normes.

Par délibération du 17 décembre 2019 (DOSAA/2019/495), le Département a lancé un appel à initiatives portant le souhait de compléter cette aide par un soutien à l'acquisition d'équipements innovants destinés aux Etablissements d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) situés dans le Département et s'inscrivant dans une démarche d'amélioration continue de la qualité de la prise en charge des résidents et des conditions de travail du personnel.

L'appel à initiatives indiquait que les équipements devront comporter une dimension innovante et s'inscrire dans une démarche globale d'amélioration de la prise en charge de la personne âgée dépendante et d'amélioration des conditions de travail du personnel. Ils devront s'inscrire dans une ou plusieurs des thématiques suivantes :

- la qualité de vie au travail ;
- l'amélioration des conditions d'accueil et de vie des résidents ;
- l'amélioration de la sécurité et/ou de la tranquillité des résidents ;
- la prévention de la dépendance, des chutes, de la dénutrition, de la déshydratation ;
- l'amélioration de la prise en charge et la prévention des troubles cognitifs.

Une enveloppe globale initiale de 2 M€ était prévue, à répartir entre les projets retenus, avec un maximum de 80 % de subvention par projet.

La remise des dossiers de candidature était fixée au 31 janvier 2020.

1. INSTRUCTION DES PROJETS RECENSÉS DANS LE CADRE DE L'APPEL À INITIATIVES

Le Département a reçu 567 projets provenant de 142 gestionnaires, représentant de 153 établissements.

Le coût total des projets s'élevait à près de 12,6 M€. Le coût de chaque projet s'étale de 150 € à 823 k€, 75 % des projets se situant en dessous de 20 k€.

Au regard du nombre important de projets et de l'importance du financement départemental pour permettre leur réalisation et afin de soutenir un maximum de projets entrant dans les critères de l'appel à initiatives, il est proposé de mobiliser une enveloppe près de trois fois supérieure à celle de 2 M€ initialement prévue.

2. PROPOSITION D'ATTRIBUTIONS

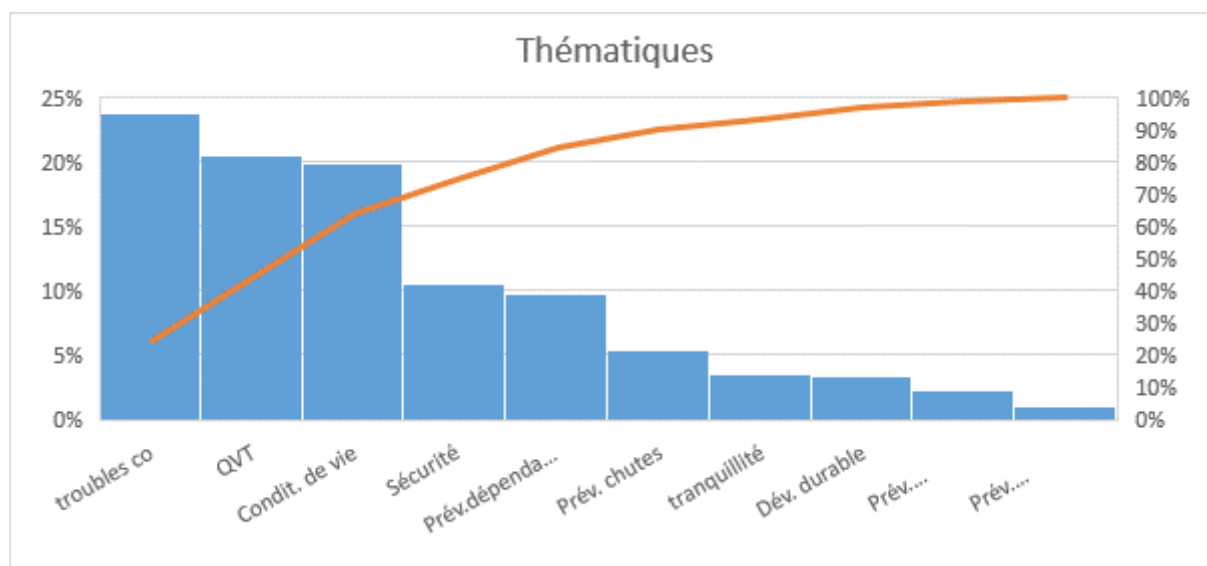
Sur l'ensemble des projets déposés, et après analyse de leur conformité au cahier des charges de l'appel à initiatives, il est proposé de retenir 461 projets portés par 136 gestionnaires au nom de 146 établissements.

Le coût total de ces projets est de 7 255 084,18 €. Le coût de chaque projet s'étale de 150 € à 199 k€, 75 % des projets financés se situant en dessous de 17,5 k€.

Afin de ne pas compromettre leur réalisation, il est proposé d'appliquer un taux de subvention de 80 % pour tous les projets à l'exception de ceux bénéficiant d'un autre financement, pour lesquels la participation départementale est fixée de façon à limiter l'autofinancement à 20 % du coût total du projet.

Ainsi, le montant total des subventions attribuées serait de 5 771 732,03 €.

Ces projets s'inscrivent pleinement dans les thématiques retenues par l'appel à initiatives. Trois thématiques dominent cependant en étant présentes dans 64 % des projets : la prise en charge des troubles cognitifs (24 % des projets), la qualité de vie au travail et l'amélioration des conditions de vie (20 % chacune). En ajoutant la sécurité (11 %) et la prévention de la dépendance (10 %), ce sont 85 % de projets concernés. La prévention des chutes, la tranquillité, le développement durable, la prévention de la dénutrition et celle de la déshydratation représentent chacune moins de 5 % des projets. Nombre de projets s'inscrivent dans plusieurs thématiques à la fois.



Les projets financés font l'objet d'une grande variété. Peuvent être cités dans le désordre : des animaux de ferme, l'équipement de jardins familiaux partagés, des bornes musicales, des bornes d'accueil interactives, des chemins lumineux associés à des lampes connectées, des draps de retournement, des verres connectés, des tables lumineuses interactives, des rails de transfert, des serrures connectées, des vélos associés à de la réalité virtuelle, des chariots multi-sensoriels ou « Snoezelen », des sièges et capsules de repos et des sieste pour le personnel, l'équipement en wifi, l'équipement de parcours santé, des fauteuils berçants, des tables d'auto-étirement, des plaids interactifs, des peluches interactives, des baignoires à hauteur variable, des chariots élévateurs, des verticalisateurs, des vélos triporteurs etc.

L'ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 confie aux exécutifs locaux la charge d'attribuer les subventions aux associations pendant la durée de l'état d'urgence sanitaire. Ainsi ce rapport soumet à délibération du Conseil départemental les projets portés par les gestionnaires hors du champ associatif.

Ces projets sont au nombre de 296, portés par 93 gestionnaires pour 100 établissements. Le montant total des projets est de 4 996 686,77 €. Le montant des subventions proposées est de 3 965 014,10 €. Ils sont présentés en annexe 1 du présent rapport.

Par ailleurs, un arrêté du Président du Département attribuera les subventions aux projets portés par des gestionnaires associatifs (annexe 2 pour information). Ces projets sont au nombre de 165, portés par 43 gestionnaires pour 46 établissements. Le montant total de ces projets est de 2 258 397,41 €. Le montant des subventions sera de 1 806 717,93 €.

En conséquence, je propose au Conseil départemental :

- d'attribuer des subventions d'aide à l'investissement à 296 projets portés par des gestionnaires du secteur personnes âgées, pour un montant total de 3 965 014,10 € et dont la liste est jointe en annexe 1, dans le cadre de l'exercice budgétaire 2020 ;
- de m'autoriser à signer les conventions relatives à l'aide accordée entre le Département du Nord et les gestionnaires figurant dans la liste, selon le modèle joint au rapport en annexe 3.

CODE GRAND ANGLE		ENGAGEMENTS		
OPERATION	ENVELOPPE	AUTORISES	DEJA CONTRACTES	PROPOSES DANS LE RAPPORT
13004OP001	13004E13	15 343 370,00	7 860 080,00	3 965 014,10

Jean-René LECERF
Président du Département du Nord

CONSEIL DEPARTEMENTAL
Réunion du 29 juin 2020

OBJET : Investissement dans les établissements pour personnes âgées et/ou pour personnes en situation de handicap

La politique départementale d'aide à l'investissement vise à moderniser l'offre d'accueil et d'hébergement en établissements sociaux et médico-sociaux et à les inscrire dans une perspective plus inclusive dépassant l'alternative vie à domicile et vie en établissements collectifs. Cette aide s'inscrit en complémentarité des plans nationaux existants qu'il s'agisse du plan d'aide à l'investissement de la Caisse Nationale de Solidarité Autonomie (CNSA) délégué aux Agences Régionales de Santé (ARS) ou de celui de la Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse (CNAV) géré par les Caisses Régionales de Retraite et de Santé au Travail (CARSAT) via des financements complétant les emprunts des établissements pour personnes âgées ou en situation de handicap, ainsi que des aides à la pierre financées par l'Etat.

En application de la délibération du 9 octobre 2017 (DOSAA/2017/227), qui précise les orientations stratégiques et les déclinaisons pratiques en matière de soutien à l'investissement, tous les projets éligibles sont présentés dans le présent rapport en annexe.

Toutefois, l'ordonnance n°2020-391 du 1er avril 2020 confie aux exécutifs locaux la charge d'attribuer les subventions aux associations pendant la durée de l'état d'urgence sanitaire. Ainsi, ce rapport ne soumet à la délibération du conseil départemental que les projets portés par les gestionnaires hors du champ associatif.

Les axes d'investissement départementaux prioritaires sont définis comme suit :

- Soutenir et accompagner les projets liés à la transformation de l'offre d'hébergement social et médico-social, permanent et séquentiel, notamment déclinés dans les contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens et conformément à la feuille de route « Nord Inclusif et Solidaire ».
- Intégrer l'extension de notre champ d'intervention à la transformation des logements-foyers en résidence autonomie, consécutive à la loi du 28 décembre 2015 pour l'adaptation de la société au vieillissement, pour ceux qui nécessitent des adaptations architecturales, en complément de l'intervention de la CNAV. Dans le cadre de l'appel à projets lancé en 2019 par la CARSAT : « lieux de vie collectifs / plan d'aide à l'investissement », un travail partenarial a été engagé pour identifier des projets de résidences autonomie pertinents et articuler nos financements respectifs (le Département concentrant son aide sur les travaux, la CARSAT complète avec une aide centrée sur l'équipement) ;
- Soutenir des projets architecturalement durables et économes, pour permettre une maîtrise des coûts de fonctionnement, notamment les coûts énergétiques, tout en veillant à ce que les structures soient évolutives et adaptables dans leurs usages en écho à la stratégie « Nord Durable ».

L'aide à l'investissement est une aide directe en subvention, non révisable et calculée sur la base d'une dépense subventionnée en valeur fin de travaux.

- 2/4 -

Au total, 14 projets ont été identifiés tous statuts juridiques confondus. Ils représentent un soutien budgétaire de 5 491 714 € déclinés comme suit :

Pour les personnes âgées, 8 projets ont été identifiés pour un soutien total de 2 280 000 €. Pour les personnes en situation de handicap, 6 projets ont été identifiés pour un soutien total de 3 211 714 € (annexe 1 pour information).

Parmi ces projets et conformément à l'ordonnance précitée, 6 projets portés par des gestionnaires hors statut associatif et qui relèvent tous du champ des personnes âgées sont soumis à la délibération pour un montant de 2 020 000 €. Les autres projets, portés par des associations, feront l'objet d'un arrêté de Monsieur le Président du Département du Nord.

En conséquence, je propose au Conseil départemental :

- D'attribuer des subventions d'aide à l'investissement aux 6 structures du secteur des personnes âgées, repris en annexe 2, concernant la réalisation de leurs projets, pour un montant total de 2 020 000 €, dans le cadre de l'exercice budgétaire 2020 ;
- De m'autoriser à signer les conventions relatives à l'attribution d'une subvention d'investissement à ces 6 structures, selon le modèle joint au rapport en annexe 3.

CODE GRAND ANGLE		ENGAGEMENTS		
OPERATION	ENVELOPPE	AUTORISES	DEJA CONTRACTES	PROPOSES DANS LE RAPPORT
13004OP001	13004E13	9 390 436,19	5 840 080,00	2 020 000,00

Jean-René LECERF
Président du Département du Nord

CONSEIL DEPARTEMENTAL
Réunion du 29 juin 2020

OBJET : Partenariat avec les communes pour lutter contre l'isolement des personnes âgées et des personnes en situation de handicap.

La crise sanitaire et le confinement liés au COVID 19 ont mis en exergue l'isolement des personnes âgées et fragiles. S'emparer de cette question et construire des réponses de proximité devient une urgence nationale.

Le Ministre des solidarités et de la santé a missionné Jérôme GUEDJ pour identifier les leviers à la main des pouvoirs publics, des acteurs de terrains et de la société civile pour combattre l'isolement des aînés. Un rapport a été remis le 8 avril. Il s'inscrit pleinement dans les réflexions antérieures du rapport Libault « Grand âge et autonomie » de mars 2019 qui définissait l'isolement des personnes âgées comme un fléau et réaffirmait la pertinence de l'échelle territoriale pour développer des réponses adaptées.

Le Département en qualité de chef de file des politiques sociales, appuyé par l'expertise de la Maison Départementale des Personnes Handicapées (MDPH) a un rôle central d'ensembliser à côté des communes. La présente convention propose un partenariat renforcé avec les communes pour développer une stratégie locale de lutte contre l'isolement en choisissant la porte d'entrée de la veille sociale partagée tout en s'adossant à certains outils efficaces dans la proximité.

1. FAIRE REMPART A L'ISOLEMENT : ALLER VERS LES PERSONNES EN SITUATION D'ISOLEMENT

Le rapport de la mission GUEDJ comprend 42 propositions et une première série de recommandations reposant sur les 10 besoins essentiels des personnes fragiles (faire ses courses, parler avec autrui, se soigner, organiser sa vie quotidienne, se prémunir des arnaques...).

Au cœur du dispositif se trouvent le contact téléphonique et la coordination de l'ensemble des parties prenantes à l'échelon communal.

L'objectif premier pour lutter contre l'isolement est de « promouvoir les gestes bienveillants pour les plus fragiles et les campagnes d'appels téléphoniques ». Il s'agit ainsi de systématiser des appels réguliers pour les populations et de mener un premier niveau de repérage des fragilités, d'aller au-devant des personnes et s'assurer que personne n'échappe aux interventions des acteurs. A partir de cet entretien téléphonique, un second niveau d'intervention peut s'enclencher pour apporter des réponses adaptées de proximité au-delà du champ strictement médicosocial.

Ces campagnes d'appels téléphoniques doivent se concevoir comme une composante de la mise en œuvre d'une stratégie de veille sociale partagée à l'échelon communal. Dans cette vision plus large, il s'agit d'unir les compétences départementale et communale pour impulser à l'échelle locale une dynamique partagée de repérage des personnes fragiles, d'élaborer des réponses complémentaires durable de second niveau.

Ce dispositif pourrait préfigurer les cellules de coopération « lutte contre l'isolement » décrite dans le rapport précité. Leur organisation n'est pas figée pour s'adapter aux particularités locales pour prendre appui sur l'ensemble des ressources des personnes et du territoire.

Ces cellules permettraient de faire converger l'ensemble des orientations départementales en faveur de l'autonomie pour une mise en œuvre locale de l'ambition « Territoire inclusif et solidaire » et en s'appuyant sur les Conférences Territoriales de l'Autonomie (CTA) mises en place à l'initiative du Département.

2. MENER DES ACTIONS COMMUNES POUR AMELIORER LE REPERAGE DES PUBLICS FRAGILES

La première action en faveur de cette coopération serait d'inciter les bénéficiaires connus de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA) et des prestations MDPH à s'inscrire sur « le registre communal des personnes à risques » instauré par décret N° 2004-926 du 1^{er} septembre 2004 pris en application de l'article L.121-6-1 du Code de l'action sociale et des familles.

A la suite des enseignements de la canicule de 2003 touchant particulièrement les plus fragiles, les mairies sont tenues d'instituer un registre nominatif des personnes à risques de sa commune vivant à domicile. Ce registre dont la finalité est de permettre l'intervention ciblée des services sanitaires et sociaux auprès d'elles en cas de déclenchement d'un plan d'alerte et d'urgence sanitaire a été repéré à nouveau comme un outil précieux pendant cette crise du COVID 19. La constitution de ce type de registre a montré son efficacité pour être réactif et organiser rapidement une chaîne de solidarité autour des aînés et des plus fragiles isolés dans les communes.

La MDPH et le Département, au titre de la gestion des demandes de prestations, disposent de données à jour de personnes potentiellement vulnérables par communes. Aussi pour permettre aux communes signataires de la convention de tendre vers une meilleure couverture de ce registre dit « canicule », le Département et la MDPH proposent dans le cadre d'un partenariat renforcé avec celles-ci d'adresser un courrier incitatif avec coupon réponse à l'ensemble de ces bénéficiaires.

Un courrier sera adressé début juillet à chacune et chacun des Maires pour leur présenter la démarche. A l'issue d'une première année de partenariat un bilan par Direction Territoriale sera réalisé et présenté en Commission Territoriale Autonomie.

Je propose au Conseil départemental :

- de m'autoriser à signer la convention entre le Département du Nord, le Groupement d'Intérêt Public « Maison Départementale des Personnes Handicapées du Nord » et les communes volontaires, dans les termes du projet joint en annexe et instaurant un cadre de partenariat renforcé pour la mise en place d'une veille sociale partagée pour les personnes les plus fragiles.

Jean-René LECERF
Président du Département du Nord

CONSEIL DEPARTEMENTAL
Réunion du 29 juin 2020

OBJET : Convention de partenariat entre le Département du Nord et la Fédération du Service aux Particuliers (FESP)

La Fédération du Service aux Particuliers est une organisation professionnelle reconnue comme représentative des particuliers employeurs sur le secteur de l'aide à domicile. Elle défend donc les intérêts de ses adhérents et se présente comme un interlocuteur pour le Département dans la double perspective de la mise en œuvre :

- de la convention titre IV de la Caisse Nationale de Solidarité à l'Autonomie (CNSA) relative à la modernisation du secteur de l'aide à domicile ;
- de l'application des propositions formalisées dans le Livre vert de l'aide à domicile, réalisé suite à une phase de concertation avec les représentants de ce secteur d'activité au printemps 2019.

Les deux parties souhaitent s'investir, en associant d'autres partenaires au travers d'une convention de partenariat sur les deux axes suivants :

- le développement de l'emploi et des compétences dans les services à la personne. Cet axe s'inscrit dans la continuité des actions engagées par le Département tant sur le champ de la professionnalisation des acteurs dans les métiers de l'aide à domicile, que sur celui de la politique de retour à l'emploi des allocataires du Revenu de Solidarité Active (RSA). En effet, cet axe va se développer en étroite collaboration avec les pôles insertion professionnelle sur les territoires, déjà particulièrement investis sur cette thématique ;
- le développement des services à la personne en environnement numérique, notamment par le recours aux outils de domotique à domicile visant l'inclusion des personnes concernées.

Cette action est le prolongement du soutien à l'innovation dans la préservation du capital autonomie des personnes âgées ou en situation de handicap. Il s'agit de prendre appui sur ces technologies pour améliorer la qualité de l'intervention à domicile. Le développement de compétences en lien avec l'utilisation de la domotique et du numérique sera une piste de travail.

Il est proposé au Conseil départemental :

- de m'autoriser à signer la convention de partenariat entre le Département du Nord et la Fédération du Service aux Particuliers, dans les termes du projet joint en annexe.

Jean-René LECERF
Président du Département du Nord

CONSEIL DEPARTEMENTAL
Réunion du 29 juin 2020

OBJET : Demandes de remise gracieuse d'une créance, formulées par des usagers au titre de l'Allocation Compensatrice Tierce Personne (ACTP), la Prestation de Compensation du Handicap (PCH), l'Allocation d'Accueil Familial (AAF), l'Aide Sociale Générale (ASG), l'Allocation Personnalisée d'Autonomie forfaitaire, à domicile, en établissement (APA), la Prestation Spécifique Dépendance (PSD).

Le Département du Nord a étudié les trois demandes de remises gracieuses qui lui ont été présentées par les allocataires ou leurs héritiers pour des indus générés lors du paiement des diverses prestations.

Ces indus d'un montant total de 9 015,82€ émanent notamment des changements de situation suivants : révision de l'allocation, décès de l'utilisateur, hospitalisation, placement (établissement, famille d'accueil), non cumul d'allocations, double paiement, contrôle d'effectivité, changement de département, sortie du territoire français, annulation de la demande par l'allocataire.

La délibération du Conseil général en date du 2 avril 2007 (DSPAPH/2007/384) établit les critères de gestion des remises gracieuses. Ces critères prennent en compte principalement :

- le calcul d'une moyenne économique journalière inférieure ou égale à 6 euros ;
- des éléments de la situation sociale ainsi que les modalités de traitement administratif du dossier.

Suite à l'examen des justificatifs transmis par les demandeurs, il apparaît que les personnes reprises dans le tableau ci-joint remplissent les conditions pour bénéficier d'une telle remise.

En conséquence, je propose au Conseil départemental :

- D'accorder une remise gracieuse partielle ou totale de la créance due au titre de l'Allocation Compensatrice Tierce Personne (ACTP), la Prestation de Compensation du Handicap (PCH), l'Allocation d'Accueil Familial (AAF), l'Aide Sociale Générale (ASG), l'Allocation Personnalisée d'Autonomie forfaitaire, à domicile, en établissement (APA), la Prestation Spécifique Dépendance (PSD), pour les trois personnes reprises dans le tableau annexé au rapport.

Ces décisions entraîneront l'annulation ou la réduction des titres de recettes et/ou des mandats d'annulation correspondants, repris dans le tableau annexé au rapport.

Jean-René LECERF
Président du Département du Nord

CONSEIL DEPARTEMENTAL
Réunion du 29 juin 2020

OBJET : Conventions partenariales permettant la délivrance gratuite de vaccins à des structures extérieures

Acteur majeur de la prévention santé, le Département délivre gratuitement des vaccins aux Services InterUniversitaires de Médecine Préventive et de Promotion de la Santé de Lille (SIUMPPS), ainsi qu'aux associations Médecins Solidarité Lille (MSL) et Pédiatres Du Monde (PDM), dans le cadre de conventions.

Ces accords trouvent leur origine dans les missions des centres de vaccination des Services Prévention Santé (SPS). En effet, l'Agence Régionale de Santé (ARS) impose aux centres de vaccination de délivrer gratuitement des vaccins à des structures extérieures.

Ces activités doivent être proposées à tous les publics, avec une volonté de toucher les plus éloignés du soin et de la prévention, notamment les enfants migrants et les jeunes étudiants n'ayant pas les moyens financiers de recourir à la prévention vaccinale dans le droit commun.

Le budget annuel de dépense estimé est de 25 000 € répartis comme suit :

- 10 000 € pour les associations Médecins Solidarité Lille / Pédiatres Du Monde ;
- 10 000 € pour l'ensemble des universités de la Métropole ;
- 5 000 € pour les universités du Hainaut.

La réactualisation des conventions permet de se conformer à la législation relative aux responsabilités du pharmacien départemental et des médecins vaccinateurs.

Je propose au Conseil départemental :

- d'approuver les termes de la convention partenariale entre le Département du Nord et les structures extérieures, relative à la mise à disposition gratuite de vaccins, selon le modèle joint au rapport ;
- de m'autoriser à signer les conventions établies, selon le modèle joint en annexe, avec les associations Médecins Solidarité Lille et Pédiatres Du Monde, ainsi qu'avec les Services InterUniversitaires de Médecine Préventive et de Promotion de la Santé de Lille (SIUMPPS).

CODE GRAND ANGLE		- 2/8 - ENGAGEMENTS		
OPERATION	ENVELOPPE	AUTORISES	DEJA CONTRACTES	PROPOSES DANS LE RAPPORT
15002OP001	15002E06	544 000 €	30 992,58 €	25 000 €

Jean-René LECERF
Président du Département du Nord

CONSEIL DEPARTEMENTAL
Réunion du 29 juin 2020

OBJET : Attribution d'un soutien financier au titre de l'action sociale, de l'insertion et du logement.

SOUTIEN A L'ANIMATION GLOBALE DES CENTRES SOCIAUX

L'enjeu du partenariat avec les centres sociaux est de déterminer, dans le cadre d'une approche transversale, intergénérationnelle et de mixité sociale, les axes de collaboration opérationnels entre les centres sociaux et les services départementaux dans ces différents domaines, dans une perspective de développement social.

La fonction d'animation globale est le socle de fonctionnement du centre social. Elle se définit comme une approche généraliste, par des professionnels qualifiés, qui implique les habitants et qui permet, sur un territoire d'intervention, la prise en compte des interrelations entre les différents acteurs dans une perspective de développement social.

Pour cette raison, le Département apporte son soutien financier au titre de l'animation globale aux centres sociaux bénéficiant d'un agrément de la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) en cours de validité. Pour l'animation globale, l'enveloppe 2020 est reconduite à hauteur de 3 132 981 €, soit 20 477 € pour chacun des 153 centres sociaux. Cette année au regard du contexte sanitaire particulier, il a été possible de financer 131 des 153 centres sociaux par la voie d'un arrêté du Président du Conseil départemental pour les structures à statut associatif pour un montant total de 2 682 487 € (annexe 1 pour information). Le présent rapport concerne les 22 centres sociaux restant portés soit par des communes, soit par des Centres Communaux d'Action Sociale (CCAS) et ne pouvant faire l'objet d'un arrêté pour un montant total de 450 494 € (annexe 2).

FONDS DE SOLIDARITE POUR LE LOGEMENT (FSL) / CONVENTION DE GESTION AVEC LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DU NORD (ANNEXE 3)

Pour permettre le paiement des aides du FSL, le Département a confié la gestion comptable et financière du Fonds à la Caisse d'Allocations Familiales du Nord.

La convention de gestion ici présentée a été actualisée et adaptée au FSL du Département, à ses attentes sur l'instruction des aides et sur les échanges de données. Elle prévoit comme en 2019, une rémunération de la CAF du Nord à hauteur de 350 000 € au titre de 2020.

Je propose au Conseil départemental :

- d'attribuer des subventions de fonctionnement au titre du soutien à l'animation globale menée par les centres sociaux d'un montant total de 450 494 € répartis dans le tableau joint en annexe 2;
- d'approuver les termes de la convention de gestion du Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) entre le Département du Nord et la Caisse d'Allocations Familiales du Nord jointe en annexe 3 ;

- de verser une rémunération à hauteur de 350 000 € au titre de l'année 2020 à la Caisse d'Allocations Familiales pour l'accomplissement des missions visées à la convention de gestion du FSL ;
- de m'autoriser à signer cette convention de gestion du FSL, jointe en annexe 3.

CODE GRAND ANGLE		ENGAGEMENTS		
OPERATION	ENVELOPPE	AUTORISES	DEJA CONTRACTES	PROPOSES DANS LE RAPPORT
12002OP001	12002E15	3 133 000 €	0 €	450 494 €
12003OP001	12003E01	350 000 €	0 €	350 000 €

Jean-René LECERF
Président du Département du Nord

CONSEIL DEPARTEMENTAL
Réunion du 29 juin 2020

OBJET : Attribution d'une participation financière aux structures communales pour le financement de Postes de Prévention Jeunesse - subventions 2020.

Dans le cadre des orientations départementales de la politique de prévention jeunesse, adoptées par le Conseil départemental le 22 mai 2017 (DEFJ/2017/15), le Département a souhaité une évolution du dispositif des Postes de Prévention Jeunesse (PPJ) au regard des enjeux de prévention de l'absentéisme et du décrochage scolaire, et de lutte contre les phénomènes de radicalisation.

Dès lors, pour une action plus précoce auprès des adolescents et de leur famille, le dispositif est recentré en direction des jeunes âgés de 11 à 18 ans et prioritairement sur la tranche d'âge des collégiens. En outre, la refonte de la politique jeunesse a conduit à un rééquilibrage territorial notamment en faveur des territoires du sud du Département, sous-dotés en moyens de prévention jeunesse.

Ainsi, en 2019, une partie des moyens budgétaires issus du dispositif PPJ a été redéployée vers les clubs de prévention pour créer des équipes nouvelles ou conforter les équipes existantes sur les territoires prioritaires.

Cependant, des situations particulières liées aux spécificités du public suivi, au territoire ou encore à l'évolution des missions vers un poste d'Acteur de Liaison Sociale en Environnement Scolaire (ALSES), ont amené le maintien de plusieurs postes PPJ :

- 3 postes portés :
 - soit par une commune (Aulnoy-lez-Valenciennes, territoire sous-doté en moyens de prévention jeunesse) ;
 - soit par une association (2 postes à l'Association Baptiste pour l'Entraide et la Jeunesse (ABEJ), payés par arrêté du Président par Délégation « de plein droit » instituée par l'art. 1er III de l'ordonnance N°2020-391 du 1er avril 2020) ;
- 1 poste, porté par la commune de Loos, qui a évolué vers une fonction d'ALSES au collège de Loos afin de renforcer l'intervention en prévention spécialisée.

En conséquence, je propose au Conseil départemental :

- d'attribuer une subvention pour l'année 2020 aux 2 organismes concernés selon les modalités reprises dans le tableau ci-joint (cf. annexe 1), pour un montant global de 58 713,95 € ;
- de m'autoriser à signer la convention entre le Département du Nord et la commune d'Aulnoy-lez-Valenciennes dans les termes du projet joint en annexe 2, relative au renouvellement du poste de prévention jeunesse ;

- 2/10 -
- de m'autoriser à signer la convention entre le Département du Nord et la commune de Loos dans les termes du projet joint en annexe 2, relative à la mise en œuvre d'un acteur de liaison sociale en environnement scolaire.

CODE GRAND ANGLE		ENGAGEMENTS		
OPERATION	ENVELOPPE	AUTORISES	DEJA CONTRACTES	PROPOSES DANS LE RAPPORT
11004OP008	11004E15	5491203	5319500	58713,95

Jean-René LECERF
Président du Département du Nord

CONSEIL DEPARTEMENTAL
Réunion du 29 juin 2020

OBJET : Soutien du Département du Nord au secteur des Services d'Aide et d'Accompagnement à Domicile dans le contexte post COVID-19.

Le Département a engagé depuis plusieurs années, une stratégie ambitieuse d'accompagnement et soutien du secteur d'aide à domicile. La mise en œuvre d'une stratégie unifiée de financement, la tenue du Printemps des Services d'Aide et d'Accompagnement à Domicile (SAAD), suivies de la création d'un « livre vert » témoignent de cette politique d'engagement.

Le « livre vert » et son levier financier, la convention au titre de la section IV de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (CNSA), délibérée le 24 avril 2020 (DOSAA/2020/50) d'un montant global de 8,6 M €, posent les grands principes de la stratégie départementale envers le secteur de l'aide à domicile et les axes de développement nécessaires à assurer un maintien à domicile de qualité.

Par cette délibération, le Département souhaite conforter son engagement auprès de l'aide à domicile en prenant en compte la crise sanitaire actuelle. Il s'agit de rappeler les mesures prises pendant la pandémie, d'amplifier le soutien départemental au secteur et donc de réviser les modalités de financement.

I/ LES PRINCIPALES MESURES PRISES DEPUIS LE DÉBUT DE LA PANDÉMIE COVID-19

Dès le début de la crise sanitaire, le Département a réaffirmé son soutien au secteur :

1.1 - Des avances qui permettent de soutenir les trésoreries

Au regard des instructions ministérielles, de l'absentéisme du personnel (principalement lié à la garde d'enfants) et du refus d'usagers de faire entrer au domicile des tiers, les SAAD ont priorisé leur activité sur les actes essentiels à l'accompagnement des personnes vulnérables (lever, repas, coucher, aide à la toilette). La baisse de l'activité est estimée à environ 20%.

Malgré la baisse de l'activité et afin de soutenir les services intervenant au domicile, le Département a maintenu son système d'avances trimestrielles à hauteur de 90 % sur l'Allocation Personnalisée Autonomie (APA) et de 70 % sur la Prestation de Compensation du Handicap (PCH) pendant toute la période de confinement. Pour les SAAD ayant une faible activité et qui ne bénéficient pas habituellement d'avance, les financements ont été maintenus sur la base de l'activité réalisée sur les mois antérieurs.

1.2 - Une livraison régulière de matériel et de protections individuelles

Depuis le 30 mars, le Département assure la distribution de masques aux SAAD, pour le compte de l'Agence Régionale de Santé (ARS), à raison de 130 000 masques par semaine (soit 15 masques par équivalent temps plein) et des flacons de solution hydro-alcoolique.

En ce qui concerne les commandes du Département, ont été livrés au fil des réceptions, 400 000 masques FFP2 (pour les Etablissements d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) et SAAD), 600 000 masques chirurgicaux, 420 000 paires de gants, 62 000 visières, 10 000 charlottes et 3 000 blouses lavables.

1.3 - Un dispositif d'écoute et de dialogue permanent

Afin de suivre l'évolution de l'activité au plus près et les impacts inhérents, le Département a élaboré un questionnaire hebdomadaire à destination des SAAD. Un premier bilan permet de constater l'absence de rupture d'accompagnement dans les prises en charge durant l'ensemble de la période concernée et qu'une centaine de personnes âgées et/ou en situation de handicap, positives ou symptomatiques au covid-19, ont pu être accompagnée au domicile.

Afin d'assurer un suivi dynamique des besoins, des adresses mails dédiées ont été créées :

- pour recenser les besoins en équipement : materielcovid19@lenord.fr ;
- pour les questions générales et situations individuelles : covid19-autonomie@lenord.fr ;
- pour les recommandations et tests : cellulemedicale59@lenord.fr.

Au-delà de ces boîtes-mail, le Département a mobilisé les médecins des Pôles Autonomie afin d'apporter un soutien médical notamment aux structures handicap non médicalisées.

Une visio-conférence hebdomadaire avec tous les représentants du secteur s'est tenue en présence de la Vice-Présidente en charge de l'Autonomie et a permis un dialogue permanent avec les SAAD.

1.4 – Un maintien des droits pour les personnes

Conformément aux dispositions nationales, le Département a mis en œuvre la prolongation automatique des droits APA et PCH dès le début de la crise sanitaire.

Au-delà des dispositions prises pendant le confinement, il est proposé des mesures de soutien en sortie de confinement. En effet, la crise sanitaire a mis en exergue le professionnalisme des salariés des SAAD qui a permis le maintien à domicile de nombreux Nordistes dans le cadre d'une prise en charge de qualité de service tout en maintenant le lien social. C'est pourquoi, il apparaît essentiel de soutenir les SAAD par de nouvelles mesures permettant de reconnaître l'investissement des professionnels pendant cette période de crise sanitaire et d'apporter un soutien structurel essentiel à ce secteur pour assurer sa pérennité.

Les mesures proposées s'inscrivent dans le prolongement de l'ambition du Département engagée depuis le début du mandat pour répondre au souhait des Nordistes de se maintenir à domicile le plus longtemps possible et de préserver ainsi leur autodétermination dans leur choix de vie.

II/ LES NOUVELLES MESURES PROPOSÉES

2.1 - Une prime exceptionnelle covid-19 de 3,9 M € à destination des salariés des SAAD et des Résidences - Autonomie (RA)

La période inédite vécue ces trois derniers mois a mis en exergue l'écart de reconnaissance portée entre le secteur sanitaire et le secteur de l'aide à domicile. Pour exemple la prime accordée aux soignants par l'Etat n'est pas généralisée au secteur du domicile.

Afin de reconnaître et de valoriser des métiers de l'aide à domicile, le Département souhaite prendre une mesure forte envers les personnels de ce secteur.

Il est proposé l'attribution d'une dotation aux SAAD et aux résidences - autonomie d'un montant global de 3,9 M€ permettant le versement à leurs professionnels d'une prime covid-19.

Ce montant est réparti sur la base des heures déclarées en mars 2019. Une convention (en annexe 3) définit les conditions de financement notamment les modalités de contrôle des versements effectifs aux professionnels, le plafonnement de la prime à 1 000 € par salarié et le versement de la prime avant le 31 août 2020. Sur cette base, le montant moyen de la prime s'établit à 515 € par salarié. Cette prime ne pourra être versée qu'aux professionnels dont le revenu ne dépasse pas 3 fois le SMIC horaire.

Le détail permettant le paiement apparaît en annexe 1 pour les SAAD, en annexe 2 pour les résidences - autonomie.

2.2 - Un soutien financier supplémentaire de plus de 10 M € par an.

La loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement, ainsi que les différents décrets reliés à cette loi constituent le socle pour garantir la qualité des prestations, l'accessibilité au service et l'équilibre du financement de l'APA et de la PCH.

Dans ce cadre, le Département a mis en place, à partir d'octobre 2017, un montant de prise en charge unique de ces deux prestations à hauteur de 21 €/heure pour l'ensemble des services. Avant la crise sanitaire, un scénario prévoyant l'augmentation de + 0,50€ le montant de la prise en charge départementale était à l'étude.

Il est proposé d'augmenter la prise en charge départementale horaire de 1 € la portant ainsi à : 22 € pour le mode prestataire, 14,73 € pour le mode mandataire et 12,10 € pour l'emploi direct APA dès le 1^{er} Octobre 2020. L'incidence financière 2020 est estimée à 1 950 000 € en APA et 500 000 € en PCH.

Par ailleurs, le mécanisme national du plafonnement de l'APA conduirait au regard de l'augmentation de la prise en charge départementale à devoir écriéter 5 496 plans d'aide. Dès lors, il est proposé un maintien à l'identique des prestations pour ces usagers. Cette disposition est estimée à un coût financier net de 400 000 €.

Cette mesure sera pérenne et représentera à l'avenir un montant de près de 10,2 M€ par an supplémentaire pour le secteur de l'aide à domicile.

2.3 - Une première évolution sur le reste à charge pour l'APA

De manière complémentaire et en cas de nécessité, le Département laisse la possibilité aux SAAD de facturer un différentiel soutenable à l'utilisateur. Afin de garantir cette soutenabilité, le Département a fixé un plafond facturable à 10 % de l'Allocation de Solidarité aux Personnes Agées (actuellement de 903,20 €).

Pour tenir compte des capacités contributives ^{- 2/11} en fonction des revenus des personnes âgées, il est proposé, à compter du 1^{er} octobre 2020, de :

- maintenir ce plafonnement de participation pour les usagers qui ont un coefficient de participation légal APA inférieur à 60 % ;
- permettre auprès des usagers ayant une participation égale ou supérieure à 60 % de supprimer ce plafond. Ce seuil représente des ressources mensuelles supérieures à 2 400 € et concerne 6 % des usagers.

A noter que le recours au crédit d'impôt permet de diminuer de 50 % l'impact de ce reste à charge. Le Département engagera une stratégie d'information sur celui-ci. Cette mesure constitue une première étape conformément aux propositions du livre vert : un groupe de travail sur ce sujet est installé pour évaluer la mesure et la faire évoluer si besoin.

2.4 – Une compensation forfaitaire pour la prise en charge de personnes atteintes du covid-19

Pendant la crise sanitaire, les SAAD sont intervenus auprès de personnes atteintes ou suspectes au covid-19. Pour ces situations, le professionnel du SAAD doit assurer une surveillance à domicile accrue conformément aux prescriptions nationales.

A cette surveillance vient s'ajouter le temps nécessaire pour s'équiper de matériels de protection adéquats en amont de l'intervention et les retirer en quittant le domicile de l'utilisateur. Ce temps d'habillage/déshabillage est imposé à tous durant la période de crise sanitaire afin de limiter la propagation du virus.

Il est proposé de verser une compensation financière spécifique à ce titre, à hauteur de **300 euros par cas confirmé ou symptomatique de covid-19 et de retour d'hospitalisation pour covid-19 à domicile accompagné par un SAAD pour une enveloppe totale estimée à 210 000 €.**

Elle prendra en compte la période du 24 mars 2020 au 10 juillet 2020, dates correspondant à la période d'état d'urgence sanitaire en France inscrite dans la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19.

2.5 – Un soutien départemental au partage des bonnes pratiques

Il est proposé que le Département accompagne la mise en place d'un programme de formation et de partage de bonnes pratiques professionnelles à hauteur de 20 000 € pour intervenir auprès d'un cas confirmé, de suspicion de covid-19 ou de retour d'hospitalisation pour covid-19 à domicile. Ce programme sera dispensé par des SAAD identifiés, ayant mis en place des équipes d'intervention dédiées à la gestion du covid-19, à l'issue d'un appel à manifestation d'intérêt.

En conséquence, je propose au Conseil départemental :

- d'adopter les propositions de soutien au secteur de l'aide à domicile définies dans le présent rapport, et notamment :
 - la compensation forfaitaire des coûts de prise en charge des bénéficiaires de l'APA et de la PCH souffrant du covid-19 pour une enveloppe totale de 210 000 € ;
 - l'accompagnement de la mise en place d'un programme de sensibilisation et de partage de bonnes pratiques professionnelles de gestion des bénéficiaires souffrant du covid-19, à hauteur de 20 000 € ;
 - l'augmentation de la prise en charge départementale horaire de 1 € la portant ainsi à : 22€ pour le mode prestataire, 14,73 € pour le mode mandataire et 12,10 € pour l'emploi direct APA au 1^{er} Octobre 2020, pour un coût en 2020 de 2 450 000 € ;

- ^{- 2/11 -} une première évolution sur le reste à charge de l'APA.

- d'attribuer une dotation aux SAAD (annexe 1) et aux résidences – autonomie (annexe 2) d'un montant global de 3 847 510 € permettant le versement à leurs professionnels d'une prime covid-19 ;
- de m'autoriser à signer les conventions d'attribution d'une dotation aux services d'aide et d'accompagnement à domicile / résidences – autonomie en vue du versement d'une prime exceptionnelle départementale au personnel dans les termes du projet joint en annexe 3.

CODE GRAND ANGLE		ENGAGEMENTS		
OPERATION	ENVELOPPE	AUTORISES	DEJA CONTRACTES	PROPOSES DANS LE RAPPORT
13001OP001	13001E01	34 168 216,00	34 168 216,00	379 166,67
13001OP004	13001E01	116 200 000,00	116 200 000,00	4 420 047,33
14001OP004	14001E01	44 827 284,00	44 827 284,00	1 380 786,00
13002OP001	13002E01	49 284 482,50	49 284 482,50	347 510,00

Jean-René LECERF
Président du Département du Nord

**CONSEIL DEPARTEMENTAL
REUNION DU 29 JUIN 2020**

AMENDEMENT AU PROJET DE DELIBERATION N° DOSAA/2020/237

OBJET : Soutien du Département du Nord au secteur des Services d'Aide et d'Accompagnement à Domicile dans le contexte post COVID-19

EXPOSE DES MOTIFS

Le décret n°2020.711 du 12 juin 2020, définit les conditions du versement d'une prime exceptionnelle aux personnels des Etablissements et Services Médico Sociaux des trois fonctions publiques dans le cadre de l'épidémie de covid-19.

Ce décret fixe les conditions d'exonération, pour les salariés de la fonction publique bénéficiant de cette prime, à un délai de versement au 31 décembre et un plafond de prime à 1 500 €.

Dès lors, le délai d'attribution de la prime « départementale » initialement prévu au 31 août peut et doit être porté au 31 décembre pour ce secteur.

Il en est de même pour le plafond : la prime « départementale » reste plafonnée à 1 000 € par salarié, toutefois l'employeur peut majorer cette prime, sans dépasser les montants fixés par les textes en vigueur.

Il est donc proposé de viser ce nouveau décret et d'en intégrer les modalités dans le rapport et la convention en annexe 3. Les annexes 1 et 2 restent inchangées.

DISPOSITIF

Dans le rapport :

Il est écrit

Chapitre II LES NOUVELLES MESURES PROPOSEES

2.1 Une prime exceptionnelle covid-19 de 3,9 M € à destination des salariés des SAAD et des Résidence –Autonomie (RA) :

« Il est proposé l'attribution d'une dotation aux SAAD et aux résidences - autonomie d'un montant global de 3,9 M€ permettant le versement à leurs professionnels d'une prime covid-19.

Ce montant est réparti sur la base des heures déclarées en mars 2019. Une convention (en annexe 3) définit les conditions de financement notamment les modalités de contrôle des versements effectifs aux professionnels, le plafonnement de la prime à 1 000 € par salarié et le versement de la prime avant le 31 août 2020. Sur cette base, le montant moyen de la prime s'établit à 515 € par salarié. Cette prime ne pourra être versée qu'aux professionnels dont le revenu ne dépasse pas 3 fois le SMIC horaire. »

Il est proposé de supprimer « le plafonnement de la prime à 1 000 € par salarié et le versement de la prime avant le 31 août 2020 ».

Il est proposé la rédaction suivante :

« Il est proposé l'attribution d'une dotation aux SAAD et aux résidences - autonomie d'un montant global de 3,9 M€ permettant le versement à leurs professionnels d'une prime covid-19.

Ce montant est réparti sur la base des heures déclarées en mars 2019. Une convention (en annexe 3) définit les conditions de financement notamment les modalités de contrôle des versements effectifs aux professionnels, le plafond de la prime « départementale » à 1 000 € par salarié. Sur cette base, le montant moyen de la prime s'établit à 515 € par salarié. Cette prime ne pourra être versée qu'aux professionnels dont le revenu ne dépasse pas 3 fois le SMIC horaire. »

Ces modifications n'ont pas d'incidence sur les propositions de décisions.

Dans la convention d'attribution d'une dotation aux services d'aide et d'accompagnement à domicile/résidence autonomie en vue du versement d'une prime exceptionnelle départementale au personnel- annexe 3 du rapport :

Il est proposé :

- d'ajouter le visa suivant :

« Vu le décret n° 2020-711 du 12 juin 2020 relatif au versement d'une prime exceptionnelle aux personnels des établissements et services publics sociaux et médico-sociaux de la fonction publique hospitalière, de la fonction publique territoriale et de la fonction publique de l'Etat dans le cadre de l'épidémie de covid-19. »

- **Article 2 : Modalités d'attribution et de paiement de la prime exceptionnelle départementale**

Il est écrit :

« Le Département attribue au gestionnaire une dotation d'un montant de euros.

La dotation sera réglée en une fois dès l'entrée en vigueur de la présente convention et avant le 31 juillet 2020. »

Il est proposé la rédaction suivante :

« Le Département attribue au gestionnaire une dotation d'un montant de euros.

« La dotation sera réglée en une fois dès l'entrée en vigueur de la présente convention. »

- Article 3 : Engagements du gestionnaire

Il est écrit :

« Le gestionnaire s'engage à :

- Dépenser l'ensemble de la dotation départementale à des fins de primes exceptionnelles versées aux personnels. Le cas échéant, le reliquat sera titré par le Département ;
- Verser une prime au personnel percevant un salaire d'un montant maximal équivalent à trois fois le smic horaire ;
- Respecter un plafond de 1 000 euros par prime versée afin de bénéficier de l'exonération d'impôt sur le revenu, de toutes les cotisations et contributions sociales d'origine légale ou conventionnelle ainsi que des participations, taxes et contributions prévues à l'article 235 bis du code général des impôts et à l'article L. 6131-1 du code du travail dans leur rédaction en vigueur à la date de son versement ;
- Respecter un montant moyen de 500 euros par salarié ;
- Indiquer sur les fiches de paie du personnel concerné la mention « Prime exceptionnelle départementale » en regard du montant alloué ;
- Fournir les pièces expressément demandées par le Département du Nord (DUE, accord d'entreprise, liste des salariés bénéficiaires avec montant alloué). »

Il est proposé la rédaction suivante :

« Le gestionnaire s'engage à :

- Dépenser l'ensemble de la dotation départementale à des fins de primes exceptionnelles versées aux personnels. Le cas échéant, le reliquat sera titré par le Département ;
- Verser une prime au personnel percevant un salaire d'un montant maximal équivalent à trois fois le smic horaire ; représentant environ un montant moyen de 500 euros par salarié.

Le gestionnaire est libre de majorer cette prime sur fonds propres en respectant les conditions fixées par l'article 7 de la loi n° 2019-1446 du 24 décembre 2019

de financement de la sécurité sociale pour 2020, dans sa version en vigueur au moment du versement, afin de bénéficier de l'exonération d'impôt sur le revenu, de toutes les cotisations et contributions sociales d'origine légale ou conventionnelle ainsi que des participations, taxes et contributions ;

- Verser cette prime au plus tard le 31 août 2020 (31 décembre 2020 pour les SAAD / Résidences Autonomie gérés par une entité des 3 fonctions publiques) ;
- Indiquer sur les fiches de paie du personnel concerné la mention « Prime exceptionnelle départementale » en regard du montant alloué ;
- Fournir les pièces expressément demandées par le Département du Nord (DUE, accord d'entreprise, liste des salariés bénéficiaires avec montant alloué). »

- Article 4 : Engagements du Département du Nord :

Il est écrit :

« Le Département s'engage à verser la dotation au gestionnaire du SAAD / de la Résidence Autonomie avant le 31 juillet 2020 afin que les primes puissent être versées au personnel sur la paie du mois d'août 2020 et ainsi être défiscalisées. »

Il est proposé la rédaction suivante :

« Le Département s'engage à verser la dotation au gestionnaire du SAAD / de la Résidence Autonomie après réception de la convention signée. »

La convention dans sa nouvelle rédaction est jointe en annexe.

Les propositions de décisions :

Le dernier alinéa serait par conséquent modifié comme suit :

- de m'autoriser à signer les conventions d'attribution d'une dotation aux services d'aide et d'accompagnement à domicile/résidences-autonomie en vue du versement d'une prime exceptionnelle départementale au personnel dans les termes du projet joint au présent amendement.



Jean-René LECERF
Président du Département du Nord

CONSEIL DEPARTEMENTAL
Réunion du 29 juin 2020

OBJET : Versement d'une prime aux personnels sociaux et médico-sociaux des Etablissements et Services de la protection de l'enfance mobilisés durant la période de confinement

Dans le contexte de crise sanitaire lié à la propagation du COVID-19, les établissements et services sociaux et médico-sociaux connaissent de fortes tensions liées à la gestion du personnel, à l'organisation pratique de l'accompagnement des publics, au respect des règles sanitaires ou encore aux difficultés à assurer certaines prestations et mesures.

Il leur a fallu par ailleurs adapter en urgence et temporairement l'organisation et le fonctionnement de leurs structures, afin d'assurer la mise à l'abri et le confinement d'enfants confiés à l'aide sociale à l'enfance.

Parallèlement se sont développées des modalités de soutien et de coopération inter-associatives et interinstitutionnelles, notamment à l'initiative du Département du Nord. De fait, des professionnels issus de plusieurs champs (aide à domicile, prévention spécialisée, etc.) ont pu venir appuyer les structures d'hébergement et contribuer ainsi à maintenir une qualité d'accompagnement indispensable.

La période inédite vécue ces deux derniers mois a mis davantage en exergue l'écart de reconnaissance porté entre le secteur sanitaire, médico-social, et le secteur social. Pour exemple la prime accordée aux soignants par l'Etat n'est pas généralisée au secteur de l'aide et de l'accompagnement à domicile, alors même que ces structures ont été au contact des plus vulnérables quotidiennement.

Dans un souci d'équité, de reconnaissance et de valorisation des métiers, le Département du Nord souhaite prendre une mesure forte envers les personnels socio-éducatifs mobilisés durant la période au sein des établissements et services nordistes.

Cette mesure prendra la forme d'un soutien budgétaire total de 1 010 000 €, pour permettre aux employeurs de verser une prime spécifique COVID aux professionnels socio-éducatifs mobilisés pendant la crise sanitaire.

1. Les principales mesures prises depuis le début de la pandémie COVID 19

Dès le début de la crise sanitaire, le Département a réaffirmé son soutien aux partenaires du secteur.

Afin de maintenir la viabilité des structures, le Département a préservé, durant cette période, la trésorerie des opérateurs, en maintenant les dotations mensuelles versées, avant même que l'ordonnance gouvernementale prévoyant ce maintien ne soit diffusée.

Dès le premier jour du confinement, des contacts quotidiens avec les services ont été pris afin de connaître leurs possibilités d'intervention et les difficultés rencontrées.

Suite à l'appel du Département, au regard des besoins identifiés et afin de maintenir un accompagnement de qualité des enfants protégés, il a été demandé à l'ensemble des services de venir en soutien au secteur. Des modalités de renfort aux établissements et aux assistants familiaux du Département ont été organisées.

A ces actions, il convient d'ajouter toutes les actions de continuité mises en œuvre par les services : lien téléphonique avec les familles, mise en place de soutien psychologique, etc.

Dès le 7 avril, le Département a assuré, dès réception de ses commandes, une distribution régulière d'équipements de protection individuelle : ont ainsi été livrés des masques, des gants et des flacons de solution hydro-alcoolique.

2. Prime Pandémie à destination des salariés des Services d'Aide et d'Accompagnement à Domicile

Il est proposé l'attribution d'une dotation supplémentaire d'un montant global de 60 000€ permettant le versement d'une prime COVID aux professionnels mobilisés pendant la crise sanitaire.

Ce montant se base sur le nombre de professionnels étant intervenus au domicile des familles pendant la période du 16 mars au 11 mai, et/ou venus en soutien aux établissements de l'Aide Sociale à l'Enfance ou aux assistants familiaux du Département.

Ce montant fera ensuite l'objet d'une répartition par les structures à leur personnel, en tenant compte des éléments de priorisation et de pondération suivants :

- les professionnels concernés sont les Auxiliaires de Vie Sociale, les Techniciens en Intervention Sociale et Familiale et les assistants parentaux ;
- une pondération sera appliquée en fonction du temps d'intervention de chaque salarié ;
- le montant de la prime ne devra pas excéder 1 000 € et devra être d'un montant moyen de 515 € ;
- cette prime ne pourra être versée qu'aux professionnels dont le revenu ne dépasse pas 3 fois le SMIC horaire.

3. Prime Pandémie à destination des salariés des clubs de prévention spécialisée

Il est proposé l'attribution d'une dotation supplémentaire d'un montant global de 60 000 € permettant le versement d'une prime COVID aux professionnels socio-éducatifs mobilisés pendant la crise sanitaire.

Ce montant se base sur le nombre de professionnels intervenus en renfort au sein des établissements d'hébergement de la Protection de l'Enfance, auquel est ajouté le nombre de professionnels ayant dû poursuivre de l'accompagnement de terrain (travail de rue).

Ce montant fera ensuite l'objet d'une répartition par les structures à leur personnel, en tenant compte des éléments de priorisation et de pondération suivants :

- les professionnels concernés sont les personnes étant intervenues en soutien aux établissements de l'ASE ou ayant poursuivi le travail de rue en présentiel dans certaines situations spécifiques ; mais également les professionnels mobilisés sur les unités temporaires ouvertes par le Département pour mettre en œuvre de nouveaux placements ou accueillir les jeunes de retour de fugues ;
- une pondération sera appliquée en fonction du temps d'intervention de chaque salarié ;
- le montant de la prime ne devra pas excéder 1 000 € et devra être d'un montant moyen de 500 € ;
- cette prime ne pourra être versée qu'aux professionnels dont le revenu ne dépasse pas 3 fois le SMIC horaire.

4. Prime Pandémie à destination des salariés des dispositifs d'hébergement

Il est proposé l'attribution d'une dotation supplémentaire d'un montant global de 590 000 € permettant le versement d'une prime COVID aux professionnels socio-éducatifs mobilisés pendant la crise sanitaire.

Ce montant se base sur le nombre de professionnels socio-éducatifs en contrats à durée indéterminée, tel qu'il apparaît au Budget Prévisionnel retenu 2019 des différents partenaires, nombre réduit à 80% pour tenir compte de l'absentéisme moyen constaté dans les sites d'hébergement.

Ce montant fera ensuite l'objet d'une répartition par les structures à leur personnel, en tenant compte des éléments de priorisation et de pondération suivants :

- les structures concernées relèvent des catégories suivantes :
 - Internats (Maisons d'Enfants à Caractère Social, foyers) ;
 - Centres parentaux / centres maternels ;
 - Pouponnières ;
 - Dispositifs de semi-autonomie et appartements ;
 - Placements Familiaux Spécialisés (pour le plateau technique, hors accueillants familiaux) ;
 - Structures d'hébergement pour Mineurs Non Accompagnés ;
 - Villages d'Enfants ;
 - Services d'Accueil d'Urgence.
- les professionnels concernés sont les personnes ayant maintenu leur activité professionnelle en présentiel et ayant ainsi permis de poursuivre l'accompagnement des enfants protégés ; mais également les professionnels mobilisés sur les unités temporaires ouvertes par le Département pour mettre en œuvre de nouveaux placements ou permettre les retours de fugues ;
- une pondération sera appliquée en fonction du temps d'intervention de chaque salarié ;
- le montant de la prime ne devra pas excéder 1 000 € , devra être d'un montant moyen de 500 € et devra tenir compte de toute autre prime attribuée dans le cadre de la crise du COVID 19.
- cette prime ne pourra être versée qu'aux professionnels dont le revenu ne dépasse pas 3 fois le SMIC horaire.

5. Prime Pandémie à destination des salariés des dispositifs de milieu ouvert et d'accompagnement sans hébergement

Il est proposé l'attribution d'une dotation supplémentaire d'un montant global de 150 000€ permettant le versement d'une prime COVID aux professionnels socio-éducatifs mobilisés pendant la crise sanitaire.

Ce montant se base sur le nombre de professionnels socio-éducatifs en contrats à durée indéterminée, tel qu'il apparaît au Budget Prévisionnel retenu 2019 des différents partenaires, nombre réduit à 50 % pour tenir compte des effets induits par les mesures de confinement, qui n'ont pas permis de maintenir une part importante de ces activités.

Ce montant fera ensuite l'objet d'une répartition par les structures à leur personnel, en tenant compte des éléments de priorisation et de pondération suivants :

- les structures concernées relèvent des catégories suivantes :
 - Services d'Action Educative en Milieu Ouvert ;

- Services d'Action Educative en Milieu Ouvert – Renforcée ;
 - Services d'Intervention Educative A Domicile – Renforcée ;
 - Services d'Accompagnement à la Parentalité ;
 - Services de suite ;
 - Accueils de Jour ;
 - Equipes mobiles situations complexes ;
- les professionnels concernés sont les personnes ayant maintenu leur activité professionnelle en présentiel et ayant ainsi permis de poursuivre l'accompagnement des enfants protégés ; mais également les professionnels redéployés sur les dispositifs d'hébergement ;
- une pondération sera appliquée en fonction du temps d'intervention de chaque salarié ;
- le montant de la prime ne devra pas excéder 1 000 € et devra être d'un montant moyen de 500 € ;
- cette prime ne pourra être versée qu'aux professionnels dont le revenu ne dépasse pas 3 fois le SMIC horaire.

6. Prime Pandémie à destination des accueillants familiaux intervenant en Placement Familial Spécialisé

Il est proposé l'attribution d'une dotation supplémentaire d'un montant global de 150 000€ permettant le versement d'une prime COVID aux professionnels mobilisés pendant la crise sanitaire.

Ce montant se base sur le nombre d'accueillants familiaux en poste pendant la période du 16 mars au 11 mai, et ayant accueilli en continu des enfants protégés.

Ce montant fera ensuite l'objet d'une répartition par les structures à leur personnel, en tenant compte des éléments de calcul et de pondération suivants, lesquels sont définis dans un souci d'équité de traitement vis-à-vis des assistants familiaux employés par le Département du Nord :

- un montant forfaitaire plancher de 500 € sera respecté ;
- lorsque l'accueillant familial aura accueilli plus de deux enfants durant toute la période, un montant supplémentaire de 250 € lui sera versé ;
- lorsque l'accueillant familial aura accueilli durant toute la période au moins un enfant relevant d'une prise en charge spécialisée (IME, ITEP, etc.), un montant supplémentaire de 250 € lui sera versé ;
- le montant de la prime ne devra pas excéder 1 000 €.

7. Modalités pratiques et traçabilité

Le versement de ces primes par le Département du Nord sera acté par arrêté de dotation globale complémentaire. Une convention (annexe 1) sera rédigée définissant les conditions de financement de chaque partenaire et précisant notamment les modalités de contrôle des versements effectifs aux professionnels, le plafonnement de la prime à 1 000 € par salarié et le versement de la prime avant le 31 août 2020. Le versement de la prime à chaque partenaire n'est pas conditionné à la signature de la convention.

Cette prime devra faire l'objet d'une indication explicite sur les fiches de paie du personnel concerné.

Le montant moyen financé par le Département du Nord sera de 500 € par professionnel mobilisé durant cette période de crise sanitaire (hors accueillants familiaux exerçant en service de Placement Familial Spécialisé). Cependant, cela n'obère en rien la possibilité pour les partenaires associatifs qui le souhaitent de financer une prime complémentaire financée par leurs fonds propres.

De façon subsidiaire, il sera également possible aux partenaires concernés de consacrer une partie des excédents qui auraient été réalisés dans le cadre des Contrats Pluriannuels d'Objectifs et de Moyens pour compléter ces dispositifs. Cela s'entendrait alors de façon prudentielle, en veillant à réserver une partie des excédents budgétaires au maintien de l'équilibre global de la structure, d'une part, et au financement des projets prioritaires des années à venir, d'autre part. En tout état de cause, le Département du Nord devra être tenu informé de façon précise des démarches actées en ce sens.

En conséquence, je propose au Conseil départemental :

- D'attribuer une prime exceptionnelle dont les montants et modalités de versement sont repris dans la présente délibération pour un montant total de total de 1 010 000 € :
 - aux salariés des Services d'Aide et d'Accompagnement à Domicile
 - aux salariés des clubs de prévention spécialisée
 - aux salariés des dispositifs d'hébergement
 - aux salariés des dispositifs de milieu ouvert et d'accompagnement sans hébergement
 - aux accueillants familiaux intervenant en Placement Familial Spécialisé,
- D'imputer les dépenses correspondantes au budget départemental 2020,
- De m'autoriser à signer la convention définissant les conditions de financement de chaque partenaire et précisant notamment les modalités de contrôle des versements effectifs aux professionnels (annexe 1),
- De m'autoriser à signer les arrêtés de dotation globale complémentaire.

CODE GRAND ANGLE		ENGAGEMENTS		
OPERATION	ENVELOPPE	AUTORISES	DEJA CONTRACTES	PROPOSES DANS LE RAPPORT
11001OP003	11001E01	205531525	105409845,22	710000,00
11006OP004	11006E01	8400000	4255720,03	60000,00
11004OP002	11004E01	13160458	6771274,19	60000,00
11006OP001	11006E01	28096900	12176179,43	85000,00
11001OP004	11001E01	2612692	1386466,51	10000,00
11001OP002	11001E01	26000000	7637848,65	85000,00

Jean-René LECERF
Président du Département du Nord

CONSEIL DEPARTEMENTAL
Réunion du 29 juin 2020

OBJET : Revalorisation de la Prime Exceptionnelle versée aux assistants familiaux en application du décret n° 2020-570 du 14 mai 2020

Le décret du 14 mai 2020 relatif au versement d'une prime exceptionnelle à certains agents civils et militaires de la fonction publique de l'Etat et de la fonction publique territoriale soumis à des sujétions exceptionnelles pour assurer la continuité des services publics dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire déclaré pour faire face à l'épidémie de covid-19 permet aux collectivités territoriales de verser une prime exceptionnelle à ceux de leurs agents particulièrement mobilisés pour assurer la continuité du fonctionnement des services pendant la crise sanitaire (articles 1 et 3 du décret).

Les assistants familiaux, agents contractuels de droit public au Département sont éligibles et peuvent bénéficier de la prime exceptionnelle.

Celle-ci est plafonnée à 1 000 euros. L'article 8 du décret dispose que les modalités d'attribution de la prime exceptionnelle sont définies par délibération de l'organe délibérant de la collectivité territoriale dans la limite du plafond de 1000 euros précité.

Les bénéficiaires de la prime, le montant alloué et les modalités de versements sont en revanche déterminés par l'autorité territoriale.

Aux termes de l'article 3 du décret, sont considérés comme particulièrement mobilisés les personnels pour lesquels l'exercice des fonctions a, en raison des sujétions exceptionnelles auxquelles ils ont été soumis pour assurer la continuité du fonctionnement des services, conduit à un surcroît significatif de travail, en présentiel ou en télétravail ou assimilé.

Le surcroît significatif de travail est ainsi le seul critère permettant l'octroi de la prime exceptionnelle.

Le montant de cette dernière peut ensuite être modulé pour tenir compte de situations objectivement différentes.

Compte tenu des interventions même des assistants familiaux, de la fermeture des établissements, scolaires notamment, et de ses conséquences sur la présence continue des enfants au domicile de l'assistant familial, le « surcroît significatif de travail » est considéré comme caractérisé durant cette période

C'est pourquoi, le 24 avril 2020, le Conseil départemental a voté l'attribution d'une prime exceptionnelle aux assistants familiaux accueillant au moins 1 enfant en accueil continu (délibération DEFJ/2020/203).

Cette prime d'un montant fixe de 250 euros a été versée sur la paie de mai. Elle est exonérée d'impôts et de cotisations sociales.

Elle était accompagnée d'une prime variable d'un montant de 5 euros par jour et par mineur ou jeune majeur accueilli de manière effective entre le 16 mars 2020 et la fin du confinement destinée prendre en compte les frais supplémentaires auxquels doivent faire face les familles dans le cadre du confinement et notamment les dépenses alimentaires ou le matériel pédagogique.

Les assistants familiaux du Département du Nord qui ont accueilli au moins 1 enfant en accueil continu entre le 16 mars et le 2 juin 2020 sont éligibles à la prime exceptionnelle.

Le Comité Technique du 11 juin 2020 a émis un avis favorable à l'unanimité.

En conséquence, je propose au Conseil départemental de revaloriser la prime exceptionnelle aux assistants familiaux comme suit :

- Maintien du versement de la part variable d'un montant de 5 euros par jour (soit 265 euros maximum) et par mineur ou jeune majeur accueilli en continu et de manière effective entre le 12 mai et le 3 juillet ; les écoles, et les prises en charge en établissements spécialisés n'ayant repris que très partiellement dans le cadre du déconfinement.
- Revalorisation de la part fixe pour tous les assistants familiaux en prenant en compte le nombre d'enfants accueillis et la situation spécifique des enfants en situation de handicap, soit :
 - Une revalorisation systématique de **250 euros pour tous les assistants familiaux** ;
 - Une revalorisation **supplémentaire de 250 euros pour les assistants familiaux accueillant plus de 2 enfants**, le « surcroît significatif de travail » est caractérisé par l'accueil de trois ou quatre enfants ;
 - Une revalorisation **supplémentaire de 250 euros pour les assistants familiaux accueillant au moins 1 enfant qui bénéficie d'une décision d'orientation rendue par la Maison Départementale des Personnes Handicapées (MDPH)**. Les difficultés de prise en charge et les contraintes spécifiques sont clairement identifiées, elles sont liées au handicap de l'enfant ou à son état de santé.

Les assistants familiaux qui auront été identifiés sur l'ensemble des critères percevront ainsi la prime maximale de 1 000 euros.

CODE GRAND ANGLE		ENGAGEMENTS		
OPERATION	ENVELOPPE	AUTORISES	DEJA CONTRACTES	PROPOSES DANS LE RAPPORT
11002OP003	11002E01	142382000,00	72336307,91	2730930,00

Jean-René LECERF
Président du Département du Nord

CONSEIL DEPARTEMENTAL
Réunion du 29 juin 2020

OBJET : Changement de dénomination du collège Jules Ferry à Anzin

Conformément à l'article L421-24 du Code de l'Education, le Département est compétent en matière de dénomination des collèges publics. Il décide après avoir recueilli l'avis du Conseil d'administration de l'établissement et celui du maire de la commune concernée.

Le nouveau collège Jules Ferry, reconstruit avenue Anatole France à Anzin, sera mis en service au premier semestre 2021.

A l'issue d'une consultation menée par l'établissement auprès de tous les représentants de la communauté éducative et de la consultation du maire de la commune d'Anzin, la dénomination « Les Rochambelles » a été proposée.

« Les Rochambelles » fut le nom adopté par une unité d'infirmières volontaires engagées au combat lors de la libération de l'Europe et l'une des deux seules unités féminines à être engagée sur le front européen pendant la Seconde Guerre mondiale. Ces ambulancières, rattachées à la 2^{ème} division blindée du Général Leclerc, ont notamment participé au débarquement de Normandie lors de la libération de la France en 1944.

Ces femmes, par leur engagement, défendent les valeurs de courage et ont contribué à la lutte pour l'égalité entre les femmes et les hommes.

Lors de sa séance du 10 février 2020, le Conseil d'administration du collège s'est prononcé à l'unanimité pour le choix de la dénomination « Les Rochambelles » pour ce nouvel établissement. Cette modification est motivée par la volonté d'impulser une nouvelle dynamique en accord avec les valeurs portées par le collège.

Le maire de la commune d'Anzin a également émis un avis favorable à cette nouvelle appellation pour le collège.

Je propose au Conseil départemental :

- d'approuver le changement de dénomination du collège « Jules Ferry » à Anzin, reconstruit avenue Anatole France à Anzin, en collège « Les Rochambelles ».

Jean-René LECERF
Président du Département du Nord

CONSEIL DEPARTEMENTAL
Réunion du 29 juin 2020

OBJET : Evolution des tarifs 2021 de la demi-pension des collèges publics

I - EVOLUTION DES TARIFS 2021 DE LA DEMI-PENSION DES COLLEGES PUBLICS

L'article L213-2 du Code de l'éducation confie aux Départements la mission d'assurer la restauration dans les collèges dont ils ont la charge.

Par ailleurs, l'article R531-52 du Code de l'éducation précise que la fixation des tarifs de la restauration dans les collèges publics revient aux Départements.

Le Département du Nord fixe chaque année les orientations d'évolution des tarifs et valide les tarifs des repas proposés par les Conseils d'administration de chaque collège.

Comme les années précédentes, le Département prend en compte la hausse des prix à la consommation pour fixer les orientations d'évolution des tarifs.

1) Prévision moyenne de l'inflation

La prévision moyenne de l'inflation est de l'ordre de 1,3 % pour l'année 2021 (source : Projections macroéconomiques Banque de France).

Les tarifs de demi-pension en 2020 s'échelonnent entre 2,48 € et 3,34 €, pour un tarif moyen départemental du repas s'élevant à 2,86 €.

Afin de contenir l'impact pour les familles soumises aux tarifs les plus élevés, le tarif moyen de 2,86 € est retenu comme plafond dans le cadre de la hausse de tarif 2021 autorisée. Cette mesure de plafonnement s'inscrit pleinement dans la politique départementale de soutien aux familles, qui comprend également des dispositifs volontaristes : l'aide à la demi-pension et la création en 2019/2020 d'une aide spécifique pour les collégiens de l'Aide Sociale à l'Enfance placés chez les assistants familiaux (prise en charge des frais de repas supérieurs à 3 €).

Il est donc proposé de n'autoriser aucune majoration de tarif pour les collèges dont les tarifs sont supérieurs ou égaux à 2,86 € (hors augmentation au titre de l'approvisionnement local).

Par ailleurs, afin de rapprocher l'ensemble des collèges du tarif moyen départemental de 2,86 €, les collèges, dont le tarif du repas est inférieur, sont autorisés à augmenter leur tarif au titre de l'inflation.

2) Soutien à l'approvisionnement local

Pour favoriser l'approvisionnement local, une augmentation complémentaire de 0,10 € maximum est autorisée, pour les collèges le souhaitant, sans dépasser le tarif moyen augmenté de 0,10 €, soit 2,96 €. Depuis 2016, 51 collèges ont décidé de mobiliser ce dispositif (10 nouveaux collèges en 2020).

Pour les collèges ayant déjà augmenté leur tarif au titre de l'approvisionnement local, sans avoir atteint ce montant de 0,10 € autorisés, une nouvelle augmentation est autorisée et ce, à concurrence de la différence (soit un maximum de 0,10 € cumulés), sans dépasser le tarif moyen augmenté de 0,10 €, soit 2,96€.

Cette autorisation est conditionnée par l'engagement du collège à consacrer en 2021 au moins 25 % du montant total de son crédit denrées annuel, à des achats de proximité, conformément aux dispositions fixées par la délibération n° DE/2016/181 du 13/06/2016.

Afin de permettre aux collégiens des familles en difficulté de continuer à bénéficier de la demi-pension, le Département prend en charge ce surcoût en majorant les aides à la demi-pension de ce montant, évalué à 0,10 € maximum par repas pour l'année scolaire 2020/2021.

Les collèges ayant augmenté leur tarif au titre de l'approvisionnement local devront transmettre au Département au plus tard le 31 mars de l'année 2022 un bilan détaillé, validé par leur Conseil d'administration (bilan financier et par famille de produits) sur les dépenses engagées en approvisionnement local. Ce bilan permettra de mesurer leur niveau d'engagement dans la démarche et en particulier l'atteinte de l'objectif de 25 % pour les collèges ayant appliqué l'augmentation liée à cet engagement.

L'ensemble de ces propositions concerne les collèges dont le service de restauration est assuré en gestion directe ou les établissements accueillis par un autre collège. Elles ne s'appliquent pas aux collèges dont le service de restauration dépend de la Région, d'une commune ou d'un prestataire extérieur.

II - REVERSEMENT DE LA CONTRIBUTION DES FAMILLES AUX DEPENSES D'HEBERGEMENT (RCFDH)

S'agissant des cotisations perçues par le Département au titre du Reversement de la Contribution des Familles aux Dépenses d'Hébergement (RCFDH), correspondant à une participation aux charges de personnel assurées par le Département pour la restauration scolaire, il est proposé de reconduire les taux :

- 22,5 % des recettes encaissées par le collège pour les repas pris par les collégiens, lorsque la fabrication des repas est assurée par le collège,
- 10 % des recettes encaissées par le collège pour les repas pris par les collégiens, lorsque celui-ci n'assure pas lui-même la fabrication,
- pour les collèges accueillant des lycéens, le montant du RCFDH est basé sur les recettes encaissées par le collège pour les repas pris par les collégiens et les lycéens.

III - FONDS COMMUN DES SERVICES D'HEBERGEMENT (FCSH)

Le Fonds Commun des Services d'Hébergement (FCSH), alimenté par les cotisations prélevées sur les recettes perçues par les collèges pour les repas, est destiné à couvrir un déficit accidentel du service d'hébergement ou toute dépense nécessaire à la continuité du service, à laquelle un établissement ne serait pas en mesure de faire face. Il peut s'agir de perte de denrées suite à une panne de congélateur,

- 3/2 -

des frais liés au transport de repas en cas d'absence de demi-pension, de la prise en charge du surcoût engendré par le recours à un prestataire extérieur...

Dans tous les cas, la demande du collège doit être accompagnée d'un rapport détaillé précisant les conditions de la perte, la nature et la justification de la demande.

Il est proposé pour l'année civile 2021 de reconduire le taux de 0,75 % des recettes encaissées par le collège pour les repas pris par les collégiens. Pour les collèges accueillant des lycéens, le montant du FCSH est basé sur les recettes encaissées par le collège, pour les repas pris par les collégiens et les lycéens.

Cependant, compte tenu du montant élevé des dépenses et d'une baisse cumulée importante des recettes encaissées depuis 2011, il convient de proposer un virement exceptionnel pour le remboursement des factures des collèges. En effet, les factures en attente au 31 décembre 2019 représentent un montant total de 75 165 €.

Aussi, afin d'assurer la continuité des paiements pour l'année 2020, il est proposé le versement exceptionnel d'une somme de 115 000 € par le Département au budget FCSH. Ce montant correspond, d'une part, au montant en attente de paiement au 31 décembre 2019 (soit 75 165 €) et, d'autre part, au montant estimé manquant des cotisations annuelles perçues pour l'année 2020 (environ 40 000 €). L'équilibre du FCSH serait ainsi assuré, en lui affectant une somme de 115 000 €, prélevée sur les crédits ouverts pour l'Aide à la demi-pension du budget départemental.

Par ailleurs et jusqu'à présent, les frais de transport des repas ou des élèves vers d'autres établissements étaient remboursés au titre du FCSH, pour les collèges ne disposant pas de service de restauration.

Afin de permettre aux collèges un remboursement, dès réception des factures de transport, il est proposé, à partir de l'année 2021 de sortir du compte FCSH les dépenses de transport d'élèves et de repas. Ces dépenses reviendraient à la charge du Département dans le cadre de sa mission de restauration, conformément à l'article L 213-2 du Code de l'éducation : *« Le département assure l'accueil, la restauration, l'hébergement ainsi que l'entretien général et technique, à l'exception des missions d'encadrement et de surveillance des élèves, dans les collèges dont il a la charge. »*

Le coût est estimé à environ 140 000 € par an (104 000 € pour le transport des élèves et 36 000 € pour le transport des repas). Cette dépense supplémentaire sera prélevée sur les crédits de la ligne d'Aide à la demi-pension, à partir du budget départemental 2021.

Je propose au Conseil départemental :

En ce qui concerne l'évolution des tarifs des repas résultant de l'inflation :

- d'autoriser les collèges assurant le service des repas en gestion directe ou accueillis dans un autre collège, dont le tarif actuel est inférieur à 2,86 € (hors augmentation liée à l'approvisionnement local), à appliquer pour l'année civile 2021 une augmentation des tarifs des repas à hauteur de 1,3 % maximum du tarif pratiqué en 2020, conformément au taux d'inflation prévu (soit + 0,01 € à + 0,04 € selon le tarif initial du collège) ;
- de plafonner les tarifs ainsi modifiés à 2,86 € (hors augmentation au titre de l'approvisionnement local) et, conformément au tarif départemental moyen du repas, à 2,96 € pour les collèges engagés dans la démarche d'approvisionnement local.

En ce qui concerne l'évolution des tarifs des repas ^{3/2} visant à favoriser l'approvisionnement local :

- d'autoriser une augmentation complémentaire au titre de l'approvisionnement local jusque 0,10 €, lorsque le collège s'engage en 2021 à effectuer au moins 25 % d'achats de proximité et de renouveler cette augmentation pour les collèges ayant déjà augmenté leur tarif au titre de l'approvisionnement local les années précédentes, dans la limite globale de 0,10 € cumulés, sans dépasser le tarif moyen augmenté de 0,10 €, soit 2,96 € ;
- de demander aux collèges de transmettre au Département et au plus tard le 31 mars de l'année 2022, un bilan détaillé validé par leur Conseil d'Administration (financier, par familles de produits) sur les dépenses engagées en approvisionnement local ;
- de donner délégation à la Commission permanente pour fixer les tarifs de restauration au regard des propositions transmises par les établissements pour l'année civile 2021.

En ce qui concerne le RCFDH :

- de fixer le taux de reversement de la contribution des familles aux dépenses d'hébergement (RCFDH) :
 - à 22,5 % des recettes encaissées par chaque collège pour les repas pris par les collégiens et les lycéens (lorsque le collège accueille des lycéens), lorsque la fabrication des repas est assurée par le collège ;
 - à 10 % des recettes encaissées par chaque collège pour les repas pris par les collégiens et les lycéens (lorsque le collège accueille des lycéens), si celui-ci n'assure pas lui-même la fabrication.

En ce qui concerne le FCSH :

- de fixer à 0,75 % des recettes encaissées par chaque collège pour les repas pris par les collégiens et les lycéens (lorsque le collège accueille des lycéens), la cotisation prélevée sur les établissements pour le Fonds Commun des Services d'Hébergement (FCSH) ;
- de destiner le FCSH à couvrir un déficit accidentel du service d'hébergement ou toute difficulté d'organisation de la restauration à laquelle un collège ne peut pas faire face, remboursée sur présentation d'un rapport détaillé du collège permettant d'apprécier la nature et l'opportunité de la demande ;
- d'attribuer au FCSH, une somme de 115 000 €, prélevée à l'article 9328 – Nature comptable 6514 Opération 16001OP002 « Aide à la demi-pension », du budget départemental, pour rembourser les factures en attente des collèges ;
- de prendre en charge sur le budget départemental à compter de l'année 2021, les dépenses de transport d'élèves et de repas (et non plus sur le compte FCSH) ;
- de créer en contrepartie une tranche de financement sur la ligne d'Aide à la demi-pension destinée à permettre le remboursement des factures de transports d'élèves et de repas, à réception des factures acquittées ;
- de m'autoriser à signer tous les actes et documents permettant la mise en œuvre de ces décisions.

CODE GRAND ANGLE		ENGAGEMENTS		
OPERATION	ENVELOPPE	AUTORISES	DEJA CONTRACTES	PROPOSES DANS LE RAPPORT
16001OP002	16001E10	10 054 519,16	5 371 580,17	115 000
16001OP002	16001E21	7 600 000	0	140 000

Jean-René LECERF
Président du Département du Nord

CONSEIL DEPARTEMENTAL
Réunion du 29 juin 2020

OBJET : Avenant n°1 à la convention signée entre la ville de Faches-Thumesnil, le Département du Nord et le collège Jean Zay pour la restauration des élèves du collège

En application des dispositions du Code de l'éducation, le Département du Nord dispose d'une compétence générale en matière de restauration dans les collèges. A ce titre, il définit notamment les modes de gestion des services de restauration des collèges ainsi que les tarifs y afférents, dans l'objectif d'assurer un service public de qualité pour les élèves.

Bien que le collège Jean Zay de Faches-Thumesnil ne dispose pas de demi-pension propre, le Département propose un service de restauration aux collégiens.

La ville de Faches-Thumesnil a mis en place un service de restauration à destination des élèves des écoles maternelles et primaires communales et par délibération du 18 novembre 2019 (DE/2019/409), la Commission permanente a autorisé la signature d'une convention de partenariat entre le Département du Nord, la ville de Faches-Thumesnil et le collège Jean Zay à Faches-Thumesnil.

Cette convention fixe les modalités financières de la mutualisation de la salle de restauration entre la ville, le collège et le Département, pour l'accueil des collégiens le midi au restaurant scolaire communal et dans la salle polyvalente du collège contiguë.

Elle prévoit en outre la constitution d'un groupement de commandes pour le futur marché public de restauration scolaire que la ville doit renouveler. La ville est naturellement désignée coordonnateur d'un marché portant sur plus de 170 000 repas par an, car le Département ne commanderait qu'un peu plus de 12 000 repas par an pour les collégiens.

Néanmoins, la nouvelle majorité municipale, issue des élections municipales du 15 mars 2020, a souhaité se donner le temps de revoir le cahier des clauses techniques particulières de ce marché, qui ne pourra donc pas être mis en œuvre aux dates initialement prévues, à savoir la rentrée scolaire 2020/2021.

Dans ce cadre, il convient d'envisager la signature d'un avenant visant à prolonger la convention qui lie le Département, le collège Jean Zay et la ville de Faches-Thumesnil d'une année scolaire supplémentaire, afin de permettre la continuité de ce service public. Ainsi, le marché porté par le groupement de commandes pourra se mettre en place à la rentrée scolaire 2021/2022.

Les conditions de la convention actuelle restent identiques :

- la fourniture des repas aux collégiens et aux commensaux sera assurée par la Ville de Faches-Thumesnil ;
- le tarif appliqué pour l'année 2020 est le tarif départemental moyen de 2,84 € par repas, pour les collégiens ;

- le Département verse en compensation 1,78 € par repas à la ville de Faches-Thumesnil au titre de sa participation financière pour les frais de service et d'entretien, étant précisé que la gestion des factures aux parents et de l'aide à la demi-pension sera assurée par le collège.

Cette prolongation sera formalisée par un avenant dont les termes sont repris en annexe.

Je propose au Conseil départemental :

- de décider de maintenir pour l'année scolaire 2020/2021 l'accueil et le service de repas aux collégiens du collège Jean Zay de Faches-Thumesnil, par la ville, dans la salle de restauration communale attenante et dans une partie de la salle polyvalente du collège ;
- de maintenir le principe de la constitution d'un groupement de commandes entre la ville de Faches-Thumesnil et le Département, pour la mise en place d'un marché de service de restauration scolaire à destination des élèves des écoles maternelles et des collégiens du collège Jean Zay, à compter de la rentrée scolaire 2021/2022 ;
- de m'autoriser à signer l'avenant n°1 à la convention de partenariat, dans les termes du projet joint en annexe, entre le Département du Nord, la ville de Faches-Thumesnil et le collège Jean Zay à Faches-Thumesnil ;
- de m'autoriser à signer tous les documents permettant la mise en œuvre de cette décision ;
- d'imputer les dépenses correspondantes au budget départemental, programme 16 001, opération 16001OP002.

CODE GRAND ANGLE		ENGAGEMENTS		
OPERATION	ENVELOPPE	AUTORISES	DEJA CONTRACTES	PROPOSES DANS LE RAPPORT
16001OP002	16001E10	7 480 000	2 946 900,75	
16001OP002	16001E21	7 600 000	0	

Jean-René LECERF
Président du Département du Nord

CONSEIL DEPARTEMENTAL
Réunion du 29 juin 2020

OBJET : Avenant n° 2 à la convention de partenariat relative à la mutualisation des moyens de restauration scolaire entre le collège Desrousseaux et la cité scolaire Jean Macé à Armentières.

La ville d'Armentières est propriétaire d'une salle de restauration mitoyenne à la cuisine du collège Desrousseaux, construite lors de la reconstruction de l'établissement.

Par délibération du 16 novembre 2015 (DE/2015/863), le Conseil départemental a décidé la signature d'une convention établie pour une durée de quinze ans renouvelable entre le Département, le collège Desrousseaux et la ville d'Armentières, en vue de la mutualisation des moyens de restauration scolaire entre le collège et la cité scolaire Jean Macé d'Armentières.

Cette convention a été signée le 20 janvier 2016 par Monsieur Jean-René LECERF, Président du Conseil départemental, Madame Laurence DELVAUX, Principale du collège Desrousseaux et par M. Bernard HAESBROECK, Maire d'Armentières.

Des ajustements dans la mise en œuvre matérielle des dispositions ont été rendues nécessaires et ont fait l'objet d'un premier avenant, validé par le Conseil départemental, lors de sa réunion du 12 décembre 2016 (DESC//2016/478).

Aujourd'hui, après cinq années de fonctionnement de la restauration scolaire mutualisée, le nombre d'élèves des classes de maternelle et de primaire de la cité scolaire Jean Macé d'Armentières évolue, pour passer de 125 à 135 rationnaires accueillis quotidiennement et l'horaire d'accueil des élèves des classes maternelles passe de 11h45 à 12h00.

Par ailleurs, à partir du 1^{er} janvier 2021, la tarification du repas pour les écoliers sera revue à la hausse : 2,65 € (au lieu de 2,60 €).

Les modifications qu'il convient d'apporter à cette convention, pour la rendre applicable à compter du 1^{er} septembre 2020, nécessitent la signature d'un avenant joint en annexe 1.

Je propose au Conseil départemental :

- d'approuver l'avenant n° 2 à la convention de partenariat, du 20 janvier 2016, relative à la mutualisation des moyens de la restauration scolaire entre le collège Desrousseaux et la cité scolaire Jean Macé à Armentières ;
- de m'autoriser à signer cet avenant n° 2 à la convention de partenariat entre le Département, le collège Desrousseaux et la ville d'Armentières.

Jean-René LECERF
Président du Département du Nord

CONSEIL DEPARTEMENTAL
Réunion du 29 juin 2020

OBJET : Attribution des subventions d'investissement pour les travaux dans les collèges privés au titre de l'année 2020 - Caducité des conventions 2016 à 2018

I. ATTRIBUTION DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT POUR TRAVAUX AU TITRE DE L'ANNÉE 2020

L'article 69 de la loi du 15 mars 1850, dite Loi Falloux, a ouvert la possibilité aux collectivités locales de contribuer aux dépenses d'investissement des établissements scolaires privés. Cette disposition a été codifiée à l'article L. 151-4 du Code de l'Education selon lequel : « les établissements d'enseignement général de second degré privés peuvent obtenir des Départements (...) une subvention, sans que cette subvention puisse excéder le dixième des dépenses annuelles de l'établissement. Le Conseil Académique de l'Education Nationale (C.A.E.N.) donne son avis préalable sur l'opportunité de ces subventions. »

Conformément à la délibération DESC/2017/187 du 3 juillet 2017, l'investissement doit concerner « en priorité » l'accessibilité pour personnes à mobilité réduite et la mise aux normes de sécurité des locaux affectés à l'enseignement.

Pour l'année civile 2020, 30 collèges ont déposé un dossier pour la réalisation de travaux dans le respect des dispositions légales.

Les travaux d'accessibilité pour personnes à mobilité réduite représentent 30 % des demandes tandis que la mise en sécurité des bâtiments représente 50 % des dossiers. A ces deux thématiques s'ajoutent des demandes diverses à hauteur de 20 % (économies d'énergie, travaux acoustiques, aménagement et rénovation des bâtiments).

L'Union Diocésaine des Organismes de Gestion des Etablissements Catholiques (U.D.O.G.E.C.) a établi une proposition de répartition des subventions, en privilégiant la nature des travaux et quelques situations de collèges en difficulté financière passagère (annexe 1).

Pour mémoire, les subventions sont versées aux Organismes de Gestion des Etablissements Catholiques (O.G.E.C.). A ce titre, une convention est signée avec le collège bénéficiaire (annexe 2).

Le Département attribue ainsi 30 subventions à hauteur d'un montant d'1 million d'euros, sous réserve de l'avis du C.A.E.N.

II. CADUCITÉ DES CONVENTIONS 2016, 2017 ET 2018

10 conventions de financement signées entre 2016 et 2018 sont devenues caduques courant 2020, pour un montant total de 413 440 €. L'U.D.O.G.E.C. a néanmoins confirmé que les établissements concernés avaient effectivement réalisé les travaux faisant l'objet de la subvention.

Afin de clôturer définitivement les dossiers des années 2016 et 2017, d'une part, et de maintenir le bénéfice des subventions pour les dossiers dont les travaux ont été anticipés en 2018, d'autre part, il est proposé (sur présentation des documents permettant de confirmer l'effectivité des travaux), de verser exceptionnellement les subventions ou soldes restant dus. Les établissements concernés seront invités à signer une nouvelle convention (annexe 3), pour la perception des montants indiqués dans l'annexe 4, soit un montant total de 413 440 €.

Je propose au Conseil départemental :

- de décider l'attribution au titre de l'année 2020, des subventions aux collèges privés sous contrat, pour la réalisation de travaux destinés « en priorité » à l'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite et à la mise aux normes de sécurité des locaux affectés à l'enseignement, dans la limite d'1 million d'euros et selon la proposition de répartition de l'U.D.O.G.E.C. (annexe 1), sous réserve de l'avis du C.A.E.N. ;
- de m'autoriser à signer les conventions 2020 de financement des investissements immobiliers des établissements d'enseignement privé sous contrat et tous documents permettant de mettre en œuvre cette décision ;
- d'autoriser le paiement de 413 440 € correspondant aux reliquats de subventions aux collèges privés sous contrat concernés par la caducité de leurs conventions de financement pour les années 2016, 2017 et 2018 (annexe 4), sous réserve de la réalisation des travaux et de la fourniture des justificatifs ;
- de m'autoriser à signer les conventions avec les collèges concernés par la caducité des conventions signées en 2016, 2017 et 2018, selon le modèle joint (annexe 3) ;
- d'imputer les dépenses correspondantes sur l'opération 16003OP003

CODE GRAND ANGLE		ENGAGEMENTS		
OPERATION	ENVELOPPE	AUTORISES	DEJA CONTRACTES	PROPOSES DANS LE RAPPORT
16003OP003	16003E06	1 000 000	0	1 000 000

Jean-René LECERF
Président du Département du Nord

CONSEIL DEPARTEMENTAL
Réunion du 29 juin 2020

OBJET : Désaffectation au profit de la commune d'Hautmont des terrains et bâtiments du collège Auguste Périer à Hautmont.

L'Assemblée départementale a pris acte, lors de sa réunion du 7 octobre 2019 (DE/2019/330), du principe du rassemblement des secteurs des collèges Saint-Exupéry et Périer situés sur la commune d'Hautmont, suite au regroupement des deux établissements.

Dans cette perspective, le Département procède à des travaux d'agrandissement et de restructuration du collège Saint-Exupéry, afin qu'il puisse accueillir les effectifs actuels du collège Auguste Périer, dès la rentrée scolaire 2020-2021.

Les terrains d'assiette et bâtiments du collège Auguste Périer, situés 25 rue d'Hebburn à Hautmont, peuvent faire l'objet d'une désaffectation de ses fonctions d'enseignement secondaire afin d'être réintégrés dans le patrimoine de la collectivité propriétaire, c'est-à-dire la commune d'Hautmont.

La circulaire interministérielle du 9 mai 1989 fixe les modalités de désaffectation des biens des collèges. La proposition résulte d'une délibération du Conseil départemental ou d'une décision de la Commission permanente du Conseil départemental. La décision est ensuite prise par Monsieur l'Inspecteur d'Académie du Nord, par délégation du Préfet du département.

Je propose au Conseil départemental :

- de proposer à Monsieur l'Inspecteur d'Académie la désaffectation des terrains et des anciens bâtiments du collège Auguste Périer à Hautmont ;
- de remettre les locaux et les terrains désaffectés à la disposition de la commune d'Hautmont, propriétaire des biens, afin qu'ils soient réintégrés dans son patrimoine ;
- de m'autoriser à signer tous les documents nécessaires à la mise en œuvre de cette décision.

Jean-René LECERF
Président du Département du Nord

CONSEIL DEPARTEMENTAL
Réunion du 29 juin 2020

OBJET : Subventions et partenariats éducatifs : attribution d'une subvention à l'Institut d'Etudes Politiques Sciences Po Lille - Année scolaire 2020/2021

SUBVENTIONS ET PARTENARIATS : ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES (I.E.P.) SCIENCES PO LILLE- ANNÉE SCOLAIRE 2020/2021

Dans le cadre de sa politique éducative volontariste, le Département noue des partenariats avec différents organismes afin de favoriser la réussite des collégiens. Le soutien financier du Département s'inscrit dans un projet défini par le partenaire à destination des collégiens du Nord.

Tous les organismes ont été rencontrés dans le courant du premier trimestre 2020 par les services du Département.

En application des dispositions de l'ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020, visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales afin de faire face à l'épidémie de COVID 19, le Président du Conseil départemental procède à l'attribution des subventions aux associations.

Le versement des subventions aux associations concernées (Ligue de l'Enseignement du Nord, Fédération Laïque des Conseils de Parents d'Elèves du Nord (F.C.P.E.) et Associations des Parents d'élèves de l'Enseignement Libre (A.P.E.L.) des diocèses de Lille et Cambrai sera donc effectué par voie d'arrêté.

Attribution de subvention aux organismes apportant un soutien aux collégiens

Institut d'Etudes Politiques (I.E.P.) Sciences Po Lille

Le Programme d'Etudes Intégrées (P.E.I.) Collège s'inscrit dans un programme plus large de démocratisation des recrutements mis en place depuis 2007 par l'I.E.P. Sciences Po Lille, établissement public administratif. Il permet de sensibiliser des élèves de 3^{ème} de condition modeste, à une grande école qu'ils ne connaissent pas, de leur faire prendre conscience de leurs capacités et d'élargir leur horizon quant à leur orientation.

Une vingtaine de collèges publics du Nord, peut être retenue chaque année par l'I.E.P. (à raison d'une dizaine d'élèves par collège, soit environ 200 collégiens participants).

Les élèves travaillent en petits groupes encadrés par des étudiants de Sciences Po Lille et des professeurs référents dans le collège. Ils sont amenés à découvrir les locaux de Sciences Po Lille et présenter leur travail en fin d'année lors de la soutenance devant un jury.

Pour l'année scolaire 2020/2021, 21 collèges sont identifiés pour participer au programme.

Il est proposé d'accorder à l'I.E.P. Sciences Po Lille, pour l'année scolaire 2020/2021, une subvention d'un montant de 750 € par collège, soit au total une subvention d'un montant maximum de 15 750 € pour soutenir le Programme d'Etudes Intégrées Collège, dans le cadre d'une convention établie entre le Département et la structure (annexe 1).

Le versement s'effectuera au prorata du nombre de collèges réellement inscrits dans le dispositif à la rentrée 2020.

Je propose au Conseil départemental :

- d'attribuer une subvention d'un montant de 750 € par collège s'inscrivant dans la démarche, soit au total une subvention d'un montant maximum de 15 750 €, à l'Institut d'Etudes Politiques Sciences Po Lille, pour la mise en place du « Programmes d'Etudes Intégrées Collège » pour l'année scolaire 2020/2021 ;
- de m'autoriser à signer tous les actes, la convention et les documents permettant la mise en œuvre de cette décision ;
- d'imputer les dépenses correspondantes sur le programme 16001 « Accompagnement à la réussite des collégiens », opération 16001OP006 « Subventions – partenaires » au titre des politiques éducatives, chapitre 932//28, du budget départemental 2020 où les crédits sont disponibles.

CODE GRAND ANGLE		ENGAGEMENTS		
OPERATION	ENVELOPPE	AUTORISES	DEJA CONTRACTES	PROPOSES DANS LE RAPPORT
16001OP006	16001E15	120000	20160	15750

Jean-René LECERF
Président du Département du Nord

CONSEIL DEPARTEMENTAL
Réunion du 29 juin 2020

OBJET : Programmation et partenariats pour les équipements culturels départementaux suivants : le musée départemental Matisse, le Forum antique de Bavay, la Villa Marguerite Yourcenar, le Musverre, le Musée départemental de Flandre et le Forum départemental des Sciences.

MUSEE DEPARTEMENTAL MATISSE

❖ **PARTENARIAT AVEC L'OFFICE DE TOURISME DU CAMBRÉSIS DISPOSANT D'UN AGRÉMENT DE COMMERCIALISATION**

Dans le cadre de la loi n° 92-645 du 13 juillet 1992, fixant les conditions d'exercice des activités relatives à l'organisation et à la vente de voyages ou de séjours et de l'Ordonnance n° 2004-1391 du 20 décembre 2004, les Offices de Tourisme disposant d'un agrément de commercialisation délivré par ATOUT France et donc inscrits au registre des opérateurs de voyages et de séjours, sont autorisés à proposer à la vente des produits packagés.

Une garantie financière doit être souscrite auprès de l'Association Professionnelle de Solidarité du Tourisme, ainsi qu'une assurance obligatoire auprès d'une compagnie.

Le musée départemental Matisse constitue un équipement majeur du tourisme dans le Cambrésis, pouvant intégrer des propositions de circuits d'excursion ou produits séjour mis en place par les opérateurs de voyage agréés. Il est ainsi régulièrement sollicité pour figurer dans les offres packagées groupe ou individuel ou pour la vente directe d'entrées ou prestations, émanant des Offices de Tourisme et autres opérateurs, ayant un agrément de commercialisation.

Dans ce cadre, il est proposé d'autoriser le Département du Nord, pour le musée Matisse, à signer la convention de prestation de visite avec médiation proposée par l'Office de tourisme du Cambrésis, qui fixe les conditions de vente des prestations du musée Matisse et qui permet d'octroyer une commission de 10 % facturée sur le montant TTC de chaque réservation effectuée par les opérateurs de voyage. Cette commission prélevée s'applique à l'ensemble des prestations référencées, y compris les no-show, c'est-à-dire les prestations payées par le client, mais que celui-ci n'a pas consommées.

La convention, jointe au présent rapport, précise les modalités et relations entre les partenaires pour la promotion et la commercialisation de l'offre du musée départemental Matisse (annexe 1).

❖ **RENOUVELLEMENT DU PARTENARIAT AVEC LE CENTRE HOSPITALIER DU CATEAU-CAMBRÉSIS**

Dans un contexte sanitaire de déconfinement, le musée Matisse souhaite remercier le personnel hospitalier du Cateau-Cambrésis de son travail accompli pendant l'épidémie du COVID 19 en lui proposant une offre de bien-être (type Yog'art) au sein de ses collections.

Le musée Matisse souhaite également reconduire son partenariat (initié à l'occasion du 150^{ème} anniversaire de la naissance de Matisse) avec la maternité du Cateau-Cambrésis et ainsi proposer des

- 3/8 -

animations autour de la thématique de la naissance, de l'accompagnement jeune enfant, par l'initiation aux liens de parentalité au cœur des œuvres de sa collection.

La maternité de la ville accompagne la naissance de 427 nouveaux nés par an et assure le suivi des jeunes enfants en souffrance « Naissance Alcoolisme Fœtale ».

Contrairement aux maternités de Valenciennes, Cambrai et Saint Quentin qui se positionnent sur une expertise de plateau technique, le Centre hospitalier du Cateau-Cambrésis priorise un accompagnement de bien-être autour d'une offre de sophrologie, massage et portage bébé, hypnose.

Le musée souhaite s'aligner sur la proposition de soin et d'accompagnement du jeune enfant pour sensibiliser les jeunes mères au lien maternel dans le contexte d'un lieu culturel, de résilience et de ressourcement.

Cette proposition participe pleinement à la mise en valeur des actions et manifestations organisées par les structures associatives, culturelles ou institutionnelles.

La convention de partenariat est annexée au présent rapport (annexe 2).

❖ **MODIFICATION DES DATES DE L'EXPOSITION « TOUT VA BIEN MONSIEUR MATISSE »**

Par délibération du 3 juin 2019 (rapport n° DESC/2019/152), la Commission permanente a approuvé l'organisation de l'exposition intitulée « *Tout va bien Monsieur Matisse* », prévue du 4 avril 2020 au 17 janvier 2021 pour un montant de 480 000 €.

Au regard des mesures de confinement appliquées le 16 mars 2020 par l'Etat avec des restrictions de déplacements en France et à l'étranger, les transporteurs d'œuvres d'art ont été dans l'incapacité de livrer les œuvres. La majorité d'entre elles sont en attente de livraison et l'exposition, initialement prévue le 4 avril, ne peut ouvrir ses portes au public dans ce contexte.

Il est proposé de décaler l'ouverture aux publics à une date ultérieure, au début de l'été ou à la rentrée, une fois les œuvres réceptionnées et le montage de l'exposition terminé.

FORUM ANTIQUE DE BAVAY

❖ **EXPOSITION « LE GÉNIE DES LAMPES » DU 10 SEPTEMBRE 2020 AU 19 JANVIER 2021**

En 2013, le Forum antique de Bavay entamait une série d'expositions consacrées à ses collections. Ainsi, « *Voyage à travers les collections* », « *La pierre bleue, un marbre noir de l'Antiquité* », « *Nouveaux regards sur le Trésor des bronzes de Bavay* », ont permis de présenter au public l'important travail d'inventaire et de récolement des œuvres des réserves du musée. Chacune de ces expositions s'accompagnait d'un catalogue permettant l'édition et la diffusion de cet inventaire.

En 2018, le musée publiait sa collection de lampes à huile avec le catalogue « *Lux, luminaires en terre cuite de Bavay* ». Dans le sillage de cette édition, le Forum antique proposera du 10 septembre 2020 au 19 janvier 2021 une exposition visant à présenter cette collection dans sa diversité au grand public.

Cette exposition intitulée « *Le génie des lampes* » abordera, entre autre, les systèmes d'éclairage avant l'époque romaine et les fonctions de l'éclairage, ainsi que la diversité des matériaux employés pour les lampes (or, argent, verre rare, fer ou encore bronze luxueux).

Le montant de cette exposition est estimé à 80 000 €.

❖ **PARTENARIAT AVEC LE SERVICE D'ACCUEIL TEMPORAIRE DE JOUR (S.A.T.J.)**

Le Forum antique de Bavay et le Service d'Accueil Temporaire de Jour (S.A.T.J.) de Haumont souhaitent s'associer afin de mettre en place, en premier lieu, dans le cadre des expositions temporaires du musée, un livret de visite respectant les préconisations F.A.L.C. (Facile à Lire et à Comprendre) et dans un second temps, d'autres supports de communication et/ou de médiation.

Outre la mise en place d'un outil universel, accessible à tous, le projet de partenariat permettrait de construire un lien entre la structure médico-sociale et le Forum antique de Bavay pour favoriser, ainsi, le rayonnement du musée dans le cadre de son accessibilité.

Le partenariat sera mis en œuvre dès le mois de septembre 2020 afin de proposer un livret de visite, accessible à tous, après l'ouverture au public de l'exposition « Le génie des lampes », le jeudi 10 septembre 2020.

La convention de partenariat avec le SATJ est jointe au présent rapport (annexe 3).

VILLA MARGUERITE YOURCENAR

La Villa Marguerite Yourcenar, équipement culturel du Département du Nord dédié à la littérature contemporaine, accueille en résidence d'écriture des auteur(e)s et assure une programmation artistique et une médiation pédagogique à l'attention des habitants et des publics scolaires du territoire.

• **PROGRAMMATION DE SEPTEMBRE À DÉCEMBRE 2020**

La programmation se décline autour des rencontres mensuelles avec les auteur(e)s en résidence, les partenariats avec d'autres équipements culturels (Archives départementales, Maison natale Charles de Gaulle, Réseau des Maisons d'écrivains Haut-de-France, Festival Résonnances...), des expositions ouvertes le dimanche après-midi et des manifestations dédiées aux collégiens (journées collégiens, concours d'écriture collégiens).

Compte tenu de la crise sanitaire et ses conséquences, des aménagements et reports ont été effectués dans la programmation.

• **Vendredi 4 septembre :**

Exposition BLOC NOTES de Bruno DEWAELE

Et rencontre « littérature et photographie » animée par Guy Flodrops (MDN)

• **Vendredi 18 septembre, Spectacle tout public :**

(Initialement prévu en mai dans le cadre des journées collégiens)

Compagnie Bardaf Lénaïc Eberlin : spectacle « ZAWA-PINIM, l'homme Jaguar »

• **Dimanche 20 septembre, Journées Européennes du patrimoine, rencontre avec les auteurs en résidence :**

Auteurs : Patrice PLUYETTE, Franck THOMAS, Benedek TÓTTTH

Et lecture des textes de Géraldine SERBOURDIN

• **Mercredi 23 septembre :**

Journée de rencontre avec les auteurs dans le cadre de la convention entre la Villa et Pôle Emploi

- **Dimanche 4 octobre, « Dans la bibliothèque de Charles de Gaulle » :**

En partenariat avec la Maison Natale Charles de Gaulle

Lecture de Daniel Mesguich et rencontre avec Frédérique Neau-Dufour, historienne

- **Jeudi 15 octobre, rencontre avec les auteurs en résidence aux Archives départementales :**

Auteurs : Alain JASPARD, Dominique BRISSON, Francis TABOURET

- **Mercredi 21 octobre :**

Journée de rencontre avec les auteurs dans le cadre de la convention entre la Villa et Pôle Emploi

- **Vendredi 6 novembre, performance poétique et exposition :**

de Jean Baptiste CABAUD « Les hypothèses astronomiques de Louis Auguste Blanqui »

- **Dimanche 8 novembre, goûter littéraire (prévue initialement le 5 avril) :**

Autour de l'enfance de Marguerite Yourcenar, dans le cadre du Festival Résonances « Auteur/Lecteur » du Réseau des maisons d'écrivains Hauts-de-France
Compagnie Serge et Marcelle : « *Je n'eus jamais de livres d'enfants* ».

- **Dimanche 22 novembre, rencontre des auteurs en résidence :**

Jean-Baptiste CABAUD, Eduardo BERTI, Anne-Sophie SUBILIA

Concert Las Hermanas Caronni

- **Jeudi 3 décembre, 4^{ème} Journée d'Étude Nationale sur les Résidences d'Auteurs : « Des résidences pas secondaire » :**

Thématiques abordées : les résidences, maillons fragiles d'une chaîne fragile /les pérégrinations créatives des auteurs.

Depuis 3 ans, la Villa participe activement à ce groupe de travail qui permet de structurer les échanges au sein de ce réseau actif et varié des résidences d'auteurs.

Cette 4^{ème} journée organisée par et à la Villa affirme son inscription et sa reconnaissance au niveau national.

Le chalet Mauriac, résidence du Conseil régional nouvelle aquitaine, sera son partenaire principal.
La journée sera clôturée par une lecture musicale « La Grande Villa » de Laurence VILAINÉ.

- **Mardi 15 décembre, Journée professionnelle éducation nationale et partenaires :**

Destinée aux professionnels du livre et de la vie littéraire, enseignants, bibliothécaires, libraires, lecteurs... pour une présentation des auteurs accueillis en 2021.

- **Expositions les dimanches de 14h à 18h :**

Du 4 septembre au 30 octobre et du 3 au 20 décembre : « Bloc Notes »

Photographies de Bruno DEWAELE

Du 6 au 29 novembre : « Les hypothèses astronomiques de Louis Auguste Blanqui »

Dessins / Textes / Manuscrits de Jean-Baptiste CABAUD, auteur en résidence

La Villa Marguerite Yourcenar organise aussi en partenariat avec l'Éducation Nationale deux temps forts dédiés aux collégiens qui se verront remettre des « chèques lire » d'un montant de 15 €. Compte tenu des délais de fabrication et de réception des « chèques lire », la commande pour 2020 a été adoptée par délibération n° DSC/2019/232 du 7 octobre 2019.

- **Les journées des collégiens, les 17,18, 21 et 22 septembre 2020**

En accord avec l'Education Nationale, les journées des collégiens initialement prévues les 14, 15, 18 et 19 mai 2020, sont reportées en septembre.

500 collégiens seront accueillis dans le parc de la Villa pour assister au spectacle Zawa-Pinim avec la Compagnie Bardaf ; pour participer à des ateliers artistiques avec les compagnies Artemo et les Arpentistes ; à des ateliers BD avec Fabien Rypert ; rencontrer des auteurs jeunesse (Laurent Contamin, Géraldine Barbe, Sigrid Baffert, Yves-Marie Clément, Dominique Brisson, Emmanuelle Maisonneuve et Isabelle Collombat) et participer à des ateliers nature organisés avec le service environnement et les gardes du parc. Chaque collégien recevra un « chèque lire ».

- **Le concours d'écriture collégiens**

La remise des prix sous forme de « chèque lire » aux 20 lauréats du concours d'écriture « Moi aussi j'appelle », organisé en partenariat avec la Maison Natale de Charles de Gaulle, aura lieu le dimanche 20 septembre à la Villa Marguerite Yourcenar à l'occasion des Journées Européennes du Patrimoine, et sera établie selon 4 catégories (6^e, 5^e, 4^e, 3^e) : 1^{er} prix : 250 €, 2^{ème} prix : 200 €, 3^{ème} prix : 150 €, 4^{ème} prix : 100 € et 5^{ème} prix : 50 €.

Le montant de cette programmation 2020 est estimé à 180 000 €.

- **PARTENARIAT AVEC LA DIRECTION RÉGIONALE DE PÔLE EMPLOI HAUTS-DE-FRANCE**

La Direction régionale de Pôle Emploi Hauts-de-France et le Département du Nord, pour la Villa Marguerite Yourcenar, souhaitent s'associer pour croiser leurs compétences afin de favoriser l'insertion des publics demandeurs d'emploi et allocataires du RSA par une approche artistique, favorisant la reprise de confiance en soi, la prise d'initiatives et de décisions, la communication et l'expression dans la réalisation d'un projet.

La convention a été élaborée sur la base de journées d'accueil et de rencontres avec le livre, la lecture des auteurs et l'environnement exceptionnel du parc Marguerite Yourcenar pour les bénéficiaires.

La Villa serait responsable de la coordination et de l'accompagnement de ces journées, les ateliers de prise de parole et d'écriture seraient animés par Valérie Fievet.

La convention prévoit cinq dates. Les deux premières dates en avril et mai n'ayant pu être maintenues compte-tenu de la crise sanitaire seront reportées en 2021. Pôle Emploi propose une collaboration opérationnelle notamment logistique et financière de 2 500 € (transport et défraiement des actions).

Les publics visés par l'action sont composés de jeunes et de seniors, d'habitants en quartiers prioritaires de la ville (QPV), de travailleurs handicapés (TH) et bénéficiaires des minima sociaux. La collaboration avec Pôle Emploi sur des actions ciblées et travaillées en coopération avec les conseillers Pôle Emploi permettra d'accompagner de façon concrète et avec efficacité, l'aide à l'insertion de publics spécifiques considérés comme fragilisés et éloignés de la Culture.

Le projet de convention est annexé au présent rapport (annexe 4).

MUSVERRE

❖ DÉMONSTRATIONS À L'ATELIER DU MUSVERRE - MODIFICATION DE LA CONVENTION TYPE D'ARTISTE

Par délibérations du 27 novembre 2017 et 19 novembre 2019 (rapports n° DESC/2017/332, n° DSC/2019/478), la Commission permanente a adopté le principe et les modalités d'organisation des démonstrations de travail du verre à l'atelier du MusVerre.

Ces séances de démonstrations permettent aux publics de découvrir le savoir-faire d'un artiste verrier, aidé éventuellement d'un assistant.

Les indemnités de démonstration et les frais de déplacement du verrier et de son assistant sont pris en charge par le MusVerre. L'hébergement est assuré à l'atelier pour les démonstrations programmées sur plusieurs jours.

Ces démonstrations sont toujours encadrées par l'équipe technique de l'atelier.

Afin d'améliorer l'organisation de ces démonstrations, il est proposé d'apporter des précisions dans l'article la convention type :

- L'artiste adaptera le contenu de sa démonstration en fonction des publics et s'attachera à montrer son savoir-faire avec pédagogie,
- Les frais de transport et de conservation des œuvres réalisées sont à prévoir à l'avance et à la charge de l'artiste,
- Le MusVerre se réserve le droit de proposer une convention de dépôt-vente à l'artiste, à l'issue de la période de démonstration afin de vendre ses œuvres à la boutique du musée,
- Si l'artiste souhaite travailler hors du temps de démonstration, il ne pourra utiliser que le verre transparent, les couleurs seront à sa charge.

❖ ACTUALISATION DU MONTANT PLAFONNE DE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE DÉPLACEMENT D'ARTISTES, D'ASSISTANTS ET DE L'INDEMNITÉS DE RÉSIDENCE

Par délibération du 17 novembre 2003 (rapport n° DAC/03-90), la Commission permanente a approuvé le montant de remboursement des frais de déplacement plafonné à 770 € pour les artistes (en résidence, en animation de stage et en démonstration) et à 500 € pour les assistants (en animation de stage et en démonstration) et le montant de l'indemnité de résidence à 41 € par jour de présence effective.

Il est proposé d'actualiser le montant du plafond de remboursement des frais de déplacement pour les artistes jusqu'à 900 € et assistants jusqu'à 585 € (sur présentation des justificatifs) et d'augmenter l'indemnité de résidence de 4 € soit 45 € par jour. En effet, ces frais n'ont pas été actualisés depuis 2003.

Les conventions concernées par ces modifications sont jointes au présent rapport (annexe 5 : convention d'artiste en démonstration ; annexe 6 : convention d'assistant en démonstration ; annexe 7 : convention de résidence d'artiste ; annexe 8 : convention d'artiste en animation de stage et annexe 9 : convention d'assistant en animation de stage).

❖ GRATUITE DE L'ACCÈS AUX STAGES ORGANISÉS PAR LE MUSVERRE

Par délibération du 17 novembre 2003 (rapport n° DAC/03-90), la Commission permanente a adopté le prix public des stages organisés annuellement par le MusVerre.

Ces stages, au nombre de 7 par an, sont proposés à tous les publics, débutants ou confirmés, qui souhaitent découvrir ou se perfectionner dans les techniques du travail du verre :

- Technique de fusing, soufflage, perle au chalumeau : 590 € pour 6 jours,
- Technique de la pâte de verre : 700 € pour 10 jours,
- Perle au chalumeau pour les débutants : 500 € pour 5 jours.

Le MusVerre constate un faible taux de nouveaux candidats et ceux-ci sont souvent issus du même milieu social.

Ces stages sont peu accessibles aux publics prioritaires du département ou aux jeunes artistes.

Il est donc proposé d'accorder une gratuité par stage programmé annuellement afin d'accueillir des étudiants, des personnes en insertion professionnelle ou des jeunes artistes.

Le choix du bénéficiaire se fera sur candidature avec présentation des motivations et d'un projet professionnel ou artistique en collaboration avec les partenaires du secteur socio-éducatif et insertion professionnelle et réseaux des jeunes artistes du musée.

❖ **PROLONGATION DE L'EXPOSITION « MOI(S) » JUSQU'AU 30 AOÛT 2020**

Par délibération du 17 décembre 2019 (rapport n° DSC/2019/478), la Commission permanente a approuvé l'organisation de l'exposition « *Moi(s)* » prévue du 8 février au 21 juin 2020, pour un montant de 115 000 €.

Suite à la fermeture du musée, conséquence de la crise sanitaire, il est proposé de prolonger cette exposition jusqu'au 30 août 2020.

Il n'y a pas de coût supplémentaire pour cette prolongation.

❖ **EXPOSITION DE RESTITUTION DES RÉSIDENCES D'ARTISTES TANJA PAK ET JULIE LEGRAND DU 19 SEPTEMBRE 2020 AU 17 JANVIER 2021**

L'atelier du MusVerre, dans le cadre de son programme d'activités, a accueilli en résidence de création artistique en 2018, l'artiste Tanja Pak, artiste slovène pour une durée de 68 jours et en 2019, l'artiste Julie Legrand, artiste française, pour une durée de 70 jours.

Ces résidences ont été l'occasion pour ces artistes invitées de réaliser et de concrétiser un projet longuement réfléchi, qui sera présenté au public lors d'une exposition de restitution prévue du 19 septembre 2020 au 17 janvier 2021.

Les 11 œuvres de Tanja Pak autour de la nature et de la ligne d'horizon seront exposées sous le Kiosque du MusVerre et les 31 créations de Julie Legrand sur la finesse et la translucidité du verre travaillé au chalumeau, investiront la salle Grand Angle.

Chaque artiste fera don au MusVerre d'une œuvre qui viendra compléter les collections du musée.

Le montant de cette exposition est estimé à 107 000 €.

Les conventions d'exposition de restitution de résidence de Tanja Pak et de Julie Legrand sont annexées au présent rapport (annexes 10 et 11).

MUSEE DEPARTEMENTAL DE FLANDRE

❖ **PROLONGATION DE L'EXPOSITION « SACRÉE ARCHITECTURE » JUSQU'AU 30 AOÛT 2020**

Par délibération du 17 décembre 2019 (rapport n° DSC/2019/478), la Commission permanente a approuvé l'organisation de l'exposition intitulée « *Sacrée Architecture, la passion d'un collectionneur* » du 15 février au 14 juin 2020, pour un montant de 186 500 €.

En raison du confinement, il est proposé de prolonger cette exposition jusqu'au 30 août 2020, le collectionneur et l'artiste contemporain Wim Delvoye ayant donné leur accord. Cette prolongation permettra d'éviter les annulations des événements prévus et de les reporter à partir de la fin juin et ce durant tout l'été.

Il n'y a pas de coût supplémentaire pour cette prolongation.

❖ **EXPOSITION « LA DYNASTIE FRANCKEN » DU 13 FÉVRIER AU 13 JUIN 2021**

Une exposition intitulée « *La dynastie Francken* » était initialement programmée du 24 octobre 2020 au 14 février 2021. Elle s'inscrivait dans le cadre des 10 ans du musée de Flandre qui a réouvert ses portes le 23 octobre 2010.

Au vu de la crise sanitaire actuelle et des nombreuses interrogations en suspens concernant le transport des œuvres et de la capacité du public à se déplacer cet automne, il est proposé de reporter cette exposition en 2021, du 13 février au 13 juin.

Après interrogations, la quasi-totalité des prêts pourra être accordée et l'œuvre phare, déposée au musée de Boston, appartenant à un collectionneur privé, est maintenue.

Ce report aurait l'avantage de réaliser l'exposition dans un contexte moins aléatoire et surtout d'espérer une meilleure fréquentation.

Dans la lignée des expositions monographiques déjà réalisées au musée (Erasme Quellin en 2014 et Gaspar de Crayer en 2018), le musée propose un focus inédit sur une dynastie de peintres réputés en Flandre, les Francken.

Plus de 80 œuvres, provenant de grandes institutions muséales et de collectionneurs, seront rassemblées sur les 400 m² du 1^{er} étage. La dynastie des Francken a profondément marqué la peinture flamande pendant plusieurs décennies, entre la fin du XVI^e siècle et le milieu du XVII^e siècle.

Pas moins de trente-quatre peintres ont porté le nom de Francken. L'ambition de cette exposition est donc d'esquisser la singularité stylistique des principaux peintres de cette dynastie et de mettre en exergue la carrière hors norme de Frans II Francken, figure emblématique de la création artistique anversoise au XVII^e siècle.

Un comité scientifique international a été constitué afin de débattre du parcours, du choix des œuvres et des attributions. Les recherches réalisées donneront lieu à la publication d'un catalogue.

Le coût total de l'exposition est estimé à 352 310 €.

FORUM DEPARTEMENTAL DES SCIENCES

❖ **MODIFICATION DE LA PROGRAMMATION DE L'EXPOSITION « TOUS SPORTIFS »**

Par délibération du 12 juin 2018 (rapport n° DESC/2018/152), la Commission permanente a approuvé l'organisation d'une exposition sur le sport en partenariat avec le Comité Départemental Olympique et Sportif (C.D.O.S.) Nord.

Cette exposition intitulée « *Tous sportifs* », a pour objectif de proposer une vision incarnée et accessible du sport, loin du star-system et de la médiatisation outrancière, l'exposition interrogera le rôle social du sport.

Initialement, l'exposition devait être présentée au Forum départemental des Sciences en avril 2019 mais des retards techniques et administratifs ont conduit à reporter sa réalisation.

Elle sera donc présentée au public de septembre 2020 à août 2021.

Je propose au Conseil départemental :

Pour le musée départemental Matisse :

- d'approuver le partenariat entre le Département du Nord pour le musée Matisse et l'Office de tourisme du Cambrésis pour la promotion et la commercialisation de l'offre du musée ;
- d'approuver le renouvellement du partenariat entre le Département du Nord pour le musée Matisse et le Centre hospitalier du Cateau-Cambrésis ;
- de m'autoriser à signer les conventions de partenariat (annexes 1 et 2) ;
- d'approuver la modification des dates de l'exposition « *Tout va bien Monsieur Matisse* » ;

Pour le Forum antique de Bavay :

- d'approuver l'organisation de l'exposition « *Le Génie des lampes* » du 10 septembre 2020 au 19 janvier 2021 dont le montant est estimé à 80 000 € ;
- d'approuver le partenariat entre le Département du Nord pour le Forum antique de Bavay et le Service d'Accueil Temporaire de Jour (SATJ) de Haumont ;
- de m'autoriser à signer la convention de partenariat (annexe 3) ;
- d'imputer les dépenses correspondantes sur les crédits inscrits au budget du Forum antique de Bavay ;

Pour la Villa Marguerite Yourcenar :

- d'approuver la programmation culturelle de septembre à décembre 2020, dont le montant total est estimé à 180 000 € ;

- d'approuver le partenariat entre le Département du Nord pour la Villa Marguerite Yourcenar et la Direction régionale de Pôle Emploi Hauts-de-France ;
- de m'autoriser à signer la convention de partenariat jointe au présent rapport (annexe 4) ;
- d'imputer les dépenses et recettes correspondantes sur les crédits inscrits au budget de la Villa Marguerite Yourcenar ;

Pour le MusVerre :

- d'approuver les modifications de la convention de démonstration d'artiste ;
- d'approuver l'actualisation du montant plafonné de remboursement des frais de déplacement pour les artistes jusqu'à 900 € et assistants jusqu'à 585 € (sur présentation des justificatifs) et l'augmentation de l'indemnité de résidence de 4 € soit 45 € par jour ;
- d'adopter les nouvelles conventions types (annexe 5 : convention d'artiste en démonstration ; annexe 6 : convention d'assistant en démonstration ; annexe 7 : convention de résidence d'artiste ; annexe 8 : convention d'artiste en animation de stage et annexe 9 : convention d'assistant en animation de stage) ;
- d'approuver la gratuité de l'accès aux stages organisés par le MusVerre pour des étudiants, des personnes en insertion professionnelle ou des jeunes artistes ;
- d'approuver la prolongation de l'exposition « *Moi(s)* » jusqu'au 30 août 2020 ;
- d'approuver l'exposition de restitution des résidences d'artistes Tanja Pak et Julie Legrand du 19 septembre 2020 au 17 janvier 2021, dont le montant est estimé à 107 000 € ;
- de m'autoriser à signer les conventions d'exposition de restitution des résidences d'artistes (annexes 10 et 11) ;
- d'imputer les dépenses correspondantes sur les crédits inscrits au budget du Musverre ;

Pour le musée départemental de Flandre :

- d'approuver la prolongation de l'exposition « *Sacrée Architecture, la passion d'un collectionneur* » jusqu'au 30 août 2020 ;
- d'approuver l'organisation de l'exposition intitulée « *La Dynastie Francken* » du 13 février au 13 juin 2021, dont le montant est estimé à 352 310 € ;
- de m'autoriser à solliciter le label d'intérêt national auprès du Ministère de la Culture et de la Communication ;
- d'imputer les dépenses et recettes correspondantes sur les crédits inscrits au budget du musée départemental de Flandre ;

Pour le Forum départemental des Sciences :

- d'approuver la modification de la programmation de l'exposition « *Tous sportifs* ».

CODE GRAND ANGLE		ENGAGEMENTS		
OPERATION	ENVELOPPE	AUTORISES	DEJA CONTRACTES	PROPOSES DANS LE RAPPORT
24001OP023	24001E10	220 000,00	0,00	80 000,00
24001OP010	24001E01	217 260,00	62 696,17	134 400,00
24001OP010	24001E23	64 800,00	6 990,00	45 600,00
24001OP010	24001E17			2 500,00
24001OP032	24001E23	303 500,00	118 291,74	107 000,00
24001OP026	24001E23	1 138 000,00	107 881,52	352 310,00

Jean-René LECERF
Président du Département du Nord

CONSEIL DEPARTEMENTAL
Réunion du 29 juin 2020

OBJET : Attribution de subventions au titre de la politique culturelle.

I) LE SOUTIEN A LA VIE CULTURELLE

Le présent rapport vise à apporter le soutien départemental aux acteurs de la filière culturelle en lien avec les orientations de la politique culturelle. Il vient compléter les délibérations du 22 mai 2017 (DESC/2017/119) et du 3 février 2020 (DSC/2020/16), tout en tenant compte des axes votés au Budget Prévisionnel (BP) 2020.

Il s'agit d'attribuer les subventions aux organismes non associatifs, dans le cadre du soutien aux acteurs culturels et de la mise en valeur du patrimoine. En effet, conformément à l'ordonnance 2020-391 du 1^{er} avril 2020, les subventions aux associations instruites ont été accordées par arrêtés attributifs et feront l'objet d'une communication lors d'une prochaine séance.

1 – Le soutien aux acteurs culturels sur le territoire

La culture doit être disponible partout et accessible à tous. Elle joue un rôle majeur autant pour les habitants que pour l'attractivité et le développement des territoires. La culture favorise l'épanouissement de chacun et crée du lien social.

Le Département du Nord a placé les solidarités territoriale et humaine ainsi que l'innovation au cœur de sa politique culturelle.

Les propositions de subventions concernent deux communes bénéficiaires et tiennent compte :

- du travail de médiation culturelle mené en direction des publics prioritaires départementaux en particulier ;
- du rayonnement des actions culturelles, en milieu rural notamment.

Le tableau, joint au présent rapport en annexe 1, reprend les deux projets culturels reçus et instruits à ce jour pour la ville de Fâches-Thumesnil (Les Arcades) et la commune de Fresnes-sur-Escaut. Le montant total des subventions proposées s'élève à 27 000 €.

2 - Réseau départemental de développement culturel en milieu rural

Ce dispositif a pour objectifs :

- d'accompagner les territoires dans leur volonté de s'organiser et de mettre en œuvre des stratégies de développement culturel au service de leurs habitants ;

- d'encourager en matière culturelle, les initiatives de structuration intercommunale de projets et de qualification des acteurs et des pratiques ;
- de favoriser l'ouverture des actions à tous les publics, notamment ceux qui sont éloignés des pratiques culturelles pour des raisons géographiques, sociales, culturelles, économiques.

Le Département du Nord et les réseaux territoriaux établissent un partenariat autour de grands axes d'un projet culturel de territoire, propre à chaque territoire, et établi sur la base de diagnostics.

Ces projets culturels de territoire triennaux visent à :

- mettre en œuvre des propositions artistiques et culturelles de qualité et cohérentes dans leur ensemble (professionnalisme, pluridisciplinarité, etc.) ;
- faire une part importante à la médiation (actions impliquant les habitants et qui sont inscrites dans la durée) en direction de l'ensemble des citoyens, et notamment des publics les plus éloignés de la culture ;
- prendre en compte des enjeux de développement plus global du territoire ;
- prévoir le fonctionnement et la gouvernance du réseau (un coordinateur formé au développement culturel, la mutualisation, la concertation, le maillage des partenaires et l'appui sur les réseaux existants, etc.) ;
- favoriser la transversalité avec les autres réseaux (lecture publique, insertion par la culture, musées thématiques, tourisme, personnes âgées, personnes handicapées, établissements scolaires notamment collèges, etc.) ;
- anticiper sa faisabilité (budget pluriannuel, recherche de financements complémentaires, etc.).

A ce jour, le réseau départemental de développement culturel en milieu rural regroupe 9 réseaux territoriaux, répartis dans 5 arrondissements. 6 réseaux sont portés par des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) :

- la Communauté de Communes du Pays de Solesmois (CCPS) ;
- la Communauté de Communes du Pays de Mormal (CCPM) ;
- le Syndicat Intercommunal de la Région d'Arleux (SIRA) ;
- la Communauté de Communes Cœur d'Ostrevent (CCCO) ;
- la Communauté de Communes de Flandre Intérieure (CCFI) ;
- la Communauté de Communes des Hauts de Flandres (CCHF).

Le tableau, joint en annexe 2, reprend pour chaque réseau porté par un EPCI :

- les grands axes de leur projet 2020 ;
- la subvention attribuée pour le démarrage des actions 2020 par la Commission permanente du 18 novembre 2019 (DSC/2019/423) ;
- les montants de subvention proposés pour 2020, pour un montant total de 130 000 €.

3 – Les dispositifs de médiation culturelle en direction des publics prioritaires

La culture favorise l'épanouissement de chacun et est un lien social. Elle constitue un facteur d'intégration et d'ouverture. Les orientations de la politique culturelle du 22 mai 2017 réaffirment la volonté du Département de s'engager auprès des publics prioritaires.

Dans ce cadre, il soutient les projets culturels qui suscitent et valorisent l'expression des personnes, qui permettent le développement de leurs compétences et la valorisation de leurs potentiels. Ces projets s'ancrent dans le territoire et participent au développement social local.

3.1. – Le dispositif d'insertion par la culture

Le dispositif d'insertion par la culture, voté par le Conseil général le 27 mai 2002 (DAC/DLES/02-16), s'appuie sur l'art et la culture comme leviers de développement pour les personnes en situation de précarité, dans l'objectif de favoriser leur participation à la vie culturelle et lever les freins à leur insertion sociale et professionnelle.

Il s'agit d'un dispositif structurant de 12 réseaux d'insertion par la culture, portés par des associations ou des collectivités locales, chargés de mettre en œuvre une mission de médiation culturelle de territoire, par l'animation et la coordination d'un réseau d'acteurs sociaux et culturels pour la construction de parcours culturels à destination des personnes en situation de précarité dont les allocataires du RSA.

Cette mission est développée par un médiateur culturel/coordonateur, responsable de la mise en œuvre de l'action globale et qui en assure son développement autour de deux axes :

- à destination des publics: par des actions culturelles (sorties et projets artistiques), pour lutter contre l'isolement (levée des freins à la mobilité, participation à la vie culturelle du territoire), valoriser et développer les savoir-faire et les compétences clés, notamment les capacités d'expression, ainsi que l'estime de soi et la confiance en soi, remobiliser les personnes pour les accompagner dans une perspective de recherche de formation, de projet professionnel ou d'emploi ;
- à destination des travailleurs sociaux et acteurs culturels du territoire : sensibiliser les travailleurs sociaux et référents RSA à l'action culturelle, comme levier de mobilisation des publics accompagnés, développer et renforcer le maillage territorial par la mise en réseau des acteurs culturels et sociaux et la mobilisation des ressources du territoire dans les actions culturelles, accompagner l'émergence de projets et favoriser les partenariats et conditions de leurs réalisations, en suscitant une réflexion autour des besoins ou freins sociaux repérés.

Les réseaux d'insertion par la culture sont financés conjointement par les délégations de la culture (50 % de la subvention globale) et de l'insertion et du retour à l'emploi (50 % de la subvention globale) selon les principes suivants :

- 40 000 € dédiés à la mission de médiation culturelle de territoires ;
- 20 000 € à 26 000 € dédiés au programme d'activités mis en place durant l'année civile.

Un minimum de 60 allocataires du RSA mobilisés dans les actions est attendu pour chaque réseau.

Sur 12 réseaux d'insertion par la culture, 2 sont portés par des structures non associatives : le Syndicat Intercommunal de la Région d'Arleux (SIRA) et le Centre social de Rexpoede.

Le tableau, joint au présent rapport en annexe 3, reprend pour ces deux structures :

- l'objet du partenariat pour 2020 ;
- la subvention attribuée pour le démarrage des actions 2020 lors de Commission permanente du 3 février 2020 (DSC/2016/16) ;
- les montants de subventions proposés au Conseil départemental du 29 juin 2020, pour un montant total de 35 000 €.

3.2 – Le Dispositif « Culture&Handicap » : aide aux projets culturels collectifs en direction des personnes en situation de handicap

Par délibération du 24 juin 2013 (DC/2013/586), le Conseil général a décidé la mise en place d'une politique de soutien aux projets culturels collectifs en direction de personnes en situation de handicap dans le but de favoriser l'accès de ces personnes, isolées socialement, en établissement ou à domicile, à des pratiques culturelles variées, grâce à la rencontre avec des artistes professionnels, qualifiés et accompagnés du personnel médico-social, permettant l'approche de handicaps spécifiques, proposant une offre adaptée, une découverte du patrimoine et des esthétiques contemporaines, intégrée dans un véritable projet artistique.

Ces projets favorisent le développement de liens sociaux, la sensibilisation des habitants au handicap et à l'inclusion des personnes non valides, luttent contre l'isolement et le repli sur soi, travaillent sur le « vivre ensemble », y compris dans le cadre de pratiques professionnelles quotidiennes, participent à la restauration d'une image positive de soi, par l'expression, la prise d'initiatives et l'autonomie des participants. Ils permettent un travail en profondeur, dans le cadre de démarches collectives, créatives, incitant à une certaine mixité sociale, une diversité d'échanges, une découverte de connaissances, une intégration citoyenne de tous et un enrichissement mutuel.

Le tableau, joint au présent rapport en annexe 4, présente la proposition de soutien d'un projet porté par la structure hospitalière « Hôpital Pierre Swynghedauw » au Centre Hospitalier Régional Universitaire (CHRU), pour un montant de 13 554 €.

II) LE SOUTIEN EN FAVEUR DU PATRIMOINE

Le Département intervient en faveur de la préservation et de la valorisation du patrimoine monumental, mobilier, archéologique et immatériel, en soutenant l'action des associations et collectivités qui œuvrent dans ces domaines.

C'est dans ce cadre qu'il est proposé d'attribuer une subvention de 10 000 € à la Fondation du Patrimoine.

La fiche jointe au présent rapport, en annexe 5, reprend en détail ses projets.

Je propose au Conseil départemental :

- d'attribuer, dans le cadre du soutien aux acteurs culturels, les subventions de fonctionnement pour un montant total de 27 000 € aux deux communes reprises dans le tableau, en annexe 1 ;
- d'attribuer, dans le cadre du soutien au réseau départemental de développement culturel en milieu rural des subventions pour un montant total de 130 000 €, aux six EPCI repris dans le tableau, en annexe 2 ;
- d'attribuer, dans le cadre du dispositif de soutien aux projets culturels collectifs en direction des personnes en situation d'insertion, les subventions pour un montant total de 35 000 €, aux deux porteurs repris dans le tableau, en annexe 3 ;
- d'attribuer, dans le cadre du dispositif de soutien aux projets culturels collectifs en direction de personnes en situation de handicap, une subvention d'un montant de 13 554 €, au porteur repris dans le tableau, en annexe 4 ;
- d'attribuer, dans le cadre de l'aide à la mise en valeur du patrimoine monumental, mobilier, archéologique et immatériel, une subvention de 10 000 € à la Fondation du Patrimoine, dont le projet est repris, en annexe 5 ;

- de m'autoriser à signer les conventions selon les modèles, en annexe 6 ;
- d'imputer les dépenses correspondantes sur les dotations ouvertes à cet effet au budget départemental 2020.

CODE GRAND ANGLE		ENGAGEMENTS		
OPERATION	ENVELOPPE	AUTORISES	DEJA CONTRACTES	PROPOSES DANS LE RAPPORT
24002OP003	24002E15	5 929 000	2 132 918	205 554
24002OP001	24002E15	285 000	38 750	10 000

Jean-René LECERF
Président du Département du Nord

CONSEIL DEPARTEMENTAL
Réunion du 29 juin 2020

OBJET : Reprise du label "Villes et Villages Fleuris" par le Département du Nord

Label touristique attaché au symbole de la fleur, le label « Villes et Villages Fleuris » récompense les actions menées par les collectivités locales en faveur de la qualité de vie. Il a vocation à faire connaître et à valoriser les communes qui aménagent et gèrent un environnement favorable au bien-être des habitants et à l'accueil des touristes.

Le Conseil National des Villes et Villages Fleuris (C.N.V.V.F.) est le garant du label, et est seul habilité à organiser chaque année, en liaison étroite avec les régions et les départements, l'attribution du label « Ville ou Village Fleuris ».

Il confie par délégation aux départements l'organisation du jury départemental des villes et villages fleuris. La mission principale de ce jury est de recueillir les candidatures des communes souhaitant obtenir leur « 1^{ère} fleur » et de sélectionner celles susceptibles de recevoir cette distinction par le jury régional.

En France, ce dossier de valorisation du cadre de vie quotidien des habitants des communes est géré à 60 % par les Agences de Développement et de Réservation Touristiques (A.D.R.T.), les 40 % restants se répartissant entre les Conseils d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement (C.A.U.E.), les associations locales d'horticulture ou de fleurissement ou les services des Départements (26 Départements ont internalisé cet accompagnement – Source : Conseil national des Villes et Villages Fleuris).

Depuis 1986, le Département confie à l'Agence de Développement et de Réservation Touristiques du Nord (A.D.R.T. « Nord Tourisme »), qui a en charge l'animation du Comité Départemental du Tourisme (C.D.T.) du Nord, l'organisation et la gestion de cette labellisation.

Une personne salariée de l'A.D.R.T. Nord est en charge de ce dossier.

Dans le cadre de la nouvelle organisation de l'ingénierie touristique départementale (évolution du service départemental et de l'A.D.R.T. Nord) prévue par la délibération cadre n° DSTDL/2017/142 approuvée par le Conseil départemental le 22 mai 2017, il a été acté que cette activité soit reprise en intégralité par le Département en raison de sa typologie qui concerne la prise en compte globale du cadre de vie, en inadéquation avec le nouveau positionnement de la structure A.D.R.T. centré sur l'innovation touristique.

L'identité spécifique de cette entité sera maintenue après le transfert, puisque le Département continuera à animer le jury départemental, conformément au règlement du Conseil National des Villes et Villages Fleuris.

Dans ce cadre, il sera proposé à la personne salariée de l'A.D.R.T. Nord un contrat de droit public à durée indéterminée, correspondant à sa situation actuelle à l'A.D.R.T. Nord. L'impact financier de ce transfert pour l'exercice 2020 est indiqué ci-dessous.

Cet agent sera positionné au sein de la Direction de l'Aménagement Territorial (DAT), dans le Service Accompagnement au Développement Territorial (SADT).

Je propose au Conseil départemental :

- la reprise de l'intégralité de l'activité « Organisation et gestion du label des Villes et Villages Fleuris » au sein du Département du Nord ;
- le transfert du contrat de travail du salarié de l'A.D.R.T. Nord en charge du dossier des « Villes et Villages Fleuris » au Département du Nord.

CODE GRAND ANGLE		ENGAGEMENTS		
OPERATION	ENVELOPPE	AUTORISES	DEJA CONTRACTES	PROPOSES DANS LE RAPPORT
36002OP006	36002E01	78 484 996	31 612 752	24 166
32003OP003	32003E01	3 397 410	991 402	900
32003OP002	32003E01	100 000	16 868	2 000
32004OP002	32004E01	155 400	67 811	4 850
32004OP003	32004E01	7 949 179	7 557 461	450
32006OP006	32006E03	339 000	309 415	2 500
23002OP001	23002E01	50 825	0	6 800

Jean-René LECERF
Président du Département du Nord

CONSEIL DEPARTEMENTAL
Réunion du 29 juin 2020

OBJET : Attribution de subventions au titre de la politique sportive.

I – AIDES AUX SECTIONS SPORTIVES DE COLLEGES

Dans le cadre de ses politiques éducatives volontaristes, le Département du Nord encourage fortement le sport au collège et apporte son soutien financier aux sections sportives (130 reconnues par l'Académie de Lille pour l'année scolaire 2019/2020).

Les modalités d'intervention en faveur de ces sections sportives sont définies en annexe 1.

L'annexe 2 présente l'ensemble des 124 sections (pour 89 établissements) ayant retourné leur dossier.

Le montant total des aides aux sections sportives de collèges est de **242 000 €** en fonctionnement.

II – BOURSES INDIVIDUELLES AUX SPORTIFS NORDISTES DE HAUT NIVEAU

Le Département accompagne les sportifs nordistes de haut niveau (modalités d'éligibilité en annexe 3).

Des dossiers ont été présentés par un certain nombre de ces sportifs qui remplissent les conditions pour bénéficier d'une aide départementale.

Les demandes de bourses en faveur des sportifs de haut niveau sont reprises dans le tableau joint en annexe 4, pour un montant total de 60 000 €.

Je propose au Conseil départemental :

- d'attribuer aux sections sportives de collèges une somme globale de 242 000 € en fonctionnement comme indiqué dans l'annexe 2 ;
- d'attribuer les bourses départementales aux sportifs de haut niveau pour un montant total de 60 000 € en fonctionnement, comme indiqué dans l'annexe 4 ;
- d'imputer ces dépenses de fonctionnement sur les crédits inscrits au budget départemental 2020.

CODE GRAND ANGLE		ENGAGEMENTS		
OPERATION	ENVELOPPE	AUTORISES	DEJA CONTRACTES	PROPOSES DANS LE RAPPORT
23009OP005	23009E15	2 074 650	890 325	242 000
23009OP004	23009E01	120 000	15 300	60 000

Jean-René LECERF
Président du Département du Nord

CONSEIL DEPARTEMENTAL
Réunion du 29 juin 2020

OBJET : Convention constitutive du groupement de commandes relatif au nettoyage de locaux et de vitrerie, de prestations de plonge et prestations diverses dans les collèges : mutualisation avec le Département de la Somme

Actuellement, le Département du Nord dispose de six marchés afin de prendre en charge l'externalisation des prestations de nettoyage des locaux et de vitrerie, de prestations de plonge et prestations diverses dans les collèges du Département.

Il s'agit de marchés passés sous la forme d'accords-cadres à bons de commande d'un an renouvelable trois fois selon l'allotissement géographique suivant :

- Lot n° 1 : Arrondissement d'Avesnes
- Lot n° 2 : Arrondissement de Cambrai
- Lot n° 3 : Arrondissement de Douai
- Lot n° 4 : Arrondissement de Dunkerque
- Lot n° 5 : Arrondissement de Lille
- Lot n° 6 : Arrondissement de Valenciennes

Ces marchés, passés en 2016, ont été reconduits chaque année et arrivent à échéance le 18 novembre 2020.

Le Département de la Somme, qui compte une soixantaine de collèges, a également commencé l'externalisation des prestations de nettoyage sur quelques collèges par le biais d'un contrat avec l'UGAP dont l'échéance est décembre 2020. Dans ce contexte, le Département de la Somme nous a contacté afin de connaître nos pratiques et avoir des précisions sur nos marchés dans ce domaine.

Au terme de cet échange, et dans la logique de mutualisation des pratiques et procédures, il est apparu pertinent, tant techniquement qu'économiquement, de lancer une consultation commune aux deux collectivités.

Pour ce faire, il est proposé de conclure avec le Département de la Somme une convention de groupement de commandes en vue de la passation conjointe de marchés concernant les prestations de nettoyage et de vitrerie, de plonge et prestations diverses dans les collèges des deux collectivités.

Le projet de convention joint au présent rapport a pour objet de préciser les modalités de fonctionnement de ce groupement de commandes dont le Département du Nord serait coordonnateur.

Ce projet sera également présenté prochainement à l'approbation du Conseil départemental de la Somme.

Je propose au Conseil départemental :

- d'approuver les termes du projet annexé au rapport de convention de groupement de commandes entre le Département du Nord et le Département de la Somme en vue de la passation conjointe de marchés concernant les prestations de nettoyage et de vitrerie, de plonge et prestations diverses dans leurs collèges,
- de m'autoriser à signer la convention,

Jean-René LECERF
Président du Département du Nord

CONSEIL DEPARTEMENTAL
Réunion du 29 juin 2020

OBJET : Attribution des Aides à la Sécurisation des Routes Départementales en Agglomération pour l'année 2020 - 1er appel à projets

Le présent rapport a pour objet de proposer au Conseil départemental d'approuver la répartition de l'Aide à la Sécurisation des Routes Départementales en Agglomération (ASRDA) pour l'année 2020, dans le cadre du premier appel à projets. Ces aides sont directement inspirées du dispositif de répartition du produit des amendes de police et permettent de participer au financement d'aménagements de sécurité sur les routes départementales à l'intérieur des agglomérations.

Conformément à la délibération du Conseil départemental du 18 novembre 2019 (n° 4.2 DV/2019/453), un budget de 3 000 000 € a été alloué à ces aides.

1. NOMBRE DE DOSSIERS DEPOSES ET NOMBRE DE DOSSIERS VALIDES

73 communes ont déposé au moins un dossier, pour 124 demandes de subventions, avec la répartition géographique suivante :

Arrondissement	Dunkerque	Douai	Valenciennes	Cambrai	Avesnes	TOTAL
Nombre de communes déposant au moins un dossier	12	12	13	18	18	73
Nombre de dossiers déposés	19	25	25	30	25	124

Après instruction, il apparaît que 117 demandes sont recevables car 7 demandes concernent des travaux non éligibles ou ayant fait l'objet d'un avis défavorable (type d'équipement prohibé...).

2. REPARTITION GEOGRAPHIQUE ET PAR CATEGORIE DE TRAVAUX DES DOSSIERS ELIGIBLES

Ces 117 demandes représentent un montant total d'aides sollicitées de 1 603 380,01 € avec la répartition suivante :

Ardt	Dunkerque	Douai	Valenciennes	Cambrai	Avesnes	TOTAL
Nombre de communes	10	12	13	15	17	67
Nombre de dossiers	16	25	25	27	24	117
Montant potentiel de subvention	231 884,63 €	326 078,67 €	386 462,35 €	324 422,95 €	334 531,41 €	1 603 380,01 €

Pour les dossiers éligibles, la répartition par catégorie de travaux est la suivante :

	Catégorie de travaux	Nombre de dossiers subventionnés	Montant des subventions
Favoriser la conduite apaisée			
▪ <i>Installation de ralentisseurs type trapézoïdal</i>	A	3	52 390,00 €
▪ <i>Réaménagement ponctuel de la voirie type création d'îlots ou de chicanes (hors éclairage public)</i>	B	23	273 706,15 €
▪ <i>Installation d'équipements de régulation (y compris les raccordements)</i>			
- <i>Feux tricolores (répétiteurs piétons et armoire inclus)</i>	C-1	5	124 830,02 €
- <i>Feux tricolores comportementaux (répétiteurs piétons et armoire inclus)</i>	C-2	39	681 666,09 €
- <i>Feux d'alerte de type R1</i>	C-3	2	11 589,00 €
- <i>Radars pédagogiques</i>	C-4	4	17 928,75 €
- <i>Signalisation renforcée à Leds</i>	C-5	9	49 850,00 €
- <i>Panneaux électriques à Leds certifiés CE</i>	C-6	2	10 147,50 €
Sécurisation et mise en accessibilité des traversées piétonnes			
▪ <i>Mise en place de plateaux surélevés ou création de refuges (hors marquage du passage piétons)</i>	D	14	312 868,60 €
▪ <i>Traversée piétonne avec îlot refuge, y compris marquage du passage piéton et signalisation de police requise</i>	E	2	17 146,75 €
▪ <i>Réalisation de passages piétons (incluant la signalisation de police requise) et la mise en accessibilité des trottoirs</i>	F	13	49 834,56 €
Sécurisation des circulations en deux roues légers			
▪ <i>Création d'aménagements cyclables ou de sas (incluant la signalisation de police requise) ou pose d'équipements de jalonnement cyclable</i>	G	1	1 422,59 €
Total		117	1 603 380,01 €

Je propose au Conseil départemental :

- d'approuver la répartition de l'Aide à la Sécurisation des Routes Départementales en Agglomération (ASRDA) pour l'année 2020, dans le cadre du 1^{er} appel à projets, conformément au tableau annexé au présent rapport.

CODE GRAND ANGLE		ENGAGEMENTS		
OPERATION	ENVELOPPE	AUTORISES	DEJA CONTRACTES	PROPOSES DANS LE RAPPORT
25005OP002	25005E03	12 300 000	0	1 603 380,01

Jean-René LECERF
Président du Département du Nord

CONSEIL DEPARTEMENTAL
Réunion du 29 juin 2020

OBJET : Trajectoire Voirie 2016 - 2020 - Validation du partenariat financier avec le bloc communal sur une quatorzième liste de projets de développement d'intérêt communal ou intercommunal

Par délibération du 17 octobre 2016 (n° 4.1 DV/2016/456), le Conseil départemental a approuvé les règles générales de financement des projets routiers réalisés sur le domaine public départemental.

Résumées dans le tableau ci-dessous et en tenant compte des nouvelles dispositions concernant l'accompagnement des projets d'aménagement de trottoirs le long des routes départementales conformément à la délibération du Conseil départemental du 16 avril 2018 (n° 4.1 DV/2018/94), elles permettent de prendre en compte la nature des projets et la capacité d'accompagnement du bloc communal.

Type d'aménagement	% Chaussée pris en charge par le CD59	Aménagements en trottoirs pris en charge par le CD59
Travaux nécessaires à la préservation du patrimoine	100 %	<ul style="list-style-type: none"> - Surface de trottoirs : 10 €/m² - Blocs, bordures caniveaux en limite de chaussée : 30 €/ml - Bordures ou caniveaux seuls en limite de chaussée : 15 €/ml - Busage de fossés pour réalisation cheminement doux : 40 €/ml - Bordures de quais bus accessibles aux PMR : 50 €/ml
Sécurité routière hors agglomération	100 %	
Travaux avant transfert	100 % à concurrence de 40 €/m ² 70 % maxi au-delà	
Autres travaux de développement d'intérêt communal ou intercommunal	70 % maxi	

Dans ces conditions, il est nécessaire d'approuver, projet par projet et dès lors que les études sont suffisamment avancées, les règles précises de cofinancement.

Treize listes de projets de développement d'intérêt communal ou intercommunal ont déjà été approuvées par délibérations du Conseil départemental du 6 février 2017 (n° 4.1 DV/2017/27) et du 22 mai 2017 (n° 4.2 DV/2017/151) et par délibérations de la Commission permanente du 3 juillet 2017 (n° 4.1 DV/2017/186), du 9 octobre 2017 (n° 4.2 DV/2017/310) et du 27 novembre 2017 (n° 4.1 DV/2017/390), du 26 mars 2018 (n° 4.2 DV/2018/73), du 9 juillet 2018 (n° 4.1 DV/2018/182) et du 19 novembre 2018 (n° 4.1 DV/2018/373) et du 25 mars 2019 (n° 4.2 DV/2019/62) et du 3 juin 2019 (n° 4.2 DV/2019/170), du 7 octobre 2019 (n° 4.2 DV/2019/239), du 17 décembre 2019 (n° 4.3 DV/2019/510) et du 3 février 2020 (n° 4.2 DV/2020/32).

L'objet du présent rapport est d'actualiser cette liste au regard de l'avancement des études et des échanges avec nos partenaires.

Arrdt	Commune sur laquelle sont prévus les travaux	Objet de l'opération	Répartition du financement	Estimation du coût net de l'opération pour le CD59 (TTC)	Estimation du coût à inscrire au Budget (en tenant compte de l'avance)
AVESNES	FEIGNIES	Construction d'un giratoire pour l'accès à la Zone d'Activités de La Marlière sur la RD 649	50 % Département / 50 % CAMVS	1 345 000 €	2 690 000 €
				1 345 000 €	2 690 000 €

Cette liste ne comprend pas les opérations réalisées avec un financement uniquement départemental

L'annexe 1 reprend la liste actualisée des partenariats déjà approuvés depuis la délibération n° 4.4 DVD-E/2016/129 du Conseil départemental du 12 avril 2016 approuvant les modalités du partenariat financier pour les projets d'intérêt communal ou intercommunal.

Le coût net de l'opération pour le Département correspond à la différence entre les dépenses et les recettes, notamment lorsque le Département concède des avances. Celles-ci seront néanmoins limitées à de faibles montants.

Les coûts indiqués sont des coûts estimatifs pouvant correspondre à un niveau d'études préliminaires. Ils sont susceptibles d'évoluer de 20 % jusqu'à la notification des marchés.

Concernant la procédure d'achat, il est intéressant, de manière générale, de faire réaliser les travaux sur chaussées et sur trottoirs par la même entreprise tant d'un point de vue de la coordination des interventions que des enjeux de responsabilité des intervenants. Aussi, dès que la commune ou l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) y sera favorable, le Département acceptera d'intégrer à sa procédure d'achat les travaux de trottoirs sous maîtrise d'ouvrage communale.

Dans des cas très spécifiques, la convention passée entre le Département et la commune ou l'EPCI pourra prévoir que la maîtrise d'ouvrage des études et/ou des travaux soit assurée par la même entité, notamment lorsqu'il n'est pas possible matériellement de distinguer physiquement les ouvrages financés par les uns ou les autres. Ces cas resteront limités compte tenu des responsabilités endossées par le maître d'ouvrage désigné.

Je propose au Conseil départemental :

- d'approuver les règles de financement du projet de construction d'un giratoire pour l'accès à la Zone d'Activités de La Marlière sur la RD 649, sur le territoire de la commune de Feignies, à mener en partenariat avec la Communauté d'Agglomération Maubeuge Val-de-Sambre ;
- de m'autoriser à signer les conventions de partenariat correspondantes, y compris les délégations de maîtrise d'ouvrage et leurs éventuels avenants pour adapter les participations finales aux marchés notifiés dans la limite des crédits inscrits au budget départemental.

CODE GRAND ANGLE		ENGAGEMENTS		
OPERATION	ENVELOPPE	AUTORISES	DEJA CONTRACTES	PROPOSES DANS LE RAPPORT
21003OP001	21003E10	8952346,84	2812149,52	2690000

Jean-René LECERF
Président du Département du Nord

CONSEIL DEPARTEMENTAL
Réunion du 29 juin 2020

OBJET : Trajectoire voirie 2016-2020 - Voies nouvelles hors Grand Projet de Maillage Territorial - Voie nouvelle reliant l'échangeur de Cappelle-la-Grande sur la RN 225 à l'échangeur n°58, situé sur l'autoroute A16 dénommée « Barreau de Cappelle-la-Grande » - Bilan de la concertation publique et autorisation de lancement des études réglementaires

Le présent rapport a pour objet de soumettre à l'approbation du Conseil départemental le bilan de la concertation préalable relative au projet du « Barreau de Cappelle-la-Grande ».

Par délibération n° 4.3 DV/2019/241 du 1^{er} juillet 2019, la Commission permanente a autorisé le lancement de cette concertation et en a défini les objectifs et modalités.

1) Déroulement de la concertation

La concertation préalable relative au projet du Barreau de Cappelle-la-Grande a été menée dans le cadre de l'article L. 103-2 du code de l'urbanisme (modifié par la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014).

Elle s'est déroulée du 28 octobre au 12 novembre 2019 et avait pour objectif :

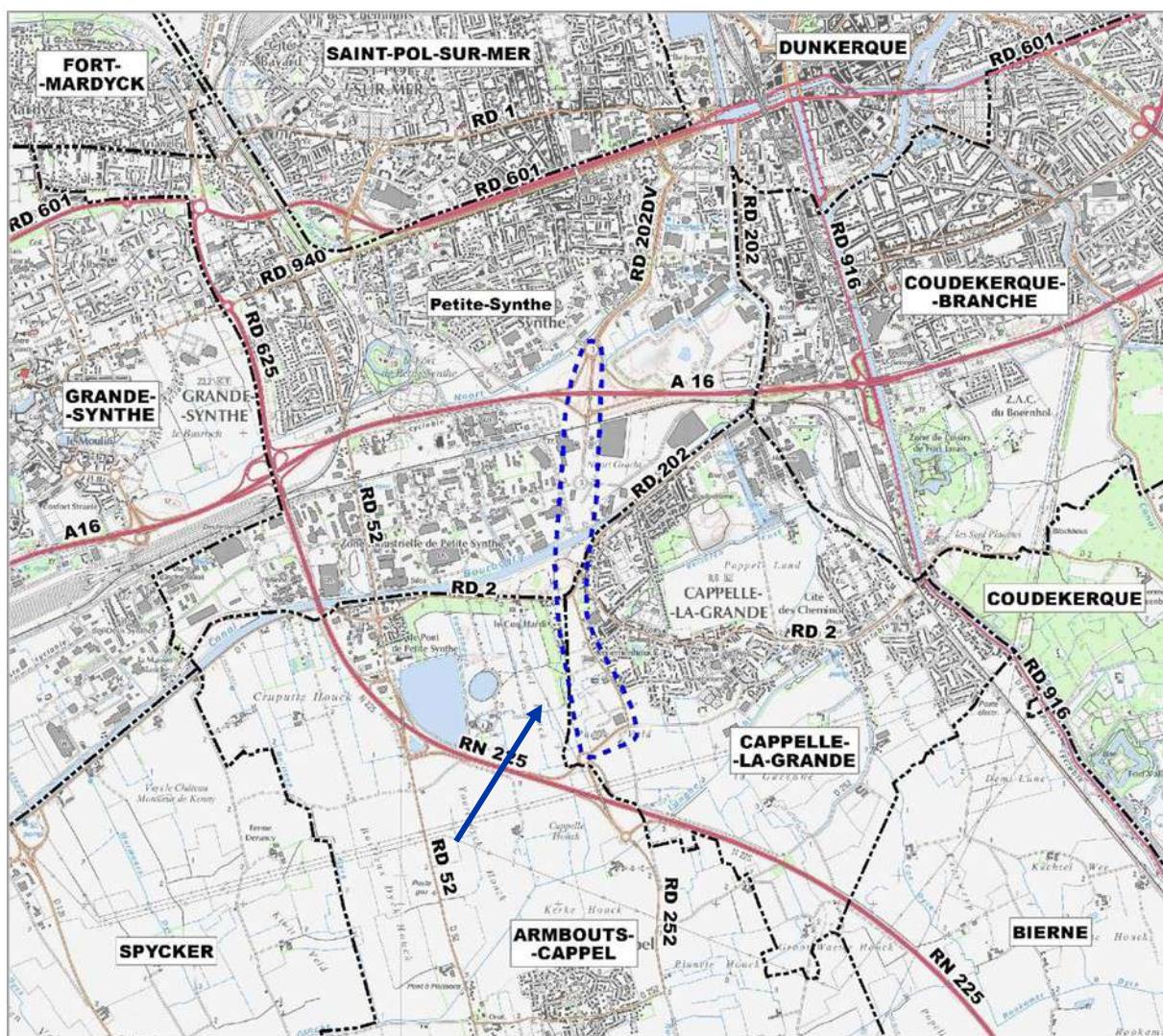
- d'informer le public sur l'avancement et le contenu des études réalisées ;
- de recueillir l'avis du public sur l'intention de tracé proposée et lui permettre de formuler ses observations.

Dans ce cadre, un dossier présentant le contexte de cette opération, ses objectifs et ses enjeux, les différents scénarios d'aménagement envisagés, les variantes de tracé étudiées et la solution proposée a été élaboré et mis à disposition du public.

Il était consultable pendant toute la durée de la concertation :

- dans les mairies de Cappelle-la-Grande, d'Armbouts-Cappel et de Dunkerque (Petite Synthe) où un registre était disponible pour recueillir les observations du public ;
- en ligne, sur le site lenord.fr, où les internautes avaient la possibilité de déposer leurs observations. Celles-ci ont la même valeur que les contributions écrites sur les registres en mairie

Plan de situation de l'opération



On compte la participation de 14 personnes au cours de la phase de concertation. La majorité des remarques a été faite via les registres mis à disposition dans les mairies des communes concernées. On dénombre 7 remarques dans chacun des registres d'Armoûts-Cappel et de Cappel-le-Grand. Aucune remarque n'a été faite dans le registre de la commune de Dunkerque (Petite-Synthe). 4 remarques ont été faites par courriel.

Il est à noter que certaines personnes ont communiqué plusieurs fois leurs remarques.

Outils d'expression		Nombre de questions / remarques		% d'utilisation
Registres mis à disposition dans les mairies des communes concernées	Armbouts-Cappel	7	14	78
	Cappelle-la-Grande	7		
	Dunkerque (Petite-Synthe)	0		
Courrier adressé à Monsieur le Président du Département du Nord		0		0
Registre électronique		0		0
Courriel		4		22

2) Analyse des observations recueillies

Différentes thématiques se dégagent à l'issue de l'analyse des observations recueillies.

Thème (au nombre de 12)	Nombre de questions / remarques
Valeur immobilière des biens à proximité	4
Nuisances sonores	12
Pollution visuelle	7
Qualité de l'air	2
Implantation précise du projet	3
Communication	3
Sécurité des usagers	7
Accessibilité au territoire	4
Biodiversité	2
Ecoulement pluvial	2
Impact potentiel sur les bâtiments à proximité	1
Trafic routier	5

a) Les nuisances sonores

Synthèse des éléments soulevés :

L'augmentation des nuisances sonores par l'implantation de la route paraît être un sujet d'inquiétude récurrent pour les riverains, ainsi :

- des modélisations acoustiques sont sollicitées ;
- des mesures de réduction des nuisances sonores sont demandées par les riverains (buttes paysagères, murs anti-bruit, limitation de vitesse).

Réponse du Département du Nord :

Les obligations réglementaires seront respectées par le Département du Nord.

L'évaluation environnementale, incluant une étude d'impact, sera réalisée en 2020/2021. Elle caractérisera, sur la base d'une modélisation acoustique, la situation existante, les impacts du projet et le dimensionnement des éventuelles mesures de protections individuelles (traitement de façade) ou collectives (murs anti-bruit, merlon végétalisé) à mettre en œuvre pour respecter les seuils réglementaires.

b) La pollution visuelle

Synthèse des éléments soulevés :

La nouvelle route est perçue par certains riverains comme une pollution visuelle impactant le cadre de vie. Des aménagements paysagers (arbres, buttes) sont souhaités par plusieurs riverains, entre la route, la rue du Coq Hardi et la rue du Pape Veld.

Réponse du Département du Nord :

Les études qui seront menées en 2020/2021 permettront de définir le profil en long du tracé. L'impact visuel et la préservation du cadre de vie seront étudiés dans le cadre de l'étude d'impact, notamment au travers de l'étude paysagère.

c) La sécurité des usagers

Synthèse des éléments soulevés :

Des précisions concernant la sécurité des traversées piétonnes et cyclistes du futur barreau et les conditions d'accès à la zone de loisirs d'Armbouts-Cappel à l'Ouest, sont demandées.

Réponse du Département du Nord :

Les études techniques recenseront l'ensemble des usages de la future voie et des voies existantes. Les cheminements piétons et cyclistes projetés, respecteront toutes les normes de conception en vigueur afin de garantir la sécurité de tous les usagers.

d) Le trafic routier

Synthèse des éléments soulevés :

Les interrogations des riverains se portent essentiellement sur l'augmentation de trafic :

- souhait d'aménagements pour ralentir les vitesses dans la rue du Pape Veld, afin d'inciter les usagers à utiliser la nouvelle voie ;
- questionnement sur le devenir de la voie nouvelle en termes de transit, entre la Belgique et Lille ;
- possibilité d'un accroissement du trafic pouvant impacter la globalité de la commune de Cappelle-la-Grande.

Réponse du Département du Nord :

Le Département et la Communauté Urbaine de Dunkerque, lors du comité de pilotage du 20 juin 2019, ont privilégié le scénario 3 bis (barreau complet avec piste « modes doux » et mesures d'accompagnement sur la RD 916) de manière à favoriser le report de trafic sur le barreau.

La rue du Pape Veld ne sera pas un itinéraire de transit pour les véhicules légers et les poids lourds, des restrictions complémentaires pourront être mises en place.

Les études de simulation de trafic réalisées sur la base des différents scénarii démontrent que le projet n'a pas vocation à devenir l'itinéraire principal pour passer de l'A16 à la RN225, le jalonnement sera maintenu en ce sens.

e) La valeur immobilière des biens à proximité

Synthèse des éléments soulevés :

Les habitants de la rue du Coq Hardi demandent si une indemnité est prévue pour compenser la perte de valeur de leurs biens immobiliers ou si d'autres dispositifs de compensation seront mis en place dans le cadre du projet.

Réponse du Département du Nord :

Le projet n'a pas d'incidence directe sur l'habitat. Il impacte du foncier agricole non bâti dont le prix d'acquisition sera évalué par le pôle d'évaluation domaniale de la Direction Régionale des Finances Publiques.

Le Département du Nord s'attachera, à travers l'évaluation environnementale, à limiter les impacts (bruit, insertion paysagère) sur le bâti existant et à préserver le cadre de vie des riverains, qui est une composante essentielle de la valeur immobilière d'un bien.

f) L'accessibilité du territoire

Synthèse des éléments soulevés :

Les interrogations soulevées lors de la concertation portent essentiellement sur les conditions d'accès aux parcelles et aux rétablissements des voies après travaux :

- maintien du chemin vert reliant Cappel au lac d'Armbouts-Cappel et au bois du Coq Hardi ;
- rétablissement pour les agriculteurs des chemins d'accès à leurs parcelles ;
- conditions d'accès au nouveau giratoire créé depuis la rue du Coq Hardi.

Réponse du Département du Nord :

L'aménagement tiendra compte des cheminements piétons et cyclistes existants.

L'accès aux parcelles agricoles sera maintenu conformément à la réglementation. Le volet agricole de l'évaluation environnementale précisera les solutions apportées pour le rétablissement des accès impactés.

L'accessibilité du nouveau rond-point créé sera garantie pour les habitants du Coq Hardi.

g) L'implantation précise du projet

Synthèse des éléments soulevés :

Certains habitants s'interrogent sur la distance qu'il y aura entre la nouvelle voie et les habitations avoisinantes ainsi que sur la proximité de la voie avec la voie verte déjà existante.

Réponse du Département du Nord :

Les études techniques que le Département du Nord engagera en 2020/2021, détermineront précisément l'implantation du projet avec l'objectif de s'éloigner au maximum des habitations.

h) La communication

Synthèse des éléments soulevés :

Certains habitants souhaitent la tenue de réunions d'information au cours des prochaines études afin d'échanger sur les choix d'aménagements et des modalités de réalisation du projet.

Le Président du syndicat agricole local souhaite une concertation afin de préserver la zone agricole.

Réponse du Département du Nord :

La concertation préalable ne constitue que la première étape réglementaire de la concertation.

Le public sera également amené à formuler un avis sur le projet dans le cadre de la procédure d'enquête publique.

Par ailleurs, au travers de réunions, plaquettes d'information, et autres supports de communication, les riverains seront tenus informés de l'avancement des études.

i) La qualité de l'air

Synthèse des éléments soulevés :

Certains riverains s'inquiètent des rejets atmosphériques que le trafic provoquera avec l'implantation de cette nouvelle voie (trafic sur la nouvelle voie et accroissement du nombre de véhicules).

Réponse du Département du Nord :

La qualité de l'air sera traitée dans le cadre de l'évaluation environnementale.

j) La biodiversité

Synthèse des éléments soulevés :

Les riverains espèrent que le projet prendra en compte la biodiversité existante.

Au cours des dernières années, des riverains ont noté la présence de diverses espèces d'oiseaux (rouges-gorges, chardonnets, rouges-queues, chouettes, loriots, cigognes...) et d'amphibiens (tritons, grenouilles, crapauds) à proximité immédiate de la localisation du projet (fossé rue du pape Veld).

Réponse du Département du Nord :

La biodiversité est un volet important qui sera traité dans les études environnementales, par la réalisation notamment d'un inventaire faune/flore. L'objectif du Département du Nord sera d'éviter en premier lieu des impacts directs et, le cas échéant, de les réduire au maximum et de mettre en place des mesures compensatoires nécessaires au maintien de la biodiversité.

k) L'écoulement pluvial

Synthèse des éléments soulevés :

Le Président du syndicat agricole local soulève l'importance du fossé jouxtant la parcelle (cadastrée n° 7 section AD pour OH9) dans sa partie nord pour l'évacuation des eaux vers le sud pour rejoindre le réseau de wateringues.

Certains riverains demandent si des solutions vont être apportées aux wateringues à proximité du projet dont l'entretien apparaît insuffisant.

Le projet sera soumis à une procédure Loi sur l'Eau et l'aménagement sera conçu pour n'engendrer aucune incidence sur les écoulements naturels et l'évacuation des eaux. Les écoulements naturels existants seront maintenus ou rétablis par des ouvrages hydrauliques.

Le Département n'est pas gestionnaire des waterings et n'est donc pas habilité à intervenir sur l'entretien de ces réseaux.

1) L'impact potentiel sur les bâtiments à proximité

Synthèse des éléments soulevés :

Il est demandé si le projet a été étudié au regard de la résistance des maisons et des fondations des bâtiments à proximité de la nouvelle voie. Il est souhaité que les vibrations et chocs induits par les passages des véhicules (notamment des poids lourds) sur la nouvelle voie soient étudiés afin que le projet n'engendre pas de dommages (fissures, déformations...) sur les habitations localisées à proximité du barreau de Cappelle-la-Grande.

Réponse du Département du Nord :

Les études techniques tiendront compte du bâti en place. Par ailleurs, un constat d'huissier sera réalisé avant la phase travaux au droit des façades des habitations concernées.

3) Bilan de la concertation

Il apparaît, au vu de ces observations, que **la nécessité de créer une nouvelle voie d'accès au centre de l'agglomération dunkerquoise depuis le sud est globalement reconnue et admise.**

Tous les avis et remarques émis par le public ont permis de dresser le présent bilan. L'ensemble de ces observations sera pris en compte dans les prochaines phases de conception du projet.

La prochaine étape du projet est la réalisation, d'une part, de l'étude d'Avant-Projet et, d'autre part, de l'évaluation environnementale sur la période 2020/2021.

Je propose au Conseil départemental :

- d'approuver le bilan de la concertation préalable relative au projet de voie nouvelle dite « Barreau de Cappelle-la-Grande », menée sur le territoire des communes de Cappelle-la-Grande, Arbouts-Cappel et Dunkerque (Petite-Synthe) ;
- de m'autoriser à engager la poursuite des études environnementales et techniques préalables à la déclaration d'utilité publique et toutes les procédures correspondantes.

Jean-René LECERF
Président du Département du Nord

CONSEIL DEPARTEMENTAL
Réunion du 29 juin 2020

OBJET : Trajectoire Voirie 2016-2020 - Transfert dans le domaine public communal de la fontaine Salingre située au PR 4+0087 dans une sur largeur de la RD 123 sur le territoire de la commune de Sémeries (Hameau de Zorées)

Le présent rapport a pour objet de proposer au Conseil départemental d'approuver le projet de transfert de la fontaine Salingre, située au PR 4+0087, dans une sur largeur de la RD 123, dans le domaine public communal de la Commune de Sémeries (Hameau de Zorées).

L'article L3112-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques permet le transfert entre personnes publiques des biens qui relèvent de leur domaine public, sans déclassement, lorsqu'ils sont destinés à l'exercice de leurs compétences et relèveront de leur domaine public.

La fontaine Salingre est actuellement en état de délabrement bien qu'utilisée par les agriculteurs locaux. Elle ne présente aucun intérêt pour les usagers de la route et n'a donc pas vocation à demeurer dans le domaine public départemental.

Dans le cadre des restaurations du patrimoine rural non protégé, la commune de Sémeries souhaite restaurer cette fontaine. Il est donc proposé de la transférer du domaine public départemental dans le domaine public de la commune de Sémeries.

Le transfert deviendra effectif à l'issue du dépôt en préfecture des délibérations correspondantes et de la procédure d'affichage.

Je propose au Conseil départemental :

- d'approuver le transfert de la fontaine Salingre, située au PR 4+0087, dans une sur largeur de l'emprise de la RD 123 sur le territoire de la commune de Sémeries du domaine public départemental dans le domaine public communal, en application de l'article L3112-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, permettant le transfert sans déclassement dès lors que le bien public transféré est destiné à l'exercice des compétences de la collectivité et relève de son domaine public ;
- de m'autoriser à signer la convention à passer avec la commune de Sémeries fixant les modalités de ce transfert et tous les actes correspondants.

Jean-René LECERF
Président du Département du Nord

CONSEIL DEPARTEMENTAL
Réunion du 29 juin 2020

OBJET : Trajectoire Voirie 2016-2020 - Transfert dans le domaine public communal de la RD 136b du PR 0+0000 au PR 0+0397 sur le territoire de la commune de Cerfontaine.

Le présent rapport a pour objet de proposer au Conseil départemental d'approuver le projet de transfert, en l'état, de la RD 136b du PR 0+0000 au PR 0+0397 dans le domaine public communal de la commune de Cerfontaine.

L'article L3112-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques permet le transfert entre personnes publiques des biens qui relèvent de leur domaine public, sans déclassement, lorsqu'ils sont destinés à l'exercice de leurs compétences et relèveront de leur domaine public.

La RD 136b est une voie à vocation agricole qui dessert des parcelles agricoles ainsi qu'un bois dénommé « Bois des bons pères ». Compte tenu de son usage, elle n'a plus vocation à demeurer dans le réseau de voirie départementale.

Des travaux de remise en état ont été effectués en 2017 sur la base d'un bornage avec reconnaissance des limites de la voie. Le transfert s'effectuera donc en l'état, sans travaux préalables.

Le transfert deviendra effectif à l'issue du dépôt en Préfecture des délibérations concordantes et de la procédure d'affichage.

Je propose au Conseil départemental :

- d'approuver le transfert, en l'état, du domaine public départemental dans le domaine public communal de la RD 136b du PR 0+0000 au PR 0+0397, située sur le territoire de la commune de Cerfontaine, en application de l'article L3112-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques permettant le transfert sans déclassement dès lors que le bien public transféré est destiné à l'exercice des compétences de la collectivité et relève de son domaine public,
- de m'autoriser à signer la convention à passer avec la commune de Cerfontaine fixant les modalités de ce transfert et tous les actes correspondants.

Jean-René LECERF
Président du Département du Nord

CONSEIL DEPARTEMENTAL
Réunion du 29 juin 2020

OBJET : Trajectoire voirie 2016-2020 - Transfert d'un délaissé de la RD 93, situé entre les PR 3+0310 et 3+0430 du domaine public départemental, dans le domaine public de la commune de Camphin-en-Pévèle.

Le présent rapport a pour objet de proposer au Conseil départemental le transfert, en l'état, d'un délaissé de voirie, avec dépendance, situé sur la RD 93, entre le PR 3+0310 et le PR 3+0430 du domaine public départemental, dans le domaine public de la commune de Camphin-en-Pévèle.

L'article L3112-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques permet le transfert entre personnes publiques des biens qui relèvent de leur domaine public, sans déclassement lorsqu'ils sont destinés à l'exercice de leurs compétences et relèveront de leur domaine public.

Il est ainsi proposé de transférer à la commune de Camphin-en-Pévèle un délaissé avec dépendance de la RD 93, situé entre les PR 3+0310 et 3+0430, qui constitue l'ancien tracé de la RD 93. Ce délaissé, d'une superficie totale d'environ 1 224 m², est constitué d'une chaussée en bon état et d'un espace piétonnier. Cette section qui assure la desserte locale d'habitations n'a plus vocation de route départementale.

Par délibération du Conseil municipal du 26 novembre 2019, la commune de Camphin-en-Pévèle a approuvé l'intégration dans son domaine public de ce délaissé de la RD 93.

Le transfert deviendra effectif à l'issue du dépôt en Préfecture des délibérations concordantes et de la procédure d'affichage.

Je propose au Conseil départemental :

- d'approuver le transfert, en l'état, du domaine public départemental dans le domaine public de la commune de Camphin-en-Pévèle d'un délaissé avec dépendance de la RD 93, situé entre les PR 3+0310 et 3+0430, d'une superficie totale d'environ 1 224 m², en application de l'article L3112-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques permettant le transfert sans déclassement, dès lors que le bien public transféré est destiné à l'exercice des compétences de la collectivité et relève de son domaine public ;

- de m'autoriser à signer la convention à passer avec la commune de Camphin-en-Pévèle, fixant les modalités de ce transfert et tous les actes correspondants.

Jean-René LECERF
Président du Département du Nord

CONSEIL DEPARTEMENTAL
Réunion du 29 juin 2020

OBJET : Transfert de la RD 17 sur le territoire de la commune de Craywick au Grand Port Maritime de Dunkerque.

Le présent rapport a pour objet de proposer au Conseil départemental d'approuver le transfert dans le domaine public du Grand Port Maritime de Dunkerque de la section de la RD 17 comprise entre les PR 2+0987 et 6+0283, sur le territoire des communes de Craywick et Saint-Georges-sur-l'Aa.

L'article L. 3112-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques permet le transfert entre personnes publiques des biens qui relèvent de leur domaine public, sans déclassement, lorsqu'ils sont destinés à l'exercice de leurs compétences et relèveront de leur domaine public.

Dans le cadre du développement de la zone dite « Grandes Industries », qui sera desservie principalement par la RD 17, le Grand Port a souhaité le transfert de la RD 17 dans son domaine public. Le tracé et le gabarit actuels de cette route départementale de 3^{ème} catégorie sont peu adaptés au trafic généré par les activités qui vont s'y déployer.

Le Grand Port envisage donc la réalisation d'aménagements qui vont modifier en profondeur la typologie de cette voie.

La section concernée de la RD 17 sera transférée en l'état, sans soulte, ni travaux préalables.

Le transfert deviendra effectif à l'issue du dépôt en Préfecture des délibérations concordantes et de la procédure d'affichage.

Je propose au Conseil départemental :

- d'approuver le transfert en l'état du domaine public départemental dans le domaine public du Grand Port Maritime de Dunkerque, de la section de la RD 17 comprise entre les PR 2+0987 et 6+0283, sur le territoire des communes de Craywick et Saint Georges sur l'Aa, en application de l'article L. 3112-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques qui permet le transfert sans déclassement dès lors que bien public transféré est destiné à l'exercice des compétences de la collectivité et relève de son domaine public.

Jean-René LECERF
Président du Département du Nord

CONSEIL DEPARTEMENTAL
Réunion du 29 juin 2020

OBJET : Trajectoire voirie 2016-2020 - Mise en sécurité du carrefour RD 403/110 sur le territoire de la commune de Warhem - Prorogation de l'arrêté de déclaration d'utilité publique du projet.

Par délibération n° 4.24 DVD-I/2015/451 du 6 juillet 2015, la Commission permanente a approuvé l'avant-projet relatif à la sécurisation du carrefour à l'intersection des RD 110 et 403 sur le territoire de la commune de Warhem et a autorisé Monsieur le Président à demander à Monsieur le Préfet l'ouverture de l'enquête parcellaire et de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique.

Ce projet porte sur la rectification de l'axe de la RD 110 afin d'améliorer la visibilité et la sécurité du carrefour formé avec la RD 403, situé hors agglomération.

Ces travaux nécessitent les acquisitions foncières suivantes :

- parcelle agricole D 1044 pour 81 m², qui correspond à un terrain agricole cultivé ;
- parcelle D 1046 pour 89 m², qui correspond à un terrain bâti ;
- parcelle D 1048 pour 110 m², qui correspond à un terrain agricole.

Les deux enquêtes précitées se sont déroulées du 8 au 24 juin 2015 et le projet a été déclaré d'utilité publique par arrêté préfectoral du 20 novembre 2015.

La poursuite des acquisitions foncières nécessite aujourd'hui de proroger les effets de la déclaration d'utilité publique arrivant à terme le 20 novembre 2020.

En application des dispositions de l'article L 11-5-II du Code de l'Expropriation, un acte pris dans la même forme que l'acte déclarant l'utilité publique peut, sans nouvelle enquête, proroger une fois les effets de la déclaration d'utilité publique pour la même durée, soit 5 ans.

Je propose au Conseil départemental :

- de m'autoriser à demander à Monsieur le Préfet de prendre un arrêté de prorogation de la déclaration d'utilité publique du 20 novembre 2015 pour le projet de sécurisation du carrefour à l'intersection des RD 110 et 403, sur le territoire de la commune de Warhem ;
- de m'autoriser à signer tous les actes correspondants.

Jean-René LECERF
Président du Département du Nord

CONSEIL DEPARTEMENTAL
Réunion du 29 juin 2020

OBJET : Autorisation de cession d'un véhicule départemental d'une valeur supérieure à 4 600 €

Dans le cadre de la gestion de la flotte automobile, le Département est amené à mettre en vente des véhicules dont il n'a plus l'usage ou qui sont trop anciens pour l'usage habituel.

Ces ventes sont réalisées soit par les Domaines, soit par le biais d'un marché en cours avec la société Mercier Automobiles, selon la nature des véhicules.

Par délibération n° 3 DA/2015/239 du 2 avril 2015, le Conseil départemental a accordé à son Président la délégation « de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 € ».

De ce fait, il convient d'autoriser spécifiquement la cession d'un camion de marque Renault, type 44ACA645N0NC, n° de série VF644ACA000000835, immatriculé 662 AVQ 59, pour un prix de vente de 4 646,74 €.

Je propose au Conseil départemental :

- de m'autoriser à procéder à la vente d'un camion de marque Renault type 44ACA645N0NC, n° de série VF644ACA000000835 immatriculé 662 AVQ 59 pour un prix de vente de 4 646,74 € ;
- de m'autoriser à signer tous les actes correspondants.

CODE GRAND ANGLE		ENGAGEMENTS		
OPERATION	ENVELOPPE	AUTORISES	DEJA CONTRACTES	PROPOSES DANS LE RAPPORT
32006OP002	32006E02			4646,74

Jean-René LECERF
Président du Département du Nord

CONSEIL DEPARTEMENTAL
Réunion du 29 juin 2020

OBJET : Opérations relatives au patrimoine naturel Espaces Naturels Sensibles (ENS) ou en gestion départementale - Gestion cynégétique pour la saison 2020/2021.

Le présent rapport a pour objet de présenter les conditions de gestion cynégétique pour la saison 2020-2021 des sites Espaces Naturels du Nord (ENN).

Les modalités de la gestion cynégétique sont définies dans le cadre de conventions de gestion bipartites dite « de plaine » et « de forêt » ou de conventions tripartites types (Département, Fédération Départementale des Chasseurs du Nord et partenaire cynégétique local), présentées en annexes 1 à 3.

Conformément à la délibération du 12 octobre 2015 (DENV/2015/872), des autorisations de régulations ponctuelles de certaines espèces peuvent être également accordées sur certains sites départementaux dès lors que des interventions sont nécessaires.

Les conventions tripartites et les autorisations ponctuelles sont gratuites, seule une taxe d'abattage définie conjointement avec la Fédération Départementale des Chasseurs du Nord pourrait être à la charge du partenaire.

La gestion cynégétique des propriétés départementales est soumise à l'avis préalable du Conseil Cynégétique et Halieutique mis en place par le Département du Nord. Toutefois, en raison de la crise sanitaire liée à l'épidémie de Covid-19 et notamment des mesures de confinement imposées lors de la mise en place de l'état d'urgence sanitaire le 24 mars 2020, le Conseil Cynégétique et Halieutique n'a pu se réunir cette année.

Le Conseil départemental doit néanmoins délibérer afin d'assurer la transmission des conventions et des autorisations aux titulaires, avant le début de la saison de chasse 2020-2021.

Il est donc proposé de renouveler les partenariats de la saison 2019/2020 pour la campagne de chasse suivante 2020/2021, ainsi que les propositions de partenariats déjà validées par le Conseil Cynégétique du 30 avril 2019.

Le bilan de la saison écoulée est repris dans les tableaux par arrondissement, joints en annexe 4 à la présente délibération, pour le renouvellement des conventions et des autorisations de gestion cynégétique sollicité par les titulaires de la saison 2019-2020.

Seule la Société de chasse des Mineurs de Denain, représentée par Monsieur Philippe CAPIAUX, n'a pas souhaité reconduire la convention tripartite qui lui avait été accordée pour le site ENN du Terril Renard à Denain.

Il est donc proposé la signature des conventions cynégétiques annuelles et des autorisations de régulation ponctuelle avec les titulaires de la saison 2019/2020, sauf pour la Société de chasse des Mineurs de Denain.

- 5/1 -

De plus, conformément à l'article 4 de l'arrêté préfectoral d'ouverture et de clôture de la chasse dans le Nord, une mention sera ajoutée dans l'ensemble des conventions type, concernant le port du gilet ou de la veste fluorescent obligatoire, pour tous les acteurs d'une chasse sur un territoire ouvert au public.

Dans le cadre de la convention partenariale liant le Département et la Fédération des Chasseurs du Nord, une réunion s'est tenue en urgence le 3 juin 2020 et a émis un avis favorable pour ces modalités.

Je propose au Conseil départemental :

- de se prononcer sur les principes de gestion des activités cynégétiques sur les terrains départementaux repris dans le présent rapport ;
- de m'autoriser à signer les conventions de gestion cynégétique de plaine et de forêt, dont les modèles sont joints au rapport (annexe 1 et 2) pour la saison de chasse 2020-2021, sans dérogation, des terrains dont la liste est reprise dans les tableaux, joints en annexe 4 ;
- d'imputer les recettes liées à l'activité cynégétique sur l'opération 23005OP007 – enveloppe 23005E17 ;
- de m'autoriser à signer les conventions de gestion tripartites particulières entre le Département du Nord, la Fédération Départementale des Chasseurs du Nord et les partenaires cynégétiques locaux (association ou particuliers) dont le modèle est joint au rapport (annexe 3), pour la saison de chasse 2020-2021, sans dérogation, des terrains dont la liste est reprise dans les tableaux, joints en annexe 4 ;
- de m'autoriser à signer les autorisations ponctuelles définies dans la convention cadre entre le Département du Nord et la Fédération Départementale des Chasseurs du Nord, signée le 18 avril 2017 (CD du 04/07/2016 - DENV/2016/249).

CODE GRAND ANGLE		ENGAGEMENTS		
OPERATION	ENVELOPPE	AUTORISES	DEJA CONTRACTES	PROPOSES DANS LE RAPPORT
23005OP007	23005E17	95 000		

Jean-René LECERF
Président du Département du Nord

CONSEIL DEPARTEMENTAL
Réunion du 29 juin 2020

OBJET : Renouvellement de la convention de partenariat entre le Département du Nord et le Service Départemental d'Incendie et de Secours du Nord (SDIS).

Le présent rapport a pour objet le renouvellement de la convention partenariale relative à la formation des sapeurs-pompiers liant le Service Départemental d'Incendie et de Secours du Nord (SDIS) et le Département du Nord 2017-2019 (CP du 27 mars 2017, DSTDL/2017/57).

En raison de ses missions, le SDIS a besoin de sites d'entraînement se rapprochant le plus possible des conditions réelles d'intervention, pour assurer une mission de formation permanente à l'ensemble de son personnel.

C'est dans ce contexte que le Département propose la mise à disposition de ses sites Espaces Naturels du Nord répartis sur l'ensemble du territoire départemental. Des coupes d'arbres ou des interventions complexes sur des terrains difficilement accessibles (carrières, front de taille, terrils, boisement avec arbres encroués...) constituent des terrains d'entraînement privilégié. La confrontation des matériels utilisés et des techniques d'intervention, permet pour le personnel du SDIS et les gardes départementaux, d'améliorer sans cesse la sécurité des agents au travail et celle des usagers.

La convention proposée en annexe 1 s'inscrit pleinement dans la nouvelle stratégie départementale en faveur des E.N.N., à savoir le développement d'espaces naturels utiles au service des politiques départementales conciliant biodiversité, ouverture au public, développement des territoires et vocation sociale, en particulier pour ses publics cibles.

Il est proposé au Conseil départemental :

- de m'autoriser à signer la convention de partenariat entre le Département du Nord et le Service Départemental d'Incendie et de Secours du Nord pour la formation permanente des sapeurs-pompiers et l'entretien des sites E.N.N., dans les termes du projet joint en annexe 1.

Jean-René LECERF
Président du Département du Nord

CONSEIL DEPARTEMENTAL
Réunion du 29 juin 2020

OBJET : Interventions départementales dans le domaine agricole.

Le présent rapport a pour objet de présenter les modifications de la circonscription territoriale des communes de Merris et de Méteren proposées dans le cadre de l'opération d'aménagement foncier agricole et forestier de ces communes.

L'opération d'aménagement foncier agricole et forestier de Merris et de Méteren, engagée en conséquence de la mise à 2 X 2 voies de la RD 642 entre l'autoroute A 25 et Hazebrouck, entraîne des rectifications de limites territoriales entre les communes de Merris et de Méteren.

L'article L.123-5 du Code rural et de la pêche maritime permet les modifications de la circonscription territoriale des communes à l'occasion d'une opération d'aménagement foncier.

Les communes de Merris et de Méteren appartiennent au canton de Bailleul et sont situées dans l'arrondissement de Dunkerque.

Conformément à l'article R.123-18 du Code rural et de la pêche maritime, la modification de la circonscription territoriale des communes est prononcée par le Préfet, après avis des Conseils municipaux et du Conseil départemental.

Par délibération en date du 2 avril 2015 (rapport n° DA/2015/240), le Conseil départemental a donné délégation à la Commission permanente pour émettre cet avis.

Il est précisé, concernant ces modifications de limites communales :

- qu'elles ne comportent aucun transfert de population ;
- que les Conseils municipaux de Merris et de Méteren ont délibéré favorablement aux échanges proposés (respectivement les 11 décembre 2019 et 20 janvier 2020) ;
- que la Commission Intercommunale d'Aménagement Foncier a, dans sa séance du 19 juin 2019, approuvé les modifications des limites communales proposées au projet.

Le plan faisant apparaître les redressements des limites communales est annexé au présent rapport (annexe 1).

Il est proposé au Conseil départemental :

- d'émettre un avis favorable relatif aux modifications de la circonscription territoriale des communes de Merris et de Méteren proposées dans le cadre de l'opération d'aménagement foncier agricole et forestier de ces deux communes.

Jean-René LECERF
Président du Département du Nord

CONSEIL DEPARTEMENTAL
Réunion du 29 juin 2020

OBJET : Interventions départementales dans le domaine de l'environnement.

Le présent rapport a pour objet l'attribution des demandes de subventions formulées par les collectivités et bailleurs sociaux, pour des expertises préalables à la création de jardins familiaux - espaces partagés.

La politique départementale en faveur des jardins familiaux porte sur le dispositif « Jardins Familiaux – Espaces Partagés » (J.F.E.P.) selon les grands principes du développement durable. Il vise à la mixité sociale, au jardinage au naturel, à une alimentation saine et de qualité et à la prise en compte des aspects paysagers et environnementaux.

Des demandes de subvention ont été présentées pour la réalisation d'expertises préalables à la création d'espaces partagés par :

- la commune de Marquette-lez-Lille,
- la SAHLM Habitat du Nord.

Le détail du dispositif adopté est repris dans la fiche ci-jointe (annexe 1).

Le tableau ci-dessous récapitule les projets et précise la localisation, la nature des travaux, le taux de subvention au regard de la qualité du projet en terme de développement durable, le montant hors taxe, le montant de la dépense subventionnable et de la subvention départementale proposée.

Maître d'ouvrage	Localisation	Nature des travaux	Montant des travaux HT	Taux de subvention proposé	Montant de la dépense subventionnable		Montant de la subvention proposée
Marquette-lez-Lille	Quartiers de l'Abbaye et de La Becquerelle	2 Expertises préalables à la création de jardins partagés	3 600 €	80 %	6 x 600 €	3 600 €	2 880 €
Habitat du Nord	Résidence Les Châtaigniers Rue de la République – Saint-Pol-sur-Mer	1 Expertise préalable à la création d'un espace partagé	1 800 €	80 %	3 x 600 €	1 800 €	1 440 €
					TOTAL		4 320 €

Il est proposé au Conseil départemental :

- d'attribuer les subventions d'investissement suivantes, pour la réalisation d'expertises préalables à la création de jardins partagés :
 - 2 880 € à la commune de Marquette-lez-Lille,
 - 1 440 € à la SAHLM Habitat du Nord.
- de m'autoriser à conclure avec la commune de Marquette-lez-Lille et avec la SAHLM Habitat du Nord une convention cadre (annexes 2 et 3) définissant les conditions de financement des expertises préalables à la création de jardins partagés ;
- d'imputer les dépenses correspondantes, soit 4 320 € sur l'opération 23004OP002, enveloppe 23004E16.

CODE GRAND ANGLE		ENGAGEMENTS		
OPERATION	ENVELOPPE	AUTORISES	DEJA CONTRACTES	PROPOSES DANS LE RAPPORT
23004OP002	23004E16	500 000	8 523	4 320

Jean-René LECERF
Président du Département du Nord

CONSEIL DEPARTEMENTAL
Réunion du 29 juin 2020

OBJET : Opérations relatives au Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée (PDIPR).

Le présent rapport a pour objet la présentation des opérations liées au Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée (PDIPR) concernant :

- le renouvellement des conventions de gestion pour 2020 ;
- l'attribution d'une subvention à l'Office National des Forêts (ONF) pour les travaux de remise en état de tronçons pédestres situés en forêt domaniale de Phalempin et d'une piste équestre en forêt domaniale de Marchiennes.

1) RENOUVELLEMENT DES CONVENTIONS DE GESTION DES CHEMINS INSCRITS AU PDIPR

Les partenaires institutionnels possèdent une expertise et un savoir-faire relatifs à la qualification des sentiers. Ils participent à la sécurisation des cheminements par leur action de balisage et d'entretien des chemins inscrits au PDIPR.

Il est proposé de renouveler 14 conventions annuelles nécessaires à cette mise en œuvre, en permettant l'octroi de subventions de fonctionnement aux différents partenaires institutionnels, ayant sollicité le Département pour la gestion de ces circuits de randonnée.

La subvention départementale proposée se décompose comme suit :

- 10 €/km pour le balisage ;
- 21 €/km pour l'entretien ;
- 41€/km pour la surveillance des réseaux points nœuds pédestres (3 passages par an) ;
- un forfait de 500 € ou 2500 € pour la gestion différenciée.

La liste des partenaires, la nature, le montant des subventions attribuées et proposées pour un total de 72 615 € sont récapitulés dans le tableau, repris en annexe 1, du présent rapport.

La convention type de partenariat pour la gestion des chemins inscrits au PDIPR, est proposée en annexe 2.

2) ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS (ONF) POUR LES TRAVAUX DE REMISE EN ÉTAT DE TRONÇONS PÉDESTRES SITUÉS EN FORÊT DOMANIALE DE PHALEMPIN ET D'UNE PISTE ÉQUESTRE EN FORÊT DOMANIALE DE MARCHIENNES

La nature et le montant des travaux et des subventions proposées selon les critères d'éligibilité sont repris en annexe 3 et 4.

Le montant total de la subvention attribuée et proposée à l'ONF est de 18 640 €.

La convention de partenariat avec l'ONF est proposée en annexe 5.

Il est proposé au Conseil départemental :

- d'attribuer les subventions aux partenaires pour la gestion des chemins inscrits au PDIPR, récapitulées dans le tableau, joint en annexe 1 du présent rapport, pour un montant total de 72 615 € ;
- de m'autoriser à conclure avec ces structures publiques, une convention de partenariat pour la gestion du Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée, conforme au modèle joint en annexe 2 ;
- d'imputer les dépenses correspondantes, soit 72 615 €, sur l'opération 23005OP010, enveloppe 23005E27 ;
- d'attribuer une subvention à l'Office National des Forêts pour les travaux de remise en état de tronçons pédestres situés en forêt domaniale de Phalempin, et d'une piste équestre en forêt domaniale de Marchiennes pour un montant total de 18 640 € ;
- de m'autoriser à conclure avec l'Office National des Forêts, une convention de partenariat pour la réalisation de ces travaux (annexe 5) ;
- d'imputer la dépense d'investissement correspondante, soit 18 640 €, sur l'opération 23005OP010 enveloppe 23005E26.

CODE GRAND ANGLE		ENGAGEMENTS		
OPERATION	ENVELOPPE	AUTORISES	DEJA CONTRACTES	PROPOSES DANS LE RAPPORT
23005OP010	23005E27	831 200,00	0,00	72 615,00
23005OP010	23005E26	100 000,00	0,00	18 640,00

Jean-René LECERF
Président du Département du Nord

CONSEIL DEPARTEMENTAL
Réunion du 29 juin 2020

OBJET : Inscription du nouveau tracé du chemin de Grande Randonnée 121B au Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée (PDIPR).

En application de l'article 56 de la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983, l'Assemblée départementale a décidé, lors de sa réunion du 29 février 1988 (délibération SGAI/DAE/213), la mise en place d'un Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée.

Lors de sa réunion du 25 mars 1991 (délibération SGA4/DAEE/EA18), l'Assemblée départementale a décidé de consulter les communes du Département, afin qu'elles puissent approuver ou modifier ce plan.

La Commission permanente du Conseil général du Nord du 5 avril 1993 (délibération DAEE/92/EA21) a décidé la valorisation du Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée (PDIPR).

Cette mise en valeur suppose la protection juridique complète des boucles et des chemins de Grande Randonnée concernés par une double délibération, celle du Conseil municipal de la commune concernée par l'itinéraire (ou partie d'itinéraire) et celle du Conseil départemental du Nord.

Dans le cadre de la reconfiguration qualitative du chemin de Grande Randonnée 121B, qui démarre de Bailleul et se termine à Marchiennes (124 km), dont la carte est jointe en annexe 1, les communes concernées (annexe 2) ont approuvé le nouveau tracé proposé par le Comité départemental de la Randonnée Pédestre du Nord.

Je propose au Conseil départemental :

- de se prononcer sur l'inscription du nouveau tracé du chemin de Grande Randonnée 121B, au Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée.

Jean-René LECERF
Président du Département du Nord

CONSEIL DEPARTEMENTAL
Réunion du 29 juin 2020

OBJET : Projet Interreg PARTONS 2.0 - Prolongation et transfert de solidarité

Le projet Interreg PARTONS 2.0 vise à renforcer le développement participatif du territoire rural frontalier de Flandre marqué par la disparition des services. Il est constitutif du portefeuille de projets Interreg Flandria Rhei et a été approuvé par le Conseil départemental du 12 octobre 2015 (délibération n° DC/2015/800) pour une durée de 4 ans, du 1er octobre 2016 au 30 septembre 2020. Il réunit 10 opérateurs belges et français aux côtés du Département du Nord :

- la Province de Flandre Occidentale (PFO), cheffe de file ;
- l'Agence d'Urbanisme et de Développement de la Région Flandre Dunkerque (AGUR) ;
- le Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement du Nord (CAUE) ;
- le Syndicat mixte des Parcs du Nord et du Pas de Calais, (ENRx) ;
- le Parc Naturel Régional Caps et Marais d'Opale (PNRCMO) ;
- la Communauté de Communes des Hauts de Flandre (CCHF) ;
- la Communauté de Communes de Flandre Intérieure (CCFI) ;
- le Groupement Européen de Coopération Territoriale West-Vlaanderen / Flandre-Dunkerque-Côte d'Opale (GECT) ;
- le Regionaal Landschap West-Vlaamse Heuvels (Paysage régional des Monts de Flandre Occidentale) ;
- le Erfgoedcel CO7 (cellule du patrimoine CO7).

Le Département a une mission d'accompagnement en ingénierie des lauréats des appels à projets et des projets pilotes de PARTONS 2.0. Le référent territorial de l'arrondissement de Dunkerque y consacre 15 % de son temps de travail.

PARTONS 2.0 a permis la création d'outils favorisant le développement participatif du territoire : boîtes à idées pour renforcer l'implication des citoyens et des commerçants ; journées de découverte de lieux inspirants pour initier une participation interactive et susciter des idées novatrices, visant une meilleure offre de services en milieu rural ; analyse transfrontalière multithématique (services, jeunesse, éducation, santé, numérique, etc...).

Le travail des 10 opérateurs a également rendu possible l'accompagnement de projets pilotes tels que le devenir du site de Callicanes (ancien poste frontière) et la réflexion autour de l'emplacement de la

mairie de Winnezele. Enfin, deux appels à projets à destination des communes et associations ont été lancés en 2018 et 2019.

Il est proposé de prolonger d'un an le projet PARTONS 2.0 du programme transfrontalier Interreg V France-Wallonie-Vlaanderen. Cette prolongation permettrait de poursuivre l'accompagnement des dossiers lauréats du dernier appel à projets et de mettre en valeur l'ensemble des réalisations de PARTONS 2.0. Le comité de pilotage de PARTONS 2.0, réuni le 9 décembre 2019, a donné son accord sur cette prolongation et sur les aménagements budgétaires proposés par le comité d'accompagnement du 18 novembre 2019.

Les fonds nécessaires à cette prolongation proviendraient de transferts de solidarité entre opérateurs. Ce mécanisme s'apparente à un abandon de créance par le bénéficiaire d'une partie des fonds FEDER qu'il devait percevoir sous forme de subvention. Ces fonds FEDER « transférés solidairement » sont remis à la disposition de l'opérateur chef de file, qui gère la totalité des crédits FEDER et qui les réaffecte à un autre opérateur pour des actions nouvelles.

Dans ce cadre, le Département serait concerné par ce mécanisme de transfert de solidarité de fonds FEDER départementaux disponibles vers l'opérateur chef de file.

Pour mémoire, l'action menée par le Département du Nord était inscrite pour un montant de 59 770,17 € et financée par des fonds FEDER au taux de 55 %, soit 32 873,59 € d'aide.

Le budget départemental a été recalculé sur la base des charges réellement constatées depuis le 1er octobre 2016. La réalisation budgétaire est en deçà des prévisions initiales dues à des dépenses en personnel et à des frais de services et d'expertise externe inférieurs aux prévisions (annexe 1).

Ce budget réel s'établit à 34 291,13 € de dépenses éligibles au cofinancement du FEDER au taux de 55 %, soit 18 860,12 €.

Le Département peut ainsi proposer un transfert de solidarité de 14 013,47 € de fonds FEDER (différence entre la subvention initialement attribuée au Département et la subvention recalculée sur la base de la dépense réelle de l'action soit 32 873,59 € - 18 860,12 € = 14 013,47 €) vers l'opérateur chef de file qui pourra utiliser ces fonds pour la valorisation d'autres réalisations de PARTONS 2.0.

Je propose au Conseil départemental :

- d'approuver la prolongation du projet PARTONS 2.0 pour une durée d'un an, soit jusqu'au 30 septembre 2021 ;
- d'approuver le principe du transfert de solidarité de 14 013,47 € de fonds FEDER vers la Province de Flandre Occidentale, opérateur chef de file ;
- de m'autoriser à signer tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Jean-René LECERF
Président du Département du Nord

CONSEIL DEPARTEMENTAL
Réunion du 29 juin 2020

OBJET : Politique de l'Habitat et du Logement : autorisation à signer la convention avec le GIP SNE et l'URH des Hauts-de-France pour l'accès aux données de la cartographie nationale de l'occupation du parc social.

Ce rapport prévoit l'accès, par le Département, au portail de cartographie de l'occupation du logement social du Groupement d'Intérêt Public Système National d'Enregistrement (GIP SNE).

Dans le cadre des lois ALUR (Loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové), Egalité Citoyenneté (Loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté) et ELAN (Loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant Evolution du Logement, de l'Aménagement et du Numérique), le Ministère en charge du logement et l'Union Régionale pour l'Habitat (URH), ont confié au Groupement d'Intérêt Public Système National d'Enregistrement (GIP SNE) la construction d'un portail internet professionnel permettant de cartographier l'occupation du parc social.

Cet outil met à disposition des différents acteurs concernés (EPCI, communes, organismes HLM, Etat, départements, etc.) des statistiques concernant le parc social. Ces données sont cartographiées à différentes échelles communales, supra-communales et infra-communales.

Ce portail est désormais opérationnel et accessible pour les Hauts-de-France. Les dernières données mobilisables sont celles de 2018.

Les départements ont un accès de droit au portail sur leur territoire de compétence jusqu'au carreau logement social. Les données sont cartographiées à différentes échelles de la plus fine à la plus large : point adresse, carreau logement social, quartiers QPV (Quartiers Prioritaire de la Politique de la Ville), IRIS (Ilots Regroupés pour Information Statistique) et collectivités.

Il est proposé d'approuver la convention tripartite (Département, URH et GIP SNE), jointe en annexe, afin de permettre l'ouverture des accès à notre collectivité selon la liste jointe.

Je propose au Conseil départemental :

- d'approuver la convention tripartite (Département, URH et GIP SNE) portant sur le portail de cartographie de l'occupation du parc social, afin de permettre l'ouverture des accès à notre collectivité ;
- de m'autoriser à signer ladite convention, jointe au rapport (annexe 1).

Jean-René LECERF
Président du Département du Nord

CONSEIL DEPARTEMENTAL
Réunion du 29 juin 2020

OBJET : Politique de l'Habitat et du Logement : Partenord Habitat - demande de subventions-annulation de subventions - ajustements relatifs à la gestion de subventions antérieures.

Ce rapport prévoit en matière d'habitat :

- des aides à l'investissement à Partenord Habitat ;
- l'annulation de subventions octroyées à Partenord Habitat au titre des conventions 2015-2017 et 2018-2021 ;
- la prorogation du délai d'engagement de l'opération en offre nouvelle à Ohain, délibérée par la Commission permanente du 19 novembre 2018 (délibération n° DSTDL/2018/348).

1 - PARTENORD HABITAT – CONVENTION 2018-2021 – DEMANDES DE SUBVENTIONS

Par délibération du 8 octobre 2018 (DSTD/2018/186), le Conseil départemental a validé la convention départementale d'objectifs et de moyens d'un montant global de 19 012 000 € à intervenir avec Partenord Habitat pour la période 2018 à 2021. Celle-ci a fait l'objet d'une signature le 29 octobre 2018.

Les objectifs de la convention ciblent le développement de logements sociaux neufs, notamment en milieu rural, ainsi que la réhabilitation de logements existants et consacre, par ailleurs, des crédits pour le soutien à l'attractivité des villes moyennes.

Le tableau ci-dessous présente une synthèse des objectifs et des financements prévus.

Axe 1 - Solidarités territoriales : développement de l'offre de logement sur les territoires				
Fiche Aides	Objectifs d'intervention	Objectif logements	Aides / logement	Enveloppes prévisionnelles
Fiche 1.1	■ Soutien à l'offre nouvelle en territoires hors délégation des aides à la pierre de l'Etat, et dans 125 communes rurales en territoires délégataires	300	Aide socle de 13 000 € + prime innovation de 5 000 €, soit 18 000 € maximum par logement. En territoire délégataire, aide socle et prime innovation, cumulées à celle éventuelle de l'EPCI sont plafonnées à 18 000 €.	5 400 000 €
Fiche 1.2	■ Soutien à l'offre nouvelle en secteur délégataire : innovation sociale dédiée à l'autonomie, formes de logements innovantes, logements partagés ...	125	Aide de 8 000 €	1 000 000 €
Fiche 1.3	■ Réhabilitation énergétique (PSEE), amélioration de l'habitat	1220	Aide de 4 600 €	5 612 000 €
	Sous total	1645		12 012 000 €
Fiche 1.4	■ Soutien à l'attractivité des villes moyennes et structurantes <i>30 communes structurantes en territoires non délégataires des aides à la pierre de l'Etat</i> Aniche, Annoeullin, Arleux, Avesnes-sur-Helpe, Bailleul, Bavay, Bergues, Carnières, Clary, Cambrai, Cassel, le Cateau-Cambrésis, Caudry, Cysoing, Fourmies, Hazebrouck, Hondshoote, Landrecies, Le Quesnoy, Marcoing, Marchiennes, Merville, Orchies, Pont à Marcq, Solesmes, Solre-le-Château, Steenvoorde, Templeuve, Trélon, Wormouth Construction de logements locatifs sociaux en PLAI, PLUS, PLS, PLI		Aide de 18 000 € par logement	7 000 000 €
	Réhabilitation et/ou amélioration des logements locatifs sociaux - dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (en QPV) et dans les territoires de veille - hors des quartiers prioritaires de la politique de la ville (hors QPV)		Aide de 5 000 € par logement Aide de 3 000 € par logement	
	Démolition de logements locatifs sociaux		Aide de 35 000 € HT par logement démoli	
Fiche 1.5	■ Vente de logements			pas de crédit spécifique mobilisé
	Sous total			7 000 000 €
	Total Axe 1			19 012 000 €
Axe 2 - Solidarités humaines : des logements adaptés aux publics fragiles et aux personnes en perte d'autonomie				
	■ Relogement de jeunes majeurs issus des dispositifs de l'ASE Accueil de jeunes de 18 à 21 ans, solvables : 100 jeunes /an à compter de 2019			pas de crédit spécifique mobilisé
	Sous total			
	Total Axe 2			
	Total global			19 012 000 €

Les projets de Partenord Habitat qui font l'objet de la présente demande de subventions sont détaillés en annexe 1. Ils représentent un montant global de 4 344 400 € pour 291 logements, répartis sur 11 communes de la façon suivante :

- offre nouvelle : 1 378 000 € pour 86 logements :
 - * dont 1 242 000 € pour 69 logements au titre du soutien aux territoires hors délégation des aides à la pierre de l'Etat et aux 105 communes rurales en territoires délégataires ;
 - * dont 136 000 € pour 17 logements au titre du soutien aux territoires en secteur délégataire des aides à la pierre de l'Etat ;
- réhabilitation, amélioration de l'habitat : 248 400 € pour 54 logements ;
- attractivité des villes moyennes et structurantes : 2 718 000 € pour 151 logements.

Suite aux derniers engagements votés à la Commission permanente du 18 novembre 2019 (délibération n° DAT/2019/455), le montant global cumulé des engagements contractés en 2018 et 2019 sur l'Autorisation de Programme (AP) 2018-2021 s'élevait à 8 810 000 €, avec un solde global disponible de 10 202 000 €.

L'annulation dans le présent rapport de la subvention attribuée par la Commission permanente du 19 novembre 2018 (délibération n° DSTDL/2018/348) pour l'opération en offre nouvelle d'Emerchicourt et la réaffectation des 504 000 € afférents sur le solde disponible de l'AP (cf. ci-dessous : régularisations 2.1), amènent à réviser les montants engagés et disponibles, comme présenté dans le tableau de synthèse de la partie 2 ci-dessous.

2 – RÉGULARISATIONS

2.1 Partenord Habitat – Convention 2018-2021 – Annulation d'une subvention de 504 000 € votée en Commission permanente du 19/11/2018 et réaffectation des crédits – Incidence sur le montant global engagé et sur le solde disponible des crédits de l'AP 2018-2021

La Commission permanente du 19 novembre 2018 (délibération n° DSTDL/2018/348) avait approuvé l'attribution d'une subvention de 504 000 € à Partenord Habitat, pour la construction de 28 logements locatifs sociaux à Emerchicourt, commune qui relevait à l'époque de la Communauté de Communes Cœur d'Ostrevent. Depuis le 1^{er} janvier 2019, Emerchicourt a rejoint la Communauté d'agglomération de la Porte du Hainaut et le projet envisagé n'a pu être finalisé.

Aussi, par courrier du 10 mars 2020, Partenord Habitat a sollicité l'annulation de la subvention attribuée et la réaffectation des crédits désengagés sur l'enveloppe annuelle d'AP 2020. Pour information, la subvention n'a donné lieu à aucun versement.

En conséquence, il est proposé de réaffecter les 504 000 € sur l'enveloppe annuelle 2020 dédiée à l'offre nouvelle en territoire non délégataire et de rectifier le montant global cumulé des engagements sur les exercices 2018 et 2019, en le ramenant à 8 306 000 € avec un solde de 10 706 000 €. Le tableau ci-dessous expose ces modifications.

Exercices	Commission Permanente (CP) / Conseil Départemental (CD)	Montant engagé en €	Nombre de logements concernés	Cumul logements concernés	Cumul engagements en €	Solde global disponible en €
Déjà engagés						
2018	CP 19/11/2018	4 102 000	609	609	4 102 000	14 910 000
Annulation et réaffectation des crédits désengagés pour l'opération Emerchicourt (construction de 28 logts - délibération du 19/11/2018 - rapport DSTDL/2018/348)	CD 29/06/2020	-504 000	-28	581	3 598 000	15 414 000
Sous-total 2018 revu au 29/06/2020		3 598 000	581	581	3 598 000	15 414 000
2019	CP 12/03/2019	3 467 000	349	930	7 065 000	11 947 000
	CP 18/11/2019	1 241 000	162	1 092	8 306 000	10 706 000
Sous-total 2019		4 708 000	511	1 092	8 306 000	10 706 000
Engagements prévus						
2020	CD 29/06/2020	4 344 400	291	1 383	12 650 400	6 361 600
Sous-total 2020		4 344 400	291	1 383	12 650 400	6 361 600
Taux prévisionnel d'engagements sur l'enveloppe de 19 012 000 €				→		66,54%

2.2 Partenord Habitat – Convention 2015-2017 - annulation de 6 subventions votées en Commission permanente des 03/07/2017 (DSTDL/2017/189) et 27/11/2017 (DSTDL/2020/337)

Dans le cadre de la convention 2015-2017, 93 000 € ont été attribués à Partenord Habitat pour 6 opérations en offre nouvelle ou en réhabilitation, reprises en annexe 2 du présent rapport.

Ces opérations qui concernent les communes de Feignies, Mons en Baroeul, Seclin, Aubry, Téteghem et Denain et qui ont fait l'objet, soit d'un dépassement du délai d'engagement des travaux, soit d'une

annulation ou d'une modification du programme de travaux, entraîne l'annulation des crédits afférents, inscrits dans le cadre de l'AP 2015-2017 (celles-ci sont détaillées dans l'annexe 2 du présent rapport).

3 - Partenord Habitat – Convention 2018-2021 - Demande de prorogation du délai d'engagement des travaux – opération en offre nouvelle à Ohain – délibération de la Commission permanente du 19/11/2018

La Commission permanente du 19 novembre 2018 (délibération n° DSTDL/2018/348) a approuvé l'attribution d'une subvention de 270 000 € à Partenord Habitat pour une opération en offre nouvelle de 15 logements, rue des Horbes à Ohain. La date prévisionnelle de l'ordre de service était fixée initialement à avril 2019.

L'alinéa 4 de l'article 2 de l'annexe 2 de la convention de partenariat 2018-2021 stipule que le délai de démarrage des travaux doit intervenir dans un délai maximum de 18 mois à compter de la date de certification du caractère exécutoire de la délibération accordant la subvention et qu'il peut être prorogé par décision du Conseil départemental.

Par courrier du 10 mars 2020, Partenord Habitat a sollicité le Département afin d'obtenir un allongement du délai d'engagement des travaux, l'ordre de service étant reporté à novembre 2020.

Il est proposé de proroger le délai d'exécution des travaux afin de ne pas pénaliser l'office.

Je propose au Conseil départemental :

- d'approuver le financement des opérations proposées par Partenord Habitat au titre de la convention 2018-2021 dont le détail est repris dans le tableau en annexe 1, pour un montant global de 4 344 400 € ;
- d'imputer la dépense correspondante sur les crédits inscrits au budget départemental de l'exercice 2020, opération 23006OP005 ;
- d'annuler la subvention de 504 000 € votée en Commission permanente du 19 novembre 2018 (délibération n° DSTDL/2018/348) pour l'opération de construction de 28 logements à Emerchicourt et d'autoriser la réaffectation des crédits, comme indiqué dans le présent rapport ;
- d'annuler les 93 000 € engagés pour les 6 opérations de la convention 2015-2017, reprises dans le tableau en annexe 2 ;
- d'accorder à Partenord Habitat une prorogation du délai d'engagement des travaux à novembre 2020, pour l'opération en offre nouvelle de 18 logements, rue des Horbes à Ohain, délibérée en Commission permanente du 19 novembre 2018 (délibération n° DSTDL/2018/348) ;
- de m'autoriser à signer tous les actes correspondant à la délibération.

CODE GRAND ANGLE		ENGAGEMENTS		
OPERATION	ENVELOPPE	AUTORISES	DEJA CONTRACTES	PROPOSES DANS LE RAPPORT
23006OP005	23006E01	10 202 000 €	0	- 504 000 €
23006OP005	23006E01	10 706 000 €	0	4 344 400 €

Jean-René LECERF
Président du Département du Nord

CONSEIL DEPARTEMENTAL
Réunion du 29 juin 2020

OBJET : Politique de l'Habitat et du Logement : Attribution d'aides aux particuliers dans le cadre des dispositifs Nord Équipement Habitat Solidarité (NEHS) et J'Amén'Age 59 et abandon d'une opération dans le dispositif Prime à l'Innovation.

1 – DISPOSITIF DES PRIMES A L'INNOVATION

Conformément au Plan Départemental de l'Habitat (PDH), un dispositif d'aides aux bailleurs sociaux a été adopté en réunion du Conseil général du 15 décembre 2014 (DHL/2014/1210) et complété lors du Conseil départemental du 26 septembre 2016 (DSTD/2016/391) avec la création de la prime « innovation ».

Dans le cadre de ce dispositif, lors de la Commission permanente du 9 juillet 2018 (DSTD/2018/139), 7 projets ont été retenus dont un concernant une opération de création d'un bâtiment de 8 logements locatifs sociaux de type 2 et 3 (4 Prêts Locatifs à Usage Social (PLUS) et 4 Prêts Locatifs Aidés d'Interprétation (PLAI), 2 T2 et 6 T3) rue de la Gare à Loon Plage, pour le compte de la SA Habitat du Nord et d'un montant de 20 000 €.

Par courriel du 21 avril dernier (joint en annexe 1), la SA Habitat du Nord a averti le Département que cette opération n'irait pas à son terme. Il est donc proposé de prendre acte de cet abandon. Cette opération n'avait fait l'objet d'aucun engagement budgétaire.

2 – DISPOSITIFS NORD EQUIPEMENT HABITAT SOLIDARITE ET J'AMEN'AGE 59

Dans ce rapport, 46 demandes de subventions de particuliers éligibles sont présentées pour l'attribution d'une aide, dont 27 demandes NEHS et 19 demandes J'Amén'Age 59.

Répartition quantitative :

NEHS		J'Amén'Age 59		
	Demandes	Projets	Demandes	
Total présenté à la CD	27	49	Total présenté à la CD	19
dont en PIG	27	49	dont en PIG	18
dont en diffus (hors PIG ou OPAH)	0	0	dont en diffus (hors PIG ou OPAH)	1

Répartition territoriale :

Arrondissements	Nombres de demandes	Nombre de projets	Nombre de demandes LHI*	Nombre de demandes en diffus
Cambrai				
NEHS	1	2		
J'Amén'Age 59	1	1		
Avesnes-sur-Helpe				
NEHS	3	6		
J'Amén'Age 59				
Dunkerque				
NEHS	7	13		
J'Amén'Age 59	3	3		
Valenciennes				
NEHS	6	11		
J'Amén'Age 59	4	6		
Douai				
NEHS	4	6		
J'Amén'Age 59	3	3		1
Lille				
NEHS	6	11		
J'Amén'Age 59	8	11		
TOTAL	46	73		1
NEHS + J'Amé'Age 59				

*LHI : Lutte contre l'Habitat Indigne

L'intervention départementale s'élève à 198 941,59 € d'aides en travaux, dont 150 440,38 € pour les demandes au titre du dispositif NEHS et 48 501,21 € au titre du dispositif J'Amén'Age 59.

Le montant total des travaux réalisés par les entreprises locales sur les territoires s'élève à 531 159,32 € T.T.C, dont le détail est repris dans les tableaux, joints en annexes 4 et 5. Dans ce rapport, il n'y a aucune demande d'aide au titre de la lutte contre l'habitat indigne.

Je propose au Conseil départemental :

Pour les primes à l'innovation :

- de prendre acte de l'abandon de l'opération de la SA Habitat du Nord à Loon Plage.

Pour le dispositif NEHS :

- d'attribuer, dans le cadre du dispositif Nord Equipement Habitat Solidarité, les subventions pour le financement des 27 demandes de particuliers sur des aides aux travaux, pour un montant total de subventions de 150 440,38 €, dont le tableau est joint en annexe 4 ;
- d'imputer les dépenses correspondantes sur les crédits inscrits au budget départemental de l'exercice 2020, opération 23006OP001 ;

Pour le dispositif J'Amén'Age 59 :

- d'attribuer, dans le cadre du dispositif J'Amén'Age 59, les subventions pour le financement des

- 5/10 -

19 demandes de particuliers sur des aides aux travaux, pour un montant total de subventions de 48 501,21 €, dont le tableau est joint en annexe 5 ;

- d'imputer les dépenses correspondantes sur les crédits inscrits au budget départemental de l'exercice 2020, opération 13003OP003.

CODE GRAND ANGLE		ENGAGEMENTS		
OPERATION	ENVELOPPE	AUTORISES	DEJA CONTRACTES	PROPOSES DANS LE RAPPORT
23006OP001	23006E11	2 100 000 €	658 749,25 €	150 440,38 €
13003OP003	13003E09	1 480 000 €	261 282,74 €	48 501,21 €

Jean-René LECERF
Président du Département du Nord

CONSEIL DEPARTEMENTAL
Réunion du 29 juin 2020

OBJET : Politique de la Ville : autorisation de signer les Protocoles d'Engagements Renforcés et Réciproques de Douaisis Agglo et de la Communauté de Communes du Coeur d'Ostrevent (CCCO).

Préambule :

Lors de sa séance du 15 juin 2015, le Conseil départemental a décidé à l'unanimité de s'engager aux côtés de 13 EPCI et villes retenues dans la géographie des Quartiers Prioritaires, définie par la loi du 21 février 2014, en signant leurs 13 Contrats de Ville.

Au-delà des particularités de chaque territoire, cet engagement départemental vise principalement 3 objectifs :

- accompagner vers l'emploi et le développement économique ;
- renforcer la cohésion sociale ;
- agir sur l'urbain, favoriser un habitat de qualité et conforter les parcours résidentiels en application du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU).

L'Etat a souhaité prolonger les Contrats de Ville, initialement prévus pour la période 2015/2020, jusqu'en 2022 à l'appui des 40 mesures dites « Pacte de Dijon » proposées par l'Assemblée des communautés de France (AdCF) et l'association « France Urbaine ».

C'est donc autour de ces nouvelles orientations et sur les bilans territoriaux réalisés à mi-parcours qu'a été bâtie la prorogation des Contrats de Ville jusqu'en 2022 sous la forme de « Protocoles d'Engagements Réciproques et Renforcés (PERR) ». Ils précisent les priorités de chaque contrat pour les 3 prochaines années, les ressources mobilisables (techniques, financières, en matière de gouvernance) ainsi que les outils de suivi et d'évaluation.

La présente délibération vise à approuver le principe de la prolongation des Contrats de Ville de Douaisis Agglo et de la Communauté de Communes Cœur d'Ostrevent (CCCO), ainsi que leurs annexes.

L'élaboration de ces protocoles a été pilotée par les intercommunalités, avec la participation active de ses partenaires, dont le Département du Nord, par ailleurs très engagé dans la préparation du NPNRU qui constitue le volet investissement du Contrat de Ville de Douaisis Agglo.

Ces protocoles n'ont pas vocation à questionner l'entièreté des Contrats de Ville initiaux. En effet, les objectifs généraux d'intervention demeurent les mêmes que ceux identifiés en 2015. Il s'agit toutefois de réactualiser les priorités au regard des changements intervenus depuis 2015, tant en fonction de la situation objective des quartiers prioritaires que des orientations politiques, décidées depuis 2015 par les différents exécutifs ainsi que de prioriser les objectifs et actions sur lesquelles les signataires souhaitent concentrer leurs efforts collectifs d'ici la fin d'année 2022.

1. LES DECLINAISONS TERRITORIALES

A - Douaisis Agglo

Une évaluation a été menée durant l'année 2019. Celle-ci a permis de réinterroger les objectifs du Contrat de Ville et de formuler des préconisations pour les années 2020 à 2022.

Ce travail s'est conclu par l'organisation d'ateliers collectifs réunissant l'ensemble des partenaires du Contrat de Ville afin de travailler sur :

- le sens et les priorités du Contrat de Ville ;
- la place des habitants dans le Contrat de Ville ;
- les procédures et l'accès au Contrat de Ville ;
- la mutualisation.

Dans le même temps, le principe de mobilisation des politiques de droit commun a été réaffirmé dans le sens d'un déploiement juste et équitable de l'action publique. En effet, les écarts des conditions de vie entre les habitants des QPV (Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville) et ceux des autres quartiers se sont accentués entre 2015 et 2018.

La capitalisation de l'ensemble de ce travail a permis d'identifier et de décliner quatre axes stratégiques retenus dans le cadre de la rénovation du Contrat de Ville :

• **Prioriser les thématiques d'intervention concernant :**

- l'inclusion numérique, la lutte contre l'illectronisme et la promotion des usages du numérique comme levier de l'insertion professionnelle ;
- la levée de freins à l'emploi, par des actions individualisées, la structuration des acteurs de l'Insertion par l'Activité Economique, en générant notamment une dynamique locale de remise à l'emploi des chômeurs de longue durée ;
- la réussite éducative, par la mise à disposition de professionnels et la réalisation d'actions en appui des PRE (Programmes de Réussite Educative) communaux ;
- la culture, en renforçant le partenariat avec les différentes structures culturelles du territoire pour travailler le savoir-être, le langage, la confiance en soi, l'écoute et l'expression citoyenne ;
- l'habitat et le renouvellement urbain (en lien avec les NPNRU et l'ERBM – Engagement pour le Renouveau du Bassin Minier), par la réhabilitation du parc de logements et l'amélioration de l'offre de services et d'équipements, l'amélioration du cadre de vie, l'amélioration de l'accès et de l'équilibre de peuplement dans le parc social, les opportunités d'insertion créées par les opérations de réhabilitation des cités minières ;
- la médiation, par la création d'un conseil local de la médiation ;
- la santé mentale, par la création d'un conseil local de santé mentale ;
- l'expression citoyenne, par la création d'un Projet Initiative Citoyen (PIC), à l'échelle communautaire, pour soutenir les projets de petite taille, en favorisant la participation des habitants, notamment à travers les projets structurants du territoire ;
- la lutte contre les discriminations, par la finalisation et la mise en œuvre du Plan Territorial de Lutte Contre les Discriminations.

• **Définir un projet structurant et partagé :**

Il sera développé à travers deux projets supports identifiés :

- l'inclusion numérique (lieu ressource et service itinérant) ;
- l'expression citoyenne (PIC communautaire).

- **Mutualiser les interventions en garantissant la proximité :**

- en accentuant la mutualisation et en renforçant le partenariat local ;
- en intensifiant la coordination entre l'échelon communautaire et communal.

- **Faciliter l'accès au Contrat de Ville :**

- en simplifiant autant que possible les démarches des porteurs de projet : développement des Contrats Pluriannuels d'Objectifs, mise en place d'une « plateforme hub ».

B – La Communauté de Communes Cœur d'Ostrevent

Cœur d'Ostrevent s'est engagé dans une démarche d'évaluation à mi-parcours de son Contrat de Ville et des ateliers thématiques qui ont eu lieu en mai 2019. L'ensemble des travaux a fait l'objet d'une restitution le 10 septembre 2019.

L'évaluation à mi-parcours a permis de relever :

- que les thématiques d'accès à la culture et d'accès aux soins étaient insuffisamment couvertes ;
- que la mobilisation des publics reste un défi nécessitant l'engagement de l'ensemble des partenaires ;
- qu'un axe communication autour des actions programmées, de leur valorisation devait être développé.

Parmi les 12 orientations stratégiques et les 4 piliers du Contrat Unique d'Agglomération qui restent tous d'actualité, le protocole permet de réaffirmer et d'ajuster les priorités des signataires.

Ainsi, les priorités pour la période 2020-2022 sont :

- **En matière de cohésion sociale :**

- favoriser la réussite éducative (à noter qu'une action de préfiguration Programme de Réussite Educative (PRE), est inscrite dans la programmation 2020) et développer les actions de soutien à la parentalité ;
- renforcer la prévention, la promotion et l'accès à la santé.

- **En matière d'accès à l'emploi et de développement économique :**

- consolider la levée des freins à la formation, à l'emploi et développer l'activité en faveur des habitants ;
- renforcer la coordination des acteurs de l'insertion, de l'emploi, et du développement économique.

- **En matière d'intégration urbaine des quartiers et d'amélioration du cadre de vie :**

- renforcer la promotion de l'accès à la culture par le développement des actions de médiation culturelle ;
- intensifier l'amélioration du cadre de vie et l'attractivité résidentielle des Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville (QPV) (projets dans le cadre de l'Engagement pour le Renouveau du Bassin Minier, Gestion Urbaine de Proximité).

2. LE CROISEMENT DES PRIORITÉS DÉPARTEMENTALES AVEC LES CONTRATS DE VILLE

De par sa nature transversale, la politique de la ville fait partie intégrante des priorités départementales, comme l'emploi ou l'avenir de la jeunesse, en donnant notamment à chaque collégien toutes les chances de réussir et le mieux vivre ensemble par la culture et le sport.

Le Département souhaite ainsi orienter son action dans les quartiers autour de trois priorités. Celles-ci seront déclinées à l'échelle de chaque intercommunalité, pour articuler au plus près les orientations de son Contrat de Ville avec la stratégie du Département.

2.1 – Donner priorité à l'emploi

Depuis 2015, le Département du Nord a réorienté sa politique d'insertion des allocataires du RSA afin de favoriser le retour à l'emploi. Une nouvelle étape a été franchie fin 2018, avec la contractualisation avec l'Etat dans le cadre de la stratégie nationale de lutte contre la pauvreté.

Ce dispositif se formalise par :

- la création des « Maisons Départementales de l'Insertion et de l'Emploi », sur l'ensemble du Département dont celle du Douaisis inaugurée en juin 2019 ;
- un objectif d'accueil de l'allocataire dans le mois qui suit sa demande de RSA ;
- un coaching spécifique à visée emploi ou formation qualifiante.

2.2 – Renforcer l'accompagnement des enfants et des jeunes en situation de fragilité sociale et scolaire

Une attention particulière doit être portée sur le public jeune, permettant de préparer l'avenir et de prévenir les difficultés de demain. Le Département souhaite s'engager au travers de la mise en place de projets permettant une approche globale et partenariale de l'accompagnement des jeunes et assurant leur accès à l'autonomie (citoyenneté, formation, emploi, mobilité, logement, santé...).

Le Département s'investit pour et avec les collégiens, en mettant à leur disposition des équipements et des outils de qualité (plan collèges numérique, restauration de qualité au collège et approvisionnement local), dont un des premiers objectifs est la lutte contre le décrochage scolaire.

2.3 – Améliorer le vivre ensemble

- par l'amélioration de l'exercice de la citoyenneté (accès réel aux droits, informations sur les devoirs) et de l'accessibilité aux services en terme de communication avec les usagers en s'inspirant de la démarche « Facile à Lire et à Comprendre » (FALC) et aux équipements, dans une logique d'aménagement équilibré des territoires ;
- par des actions en faveur de l'insertion par la culture et le sport, qui contribuent également à un objectif plus global de lien social et de bien-être des nordistes ;
- par le soutien aux publics fragiles, dont les difficultés sont souvent accrues dans les quartiers prioritaires. Une attention particulière sera portée aux allocataires du RSA, aux enfants et jeunes pris en charge par l'ASE et des personnes en perte d'autonomie.

De façon générale, les initiatives de prévention et d'intervention précoce, de lutte contre l'isolement, et de soutien à la parentalité ainsi que les outils mis en place par le Département en matière de cadre de vie ou de mobilité, sont autant de leviers à mobiliser et coordonner dans l'objectif commun « d'améliorer la qualité de vie et l'attractivité des quartiers prioritaires ».

3. DES RESSOURCES HUMAINES DÉPARTEMENTALES MOBILISÉES SUR TOUS LES CHANTIERS PRIORITAIRES DES PROTOCOLES D'ENGAGEMENTS RÉCIPROQUES ET RENFORCÉS

Par ces présents protocoles, le Département du Nord s'engage à mobiliser ses ressources sur l'ensemble des chantiers listés et en particulier à :

- **contribuer au développement économique et à l'emploi en faveur des Quartiers Prioritaires**, avec l'action de la Maison Départementale de l'Insertion et de l'Emploi ;
- **contribuer à l'amélioration de la qualité de vie et à l'attractivité des Quartiers Prioritaires** : le Département continuera à accompagner les projets des communes et des particuliers, et poursuivra son engagement dans la mise en œuvre de ses compétences propres (PTS, NEHS, Nordsem, INord) ;
- **renforcer l'accompagnement des enfants et des jeunes en situation de fragilité sociale et scolaire** en coordonnant les initiatives en faveur de l'égalité des chances et en étant présent tout au long du parcours de vie et d'insertion des jeunes, de l'éducation à la vie active ;
- **participer à la gouvernance** en participant aux instances de pilotage, de travail et d'élaboration du Contrat de Ville.

Dans le domaine de la prévention et de l'action sociale, près de 368 agents départementaux travaillent à la DTPAS du Douaisis et dans les 4 UTPAS de l'arrondissement de Douai, toutes concernées par les QPV. Cette présence se traduit également par un maillage fin en lieux d'accueil du public.

Le Département accompagne de nombreux acteurs dans les quartiers prioritaires du Douaisis, notamment avec l'action des 10 centres sociaux de Douaisis Agglo et des 4 centres sociaux de la CCCO concernés.

Afin d'acter la prorogation du Contrat de Ville pour la période 2020/2022, il convient que chaque partenaire signe l'avenant afférent.

Je propose au Conseil départemental :

- de m'autoriser à signer le « Protocole d'Engagements Renforcés et Réciproques » du contrat de ville de Douaisis Agglo pour la période 2020-2022 (annexe 1), ainsi que tous les documents afférents ;
- de m'autoriser à signer le « Protocole d'Engagements Renforcés et Réciproques » du contrat de ville de la Communauté de Communes Cœur d'Ostrevent pour la période 2020-2022 (annexe 2), ainsi que tous les documents afférents.

Jean-René LECERF
Président du Département du Nord

CONSEIL DEPARTEMENTAL
Réunion du 29 juin 2020

OBJET : Programmation 2020 des Projets Territoriaux Structurants

Le Département, partenaire historique des communes, des intercommunalités et des territoires de projet, intervient à leurs côtés à toutes les échelles de l'aménagement et du développement territorial. Son action s'exerce ainsi dans la proximité, mais aussi à l'échelle supra-territoriale et en articulation avec les politiques régionales.

La délibération cadre pour une politique d'aménagement et de développement des territoires votée le 13 avril 2016 (MCT/2016/113) a posé les grands principes d'intervention du Département en faveur des territoires et a affirmé le rôle de la collectivité en matière de solidarité territoriale. Elle positionne le Département dans le cadre de la nouvelle région Hauts-de-France, comme niveau intermédiaire de l'aménagement entre les stratégies régionales et locales, notamment celles des intercommunalités et des pôles métropolitains en émergence.

La politique départementale d'aménagement du territoire intègre dans une approche transversale les investissements des différentes politiques départementales thématiques (aménagement, solidarités, habitat, environnement, voirie et transport, culture, sport, éducation, ruralité, politique de la ville, etc.).

Le Département a institué le 13 juin 2016 (MCT/2016/202) les nouveaux dispositifs de soutien aux projets d'investissement communaux et intercommunaux, vecteurs d'aménagement et de développement équilibré des territoires : « Soutien aux Projets Territoriaux Structurants » (PTS), « Aide Départementale aux Villages et Bourgs » (ADVB) et « Accompagnement des projets d'Aménagement des Trottoirs le long des routes départementales » (AAT).

Le présent rapport concerne la programmation 2020 du dispositif « Projets Territoriaux Structurants ».

Un appel à manifestation d'intérêt a été organisé du 1^{er} février au 1^{er} avril 2019, pour le dépôt de demandes de subvention en vue des programmations 2019 et 2020.

Pour mémoire, 194 projets ont été proposés par 116 maîtres d'ouvrage différents (communes et Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI)) dont 182 projets concernent des travaux et 12 études pré-opérationnelles sur l'ensemble des territoires.

Le montant prévisionnel sollicité au Département était de **116 724 702 €**, pour un montant total de travaux de 506 903 812 € HT.

64 projets ont d'ores et déjà été retenus dans le cadre de la programmation 2019 lors du Conseil départemental du 1^{er} juillet 2019 (DSTDL/219/228) :

- 60 concernent des travaux ;
- 4 concernent des études.

Les projets répondant à un ou plusieurs enjeux stratégiques territoriaux étaient au nombre de 39, les projets territoriaux structurants répondant à un des enjeux départementaux étaient au nombre de 25.

La programmation « Projets Territoriaux Structurants » 2019 représentait un montant total de subventions départementales de 18 940 000 € pour un montant de travaux de près de 124 M€.

Pour la programmation des « Projets Territoriaux Structurants » 2020, il a été retenu une liste indicative des projets soumis à arbitrage pour un soutien financier en 2020. Il a été également proposé, de manière marginale, que d'autres projets déposés au titre des « Projets Territoriaux Structurants » 2019/2020, puissent aussi faire l'objet d'un accompagnement technique par les services du Département en 2020 et que, selon leur degré d'avancement et de mise en œuvre opérationnelle, ils puissent éventuellement faire l'objet d'un accompagnement financier au titre des « Projets Territoriaux Structurants » 2020.

Pour mémoire, le taux de financement maximal du Département est de 40 % pour les travaux et de 50 % pour les études préalables.

Ce taux de subvention est variable en fonction :

- de l'analyse qualitative du projet ;
- de la situation économique et sociale du territoire s'appuyant sur les sources INSEE (Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques) ;
- du nombre de projets retenus et de l'autorisation de programme.

PROGRAMMATION 2020 DU SOUTIEN AUX « PROJETS TERRITORIAUX STRUCTURANTS »

A. Les PTS à enjeux stratégiques territoriaux

Conformément à la délibération du 13 juin 2016 (MCT/2016/202), les Projets Territoriaux Structurants répondent à 4 critères d'éligibilité :

- répondre aux 4 enjeux stratégiques identifiés et partagés avec les territoires ;
- rayonner à minima à l'échelle intercommunale (plusieurs communes ou EPCI), notamment dans les territoires ruraux et comporter un potentiel de mise en synergie (logiques de coopération et de mutualisation) ;
- être mûr et viable économiquement (objectifs concrets et ciblés) ;
- intégrer des clauses d'insertion dans la réalisation du projet.

Au-delà de ces 4 critères, les projets territoriaux structurants sont également appréciés au regard de leur adéquation au territoire, de leur aspect structurant, de la qualité du projet, de la situation économique et sociale du territoire et de la cohérence avec les compétences départementales.

Par ailleurs, l'instruction transversale a permis d'identifier les projets les plus qualitatifs au regard des critères. Les principes suivants ont par ailleurs été adoptés :

- accompagner les projets les plus opérationnels ;
- privilégier, le cas échéant, les projets portés par les EPCI et prendre en considération les projets de politique de la ville.

Afin de contribuer à accroître la territorialisation des politiques publiques départementales dans le cadre de son chef de filât « solidarités territoriales » et garantir la cohérence du programme d'investissement départemental, la programmation 2020 suivante est proposée. Le critère de maturité

s'est révélé décisif pour prioriser l'accompagnement du Département aux différents projets éligibles.

Le montant maximum de subvention pouvant être accordé par projet est de 3 000 000 €. Un bonus de 10 % peut être accordé aux projets innovants.

B. Les PTS à enjeux stratégiques départementaux

Pour les programmations 2019 et 2020, le Département a défini trois volets structurants spécifiques répondant à des enjeux stratégiques départementaux :

- volet « Mobilité hors territoire de la MEL (Métropole Européenne de Lille) » :
 - aires de covoiturage ;
 - mobilité cyclable.
- volet « Education » :
 - sport pour les collégiens ;
 - sécurité aux abords des établissements scolaires.
- volet « Améliorer l'accessibilité des services au public » (pour les territoires prioritaires du Schéma Départemental d'Amélioration de l'Accessibilité des Services au Public (SDAASP)) :
 - maisons de santé pluri professionnelles (l'attribution définitive de la subvention sera conditionnée à l'obtention de la labellisation de l'Agence Régionale de Santé et à sa transmission officielle au Département avant la production du certificat de commencement des travaux) ;
 - projets d'envergure intercommunale améliorant l'accessibilité des services au public (exemple : Maison de Services Au Public (MSAP) ou Espaces France Service (EFS) intégrant de nombreux partenaires).

Le montant maximum de subvention pouvant être accordé par projet est de 300 000 €.

C. Lauréats de la programmation « Projets Territoriaux Structurants » 2020

Les modalités d'annonces et de dépôt des candidatures ont fait émerger des projets très divers (équipements sportifs, culturels, médico-sociaux, en milieu rural et urbain, etc.).

Au final, après arbitrage technique et financier, 43 projets concernant des travaux et 2 études ont été retenus pour la programmation 2020, selon le tableau joint en annexe n°1 :

- 25 projets répondent à un des enjeux départementaux ;
- 20 projets répondent à un ou plusieurs enjeux stratégiques territoriaux.

La programmation « Projets Territoriaux Structurants » 2020 représente 13 668 000 € de subventions départementales pour un montant de travaux de plus de 74 M €.

Je propose au Conseil départemental :

- d'attribuer des subventions d'investissement, dans le cadre de la programmation 2020 des Projets Territoriaux Structurants (PTS), aux communes et structures intercommunales dont la liste figure en annexe 1 ;
- de m'autoriser à signer les actes et décisions correspondants et notamment les conventions conformes à la convention type jointe en annexe 2 ;

- 6/1 -
- d'imputer les dépenses correspondantes sur les crédits du budget départemental de l'exercice 2020, sur l'opération 25003OP001.

CODE GRAND ANGLE		ENGAGEMENTS		
OPERATION	ENVELOPPE	AUTORISES	DEJA CONTRACTES	PROPOSES DANS LE RAPPORT
25003OP001	25003E03	20 000 000	0	13 668 000

Jean-René LECERF
Président du Département du Nord

CONSEIL DEPARTEMENTAL
Réunion du 29 juin 2020

OBJET : Déclaration d'intention commune en vue de la création du Comité du Détroit.

I – CONTEXTE

La récente sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne et la période de transition qui s'ouvre à présent invitent à repenser les relations qu'entretient le Nord avec l'Angleterre. Au regard de la densité des échanges qui lient les deux territoires et de leurs interactions économiques, touristiques, culturelles et autres, cette nouvelle situation devrait avoir de fortes répercussions sur le territoire nordiste et sa population.

Plus largement, nos territoires partagent une frontière maritime et de fait de nombreux enjeux communs de proximité et de « voisinage ». Ceux-ci demeurent, indépendamment des changements politiques et institutionnels, notamment en matière de développement économique et d'emploi, d'adaptation au changement climatique, de protection des ressources et des espaces naturels, ou encore de circulation des personnes, de bien-être des populations à tous les âges de la vie ou encore d'attractivité et d'équilibre entre les territoires. La recherche de solutions efficaces implique d'agir en partenariat étroit sur le plan transfrontalier, d'intensifier le travail en commun et de renforcer nos coopérations.

C'est dans cet esprit que les délibérations cadres et opérationnelles relatives à la politique de coopération transfrontalière du Département du Nord de 2016 et 2017 affirment l'importance de développer les relations entre les territoires nordistes et britanniques dans un vaste espace transfrontalier.

Cette nécessité de consolider et de pérenniser la coopération avec le Royaume-Uni a conduit le Département du Pas-de-Calais et le Comté anglais du Kent à initier le Comité du Détroit, rejoints dans cette démarche par le Département du Nord, la Province belge de Flandre occidentale et la Province de Zélande aux Pays-Bas. Ce Comité du Détroit apparaît ainsi comme un espace de dialogue permettant de faire converger, dans un cadre multilatéral, les objectifs et les moyens d'actions de ces collectivités territoriales, tout en associant étroitement la société civile (monde économique, établissements scolaires et universitaires, tissu associatif...). La Province de Flandre orientale en Belgique a récemment fait connaître son intention de rejoindre ce partenariat. Un avenant à la déclaration d'intention est ainsi présenté en ce sens (annexe 2). Par ailleurs, sans être directement partie prenante de la démarche, la Région Hauts-de-France a souhaité s'y investir en tant que partenaire observateur, spécifiquement sur les aspects d'adaptation aux conséquences du Brexit.

D'autres territoires anglais, par exemple les Comtés d'Essex et d'East Sussex, pourraient se voir proposer à terme d'intégrer le Comité du Détroit.

Enfin, l'Etat français, sans en être un membre fondateur, est étroitement associé aux différentes étapes de la démarche.

Aujourd'hui, le contexte mondial de la crise sanitaire souligne à quel point la situation critique que traverse notre pays se pose dans des termes comparables de part et d'autre des frontières. Il soulève ainsi plus que jamais la nécessité de réponses coordonnées et non isolées, dans des domaines clés comme la santé, la vie des entreprises et l'emploi, ainsi que les nombreux enjeux sociaux qui en découlent.

II – DECLARATION CONJOINTE DU COMITE DU DETROIT

Le Comité du Détroit a été officialisé par une conférence de lancement le 5 février 2020 à Arras, devant plus de 200 personnes, de manière symbolique quelques jours après le retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne.

A cette occasion, afin d'affirmer leur volonté commune, les cinq collectivités ont présenté la déclaration d'intention conjointe annexée au présent rapport, dont les grandes lignes sont les suivantes :

- dans le contexte transfrontalier et les circonstances particulières liées au Brexit, le Comité du Détroit est un mode de gouvernance souple (non une structure) qui vise le renforcement des coopérations entre le Royaume-Uni et les territoires du continent frontaliers les plus proches ;
- un Comité exécutif rassemblant les représentants élus des 5 collectivités pilote la démarche, a mandat pour négocier avec la Commission européenne et initier des actions de coopération concrètes ;
- trois priorités d'action, non exclusives, sont définies :
 - o changement climatique et croissance verte (transition écologique) ;
 - o développement économique (avec une attention particulière au maintien de la fluidité des échanges commerciaux dans le contexte du Brexit, mais aussi dans une acception plus large de développement territorial) ;
 - o jeunesse (éducation, citoyenneté, prévention sociale).
- la recherche d'innovation est mise en avant comme axe transversal à ces trois domaines ;
- des groupes projets seront mis en place en fonction des actions lancées ;
- le secrétariat est représenté par les administrations respectives des 5 collectivités (pas de secrétariat formel du détroit) ;
- une Assemblée générale annuelle sera organisée sous l'égide du Comité du Détroit, alternativement dans les différents territoires concernés, avec une association large des acteurs locaux ;
- les participations budgétaires respectives seront allouées sur la base d'un programme annuel en fonction des projets actés.

Les élus des collectivités du Comité du Détroit, réunis en Comité exécutif le 11 mars 2020 à Bruges, ont conclu à la nécessité d'élaborer prioritairement la vision commune et les orientations stratégiques du Comité du Détroit. Un prestataire sera sollicité en ce sens par la Province de Flandre occidentale au nom du partenariat. L'avenant tendant à intégrer la Province de Flandre orientale dans le partenariat leur a également été présenté.

Je propose au Conseil départemental :

- d'approuver les termes de la déclaration d'intention conjointe du Comité du Détroit jointe en annexe 1 ;
- d'approuver les termes de l'avenant à la déclaration d'intention conjointe tendant à intégrer la Province de Flandre orientale au partenariat du Comité du Détroit (annexe 2);
- de m'autoriser à signer la déclaration d'intention conjointe et l'avenant qui y est lié, ainsi que tous les documents nécessaires à leur mise en œuvre.

Jean-René LECERF
Président du Département du Nord

CONSEIL DEPARTEMENTAL
Réunion du 29 juin 2020

OBJET : Participation du Département du Nord aux Groupements Européens de Coopération Territoriale (GECT) : GECT Eurométropole Lille - Kortrijk - Tournai et GECT West Vlaanderen / Flandre - Dunkerque - Côte d'Opale

Le Département du Nord a redéfini les axes et les enjeux de sa politique de coopération transfrontalière par délibération-cadre du 12 décembre 2016 (SEPPT/2016/613) et par délibération opérationnelle du 13 novembre 2017 (SEPPT/2017/140).

Dans ce nouveau cadre, le Département réaffirme son action au sein des deux Groupements Européens de Coopération Territoriale, afin de contribuer à leur efficacité et de renforcer les synergies avec ses propres perspectives de développement et d'échanges transfrontaliers. Les GECT sont en effet des outils complémentaires aux collaborations du Département avec d'autres institutions françaises et belges, et aux accords de coopération développés avec les Provinces de Flandre occidentale et celle du Hainaut.

Le Groupement Européen de Coopération Territoriale, constitue un outil de gouvernance de droit européen créé en 2006 par la Commission européenne, afin notamment de faciliter et de développer la coopération entre les acteurs publics des territoires frontaliers. Lieu de débats, de concertation et d'échanges, ce groupement coopératif initie des projets ou en facilite le montage, pour contribuer à une dynamique de développement du territoire transfrontalier.

Deux Groupements Européens de Coopération Territoriale existent dans le département du Nord :

- le GECT Eurométropole Lille-Kortrijk-Tournai ;
- le GECT West Vlaanderen / Flandre-Dunkerque-Côte d'Opale.

Le Département du Nord leur apporte son soutien financier depuis leur création et participe à leurs travaux, via leurs diverses instances politiques et techniques.

1. PARTICIPATION AU GECT EUROMÉTROPOLE LILLE – KORTRIJK – TOURNAI

Par délibération du 21 janvier 2008 (DRIPE/2008/43), l'Assemblée départementale a approuvé sa participation à la création du GECT ainsi que son adhésion. Les partenaires concernés par ce GECT sont :

- côté français : l'Etat, la Région Hauts-de-France, le Département du Nord et la Métropole Européenne de Lille ;
- côté belge : l'Etat fédéral, l'autorité flamande (Région et Communauté flamande), la Province de Flandre occidentale, l'intercommunale LEIEDAL (Association de Développement Régional du sud-ouest de la Flandre), la West Vlaamse Intercommunale

- 6/3 -

(WVI), la Région wallonne, la Communauté française de Belgique, la fédération Wallonie Bruxelles, la Province de Hainaut, l'intercommunale IDETA (Agence de Développement Territorial) et l'Intercommunale d'Etude et de Gestion (IEG).

Le Département du Nord est représenté par quatre élus qui siègent au sein de l'Assemblée ; deux élus siègent au Bureau. Depuis son installation, le Département a participé activement au fonctionnement du GECT lors des assemblées et des bureaux, des groupes de liaison et des groupes de travail. La vice-présidente du Conseil départemental en charge des relations internationales et des relations européennes copilote le groupe de travail « apprentissage des langues » (notamment pour l'initiation au Néerlandais). Le Département du Nord veille également à ce que la problématique de l'insertion professionnelle transfrontalière des allocataires du Revenu de Solidarité Active (RSA) soit au cœur des travaux du GECT.

Plus largement, la participation financière du Département lui permet de :

- s'inscrire dans une gouvernance large transfrontalière et de bénéficier d'une tribune pour une visibilité accrue de son action et de son positionnement à l'échelle européenne, ainsi qu'une capacité d'interpellation auprès des institutions européennes ;
- solliciter l'Agence technique du GECT sur les priorités départementales, notamment en matière d'insertion professionnelle transfrontalière des allocataires du RSA ;
- impliquer les élus et les techniciens dans des projets ou événements transfrontaliers en lien direct avec les politiques départementales : insertion, apprentissage des langues (micro-projet Interreg TALATA), projet « Parc bleu de l'Eurométropole » (trame verte et bleue, incluant le cyclotourisme, la culture, etc.), mobilité, numérique, transition écologique, etc. ;
- bénéficier d'un relais d'information et de communication pour une diffusion élargie des événements et des actions du Département et de ses partenaires.

Le budget primitif 2020 a été voté lors de l'Assemblée du GECT le 14 février 2020. Il s'élève à 1 375 896,58 €.

La contribution totale annuelle fixe est maintenue au même niveau que les années précédentes pour l'année 2020 à 1 265 396,58 €.

Le soutien financier du Département du Nord sollicité pour l'année 2020 est stable, à hauteur de 126 539,66 €, soit 10 % de la contribution totale annuelle.

Les contributions financières de chaque partenaire se répartissent de la manière suivante :

Côté français	% participation	Côté belge	% participation
Etat	5 %	Etat fédéral	7,14 %
Région Hauts de France	10 %	Région et communauté flamande	7,14 %
Département du Nord	10 %	Province de Flandre Occidentale	7,14 %
Métropole Européenne de Lille	25 %	Intercommunale LEIEDAL	3,57 %
		Intercommunale WVI	3,57 %
		Région wallonne	4,29 %
		Communauté française de Belgique	4,29 %
		Province de Hainaut	4,29 %
		Intercommunale IDETA	4,29 %
		Intercommunale IEG	4,29 %
TOTAL	50 %	TOTAL	50 %

Le programme de travail du GECT pour l'année 2020, s'appuie sur les différents groupes de travail qui se réunissent régulièrement dans le cadre de la mise en œuvre du projet de GECT « Eurométropole 2.0 en actions » : services aux citoyens, tourisme, culture, mobilité, aménagement territorial et développement durable, développement économique, énergie, ESPACE BLEU Eurométropolitain, les débats de l'Eurométropole, SMART CITIES et digital Eurometropolis.

Plusieurs thématiques et projets transfrontaliers intéressent le Département du Nord, comme :

L'emploi transfrontalier

Prolongement d'une année des projets « Emploi sans frontières » et « Compétences sans frontières », ainsi que le développement d'outils transfrontaliers pour la mobilité des travailleurs ou des personnes à la recherche d'un emploi.

La qualité de l'air

Une délibération-cadre sur l'engagement stratégique de l'Eurométropole pour la préservation de la qualité de l'air extérieure sur le bassin transfrontalier a été adoptée à l'Assemblée du 29 mars 2019. En 2020, l'agence de l'Eurométropole Lille-Kortrijk-Tournai facilitera l'interconnaissance et la prise de décision pour une mise en œuvre d'actions sur les 3 versants.

Le développement durable et itinérance

Poursuite du déploiement des actions du Parc Bleu pour protéger et gérer les risques, eau et climat, les ressources en eau, activités économiques au bord de l'eau notamment avec la création d'un guide et d'un balisage classique et uniforme des itinéraires cyclables, fluvestres, culturels du Parc Bleu.

L'« Espace Citoyen de l'Europe »

Co-construction et mise en place d'un espace de dialogue itératif et durable qui joue le rôle d'une plateforme intermédiaire pour développer un dialogue interactif pérenne entre les citoyen(ne)s et la sphère européenne dans son ensemble (citoyen(ne)s, élu(e)s et représentant(e)s des institutions européennes).

2. PARTICIPATION AU GECT WEST-VLAANDEREN / FLANDRE-DUNKERQUE-CÔTE D'OPALE

Le Conseil départemental du Nord a été associé à la mise en place du GECT West-Vlaanderen / Flandre-Dunkerque-Côte d'Opale, dont l'installation a eu lieu le 3 avril 2009 à Bruges. Par délibération des 19 et 20 janvier 2009 (DRIPE/2009/34), le Conseil départemental du Nord a approuvé sa participation à la création du GECT ainsi que son adhésion.

Les partenaires concernés par ce GECT sont :

- côté français : l'Etat, la Région Hauts-de-France, la Communauté Urbaine de Dunkerque, le Département du Nord, la Communauté de Communes des Hauts de Flandre, le Syndicat Mixte Flandre et Lys, et l'Agence de développement et d'urbanisme de la région Flandre- Dunkerque (AGUR) ;
- côté belge : l'Etat fédéral, l'autorité flamande (Région et Communauté flamande), la Province de Flandre occidentale, la West Vlaamse Intercommunale (WVI).

Depuis son installation, le Département du Nord a participé activement au fonctionnement du GECT lors des Assemblées et des Bureaux, des comités techniques et des groupes de travail. Il est aujourd'hui représenté par une élue et un suppléant au sein du Bureau et de l'Assemblée.

Suite au départ du Conseil départemental du Pas-de-Calais et la dissolution de l'ERSV West-Vlaanderen vzw, la composition des représentants des différents membres dans le Bureau et l'Assemblée du GECT est modifiée. Le siège laissé vacant par le Pas de Calais devrait revenir au Département du Nord qui en a fait la demande.

La contribution financière du Département du Pas-de-Calais est répartie entre les membres français et celle de l'ERSV West-Vlaanderen vzw est reprise par la Province de Flandre occidentale.

La nouvelle répartition des contributions financières des membres du GECT a été approuvée comme suit :

Membres français	Pourcentage après retrait du CD62 et dissolution de l'ERSV	Membres belges	Pourcentage après retrait du CD62 et dissolution de l'ERSV
Communauté Urbaine de Dunkerque	16 %	Province de Flandre occidentale	13,46 %
Communauté de communes des Hauts de Flandre	4 %	WVI	13,46 %
Syndicat Mixte Flandre et Lys	4 %	Autorité flamande	11,54 %
AGUR	4 %	Etat fédéral belge	11,54 %
Etat Français	5,5 %		
Région Hauts de France	11 %		
Département du Nord	5,5 %		
Total	50 %		50 %

Approuvé lors de l'Assemblée du GECT West - Vlaanderen/Flandre-Dunkerque - Côte d'Opale du 10 décembre 2019, le budget primitif du GECT pour l'exercice 2020 s'élève à un total de 273 179,38 €.

Ce budget comporte principalement des dépenses liées à la mise à disposition de services, aux bureaux et au fonctionnement du GECT, aux activités des groupes de travail thématiques incluant la réalisation des projets européens Interreg V comme Mageteaux, Partons 2.0, Compétences sans frontières et Transmobil ainsi que la communication du GECT.

Le soutien financier du Conseil départemental du Nord sollicité pour l'année 2020 s'élève désormais à un montant de 14 300 €, soit 5,5 % du total des contributions annuelles, ce qui représente une augmentation de 1 300 € par rapport à l'année dernière.

Cette participation financière du Département lui permet de :

- bénéficier d'un statut de membre actif au sein de la plateforme de dialogue politique et de partenaires transfrontaliers représentée par le GECT, avec la possibilité d'y faire connaître son action au-delà de la frontière dans de nombreux domaines de compétences ;
- d'affirmer son positionnement sur les projets communs à mener pour le développement du transfrontalier ;
- de créer de nouveaux partenariats ;
- de produire des connaissances et des outils utiles aux citoyens et aux professionnels du Département ;
- de contribuer à la bonne mise en œuvre de plusieurs projets Interreg qui intéressent le Département.

Le programme de travail du GECT pour l'année 2020 s'appuie principalement sur les projets Interreg V auxquels il participe : Mageteaux, Partons 2.0, Compétences sans frontières et Transmobil.

Le GECT est également associé aux projets Interreg V : Emploi sans frontières, Tendances ainsi que le portefeuille de projets Flandria Rhei.

Il accompagne par ailleurs des actions dans des thématiques prioritaires comme l'apprentissage des langues. 2 établissements d'enseignement supérieur, HOWEST et INSPE Lille Hauts-de-France ont lancé ensemble un microprojet Interreg V « Taalinitiatie Initiation Linguistique » (2019-2021) : apprentissage culturel entre les villes de Veurne (Belgique) et de Hondschoote avec un double objectif pédagogique : découverte ludique des langues française et néerlandaise pour des enfants des écoles primaires, ouverture à un autre système scolaire pour des enseignants-stagiaires (ce qui pourrait élargir les perspectives d'emploi).

Enfin, compte tenu de l'augmentation demandée des contributions, des 10 années d'existence du GECT, des compétences révisées des différents membres, l'Assemblée du GECT a voté la mise en place d'une évaluation du GECT. Celle-ci s'avère opportune et souhaitable afin de définir une vision pour l'avenir et des nouveaux axes de coopération. Cette évaluation sera réalisée par une équipe indépendante franco-flamande.

Je propose au Conseil départemental de :

- valider la participation financière aux budgets de fonctionnement annuels du GECT Eurométropole Lille – Kortrijk - Tournai à hauteur de 126 539,66 € ;
- valider la participation financière aux budgets de fonctionnement annuels du GECT West Vlaanderen /Flandre-Dunkerque – Côte d'Opale à hauteur de 14 300 € ;
- m'autoriser à signer tous les actes ou documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

CODE GRAND ANGLE		ENGAGEMENTS		
OPERATION	ENVELOPPE	AUTORISES	DEJA CONTRACTES	PROPOSES DANS LE RAPPORT
31004OP003	31004E15	160 196,23	7 500	140 839,66

Jean-René LECERF
Président du Département du Nord

CONSEIL DEPARTEMENTAL
Réunion du 29 juin 2020

OBJET : Participation du Département aux projets Interreg.

I. Le projet HAIRE « Vieillir en bonne santé grâce à l'innovation »

Le Département du Nord est partenaire du projet HAIRE qui a été approuvé par le Comité de suivi Interreg des 2 Mers le 21 novembre 2019. Il s'intègre dans l'objectif spécifique « Innovation sociale » du 7^{ème} appel à projets de ce programme et réunit 34 partenaires : français, belges, anglais et néerlandais.

Son objectif est d'aider les personnes âgées de plus de 60 ans des zones rurales du territoire des 2 Mers à rester actives et en bonne santé, en incluant un meilleur accès aux loisirs, aux services et au bénévolat. Les principales dépenses pour le Département concernent la communication, le développement d'une application ou d'un site numérique et la valorisation de ressources humaines.

Le projet piloté par l'Université d'Exeter (Royaume-Uni) est porté par le Pôle Autonomie de la DTPAS (Direction Territoriale de Prévention et d'Action Sociale) de Flandre Intérieure, en lien avec la DOSAA (Direction de l'Offre de Service de l'Aide à l'Autonomie), pour une durée de trois ans : 2020-2022.

Lors de son approbation par le Comité de suivi Interreg des 2 Mers, le budget prévisionnel pluriannuel pour le Département du Nord a fait l'objet d'un ajustement, passant de 377 971 € à 395 218 € pour les années 2020, 2021, 2022 avec un financement FEDER (Fonds Européen de Développement Economique Régional) validé de 237 130,62 € (soit 60 %). Cet ajustement est lié aux recommandations du Comité de suivi Interreg des 2 Mers entre la phase 1 (pré projet) et la phase 2 (projet) qui ont conduit à des modifications à la marge du budget global.

II. Le projet EMPOWERCARE « Habilitier les individus et les communautés à gérer leurs propres soins »

Le Département du Nord est partenaire du projet EMPOWERCARE qui a été approuvé par le Comité de suivi Interreg des 2 Mers le 21 novembre 2019. Il s'intègre dans l'objectif spécifique « Innovation sociale » du 7^{ème} appel à projets de ce programme et réunit 15 partenaires : français, belges, anglais et néerlandais.

Son objectif est la réduction de l'isolement et la solitude des personnes âgées. Il s'adresse au domaine du soin au sens général : santé, médical mais aussi bien-être et permet aux personnes âgées de retarder l'entrée en maison de santé le plus possible grâce à la solidarité civile et familiale. Les principales dépenses pour le Département concernent la communication, le développement d'une application ou d'un site numérique et la valorisation de ressources humaines.

Le projet piloté par le NHS England (National Health Service, organisme public du ministère de la Santé et des Affaires sociales dans le Kent) est porté par le Pôle Autonomie de la DTPAS (Direction Territoriale de Prévention et d'Action Sociale) des Flandres Maritimes en lien avec la DOSAA (Direction de l'Offre de Service de l'Aide à l'Autonomie) du Département, sur une durée de trois ans : 2020-2022.

Lors de son approbation par le Comité de suivi Interreg des 2 Mers, le budget prévisionnel pluriannuel pour le Département du Nord a fait l'objet d'un ajustement, passant de 429 737,40 € à 492 333,50 €, pour les années 2020, 2021, 2022 avec un financement FEDER validé de 295 400,10 € (soit 60%). Cet ajustement est lié aux recommandations du Comité de suivi Interreg des 2 Mers entre la phase 1 (pré projet) et la phase 2 (projet) qui ont conduit à une augmentation du budget global.

III. Le projet « Vedette » Vers une EcoDEstination TransfronTalière d'Excellence Dunes de Flandre.

Le projet « Vedette » du programme Interreg France/Wallonie/Flandre 2014-2021 fait partie du portefeuille de projets « Flandria Rhei » Les Flandres transfrontalières en métamorphose.

Son objectif est le développement du territoire transfrontalier des « Dunes de Flandre » et sa transformation en un parc paysager transfrontalier dans lequel la considération écologique va de pair avec un développement et un ressenti territorial.

Par délibération du 3 juillet 2017 (DSTD/L/2017/210), le Département approuvait sa participation au projet « Vedette » et son co-financement. Le projet piloté par la Province de Flandre occidentale est porté au sein du Département par la Direction de la Ruralité et de l'Environnement pour une durée de quatre ans : 2017-2021 (du 1er octobre 2017 au 30 septembre 2021). Le budget initial du Département était de 113 775, 00 € dont 56 887,50 € de subvention FEDER, soit 50 %.

Le comité de pilotage Interreg France/Wallonie/Flandre du 22 novembre 2019 a décidé la majoration du taux FEDER de 50 à 55 % des projets constitutifs du portefeuille de projets.

Le Département du Nord récupère ainsi 5 688,75 € supplémentaires pour le projet « Vedette ». La subvention FEDER s'élève désormais à 62 576,25 €.

Je propose au Conseil départemental :

- d'approuver les ajustements budgétaires pour les projets : HAIRE « Vieillir en bonne santé grâce à l'innovation », EMPOWERCARE « Habilitier les individus et les communautés à gérer leurs propres soins » dans le cadre du programme Interreg des 2 Mers 2014-2020, « Vedette » Vers une EcoDEstination TransfronTalière d'Excellence Dunes de Flandre dans le cadre du programme Interreg France/Wallonie/Vlaanderen 2014-2020 ;
- de m'autoriser à financer les projets dont les coûts prévisionnels s'élèvent pour le Département à 395 218 € pour le projet HAIRE « Vieillir en bonne santé grâce à l'innovation » et à 492 333,50 € pour le projet EMPOWERCARE « Habilitier les individus et les communautés à gérer leurs propres soins » ;
- De m'autoriser à signer tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la délibération et l'ensemble des documents juridiques liés à l'engagement du Département du Nord, portant sur sa participation aux projets HAIRE « Vieillir en bonne santé grâce à l'innovation », EMPOWERCARE « Habilitier les individus et les communautés à gérer leurs propres soins » et « Vedette » Vers une EcoDEstination TransfronTalière d'Excellence Dunes de Flandre.

Jean-René LECERF
Président du Département du Nord

CONSEIL DEPARTEMENTAL
Réunion du 29 juin 2020

OBJET : Programmation 2021 des Projets Territoriaux Structurants - Déclaration d'intérêts départemental et territorial

Le Département, partenaire historique des communes, des intercommunalités et des territoires de projet, intervient à leurs côtés à toutes les échelles de l'aménagement et du développement territorial. Son action s'exerce ainsi dans la proximité, mais aussi à l'échelle supra-territoriale et en articulation avec les politiques régionales.

La délibération cadre pour une politique d'aménagement et de développement des territoires votée le 13 avril 2016 (MCT/2016/113) a posé les grands principes d'intervention du Département en faveur des territoires et a affirmé le rôle de la collectivité en matière de solidarité territoriale. Elle positionne le Département du Nord dans le cadre de la nouvelle région Hauts-de-France, comme niveau intermédiaire de l'aménagement entre les stratégies régionales et locales, notamment celles des intercommunalités et des pôles métropolitains en émergence.

La politique départementale d'aménagement du territoire intègre dans une approche transversale les investissements des différentes politiques départementales thématiques (aménagement, solidarités, habitat, environnement, voirie et transport, culture, sport, éducation, ruralité, politique de la ville, etc.).

Le Département a institué le 13 juin 2016 (MCT/2016/202) les nouveaux dispositifs de soutien aux projets d'investissement communaux et intercommunaux, vecteurs d'aménagement et de développement équilibré des territoires : « Soutien aux Projets Territoriaux Structurants » (PTS), « Aide Départementale aux Villages et Bourgs » (ADVB) et « Accompagnement des projets d'Aménagement des Trottoirs le long des routes départementales » (AAT).

Le rapport proposé a pour objectif de déclarer d'intérêts départemental et territorial pour la programmation 2021 le projet de la Communauté de Communes de Flandre Intérieure d'aménagement du pôle d'échanges ferroviaire de Hazebrouck.

La Communauté de Communes de Flandre Intérieure et la commune de Hazebrouck ont engagé une réflexion stratégique de structuration d'un centre-ville continu et d'un cœur de centralité. Plusieurs opérations de requalification ont ainsi été menées autour du secteur de la gare.

Dans ce cadre, l'état sanitaire et la vétusté de la passerelle piétonne de 1924 qui enjambe les voies ferrées pour permettre une liaison entre le secteur de la gare en pleine requalification urbaine et le centre-ville nécessite une démolition-reconstruction.

Par ailleurs, la Communauté de Communes de Flandre Intérieure souhaite solliciter, pour ce projet de restructuration du secteur un financement européen au titre du FEDER 2014-2020, dont le dossier est à déposer en juillet 2020.

- 6/5 -

Ce projet de reconstruction de la passerelle piétonne entre le secteur de la gare et le centre-ville présente un intérêt départemental et territorial dans le cadre du développement de la Flandre Intérieure que souhaite soutenir le Département.

Je propose au Conseil départemental :

- de déclarer d'intérêt départemental et territorial pour la programmation 2021 des Projets Territoriaux Structurants le projet d'aménagement du pôle d'échanges ferroviaire de Hazebrouck porté par la Communauté de Communes de Flandre Intérieure.

Jean-René LECERF
Président du Département du Nord

**SIGNATURES DU PROCES-VERBAL
DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU 29 JUIN 2020**

SOU MIS A L'APPROBATION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU 28 SEPTEMBRE 2020



Jean-Noël VERFAILLIE,
Secrétaire de séance



Jean-René LECERF,
Président du Département du Nord